QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12263 - 4 F

DERNIÈRE ÉDITION

SAMEDI 30 JUIN 1984



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC CE NUMÉRO

« LE MONDE LOISIRS »

Randonnées à cheval

et les programmes de la radio et de la télévision pour la semaine

L'Allemagne au-dessous des 40 heures

Le plus dur conflit de l'après-guerre en Allemagne fédérale s'achève. L'accord pilote conclu le *jeudi 28 juin à Stuttgart*, qui fixe la durée moyenne hebdomadaire de travail à trente-huit heures trente, devrait assurer la reprise du travail dès mardi prochain dans l'industrie métallurgique du Bade-Wurtemberg et de la Hesse.

Ainsi prendrait fin le « conflit des *trente-cinq heures* », qui aura coûté près de 500 millions de deutschemarks au syndicat IG-Metall et provoqué une perte de production estimée à 10 milliards de deutschemarks pour les seules entreprises de la métallurgie.

Cela paraît cher pour une réduction de la semaine de travail d'une heure et demie. Mais les dirigeants d'IG-Metall ont atteint leur principal objectif : faire sauter le verrou des quarante heures. Ils ont, en outre, accepté le compromis comme une solution d'attente, car l'accord conclu jeudi est valable jusqu'au 1er septembre 1986. Dans deux ans la question se reposera, et les responsables syndicaux ne perdent pas de vue leur objectif des trente-cinq heures, même s'il n'y est pas fait référence dans le texte qu'ils viennent de signer.

La direction d'IG-Metall peut enfin se prévaloir d'un autre succès dont l'importance n'échappera à personne : la réduction d'horaire s'accompagne, comme elle l'avait exigé, du maintien des salaires.

Tout cela n'est pas allé sans grincements de dents du côté du patronat. Mais celui-ci ne va pas manquer de tirer le plus grand profit des nouvelles possibilités de flexibilité qui sont accordées. L'accord reconnaît notamment aux entreprises le droit de tenir compte du plan de charge de leurs équipements pour appliquer la convention.

L'Allemagne fédérale entre à bien des égards sur un terrain nouveau. Pour la première fois, une part des responsabilités revient aux directions et aux comités d'entreprise pour mettre au point, dans chaque établissement, l'organisation du travail. Il sera intéressant de savoir ce qui en résultera. Est-ce l'emploi qui en bénéficiera ou la productivité qui s'accroîtra ?

Il sera encore plus intéressant de mesurer l'influence qu'aura sur les autres pays européens l'abandon implicite de la référence aux quarante heures en Allemagne. La Confédération européenne des syndicats, qui avait lancé le mot d'ordre des trente-cinq heures il y a deux ans, se trouve confortée par le mouvement déclenché outre-Rhin. De plus, l'argument selon lequel une telle mesure ne pouvait pas s'appliquer dans un seul pays tombe de lui-même avec le « mauvais exemple » donné par le meilleur élève de la classe.

Ce compromis, enfin, ne pourra manquer d'avoir des répercussions, en France principalement, où le débat a été relancé ces dernières semaines par un gouvernement à la recherche de mesures en faveur de l'emploi et par les partenaires sociaux engagés dans une négociation sur la flexibilité du travail.

Les rapports entre l'Etat et l'industrie privée

Le dénouement de l'affaire Creusot-Loire marque la fin d'une longue connivence

Après l'annonce de la mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire, une manifestation de 5 000 personnes environ s'est déroulée vendredi matin 29 juin au Creusot, en Saône-et-Loire, à l'appel des syndicats de l'usine (CGT, CFDT, CGC) avec le soutien de la FEN.

Avec le dépôt de bilan de Creusot-Loire, intervenu le 28 juin, et sa mise en règlement judiciaire par le tribunal de commerce de Paris, l'industrie française ne connaît pas seulement son plus important sinistre. Ce sont aussi deux cents ans de l'histoire industrielle – la première révolution – qui s'achèvent (*le Monde* du 23 juin), en même temps qu'une certaine forme de consensus à la française.

Il faudra un jour raconter, dans le détail, l'histoire de cette négociation industrielle. D'un côté, une poignée de financiers belges et français qui contrôlent le second groupe privé français – 40 milliards de francs de chiffre d'affaires – avec sans doute à peine 30 millions de francs dans la Société parisienne d'études et de participations, clef de voûte de l'empire Empain-Schneider. Des hommes qui, fort des véritables et profondes difficultés de Creusot-Loire – une société qui n'a sans doute jamais réellement existé depuis sa création en 1970, – espéraient décupler la valeur de leur participation dans le groupe, une fois coupée cette branche morte. C'est du moins la certitude de la communauté financière. Ces capitalistes ont eu, en outre, l'étrange manie de faire traiter ces discussions industrielles par des avocats, au premier rang desquels Me Loyrette, naguère champion du combat contre les nationalisations.

De l'autre côté, des pouvoirs publics, apeurés, désargentés et divisés sur la marche à suivre, qui savent que, dans la France de 1984, tout sauvetage d'entreprise en difficulté de taille respectable passe par l'intervention de banques « publiques » ou de grandes entreprises « publiques », bref par l'apparence d'une nationalisation rampante, dont le pouvoir craint qu'elle ne lui soit reprochée.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 20.)

L'élection présidentielle américaine

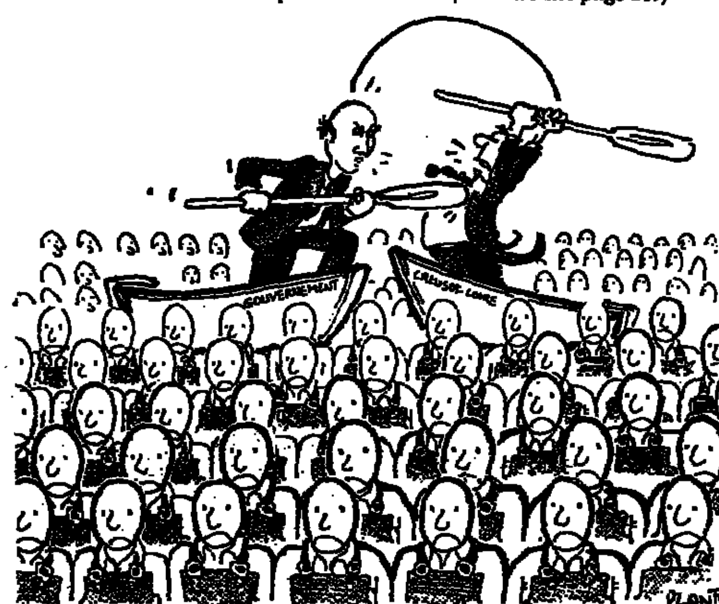
M. Jackson renforce sa position

LIRE PAGE 5 L'ARTICLE DE BERNARD GUETTA

La guerre du Golfe

L'Iran s'attend à de nouvelles attaques d'envergure

LIRE PAGE 24



PLAN D'URGENCE SUR LE PÉRIPHÉRIQUE

Rescapés du bruit

Pour la première fois depuis des années, les professeurs du collège Maurice-d'Ocagne, dans le quatorzième arrondissement de Paris, ont pu faire leurs cours, fenêtres ouvertes. Un mur anti-bruit de 280 mètres de long les protège enfin du boulevard périphérique qui gronde sans cesse le long de leur établissement.

Non loin de là, mais de l'autre côté du torrent automobile, les trois cents habitants de la résidence des Sablons, un ensemble d'HLM du Kremlin-Bicêtre, ont également retrouvé le calme. Toutes leurs croisées viennent d'être remplacées par des fenêtres à double vitrage.

Laurent Deloffre, un lycéen âgé de dix-sept ans, dont la chambre donne sur la porte d'Italie, n'en revient pas. Du haut de son quatrième étage, il surplombe l'un des secteurs les plus extravagants du circuit. Périphérique, bretelles, entrée et sortie de l'autoroute du Sud, les véhicules s'entrecroisent ici sur quinze voies de largeur. L'enfer sonore est à son paroxysme. A l'abri, derrière sa nouvelle fenêtre – une merveille technique qui coûte 8 000 francs pièce – Laurent peut goûter désormais les modulations les plus délicates de ses chanteurs préférés.

Vingt mois après le lancement de l'opération « insonorisation du périphérique » (*le Monde* du 19 novembre 1982), en voici les toutes premières retombées. Ce sont d'incontestables succès. Aussi les quatre-vingt-quinze mille Parisiens et banlieusards que le hasard et parfois les urbanistes ont plantés au bord de la voie rapide la plus fréquentée d'Europe reprennent-ils espoir. Leur cauchemar quotidien aura peut-être une fin.

Ils ne devraient pourtant pas se laisser aller à un optimisme béat. Chemin faisant, on s'est aperçu, en effet, que maîtriser les nuisances phoniques du périphérique était un véritable casse-tête technique, administratif et financier.

D'abord, le programme de travaux proposé par les fonctionnaires de l'équipement et accepté par les élus, présente d'étonnantes lacunes. Rien n'est prévu, par exemple, pour les 1 800 mètres de périphérique traversant la fameuse ZAC Champerret, dans le dix-septième arrondissement. Motif : le programme de rattrapage ne prend pas en compte les bâtiments construits depuis 1978. Ceux-ci sont censés se conformer aux normes d'isolation anti-bruit. On ne sait donc même pas quelles sont les quantités de décibels reçues par les riverains dans ce secteur.

Alarmés par leurs réclamations, la société d'économie mixte chargée de réaliser la ZAC Champerret a fait relever, en toute hâte, une quinzaine de mesures. Niveau sonore enregistré : 60 décibels environ, ce qui paraît rassurant. Malheureusement cette étude n'a pas été menée dans les règles, et les experts la considèrent comme « peu sérieuse ». Un coup pour rien.

En second lieu, les ingénieurs de l'équipement avaient estimé que, pour protéger efficacement tous ceux qui vivent et travaillent au bord du circuit (habitants, écoliers, collégiens, infirmiers, malades, employés de bureaux, etc.), il en coûterait 650 millions de francs en 1982. Devant l'énormité du devis – à partager entre les communes et les départements (40 %), la région Ile-de-France (35 %) et le ministère de l'environnement (25 %) – on a décidé de n'engager que 300 millions de travaux sur six ans.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 9.)

Le cas Marchais

par JEAN-MARIE COLOMBANI

« Pourquoi notre message n'est-il pas passé alors qu'il correspond aux préoccupations des hommes et des femmes de ce pays ? » Cet aveu étonnant de l'hiatus – ou plutôt du fossé – qui sépare une formation politique de l'opinion est de M. Georges Marchais. Etonnant, par ce qu'il suggère d'aveuglement sur la situation réelle du PCF dans la France de 1984. Etonnant, parce que formulé par un homme qui – jadis bardé de certitudes au moins apparentes – incarne cette incapacité à faire passer le message.

Comment M. Marchais peut-il croire que le message des communistes français correspond aux « *préoccupations* » non d'une majorité de Français (telle n'est pas son ambition) mais pour le moins à celles « *du peuple de gauche* » ? Car le propre du PCF et de sa direction est d'avoir géré sa situation à contre-temps.

Il a rompu l'union de la gauche en 1977 au moment où l'électorat était mu par une puissante aspiration unitaire. Il a recollé à l'URSS en 1980, au moment où la réputation de ce pays était des plus mauvaises, sans prendre garde que, l'arrivée d'une nouvelle génération aidant, l'image du « *parti des fusillés* » de la dernière guerre ne suffisait plus à le protéger des progrès d'une idéologie anti-totalitaire vivifiée par les événements d'Afghanistan et de Pologne.

Et, comme s'il fallait en rajouter, il a aussi rompu avec les intellectuels au bénéfice (douteux) d'un populisme qui se voulait électoral (*le bulldozer de Vitry*) et qui fut un fiasco. Il a dénoncé la politique de rigueur au moment où celle-ci est entrée – fût-ce avec résignation – dans les têtes. Il continue de se faire le chantre de l'étatisme au moment où la réflexion sur le « moins d'État » prend le pas sur tout autre ; ce parti pris de l'État a d'ailleurs contribué à l'identifier à l'« État-parti » modèle (soviétique), que pourtant il récuse.

Bref, il a sacrifié à une navigation à la godille, au coup par coup. Si bien qu'il en est à s'interroger sur le point de savoir si, tout compte fait, il ne serait pas utile de prendre un virage que les Italiens ont négocié... il y a vingt ans !

Il se trouve aujourd'hui devant un problème qui lui est déjà apparu, mais qu'il n'a pas résolu de façon claire, et que la victoire de la gauche a réactualisé. Doit-il, peut-il rester un parti de mécontents, assumant une « fonction tribunicienne », replié sur les laissés-pour-compte de la modernisation industrielle ?

Ou bien, peut-il et doit-il se doter d'une culture de parti de gouvernement, se transformer en une formation constamment candidate à l'exercice du pouvoir – fût-ce en acceptant d'être durablement minoritaire à gauche – et, pour cela, rechercher une base sociale qui s'accorde à cette quête d'une « fonction consulaire » ? (1).

Le simple énoncé de ces questions est-il seulement possible dans un parti bloqué ? La réponse, jusqu'alors négative – « centralisme démocratique » oblige, – est, aujourd'hui, positive. Du moins, les débats du comité central le laissent-ils penser. Ceux qui prônent l'insertion dans la société civile telle qu'elle est et ceux qui leur opposent des réflexes de conservation se sont engagés à visage (presque) découvert. C'est peut-être depuis 1934 et les débats qui devaient permettre le Front populaire une première.

(Lire la suite page 7.)

(1) Selon la terminologie de M. Georges Lavau, qui fait autorité en la matière.

Retour aux élections européennes

I. – *Le désaveu de la majorité*

par JÉROME JAFFRÉ (*)

Cinq ans après une première expérience peu concluante, l'élection de l'Assemblée européenne est caractérisée par le peu d'intérêt que lui portent les électeurs de la Communauté. A l'exception des pays où le vote est obligatoire, la participation électorale recule ou stagne à un niveau très bas. Cette démobilisation n'épargne pas des pays aussi attachés à la construction de l'Europe que l'Allemagne (le recul y est de 9 points) et les Pays-Bas (– 7 points). En France, malgré la forte politisation qui domine notre vie publique depuis 1981, le recul est supérieur à quatre points (56,7 % au lieu de 61,2 % en 1979). Le taux d'abstention y est le plus élevé de toutes les élections politiques, locales ou nationales. Il dépasse même les modestes cantonales qui, depuis dix ans, suscitent plus d'engouement chez les électeurs !

L'analyse de l'abstention, telle que la rend possible le sondage de la SOFRES réalisé du 19 au 21 juin pour *le Figaro*, montre l'existence d'un triple filtre pour participer au scrutin : culturel, politique et européen. La partie de la population la moins instruite, la moins politisée et la moins favorable à l'Europe est restée chez elle. Le scrutin européen n'est pas encore une grande consultation populaire ; à certains égards, il apparaît même comme une élection élitiste.

Le pourcentage de votants atteint 68 % parmi les Français qui ont un niveau d'instruction supérieur ; il est de 53 % parmi ceux qui n'ont pas dépassé le stade de l'enseignement primaire. 69 % des cadres supérieurs et professions libérales se sont rendus aux urnes contre 53 % des ouvriers et 49 % des commerçants et des artisans. La participation a été de 78 % parmi ceux qui s'intéressent beaucoup à la politique et 25 % seulement pour ceux qui ne s'y intéressent pas du tout.

Enfin, selon le sondage SOFRES-TF 1-*le Nouvel Observateur* réalisé le 17 juin à la sortie de l'isoloir, 60 % des votants se sont déclarés favorables à une accélération de la construction de l'Europe. Deux mois plus tôt, le pourcentage au sein de l'ensemble de la population française – votants et non votants – n'était que de 48 %.

Il est clair qu'une abstention aussi forte et aussi marquée culturellement met en péril l'existence même de la consultation. A quoi bon organiser un tel vote si les électeurs ignorent tout d'une Assemblée sans grands pouvoirs, sans bilan et sans moyen d'action sur la vie quotidienne des Européens ? En l'état actuel, les élections ne sont européennes que de nom et se transforment partout en un test de politique intérieure.

(Lire la suite page 7.)

(*) Directeur des études politiques de la SOFRES, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

AU JOUR LE JOUR

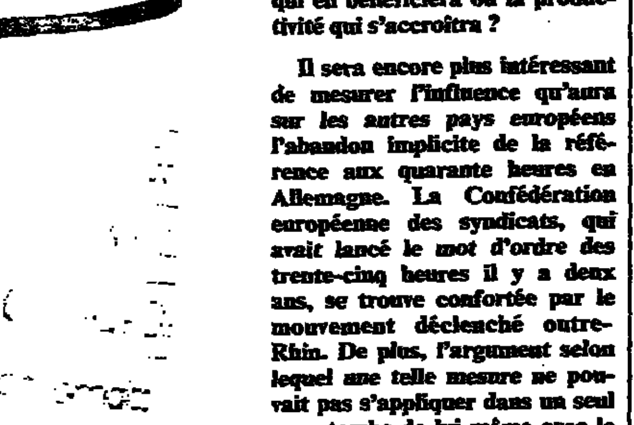
Abst

Les « Abst », une nouvelle race de citoyens. Chaque parti rêve de tirer un jour sur cette « réserve », comme les États sur les lignes de crédit du FMI.

Depuis le 17 juin, les aura-t-on fait parler, ces millions d'électeurs qui ont voté avec leur canne à pêche et boudé dans leur coin ! M. Marchais, à son tour, a interprété leur « message » : « Ils nous ont dit : il y a des choses qui ne vont pas, il faut agir autrement. »

Comme on peut faire dire tout et son contraire aux mutiques des urnes, il serait souhaitable qu'ils soient encore plus nombreux la prochaine fois. Cela faciliterait le travail des hommes politiques qui aspirent à être la voix des hommes sans voix.

BRUNO FRAPPAT.



Le Monde

idées

Philosophie et société

Christian Delacampagne ressuscite, avec Ravaisson, un philosophe du dix-neuvième siècle dont toute la pensée était centrée, sur l'idée d'action. Alain Policar souligne, de son côté, les risques inhérents au discours « prélogique » qui encourage la tendance naturelle au fantasme. Enfin, Maurice Obadia voudrait que l'on arrive à dissocier les deux notions actuellement si imbriquées d'être et d'avoir.

Ravaisson et l'idée d'action

par CHRISTIAN DELACAMPAGNE

DE toute la philosophie française *du dix-neuvième siècle*, l'édition, l'université et l'opinion publique ne retiennent plus guère, aujourd'hui, que le nom de Comte – et à la rigueur celui de *Cournot*. Il serait temps de dire que cette amnésie est excessive. Sans doute le dix-neuvième siècle ne fut-il pas, pour notre philosophie, particulièrement brillant. Après avoir bien commencé avec Maine de Biran – dont l'œuvre est aujourd'hui cruellement *négligée*, – *il s'orienta* vers le spiritualisme sous la monarchie de Juillet, puis vers le positivisme sous le Second Empire : or ce dernier courant n'a pas donné d'œuvre majeure, hormis celle de Comte ; quant au spiritualisme, son principal représen*tant, Victor Cousin, a fait tout* ce qu'il fallait pour le discréditer. L'« éclectisme » cousinien n'est en effet rien d'autre qu'une idéologie sommaire destinée à justifier un prudent conservatisme social. Mais il serait dommage que l'arbre nous cachât la forêt : le spiritualisme fran*çais* a été un mouvement plus varié *qu'on ne le croit, et il a aussi produit* des figures réellement intéressantes, comme par exemple celles de Ravaisson, Lequier ou Renouvier – avant d'influencer Alain, Bergson ou Emmanuel Mounier.

Ce n'est donc pas seulement parce que les éditions Vrin viennent *de rééditer trois de ses ouvrages* (1) que j'éprouve aujourd'hui le désir de *revenir sur Ravaisson, mais parce* que je crois que le silence qui l'entoure, en France même, est profondément injuste. Né en 1813, mort en 1900, Ravaisson a vécu presque *aussi longtemps* que le siècle et publié une vingtaine de livres qu'on *peut parfaitement relire. Sans doute* appartient-il à la famille spiritualiste : pour lui, la nature n'est qu'un « édifice de pensées », c'est-à-dire finalement une création de l'esprit, dont l'« *ascension créatrice* » constitue le moteur de l'histoire. Mais son spiritualisme *ne découle* pas *seulement* de Malebranche ou de Maine de Biran, et ne se confond pas non plus avec le discours théologique de son temps : il se réclame aussi de Leibniz, des biologistes vitalistes, des néoplatoniciens de la Renaissance, de *Léonard de Vinci, des philosophes* alexandrins et d'Aristote. Du reste, Ravaisson fut toujours assez critique à l'égard de Cousin – lequel se garda bien, aussi longtemps qu'il *régna* sur l'Université française, de lui confier un poste important.

En fait, s'il y a une idée qui est *encore tout à fait moderne, chez* Ravaisson, c'est l'idée d'action. Le principe de sa philosophie réside dans la conscience que l'esprit doit prendre du fait qu'il est, en son fond, action, c'est-à-dire effort et volonté, tendance consciente vers un but, dynamisme créateur. *« Etre, c'est agir,* dit-il ; *l'action est l'existence même* (2) ». Il *ne serait pas* difficile de montrer que l'existentialisme sartrien ne part pas *d'un autre point de* départ. Mais, là où Sartre n'aurait plus suivi Ravaisson, c'est lorsque celui-ci, après avoir affirmé que *« le fond de l'action est la volonté »,* ajoute que *« le fond de la volonté est l'amour »* et évolue vers un christianisme teinté de philosophie orientale qui est, du reste, assez singulier pour *l'époque.*

Un remarquable analyste

Même si l'on reste sceptique devant de telles thèses – qui ont pourtant eu le mérite, entre Maine de Biran et Renouvier, d'arracher la philosophie française à l'ornière du « bon sens » *prêché* par les éclectiques, – il faut au moins reconnaître *qu'elles font* l'*objet d'un rigoureux* effort de démonstration. Ravaisson était un remarquable analyste, *et De l'habitude* reste, de ce point de vue, un vrai classique – dont Bergson s'est sûrement souvenu à l'heure d'écrire l'*Essai sur les données immédiates de la conscience.* Il est bien regrettable qu'on puisse, *aujourd'hui, passer l'agrégation de* philosophie sans même avoir entendu parler de ce livre, dont la finesse argumentative dépasse largement celle de bien des auteurs au programme...

Quant au *Testament philosophique,* œuvre posthume que Ravaisson dut entreprendre alors qu'il avait déjà *plus de quatre-vingts ans, on peut à* la fois y trouver un résumé cohérent de ses idées et le lire comme une sorte de poème composé par un homme qui ne vivait déjà plus, depuis *plusieurs années, que dans la fré*quentation de l'art grec et des mystères orientaux. Les pages que Ravaisson y consacre à l'art, auquel il accorde un rôle fondamental dans *l'élévation de l'homme* vers la *sphère* de la moralité, y sont particulièrement remarquables.

Sans *doute la vivacité du senti*ment esthétique chez Ravaisson explique-t-elle certaines limites de sa pensée : peut-être fut-il trop philosophe pour être véritablement artiste, mais aussi trop artiste pour être philosophe jusqu'au bout. On a parfois *le sentiment qu'il n'a pas tiré, de ses* idées, toutes les conséquences qui s'y trouvaient ; qu'il ne s'est pas vraiment soucié de bâtir un système ou de marteler de nouvelles tables de la Loi. C'est à la fois ce qui fait son charme et son aspect « mineur ». *Alors que* le *dix-neuvième* siècle se terminait dans le bruit terrible fait par *les œuvres de Marx et de Nietzsche,* et que le vingtième commençait avec Freud et Husserl, la voix de Ravaisson courait évidemment le risque de ne pas être entendue.

Mais, de là à l'ignorer complète*ment, il y a un pas qu'il* serait dommage de franchir. Sans prétendre *trouver chez Ravaisson la solution de* nos interrogations contemporaines, je crois cependant que, à une époque, la nôtre, marquée par la fin des systèmes, le style libre, sincère et authentique d'une réflexion comme la sienne devrait au moins susciter un renouveau d'intérêt.

(1) *De l'habitude* (déjà épuisé), *la Philosophie en France au dix-neuvième siècle* et *Testament philosophique*, tous trois dans la collection « Vrin-reprise », dont il faut signaler l'effort courageux qu'elle accomplit pour republier des auteurs méconnus.

(2) *Testament philosophique*, p. 61.

« J'ai, donc je suis »

par MAURICE OBADIA (*)

DANS notre volonté de clarifier en les classifiant les modèles désirés ou vécus par *les sociétés humaines, nous* avons su spécifier et séparer deux types : les sociétés de l'avoir et les sociétés de l'être... Schéma séduisant devant l'écrasante complexité des situations humaines, cette distinction voudrait que les collectivités *choisissent entre* l'avoir *et l'être,* en organisant leurs pratiques à partir de ce choix dominant. Au vingtième siècle, on a, le plus souvent, admis que les sociétés industrialisées et « occidentales » étaient les sociétés de l'avoir, tandis que les sociétés « orientales » étaient celles de l'être.

Ces thèmes ont attiré et attirent *toujours* des *réflexions, des actions,* des migrations aussi ; migrations géographiques ou mentales qui transportent les déçus des deux modèles et ceux qui sont fascinés par les images de l'autre modèle...

Or il n'y a dans cette classification qu'un début d'approche des intentions collectives, et elle a connu *le succès que l'on sait plus* pour la commodité intellectuelle qu'elle représente que pour sa vertu explicative. Au fond, si les organisations humaines pouvaient choisir « honnêtement » de se situer soit du côté de l'avoir, soit du côté de l'être, tout, en effet, serait plus simple. Chacun des modèles, en élisant une voie, reconnaîtrait qu'il néglige l'autre, et soumettrait clairement ce choix à ses *membres...* Ces *derniers* pourraient alors admettre ou rejeter, se soumettre ou se démettre, sachant ce qu'ils ont à prendre et ce qu'ils abandonnent.

Malheureusement, si le problème est plus complexe, c'est que, dans les sociétés industrielles, nous n'avons pas seulement décidé d'avoir, nous avons *décidé d'être par l'avoir* ; et c'est à partir de cet *habeo ergo sum* que toute la dynamique des inégalités matérielles et celle des pauvretés relationnelles développent leurs *effets.* Limiter nos prétentions à l'une des voies – serait-ce à l'avoir – eût été pure *sagesse*, comparé au monstre à deux têtes de l'être par l'avoir.

Si *l'on veut comprendre l'irrésisti*ble ascension de l'assistance (et des mentalités d'assistés), du vol, de la lutte des classes ou des groupes, il faut *se ramener à l'habeo ergo sum.* Sans cette liaison servile entre l'avoir et l'être, l'homme eût été plus libre de concevoir son existence et sa dignité ; mais le passage obligé par l'avoir pour accéder à l'être arrache une corde à son arc, et excite la prédation comme le parasitisme matériels.

Cette excitation est sans fin, car nul n'a dit ni ne sait à partir de quand l'avoir stabilisé basculerait dans l'être ; en attendant, chacun conjugue le « j'ai, donc je suis ; il a, donc il est ; nous aurons, donc nous serons »... Je limite ici mon propos aux sociétés matériellement développées. Je ne sais pas si, dans les sociétés qui ne le sont pas, le problème s'inverse, et si, mues par une superstition ou un fatalisme tutélaires, elles créent un schéma du « je suis, donc j'ai (ou j'aurais) », mais *je suis convaincu que les organisa*tions que nous créons et vivons progresseront vers l'humain lorsqu'elles sauront reconnaître, avec un certain courage, que l'on ne peut pas dire plus que « J'ai, donc j'ai » et « Je suis, donc je suis ».

Au *génie futur, alors,* de relier ces deux réalités par des voies que ni les conceptions ni les pratiques simplifiées n'ont encore su inventer.

(*) Auteur de *l'Economie désargentée*, édit. Privat. (*Le Monde* du 2 novembre 1983.)

Désir et réalité, ou les dangers de l'irrationnel

par ALAIN POLICAR (*)

La fréquentation quotidienne d'adolescents et la lecture assidue de la presse conduisent à constater que la fascination pour la technologie moderne s'accompagne d'une méfiance, sinon d'une hostilité, à l'égard de la science. *De quelle nature est ce phé*nomène et faut-il s'en inquiéter ?

Il est fréquent de souligner la crise *des systèmes religieux tradi*tionnels et son corollaire, l'intérêt pour les croyances « *parallèles* ». Parmi celles-ci, la parapsychologie occupe une place particulière en raison de ses revendications « scientifiques » : le formalisme mathématique de la physique quantique est invoqué par les tenants du paranor*mal. Ces derniers s'appuient fré*quemment sur la caution de scientifiques authentiques soucieux de réconcilier science et conscience (F. Capra, H. Puthoff, O. Costa de Beauregard, R. Chauvin). Il est, *d'ailleurs, savoureux de remarquer* que ces adversaires de la recherche officielle, considérée comme réservée à une élite et supposée dissimuler des vérités d'évidence dans un but plus ou moins avouable, s'empressent de mentionner l'appui de *quelques grandes figures de la* science pour légitimer leurs travaux. Ainsi sont tracées les voies de la connaissance authentique, de la réalisation d'une union fusionnelle entre *l'esprit et* la *matière, dont* la *fonc*tion majeure est de rassurer.

Comment rassurer sinon en abo*lissant la distance entre la réalité* et notre entendement, en diminuant ce que L. Festinger appelle la « dissonance cognitive » ? La croyance se substitue donc au savoir et soumet le monde à la toute-puissance du désir. *Le désir se moque* du réel. Il *en* ignore les lois. Tout comme l'enfant qu'il fut et qui *subissait l'imprévisi*bilité du comportement parental, l'homme accepte mal l'imprévisibilité du comportement de la matière. Il faut à tout prix que celle-ci réponde pour diminuer l'angoisse *née* de l'absence de communication.

Ce n'est probablement pas par hasard que les scientifiques les plus enclins à l'irrationnel sont les physi*ciens confrontés, professionnel*lement, à l'inerte (1). Ainsi, loin d'être un gage de *solidité*, leur présence dans cette entreprise de constitution d'une « nouvelle gnose » en révèle la nature psychologique profonde. Il s'agit, à notre sens, fondamentalement, d'une tentative (une de plus) pour fonder « *scientifiquement* » la croyance en l'immortalité et pour nier le doute inhérent à toute action humaine. L'homme doit, pourtant, affronter l'incertitude et non se nourrir de théories irrationnelles selon lesquelles des forces surnaturelles (les éons de J. Charon, l'orgone de W. Reich, les *poltergeist* des occultistes, *etc.*) régissent la vie humaine. Sans cette acceptation il se condamne à une *transformation* perpétuelle du réel pour qu'il se plie à ses désirs.

Un combat qui n'est pas démodé

Les *mouvements gauchistes,* aux alentours de mai 68, offraient un riche terrain d'expérimentation au sociologue soucieux d'observer l'effet d'une « philosophie » du désir sur la description de la réalité socio-économique : la « science bourgeoise » s'effondrerait avec la société sans classe dans laquelle disparaîtraient l'inconscient et... la mort. Il serait, effectivement, possible de regénérer les cellules du cerveau *et d'éliminer les contraintes de* la « civilisation » grâce à la libération des capacités créatrices de chacun.

Ces espoirs ne sont pas enterrés et l'éducateur doit savoir qu'il y a chez le jeune (ou moins jeune) interlocuteur la volonté latente de substituer *le fantasme à la réalité. Toute mé*thodologie exigeante constitue une entrave à l'accomplissement de cette volonté. Il faut, par conséquent, disposer d'un raisonnement plus efficace, *plus immédiatement* disponible. La recherche patiente de la causabilité exigée par la démarche scientifique est, ainsi, remplacée par un mode de pensée prélogique établissant des rapports imaginaires de cause à effet dans les événements de la nature. La cause *invisible*, la cause première, n'est pas du ressort de la science. Seuls quelques initiés et leurs adeptes, et non le scientifique enfermé dans ses certitudes, *peuvent la percevoir.*

Autrefois, la cause invisible c'était le diable. Aujourd'hui, comme l'écrit L. Poliakov, « *dans un siècle d'où la surnature et le diable ont été largement évacués, où, en apparence, les esprits ont à peu près disparus ou sont reniés, une tendance historique bien connue les fait incarner dans les hommes tramant des complots sublunaires* (2) ». Et c'est bien ici que les choses dépassent le terrain du constat *sociologique* pour prendre une signification politique. On sait l'importance de la théorie de la conspiration dans l'histoire et l'accueil qui lui est fait dans les périodes *économiquement* difficiles. L'exploitation contemporaine de la crédulité ne nous semble pas *idéologiquement* neutre, loin de là. Ne pas savoir discriminer le vrai du faux, le possible de l'impossible, croire qu'« ils » (ceux qui savent) nous cachent la vérité *(!)*, tout *cela* rend les individus particulièrement malléables. Pouvons-nous, alors que nous assistons à une montée des mécontentements et des corporatismes, fermer les yeux devant les menaces qui pèsent sur les minorités culturelles et ethniques, potentiellement aptes à servir de victimes expiatoires ?

Le combat pour la raison n'est pas démodé. Enseigner le plaisir de la découverte du réel *par les chemins* les plus appropriés, ceux de l'expérimentation scientifique, est une tâche urgente. Souhaitons que nous soyons de plus en plus nombreux à en prendre *conscience.*

(1) *Cf.* G. Devereux, *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement* (en particulier, le chapitre III), Flammarion, 1980.

(2) L. Poliakov, *in l'Homme et la société,* nos 55-58 janvier-décembre 1980, page 221.

(*) Professeur de sciences sociales.

—LU—

« LE SECOND SOUFFLE DE LA FOI », de Jean Moussé

Jésus est-il Dieu ?

LA presse catholique ne s'est pas précipitée – *c'est le moins que l'on* puisse dire – pour rendre *compte du dernier livre* du Père Jean Moussé, de la Compagnie *de Jésus : le Second Souffle de la foi ou le Décapage des traditions* (1). *D'une part, elle a été* traumatisée par le contenu d'un ouvrage qui s'élève tranquillement contre la divinité de Jésus, dogme axial de la foi traditionnelle. D'autre part, elle hésite à clouer au pilori un prêtre sans peur ni reproche, chroniqueur à *la Croix,* qui a longtemps animé le mouvement des cadres chrétiens et a su raison garder en maintes circonstances difficiles (Buchenwald, par exemple).

Jean Moussé n'a pas voulu faire un livre uniquement abs*trait.* Il s'attarde *minutieuse*ment sur les événements de sa *vie. Mais, finalement, c'est* la philosophie qui l'intéresse, ainsi que les apports *déterminants* à ses yeux de Georges Morel. Jésuite comme lui, cet intellectuel prestigieux, admiré notamment par Jean Lacroix, a finalement été écarté par la Compagnie de Jésus.

A l'actif de ce livre sincère et contenu dont le dessein est à la fois prudent et déterminé, on devine la volonté d'avancer à pas comptés et de ne polémiquer avec qui que ce soit. Jean Moussé entend rester un homme de foi, mais autrement que ses coreligionnaires. De son point de vue, il n'est pas indispensable de *professer la divinité* de Jésus pour s'affirmer chrétien.

Pourtant, il enjambe non seulement la tradition de l'Église – comment aurait-il pu faire autrement ? – mais aussi le donné scripturaire, ce qui ne saurait déplaire au judaïsme. Il s'attache à une perspective philosophique moderne comme à une bouée indiscutable. Cette « réduction » opère une ligne de partage que ses adversaires ne man*queront pas de relever.*

L'auteur n'en est pas moins attaché à Jésus – Renan l'était aussi, – mais si Jésus n'est pas Dieu, sa présence parmi les hommes perd son caractère absolu et le christianisme aussi par voie de conséquence : Jean Moussé en convient clairement. *En un sens assez flou, il reste at*taché à l'idée de résurrection.

Que fera l'Église institutionnelle de ce prêtre, de ce religieux qui a le courage de se dévoiler et qui a le mérite de chercher des voies originales ? La foi est-elle faite de dogmes intouchables ou de propositions ? Peut-elle *supporter* de nouvelles pistes de réflexion plus ou *moins attendues par nos* contemporains ?

HENRI FESQUET.

(1) Édit. Limeau/Ascot, 80 F.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS – Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

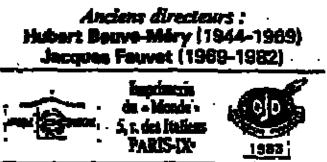
PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 376 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe
1983

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

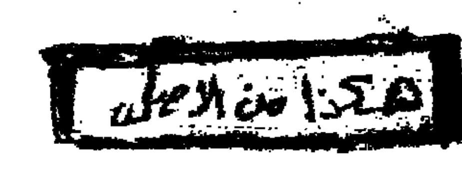
	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou *provisoires (deux semaines ou plus)* ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

L'échange de prisonniers entre Israël et la Syrie ne semble pas amorcer un dégel

De notre correspondant

Jérusalem. — Les postes israéliens et syriens à Kuneytra, sur le plateau du Golan, sont situés à 300 mètres de distance. Or pas une seule fois, au cours de l'opération d'échange des prisonniers du jeudi 28 juin, les deux armées n'ont eu le moindre contact direct. Tout s'est passé par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale et de l'ONU.

Cette absence de contacts a valeur de symbole. Elle prouve que l'échange peut difficilement être interprété comme l'ébauche d'un dégel entre Jérusalem et Damas. D'ailleurs, il y a eu une semaine, le ministre israélien de la défense, M. Moshé Arens, n'avait pas hésité, au cours d'un débat électoral à la radio, à qualifier la Syrie d'*« ennemi le plus acharné d'Israël »*.

Son interlocuteur, l'ancien premier ministre travailliste Itzhak Rabin, avait utilisé, à l'égard du régime de Damas, des termes à peu près similaires. Les deux hommes étaient malgré tout tombés d'accord pour reconnaître qu'il était possible de parvenir à un *modus vivendi* avec la Syrie. Ils en avaient donné pour preuve l'accord de désengagement des forces sur le Golan, dont les termes sont scrupuleusement respectés depuis dix ans. L'accord sur l'échange de prisonniers leur donne raison à cet égard. Cependant, si l'on en juge par les détails fournis par les dirigeants israéliens sur la manière dont les pourparlers se sont déroulés, il apparaît que les Syriens ne sont prêts à faire des concessions que lorsqu'ils sont poussés dans leurs derniers retranchements.

Après les retrouvailles entre les six prisonniers israéliens libérés et leurs familles, le ministre de la défense, M. Moshé Arens, a donné une conférence de presse à Tel-Aviv, à laquelle participait également le principal négociateur israélien, l'ancien ministre de la justice Shmouel Tamir. Ils ont distingué en fait deux périodes en retraçant les efforts déployés pour parvenir à cet accord d'échange de prisonniers. Efforts qui ont débuté immédiatement après la guerre au Liban de juin 1982.

Pendant la première période, longue d'un an et demi, les Syriens ont refusé d'engager la moindre discussion, sous prétexte que toute négociation sur un échange de prisonniers devait être subordonnée à un retrait israélien du Liban du Sud.

Puis, en novembre 1983, a commencé la seconde période. Par le truchement de M. Robert MacFarlane, qui était alors l'envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient, les Syriens ont fait savoir qu'ils étaient disposés à négocier. Pourquoi ce revirement de Damas ? M. Arens a évoqué les pressions exercées par Israël par l'intermédiaire d'organisations internationales et de personnalités étrangères. Il a remercié tout particulièrement la Croix-Rouge internationale, qui a joué un *« rôle prépondérant »*, l'ONU et l'Autriche. *« Il a également sans doute d'autres raisons*, a-t-il dit, *que j'ignore. »* Toujours est-il que les négociations ont piétiné pendant de longues semaines. Les Syriens ont refusé toute conversation directe avec les Israéliens et même une présence, *« à proximité, dans le même hôtel à Genève »*.

Il y a trois semaines seulement que les choses ont pris une tournure concrète à l'initiative d'Israël. A Londres, un représentant de la Croix-Rouge internationale a transmis à M. Tamir une proposition syrienne identique à celle qui a finalement été appliquée, avec cette différence : en échange de la restitution des trois cent dix-huit Syriens, Damas se déclarait prêt à libérer seulement trois Israéliens, les trois militaires, et non pas les trois fonctionnaires du bureau israélien de liaison à Beyrouth faits prisonniers en mai dernier. Les négociateurs israéliens ont refusé, et finalement les Syriens ont accepté de libérer également les trois fonctionnaires.

Des calculs électoraux ?

Quelle concession Israël a-t-il fait pour débloquer les négociations ? Pourquoi le gouvernement de M. Shamir a-t-il accepté, il y a trois semaines, de ne plus exiger, comme il l'avait fait tout au long des pourparlers, la libération simultanée de quatre autres soldats israéliens détenus en Syrie par des organisations palestiniennes : trois aux mains du FPLP commandement général d'Ahmad Jibril, et un aux mains du FDLP de Nayef Hawatmeh ?

Ces questions ont évidemment été posées à M. Moshé Arens, alors que nombre d'observateurs estiment que des calculs électoraux ont motivé la souplesse du gouvernement israélien. Dans sa réponse, M. Arens refuse cependant d'entrer dans ces considérations : *« Nous étions face à un dilemme*, dit-il, *et plutôt que de continuer à exiger la libération des quatre autres soldats israéliens, nous avons préféré ne pas laisser échapper une chance qui peut-être ne se représenterait plus. »*

Dans les milieux politiques, on précise que les négociateurs syriens avaient lancé un ultimatum : si un accord n'intervenait pas dans les plus brefs délais, l'échange des prisonniers n'aurait peut-être pas lieu avant plusieurs années. Et l'on ajoute que c'est la crainte de voir la crise intérieure en Syrie bloquer le processus de négociations qui a incité le gouvernement à lâcher du lest.

Y a-t-il eu, en plus, des arrière-pensées électorales ? Un chroniqueur du journal *Haaretz* estime, au contraire, que rien ne pouvait autant desservir la propagande du Likoud que cet échange de prisonniers, car il fait ressurgir au premier plan ce que le parti au pouvoir essaie de dissimuler dans cette campagne : les déboires de la guerre au Liban. Il faut dire que dans ses émissions de propagande électorale à la télévision le Likoud a complètement passé sous silence, jeudi soir, l'échange des prisonniers.

(Intérim.)

LA MORT D'YGAEL YADIN

Soldat, homme politique, archéologue

Israël a perdu, jeudi 28 juin, en Ygael Yadin l'une de ses figures de légende, l'un de ses premiers chefs d'état-major et le célèbre « découvreur » de la citadelle de Massada, symbole de la résistance juive contre les légions romaines qui anéantirent le royaume hébreu. Il était né le 21 mars 1917 à Jérusalem. Son père, le professeur Eliezer Sukenik, était archéologue, et, dès ses plus jeunes années, il voulut suivre ses traces. L'histoire en décide autrement, et il rejoint à seize ans les rangs de la Hagannah, organisation de l'armée clandestine sous le mandat britannique.

En 1949, à trente-deux ans, il est le deuxième chef d'état-major israélien. Il perfectionne le système de rappel des réservistes sur le modèle de l'armée suisse. En 1952, il quitte l'armée pour s'adonner à sa passion de toujours, l'archéologie. Mobilisant des milliers de volontaires, il travaille aux fouilles spectaculaires de Massada et des grottes du désert de Judée où furent retrouvés les manuscrits de la mer Morte. Ygael Yadin a déchiffré et publié plusieurs de ces manuscrits et est l'auteur de nombreux ouvrages, traduits en plusieurs langues, sur ces fouilles.

En 1976, il quitte le monde universitaire pour créer un nouveau parti politique centriste, le Dash, qui obtient quinze députés (sur cent vingt) aux élections de mai 1977. Quelques mois après la Constitution du premier cabinet Begin, Ygael Yadin se rallie au Likoud au pouvoir et participe activement, comme vice-premier ministre, aux négociations tripartites israélo-égypto-américaines qui aboutirent à la signature du traité de paix israélo-égyptien.

En 1981, affaibli par une première alerte cardiaque, il quitte dans la déception la vie politique pour retourner à l'archéologie. *« Le premier des archéologues israéliens »*, selon le professeur français Jean Perrot, directeur de la mission du CNRS en Israël, est mort foudroyé par une nouvelle crise cardiaque. — *(AFP.)*

LA CRISE DE L'OLP

Un accord entre le Fath et quatre organisations dissidentes instaure une « direction collégiale »

Un accord global, politique et organisationnel, définissant la stratégie et le mode de fonctionnement de l'OLP, est intervenu le mercredi 27 juin à Aden, entre le Fath, dirigé par M. Yasser Arafat, et quatre organisations qui étaient entrées en dissidence : le Front démocratique (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh, le Front populaire (FPLP) de M. Georges Habache, le Front de libération (FLP) et le Parti communiste palestinien.

Le communiqué publié à Aden à l'issue de négociations qui avaient duré plusieurs semaines estime que le document paraphé par les cinq organisations constitue *« un pas historique vers la restauration de l'unité de l'OLP et la refonte de la révolution palestinienne »*. L'accord a été conclu dans le double égide du Parti socialiste sud-yéménite et du FLN algérien, tous les deux au pouvoir. Les organisations d'obédience syrienne, membres de l'OLP, refusent toujours de traiter avec le Fath et avec M. Arafat en particulier.

Le document paraphé n'a pas été rendu public. Mais on indique de sources palestiniennes à Aden et à Amman qu'il trace *« des lignes générales des futures relations entre l'OLP, d'une part, la Syrie, le Liban, la Jordanie et l'Egypte, de l'autre »*.

Abou Jihad, commandant en chef adjoint des forces palestiniennes unifiées, a révélé pour sa part que les quatre organisations, qui contestèrent le *« pouvoir personnel »* de M. Arafat, seront mieux représentées au sein du comité exécutif de l'OLP ; elles pourront contrôler l'action quotidienne de la centrale des fedayin, par le truchement d'un secrétariat permanent qui sera constitué à cet effet ; en outre, des secrétaires généraux adjoints seront nommés pour assister M. Arafat ; enfin, le comité central de l'OLP sera élu par le Conseil national palestinien (parlement de la résistance) et non plus nommé par le comité exécutif. *Ainsi, a conclu* Abou Jihad, la *« direction collégiale »* de l'OLP serait assurée.

L'accord conclu à Aden, a déclaré d'autre part le chef palestinien, constituera *« un tournant dans les relations entre l'OLP et la Syrie »*. Plusieurs gouvernements, ceux de l'Arabie Saoudite, d'Algérie et de l'Union soviétique notamment, avaient proposé leur médiation pour favoriser une réconciliation entre le président Assad et M. Arafat.

Cependant, deux échéances demeurent incertaines : aucune date n'a été fixée ni pour la signature du document d'Aden par les chefs des cinq organisations ni pour la convocation du Conseil national palestinien. Selon Abou Jihad, le « parlement » de la résistance devrait pouvoir se réunir à Alger *« avant la mi-septembre »*.

En revanche, on affirme de source palestinienne à Amman que le président de l'OLP séjournera dans la capitale jordanienne du 7 juillet au 9 juillet pour ouvrir la réunion du *« Conseil supérieur palestinien de l'éducation »*. C'est précisément le 9 juillet que commence la visite en Jordanie du président Mitterrand. On indique de sources officielles françaises et palestiniennes qu'aucune rencontre n'est prévue entre le chef de l'État et le président de l'OLP.

On apprend, par ailleurs, de Lisbonne que le jugement rendu contre le Palestinien accusé du meurtre d'Issam Sartaoui, conseiller de l'OLP tué en avril 1983 au Portugal, a été annulé par la cour suprême du Portugal.

Mohammad Hussein Rachid (vingt-trois ans), avait été condamné en janvier dernier à trois ans de prison pour usage d'un faux passeport marocain, mais il n'avait pas été reconnu coupable de meurtre par les jurés et les trois juges du tribunal de Albufeira (sud du Portugal).

Le représentant du procureur de la République avait aussitôt demandé la révision du procès. Les conclusions des enquêteurs avaient laissé paraître, pour de nombreux observateurs, des lacunes d'instruction.

L'accusé avait admis qu'il approuvait l'élimination du conseiller de M. Yasser Arafat et qu'il faisait partie du commando du mouvement dissident palestinien dirigé par Abou Nidal, chargé de le tuer. Il avait cependant nié avoir tiré sur Sartaoui. Ce dernier avait été abattu de trois coups de revolver dans le hall d'un hôtel d'Albufeira où il assistait comme observateur à un congrès de l'Internationale socialiste.

Aucune date n'a été fixée pour le nouveau procès.

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. MITTERRAND A MADRID

Le climat des relations franco-espagnoles s'est considérablement amélioré depuis deux ans

De notre correspondant

Madrid. — *« Attitude insultante de Mitterrand à l'égard de l'Espagne. » « Cette visite est l'un des événements les plus déplorables que l'Espagne ait eu à supporter. »* C'est avec ces manchettes assurément peu amènes que la presse de Madrid, toutes tendances confondues, avait accueilli le président français lors de son premier voyage officiel en Espagne, en juin 1982. A les relire aujourd'hui, on perçoit mieux le chemin parcouru alors que M. Mitterrand effectue, ce vendredi 29 juin, à Madrid, une seconde visite de quelques heures seulement. Les quotidiens espagnols, cette fois, ne tarissent pas d'éloges quant à la *« nouvelle attitude »* de la France face aux deux sujets traditionnels de controverse entre les deux pays : le problème basque et la demande d'adhésion de l'Espagne à la CEE.

Ce jugement positif est aussi le fait des milieux gouvernementaux à Madrid (1). Ils reconnaissent que, lors de ces six mois de la présidence française du conseil européen, M. Mitterrand a réussi à débloquer le dossier espagnol, comme il s'y était engagé lors de sa rencontre à Paris, le 20 janvier dernier, avec le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez.

En fait, de chaque côté, on insiste sur l'évolution de la position de l'autre. Les Espagnols se félicitent que la France ait, enfin, abandonné la *« tactique du préalable »*, qui équivalait à un veto virtuel, empêchant d'entamer de véritables négociations. Dans les milieux diplomatiques français à Madrid, on souligne au contraire que les Espagnols ont finalement compris que l'élargissement de la CEE ne devait pas conduire à la transformer en une simple zone de libre-échange et qu'il fallait donc accepter la discipline communautaire, en matière agricole par exemple.

La négociation sur l'adhésion espagnole a d'ailleurs progressé de manière spectaculaire ces derniers jours, une fois passées, souligne-t-on à Madrid, les élections européennes, qui ne pouvaient qu'inciter les parties en lice à afficher une certaine intransigeance à l'égard de l'Espagne. En résolvant le problème de la contribution budgétaire britannique, le sommet de Fontainebleau a permis une augmentation des ressources propres de la Communauté, indissolublement liée, depuis le conseil européen de Stuttgart, en 1983, à son élargissement (*le Monde* du 28 juin). Quelques jours plus tôt, la réunion de Luxembourg entre les Dix et l'Espagne avait permis des progrès substantiels.

« Pour la première fois, affirme-t-on avec satisfaction dans les milieux gouvernementaux à Madrid, *la Communauté a accepté dans les faits que notre adhésion soit fondée sur le principe de la réciprocité. Les restrictions transitoires qui affecteront certains produits agricoles particulièrement sensibles concerneront aussi bien les exportations des Dix vers l'Espagne que celles qui auront lieu en sens contraire. De plus, la CEE a reconnu enfin qu'elle ne pouvait exiger que nous supprimions immédiatement les barrières douanières qui protègent notre industrie tout en maintenant les siennes à l'égard de nos produits agricoles. »*

Le problème de l'ETA

On se défend toutefois, dans les milieux officiels espagnols, de tout excès d'optimisme, en soulignant que certaines questions sont encore loin d'être réglées. Ainsi du problème de la pêche, le plus difficile, qui ne sera sans doute abordé qu'en septembre, et de ceux du vin et de l'huile d'olive. Tout porte à croire, toutefois, que, dans la discussion de ces dossiers, ce n'est pas la France, mais bien l'Italie, voire la Grèce, qui se montreront les plus réticentes à faire des concessions à Madrid, comme cela vient déjà d'être le cas lors de la dernière négociation à Luxembourg.

En tout cas, le temps où la France était désignée en Espagne comme la seule responsable des difficultés de l'adhésion est révolu.

Si les questions communautaires dominent donc les entretiens de M. Mitterrand à Madrid, le problème basque devait évidemment être aussi abordé. Là encore, la satisfaction est de mise dans les milieux officiels espagnols après la visite du ministre français de l'intérieur (*le Monde* du 16 juin). Que M. Defferre, dont le comportement à l'égard de l'ETA militaire fut longtemps jugé *« complaisant »* à Madrid, ait signé un communiqué stipulant : *« un terroriste n'est pas un réfugié politique »*, a été particulièrement apprécié ici. *« Nous savons maintenant que les mesures prises par la France à l'égard des sympathisants de l'ETA ne constituent pas des gestes isolés, mais correspondent à une véritable doctrine de gouvernement »*, affirme-t-on au palais présidentiel de la Moncloa.

Le rapprochement enregistré entre Paris et Madrid sera-t-il durable, alors que les relations bilatérales se sont longtemps caractérisées par des fluctuations cycliques ? Des deux côtés, on semble le croire. La France, affirme-t-on à Madrid, a compris que toute ouverture vers la Méditerranée passe nécessairement par l'Espagne, le seul pays de la région qui a à la fois les moyens et la volonté de pratiquer une politique d'*« indépendance européenne »* qui est aussi la sienne.

THIERRY MALINIAK.

(1) Mercredi soir, cependant, à l'issue du match qui a permis à la France de devenir champion d'Europe de football en battant l'Espagne, des manifestants s'en sont pris à l'ambassade de France à Madrid en accusant l'équipe de Michel Platini d'avoir « acheté » l'arbitre...

SELON M. SCHMIDT

Trente divisions françaises et allemandes devraient suffire à la défense de l'Europe

L'ancien chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt a lancé, jeudi 28 juin, un vibrant appel à Paris et à Bonn pour une initiative commune, économique et militaire, *« destinée à renforcer le poids de l'Europe dans le monde »*.

Intervenant au début du Bundestag sur les résultats du sommet de Fontainebleau, M. Schmidt a notamment affirmé que la France et la République fédérale, en mobilisant leurs réserves, pourraient aligner à elles seules trente divisions, soit, avec les autres alliés européens, une force *« suffisante pour défendre la partie occidentale de l'Europe et dissuader de toute attaque »*. Les Etats-Unis devraient, certes, continuer à offrir à l'Europe leur parapluie nucléaire, mais cet effort de défense classique franco-allemand permettrait, selon lui, *« une réduction considérable des unités de l'armée américaine »* stationnée en Europe.

Il est peu probable, a dit encore M. Schmidt, qu'un président français *« offrira explicitement aux Allemands un doigt sur la gachette ou sur le cran de sécurité »* de ses armes nucléaires. Toutefois, a-t-il ajouté, si la France *« étend la dissuasion offerte par sa force nucléaire autonome à la protection de l'Allemagne, celle-ci devra alors consacrer ses ressources financières aux autres aspects »* de la défense.

L'ancien chancelier a admis qu'il attendait une réaction initiale *« partiellement critique »* de la part des Etats-Unis à son projet, mais que les objections disparaîtraient *« lorsque le gouvernement américain comprendra que quelque chose de réellement radical est fait pour renforcer les défenses classiques de l'Europe, comme les Etats-Unis l'ont toujours demandé »*.

Auparavant, M. Schmidt avait critiqué les résultats du sommet de Fontainebleau qui, a-t-il dit, *« a empêché un échec, mais n'a pas fait progresser l'Europe »*. Selon lui, *« l'ECU doit devenir une monnaie de réserve internationale (...). Il faut un système tripolaire relativement stable basé sur l'ECU, le dollar et le yen »*.

ASIE

Inde

La vague d'arrestations frappe les dirigeants sikhs modérés

De notre correspondant

New-Delhi. – La vague de répression déclenchée par les autorités indiennes dans les milieux autonomistes sikhs se poursuit dans le Pendjab à un rythme préoccupant. Aux quelque trois mille cinq cents personnes actuellement détenues par l'armée, il faut ajouter depuis jeudi 28 juin les deux nouveaux chefs de file des deux principales organisations politico-religieuses sikhs, le président en exercice de l'Akali Dal, M. Ujagar Singh Sekhwant, et le chef du comité d'administration des temples sikhs, M. Atma Singh, ainsi que leurs deux assistants.

Les deux hommes qui assuraient respectivement l'intérim du Sant Harchand Singh Longowal, président en titre des Akalis, et de M. Gurcharan Singh Tohra, chef élu du comité des temples, tous deux emprisonnés au secret depuis le 6 juin, ont été appréhendés jeudi matin à leur domicile. Comme la plupart des chefs de l'Akali Dal qui sont actuellement sous les verrous, ils seront soumis au régime des nouvelles *ordonnances spéciales sur la sécurité nationale.*

Intervenues trente-six heures avant les réunions conjointes de l'Akali Dal et du comité des temples *convoquées pour ce vendredi* à Amritsar, ces nouvelles arrestations inquiètent singulièrement les milieux sikhs.

Plusieurs personnalités modérées se *demandent désormais ouvertement* si, profitant de sa « victoire » du 6 juin au temple d'or, Mme Gandhi n'a pas décidé d'écraser une fois pour toutes leurs principales organisations représentatives. Une chose est sûre en tout cas : l'entreprise gouvernementale de dédramatisation et de « cicatrisation » de la crise n'est pas en bonne voie.

Selon toute *vraisemblance*, soutenus par leur base, les deux nouveaux chefs détenus s'apprêtaient en effet à réclamer, campagne d'agitation à l'appui, le départ immédiat des soldats qui occupent le lieu saint. Eventualité à laquelle se refuse pour l'instant le premier ministre indien. Prétexte officiel : les recherches d'armes dans le temple ne sont pas terminées. En fait, les autorités craignent que de nouveaux *groupes d'extrémistes n'aillent* remplacer, au pied levé, les *« fous de Dieu »* de feu le Sant Bhindranwale dans les dépendances du lieu saint. Elles tiennent aussi à limiter au minimum le nombre de pèlerins susceptibles de voir les dégâts *infligés* par l'action de l'armée au second édifice sacré du sikhisme.

La réfection du temple d'or

Une véritable course à la réfection de temple est engagée par les soldats, en dépit de l'opposition des grands prêtres de la religion pour qui, suivant la coutume, les travaux doivent être *effectués exclusivement* par des volontaires sikhs. Entrouvertes, refermées, puis entrouvertes encore jeudi, les portes du temple ont laissé passer en une semaine moins d'une quinzaine de milliers de pèlerins. Ils sont presque autant à vouloir entrer chaque jour et de longues files de devots se forment quotidiennement, dès quatre heures du matin, dans la vieille citadelle d'Amritsar. De toute évidence, la *campagne d'information* gouvernementale, relayée par la presse privée, tendant à présenter tous les morts du 6 juin comme des *« terroristes à la solde de l'étranger »*, ne donne pas les résultats escomptés.

Depuis l'assaut au début du mois, plus d'une centaine de personnes ont été tuées au cours d'affrontements divers (dont une quarantaine de *déserteurs* sikhs, une *trentaine* de *« terroristes »* ou supposés tels, 13 soldats, et 19 *« civils »* victimes d'attentats). Et l'Akali Dal s'apprêtait à amplifier l'appel des grands prêtres des *« martyrs tombés dans la défense du temple »*. On sait que Mme Gandhi avait très mal pris cet appel lancé par la hiérarchie religieuse le jour même de sa visite à Amritsar (*le Monde* du 26 juin).

Soufflant le chaud et le froid, il est clair désormais qu'en aucun cas les autorités laisseront se développer une nouvelle situation insurrectionnelle *dans* le Pendjab, et que l'armée restera en place tant qu'il le faudra, ce qui risque d'être long. Jeudi, plus d'une centaine de *« suspects »* ont encore été arrêtés et des drapeaux du *« Khalistan libre »*, l'Etat indépendant, demandé par les sécessionnistes sikhs, sont saisis quotidiennement.

PATRICE CLAUDE.

EUROPE

Pologne

Le Bureau international du travail a publié un rapport accablant sur les entraves aux libertés syndicales

De notre correspondante

Genève. – Une commission d'enquête du Bureau international du travail (BIT) a rendu public, mercredi 27 juin, un long rapport sur les entorses aux libertés syndicales en Pologne. La commission qui avait *été créée à la suite d'une plainte déposée* au BIT par deux délégués travailleurs à la conférence internationale du travail, M. Marc Blondel (France) et Mme Liv Buck (Norvège) *était présidée par* M. Nicolas Valticos (Grèce), ancien sous-directeur général du BIT, et composée en outre de deux experts, MM. Andrès Aguilar (Venezuela) et Jean-François Aubert (Suisse). Elle n'a pas été autorisée, malgré toutes les démarches entreprises auprès du gouvernement Jaruzelski, à se rendre en Pologne.

En dépit de ce refus de coopérer, la *commission* a *indiqué* qu'elle avait *« systématiquement pris en considération les informations officielles »*. Elle a d'autre part entendu de nombreux membres du syndicat indépendant Solidarité, dont des anciens détenus, et a constaté après examen que leurs témoignages étaient concordants. La documentation de la commission, résultat des travaux de toute une année, a été intégralement transmise au gouvernement polonais, qui la lui a retournée sans commentaire. La commission a, en revanche, bénéficié de la coopération d'organisations internationales et de celle de divers gouvernements, dont celui de la France.

Le rapport cite les noms d'une soixantaine de travailleurs tués par les forces de l'ordre au cours de grèves ou de manifestations pacifiques. D'autres travailleurs seraient décédés à la suite de mauvais traitements infligés durant leur interrogatoire ou leur détention. Le rapport fait ainsi état de l'internement de centaines de personnes (nommément désignées) et du licenciement de plusieurs milliers d'autres pour le simple fait de leur appartenance à Solidarité ou à divers autres mouvements.

Il signale les violences qui accompagnent souvent les arrestations, les très mauvaises conditions de détention, les *« menaces »*, *« sévices »*, *« humiliations »* et *« chantages »* exercés contre les prisonniers. Il dénonce la violation des conventions internationales du travail nº 87, sur la liberté syndicale, et nº 98, sur le droit d'organisation et de négociations collective, et voit dans la dissolution d'organisations syndicales indépendantes un acte d'une *« gravité exceptionnelle, sans aucune mesure avec les débordements qui auraient pu être commis ici ou là dans le mouvement syndical »*. Il ne fait pas de doute pour les trois experts du BIT qu'en dépit de la création de nouveaux syndicats la majorité des travailleurs polonais ont conservé toute leur confiance à Solidarité. Ils considèrent par conséquent que ce syndicat continue à exercer dans les faits, et malgré la répression, son influence sur l'ensemble du pays. Ils s'élèvent entre autres contre la dévolution des biens du syndicat dissous à des organismes créés par le pouvoir.

Le rapport s'achève sur des recommandations que ses auteurs veulent *« résolument tournées vers l'avenir »*. Ils préconisent la reprise d'un dialogue qu'ils estiment vital pour l'avenir économique de la Pologne. Ils se déclarent conscients qu'un mouvement syndical indépendant *« peut être difficile à concilier avec un système politique à parti unique ou dominant »*. Néanmoins, *« il devrait être possible de parvenir à une situation qui assure l'observation effective des conventions sur la liberté syndicale sans mettre en cause les intérêts généraux et les conceptions dont s'inspire le régime (...), ainsi que l'ont montré d'ailleurs la législation et la pratique de la Pologne à une date récente »*. Il s'agit là d'un rappel implicite des accords de Gdansk de 1980.

Le rapport de la commission d'enquête ne constitue qu'une étape dans l'examen du cas de la Pologne, que le BIT poursuivra, même si les autorités de ce pays persistent à opposer une fin de non-recevoir à toutes ses initiatives.

ISABELLE VICHNIAC.

LE PROFESSEUR ADAM SCHAFF EST EXCLU DU PARTI

Le théoricien marxiste Adam Schaff a été exclu du Parti ouvrier unifié polonais, pour avoir *« propagé des idées bourgeoises »* qui *« nuisaient à la cohésion du parti »*, a annoncé jeudi 28 juin le quotidien *Trybuna Ludu*, organe du comité central.

M. Schaff avait été attaqué le mois dernier par le mensuel soviétique *Questions de philosophie*, qui lui reprochait de reprendre à son compte *« des idées typiques de l'arsenal bourgeois et réformiste »*. Le professeur Schaff – parfois décrit comme un « libéral » au sein du parti – a suivi un itinéraire assez classique depuis l'après-guerre : *« Dur » à l'époque stalinienne, il s'était mis dans les années 60 à plaider en faveur d'un « socialisme à visage humain », ce qui lui valut d'être taxé de « révisionnisme ».*

En 1968, quand certains représentants du pouvoir déclenchèrent une campagne « antisioniste », dirigée entre autres contre leurs anciens rivaux du début des années 50, le professeur Schaff fut violemment attaqué, et sa carrière politique ne s'en remit pas. Même s'il continue à avancer des thèses de modèle eurocommuniste, le professeur Schaff – qui est aujourd'hui âgé de soixante *et onze ans – est tout le contraire* d'un opposant. Depuis Vienne, où il séjourne assez souvent, il avait même suggéré, après la proclamation de l'état de guerre en Pologne, que le prix Nobel de la paix soit décerné... au général Jaruzelski. – *(AFP, AP.)*

Turquie

Des réfugiés fuient les combats entre forces iraniennes et rebelles kurdes

Le conseil des ministres a décidé, jeudi 28 juin, de lever l'état de siège dans treize nouveaux départements (dont sept seront toutefois soumis au régime d'état d'urgence).

Sur les vingt-six départements où l'état de siège se trouve désormais levé, onze restent soumis, pour une nouvelle période de quatre mois, au régime d'état d'urgence. La différence essentielle avec le régime de l'état de siège réside dans le fait que les pouvoirs extraordinaires sont confiés aux autorités civiles locales, et non aux autorités militaires. La situation n'est tout à fait normale que dans quinze départements sur un total de soixante-sept.

De notre correspondant

Ankara. – Près de deux cents paysans iraniens appartenant à plusieurs tribus se sont réfugiés en Turquie au cours des derniers jours, afin de se mettre à l'abri des affrontements entre les forces gouvernementales iraniennes et les rebelles kurdes. Ces réfugiés, pour la plupart des vieux, des femmes ou des enfants, sont hébergés dans le district frontalier turc de Baskale. Certains ont été hospitalisés. Les autorités locales indiquent que les réfugiés *« seront traités selon les principes du droit international »*.

Selon les informations parvenues à Ankara, les opérations militaires iraniennes lancées contre les Peshmergas kurdes depuis quatre jours *ont fait environ* huit cents morts, dont plus d'une centaine du côté des forces gouvernementales. Quelque quinze villages auraient été incendiés, alors que l'avance des unités de l'armée sur Seri-Qutur se poursuit. Selon les informations recueillies à la frontière turco-iranienne, c'est la première *fois depuis 1979 que* les forces gouvernementales iraniennes réussissent à reprendre le contrôle de cette zone de 300 kilomètres carrés de l'ouest iranien couvrant les axes de Sero-Shahpur et Qutur-Hoy.

Les correspondants turcs indiquent d'autre part qu'un des chefs des Peshmergas kurdes, Sennar-*Mohamed*, serait porté *disparu* depuis trois jours, tandis que les commandos iraniens dépêchés de Tabriz s'apprêteraient à poursuivre leurs opérations vers Piranshеir et Mahabad.

A. U.

Grande-Bretagne

UN REVERS POUR Mme THATCHER

La Chambre des lords repousse le projet prévoyant la dissolution du Conseil du Grand Londres

De notre correspondant

Londres. – La Chambre des lords a soudainement rappelé qu'elle disposait encore d'un certain poids politique en infligeant, le 28 juin, au gouvernement *conservateur* une surprenante défaite, la plus grave, selon certains observateurs, depuis l'accession de « la dame de fer ». Il s'agit au moins d'un camouflet ou d'une *mise en garde*, car l'échec n'est pas définitif.

En votant par 191 voix contre 143 un amendement contraire, les Lords ont repoussé un projet de loi préparant la voie à la suppression du Conseil du Grand Londres (GLC) et de six conseils métropolitains, qui sont en quelque sorte des super-municipalités pour les principales conurbations. C'est un projet auquel Mme Thatcher était très attachée, car elle a déclaré la guerre à ces *institutions locales qui*, contrôlées par les travaillistes, pratiquent une politique de dépenses tout à fait contraire à la rigueur budgétaire.

Précisément la Chambre haute n'a fait que s'opposer dans l'immédiat à l'annulation des élections pour le GLC qui étaient *prévues* en mai *1985. C'est ce point qui est essentiel* pour les Lords, dont on ne peut soupçonner la majorité d'être très favorable à des assemblées animées par des travaillistes réputés particulièrement « gauchistes ». Les *Lords* n'admettent pas le principe même de la suppression d'un scrutin au suffrage universelle *d'autant* qu'il permettra de confier les pouvoirs des conseils dissous soit à des organismes gouvernementaux, soit à d'autres conseils locaux, qui, eux, sont pour la plupart contrôlés par des conservateurs. *Ils* rejoignent ainsi l'avis des représentants de l'opposition, qui, déjà, aux Communes, avec l'appui de quelques conservateurs modérés indignés, ont tenté de s'opposer à cette entreprise en soulignant qu'elle représentait un « précédent intolérable » au regard des traditions démocratiques du pays.

Mme Thatcher n'est pas battue, car le texte soumis à la Chambre des lords a déjà été adopté aux Communes, où le gouvernement – malgré la dissidence de certains de *ses* partisans – dispose toujours d'une très confortable majorité. Mais Mme Thatcher pourrait être obligée, après cette avertissement, de faire un peu machine arrière en n'annulant pas les élections du GLC avant que soit votée sa dissolution, décision qui n'est *prévue* que pour l'an prochain.

Le gouvernement avait déjà à plusieurs *reprises* pu mesurer l'opposition considérable que soulevait son projet, notamment lors des dernières élections européennes, les travaillistes ayant remporté à Londres surtout et dans les grandes villes un immense succès.

FRANCIS CORNU.

URSS

GEOFFREY ET LES BROUILLEURS

Les responsables soviétiques *du brouillage des émissions de* radio occidentales ont le sens de la logique. Une interview du secrétaire au Foreign Office, diffusée le jeudi 28 juin par le service en langue russe de la BBC, et dans laquelle Sir Geoffrey Howe se plaignait précisément de ces *pratiques de brouillage*, a été bien évidemment brouillée.

Sir Geoffrey entreprend dimanche 1er *juillet* une visite officielle en URSS. Dans son interview à la BBC, il avait annoncé *son intention de parler* avec ses interlocuteurs soviétiques des pratiques de brouillage des émissions de radio : *« Si nous sommes sérieux de part et d'autre sur notre volonté d'améliorer nos relations, alors nous devrions être libres de nous parler mutuellement sur les ondes. »*

Selon la BBC, l'URSS dépense chaque année l'équivalent du budget total du service international de la BBC (près de 100 millions de dollars) à seule fin de rendre inaudibles les émissions de radio en direction de son territoire. Ces efforts sont souvent couronnés de succès, mais la BBC estime cependant que quatorze millions de Soviétiques écoutent ses émissions au moins *une fois par semaine*. De son côté, Radio-Moscou émet en direction de l'étranger une quantité impressionnante d'émissions, en de très nombreuses langues, servies par des émetteurs extrêmement puissants – et qui, elles, ne sont soumises à aucun brouillage.

● *La visite de M. Mitterrand à Moscou commentée par le Politburo.* – Les résultats du voyage du président français en URSS, note la direction du Kremlin dans son communiqué hebdomadaire, *« ouvrent plus de possibilités, si les deux parties y aspirent, à un élargissement considérable et à l'approfondissement des rapports soviéto-français dans le domaine de la coopération sur la scène internationale, des relations économiques, des échanges scientifiques, techniques et culturels. Cela offre des prémisses à l'intensification régulière de la politique de détente, de la lutte pour la consolidation de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde »*. – *(Tass.)*

A TRAVERS LE MONDE

Chine

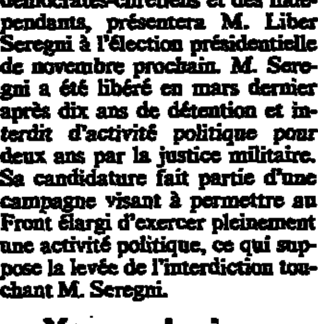
● *DISCUSSIONS « UTILES ET* CONSTRUCTIVES » SUR L'AVENIR DE HONG-KONG. – La dix-septième séance des discussions sino-britanniques sur l'avenir de Hong-Kong s'est achevée, jeudi 28 juin, à Pékin. Le communiqué indique qu'elles ont été *« utiles et constructives »*, comme les précédentes, et que la prochaine rencontre aura lieu les *11 et 12 juillet.* – *(AFP.)*

Philippines

● DEMANDE D'UNE NOUVELLE *AUTOPSIE* D'AQUINO. – L'avocat principal de la commission d'enquête sur l'assassinat du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino a recommandé, jeudi 28 juin, l'exhumation du corps de ce dernier afin de pratiquer une deuxième autopsie. Il a déclaré à la presse qu'il faisait cette demande à la suite du témoignage de deux experts *médico-légistes*, selon lesquels Aquino aurait pu être touché par deux balles et non pas par une seule, comme a toujours affirmé la version officielle. – *(AFP.)*

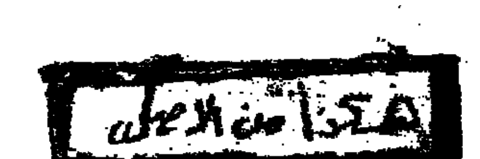
Uruguay

● M. LIBER SEREGNI, CANDI*DAT A LA PRESIDEN*TIELLE. – Le Front élargi, coalition politique qui regroupe les communistes, les socialistes, les démocrates-chrétiens et des indépendants, présentera M. Liber Seregni à l'élection présidentielle de novembre prochain. *M.* Seregni a été libéré en mars dernier après dix ans de détention et in*terdit* d'activité politique *pour* deux ans par la justice militaire. Sa candidature fait partie d'une campagne visant à permettre au Front élargi d'exercer pleinement une activité politique, ce qui suppose la levée de l'interdiction touchant M. Seregni.



Yougoslavie

● NOUVELLE CONDAMNATION AU KOSOVO. – Un Albanais de la province autonome yougoslave du Kosovo, M. Muslim Dobruna, trente-cinq ans, a *été condamné jeudi 28 mai* à une peine de quatorze ans de prison. Il était accusé d'avoir lancé une bombe de fabrication artisanale par une fenêtre de l'immeuble du parti dans la ville de Djakovica, au moment où se tenait une réunion de responsables en mars dernier. *Une* personne avait été sérieusement blessée. Depuis les émeutes du printemps 1981, près de huit cents Albanais du Kosovo ont été condamnés à des peines allant de un à quinze ans de prison pour des activités considérées comme nationalistes ou anti-yougoslaves. *La* répression semble s'être accentuée récemment. *(UPI, AFP, AP)*



AFRIQUE

Tunisie

Tripoli libère les trois gendarmes enlevés à la frontière le 8 mai dernier

De notre correspondant

Tunis. – La Libye a libéré, jeudi 28 juin, les trois membres de la garde nationale (gendarmerie) tunisienne qui avaient été enlevés, le 8 mai, sur la frontière commune, quelques heures après l'attaque de la caserne Azizia de Tripoli par un commando d'opposants libyens au colonel Kadhafi.

L'agence Tunis Afrique Presse, qui a annoncé sans commentaire la nouvelle, s'est bornée à préciser que les trois hommes avaient regagné le poste-frontière tunisien de Ras-Jedir à bord de leur véhicule et en possession de leur équipement et de leur matériel.

Intervenant à la veille de la célébration de l'Aïd-el-Fitr, fête marquant la fin du ramadan, cette libération devrait permettre d'assainir au moins en partie l'atmosphère tendue qui prévaut depuis deux mois entre Tunis et Tripoli. Le gouvernement tunisien qui, mercredi 27 juin encore, se montrait des plus inquiets quant au sort des trois « otages », avait fermement rejeté toutes les tentatives libyennes pour *« une reprise de la coopération avec la Tunisie sœur »* après *« ce regrettable malentendu »*, y mettant comme préalable le retour des gendarmes enlevés.

La Tunisie a fait savoir, dans la soirée, qu'elle allait à son tour relâcher un caporal de l'armée libyenne *« trouvé dernièrement en territoire tunisien »*. Cette interception n'avait jamais été annoncée, ni à Tunis ni à Tripoli.

MICHEL DEURÉ.

● *Inculpation d'un journaliste.* – Le directeur de la rédaction de l'hebdomadaire *El Mostaqbal*, organe du Mouvement des démocrates socialistes (opposition), a été entendu ces derniers jours par le doyen des juges d'instruction qui lui a signifié son inculpation pour *« publication de fausses nouvelles et diffamation du Parti socialiste destourien »* à la suite de la publication, en mars, d'un article – dont l'auteur est également poursuivi – sur le cinquantenaire de ce parti. L'article en cause avait déjà motivé une suspension de trois mois de la publication. – *(Corresp.)*

République Sud-Africaine

MINISTRE DES FINANCES DEPUIS DIX ANS

M. Owen Horwood a démissionné

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. – M. Owen Horwood, soixante-sept ans, ministre des finances du gouvernement sud-africain, a annoncé, jeudi 28 juin, devant le Parlement, au Cap, qu'il donnait sa démission pour convenances personnelles. Seul membre d'origine anglophone du cabinet de M. P.W. Botha, M. Horwood quittera ses fonctions à la fin du mois de juin, à la clôture de la session parlementaire. Il prendra alors la présidence de la Banque pour le développement en Afrique australe, un organisme chargé de contribuer à l'essor économique des quatre homelands auxquels l'indépendance a été attribuée par Pretoria : le Ciskei, le Transkei, le Venda, le Bophutatswana. Son successeur devrait être connu ce vendredi. Il n'est pas impossible qu'à cette occasion un remaniement du gouvernement soit effectué.

Ancien universitaire devenu homme d'affaires, puis sénateur, M. Horwood est un membre important du parti au pouvoir, le Parti national. Il en est d'ailleurs le responsable pour la province du Natal. Entré au gouvernement en 1972, où le portefeuille des affaires indiennes et du tourisme lui est confié, il était depuis 1974 ministre des finances. M. Horwood quitte ses fonctions alors que le pays a de sérieuses difficultés économiques et au moment où il est l'objet de sévères critiques de la part de l'opposition. L'augmentation prochaine, le 1er juillet, de 7 % à 10 % de la taxe générale qui frappe tous les produits de consommation provoque des remous, même si certaines denrées de base en seront désormais exemptées, comme la viande, le lait, le pain, les fruits frais, la farine...

La cherté du coût de la vie, une inflation de 11 % et une chute spectaculaire du produit intérieur brut, qui est tombé d'un taux annuel de 11 % au dernier trimestre 1983 à 4 % au premier trimestre de cette année, tous ces facteurs rendent les observateurs économiques soucieux.

L'Afrique du Sud connaît la passe la plus difficile de ces dernières années. Une récession qui s'explique par plusieurs éléments. Tout d'abord une sécheresse catastrophique qui a considérablement affecté la production agricole, et notamment celle du maïs, ressource de base aujourd'hui déficitaire, alors que ce pays est traditionnellement exportateur. Ensuite, la faiblesse constante du cours de l'or, dont l'Afrique du Sud est le premier producteur mondial. Enfin, un très mauvais niveau de productivité, qui a diminué de 4,6 % en 1983.

Les milieux d'affaires sont aussi très pessimistes en raison du faible taux d'épargne, 2,5 % du revenu des ménages, d'un déficit accru de la balance commerciale et de la faiblesse du rand accentuée par le haut niveau du dollar américain. Les prévisions des organismes spécialisés sont en baisse, alors qu'au début de l'année on espérait une légère amélioration de la situation économique. Le revenu des Sud-Africains diminue du fait d'une pression fiscale plus forte, et la demande va très probablement chuter avec l'augmentation de la taxe générale, ce qui n'incite guère à l'enthousiasme. Le nouveau ministre des finances aura à faire un état des lieux scrupuleux avant de prendre des initiatives qui ne pourront être que d'austérité.

MICHEL BOLE-RICHARD.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

APRÈS LA LIBÉRATION DE VINGT-SIX PRISONNIERS POLITIQUES CUBAINS

M. Jesse Jackson commence à être pris au sérieux par la classe politique

De notre correspondant

Washington. – L'opération a réussi. Revenant à Washington, jeudi 28 juin, dans la nuit, avec les quarante-huit prisonniers américains et cubains libérés par M. Fidel Castro, M. Jackson a gagné sur tous les tableaux. Il a non seulement renforcé sa position au sein du Parti démocrate, mais aussi donné le prestige du succès à une politique qu'il est pratiquement seul à prôner aux Etats-Unis – celle de la main tendue à Cuba, au Nicaragua et à l'ensemble des pays révolutionnaires du tiers-monde.

La veille encore, le premier Noir à s'être présenté à une élection américaine, frôlait l'échec. Tout ce qu'il avait obtenu de M. Castro était la libération de vingt-deux citoyens américains détenus par La Havane pour des raisons de droit commun. Les familles de ces hommes – dont certains vont seulement passer d'une prison à l'autre – lui en étaient évidemment reconnaissantes. La presse et le monde politique le félicitaient également, mais avec une condescendance ironique, car M. Jackson semblait bien à ce moment-là avoir été trompé par les dirigeants cubains.

Avant qu'il ne quitte, samedi 23 juin, les Etats-Unis pour sa tournée en Amérique centrale, il avait en effet reçu de la section des intérêts cubains à Washington l'assurance qu'il reviendrait de La Havane avec une partie au moins des vingt et un prisonniers politiques dont il avait demandé la libération. Lundi soir, honneur exceptionnel, M. Castro vient en personne l'accueillir à sa descente d'avion. Il est ensuite traité avec tous les égards. M. Castro profite largement de la présence des cameramen et des journalistes américains qui suivent son hôte, pour affirmer sa bonne volonté vis-à-vis des États-Unis. Il propose notamment que soient immédiatement rétablies les relations avec Washington. Il accepte également de négocier sans délai le retour à Cuba de criminels et de malades mentaux qu'il avait laissés émigrer vers la Floride en 1980.

Tout cela est parfait pour M. Castro mais M. Jackson, lui, lorsqu'il s'apprête mercredi soir à décoller pour Managua sans autre succès que le retour aux États-Unis de petits trafiquants de drogue, n'a encore joué que les faire-valoir.

Le suspense avait-il été planifié par M. Castro seul ou par les deux hommes ? On l'ignore. Mais, juste avant le décollage, M. Castro monte dans l'avion et échange quelques mots avec le pasteur baptiste qui, arrivé à Managua dans la nuit de mercredi à jeudi, annonce sa victoire : il a gagné, vingt-six Cubains détenus pour raisons politiques, pour la plupart depuis près de vingt ans, vont, grâce à lui, être libérés en plus des vingt-deux Américains.

Contre la « vietnamisation »

La bonne nouvelle arrive ainsi du Nicaragua, l'autre pays de la région honni par M. Reagan, où M. Jackson va passer la journée à assurer publiquement les dirigeants sandinistes de sa solidarité contre les pressions militaires des Etats-Unis. Castristes ou sandinistes, de connivence ou non, ont mené là dans les règles de l'art une superbe opération de relations publiques qui, sans être décisive, n'en améliore pas moins leur image de marque aux Etats-Unis. Quant à M. Jackson, il a su ne pas se faire l'apologiste des régimes castriste et sandiniste. Il a évité d'encourir le seul reproche politique qui aurait pu diminuer le prestige et l'autorité nouvelle que lui confère son triomphe.

Comme M. Jackson, les deux autres candidats à l'investiture démocrate ne cessent de dénoncer le danger de « vietnamisation » que comporterait la politique centraméricaine de M. Reagan et que ressent en tout cas profondément l'électorat. Mais, à la différence de M. Hart, et surtout de M. Mondale, qui est favorable à la poursuite de l'aide au Salvador, M. Jackson a pris son bâton de pèlerin pour parler aux principales parties en cause (sauf la guérilla antisandiniste). Il a proposé des trêves, joué les intermédiaires – bref, a agi pour essayer d'enrayer l'engrenage, même s'il a surtout prodigué des bonnes paroles.

Le 16 juillet, M. Jackson arrivera à la convention de San-Francisco avec l'image de l'homme de bonne volonté qui s'attaque aux dossiers sans précaution politicienne. Il sera habilité à dire de la tribune ce que pensent bon nombre d'électeurs démocrates : que le dialogue avec les révolutionnaires d'Amérique centrale et des Caraïbes est possible et utile. Après avoir uniquement été un *« candidat noir »* dont les propositions politiques retenaient peu l'attention de la presse, M. Jackson a réussi à devenir un homme politique à part entière qui survivra à sa candidature présidentielle, apportant un souffle neuf pour les États-Unis.

Déjà l'*establishment* politique a *dû discuter ses idées*. M. Mondale, qui n'avait pas encore appris la libération des vingt-six Cubains, a déclaré qu'il était opposé à la normalisation des relations avec La Havane tant que M. Castro ne modifierait pas sa politique, notamment en Afrique et en Amérique centrale. La Maison Blanche, tout en félicitant M. Jackson de son *« œuvre humanitaire »*, a déploré que tous les prisonniers politiques cubains n'aient pas été relâchés, a estimé qu'il n'y avait pas là d'*« élément politique significatif »* et réaffirmé que Cuba était, aux yeux de M. Reagan, un instrument militaire de l'URSS. M. Jackson, en conséquence, ne sera pas reçu ce vendredi, comme il l'avait souhaité, par le président, mais par le numéro trois du département d'Etat seulement.

Contrastant avec le déluge de compliments que lui avait valu en janvier la libération d'un pilote américain détenu par la Syrie, cette froideur signifie essentiellement que le monde politique américain commence à prendre M. Jackson au sérieux.

Il mérite de l'être, car il a prouvé depuis de début d'une campagne qui lui a rapporté 21% de voix démocrates, qu'il était tout sauf un naïf. C'est au moment même où il venait de consolider durablement sa position qu'il s'est ainsi décidé jeudi à répudier M. Farrakhan, l'un de ses rares mais très embarrassants alliés des premiers jours. Dirigeant d'une secte noire musulmane peu nombreuse, mais bien structurée, M. Farrakhan était indispensable à l'organisation de la campagne de M. Jackson, mais la torpillait régulièrement par des déclarations outrageusement antisémites. Après que cet ami de la Libye eut vraiment passé les bornes en qualifiant Israël d'*« Etat hors la loi »* et le judaïsme de *« sale religion »*, M. Jackson a déclaré que de tels propos *« répréhensibles et moralement indéfendables, n'avaient rien à voir avec ce qu'il pensait »*. M. Farrakhan *« n'a plus aucun rôle dans ma campagne »*, a-t-il ajouté, en rappelant qu'il était pasteur baptiste et que sa foi avait pour racines le judéo-christianisme. Il est vrai qu'un mouvement se dessinait au sein du Parti démocrate pour interdire à M. Jackson de prendre la parole à la convention s'il ne désavouait pas M. Farrakhan.

BERNARD GUETTA.

Brésil

LE GOUVERNEMENT REPORTE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DIRECTE A 1990.

Brasilia *(AFP, UPI)*. – Les partis d'opposition vont de nouveau tenter de faire adopter un amendement par le Congrès de Brasilia le 8 août prochain en faveur du rétablissement de l'élection présidentielle au suffrage universel direct en 1984, après le retrait, jeudi 28 juin, du projet gouvernemental.

Le plan du gouvernement du général Figueiredo prévoyait une élection présidentielle directe en 1988 avec un mandat présidentiel de transition de 1985 à 1988. Les opposants, qui ont mobilisé des millions de Brésiliens depuis plusieurs mois sur le thème de l'élection directe en 1984 *(« Directas, jà »)*, ont donc l'intention de revenir à la charge, alors que la décision du gouvernement alourdit de nouveau le climat politique au Brésil.

Si cette nouvelle tentative de l'opposition échouait, le successeur du président Figueiredo serait désigné le 15 janvier prochain pour un mandat de six ans par un collège électoral en majorité proche des militaires au pouvoir. A Brasilia, on estime que la décision du gouvernement de retirer son propre amendement s'explique essentiellement par la crainte des militaires de voir Leonel Brizola, actuel gouverneur de Rio, être élu à la présidence du Brésil.

● *Seize journalistes tués dans un accident d'avion.* – Dix-huit personnes, dont seize journalistes brésiliens, ont été tué jeudi 28 juin, lorsque leur avion s'est écrasé dans le brouillard et la pluie à 200 kilomètres de Rio-de-Janeiro. La plupart des journalistes travaillent pour la télévision brésilienne. – *(AFP.)*

Guatemala

ÉLECTION D'UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE LE 1er JUILLET

La majorité de l'armée et du secteur privé en faveur de l'extrême droite

Le général Mejia, au pouvoir depuis août 1983 après avoir renversé le général Rios Montt, a tenu sa promesse. Il a autorisé l'élection d'une Assemblée constituante, la quatrième en trois décennies, et il a présenté ce scrutin qui doit avoir lieu dimanche 1er juillet comme une étape importante de l'*« ouverture politique »*.

Les quatre-vingt-huit membres de la nouvelle assemblée doivent, en principe, préparer le terrain pour une élection présidentielle prévue en 1985. Mais le général Mejia a déjà clairement fait savoir que la Constituante ne devrait en aucun cas outrepasser ses compétences et que *« le gouvernement allait continuer à exercer les pouvoirs exécutif et législatif »*. Et il a menacé : *« Si les politiciens veulent un dictateur, ils l'auront. »*

Dans ces conditions, les sept millions et demi de Guatémaltèques – près de trois millions sont inscrits sur les listes électorales – ne paraissent pas excessivement motivés par cette consultation qui ne changera rien à court terme. La violence, qui avait atteint des sommets à l'époque du gouvernement du général Lucas Garcia (renversé par Rios Montt, qui avait réussi à réduire les excès dans la capitale, sinon dans l'intérieur ravagé par les affrontements entre militaires et guérilleros), est de nouveau très préoccupante.

De bonne source, on précise qu'une soixantaine de membres des quelque dix-sept partis et des trois comités politiques (constitués pour le scrutin du 1er juillet) ont été assassinés ou enlevés depuis octobre 1983. Mais personne ne connaît le nombre exact des victimes anonymes, Indiens et paysans des zones de l'altiplano, pris entre deux feux. Démarche exceptionnelle et significative : l'épiscopat vient de dénoncer dans une lettre pastorale cette *« violence qui frappe toutes les classes sociales, et d'abord les paysans »*.

Une commission de la paix, formée à l'initiative du nouveau recteur de l'université San-Carlo, M. Eduardo Meyer, et approuvée par le gouvernement, n'a pas encore réussi à limiter sérieusement cette relance d'une terreur délibérée qui vise, selon les observateurs, à décourager tous les partisans d'une solution politique « modérée », jugée « subversive » par les leaders d'une extrême droite puissante.

Le Mouvement de libération nationale (MLN, lié à l'ARENA salvadorienne du major d'Aubuisson) et dirigé par M. Sandoval Alarcon, a fait alliance avec le Centre national authentique (CAN, organisé autour de l'ancien président Arana).

Cette coalition, la plus puissante de l'extrême droite, a les faveurs de la majorité des secteurs des forces armées, le groupe de pression principal du pays. Le secteur privé, puissant et important au Guatemala, le pays le plus riche d'Amérique centrale malgré une crise sévère (taux de chômage de 40 % de la population active, dette extérieure de plus de 2 milliards de dollars, revenu *per capita* équivalant à celui de 1976, disparités extrêmes entre la masse des plus déshérités et la minorité des possédants), a également des sympathies marquées pour la coalition MLN-CAN.

Une minorité de militaires et de représentants du secteur privé penchent, en revanche, en faveur de la formule centriste défendue par la démocratie chrétienne (dirigée par M. Vinicio Cerezo et qui avait présenté la candidature du général Rios Montt à l'élection présidentielle de 1974), le Parti national rénovateur (PNR, allié de la démocratie chrétienne), et surtout l'Union du centre national (UCN, dont le leader est M. Carpio Nicole, un propriétaire de journaux à succès).

Cette formule de centre droit a les faveurs des Etats-Unis, qui souhaitent l'installation au Guatemala d'un gouvernement plus respectueux des droits de l'homme et avec lequel ils pourraient renouer des relations normales, à tous les niveaux, et d'abord militaires (1). *Mais aucune des formations qui présentent des candidats, le 1er juillet, ne se hasarde à préconiser des réformes de structures économiques et sociales.*

M. N.

(1) L'armée, réticente à l'égard des « conseils » de Washington, refuse de participer aux manœuvres combinées des États-Unis en Amérique centrale et est hostile à une réactivation du Condeca (Conseil de défense centraméricain). *Elle a renforcé ses relations* avec Taïwan et Israël, pour pallier les inconvénients d'une assistance militaire américaine très modeste et quasi-clandestine depuis la suspension décidée par l'administration Carter.



Le Monde

politique

AVANT DE RECEVOIR M. PIERRE MAUROY

Jean-Paul II souligne les obligations de l'Etat à l'égard des familles catholiques

De notre envoyé spécial

Rome. – Si M. Pierre Mauroy espérait oublier un peu ses soucis de politique intérieure au cours de sa brève visite officielle en Italie, c'est raté. Dès son arrivée à Rome, jeudi après-midi 28 juin, le premier ministre a eu la surprise d'apprendre que le pape venait d'apporter une nouvelle contribution au débat scolaire qui divise la France en consacrant un long discours à la défense de l'enseignement catholique. Le matin même, en effet, devant le Sacré Collège et les membres de la curie romaine, Jean-Paul II, dans une allocution de plus d'une heure, avait notamment souligné que les catholiques ont partout « *le droit et le devoir d'avoir leurs écoles* ».

Dans les milieux proches du Vatican, on indiquait que les propos du pape, préparés depuis plusieurs semaines, ne s'adressaient pas uniquement à la France, et renvoyaient aussi aux difficultés que l'enseignement catholique rencontre actuellement à Malte et en Espagne. Le roi Juan Carlos avait d'ailleurs été reçu en audience jeudi matin par Jean-Paul II. Mais ce n'est évidemment pas par hasard que le pape a choisi de s'exprimer à nouveau sur ce thème, après la manifestation du 24 juin à Paris et avant d'accorder audience samedi matin à M. Pierre Mauroy, qui souhaite justement l'entretenir des orientations du gouvernement français en la matière.

Ce n'est pas la première fois que le pape intervient de cette manière. En février 1982, à l'époque où s'esquissait le projet du ministre de l'éducation nationale, Jean-Paul II avait également exprimé ses souhaits sur l'avenir de l'enseignement catholique quelques jours avant de recevoir M. François Mitterrand au Vatican.

Si M. Mauroy a été un peu surpris, il n'a manifesté en revanche aucune gêne. Dans l'entourage du premier ministre, on soulignait jeudi soir que le gouvernement se sent en parfaite harmonie avec le pape sur le respect des principes qui doivent régir les rapports de l'Etat avec l'enseignement privé. M. Mauroy se proposait, néanmoins, d'ajouter quelques paragraphes à la déclaration qu'il a l'intention de faire à ce sujet samedi au Vatican.

« Soyons plus ambitieux »

En attendant, le premier ministre se préoccupe essentiellement des relations bilatérales entre la France et l'Italie. M. Mauroy a eu, jeudi après-midi pendant une heure, un entretien en tête à tête avec le chef du gouvernement italien, M. Bettino Craxi. Les deux hommes ont échangé leurs vues sur la situation européenne après les élections du 17 juin, la situation internationale à propos notamment des conflits du Proche-Orient, ainsi que sur les moyens de surmonter la crise économique.

La réunion élargie, qui a suivi, a permis aux deux délégations de confirmer que peu de contentieux opposent les deux pays, à l'exception des inévitables problèmes frontaliers et de la constante question viticole. M. Mauroy a souhaité que la France et l'Italie renforcent notamment leur coopération contre l'immigration clandestine sur la frontière alpine. En ce qui concerne le dossier du vin, les deux délégations sont convenues d'engager une concertation pour essayer de définir une méthode commune qui puisse se traduire équitablement de part et d'autre par une meilleure maîtrise des productions.

Sur ce point, toutefois, la France et l'Italie restent divisées. Paris est partisan de l'institution de quotas d'importation des vins italiens. Rome propose d'instaurer un double marché commun du vin : un marché qui bénéficierait des aides communautaires, un autre dont les productions seraient exclues du bénéfice des aides.

Evoquant les résultats du sommet de Fontainebleau, M. Craxi a souhaité que « *le navire Europe étant desensablé* », les Dix suivent désormais « *avec plus de dynamisme les voies de l'intégration communautaire et de l'union politique* ». Dans sa réponse, M. Mauroy a souhaité que l'Italie, attachée aux institutions communautaires, manifeste la même ardeur dans ses échanges avec les autres pays de la Communauté, autrement dit qu'elle coopère davantage avec la France plutôt que de se tourner fréquemment vers les Etats-Unis et le Japon. « *Il serait inutile de dissimuler qu'à côté de nos succès nous avons enregistré des déconvenues ou laissé passer de grandes occasions*, a notamment déclaré le premier ministre. *Je pense à des secteurs aussi décisifs que l'informatique ou l'aéronautique. C'est dire qu'il demeure des incompréhensions à dissiper et des préjugés à surmonter. Nous nous devons d'être plus ambitieux, de multiplier les occasions de travailler ensemble, de faire en sorte que notre coopération industrielle soit à la hauteur de nos relations.* »

Pour témoigner de leur bonne volonté, les Italiens ont fait savoir qu'ils sont intéressés par une coopération dans certains secteurs des télécommunications et par une participation au développement du programme spatial Ariane.

ALAIN ROLLAT.

L'Eglise a « le droit et le devoir » de se donner des écoles

De notre correspondant

Rome. – Après avoir rappelé dans son discours pourquoi « *l'Eglise a le devoir et le droit originels d'enseigner aux hommes et à tous les hommes la vérité révélée* », Jean-Paul II a souligné l'importance de l'enseignement religieux, aussi bien au sein de l'école catholique que de celle des Etats. « *Les familles de croyants doivent avoir la garantie que l'école publique – justement parce que ouverte à tous – non seulement ne mette pas en péril la foi de leurs enfants, mais, au contraire, complète grâce à un enseignement religieux l'ensemble de leur formation. Ce principe est un des aspects de la liberté religieuse telle que doit la prôner un Etat réellement démocratique qui, en tant que tel, se met au service des citoyens, et de tous les citoyens, dans le respect de leurs droits et de leurs convictions religieuses.* »

Jean-Paul II a été particulièrement ferme en ce qui concerne l'école catholique, « *qui s'insère totalement dans la mission salvatrice de l'Eglise(...).* « *Celle-ci a le droit d'avoir ses écoles, mais en a aussi le devoir.* » « *L'Eglise*, a-t-il ajouté, *est engagée à fond dans la question de l'éducation catholique de la jeunesse et demande tout particulièrement la liberté et l'égalité pour les écoles catholiques, parce qu'elle est convaincue que celles-ci sont un droit des familles chrétiennes. Si l'Eglise insiste autant sur ce droit, c'est, justement, parce que celui-ci concerne les familles, à qui appartient, fondamentalement et ontologiquement, le devoir de l'éducation chrétienne des enfants.* (...) *La famille, de par sa nature même voulue par Dieu, est la première et naturelle communauté de l'homme qui vient au monde. Elle doit donc pouvoir bénéficier, sans aucune discrimination de la part des pouvoirs publics, de la liberté de choisir pour ses enfants le type d'école adapté à ses propres convictions. Elle ne doit pas être gênée par des charges financières trop onéreuses, parce que tous les citoyens ont aussi et surtout sur ce plan une intrinsèque parité.* »

Un appui aux évêques

Jean-Paul II a notamment précisé : « *Dans l'exercice du droit de choisir pour ses propres fils le type d'école qui convient à ses propres convictions, la famille ne doit être en aucune manière gênée, mais, au contraire, favorisée par l'Etat. Celui-ci a non seulement le devoir de ne pas léser les droits des parents chrétiens, ses propres citoyens à tous les égards, mais il se doit de collaborer au bien des familles. L'Eglise ne se lassera jamais de soutenir ces principes, qui sont d'une claire logique. Si ceux-ci sont contrariés ou déçus, c'est toute la société civile qui est appauvrie, car elle est basée sur le respect des libertés fondamentales des membres qui la composent et, en particulier, de celles de la famille, qui en est le noyau de base.* »

Le pape a ainsi lancé un appel à tout le clergé, mais aussi « *aux enseignants, aux laïques engagés dans l'école catholique, aux parents et aux élèves, afin qu'ils s'engagent de toutes leurs forces pour maintenir la pleine efficacité des structures catholiques* ».

« *Ce vœu s'adresse, en particulier*, a-t-il ajouté, *à tous mes confrères de l'épiscopat, qui, dans diverses nations d'Europe et du monde, se trouvent dans des situations de difficultés particulières qui doivent être affrontées avec sérénité et fermeté. Je leur dis que je participe directement à leurs préoccupations, à leurs efforts, à leurs activités sur ce terrain* (...). *Mais, et surtout, je donne toute ma sollicitude aux principaux protagonistes, c'est-à-dire aux familles catholiques et à la jeunesse – aujourd'hui profondément ouverte aux interrogations et aux problèmes de la foi – qui fréquente ces écoles et sait en tirer un avantage incomparable pour son propre avenir.* » – (Intérim.)

Le CNIP dénonce l'« aveuglement » de ceux qui refusent toute « négociation » et toute « alliance » avec le Front national

Le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) a proposé, jeudi 28 juin, à l'ensemble des formations de l'opposition – sans « *exclusive* » aucune – de se rencontrer pour « *définir ensemble les conditions et les buts précis d'une nouvelle opposition nationale destinée à constituer une alternance crédible et dynamique au pouvoir socialo-communiste* ».

Dans un texte élaboré par M. Michel Junot, secrétaire général du CNIP et adjoint au maire de Paris, il est notamment précisé : « *On ne voit trop souvent revivre depuis le 17 juin que des querelles de chefs et de chapelles, exclusives et aveuglement devant l'exaspération légitime d'une importante fraction de l'opinion. Le CNIP n'a varié ni dans ses positions ni dans ses objectifs. N'ayant aucune responsabilité dans la politique de l'immédiat « avant 81 », il a au contraire toujours dénoncé la cour faite à la gauche par le précédent président, la fascination ressentie (et exprimée) pour la social-démocratie, l'abandon de toutes les valeurs traditionnelles et une insuffisante adaptation aux mutations profondes entraînées par les nouvelles technologies. Se proclamant sans complexes et depuis toujours la droite moderne et responsable* (...), *il déplore l'aveuglement qui pousse nombre de dirigeants de l'UDF aussi bien, hélas ! que du RPR, à refuser toute négociation et toute alliance avec le Front national. Pour le CNIP, il n'y a pas d'ennemi à droite.* (...) *Nous voulons en tirer les conséquences sur le plan politique aussi bien que sur le plan électoral.* »

M. Junot a estimé qu'il était « *indécent* » de dire, comme certains responsables de l'UDF et du RPR, que les voix recueillies par la liste de M. Le Pen, le 17 juin, les « *intéressent* », mais pas celui qui les a rassemblées. « *Nous refusons, nous, de mettre M. Le Pen dans un ghetto* », a-t-il affirmé. « *Les voix de M. Le Pen font partie du bien commun de l'opposition* », a pour sa part souligné M. Philippe Malaud, président du CNIP, qui espère qu'il sera possible d'élaborer « *un programme commun de la droite* ». Il a regretté « *la résurgence du combat des chefs* », mais a précisé que si le CNIP avait à se prononcer aujourd'hui, il se prononcerait en faveur de M. Jacques Chirac.

A l'automne, le CNIP, réuni en conseil national, présentera sa « *doctrine : une sorte de néo-conservatisme, de reaganisme à la française* ».

M. Monory craint que le CDS ne devienne le « porte-serviettes » de M. Barre

M. René Monory, sénateur centriste de la Vienne et membre du collège exécutif du CDS, a exprimé, jeudi 28 juin, ses craintes de voir son parti devenir le « *porte-serviettes* » de M. Raymond Barre. « *A partir du jour où un parti est engagé pour quelqu'un, il devient le porte-serviettes et il cesse de développer ses idées* », a-t-il affirmé, ajoutant qu'il était préférable d'élaborer un programme et de « *porter un message avant de se remettre dans les mains d'un homme* ». « *J'ai beaucoup de sympathie pour M. Barre*, a-t-il expliqué, *mais je ne vois pas pourquoi je ferai un acte d'allégeance gratuit ; le moment venu on discutera et je soutiendrai celui qui défendra le mieux les idées auxquelles je tiens.* »

M. Monory a, de plus, remarqué : « *Je ne suis pas sûr que les présidentiables attendent dès maintenant l'allégeance de tel ou tel parti : quand vous faites un cadeau à quelqu'un, il faut savoir si cela lui fait plaisir.* » Le maire de Loudun a déploré que la vie politique française soit « *empoisonnée* » par cette maladie qu'est « *la présidentialite* ». « *Toute cette bagarre pour se positionner sur l'échiquier politique français, est prématurée. Quatre ans c'est long et cette course au candidat, il faut la démarrer le plus tard possible* », a-t-il précisé. Il a aussi affirmé qu'« *il n'a pas l'intention de rechercher ni de près ni de loin une alliance avec M. Le Pen* » et qu'« *à aucun moment* » il n'aurait « *une attitude de conciliation* » à l'égard du président du Front national. « *Il ne faut pas analyser ce phénomène comme une montée de l'extrême droite, c'est un rejet de la majorité, bien sûr, mais aussi un refus du message trop faible de l'opposition qui ne traite pas suffisamment des vrais problèmes de l'avenir* », a souligné M. Monory.

LES TRAVAUX DU PARLEMENT

Textes en navette

● SERVICE MILITAIRE DES ALGÉRIENS NÉS EN FRANCE. – L'Assemblée nationale avait, en première lecture, adopté à l'unanimité sans débat le projet de loi autorisant la ratification d'un accord avec le gouvernement algérien qui permet aux enfants nés en France de parents algériens – et qui donc, aux yeux de notre législation, peuvent demander à bénéficier de la nationalité française – de choisir le pays où ils effectueront leur service national. Mais le Sénat a repoussé ce texte (*le Monde* du 29 juin). Aussi les députés, malgré les critiques de M. Xavier Deniau (apparenté RPR, Loiret), ont approuvé ce projet en deuxième lecture à l'unanimité des votants, l'opposition ne prenant pas part au vote.

● SUBSTANCES ANABOLISANTES. – Sur ce projet qui réglemente l'usage vétérinaire des substances anabolisantes (*le Monde* des 13 avril et daté 13-14 mai), le dernier point de désaccord entre les deux Chambres portait sur sa date d'*entrée en application* : les députés souhaitaient que ce fût immédiatement, les sénateurs préféraient un délai de six mois ; la commission mixte paritaire a tranché pour quatre mois ; l'Assemblée nationale a avalisé cet accord.

● BEURRE ET MARGARINE. – Là encore, pour ce projet, qui pour l'essentiel n'oblige plus à vendre la margarine en paquet cubique, le seul véritable point de désaccord entre les deux Chambres portait sur sa date d'entrée en vigueur (*le Monde* des 22, 27 et 29 juin), le Sénat voulait un délai de deux ans, l'Assemblée de six mois... le gouvernement aucun délai, pour tenter de prendre de vitesse la Cour de justice européenne qui devrait sur ce point condamner prochainement la France. Mais, là, aucun accord n'a pu être trouvé en commission mixte paritaire, ne serait-ce que parce que les producteurs de lait ont très peur des conséquences pour le beurre de la suppression de cette obligation. Aussi, en troisième lecture, les députés ont confirmé leur choix précédent.

● *TITRE UNIQUE DE SÉJOUR.* – La Haute Assemblée, a demandé au gouvernement qu'une définition législative soit donnée à la notion de « regroupement familial » des travailleurs immigrés. Tout en souhaitant un « *véritable contrôle de l'immigration* », les sénateurs de l'opposition ont adjoint au projet les dispositions de la proposition de loi de M. Edouard Bonnefous (gauche dém., Yvelines) sur l'aide au retour, votées le 2 mai dernier (*le Monde* du 4 mai), cette position prise par le Sénat n'a pas permis d'arriver à un accord en commission mixte paritaire, les députés socialistes et communistes tenant aux modifications qu'ils avaient introduites en première lecture (*le Monde* daté 27-28 mai). Aussi, en deuxième lecture, l'Assemblée est revenue au texte qu'elle avait adopté précédemment à l'unanimité, ne conservant que deux précisions du Sénat et indiquant de manière plus claire que dans le projet initial que les titulaires de la carte de résident exerçant une profession industrielle, commerciale ou artisanale sont dispensés de la carte d'identité de commerçant prévue par le décret du 12 novembre 1938.

● DROIT DE GRÈVE DES *CONTROLEURS AÉRIENS.* – Les amendements proposés par M. Jean Arthuis (Un. cent., Mayenne), rapporteur de la commission des lois, et approuvés malgré l'opposition des sénateurs de gauche et du gouvernement, visent à encadrer strictement la mise en œuvre du droit de grève dans les services de navigation aérienne (*le Monde* du 21, daté 22-23 et du 27 avril), notamment en prévoyant que la levée de l'interdiction de la grève ne pourrait être applicable que dans les cas où le préavis de cinq jours serait respecté, en élargissant le service minimum après trois jours de grève afin d'assurer « *les vols nécessaires à la vie économique du pays* » et les mouvements indispensables aux congés annuels, du 21 juin au 21 septembre, et enfin en abrogeant plusieurs articles de la loi de 1982 qui, avec la règle dite du « trentième indivisible », entraînent, ont estimé les sénateurs de l'opposition, « *des mouvements sociaux dont les effets perturbateurs sur le fonctionnement du service sont sans rapport avec leur durée* ».

Le projet de loi sur la formation des fonctionnaires territoriaux est définitivement adopté

L'Assemblée nationale a adopté définitivement, jeudi 28 juin, le projet de loi sur la formation des agents des collectivités locales. Malgré l'ébauche de formules transactionnelles, le Sénat était resté intraitable sur le monopole des organisations syndicales représentatives (*le Monde* du 28 juin). Aussi, en lecture définitive les députés ont-ils confirmé le texte qu'ils avaient adopté la fois précédente (*le Monde* du 22 juin).

Le Sénat a approuvé définitivement le même jour les conclusions des commissions mixtes paritaires pour trois textes (*le Monde* du 28 juin). Il s'agit du projet de loi « *modifiant la loi de 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution* », qui modifie la composition des comités de bassin et des conseils d'administration des agences de bassins ; du projet de loi définissant la location-accession à la propriété immobilière et de la proposition de loi d'origine sénatoriale tendant à harmoniser les délais en matière d'impôts locaux et portant diverses dispositions financières relatives aux compétences transférées.

Le Sénat avait aussi, mercredi 27 juin, définitivement adopté les dix conventions internationales suivantes : accord avec l'organisation de l'aviation civile internationale relatif au statut de l'organisation en France ; accord avec la République italienne relatif à l'entretien des bornes et des frontières ; accord avec le Canada sur le transfert de détenus et la surveillance de certains condamnés ; accord instituant la Fondation européenne ; accord international de 1983 sur le café ; accord international de 1982 sur le jute et les articles en jute ; protocole à l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel ; autorisation d'adhésion à une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction ; convention de coopération judiciaire avec le gouvernement de la République portugaise relative à la protection des mineurs ; convention avec le gouvernement de l'Espagne concernant la modification de la frontière le long de la route transpyrénéenne, d'Arette à Isaba ; protocole avec le gouvernement de la République tunisienne relatif à la formation professionnelle et à la promotion de l'emploi.

LE SÉNAT ET LE POUVOIR

Vers l'épreuve de force

L'entretien que M. Alain Poher a eu avec M. François Mitterrand, jeudi matin 28 juin, a confirmé les craintes de l'opposition, majoritaire au Sénat. Dès lors que le chef de l'État est apparu au président du Sénat « *persuadé qu'une session extraordinaire permettrait (...) de mener à bien les textes qui sont encore sur la table* », la cause était entendue : non seulement session extraordinaire il y aura, mais encore son ordre du jour ne sera pas allégé. Autrement dit, le Parlement – et en particulier le Sénat – devra d'ici à l'automne en avoir terminé avec la presse, l'*enseignement privé*, sans compter les textes sur la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et la retraite des hauts fonctionnaires.

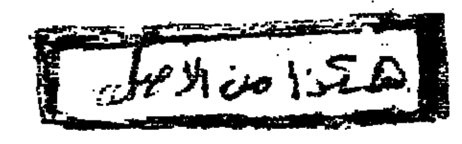
La fin de non-recevoir exprimée par M. Mitterrand – du moins rapportée comme telle – au souhait d'« arrondir les angles » manifesté par M. Poher, plus enclin à conforter l'image de la « sagesse sénatoriale » qu'à laisser la Haute Assemblée s'engager dans une épreuve de force, a eu pour effet de « durcir » les intentions de la majorité sénatoriale. Après que M. Poher eut rendu compte de son entretien avec M. Mitterrand aux présidents des groupes de la majorité sénatoriale, ces derniers ont consulté leurs collègues respectifs. Leur réaction n'a pas surpris : puisque « *le pouvoir n'a rien compris* » et ne tient pas « *compte du message que lui ont adressé des millions de Français les 17 et 24 juin* », selon les RI, les sénateurs sont « *décidés* » et « *prêts à travailler tout l'été s'il le faut* », a expliqué M. Adolphe Chauvin, président de l'Union centriste et rapporteur du projet de loi sur l'enseignement privé. De son côté, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, a constaté que ses troupes ne sont pas en reste dans leur volonté d'examiner « *à fond et au fond* » le texte sur l'enseignement. La discussion de ce dernier ne devrait commencer que le 20 juillet, au plus tôt.

En plus de la tactique que la majorité décidera d'adopter quant au rythme de ses travaux, elle doit réfléchir au contenu de ses propositions. Ces points feront l'objet d'une première réunion de concertation en début de semaine prochaine, au cours de laquelle devraient être également étudiées les ressources qu'offrirait la Constitution pour s'opposer au projet Savary.

Dès lors que M. Poher a compris que M. Mitterrand estime que le Sénat peut débattre « *à sa guise* » et « *lever les obscurités qui existeraient encore* » (bien que pour le président de la République il n'y en ait « *aucune dans ce domaine-là* »), la majorité sénatoriale est décidée à relever le défi, quitte à devoir emprunter le chemin de l'obstruction. (1)

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Lire dans nos éditions du 28 juin l'article d'Olivier Duhamel : « Le Sénat face au pouvoir ».



LE PARTI SOCIALISTE RÉUNIT SON COMITÉ DIRECTEUR

La prise de conscience d'une situation grave pour la gauche

Les débats internes du Parti socialiste, interrompus par la trêve de la campagne européenne, vont reprendre, à l'occasion du comité directeur des 30 juin et 1er juillet, dans des conditions très largement modifiées par le double *« électrochoc »* qu'ont constitué, pour les socialistes, le résultat du scrutin du 17 juin et la réussite, le dimanche suivant, de la manifestation des défenseurs de l'école privée.

Les travaux du comité directeur ne s'ordonneront peut-être pas seulement, comme c'était le cas ces derniers mois, autour d'un débat opposant une majorité soudée — et en *tout cas silencieuse*, pour ses composantes les moins enthousiastes — au « mini-courant » des rocardiens dissidents et, surtout, à propos de la politique de rigueur, au CERES.

L'évolution la plus notable est celle du CERES dont les interventions lors du comité directeur devraient confirmer l'infléchissement observé dans le langage employé par M. Jean-Pierre Chevènement à l'égard de la politique de M. Jacques Delors (*le Monde* du 28 juin). Les membres du CERES ne devraient pas, selon M. Michel Charzat, l'un de ses dirigeants, demander une *« rupture franche »* avec la politique de rigueur, mais plutôt qu'un certain nombre de *« signaux »*, notamment budgétaires, soient lancés de façon à montrer que le gouvernement *« ne laisse pas l'économie en veilleuse et ne laisse pas filer le chômage »*. En demandant de tels infléchissements de la politique économique et sociale et non plus *« une autre politique »*, en souhaitant, comme ils le font, un coup de pouce à l'investissement sans distribution de pouvoir d'achat supplémentaire, les membres du CERES diminuent, à l'évidence, le risque de marginalisation que pouvait entraîner le maintien d'une ligne plus « dure ».

De leur côté, les amis de M. Pierre Joxe, qui ont accepté la politique de rigueur il y a un an, estiment qu'il serait aujourd'hui moins opportun que jamais de s'arrêter *« au milieu du gué »*.

Cette volonté affichée de cohésion s'explique par la gravité avec laquelle le CERES, notamment (à la différence, par exemple, des rocardiens qui semblent moins inquiets), analyse la situation de la gauche. Pour renverser la tendance au déclin que *« tous les indicateurs »* confirment à leurs yeux, les amis de M. Chevènement veulent souligner la nécessité *« de redynamiser la gauche et de remobiliser la majorité »*, ce qui passe pour eux par un changement non seulement de gouvernement, mais aussi de méthodes de gouvernement. Les amis de M. Pierre Joxe semblent, eux aussi, vouloir intervenir avec vigueur sur ce thème.

« Un gouvernement qui fasse de la politique » : cette expression de M. Charzat pourrait sans doute — même si l'expression *« faire de la politique »* n'a pas le même sens pour tout le monde — permettre l'unanimité au sein du PS, encore que certains soulignent la portée toute relative de cette revendication de principe en l'absence d'indications précises sur les intentions de M. François Mitterrand à propos du remaniement ministériel. Dans de telles conditions, la possibilité existe que le comité directeur revête, au *moins en partie*, l'allure d'une cérémonie d'exorcisme, dont le gouvernement de M. Pierre Mauroy et le premier ministre lui-même feraient les frais. Surtout si les amis de M. Mauroy voulaient renouveler l'opération, unanimement jugée maladroite, qu'ils avaient tentée contre M. Joxe lors de la réunion du groupe socialiste, mercredi 27 juin (*le Monde* du 29 juin).

Gouverner, pour quoi faire ?

Un gouvernement qui gouverne, mais pour quoi faire ? Des néo-rocardiens au CERES, en passant par M. Marcel Debarge et les amis de M. Joxe, l'ensemble du parti semble s'accorder à estimer que l'essentiel des réformes promises par la gauche ont été réalisées, qu'il importe maintenant de prendre en main, dans le cadre d'un nouveau *« contrat de gouvernement »*, selon l'expression de M. Robert Chapuis (proche de M. Rocard), les problèmes *de société qui touchent* directement à la vie quotidienne des Français. L'école (sur laquelle les socialistes vont lancer une campagne à l'automne), l'immigration, la sécurité, semblent, sur ce plan, au premier rang des préoccupations qui sont, selon les socialistes, celles de l'ensemble des Français.

Convergences aussi sur la nécessité d'un élargissement de la majorité, que le CERES, comme les néo-rocardiens, pose en termes d'élargissement à des *« forces sociales »* et non à des forces politiques, les élections européennes ayant, à cet égard, levé l'hypothèque centriste. Elargissement, mais aussi *mise au net* des rapports avec le PC. M. Debarge affirmera la nécessité, pour les socialistes, d'interpeller le PC, à la fois sur la façon dont il évalue les responsabilités respectives des deux partenaires dans l'échec du 17 juin et sur le thème des libertés dans les pays de l'Est.

Pour M. Debarge, cette interpellation fait partie de la *« mise à jour »* idéologique que les socialistes doivent pratiquer en direction de l'opinion avant de songer à élargir la majorité sur le thème des libertés et de la défense de la République. A l'évidence, la reconquête, par la gauche, du terrain des libertés est une préoccupation commune à l'ensemble des socialistes, même si certains, comme les néo-rocardiens, soulignent que *« la coalition anti-droite ne saurait suffire »*.

M. Claude Estier, directeur de *l'Unité*, résume sans doute bien les enjeux du comité directeur, lorsqu'il écrit : *« Des débats du comité directeur, la grande majorité des militants n'attendent pas un changement de cap, mais la prise de conscience d'une situation grave. (...) Il n'est pas trop tard pour renverser la tendance, mais il n'est que temps de prendre les moyens ! »*

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Retour aux élections européennes

(Suite de la première page.)

A terme, ou bien l'Assemblée existera vraiment et intéressera les Européens ou bien les gouvernements nationaux se lasseront d'organiser à grands risques tous les cinq ans pareille mise à l'épreuve de leur popularité.

Trois ans après l'arrivée au pouvoir de M. Mitterrand, les résultats sonnent comme un désaveu sans ambiguïté de sa majorité. Tel est l'enseignement majeur du scrutin, plus important encore que le nouveau recul communiste ou le succès de M. Le Pen. La gauche *stricto sensu* — PC, PS et listes d'extrême gauche — ne totalise que 35,7 % des suffrages exprimés au lieu de 47,3 % le 26 avril 1981 au premier tour de l'élection présidentielle. En trente-sept mois de pouvoir, elle a perdu 11,6 points, le quart environ de son influence électorale.

57-43

L'opposition — toutes listes confondues, y compris celle de M. Le Pen — obtient 57,6 % des voix. Si l'on ventile entre l'opposition et la majorité les électeurs ERE et Verts selon leurs souhaits en cas de législatives, le rapport de forces s'élève à 60,8 % contre 39,2 %. Un écart de près de 22 points entre les deux grandes tendances de l'esprit public, l'ordre et le mouvement. Du jamais vu dans notre histoire électorale, même en 1968 ou en 1981. Songeons qu'en 1936 un déplacement de quelques centaines de milliers de voix avait suffi à assurer la victoire du Front populaire.

Chacun des partis de la majorité est atteint par ce recul. Le PC, bien sûr, qui perd depuis 1981 4,3 points, soit 27,6 % de son influence électorale; le PS, aussi, qui perd 5,3 points (soit 20,5 %). Il n'est pas jusqu'à la « troisième liste de gauche » ultra-gouvernementale qui, malgré le renfort des communistes unitaires, place le PSU au point le plus bas de son histoire électorale (0,7 %).

La gauche a-t-elle été la victime de l'abstentionnisme exceptionnel? Pour le nier, certains objectent qu'en 1979, avec 38,8 % d'abstentions, elle obtenait pourtant 47,4 % des voix. Mais, il y a cinq ans, la non-participation touchait de façon assez équilibrée *les différentes familles* politiques. Aujourd'hui, il n'en est rien. Sur le plan géographique, la relation entre l'abstention et le recul de la gauche est évidente.

La majorité recule plus qu'ailleurs dans les départements de l'est de la France, les plus touchés par la baisse de participation intervenue depuis 1981 (le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, la Moselle, les Vosges, la Meurthe-et-Moselle). Inversement, elle résiste mieux dans le Sud-Ouest, où l'abstention progresse le moins fortement (l'Ariège, l'Aude, la Dordogne). Un simple calcul suffit à prouver le phénomène : dans les dix départements où l'abstention a progressé le plus depuis 1981, la gauche perd 33 % de son influence (indice 66,9) ; dans les dix départements où l'abstention augmente le moins, la perte de la gauche est limitée à 18 % de son influence (indice 82).

Cette indication est confirmée et précisée par le sondage post-électoral de la SOFRES : 40 % des électeurs de M. Mitterrand du 10 mai 1981 déclarent ne pas avoir pris part au vote, contre 25 % seulement des électeurs de M. Giscard d'Estaing. Supposons un instant que ces électeurs se soient rendus aux urnes et aient adopté le même comportement que les votants... La majorité aurait alors obtenu 42,9 % des voix, au lieu de 39,2 % selon notre calcul initial. La perte due à l'abstentionnisme différentiel représente donc 3,7 points. Un phénomène considérable mais bien insuffisant pour changer les résultats du scrutin. Le rapport droite-gauche était de 51-49 aux élections cantonales de 1982; 53-47 aux municipales de 1983; il atteint 57-43 aux européennes de 1984. Il confirme ainsi les élections cantonales partielles intervenues après le deuxième plan de rigueur et la troisième dévaluation. Depuis un an, l'opposition a creusé face à la majorité un écart considérable. Les élections européennes donnent au pouvoir la mesure du handicap à remonter d'ici aux élections législatives de 1986.

PC et PS recuient du même pas

Le Parti communiste, pour sa part, paie un lourd tribut à l'abstention. Pour conduire les électeurs aux urnes le 17 juin, deux motivations ont fortement pesé : l'intérêt pour la construction de l'Europe ou la volonté de sanctionner le gouvernement. L'opposition, prompte à saisir toute occasion de se compter, répondait présent sur ces deux points; l'électorat socialiste était sensible au premier thème mais aucun des deux n'était de nature à mobiliser l'électorat communiste.

Dans les dix départements où l'abstention croît le plus depuis 1981, le PC perd 37,5 % de son influence d'il y a trois ans (contre une moyenne nationale de 27,6 %). Dans les dix départements où l'abstention progresse le moins, la baisse est de 18 % (indice à 81,8). La relation est donc étroite entre les deux phénomènes.

Il apparaît ainsi que les reculs communistes de 1981 et de 1984 sont d'une nature différente. Au premier tour de l'élection présidentielle, près du quart de l'électorat communiste traditionnel s'est porté sur le nom de François Mitterrand; en 1984, l'abstention est massive et les transferts sont faibles. Selon les chiffres de la SOFRES, 88 % des électeurs communistes de 1981 qui sont allés voter ont porté leurs suffrages sur la liste de M. Marchais, mais beaucoup sont restés chez eux. Pour user d'une métaphore militaire, en 1981 il y avait passage à l'ennemi, aujourd'hui, il s'agit d'un abandon de poste, provisoire ou non.

Seconde différence : il y a trois ans, le recul communiste était étale dans tout le pays, quel que soit le niveau d'implantation du parti. En 1984 — comme jadis en 1958, — la perte s'ordonne en fonction du score communiste. La résistance est meilleure dans les zones de force où jouent davantage la tradition et l'encadrement. Ailleurs, il s'agit souvent d'une marginalisation pure et simple.

Dans les dix-huit départements où M. Marchais dépassait 20 % des suffrages en avril 1981, le PC perd 19,6 % de son influence (indice 80,4) ; dans les seize départements où il représentait déjà moins de 10 % des voix, le recul est de 37 % (indice 62,7). Le Parti maintient assez bien son influence dans le Midi et le Centre — dans l'Allier (l'indice est à 90,7), la Corrèze (95,4), l'Aude (80,3) ou le Gard (80,4). En revanche, il perd environ la moitié de son influence dans les départements très abstentionnistes de l'Est et de l'Ouest intérieur où il comptait pourtant si peu : le Haut-Rhin (l'indice est à 44,8), le Bas-Rhin (50,5), la Manche (54,9), la Mayenne (56,6) ou le Maine-et-Loire (58,5).

Le déclin du PC est une réalité incontournable, faute pour lui de répondre à ses causes profondes (1). Mais il n'est pas exclu que le phénomène ait été accentué par les conditions particulières des élections européennes. Pour mobiliser ses troupes le 17 juin, le PC a souffert d'une absence de ligne claire. Qui pouvait dire s'il était, au fond des choses, favorable ou critique à l'égard de l'action gouvernementale, s'il acceptait ou refusait la construction de l'Europe ?

D'ici à 1986, pour faire revenir aux urnes ses électeurs, le Parti communiste ne pourra faire l'économie d'un vrai choix : ou bien devenir *un vrai parti de* gouvernement, ou bien cesser d'être un parti *au* gouvernement. Tout à la fois réjoui et préoccupé du nouveau recul de son associé-rival, le Parti socialiste oublie un peu vite que les élections européennes sont aussi sa défaite. Ne perd-il pas du terrain par rapport à 1981 dans quatre-vingt-quatorze des quatre-vingt-seize départements ?

Comme le PC, le PS résiste assez bien dans le Sud-Ouest et le Centre plus participationnistes (l'Aude, l'Ariège, le Tarn, la Corrèze et la Creuse). En revanche, il recule fortement dans les zones très abstentionnistes de l'Est (les Vosges, la Moselle, la Marne, le Bas-Rhin et le Haut-Rhin). Pour l'essentiel, cependant, le recul socialiste correspond à un transfert vers la droite : selon l'enquête SOFRES-TF 1-*le Nouvel Observateur*, 23 % des électeurs de *M. Mitterrand du 26 avril 1981 ont* voté le 17 juin 1984 pour une liste de droite. Dans les départements très urbains de la région parisienne ou de Rhône-Alpes, le phénomène est sensible au bénéfice direct de M. Jean-Marie Le Pen.

A la différence de 1981, on n'observe pas — ou fort peu — d'échange de voix entre communistes et socialistes. Les deux formations reculent du même pas dans les différents départements. Signe sans aucun doute que le scrutin marque un désaveu global de la majorité au pouvoir plutôt qu'une compétition entre les deux forces de gauche. Dans les dix-sept départements où le PS résiste le mieux (indice supérieur à 88), l'indice d'évolution du PC s'élève à 77 (pour un indice national de 72,4).

Inversement, dans les dix-sept départements où le PS recule le plus (indice inférieur à 74), l'indice communiste s'établit lui aussi à un niveau très bas (66,3). On observe un phénomène similaire selon les évolutions propres du Parti communiste. En d'autres termes, le malheur des *uns ne fait plus le bonheur des autres*. Le message du corps électoral n'est plus celui de 1981 : feu rouge au PC, feu vert au PS. C'est un désaveu franc et massif adressé à l'ensemble des partis de gauche.

JÉROME JAFFRÉ

(1) Voir Jérôme Jaffré, « Le PCF : la poursuite du déclin », *le Monde* du 3 avril 1984.

Prochain article :

Le glissement à droite.

● *M. Stirn : oui à un comité de liaison.* — M. Olivier Stirn a confirmé, jeudi 28 juin, qu'il est favorable à la constitution d'un *« comité de liaison souple »* non seulement avec ses partenaires de la liste ERE, à savoir le MRG et M. Brice Lalonde, mais aussi avec d'autres, notamment des gaullistes de gauche comme M. Léo Hamon. Après avoir indiqué qu'il souhaite rencontrer Mme Francine Gomez (tête de liste Réussir l'Europe) dont les conceptions ne sont pas *« très éloignées »* des siennes, estime-t-il, le député du Calvados a déclaré que l'UCR dont il est président et fondateur, a décidé lors de son comité directeur du 27 juin de *« s'implanter systématiquement »* en intéressant et en intégrant les élus locaux et les jeunes.

En septembre, une université d'été sera organisée à Cabourg pour rassembler les éléments essentiels d'une doctrine qui situera l'UCR *« nettement dans l'opposition »*, mais pas systématiquement hostile à ce qui a été fait depuis 1981, et pour préparer les élections cantonales,

● *M. Barre : « La reconquête du pouvoir n'autorise pas les promesses démagogiques ».* — M. Raymond Barre, qui animait jeudi soir 28 juin à Coutances une réunion à laquelle ont participé deux mille personnes, a estimé que la France était entrée *« dans la dernière phase de l'expérience socialiste (...), celle au terme de laquelle les consultations qui interviendront, et notamment les élections législatives, permettront aux Français de dire s'ils veulent une autre majorité ». « Alors, ce jugement ne pourra être contesté »*, a-t-il affirmé, ajoutant toutefois que ces futures échéances électorales ne sont pas *« gagnées à l'avance »* et ne devaient pas être préparées *« n'importe comment ». « Il ne serait pas convenable de laisser miroiter l'entrée sur la Terre promise dès que le changement de majorité aura lieu (...). La conquête du pouvoir n'autorise pas les promesses démagogiques »*, a-t-il souligné.

SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

M. André Labarrère, ministre des relations avec le Parlement, a annoncé, vendredi 29 juin, que le Parlement est convoqué en session extraordinaire à partir du 2 juillet.

L'ordre du jour de cette session, convoquée par le président de la République sur proposition du premier ministre, comprend l'examen du projet de loi sur les entreprises de presse ; du projet sur les rapports entre l'Etat, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privé ; des projets portant statut des territoires de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française ; du projet de loi et projet de loi organique relatifs à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public et à la limite d'âge des magistrats de la Cour de cassation.

Le cas Marchais

(Suite de la première page.)

Manifestement, le mouvement paraît devoir succéder au blocage. Le PCF est bel et bien rentré dans un *« processus de réflexion sur le parti lui-même »*, selon l'expression de M. Marchais. C'est alors qu'il faut se souvenir que le secrétaire général détient toujours la clé du parti et, peut-être, celle de l'orientation du débat.

Pourtant, la pression existe contre lui : elle s'est manifestée au comité central, même s'il s'en défend. Elle existe parce que le scrutin européen l'a condamné : sous sa férule, « le » parti a perdu la moitié de son audience électorale et l'essentiel de son prestige. Elle existe, aussi, parce que le nom de Georges Marchais est, désormais, synonyme de rodomontades ou bien de discours à géométrie variable : il a mené deux campagnes européennes en une seule, donnant lui-même prise aux accusations de déloyauté (vis-à-vis du gouvernement) et d'incapacité de choisir entre l'union et le combat.

La tentation de faire du scrutin du 17 juin un vote anti-Marchais *s'est, enfin*, accrue du fait que l'opinion a droit, le plus souvent, au « mauvais Marchais », c'est-à-dire à celui qui s'en prend au Conseil d'Etat, et qui jure, contre toute évidence, qu'aucun communiste n'a jamais fraudé aux élections.

Trop, c'est trop ! A ce stade, on est tenté de se dire que le secrétaire général a bon dos ; qu'il n'a pas toujours en les mains libres dans les phases d'ouverture ; qu'il n'a pas nécessairement avalisé les régressions ; qu'il n'est jamais que le *primus inter pares* d'une direction que le parti s'est donnée, et que ce parti a la direction qu'il mérite. C'est sans doute ce que M. Marchais se dit lui-même lorsqu'il affirme qu' *« il ne pose pas la question de son départ »*. Or il faut savoir que si le secrétaire général veut se battre, il a des armes pour cela, objectives et subjectives.

Il peut se défendre, comme le ferait à sa place tout apparatchik : en s'alliant, par exemple, à ceux qui sont hostiles à la participation au gouvernement, aux seules fins de transformer un problème d'homme en une question de stratégie. C'est du moins ce que l'on pouvait déduire de la lecture du rapport de M. Claude Poperen. Les débats du comité central ont montré que la partie sera, cette fois, rude ; et que, pour une fois, elle n'apparaît pas complètement jouée d'avance.

Il faut aussi compter avec un calcul simple : ce qui, au fond, peut *effacer les clivages et ressouder les* communistes autour de leur secrétaire général, c'est l'idée qu'il n'y a peut-être pas de continuité du parti possible sans échec du PS, donc de la gauche.

M. Marchais a aussi, un autre atout, affectif celui-là. Les communistes, eux, ont droit au « bon Marchais » qui sait être affable et attentif, qui a ses fidèles et des fervents. La *propension au dérapage* qu'il manifeste en public — arrogance, véhémence ou agressivité lui sont, le plus souvent, reprochées, mais c'est au parti lui-même que ce reproche devrait peut-être s'adresser — n'exclut ni la sincérité ni la sensibilité devant les siens, et il reste/une référence pour certains de ceux qui veulent faire bouger les choses au sein du parti.

Surtout, il doit diriger une formation dont le déclin tient en une formule : qu'il s'adapte et se « social démocratise », et c'en est fait de son identité ! Qu'il refuse de s'adapter, et le retour au ghetto le confinera dans une marginalité accrue. Et s'il *voulait faire l'un et l'autre* — quitter un gouvernement qui « social-démocratise » la société et, dans le même temps, doter le parti d'une ligne italienne, c'est-à-dire social-démocrate, — l'aventure confinerait, alors, à vouloir résoudre la quadrature du cercle ! *Ce serait vouloir* résoudre par une contradiction majeure et supplémentaire la somme de ses contradictions actuelles.

Cruel dilemme et défi qui dépasse, assurément, le sort d'un seul homme.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Le Monde

société

LE TOURNOI DE TENNIS DE WIMBLEDON

Premières averses, premières surprises

Premières averses, jeudi 28 juin, sur Wimbledon. Premières grosses *surprises* : l'élimination de Wilander par Cash, de Lewis par Krishnan et de Zina Garrison par Virginia Wade. Premier motif de satisfaction aussi pour les Français, avec la qualification de Forget *pour le troisième tour*, et pour les Allemands de l'Ouest, avec *la confirmation du junior* Becker. Ultime réglage, en revanche, pour McEnroe, *qui a nettement* dominé son compatriote Harmon.

De notre envoyé spécial

Wimbledon. – A la liste des qualités sportives du Suédois Wilander, il faudra désormais ajouter le courage. L'ancien champion de Roland-Garros souffrait depuis plusieurs jours du poignet droit. En tombant à l'entraînement, il s'était fait une entorse, et l'articulation était bleuie par un énorme hématome. En dépit de cette blessure, le numéro quatre mondial avait réussi à passer le premier tour des championnats de Wimbledon, en battant le vétéran américain Stewart. Celui-ci ne figure plus dans les deux cents premiers du classement mondial, mais le Suédois avait concédé une manche. Il était le premier surpris de cette victoire. *« Compte tenu de cette entorse, je ne pensais pas aller très loin dans le tournoi »*, avait-il dit. Il n'est pas allé plus loin que le deuxième tour : l'Australien Cash l'a battu jeudi 28 juin sur le « centre court ». Les spectateurs étaient encore tout bouleversés par l'exploit de l'ancienne championne anglaise Wade, qui venait d'éliminer l'ancienne championne du monde juniors, l'Américaine Garrison.

Ce fut une de ces parties dramatiques dont le vainqueur sort grandi. Cash savait pertinemment en entrant sur le court que son rival *était diminué physiquement*. Il devait penser qu'il pourrait prendre *ainsi une revanche facile sur le Suédois*, qui l'avait humilié à Sydney lors de la finale de la Coupe Davis. L'ancien champion du monde a déchanté instantanément : Wilander lui a pris son service au premier jeu, contrôlant le début des opérations. Face à son rival aux cuisses d'haltérophile, le Suédois prouvait une nouvelle fois qu'il avait bien, à l'instar de son compatriote Borg, ce fameux « pied jardinier » qui permet à un spécialiste de la terre battue de s'adapter sans transition au gazon. Comment aurait-il fait sans cela pour gagner en décembre dernier les Internationaux d'Australie en battant nettement l'Américain McEnroe et le Tchécoslovaque Lendl ?

Ce ruminant de la ligne de fond est donc monté allégrement brouter l'herbe au filet. Mais c'est une position où il faut avoir une main de fer dans un gant de velours pour conclure les points. Or, sa main, son poignet plus exactement, souffrit très vite d'intercepter les missiles de l'Australien. De 5-3, il se retrouva obligé de disputer un *tie-break* qu'il enleva sans coup férir. Wilander a cependant aggravé sa blessure dans cette opération. N'importe quel autre joueur aurait abandonné à ce moment.

Le marathonien des courts fit comme un navigateur solitaire pris dans la tempête. Il se mit à la cape, laissant passer l'orage. L'Australien aligna alors deux sets, comme on aurait donné des soufflets. Il menait 3-1 dans la quatrième manche lorsque Wilander a *entrepris de retourner* la situation. Le Suédois a aligné *trois sets et a mené à son tour 4-3*. C'en était trop cependant pour son poignet, et ce fut en tenant sa raquette avec deux doigts qu'il laissa Cash l'achever, incapable même de réussir son coup maître : le *passing* de revers. Cette conduite exemplaire a ouvert la voie des quarts de finale à l'Australien.

Amour propre

Le Nigérian Odizor n'a pas eu le même courage que Wilander. Classé cinquante-deuxième mondial, cet excellent joueur de surface rapide qui poursuit des études aux Etats-Unis avait fait sensation ici l'an passé en se qualifiant pour les huitièmes de finale après avoir éliminé notamment l'Argentin Vilas. Cette année, il souffrait d'un genou et a renoncé au deuxième tour contre le cent soixante-seizième mondial, l'Allemand Becker, alors qu'il avait perdu les deux premières manches et qu'il était mené 4-1 dans le troisième set. En fait, il a dû plus souffrir dans son amour-propre que de son articulation, car le grand rouquin qui lui a fait face lui a administré du haut de ses seize ans une véritable leçon de service-volée justifiant nettement son surnom de « boum-boum ». Sorti des qualifications, ce gamin a soutenu une cadence infernale qui est la marque du talent. L'avenir dira quel usage il en fera. Mais il a montré des qualités, dans un registre différent, d'un niveau comparable à celles, par exemple, de l'Indien Krishnan au même âge.

Maintenant âgé de vingt-trois ans, le joueur originaire de Madras avait *été le meilleur junior* mondial en 1979. Il avait remporté cette année-*là les tournois des jeunes* de Rolland-Garros et de Wimbledon. *Fils d'un ancien demi-finaliste* de Wimbledon, il a depuis lors émer*veillé la communauté* tennistique par la fluidité de son style. Sans *jamais avoir l'air de forcer* le moins du monde, il réussissait des points *sensationnels* qui lui ont notamment permis d'accrocher sévèrement en quart de finale des Internationaux des Etats-Unis 1981 le futur vainqueur : McEnroe soi-même. Il manquait pourtant à ce garçon, à la silhouette replète, le soupçon d'agressivité qui lui aurait permis d'entrer dans les cinquante meilleurs mondiaux.

A défaut, une nouvelle raquette à tamis agrandi – la même que McEnroe – a paru lui apporter un supplément d'assurance. Cela lui a permis de donner une véritable leçon au Néo-Zélandais Lewis, finaliste l'an passé. Le joueur des antipodes à l'éternel bandeau apache sur le front est tombé dans tous les pièges que lui tendait, mine de rien, Krishnan en délivrant des balles rasantes et molles dont son prochain adversaire, le Sud-Africain Curren, devra se méfier s'il veut retrouver le chemin des demi-finales comme l'an passé.

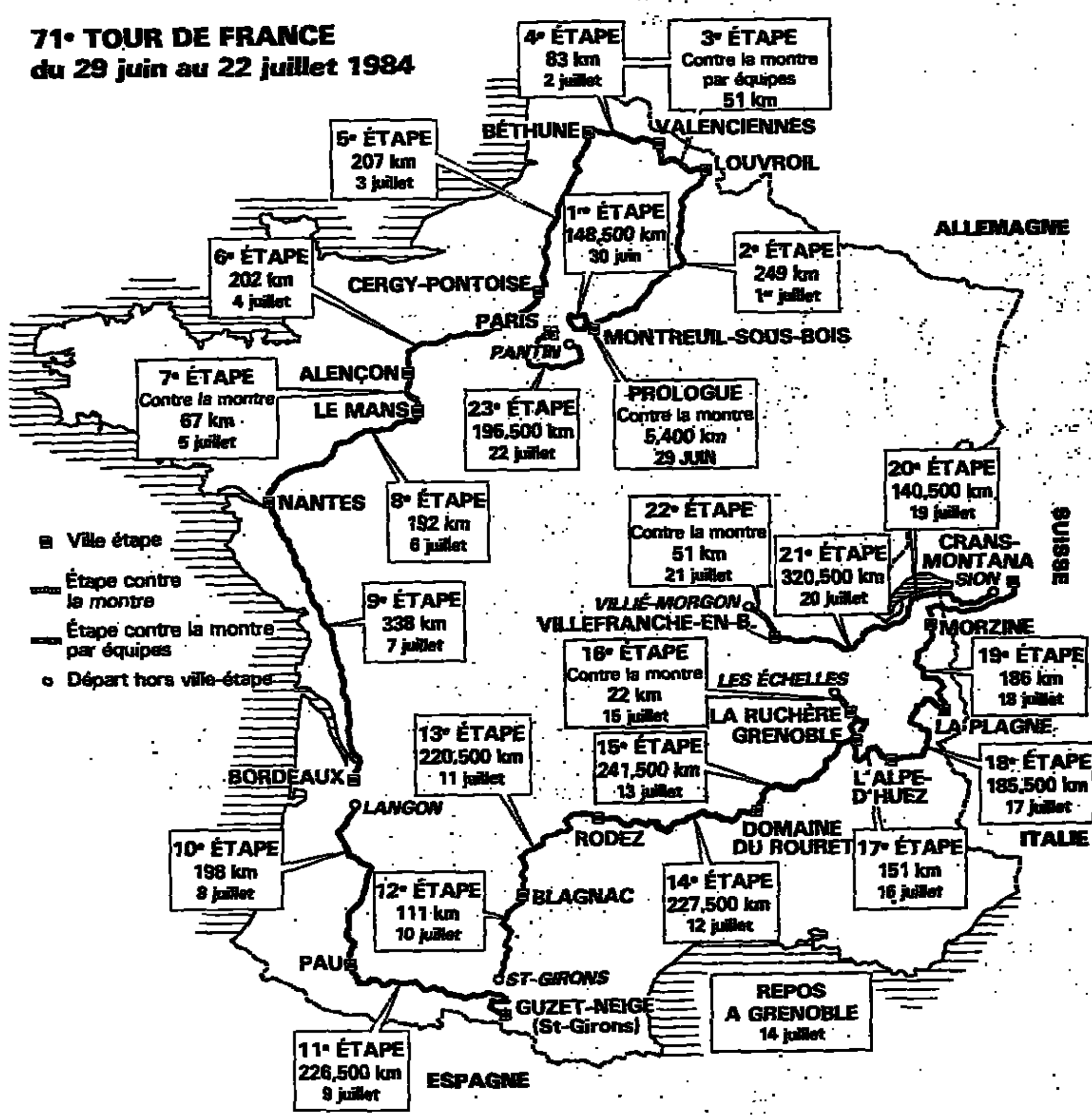
Forget relais de Noah

L'Equatorien Gomez, plus à son aise sur terre battue que sur le *gazon, devra aussi prendre* garde au Français Forget. L'ancien champion du monde *juniors* semble, en effet, sorti du gouffre dans lequel il s'était enfoncé ces derniers mois pour avoir trop prêté l'oreille aux mauvais conseilleurs. Depuis qu'il a remis son tennis sur le métier de l'ancien entraîneur national Georges Deniau à Nîmes, il a retrouvé le naturel en coup droit et au service qui avait éprouvé l'Américain Connors à Roland-Garros en 1982. Il n'a pas été très heureux sur la brique pilée d'Auteuil cette année, mais il a mis à profit son élimination au premier tour pour venir aussitôt s'entraîner sur le gazon anglais. Cela lui a permis de se qualifier pour le tournoi du Queen's, dont il a disputé les quarts de finale. Puis il s'est à nouveau qualifié pour le tableau final de Wimbledon, où il a d'abord battu le Suisse Gunthardt, trentième mondial, avant d'éliminer au deuxième tour le Canadien d'origine japonaise Michibata, en ne lui laissant jamais le contrôle des opérations. Ses performances sont arrivées à point pour que Forget puisse prendre le relais de Noah, blessé, dans l'équipe de Coupe Davis qui doit affronter prochainement la Tchécoslovaquie.

ALAIN GIRAUDO.

Le Tour de France cycliste

Un nouveau face-à-face Fignon-Hinault



Paré du maillot tricolore depuis sa victoire sur le circuit de Plouay (*le Monde* du 26 juin), Laurent Fignon partira logiquement favori du Tour de France (29 juin-22 juillet) qu'il a gagné l'an passé. Coleader, avec l'Américain Greg Lemond, actuel champion du monde, d'une équipe Renault d'apparence très homogène dans laquelle figurent les frères Marc et Yvon Madiot, le nouveau détenteur du titre national est, de toute évidence, l'homme en forme du moment. Si l'on en croit les récentes confrontations, ses chances semblent théoriquement supérieures à celles de ses adversaires directs.

Mais le Tour, qui dure trois semaines, est une épreuve aux multiples incertitudes. Il pourrait être dominé par un match opposant Fignon à Pascal Simon, à Bernard Hinault et aux routiers colombiens. On se rappelle que Pascal Simon possédait le maillot jaune, la saison écoulée, lorsqu'il *fut contraint* à l'abandon à la suite d'une chute.

Quant à Bernard Hinault, il avait renoncé au Tour 1983, et sa rentrée dans cette course qu'il remporta à quatre reprises pose un point d'interrogation. Le Breton, placé à la tête d'une formation manifestement moins forte que celle de Fignon (son ancien équipier), n'est pas parvenu, après plusieurs mois d'efforts, à recouvrer l'efficacité dont il faisait preuve naguère dans les compétitions par étapes.

Les Colombiens évolueront dans des conditions toutes nouvelles. Plusieurs de ces amateurs sud-américains qui avaient animé le Tour de France précédent ont, en effet, été incorporés à des groupes professionnels. C'est le cas de Jimenez, de Corredor et de Martin Ramirez, le vainqueur du Critérium du *Dauphiné libéré*, qui devient l'équipier de Bernaudeau au sein de l'équipe Système U. A noter, enfin, la présence de Kelly, de Caritoux, de Zoetemelk et les débuts de l'ancien *champion du monde de poursuite* Alain Bondue.

Le tracé offre une grande ressemblance avec celui de l'année dernière, et une telle similitude n'est certainement pas pour déplaire à Laurent Fignon.

Après un départ de la région parisienne (prologue de 5,4 km contre la montre entre *Montreuil-sous-Bois* et Noisy-le-Sec, vendredi 29 juin) et une incursion dans le Nord, la montagne sera abordée le onzième jour à Pau. L'étape pyrénéenne, qui évitera l'Aubisque *et* le Tourmalet, se terminera en altitude à Guzet-Neige (1 480 m). Quatre autres arrivées sur des sommets auront lieu dans les *Alpes*, à La Ruchère (1 160 m), L'Alpe-d'Huez (1 860 m), La Plagne (1 970 m) et en Suisse, à Crans-Montana (1 670 m). Vingt cols ou obstacles de première importance seront franchis au cours des six étapes alpestres, en particulier le col du Coq, la côte de Laffrey, le Galibier, la Madeleine, le Cormet de Roselend, les Aravis, la Colombière et Joux-Plane.

Aux difficultés de montagne, il convient d'ajouter cinq étapes contre la montre, individuelles ou collectives, d'un total de 193 km, dont une (Villié-Morgon-Villefranche-en-Beaujolais) la veille de l'arrivée, le 22 juillet, aux Champs-Elysées. Il y aura peu de neutralisations. Les coureurs prendront toutefois le TGV à la sortie des Alpes pour rejoindre Paris dans les plus brefs délais. On sait, enfin, qu'un deuxième Tour de France sera réservé aux femmes. Il aura lieu du 30 juin au 22 juillet, en dix-huit *étapes représentant* une distance de 990 km.

JACQUES AUGENDRE.

EN BREF

Des lycéens manifestent à Tours contre l'annulation d'une épreuve du bac

Plus de deux cents lycéens ont manifesté jeudi 28 juin dans le centre de Tours (Indre-et-Loire) pour *protester contre* l'annulation de l'épreuve d'histoire-géographie du baccalauréat dans l'académie d'Orléans-Tours après la découverte de fuites *(le Monde* du 28 juin). Comme la veille à Orléans, ils ont défilé sans incident sous des banderoles demandant : *« Devons-nous payer pour les tricheurs ? »* et criant des slogans réclamant la démission du recteur.

Vendredi, les huit mille six cent soixante-douze candidats des séries A, B, C et D de l'académie *devaient* composer de nouveau l'épreuve annulée.

Trente-cinq pirates de la vidéo condamnés

Trente-cinq des trente-neuf pirates de la vidéo, inculpés d'abus de confiance, de contrefaçon de films et de recel, ont été condamnés, le 27 juin, à des peines allant de 10 000 F d'amende à dix-huit mois de prison, dont quinze avec sursis, par la 31e chambre correctionnelle de Paris. Le procès s'était ouvert le 22 mai, et sept prévenus avaient comparu détenus *(le Monde* du 24 mai). Le réseau de piraterie couvrait la France, la Suisse, la Belgique et l'Afrique francophone. Trois mille cinq cents vidéo-cassettes et trois cents matrices avaient été saisies ; quatre laboratoires clandestins ont été fermés.

● *Accident d'un Mirage-III-E dans les Landes.* – Un avion de pénétration à basse altitude Mirage III-E s'est écrasé, jeudi 28 juin, dans la région de Captieux (Gironde), alors qu'il était en mission d'entraînement au-dessus des Landes. Le pilote, le capitaine Hugues Roussel, vingt-cinq ans, qui n'a pas fait fonctionner son siège *éjectable*, a trouvé *la* mort dans cet accident dont les causes, à ce jour, n'ont pas été déterminées.

LA RÉUNION DES MINISTRES DE LA RECHERCHE A LUXEMBOURG

« L'Europe passera-t-elle le cap de l'an 2000 ? »

« L'Europe passera-t-elle le cap de l'an 2000 en puissance industrielle et scientifique ou en musée ? » Cette *question* de M. François Lagrange, conseiller d'Etat, chargé par le ministre de l'industrie et *de la recherche* d'une mission sur la recherche européenne, devrait de nouveau être au cœur des débats, vendredi 29 juin à Luxembourg, du conseil des ministres de la recherche de la Communauté européenne. A l'issue de leur précédente réunion, les dix ministres avaient abouti à un important résultat concret en lançant le programme « Esprit » *(le Monde* du 1er mars).

Trois programmes, déjà validés par le Parlement européen, devaient être soumis à *la décision du conseil* des ministres : recherches en techniques de base (projet qui vise à favoriser la diffusion des nouvelles techniques dans les industries conventionnelles), radioprotection et énergies non nucléaires. Les deux premiers ont quelques chances d'être adoptés et pourraient être dotés de crédits de 600 millions à 1 milliard de francs pour l'un, et d'environ 400 millions de francs pour l'autre. Quant au programme visant à développer les « énergies douces » (solaire, biomasse), il semble soulever *des hésitations au sein du conseil* qui rendent peu probable son approbation.

Les dix ministres devaient aussi discuter du lancement de deux autres projets : le développement des biotechnologies à l'échelle européenne et la stimulation des échanges de chercheurs entre les différents pays de la Communauté.

Sur le principe, les représentants *des Dix devraient s'accorder* sans mal sur l'intérêt qu'auraient les pays *européens à unir* leurs forces face à l'offensive des Etats-Unis et du Japon en matière de biotechnologies. La mise en commun des ressources biologiques (souches *microbiennes*, cellules, etc) et des banques de données nationales ainsi que le développement d'actions de recherche et de formation en « biotechnologie de base » pourraient être envisagés. Mais devant les difficultés financières de la CEE, devant l'étendu du champ de travail ouvert par les biotechnologies *qui rend difficile* un accord de tous sur les sujets prioritaires, le programme *« biotechnologie »* devrait commencer à petite vitesse et avec des crédits bien moindres que ceux que la Commission estimait nécessaires (quelque 600 millions de francs).

Un consensus pourrait se faire aisément sur le thème de l'indispensable mobilité des chercheurs à l'intérieur de l'Europe. Il s'agirait surtout de prendre des mesures incitatives afin de parvenir, dans un avenir proche, à ce qu'au moins un chercheur sur deux ait eu la possibilité de travailler dans un autre pays européen *au cours de sa formation* ou de son activité professionnelle.

ELISABETH GORDON.

L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE ADOPTE DEUX NOUVEAUX PROJETS

Le conseil de l'Agence spatiale *européenne* (ESA) a *décidé*, le 28 juin, d'engager les premières *études sur* le *développement d'un* gros *moteur-fusée*, le « HM-60 », fonctionnant à l'hydrogène et à l'oxygène liquides, et sur celui d'un module habitable, « Colombus », qui pourrait faire partie d'une station spatiale permanente.

Le « HM-60 », proposé par les Français (*le Monde* du 16 juin), est un moteur de forte poussée qui doit équiper le lanceur Ariane-5, capable dans les années 90 de placer sur orbite basse (200 à 300 kilomètres *d'altitude) des charges utiles d'une* quinzaine de tonnes. L'ESA a prévu pour ce programme un *budget* d'environ 900 millions de francs sur deux ans, auquel la France pourrait contribuer pour 50 %.

Le projet germano-italien « Colombus », qui s'inscrit dans le prolongement du programme du Spacelab, *recevra* en deux ans 550 millions de francs. La moitié de *cette somme* pourrait être payée par l'Allemagne fédérale. Pour chacun de ces projets, la *répartition définitive* des participations des onze Etats membres de l'ESA sera arrêtée en octobre, mais il semble déjà que la Grande-Bretagne soit prête à prendre dans ces deux programmes des participations plus importantes que par le passé.

357 millions de francs de déficit pour l'Aérospatiale en 1983

L'Aérospatiale (nouvelle dénomination de l'ex-Société nationale industrielle aérospatiale, ou SNIAS) doit faire *face* à une conjoncture qui est jugée *« très difficile »* par son président-directeur général, M. Henri Martre, et dont *« les effets devraient affecter ses résultats pendant quelques années encore »*.

C'est ce qu'a déclaré, mercredi 27 juin à Paris, M. Martre lors de la présentation à la presse des comptes de l'Aérospatiale pour 1983. La société nationale enregistre un déficit de 357,5 millions de francs (équivalent du prix de vente d'un Airbus A-300) pour un chiffre *d'affaires* de 24 025 millions de francs (en augmentation de 12 % par rapport *à celui de 1982*).

La situation financière de l'Aérospatiale est d'autant plus fragile que *la société dépend de plus en plus des* marchés à l'exportation : en 1978, la *clientèle étrangère représentait 45 %* du chiffre d'affaires et, en 1983, elle a été de 61 %. Compte tenu de son capital social inchangé depuis 1981 et de fonds propres qui restent insuffisants, l'Aérospatiale enregistre une croissance importante de son endettement (qui est passé de 2 963 millions de francs en 1982 à 6 764 millions de francs en 1983) et un quasi-triplement, en un an, de ses frais financiers (qui se sont élevés à 838 millions de francs en 1983).

En 1983, les prises de commandes, par les clients français et étrangers, ont totalisé 12 875 millions de francs, en nette diminution par rapport à l'année précédente où l'Aérospatiale avait reçu pour 15 630 millions de francs de *contrats*. Pour faire face à cette situation, la société a dû réduire ses cadences de production, réviser sa politique des approvisionnements et des stocks de produits finis (on compte actuellement vingt-quatre Airbus non vendus), et adapter ses *effectifs à la charge de travail (par* la réduction des horaires portés à trente-sept heures hebdomadaires dans les usines de production, par la diminution d'un millier de travailleurs dans le cadre des contrats de solidarité et par des mesures de chômage partiel qui ont atteint une dizaine de jours dans l'année).

M. Martre reste, cependant, d'un optimisme *prudent* pour 1984, année pour laquelle, dit-il, l'Aérospatiale a fait *« des paris audacieux »* qui devraient avoir pour effet de porter à 25 milliards de francs son chiffre d'affaires et à 24 milliards de francs le montant de ses commandes françaises et étrangères.

Les premiers résultats enregistrés durant les cinq premiers mois de l'*année donnent à penser qu*'il existe un timide commencement de reprise, notamment pour ce qui concerne les ventes d'avions Airbus et d'hélicoptères Super-Puma. Durant cette période, en effet, le volume des commandes enregistrées a été de 54 % supérieur à celui de la même époque de 1983 (soit 8,6 milliards de francs) et, à l'exportation, de + 150 %.

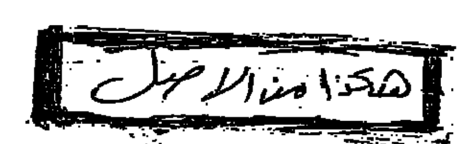
L'Aérospatiale regrette, à cette occasion, qu'aucune décision concernant le développement du missile *mobile* SX ou du *nouveau missile* M-5 destiné aux sous-marins de la force nucléaire ne soit attendue du gouvernement avant 1985-1986.

FORTE CHUTE DES PRISES DE COMMANDES CHEZ DASSAULT-BREGUET

Le groupe Dassault-Breguet n'aura réalisé, en 1983, que 70 % du montant des prises de commandes enregistrées en 1982. Cet effondrement des résultats, notamment à l'exportation, a été commenté, mardi 26 juin à Paris, par le président-directeur général de la *société*, M. Benno-Claude Vallières, devant les administrateurs. Les prises de commandes ont *été de* 14 125 millions de francs en 1983, contre 20 677 millions en *1982*.

A l'exportation, ces commandes ont atteint 9 970 millions de francs en 1983, soit 76 % du total, au lieu de 17 680 millions en 1982, soit 90 % du total des commandes de cette année-là.

Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé, en 1983, à 13 987 millions de francs (dont 71,66 % à l'exportation) et il avait été de 12 649 millions de francs en 1982 (dont 77,64 % à l'exportation). Néanmoins, la société Dassault-Breguet a dégagé en 1983 un bénéfice de 394 millions de francs (322 *millions en 1982*). Les perspectives à court terme de la société reposent sur la vente du nouvel avion de liaison intercontinentale Falcon-900 et sur le début de l'industrialisation de l'avion de lutte anti-sous-marins Atlantique-2, qui semble *intéresser un client étranger* dont la nationalité n'a pas été révélée.



EN VISITE A L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DE POLICE

M. Mitterrand demande aux commissaires d'« apaiser l'inquiétude des Français »

Saint-Cyr-au-Mont-d'Or. – Accompagné de MM. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, et Joseph Franceschi, secrétaire d'État chargé de la sécurité publique, M. François Mitterrand a assisté, jeudi 28 juin, au baptême de la trente-quatrième promotion de commissaires de la police nationale, à l'École nationale supérieure de police (ENSP) de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône). L'occasion de prononcer un « discours à la police », sans précédent depuis le début du septennat.

« Vous êtes des agents de l'ordre républicain, le cadre de votre action est la loi, et la loi ne souffre pas d'exception ni dans le temps ni dans l'espace. » A une année de distance, les paroles de M. Mitterrand résonnent comme une réponse à la fronde policière parisienne de juin 1983.

Ne niant pas le « *besoin grandissant de sécurité* », le président de la République demande aux policiers et notamment aux commissaires de police d'« *apaiser l'inquiétude des Français* ». « *Sur l'analyse des causes de la montée de la violence, l'accord est à peu près général,* explique M. Mitterrand. *Une urbanisation mal maîtrisée, ses répercussions sur les conditions de vie, le chômage des jeunes, les conséquences durables de la prison sur*

De nos envoyés spéciaux

les adolescents lorsque ce sont des délinquants primaires... et pourtant que de divorces dans l'interprétation interviennent lorsque des solutions doivent être trouvées! Des remèdes simplistes aboutiraient au reniement des valeurs que vous entendez sauvegarder. Et ce n'est certes pas à la loi de légitimer les réflexes de brutalité ou d'exaspération, le recours à la violence. L'apparition de groupes d'autodéfense n'est pas non plus tolérable. »

Il n'est pas indifférent que cette mise en garde soit prononcée devant des policiers. Notamment dans les commissariats de la région parisienne, l'impact des idées du Front national n'est pas niable. Illustration d'une tension latente, des syndicats liés à l'opposition – notamment l'Union des syndicats catégoriels et la CGC-police – avaient, du reste, sous des prétextes divers, décliné l'invitation à venir écouter M. Mitterrand. Classée à l'extrême droite, la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) n'avait, elle, pas été invitée à la cérémonie de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

Modernisation à bref délai

M. Mitterrand a exposé trois idées-forces : discipline et concertation, intégration et unité, professionnalisme et modernisation.

« *Dépositaires naturels de l'autorité* », les commissaires de police doivent veiller « *au strict respect de la discipline* ». « *Mais aujourd'hui,* ajoute le président, *l'affirmation de la hiérarchie, qui n'a jamais été et ne doit pas être remise en cause, commande de plus en plus la recherche de l'adhésion. Vous chercherez à encourager l'expression de vos subordonnés, le dialogue avec eux, vous veillerez à développer systématiquement la formation continue de ceux qui vous entourent (...), à tenir compte, dans votre commandement, des préoccupations et des aspirations de vos collaborateurs.* »

Second thème : « *Vous êtes appelés à vous intégrer toujours plus davantage dans le tissu social.* » M. Mitterrand plaide pour « *une mobilisation collective des énergies et des volontés* », associant policiers, magistrats, élus, travailleurs sociaux, etc. L'augmentation des effectifs – 9 600 emplois policiers créés depuis 1981 – « *n'est pas, et loin de là, la seule réponse pour faire reculer la criminalité* ». Faisant l'éloge de l'action de prévention de la délinquance impulsée par M. Gilbert Bonne-Maison, le président invite donc les policiers à être des « *généralistes de la vie publique* ».

Enfin, « *un professionnalisme sérieux, incontestable, est la base de tout* ». M. Mitterrand a insisté sur deux idées chères à M. Defferre – la formation des personnels et la bureautique dans les commissariats – avant de conclure en annonçant qu'il a « *demandé au gouvernement de définir rapidement l'ensemble des mesures qui permettront de moderniser la police (...). Les actions proposées devront prendre en compte tous les aspects de la vie policière et recevoir une application concrète. Je le répète : à bref délai* ».

EDWY PLENEL et CLAUDE RÉGENT.

PROMOTION

L'Ecole nationale supérieure de police (ENSP) de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, qui forme les commissaires de la police nationale, vient rejoindre les grandes écoles formant les fonctionnaires de l'Etat. Depuis un arrêté du 21 avril 1984, elle appartient au peloton de tête – la « catégorie 1 » en langage administratif – aux côtés de Polytechnique, de l'Ecole normale supérieure ou de l'Ecole nationale supérieure de la magistrature.

● *Réquisitoire au procès des faux Mondrian.* – Le représentant du ministère public a prononcé un réquisitoire modéré dans le procès des trois faux tableaux de Piet Mondrian vendus, en 1978, au Centre Georges-Pompidou. Contre M. Michel Seuphor, artiste peintre, qui fut le confident de Mondrian et le signataire des certificats d'authenticité concernant ces tableaux, Mme Treca, substitut, a requis une condamnation à l'appréciation de la 31e chambre correctionnelle de Paris. Le ministère public a d'autre part requis une peine « *plus sévère* » contre Mme Simone Verde, l'intermédiaire qui avait proposé les tableaux au Centre Georges-Pompidou et fut qualifiée de « *courtière mondaine* » (*le Monde* des 11 et 12 mai et du 22 juin).

Jugement le 26 septembre.

Les rescapés du bruit

(Suite de la première page.)

On a baptisé ce mini-programme *« plan d'urgence »*. Avec un bel optimisme, M. Michel Giraud, président du conseil régional a affirmé : *« Quand il sera achevé, tous les riverains du périphérique seront protégés »*.

Trois thérapeutiques

Il ne se doutait pas, alors, des difficultés de la tâche. Pour traiter le vacarme de l'autoroute urbaine, trois remèdes sont possibles : la couvrir entièrement, l'encager entre des écrans, isoler les façades des immeubles riverains. Mais le bruit est un phénomène tellement diabolique qu'aucune thérapeutique n'est la panacée.

La couverture ? Elle ne pourrait se concevoir que sur les 40 % du parcours qui sont en tranchée. Au tarif de 400 000 francs le mètre linéaire, ce serait ruineux. Sur la dalle de béton, on pourrait, il est vrai, installer des espaces verts et des équipements sportifs. Mais la Ville de Paris, qui redoute d'avoir à entretenir ensuite ces espaces artificiels, ne tient pas du tout à cette solution.

Les fonctionnaires de la préfecture de police, qui ont à gérer la circulation sur l'anneau de 35 kilomètres, y sont également hostiles. La pollution de l'air atteindrait une telle concentration dans les tunnels que les conducteurs seraient menacés d'intoxication. Sans parler des risques en cas d'incendie ! Le plan d'urgence n'a donc prévu la couverture totale ou partielle que sur de petits tronçons totalisant 3 300 mètres. Et encore, ces travaux ont-ils été rejetés en fin de programme... s'il reste de l'argent.

Les écrans ? On sait en construire, aujourd'hui, de fort efficaces, qui, grâce à leur mousse d'argile, absorbent le bruit sans le réfléchir, et qui, dessinés par des architectes, ne sont pas trop laids. Mais ils sont mal acceptés par les riverains qui rechignent à vivre derrière une muraille, fût-elle de qualité. De toute manière, ils ne protègent pas les appartements au-delà du deuxième étage, ne masquent pas la rumeur des rues longeant le périphérique et, moins encore, celle des hélicoptères qui le survolent.

Depuis mars 1984, la société Hélifrance a été autorisée à relier les aéroports d'Orly, d'Issy-les-Moulineaux et de Roissy par un service régulier, à raison de deux rotations par heure entre 8 heures et 20 heures. Itinéraire : les voies d'eau, les autoroutes et... le périphérique entre la porte d'Orléans et celle de Bagnolet.

Ces hélicoptères – des Dauphins – volent à 500 mètres d'altitude et comptent parmi les plus silencieux du marché. Pourtant, si on les a autorisés à voler sur ce parcours, c'est que leur sifflement est masqué par le tintamarre automobile. On a donc admis qu'une voie autoroutière pouvait, en raison même de ses nuisances, servir de voie aérienne.

Le bon exemple

A quoi servirait-il, dès lors, de prévoir 17 kilomètres d'écrans de part et d'autre du périphérique, (à 2 000 F le mètre carré), si le bruit doit désormais tomber du ciel ? Nous voici donc amenés à la troisième solution : l'isolation des immeubles.

Lorsqu'on visite les appartements HLM du Kremlin-Bicêtre, on ne peut s'empêcher d'être séduit par cette solution. Car il ne s'agit pas d'en rester à un simple changement de vitrages. Sous peine de provoquer des condensations d'humidité à l'intérieur de l'immeuble, l'isolation phonique amène à prévoir des ventilations forcées. On s'aperçoit alors qu'on a ainsi amélioré l'isolation thermique et qu'on peut économiser encore sur le chauffage en isolant les façades et en révisant les chaudières. De là à refaire l'électricité, puis les peintures, il n'y a qu'un pas.

Il a été franchi dans la résidence des Sablons qui, après trente ans de loyaux services, a bénéficié d'une rénovation totale. Pour les locataires, ravis de voir leurs vieilles HLM redevenues pimpantes et confortables, cela se traduira par une légère augmentation du loyer, mais par une diminution des charges de chauffage.

Ce bon exemple, qui est une « première » technique, administrative et financière, devrait inspirer ceux qui auront à isoler les trente-cinq mille fenêtres dont le « traitement » est prévu.

Ce ne sera ni simple ni rapide. Le programme de lutte contre le bruit du périphérique a pris du retard. Au printemps de 1985, il ne sera réalisé qu'à 35 % de ce qui avait été prévu pour cette date. C'est Paris, dont les dossiers sont les mieux préparés, qui est en flèche. Mais certains départements, comme les Hauts-de-Seine, en sont encore à peaufiner d'interminables études. Le mini-plan d'urgence devait durer jusqu'en 1988. Il ne sera certainement pas achevé avant 1990. En attendant, ceux que le bruit des voitures empêche de dormir doivent, ou s'armer de patience, ou plonger la tête sous l'oreiller.

MARC AMBROISE-RENDU.

CARNET DU Monde

Naissances

– *Annabelle GOMEZ* et *Roland* CAYROL ont la joie d'annoncer la naissance de

Antoine,
le 25 juin 1984.

Décès

– Sylvie Chevalley
et Catherine Chevalley, sa fille,
ont la douleur de faire part du décès de

Claude CHEVALLEY,
mathématicien,

survenu le 28 juin 1984.
Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

1, rue de Prony, 75017 Paris.
18, avenue Carnot, 75017 Paris.

– **Jean-Paul LHOPITAL,**
éditeur,

nous a courageusement quittés le 16 juin 1984.

De la part de
Geneviève Baude Lhopital,
sa femme,
Olivier, Béatrice, Mathieu Garros,
du petit Thomas Paul Garros,
né le 8 juin 1984,
Et de tous ceux qui, avec affection et fidélité, l'ont accompagné jusqu'au bout de son si douloureux chemin.

Il repose en paix au cimetière de Prilly (Suisse).

– M. et Mme Louis Hubert MAINGARD de VILLE-ÈS-OFFRANS,
leur fille Sylvye,
dans la tristesse de la séparation, ont la grande douleur de faire part du décès de

Valérye,
leur fille et sœur,

endormie dans la paix du Seigneur, à l'âge de douze ans, le 22 juin 1984, à Marseille.

A 1, résidence Bernard-Palissy,
Traverse Gaston-de-Flotte,
Saint-Barnabé, 13012 Marseille.

– Mme Robert Nivelle,
ses enfants Michèle et Philip,
M. Eric Nivelle,
M. et Mme Serge Nivelle
et leur fils Alex,
Mlle Marie-Claire Nivelle,
ses enfants et son petit-fils,
Mme Odette Fabius,
sa sœur,
M. et Mme Peter Hayman,
ses neveu et nièce,
M. et Mme John Hall
et leur fils Benjamin,
M. Christopher Hayman,
ses petits-neveux et arrière-petit-neveu,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert NIVELLE,
chevalier de la Légion d'honneur
à titre militaire,
croix de guerre 1939-1945,

décédé à Genève, le 21 juin 1984.

Ses obsèques ont eu lieu à Fernay-Voltaire, dans la plus stricte intimité.

Résidence Saint-Georges,
6, chemin du Gué,
01206 Ferney-Voltaire.
33, avenue Montaigne,
75008 Paris.
36, Gramercy Park East,
10003 New-York.
7, Lord Napier Place,
Londres W6.

– Mme Claude Poss,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Claude POSS,

survenu le 27 juin 1984.

Les obsèques auront lieu samedi 30 juin, à 16 heures, au Bersac, 05700 Serres.

– Lise, Claudine,
François, Marie-Christine
et leurs enfants,
Roger, Laetitia
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de

André WELLHOFF,
le 23 juin 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
47, rue de l'Eglise, 75015 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

Remerciements

– La Fédération des médecins de France,
très touchée des témoignages d'estime, de reconnaissance et de sympathie qu'elle ne cesse de recevoir à l'occasion du décès de son président, le
docteur Pierre BELOT,
prie de bien vouloir trouver ici l'expression de ses remerciements les plus sincères.

– Mme Joseph Hamon,
ses enfants et petits-enfants,
remercient vivement toutes les personnes qui leur ont manifesté leur sympathie lors du décès de

M. Joseph HAMON.

Anniversaires

– Le 30 juin 1944, il y a quarante ans, quatre membres de la famille Steinberg, arrêtés en vertu des ignobles lois raciales de Vichy et des nazis, étaient déportés vers les « camps de travail de l'Est ».

Germaine STEINBERG,
quarante-sept ans,
mère de trois enfants,
était gazée dès son arrivée à Auschwitz-Birkenau.

Germain STEINBERG,
quarante-neuf ans,
croix de guerre 1914-1918,
épuisé par le travail forcé à Auschwitz-Monowitz, était soi-disant envoyé « dans un sanatorium pour s'y reposer ». En fait, il a été gazé en décembre 1944.

Claude STEINBERG,
dix-neuf ans,
est mort d'épuisement à Dora-Buchenwald en janvier 1945, après un transport d'extermination de huit jours sans nourriture, en wagon ouvert, en plein hiver 1944-1945.
De cette famille, il reste Jean-Louis, vingt-deux ans à l'époque, libéré par les Américains à Dora en avril 1945, et Michel (neuf ans), caché en 1944 chez des fermiers normands. Ils demandent de ne jamais oublier les crimes des systèmes totalitaires.

Avis de messes

– Une messe sera dite à l'intention de

Hervé TRACOU,

le 3 juillet 1984, à 11 h 45, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres, à Paris-7e.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

– Université Rennes-II, Haute-Bretagne, lundi 2 juillet, à 14 h 30, salle B 343-344, M. Pinto Bull : « Le créole de la Guinée-Bissau : philosophie et sagesse ».

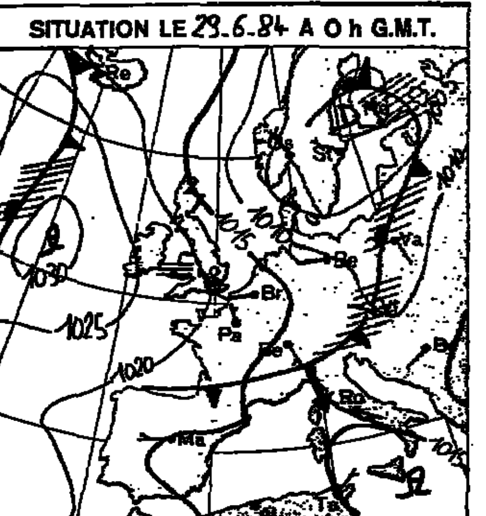
– Université Paris-X, Nanterre, mardi 3 juillet, à 14 heures, salle E 07 (bât. G), M. Nayef Rmeili : « Les exonérations en matière de bénéfices industriels et commerciaux en faveur de l'industrie au Liban ».

– Université Paris-I, mercredi 4 juillet, à 9 h 30, salle C 22.04, centre Pierre Mendès France, M. Jean-Claude Berthelemy : « La théorie des transferts internationaux (contribution à l'analyse de l'ajustement des balances de paiements).

– Université Paris-III, jeudi 5 juillet, à 14 heures, salle Liard, M. José Da Silva : « Joao Rodrigues de Sa de Meneses et l'humanisme portugais ».

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 30.6.84 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 29 juin à 0 heure et le samedi 30 juin à 24 heures.

Les perturbations associées à la zone dépressionnaire de Scandinavie déborderont vers le nord et le nord-est de la France, tandis que de l'air instable se maintiendra temporairement sur l'extrême sud-est du pays. Ailleurs, les pressions relativement élevées permettront au beau temps de prédominer.

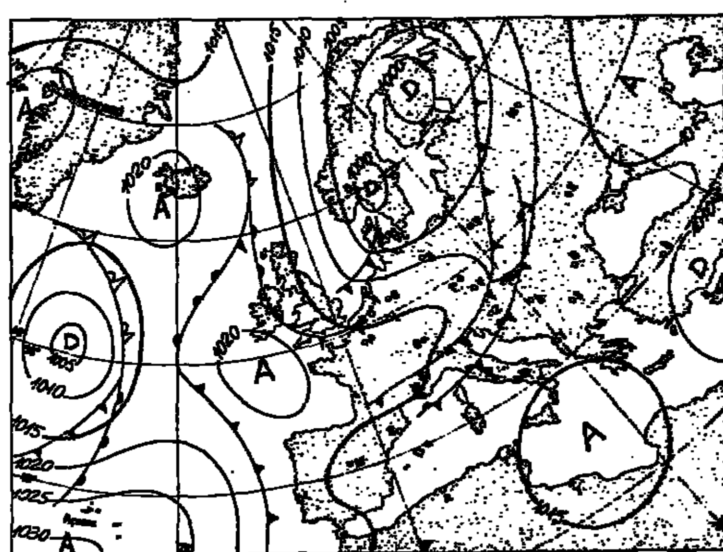
Samedi matin, quelques pluies orageuses résiduelles seront observées du sud des Alpes à la Corse ; les nuages seront abondants de la haute Normandie au nord du Bassin parisien, aux régions du Nord et du Nord-Est, et ils pourront être accompagnés de quelques petites averses locales ; sur les autres régions, prédominance d'un ciel peu nuageux, avec formations locales de bancs de brouillard, sur les Landes et dans la vallée de la Loire en particulier.

Au cours de la journée, le beau temps ensoleillé, un peu frais pour la saison, prédominera ; cependant, une forte nébulosité se maintiendra sur les régions du Nord et du Nord-Est, et quelques averses orageuses pourront encore être observées sur la Corse ; d'autre part, un temps lourd avec un ciel voilé s'installera en soirée près des Pyrénées ; faibles risques d'orage sur ce relief.

Le vent de nord-ouest à ouest sera modéré sur la moitié nord du pays. Les températures, voisines de 7 à 16 degrés du nord-est au sud-ouest, le matin, atteindront l'après-midi 17 à 28 degrés du nord au sud.

Dimanche, une amélioration sera observée sur les régions du Nord, tandis qu'une nouvelle zone instable s'étendra par le sud du pays. Quelques foyers orageux seront observés des Pyrénées aux Alpes et à la Méditerranée, mais sur les autres régions, le beau temps, peu nuageux, prédominera, principalement l'après-midi (encore quelques nuages le matin sur les régions du Nord-Est).

PRÉVISIONS POUR LE 30 JUIN A 0 HEURE (GMT)



Les températures maximales seront en légère hausse.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 29 juin à 8 heures, de 1019,2 millibars, soit 764,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 juin ; le second, le minimum de la nuit du 28 juin au 29 juin) : Ajaccio, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 21 et 16 ; Bordeaux, 25 et 12 ; Bourges, 23 et 11 ; Brest, 17 et 8 ; Caen, 17 et 8 ; Cherbourg, 15 et 7 ; Clermont-Ferrand, 24 et 11 ; Dijon, 24 et 11 ; Grenoble-St-M.-H., 22 et 13 ; Grenoble-St-Geoirs, 22 et 13 ; Lille, 17 et 6 ; Lyon, 24 et 13 ; Marseille-Marignane, 24 et 17 ; Nancy, 22 et 9 ; Nantes, 22 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 17 ; Paris-Montsouris, 21 et 12 ; Paris-Orly, 22 et 12 ; Pau, 23 et 16 ; Perpignan, 29 et 19 ; Rennes, 20 et 7 ; Strasbourg, 23 et 11 ; Tours, 23 et 10 ; Toulouse, 25 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 17 degrés ; Amsterdam, 16 et 8 ; Athènes, 29 et 17 ; Berlin, 18 et 9 ; Bonn, 17 et 10 ; Bruxelles, 16 et 7 ; Le Caire, 32 et 20 ; îles Canaries, 24 et 19 ; Copenhague, 16 et 10 ; Dakar, 31 et 25 ; Djerba, 29 et 20 ; Genève, 23 et 12 ; Istanbul, 25 et 17 ; Jérusalem, 28 et 15 ; Lisbonne, 21 et 16 ; Londres, 17 et 7 ; Luxembourg, 17 et 5 ; Madrid, 30 et 13 ; Moscou, 20 et 14 ; Nairobi 24 et 12 ; New-York, 30 et 18 ; Palma-de-Majorque, 26 et 13 ; Rome, 27 et 18 ; Stockholm, 15 et 7 ; Tozeur, 37 et 22 ; Tunis, 35 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SERVICE NATIONAL

Appel sous les drapeaux des Français nés entre le 23 août et le 10 septembre 1964

Le ministère de la défense communique :

La fraction de contingent 1984/08 comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au *service :*

1° Les jeunes gens :

a) dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1er août 1984 ;

b) dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1er août 1984 ;

c) volontaires pour être appelés le 1er août 1984 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er juin 1984, déposé une demande d'appel avancé ;

d) volontaires pour être appelés le 1er août 1984 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er juin 1984, fait parvenir leur résiliation de report d'incorporation.

2° *a*) Les jeunes gens non titulaires d'un report d'incorporation, *administrés par les bureaux du service* national de métropole, nés entre le 23 août 1964 et le 31 août 1964, ces dates incluses, recensés avec la troisième tranche trimestrielle de la classe 1984 ;

b) les jeunes gens non titulaires d'un report d'incorporation, administrés par les bureaux du service national de métropole, nés entre le 1er septembre 1964 et le 10 septembre 1964, ces dates incluses, recensés avec la troisième tranche trimestrielle de la classe 1984.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 6 août 1984.



LETTRES

LE PRIX MONDIAL CINO-DEL-DUCA A GEORGES DUMÉZIL

Le Prix mondial Cino-Del-Duca, doté de 200 000 F, a été décerné à Georges Dumézil, de l'Académie française. Ce prix est destiné à « *récompenser et à mieux faire connaître un auteur dont l'œuvre constitue, sous une forme scientifique ou littéraire, un message d'humanisme moderne* ».

[Georges Dumézil est né à Paris le 4 mars 1898, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, docteur ès lettres, il a enseigné notamment à l'Université de Varsovie, l'Université d'Istanbul, puis à celle d'Uppsala. A son retour en France, il devient directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études pour l'« *étude comparée des religions des peuples indo-européens* ». En 1949, il est élu au Collège de France à une chaire de civilisation indo-européenne, créée pour lui. Il y enseigna jusqu'à sa retraite en 1969. On le retrouve ensuite aux Etats-Unis (Princeton, Chicago, Los Angeles). Membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres depuis 1970, il a été élu à l'Académie française en 1978 au fauteuil de Jacques Chastenet.

Georges Dumézil est l'une des figures les plus éminentes de la pensée française.]

DE NOMBREUSES PERSONNALITÉS ONT ASSISTÉ A LA LEVÉE DU CORPS DE MICHEL FOUCAULT

Les amis de Michel Foucault sont venus nombreux, ce vendredi matin 29 juin, devant la morgue de l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière pour assister à la levée du corps du philosophe décédé, qui devait être enterré dans l'après-midi à Vendeuvre-du-Poitou, dans la Vienne.

M. Robert Badinter, ministre de la justice, était là, ainsi qu'Yves Montand, Simone Signoret, Ariane Mnouchkine, André Glucksmann, Claude Mauriac, ses collègues du Collège de France (notamment Georges Dumézil, Pierre Bourdieu, André Miquel, administrateur de la Bibliothèque nationale) et de très nombreux universitaires (parmi lesquels Jacques Derrida, Michel Serres, Michel Deguy, Jacques Le Goff...). L'édition était aussi représentée avec, notamment, Claude Gallimard, Pierre Nora, Jérôme Lindon...

Le philosophe Gilles Deleuze a rendu hommage à « *la dignité et la force de vie* » de Michel Foucault, « *l'un des plus grands philosophes de tous les temps* ». « *Chacun de nous*, a-t-il ajouté, *avons des raisons de vivre avec cette philosophie bouleversante.* » Puis, il a lu un passage de l'introduction du dernier livre de Michel Foucault, *l'Usage des plaisirs*, se terminant par ces mots : « *Qu'est-ce donc que la philosophie aujourd'hui – je veux dire l'activité philosophique – si elle n'est pas le travail critique de la pensée sur elle-même et si elle ne consiste pas, au lieu de légitimer ce qu'on sait déjà, à entreprendre de savoir comment et jusqu'où il serait possible de penser autrement ?* »

EN BREF

COLLOQUE

PRÉPARATION A LA MORT. – La Ligue de la santé organise un colloque ouvert à tous les lecteurs du *Monde*, samedi 30 juin de 14 à 18 h 30, dans les salons de la mairie du treizième arrondissement, afin de mettre en commun l'expérience, la réflexion et les travaux de ceux qui essaient d'améliorer la situation des mourants : médecins, chirurgiens, psychiatres, psychologues, psychanalistes, infirmières, gérontologues, éducateurs, assistantes sociales, responsables religieux de toutes confessions, groupements rationalistes, etc.

★ **Pour suivre les débats, prendre part aux travaux ou participer aux discussions, écrire, en joignant une enveloppe timbrée et libellée, au secrétariat interrégional de la Ligue de la santé, 5, allée des Hautes-Herbes, Cité des Hauts-Bâtons, 93160 Noisy-le-Grand.**

SPÉCIAL TROISIÈME AGE

SOLIDARITÉ. – Comme chaque année, la mairie de Paris organise pour les Parisiens âgés, valides ou semi-valides, des séjours d'une durée de quinze jours à trois mois dans une des résidences du Bureau d'aide sociale de Paris installées en Ile-de-France.

Les prix de séjours pour les personnes âgées valides comprenant hébergement et repas, varient, selon les ressources des intéressés, de 70,10 F à 142,50 F par jour pour une personne seule ; de 89,80 F à 223,70 F par jour pour un couple. Pour les personnes semi-valides, les prix de journée comprenant hébergement, repas et soins, s'élèvent à 355 F ou 282 F par jour selon l'établissement, avec prise en charge possible par l'aide sociale départementale.

★ **Bureau d'aide sociale de Paris, 2, rue Saint-Martin 75004 Paris, bureau 8 A. Tél. : 277-11-22, poste 4006 ou 4008. Les personnes disposant de temps et souhaitant participer à une action de bénévolat durant l'été peuvent en outre téléphoner au 274-25-52, poste 31 pour tous renseignements.**

WEEK-END D'UN CHINEUR

VENTES

Samedi 30 juin

PARIS

Nouveau Drouot, 11 heures : objets maçonniques ; 14 h 30 : collection Baylot (*bibelots, objets d'art*).

Dimanche 1er juillet

Nouveau Drouot, 11 heures et 14 h 30 : objets maçonniques.

Samedi 30 juin

ILE-DE-FRANCE

L'Isle-Adam, 14 h 30 : livres anciens et modernes.

Dimanche 1er juillet

Meaux, 14 heures : archéologie méditerranéenne et art précolombien ; **Versailles-Chevau-Légers**, 14 heures : linge, objets d'art, meubles ; 14 h 15 : bijoux.

PROVINCE

Samedi 30 juin

Aix-en-Provence, 9 h 30 : bibelots, objets d'art ; 14 h 30 : argenterie, bijoux, monnaies, tableaux, meubles. **La Flèche**, 14 heures : atelier de Jules et Jean Rousin. **Tartas**, 14 h 30 : objets d'art, tableaux, meubles. **Troyes**, 14 heures : cartes postales. **Vendôme**, 14 h 30 : bibelots, meubles. **Vervins**, 14 h 30 : vins, meubles, objets d'art, bijoux, argenterie.

Dimanche 1er juillet

Arras, 14 h 30 : meubles, tableaux, objets d'art. **Charleville-Mézières**, 14 heures : bibelots, tableaux, argenterie, bijoux, meubles. **Louviers**, 14 h 30 : bibelots, armes, meubles, gravures. **Lyons-la-Forêt**, 14 heures : tableaux, meubles, objets d'art. **Nancy**, 14 heures : meubles, tableaux, objets d'art. **Vervins**, 14 h 30 : Extrême-Orient.

FOIRES ET SALONS

Angerville (91) et **Bagneaux-sur-Loing** (77) [pour les deux localités le dimanche seulement].

FOIRES ET SALONS DU MOIS DE JUILLET

1er juillet. – Angerville (91) ; **Bagneaux-sur-Loing** (77).
6 au 9 juillet. – Pont-Saint-Esprit (30).
7 et 8 juillet. – Arcachon (33) ; **Thiviers-en-Périgord** (24).
12 au 16 juillet. – Draguignan (83).
13 au 15 juillet. – Aix-les-Bains (73) ; **Mirande** (32).
13 au 16 juillet. – Méounes (83).
14 et 15 juillet. – Aubazine (19).
15 juillet. – Carjac (46).
20 et 21 juillet. – Villefranche-de-Rouergue (12).
21 et 22 juillet. – Maubourguet (65) ; **Pujols** (47).
21 au 23 juillet. – Mouans-Sartoux (06).
27 au 29 juillet. – Charmoy (89).
28 au 31 juillet. – Apt (84).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 29 juin :

DES DÉCRETS

● Pris pour l'application des dispositions de l'article 3 de la loi du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l'accès des officiers à des emplois civils.

● Relatif au Centre national d'études spatiales.

● Modifiant le décret du 10 décembre 1948 déterminant les prix de base au mètre carré des locaux d'habitation ou à usage professionnel.

● Portant nominations et promotions dans l'armée active.

UN ARRÊTÉ

● Relatif au montant maximum de l'allocation de remplacement instituée par l'article 1106-3-1 du code rural.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 1er JUILLET

« Le Sénat », 10 h 30, angle rue de Vaugirard, rue de Tournon, Mlle Oswald.

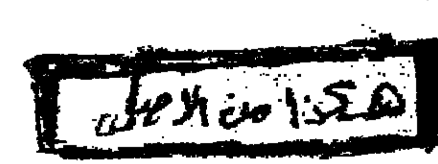
« Le square parisien », 10 heures, 30, boulevard Jules-Ferry, M. Gazquez Romero.

« Le Conseil d'Etat », 15 heures, place du Palais-Royal, Mme Allaz (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le cœur de Paris », 10 h 30, 15, avenue Victoria (Paris autrefois).

« L'Assemblée nationale », 14 heures, 32, quai d'Orsay (Tourisme culturel).

Les mots croisés se trouvent dans le « Monde Loisirs » page XIV



La formation des ingénieurs à l'INP de Grenoble

Chaque année, des milliers de jeunes lycéens tentent d'entrer dans les classes préparatoires scientifiques. Mathématiques spéciales et mathématiques supérieures, parcourues en deux ou trois ans, sont devenues les antichambres de la réussite. Elles permettent d'accéder aux grandes écoles d'ingénieurs, de devenir un cadre recherché par petites annonces dans une société où les offres d'emplois ont tendance à diminuer.

Polytechnique, Mines, Centrale, sont désormais des grandes écoles à la réputation largement établie. Des générations se sont succédé sur les bancs des vénérables institutions parisiennes, ont essaimé dans les différents secteurs industriels et constituent maintenant de puissants lobbies d'anciens élèves.

A côté de ces « grandes » existent d'autres écoles d'ingénieurs qui méritent autant l'appellation de grandes puisqu'elles préparent elles aussi en trois ans aux diplômes prestigieux d'ingénieurs. Elles sont cent quarante-huit à vanter leur formation ou la sophistication de leur laboratoire pour attirer les jeunes « taupins » comme l'explique le **Monde de l'éducation** ***du mois de mai.***

Six d'entre elles, implantées à Grenoble, sont regroupées sous l'appellation d'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG). Pour le président de cet établissement, M. Daniel Bloch, l'INPG **« n'est plus un laboratoire, c'est une université technologique de dimension et de valeur internationales ».**

Implanté entre les Alpes, berceau de la houille blanche, et une agglomération riche en industries de pointe tournées vers l'informatique et l'électronique, l'INPG, créé en 1901, ambitionne de rivaliser avec les grandes écoles d'ingénieurs parisiennes. L'Institut ne manque pas d'atouts pour se lancer dans cette compétition. Les écoles réunies en son sein préparent à des secteurs aussi divers que l'imprimerie, la mécanique, l'électrochimie, l'électrométallurgie, l'informatique, le génie hydraulique, l'électronique... **(lire page 13 le détail des formations proposées).**

Mais l'INPG est surtout un établissement public qui unit à la fois les avantages des universités et ceux des grandes écoles. Cohabitent ainsi enseignants-chercheurs et professionnels venus des entreprises de la région. Cours, séances de travaux pratiques et de travaux dirigés dans des laboratoires, dont beaucoup sont rattachés au CNRS, et stages en entreprise se succèdent pour permettre aux étudiants de devenir des ingénieurs capables de maîtriser toutes les technologies modernes.

La carte de visite de l'INPG est impressionnante. Elle fait voisiner un millier d'enseignants relevant du ministère de l'éducation nationale et près de quatre cents chercheurs dépendant du CNRS. Elle recense des installations ultra-modernes comme le Centre interuniversitaire de micro-électronique (CIME) inauguré l'an dernier, le microscope électronique à balayage par transmission implanté à l'ENSEEG, l'Institut de mécanique de Grenoble (IMG) où voisinent canaux à houle et souffleries à air.

A la prochaine rentrée quatre cent cinquante élèves de classes préparatoires rejoindront le millier d'élèves ingénieurs des promotions précédentes. Ils ne seront pas seuls, car à l'INPG il existe aussi des admissions parallèles, certes en nombre réduit, mais qui permettent à des diplômés d'IUT ou d'université de se réorienter vers des carrières d'ingénieurs.

Tous ces jeunes découvriront un campus universitaire pas trop éloigné du centre où le sport a largement droit de cité. Les pentes enneigées d'un côté, les lumières de la ville de l'autre, la cité dauphinoise ne manque pas de charmes. Une preuve, nombre d'anciens élèves ont décidé de demeurer à Grenoble et animent maintenant les laboratoires d'entreprises qui ont nom Thomson, Hewlett-Packard, Merlin-Gerin. A moins qu'ils n'aient choisi de se lancer eux-mêmes dans l'aventure industrielle en créant leur propre société.

De ces écoles, de ces élèves, des entreprises de cette vallée des Alpes, le **Monde** ***présente pendant deux jours un aperçu. Après l'enseignement et les liaisons avec l'industrie, le*** **Monde** ***consacrera le supplément daté 1er - 2 juillet à la recherche, importante à l'INPG comme dans la région grenobloise.***

S. B.

Quand les élèves choisissent leur école

CATHERINE est parisienne. Bonne élève de classe préparatoire scientifique, elle a choisi de passer le concours des écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI) et de s'inscrire à Grenoble : *« Oui, j'ai choisi,* elle insiste sur le terme, *j'aurais pu postuler à d'autres écoles, car j'avais des résultats assez corrects en taupe... »*, mais elle a opté pour Grenoble.

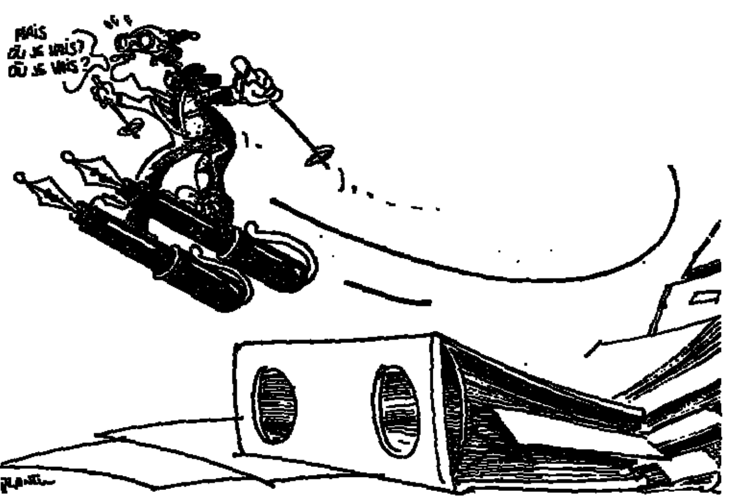
Catherine aime la montagne et la proximité des pistes de ski l'attirait... *« C'est quand même agréable, entre deux cours, de regarder par la fenêtre et de voir les sommets enneigés. »* La nature, la possibilité de pratiquer un sport qu'elle apprécie et aussi la réputation d'une école, trois facteurs pour transformer la jeune Parisienne en une provinciale, fière de sa région d'adoption.

De l'INPG, l'élève de prépa savait peu de choses. Mais grâce à un professeur, Catherine connaissait une des composantes de l'institut qui l'intéressait beaucoup : l'École nationale supérieure d'informatique et de mathématiques appliquées (ENSIMAG). Au terme de deux années d'études dans cette école elle ne renie pas son choix. Certes, comme ses camarades, elle juge la première année un peu trop théorique, mais apprécie l'existence des options dès l'année suivante. *« Les premiers mois de scolarité sont consacrés à la formation générale et à la formation de base dans les spécialités de l'école : mathématiques appliquées (analyse, analyse numérique, théorie des graphes, programmation linéaire, probabilités) et informatique (apprentissage de la programmation et de l'algorithmique, structure des machines, micro-informatique) »*, explique M. Gérard Veillon, le directeur de l'école. Selon lui, les jeunes *« taupins »* à leur arrivée à l'école ont encore besoin d'acquérir des bases dans les disciplines fondamentales, mais *« dès la première année, ils peuvent s'entraîner à la réalisation de petits projets sur les micro-ordinateurs en libre accès »*.

Les élèves le reconnaissent, les mois d'hiver passent assez vite à Grenoble. *« Dès que le temps le permet, on peut aller faire du ski »*, explique David, futur ingénieur de l'École nationale supérieure d'électronique et de radio-électricité (ENS - ERG). *« Pour nous une sortie de ski, c'est comme un après-midi cinéma pour un étudiant parisien »*, précise David. Grâce aux associations sportives, et aux cercles d'élèves, les étudiants de l'INPG obtiennent des réductions et des forfaits avantageux dans les stations de sports d'hiver de la région.

« Un samedi de ski à L'Alpe-d'Huez revient à 43 francs, annonce avec fierté un des étudiants, membre du conseil de l'INPG, *ce qui favorise la pratique du sport. »* Sur un effectif d'environ mille six cents étudiants, il y a, en effet, quatre cent cinquante-six inscrits dans des compétitions alpines.

Le sport dans la montagne, sur les pistes cendrées ou dans les gymnases le jeudi après-midi – jour réservé aux activités physiques dans toutes les écoles – c'est le bon côté de Grenoble *(voir l'article de Claude Francillon).* A écouter les étudiants, l'envers du tableau idyllique demeure, pour chaque promotion d'élèves, le problème du logement.



Dessin de PLANTU.

Une angoisse : le logement

Laurent le Normand, comme Françoise la Lilloise, se plaignent du prix du logement à Grenoble. Bien sûr, il existe quelques places dans les chambres des cités universitaires, ou encore dans les logements construits par l'association des anciens élèves, la Houille blanche, mais, selon Laurent, tout cela est insuffisant ou *« inadapté »*. Françoise explique que, la première année, lorsque *« l'on débarque à Grenoble avec son concours de fin de prépa et son inscription dans une école, on accepte facilement un logement en cité... Mais dès la deuxième année, on souhaite habiter en ville, et là cela devient nettement plus difficile »* ; les nombreux cinémas, l'activité des quartiers du centre-ville attirent des étudiants, qui souvent se groupent pour partager des appartements.

Président de l'INPG, M. Daniel Bloch ne nie pas les difficultés éprouvées par les étudiants pour se loger. Il l'explique même par le dynamisme de l'Institut, qui ne cesse de se développer et donc d'augmenter le nombre de ses promotions d'élèves en formation. *« Depuis sa fondation en 1907, cet ensemble d'écoles a su attirer de plus en plus d'étudiants, qui ont toujours invoqué leurs difficultés à trouver un logement. L'administration, les anciens élèves, la ville même de Grenoble, ont fait, et continuent de faire, des efforts pour accueillir des étudiants, qui viennent de toutes les régions de France et de l'étranger, dans de bonnes conditions. »* En confidence, le président admet que les critiques formulées par les étudiants émanent surtout des deuxième et troisième années, *« ceux qui sont déjà dans la place et qui veulent s'y installer le plus commodément, près du centre, entre amis »*.

SERGE BOLLOCH.

(Lire la suite page 12.)

La ville aux 30 000 étudiants

TROIS universités, de nombreuses écoles d'ingénieurs, des laboratoires associés au CNRS, la région grenobloise peut être fière de ses formations d'enseignement supérieur. Les vingt-huit mille étudiants des trois universités représentent 3,5 % du nombre des jeunes fréquentant les universités, alors que la population de l'Isère n'intervient que pour 1,7 % de la population française. Les universités grenobloises attirent beaucoup de jeunes des départements voisins et même de la grande région Rhône-Alpes. En développant des formations spécifiques, les établissements de Grenoble ont su résister à l'attraction de leurs homologues lyonnais.

L'université scientifique et médicale (Grenoble-I) rassemble les disciplines des sciences exactes et des laboratoires de recherche.

L'université des sciences sociales (Grenoble-II), première université française érigée en établissement public à caractère scientifique et culturel en 1970, regroupe les anciennes facultés des sciences humaines, de droit et de sciences économiques. A côté des UER traditionnelles (droit, philosophie, histoire...), cet établissement comporte aussi des instituts, comme l'Institut d'études politiques, l'Institut des sciences sociales et mathématiques appliquées (ISSMA), l'Institut d'administration des entreprises ou l'Institut d'études commerciales.

L'université de Grenoble-III dispense des enseignements en lettres et en langues.

A côté de ces universités existent plusieurs établissements à vocation technique et technologique, qui forment des cadres et assurent aussi des travaux de recherche fondamentale ou appliquée, comme les six écoles de l'INPG.

La dernière née des écoles grenobloises doit voir le jour à la rentrée prochaine. Pour former les gestionnaires de l'avenir, les responsables de la chambre de commerce de Grenoble ont décidé de créer une école supérieure de commerce et d'administration des entreprises (ESCAE), dix-septième établissement de ce nom en France. « Une école de commerce faisait cruellement défaut à la région », *explique le président de la chambre, M. René Michal, qui souhaite que Grenoble* « forme des vendeurs et des acheteurs de biens industriels parfaitement rodés au stade de la négociation internationale des contrats ».

A l'automne, les quatre-vingts à cent élèves de la première promotion de futurs gestionnaires viendront grossir les rangs des étudiants grenoblois. Ainsi sera renforcé le potentiel de formation et de recherche de cette vallée des Alpes, composante importante de l'enseignement supérieur en France.

Un campus très sportif

IL existe peu de sites en France où le sport et les études se marient aussi intimement. Le campus de Grenoble fait partie de ces rares endroits où surgissent naturellement des vocations sportives. Le cadre, il est vrai, se prête admirablement à l'effort physique et il suscite souvent des passions. La montagne est ici tellement proche qu'on a l'impression, depuis sa table de travail, d'être à portée de voix des pistes de ski. Une trentaine de minutes seulement suffisent pour rejoindre celles de Chamrousse ou se retrouver au cœur du massif de Belledonne, au pied des voies rocheuses qui dominent l'agglomération grenobloise.

Le domaine universitaire lui-même ressemble à un grand terrain de sport, vaste, totalement plat, boisé par endroits, ailleurs recouvert d'un épais et très large tapis herbeux. Les étudiants s'y retrouvent pour dépenser toute l'énergie physique qu'ils ont retenue pendant leurs cours...

Doté à la fin des années 60 d'installations sportives nombreuses et presque luxueuses – une piscine, un stade d'athlétisme, une trentaine de courts de tennis –, le campus est en mesure de satisfaire les trente mille étudiants grenoblois dont plus de la moitié s'investissent quelques heures par semaine dans le sport.

Les étudiants de l'Institut national polytechnique de Grenoble sont aujourd'hui les plus assidus sur la cendre du stade ou dans l'eau des bassins olympiques, dont les larges baies vitrées donnent sur les pentes presque toujours enneigées de Belledonne. En 1983, 1 882 étudiants sur les 2 400 inscrits à l'INPG pratiquaient une activité sportive, et l'école aligna cette année-là quarante et une équipes de sports collectifs. La prise en compte non négligeable des activités sportives dans le cursus de l'école explique en partie l'engouement des élèves pour le sport universitaire. Les étudiants de l'INPG ont deux heures d'éducation physique et sportive à leur emploi du temps ; cette pratique étant sanctionnée par une bonification aux examens de fin d'année.

« Cette reconnaissance de l'éducation physique comme élément nécessaire à la formation des futurs ingénieurs est un élément fondamental de cette réussite, et il serait bon que les autres universités puissent s'en inspirer », souligne l'un des responsables des activités sportives du campus.

Du ski à la planche à voile

L'université de Grenoble fut d'autre part l'une des toutes premières à créer dès 1952 des écoles de sport interuniversitaires. Les enseignants, bien que nommés dans l'une des quatre universités grenobloises, encadrent, malgré leur affectation administrative, les étudiants des autres établissements, l'objectif étant de regrouper dans ces écoles le maximum d'élèves et de faciliter leur apprentissage de telle ou telle discipline sportive ou de perfectionner leur niveau. Dix-sept écoles – athlétisme, escalade, judo, danse, natation, plongée, ski, tennis, planche à voile, équitation... – sont très largement fréquentées par les étudiants grenoblois, qui y trouvent une structure d'accueil et de formation tout à fait remarquable.

L'organisation sportive des universités grenobloises, associée à un cadre propice à tous les types d'activité, constitue un atout majeur pour les étudiants. Ainsi cet élève de l'INPG, originaire de Lille, reconnaît avoir porté son dévolu sur la capitale des Alpes pour pratiquer l'hiver le ski de randonnée et l'athlétisme, convaincu que seule Grenoble satisferait correctement ses deux passions.

De nombreuses activités sportives trouvent d'autre part leur prolongement naturel au Grenoble Université Club (GUC), véritable institution dans la cité dauphinoise. Le club est fréquenté par trois mille deux cents étudiants qui viennent rechercher ici un complément de niveau supérieur à l'enseignement donné dans les écoles de sport, et axé principalement sur la compétition.

CLAUDE FRANCILLON.

(Lire la suite page 12.)

Un campus très sportif

(Suite de la page 11.)

Plusieurs grands noms du ski français sont issus du GUC, notamment Jean Vuarnet, champion olympique ; Georges Mauduit, Patrick Russel ou Perrine Pelen, récemment médaillés aux Jeux olympiques de Sarajevo. Le club s'efforce également, en liaison avec les universités grenobloises, de permettre aux meilleurs sportifs de poursuivre correctement leurs études. Chaque champion peut bénéficier d'un « conseil » qui, bénévolement, aidera l'étudiant sportif et facilitera son insertion dans la « machine » universitaire, en participant notamment à la planification de son travail ou en lui apportant les soutiens nécessaires, tant à Grenoble que sur les lieux d'entraînement et de compétition.

On le voit, le sport et l'université font à Grenoble bon ménage, la ville s'efforçant de proposer aux étudiants attirés par la haute compétition un cadre universitaire et sportif de tout premier plan et des structures originales susceptibles d'épauler, le moment venu, l'étudiant et le sportif.

CLAUDE FRANCILLON.

Des Solex... gonflés

LE goût du risque et du dépassement de soi-même peut s'exercer dans deux directions : le record absolu classique, utilisant pleinement les possibilités offertes par « l'*état* actuel de la science », et le record « relatif » visant à réaliser des prodiges avec des moyens *a priori* inadéquats. En *mécanique*, on appelle ça « gonfler un moteur ». C'est alors qu'un tracteur devient « Tractosor » et qu'un Solex se meut en « Galet d'or ».

Le Cercle des élèves de l'INPG invite, depuis 1976, les amateurs à « gonfler » leur Vélosolex. Et ces bons vieux deux-roues, au look rétro, se voient propulsés, chaque année, à 60, 90, voire 110 kilomètres/heure *pendant quatre heures*, sous le regard ébahi de plusieurs milliers de spectateurs.

Un nombre sans cesse croissant de passionnés de la mécanique français et étrangers passent ainsi, durant trois ou quatre mois, leurs loisirs à écumer les décharges, à modifier transferts, culasses et carburateurs. Et pourtant, à la fin de ces opérations, l'on doit encore reconnaître la silhouette chaplinesque de notre Solex.

Lorsque tout est prêt, au mois de mai, il reste à subir avec succès les essais éliminatoires, à se munir de pneus de rechange et à... arriver. Un concurrent sur cinq ne finit pas la course : chutes dans les virages en épingle à cheveux, moteurs épuisés qui rendent l'âme, turbomoteurs coléreux qui explosent...

Aucun accident sérieux, mais combien d'obstacles avant de conquérir ce caillou doré. Quant aux spectateurs, les organisateurs leur proposent une « mise en oreille » avec une course de karts. Mais l'on n'évoque pas les cordes vocales. Et si l'on veut communiquer avec son voisin, l'on peut toujours s'exercer en se mettant un « galet d'entraînement » dans la bouche.

Toute cette aventure ne serait cependant pas possible sans la collaboration de bénévoles. Celle de Max Piazza, préparateur au Laboratoire de physiologie animale, est particulièrement précieuse, puisqu'il est un trait d'union entre les étudiants obligés de partir et ceux qui arrivent. M. Daniel Bloch, président de l'INPG, soutient également moralement et matériellement cette expérience. Car il sait qu'ainsi s'expriment les étudiants...

L. M.

Quand les élèves choisissent leur école

(Suite de la page 11.)

Depuis trois ans qu'il préside aux destinées de l'établissement grenoblois, M. Bloch s'est efforcé de valoriser la spécificité de l'institut. *« Nous sommes une université technologique formée d'écoles d'ingénieurs,* explique-t-il, *nous bénéficions donc de tous les avantages des deux systèmes d'enseignement supérieur français : celui des universités et celui des grandes écoles. »* Le système universitaire fournit à l'INPG ses enseignants-chercheurs, professeurs, maîtres-assistants et assistants, qui partagent leur temps entre l'enseignement (par cours et travaux pratiques) et la recherche fondamentale ou appliquée.

Les écoles assurent des contacts plus étroits avec les milieux industriels, favorisent la venue de professionnels dans les travaux dirigés et permettent aux étudiants de faire des stages.

Dès l'origine de l'institut existe chez les fondateurs la volonté de lier enseignement-recherche et contact avec l'environnement économique. Il suffit de se transposer au tout début du siècle.

Déjà en 1901

Imaginons les différentes manifestations organisées le 11 mars 1901 lors de l'inauguration officielle de l'Institut d'électrotechnique. Les bâtiments sont pavoisés, des discours se succèdent dans l'amphithéâtre de la faculté des lettres, où les gradins sont occupés par les étudiants qui entourent le drapeau de leur association, par les industriels de la région et par le public. M. Liard, directeur de l'enseignement supérieur, après avoir invité les facultés à former des scientifiques, s'adresse aux industriels : *« Vous avez la houille blanche en pleine lumière, en pleine liberté, la houille qui se renouvelle chaque année et n'a point à craindre l'épuisement. Voilà la vraie source de richesse que vous devrez exploiter, mais cette exploitation demandera un premier effort : industriels pionniers de la houille blanche, en aidant la science, soyez-en sûrs, vous aurez fait un placement de bons pères de famille. »*

Les fêtes de l'inauguration se prolongent par un « punch » offert par les étudiants, au siège de leur association, place du Palais, et se terminent par un banquet au Grand Hôtel. Au cours du repas, M. le comte de Reneville, président de la société pour le développement de l'enseignement technique, souligne la demande des industriels par rapport à l'institut : *« La substitution de l'électricité à la vapeur ne se fera pas sans hésitations ni tâtonnements, mais nous comptons précisément sur l'Institut électrotechnique et sur ses savants professeurs pour nous aider à vaincre toutes les difficultés. La conduite des machines électriques ne peut être confiée au personnel chargé actuellement des machines à vapeur. Il faut donc que les industriels constituent tout un état-major nouveau d'ingénieurs et de contremaîtres électriciens. Nous comptons que la pépinière de cet état-major sera précisément l'institut. Il faut aussi à nos milieux industriels dauphinois un foyer de science et de lumière pour les guider non seulement au point de vue purement scientifique, mais au point de vue pratique* (1). »

Si l'on abandonne les cannes et les hauts chapeaux noirs des personnalités du début du siècle et que l'on examine quatre-vingts ans plus tard cette école, force est de constater qu'elle continue à entretenir de nombreux liens avec tous les secteurs économiques de la région. M. Bloch explique que la houille blanche a donné la première impulsion aux rapprochements Université-industrie : *« L'exploitation de l'énergie hydraulique a provoqué la création de l'Institut électrotechnique, puis de l'Ecole française de papeterie, de l'Institut d'électrochimie et d'électrométallurgie et de l'Institut d'hydraulique. »* Dans les années 50, l'enseignement des courants faibles, du tube à vide, puis du transistor, a entraîné la création de l'Ecole d'électronique et de radioélectricité puis de l'Ecole d'informatique et de mathématiques appliquées. Selon M. Bloch, ces établissements ont favorisé l'intallation dans la région grenobloise de nombreuses entreprises dans le domaine de l'informatique, de l'électronique et de la microélectronique.

Des anciens qui deviennent des P D G

Alors que les industriels de 1900 demandaient à l'Université de *former* des cadres, à la fin du siècle ce sont les ingénieurs diplômés de l'institut qui créent leurs entreprises ou qui participent à l'évolution d'autres secteurs indusriels.

Les diplômés de l'INPG se côtoient dans des entreprises de toutes dimensions. Ils sont nombreux chez Hewlett Packard, dans les laboratoires d'EDF, de Pechiney ou de Bull. Ils sont quelques jeunes à avoir tenté le pari de créer leur propre entreprise : MM. Jean-François Miribel et Bruno Duffay font partie de cette génération. La recherche, le travail en laboratoire à l'ENSIMAG et à l'ENSERG, se sont poursuivis tout naturellement pour eux dans une entreprise, Industrie et technologie de la machine intelligente (ITMI), née en 1982 et installée dans le parc technologique de Grenoble-Meylan. Ils y ont retrouvé d'anciens ingénieurs de l'INPG devenus chefs d'entreprise dans des sociétés qui ont nom XCom, Apsis, Télématique, Option, AET.

Odile, Claire, François, Daniel et les autres, les quelque mille six cents élèves de l'INPG, seront-ils attirés par la création d'entreprise ou préféreront-ils la sécurité offerte par une grande société ?

Dans les différentes écoles, les motivations des élèves pour leur avenir ne sont pas encore très précises, même en fin de troisième année. Et puis, comme le dit Philippe, élève de l'ENSIMAG, *« à la sortie de l'école on est accueilli à bras ouverts par les entreprises... On peut se permettre de sélectionner, de changer d'emploi rapidement »*. Vision idyllique ? Pas complètement, car elle est confirmée par M. Veillon, le directeur de l'école, qui évoque les soixante-dix lettres que lui envoient des entreprises à chaque printemps, soixante-dix propositions de recrutement qui s'adressent à moins de cent diplômés.

Toute les écoles de l'INPG ne bénéficient pas du même succès que l'ENSIMAG, qui forme des ingénieurs très recherchés dans un domaine informatique en plein développement. Néanmoins, l'embauche des sept cents ingénieurs diplômés chaque année à l'INPG s'effectue *« très facilement »*, selon M. Bloch. Tous d'ailleurs ne choisissent pas d'entrer dans une société, une fois acquis leur titre d'ingénieur. Certains préfèrent poursuivre des recherches et préparer un diplôme d'études approfondies (*DEA*) ou un doctorat. Les laboratoires de recherche (vingt-deux, dont dix-neuf associés au CNRS) attirent des jeunes passionnés par la réalisation complète de circuits intégrés ou l'étude de la formation mécanique des milieux géophysiques.

Catherine, élève de deuxième année, se déclare *« à mi-chemin »*. Pour elle, l'intégration à l'INGP s'est bien faite, mais elle ne pense *« pas encore à la sortie »*. Bonne ambiance, vie sur un campus *« assez agréable, même si le resto U n'est pas terrible »*, des enseignants disponibles, bref, elle ne regrette pas son choix de fin de classe préparatoire.

SERGE BOLLOCH.

(1) Textes publiés dans une brochure lors du cinquantenaire de l'INPG.

Quatre initiales appréciées des industriels de la région

LES liens qui unissent l'INPG et la région sont nombreux. L'Institut, ses écoles, mais aussi les universités et toutes les formations post-baccalauréat de Grenoble ont des contacts étroits avec le tissu industriel, commercial et économique de la vallée.

L'hydro-électricité a marqué le début du développement de Grenoble qui sut exploiter rapidement les avantages d'une énergie peu coûteuse et aisément transformable. La naissance puis la croissance de cette industrie ont favorisé la création d'une école spécialisée dans la formation d'ingénieurs hydrauliciens. Il en a été de même pour l'électrochimie et l'électrométallurgie, qui ont connu un rapide essor au début du siècle et qui ont entraîné la création d'écoles.

Double phénomène donc : l'industrie, en se développant, favorise la naissance d'écoles et l'éclosion de laboratoires de recherche. Les diplômés de ces écoles choisissent souvent des emplois dans la région, parcipant ainsi à la transformation et à la croissance des entreprises.

Au fil des ans, la construction mécanique, puis électrique et l'industrie papetière sont devenues des secteurs actifs de la capitale des Alpes. Mais malgré des technologies constamment renouvelées, grâce aux progrès de la recherche, ces secteurs connaissent quelques diffcultés.

L'électronique, le dernier-né des secteurs industriels de la cuvette, lui, a le vent en poupe. 300 emplois nouveaux sont créés chaque année dans la filière électronique, qui rassemble désormais 7800 personnes dans 60 établissements de production de matériels et 1000 salariés dans 80 sociétés de service en informatique.

Le point fort de l'électronique grenobloise est aujourd'hui le secteur des composants. Il emploie plus de 2200 salariés. La plupart dépendent du groupe Thomson qui dispose dans l'agglomération d'une importante unité de fabrication de circuits bipolaires (Thomson-DCI). Le groupe contrôle aussi la société EFCIS qui fabrique des circuits intégrés sophistiqués.

L'informatique, la construction d'ordinateurs, la fabrication d'appareils automatiques, se sont développées par l'installation d'unités de grands groupes (Hewlett-Packard, Semis), mais aussi par la création de petites sociétés de très haute technologie. Ces entreprises font aujourd'hui la force de Grenoble et le complément de son important secteur de recherche.

Présents dans l'électronique

La plupart de ces sociétés sont regroupées dans un parc technologique situé à Grenoble-Meylan et baptisé Zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques, la ZIRST. Près de 80 entreprises spécialisées dans les technologies de pointe, petites unités isolées par des rideaux d'arbres, préfigurent les usines et l'avenir.

Toutes ces entreprises grandes ou petites, implantées dans la région grenobloise, ont profité des services de l'INPG pour constituer leurs équipes. Ainsi à la Télémécanique, société spécialisée dans la télécommunication, les automatismes et les applications médicales, M. Bernard Guimier, lui-même ancien élève de l'ENSERG, déclare *« avoir rodé plus d'un ingénieur de l'INPG dans les années 1977-1978 avant qu'il ne saute le pas et fonde sa propre entreprise »*.

« Les meilleurs éléments »

La SOGREAH, entreprise d'ingénierie hydraulique, qui appartient au groupe CGE, possède un nombre imposant d'ingénieurs : 180. Parmi ceux-ci, 51 sortent de l'INPG avec des spécialités d'hydrauliciens, d'électrotechniciens ou d'électrochimistes. *« Avec 34 diplômes différents représentés, nous laissons largement ouvert le champ du recrutement dans l'objectif d'attirer chez nous les meilleurs éléments »*, explique le PDG de la SOGREAH, M. Jean-Pierre Gamot, lui-même diplômé en 1952 de l'INPG. Selon lui, *« au cœur de cette vaste confrontation, nous constatons que les anciens élèves de l'INPG se comportent parfaitement, tant au plan des compétences techniques qu'à celui de l'aptitude à la responsabilité »*.

Merlin-Gerin (appareillage électronique haute et moyenne tension), qui emploie plus de 7000 personnes dans ses unités situées dans l'agglomération grenobloise, compte 20 % d'anciens élèves de l'INPG parmi ses 1200 ingénieurs, à commencer par le plus célèbre d'entre eux, le président-directeur général, M. Jean Vaujany. Les électrotechniciens (220 diplômés sur les 250 ingénieurs concernés) se taillent la part du lion. On les retrouve dans les bureaux d'étude mais aussi dans le secteur commercial, et même dans la haute administration de l'entreprise, à l'image du secrétaire général, M. Xavier Beaurepaire.

Chez Hewlett-Packard, spécialisé dans la fabrication d'instruments électroniques, ce sont les informaticiens qui sont à l'honneur : 48 % sur 350 ingénieurs et cadres sortent de l'INPG, source importante et régulière de recrutement, un rôle qui devrait se confirmer dans l'avenir, Hewlett-Packard-France venant d'acquérir un terrain de 60 hectares à L'Isle-d'Abeau, dans le nord de l'Isère, pour créer une unité de fabrication complémentaire à celle de Grenoble.

Le Centre d'études nucléaires de Grenoble, lui, emploie 170 ingénieurs sur un total de 600 en provenance de l'INPG ; 120 d'entre eux sortent de l'Ecole nationale supérieure d'électricité, les 50 autres se répartissent entre l'électronique-chimie et l'électronique.

Le label INPG reste donc prisé des industriels grenoblois. Même si le recrutement des ingénieurs de haut niveau est bien évidemment ouvert à l'échelon national, voire à l'étranger, les quatre initiales situées sur le fronton de l'établissement central de l'avenue Félix-Viallet constituent toujours un bon passeport.

S. B.

(Enquête à Grenoble de Jean Marduel.)

Six grandes écoles...

L'ensemble INPG est constitué de six écoles d'ingénieurs, créées au cours du vingtième siècle pour former les techniciens dont l'industrie locale avait grand besoin.

La plupart de ces écoles sont maintenant implantées sur le campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères, à proximité des locaux des trois universités et des différents centres de recherche.

● ENSIEG

Honneur à la plus ancienne, l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs électriciens (ENSIEG) est une émanation directe de l'Institut électrotechnique de Grenoble (IEG) créé en 1901. Cette école a su s'adapter aux évolutions technologiques puisqu'elle possède la plus jeune section de l'INPG, celle du génie énergétique née en 1982.

Les six cents élèves ingénieurs se répartissent dans quatre sections d'enseignement :

– Electrotechnique, environ 100 diplômés ingénieurs par an ;

– Génie physique, 50 diplômés ;

– Automatique, 35 diplômés ;

– Génie énergétique et nucléaire, 25 diplômés.

L'enseignement permet d'aborder les problèmes posés par la production et les utilisations multiples de l'électricité en tant qu'énergie ou véhicule de *signaux de mesure et de commande* ; il conduit aussi les élèves à approfondir leurs connaissances sur les matériaux et les phénomènes physiques.

● EFPG

Fondée en 1907, l'Ecole française de papeterie (EFPG) possède un statut à part. Créée par les associations concernées, *elle est gérée par une association* loi de 1901 et rattachée par décret à l'INPG. Depuis son origine, l'école forme des ingénieurs pour la production de pâte, papier et carton. En 1981, elle a étendu son activité au secteur de l'imprimerie-transformation.

Environ 80 élèves se préparent à devenir ingénieurs de fabrication, fréquemment dans des unités de production de papiers spéciaux, ou responsables de conception, de fournitures d'équipements...

L'école a accueilli depuis sa création des élèves venus du monde entier, des Etats-Unis aux pays de l'Est, de la Finlande aux pays d'Afrique. Actuellement, 260 anciens, répartis dans cinquante pays, témoignent du rayonnement international de l'école.

● ENSEEG

L'Ecole nationale supérieure d'électrochimie et d'électrométallurgie a été créée en 1921 pour fournir des cadres aux industries métallurgiques et chimiques qui se développaient dans les Alpes grâce à l'énergie hydroélectrique. De cette époque l'école a conservé son nom et aussi ses relations avec le monde industriel.

Après une première année pluridisciplinaire, la soixantaine d'élèves de chaque promotion ont le choix entre deux sections : génie des procédés et matériaux. La première vise la formation d'ingénieurs de procédés de transformation de la matière, maîtrisant les outils de l'informatique et de l'automatique. La seconde a pour objectif la conception et la transformation de matériaux liées aux exigences technologiques.

● ENSHG

L'Ecole nationale supérieure d'hydraulique de Grenoble est l'émanation de l'Ecole d'ingénieurs hydrauliciens (EIH) fondée en 1929. Environ 150 élèves se partagent entre les trois filières :

– Mécanique des fluides industriels (MFI), qui forme des ingénieurs à l'utilisation des fluides variés rencontrés dans l'industrie.

– Génie hydraulique et ouvrage (GHO) prépare les élèves aux techniques d'étude et de construction des grands ouvrages nécessaires à l'aménagement du territoire.

– Ressources en eau et aménagement (REA) forme les élèves aux méthodes d'analyse d'utilisation, de planification et de gestion d'une matière première importante : l'eau.

● ENSERG

L'Ecole nationale supérieure d'électronique et de radioélectricité (ENSERG) provient de la fusion en 1965 de deux filières de formation d'ingénieurs, une section radioélectrique fondée en 1942 et une école d'électronique créée en 1957.

Chaque promotion, environ 90 élèves, est préparée aux activités d'ingénieurs de conception, de recherche, d'exploitation dans l'industrie privée et dans les grands services nationaux pour les secteurs : composants et circuits intégrés, systèmes électroniques complexes, traitement de l'informatique.

● ENSIMAG

L'Ecole nationale supérieure d'informatique et de mathématiques appliquées (ENISMAG) est la dernière née de l'institut. Elle a vu le jour en 1960, suite logique du développement de la recherche en mathématique et de l'arrivée, en 1957, d'un ordinateur à Grenoble.

L'école participe à la formation des cadres en informatique, soutenue dans cette mission par les pouvoirs publics. En 1985, 145 ingénieurs diplômés devraient sortir de l'établissement grenoblois. Comme leurs aînés, ils seront sans doute sollicités par le secteur industriel.

POINT DE VUE

Une voie nouvelle pour la formation des ingénieurs

par DANIEL BLOCH (*)

A la fin du dix-neuvième siècle, Grenoble est déjà une ville d'ancienne tradition universitaire, avec une université créée en 1339. Elle dispose d'une expérience industrielle solide, construite autour de la métallurgie, de la papeterie, des cimenteries. Mais ni son université ni son industrie ne dépassent réellement par leur notoriété ou par leur réussite ce que l'on pourrait attendre des ressources d'une petite ville provinciale de soixante mille habitants.

C'est alors que Grenoble définit et applique, à l'initiative de la chambre de commerce de Grenoble et avec le soutien effectif des collectivités territoriales, une politique originale, reposant sur des relations très étroites entre ses formations d'ingénieurs et ses entreprises industrielles. Tandis qu'ailleurs se mettent en place ou se développent trop souvent des universités peu attirées par les sciences de l'ingénieur, ou des écoles d'ingénieurs ne se préoccupant qu'insuffisamment d'enraciner leurs enseignements sur une recherche scientifique solide, Grenoble, au contraire, par une volonté commune des autorités universitaires, consulaires et municipales, entreprend de se doter d'un véritable Institut polytechnique auquel il est donné comme objectif de devenir la première université technologique du pays.

Le cadre naturel offrait des facilités considérables, permettant l'éclosion d'activités industrielles nouvelles reposant sur la production ou l'utilisation de l'énergie hydro-électrique. Ainsi les enseignements et les recherches sur l'électricité, l'hydraulique, l'électrométallurgie, l'électrochimie, la mécanique, furent largement développés à l'Institut polytechnique de Grenoble accompagnant l'essor industriel régional et national. Par contre, aucun déterminisme géographique particulier ne justifiait la vocation de Grenoble pour l'électronique, l'informatique, l'automatique, la robotique. L'Institut polytechnique fut à Grenoble le berceau où naquirent, puis à partir duquel se développèrent ces technologies nouvelles.

Ainsi, parmi les 13 000 anciens élèves de l'INPG en activité, un nombre important, 1 500, exercent leur activité dans l'agglomération grenobloise, dans des entreprises utilisant largement la présence de l'INPG. Ils sont ainsi 247 à Merlin-Gérin, 46 à Neyrpic, 51 à Sogreah (CGE), 197 au Centre d'études nucléaires de Grenoble (groupe CEA), 49 à Hewlett-Packard et 313 dans le groupe Thomson-CSF.

Leur place dans l'industrie nationale, où ils constituent un vingtième des ingénieurs diplômés en activité, est remarquable, avec des positions particulièrement fortes dans les secteurs de la production et de la distribution de l'énergie, des matériaux et, bien sûr, dans l'ensemble des entreprises de la filière électronique.

L'importance de la recherche

Une des caractéristiques essentielles de l'INPG est l'importance de ses activités de recherche. La recherche s'effectuant à l'INPG constitue, par le nombre des chercheurs, l'amplitude des contrats, le nombre de diplômes de formation auxquels elle conduit, près de 20 % de la recherche s'effectuant dans les écoles d'ingénieurs. Ainsi, par exemple, 40 % des thèses de docteur-ingénieur françaises en informatique ont été préparées à l'INPG.

Il est tout à fait remarquable que 93 % des chercheurs de l'INPG appartiennent à des laboratoires associés au Centre national de la recherche scientifique. Ce taux d'association au CNRS porte témoignage de la qualité des recherches se réalisant à l'INPG. On notera également que l'INPG doit une très large partie de ses ressources à des entreprises avec lesquelles il est lié par des conventions de recherche.

Ainsi, l'Institut national polytechnique de Grenoble, créé en 1901 et tel qu'il se présente sous la forme que lui a donnée en 1959 son directeur, le professeur Louis Néel, constitue, de par sa taille, la principale « université technologique » du pays. Il n'a pas encore, véritablement, la dimension qu'il souhaite avoir. Il est en effet aujourd'hui très clair que seuls des organismes d'une taille équivalente à celle des universités technologiques telles qu'on les rencontre, par exemple, aux Etats-Unis, en Suisse, aux Pays-Bas, peuvent bénéficier des moyens lourds et diversifiés nécessaires à la formation d'ingénieurs pour les technologies les plus avancées. Seuls de tels organismes peuvent mettre en place les très grands programmes de recherche nécessaires au développement des sciences de l'ingénieur. Il existe en France quelques établissements d'enseignement supérieur qui pourraient devenir l'équivalent français de ces universités technologiques étrangères. Encore faudrait-il qu'une politique cohérente visant à les renforcer et à leur donner une dimension véritablement internationale existe. L'université technologique est encore dans notre pays une idée neuve.

(*) Président de l'Institut national polytechnique de Grenoble.

L'institut vu par un employeur

RESPONSABLE du recrutement chez Schlumberger, M. Torrès évoque les rapports qui existe entre son entreprise et l'INPG.

« Considérez-vous que l'INPG a acquis une personnalité propre, indépendante du caractère des différentes écoles qui le composent ?

— Nous reconnaissons tout à fait le caractère propre de l'INPG. Ainsi, dans nos études sur le profil de nos ingénieurs, nous prenons en compte, au plan de leur formation, l'INPG et non pas telle ou telle école intégrée en son sein. Nous éprouvons cependant des difficultés à communiquer avec l'institut. **Peut-être faut-il y voir le fruit de la jeunesse de l'INPG.** Nous avons cinquante diplômés de l'INPG à Schlumberger. Ce qui place l'institut grenoblois au quatrième rang des grandes écoles pour le nombre d'ingénieurs travaillant au sein de nos sociétés, après l'INSEA, Arts et Métiers et Supélec.

» Cette situation ne nous paraît pas satisfaisante, car potentiellement l'INPG serait susceptible de nous fournir beaucoup plus d'ingénieurs. Malheureusement, il ne nous a pas encore été possible d'établir des liens privilégiés avec l'institut. L'INPG est ainsi la seule grande école d'ingénieurs avec laquelle nous n'avons pas pu organiser d'actions. Par exemple, pour les stages, nous leur avons, certes, envoyé notre « guide des stages », mais nous ne nous sommes pas rendus sur place pour présenter nos établissements. Nous avons donc, très certainement, reçu moins de stagiaires que le nombre de jeunes élèves de cette école intéressés par nos sociétés.

» On retrouve le même obstacle au niveau de l'embauche. Nous avons fréquemment utilisé les services de l'association d'anciens élèves, Houille Blanche, pour nos offres d'emplois et pour nous faire connaître auprès des diplômés de l'INPG. Mais nous regrettons cette situation qui n'est satisfaisante ni pour nous ni pour l'institut.

— Quelles sont les qualités essentielles que vous reconnaissez aux diplômés de l'INPG ?

— Si l'on observe les postes qu'occupent les cinquante diplômés de l'INPG employés par Schlumberger, on constate qu'ils sont partout. C'est-à-dire tant sur le terrain que dans les bureaux d'études. Nous avons là une excellente illustration de leur formation à la fois vaste et approfondie. Généralistes, ils sont aussi de redoutables spécialistes, particulièrement dans les secteurs de l'électronique, de l'électricité, de l'informatique et des mathématiques. Nous trouvons dans tous ces domaines des ingénieurs de haut niveau. L'homogénéité de la population des diplômés de l'INPG est d'ailleurs assez remarquable de ce point de vue.

— Comment situez-vous l'INPG par rapport aux autres grandes écoles, particulièrement dans vos grilles d'embauche ?

— Il est assez difficile de répondre à cette question. D'abord parce que tout notre secteur pétrolier n'a pas de grille d'embauche. Dès lors que l'on est ingénieur, il n'y a pas de différences. Pour le reste, c'est-à-dire les secteurs de mesures et de régulations, il y a une grille d'embauche, mais les écarts de rémunération entre catégories sont minimes. Ainsi entre la catégorie 1, dont relèvent l'X et Normale sup., et la catégorie 2, à laquelle appartient l'INPG, *il n'y a que* 570 F en moyenne de différence. Ainsi les diplômés INPG se situent pour nous au même niveau que les titulaires d'un diplôme des Arts et Métiers.

Grâce à la Houille blanche

Les anciens n'oublient pas les jeunes

LES anciens élèves diplomés de l'*Institut national* polytechnique de Grenoble (INPG) ont fondé, dès 1902, une association au nom évocateur de Houille blanche. Les premières expériences d'Aristide Bergès de production électrique d'énergie par barrage et conduites forcées venaient en effet d'être réalisées avec la chute de Lancey près de Grenoble. La houille blanche, par opposition à la production thermique à partir du charbon, paraissait, à juste titre, promis à un bel avenir.

L'association, qui regroupe cinq mille adhérents, dont mille cinq cents sur la seule région Ile-de-France, se place ainsi au quatrième rang des associations d'anciens élèves de grandes écoles d'ingénieurs. Elle est représentée en France par vingt-deux groupements régionaux. Ils constituent les véritables lieux d'animation des anciens élèves. Les présidents de ces groupements siègent avec voix consultative au conseil d'administration de la Houille blanche.

Reconnue association d'utilité publique en 1926, elle s'est fixé cinq objectifs, énoncés dans l'article premier de ses statuts : maintenir l'esprit de camaraderie, faire *prospérer les écoles constituant* l'INPG au profit de l'industrie française, aider ses membres à *étendre leurs connaissances*, défendre le droit des membres et leur venir en aide.

Du logement au placement

En fait l'association ne limite pas ses activités aux anciens des écoles, elle aide également les étudiants. Non seulement pour les loger mais aussi pour rechercher une aide financière et contribuer à les placer à la fin de leurs études.

La résidence la Houille blanche, construire à Grenoble grâce à une souscription, permet en effet de loger en priorité des étudiants de l'INPG. Une association du même nom a été créée en 1984 afin de prendre la relève de la Société de gestion de foyers d'étudiants pour assurer l'avenir de la résidence.

S'il est très rare que la Houille blanche puisse accorder directement des bourses, faute de moyens financier, certains groupements régionaux ont pu permettre des opérations de parrainage entre anciens et nouveaux étudiants de l'INPG.

En ce qui concerne le placement des étudiants, une partie des offres d'emplois destinées aux diplômés de l'INPG transite par l'association. Ce sont mille cinq cents offres d'emplois que la Houille blanche a ainsi rassemblés grâce à son réseau de liens naturels qui l'unit au monde de l'industrie. En fait, les ingénieurs de l'INPG ne connaissent pas de véritables difficultés en ce domaine. Mais il importe, souligne M. Jack Blanluet, président de Houille blanche, d'*« être certain qu'au moment du recrutement les trois années d'études soient prises en compte à leur juste valeur »*. En ce sens, des actions ont été entreprises avec succès auprès de l'EDF afin qu'elle ne déclasse pas les ingénieurs de l'INPG dans sa grille d'embauche.

La Houille blanche souhaite promouvoir l'image de l'INPG, en tant que tel. Car par-delà les différentes filières proposées par les écoles, les étudiants *« reçoivent tous une solide formation en mathématique et en physique »*.

L'association organise aussi des manifestations de prestige et édite une revue, *Ingénieurs INPG*, et un annuaire qui contribuent au maintien de liens de camaraderie entre les anciens de l'institut.

La revue, qui tire à six mille exemplaires, et paraît quatre fois par an, n'est pas un simple bulletin de liaison. Elle se veut aussi une *« revue de vulgarisation scientifique »* organisée autour de thèmes tels que *« les technologies nouvelles en électronique »* ou les *« composants électroniques micro-informatiques »*. M. Jack Blanluet prévoit d'éditer séparément un bulletin de liaison afin de resserrer les liens entre les membres de l'association.

L'association a, par ailleurs, fondé un prix annuel de la Houille blanche. Ce prix, attribué à un ingénieur diplômé de l'INPG, récompense des travaux *« particulièrement remarquables »* dans l'un des domaines enseignés à l'institut. L'association joue aussi un *« rôle d'accompagnement »* dans le développement de l'INPG. Représentée dans les conseils d'administration des écoles et de l'INPG, elle peut se faire l'interprète des besoins des industriels. C'est dans cette perspective qu'elle contribue à l'élaboration des programmes d'enseignement, à la mise en place de nouvelles filières et à la formation continue. Sur ce dernier point, la Houille blanche envisage d'engager elle-même certaines actions de formation. Elle procède à un sondage auprès de ses membres sur cette question. Ce sont surtout les jeunes diplômés qui sont les plus demandeurs. Arrivant dans une entreprise, ils sont soucieux de mieux s'intégrer à elle en acquérant des notions de gestion.

Le choix de Paris comme siège social de la Houille blanche dit bien cependant la difficulté pour une grande école de se voir reconnue dès lors qu'elle n'est pas parisienne. Toutefois, l'institut a déjà acquis une stature internationale, puisque l'on compte près de 20 % d'étudiants étrangers à l'INPG et que deux cents ingénieurs diplômés de l'INPG sont en poste en dehors du territoire national. Déjà six sections de l'association existent en Afrique. Et il est envisagé qu'elles prennent la forme de groupements.

LUC MOUILLÈRE.

Pour se préparer à affronter la vie professionnelle : *les « juniors entreprises »*

Il est habituel de rencontrer des « juniors entreprises » dans les grandes écoles de commerce et de gestion. Il est plus rare de voir fonctionner ces petites associations, qui assurent à la fois des petits jobs aux étudiants et en même temps rendent des services aux entreprises, dans les écoles d'ingénieurs.

A l'INPG, quelques jeunes élèves ont relevé ce défi. *« Parce que la pratique des mathématiques ne prépare pas forcément à gérer les hommes ou à partager le travail, et que les manips en laboratoire ne débouchent que rarement sur la réalité des contacts commerciaux, nous avons tenté l'expérience des juniors entreprises »*, explique M. Jean Bustany, élève de deuxième année à l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs électriciens (ENSIEG). Avec quelques camarades il s'efforce de trouver des marchés, de solliciter les responsables des petites entreprises comme des grandes pour qu'ils confient à son association une étude, un rapport, une recherche.

Il déclare avoir ainsi découvert *« l'importance de la fonction commerciale, la rigueur d'un cahier des charges et acquis des atouts pour affronter la vie professionnelle »*. Pourtant la situation économique n'est pas très propice et nombre d'entreprises surveillent leur budget avec vigilance, n'accordant que parcimonieusement des missions aux juniors entreprises. Malgré ces difficultés, les élèves de l'ENSIEG ont déjà réalisé des opérations diverses : modélisation de contraintes sur des gaines de forage, essai d'un bloc-moteur de perceuse, réalisation d'un logiciel.

Autre junior entreprise de Grenoble, celle créée par des étudiants de l'Ecole nationale supérieure d'informatique et de mathématiques appliquées (ENSIMAG). Avec une soixantaine d'adhérents, elle propose ses services et surtout la possibilité d'utiliser ses compétences techniques aux entreprises qui ont besoin d'un soutien en informatique. *« Un contact grandeur nature avec les contraintes, les délais, les impératifs du monde industriel »*, explique Bruno Villa, président de la junior entreprise de l'ENSIMAG.

Deux enquêtes du « Monde de l'éducation »

DEVENIR ingénieur. Qui n'a un jour songé, pour lui ou pour ses enfants, à cette voie royale vers la réussite ? De deux à dix offres d'emploi sont proposées à chaque jeune à la sortie de l'école : les entreprises s'arrachent les diplômés. Mais pour quoi faire ? Dans son numéro de mai dernier — encore disponible au *Monde* (1) — *le Monde de l'éducation* montre que le métier a changé : les jeunes ingénieurs ne sont plus attirés vers les fonctions de production, traditionnel emploi des ingénieurs. Aujourd'hui, 60 % d'entre eux occupent des postes administratifs, commerciaux ou technico-commerciaux. Heureuse surprise de l'enquête du *Monde de l'éducation* — qui présente, au niveau national, les formations, les débouchés, les carrières et les salaires : on peut aussi devenir ingénieur sans passer par la rude filière des classes préparatoires aux grandes écoles, grâce à la formation continue et aux accès sur titre.

Aux concours d'entrée aux écoles d'ingénieurs, justement, c'est le lycée Champollion, à Grenoble, qui se distingue particulièrement dans le « Palmarès 1984 des universités et des grandes écoles », que publie le numéro de juillet-août du *Monde de l'éducation* (2). Au concours commun d'entrée à l'Ecole nationale des ponts et chaussées, il se situe au neuvième rang pour l'option M et au dixième pour l'option P'. Mais les « prépas » de Champollion ne sont pas en reste pour l'entrée aux écoles de commerce : sixième pour l'entrée à Sup de Co (Paris), huitième pour HEC.

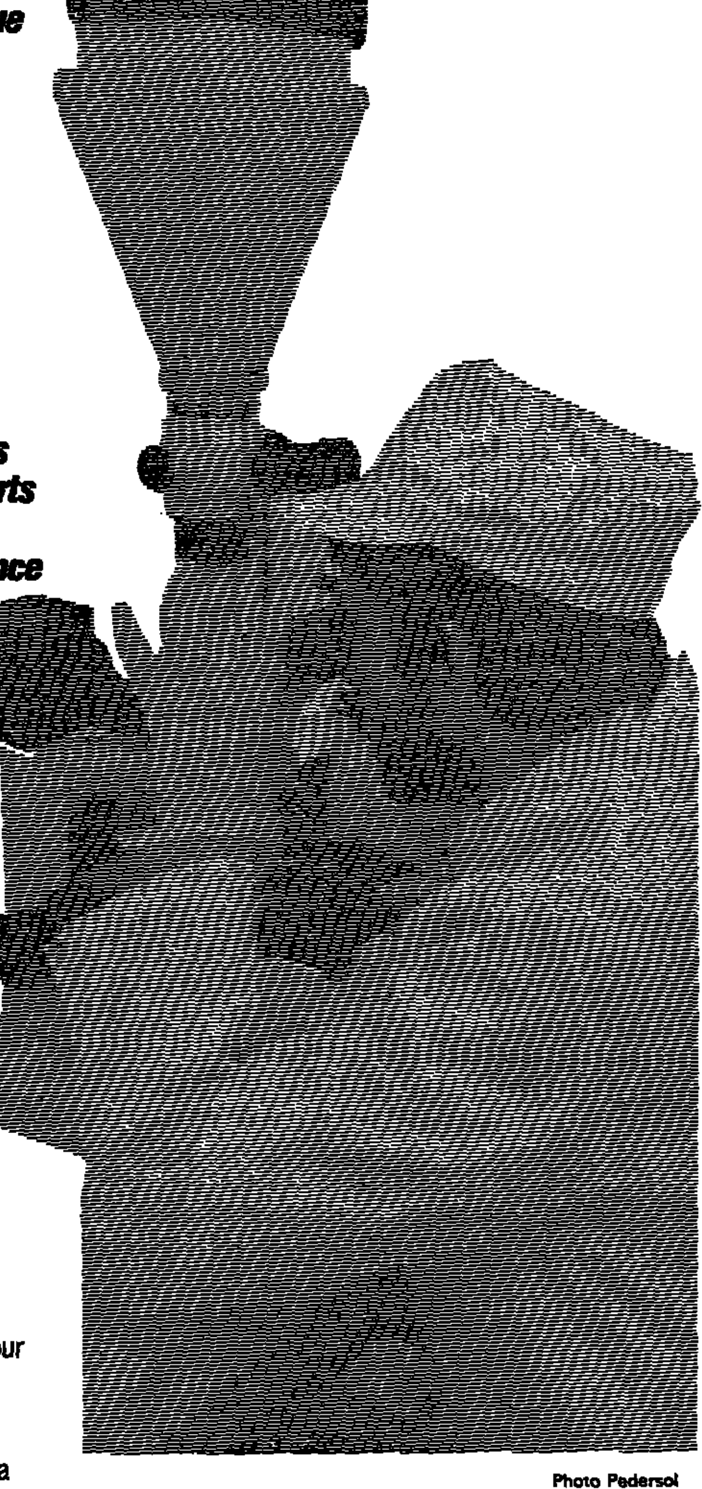
Et les universités grenobloises ? Le palmarès établi par *le Monde de l'éducation* cite surtout Grenoble I, qui possède *« les meilleures spécialités en analyse et en géométrie différentielle »*. L'environnement de l'IMAG et des écoles d'ingénieurs toutes proches participe à sa réussite. En outre, Grenoble II et Grenoble I se distinguent surtout en géographie alpine et en linguistique (études des dialectes et didactique) : *leur rang d'excellence au palmarès 1984 en témoigne.*

(1) Vente au numéro au *Monde*, 5, rue des Italiens. 75427 Paris Cedex 09.

(2) En vente le 3 juillet.

L'INPG EN 1984

1.600 élèves, 700 élèves-ingénieurs et 400 élèves-chercheurs diplômés chaque année, 650 chercheurs, 6 grandes écoles : l'INPG (Institut National Polytechnique de Grenoble) est aujourd'hui la première université technologique française.
Placé au carrefour de toutes les technologies d'avenir, le groupe INPG offre un potentiel extraordinaire d'enseignants, de chercheurs et de moyens matériels.
Des relations fructueuses et anciennes avec le monde de l'industrie, des efforts constants de recherche dans les créneaux les plus "pointus", la présence à Grenoble d'un environnement scientifique et technique de très haut niveau, expliquent pourquoi l'INPG, après avoir formé 20.000 ingénieurs (dont 13.000 en activité), fait maintenant jeu égal avec les meilleures universités technologiques mondiales.


Photo Pedersol



La Révolution de l'Intelligence Artificielle

L'intelligence artificielle sera au monde des 15 prochaines années ce qu'a été l'informatique pour les années 60 et 70. Les laboratoires de l'INPG, comportant certains des meilleurs spécialistes mondiaux de cette discipline, préparent dès maintenant les technologies qui vont révolutionner la relation de l'homme avec l'ordinateur. Exemple : les élèves de l'Ensimag reçoivent aujourd'hui une formation de plusieurs centaines d'heures en intelligence artificielle. Ils sont les seuls en France à bénéficier d'un enseignement de ce type aussi poussé. Demain, ils prépareront les entreprises à affronter ce nouveau "choc du futur"
En 1985, l'Institut de la Machine Intelligente créé par l'INPG, sera opérationnel et donnera à la France des atouts nouveaux pour gagner la bataille de la 3e révolution industrielle.

Un Ordinateur pour 12 Elèves

Huit minis, une trentaine de micros et plus d'une centaine de terminaux branchés en permanence sur l'énorme DPS 8 Bull du C.I.C.G. : calculez, il y a bien en moyenne un écran pour 12 élèves à l'INPG. Ici, l'informatique est partout chez elle. Chaque élève de l'INPG reçoit une solide formation de base qui lui permet d'utiliser l'outil informatique tout au long de ses études, pour le calcul, la modélisation, la simulation ou le dessin. Une part importante des matériels fonctionne en libre service (presque) 24 heures sur 24 !

Un Prix Nobel

Louis Néel, Prix Nobel de physique en 1970, ancien patron du prestigieux Centre d'Etudes Nucléaires de Grenoble, a dirigé l'INPG jusqu'en 1976. Il en est aujourd'hui le Président d'honneur. Son aura personnelle a attiré à Grenoble des enseignants et chercheurs de très haut niveau.

Depuis 80 Ans

La houille blanche qui, associant l'eau et l'électricité, a permis l'essor de Grenoble est aussi à l'origine de l'INPG au début du siècle avec la création de l'Ecole des Ingénieurs électriciens de Grenoble (IEG), en 1901. En 1984, les grandes écoles qui travaillent autour de l'eau et de l'électricité, sont toujours là : de l'Ecole d'Hydraulique à l'Ecole de Papeterie en passant l'Ecole d'électrochimie ou celle des ingénieurs électriciens, c'est l'illustration brillante d'une symbiose parfaite entre une université et son environnement industriel.
Rien d'étonnant alors qu'un grand nombre d'entreprises nationales leaders dans ces activités soient dirigées par d'anciens élèves de l'INPG.

1er en Informatique 2e en Electronique

Grâce à ses atouts (enseignants, méthodes pédagogiques, recherche, moyens matériels), l'INPG figure aujourd'hui dans le peloton de tête des grandes écoles. Exemple : l'Ensimag est considérée par le Monde de l'Education (1982) comme la première école d'informatique de France. Ce même journal place l'ensemble Enserg-Ensieg à la seconde place pour le groupe électronique-électrotechnique. De son côté, l'Usine Nouvelle (1984) porte l'Enserg à la 3e place des écoles d'électronique. Des accords récents passés entre l'INPG et l'université de Berkeley (Californie) confirment la dimension internationale du groupe INPG.

20 Millions pour une Salle de T.P.

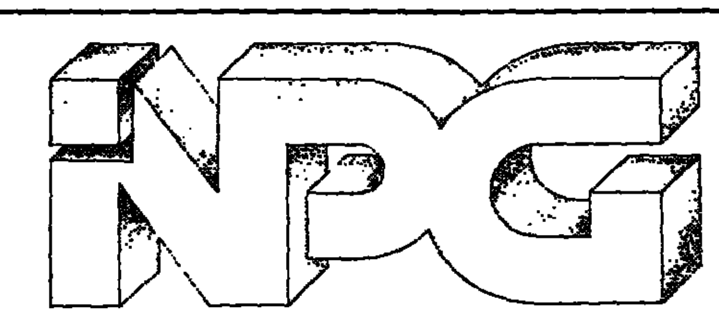
Inauguré en 1983, le Cime (Centre interuniversitaire de micro-électronique) est un outil décisif pour le développement de la filière électronique française. Cette fantastique salle de travaux pratiques de quelque 20 millions permet de concevoir, grâce à un très puissant système informatique, des circuits intégrés de plusieurs centaines de transistors et de les réaliser dans une "salle blanche" identique à celles des industriels. Grâce notamment au Cime, l'INPG pourra "produire" au cours des 8 prochaines années plus d'ingénieurs en électronique qu'il n'en a fourni au cours des 40 dernières années.

Créer et Entreprendre

L'INPG est à l'origine de la création de nombreuses entreprises très innovatrices. Exemple : la Zirst de Grenoble. Véritable parc technologique sans pareil en France, la Zirst compte des dizaines de jeunes sociétés dirigées par d'anciens élèves de l'INPG. Qui, très souvent, exploitent des innovations sorties tout droit de laboratoires de recherche. Cet esprit d'entreprise est encouragé pendant les études : ainsi des juniors entreprises fonctionnent dans toutes les écoles de l'INPG.

Six Grandes Ecoles

L'Institut National Polytechnique de Grenoble regroupe :
- **l'Ensimag** (Ecole nationale supérieure d'informatique et de mathématiques appliquées). Spécialités : informatique, mathématiques appliquées, conception de circuits intégrés, micro-informatique, génie logiciel, intelligence artificielle et robotique, systèmes et réseaux d'ordinateurs, recherche opérationnelle, etc.
- **l'Ensieg** (Ecole nationale supérieure d'ingénieurs électriciens). Spécialités : Electrotechnique : matériaux et conception des systèmes électrotechniques, contrôle et commande électro-nucléaire, réseaux électriques. Génie Physique : matériaux, composants. Automatique : commande des procédés industriels, traitement du signal.
- **l'Enserg** (Ecole nationale supérieure d'électronique et de radioélectricité). Spécialités : micro-électronique, traitement de l'information (matériel et logiciel), télécommunications.
- **l'Enseeg** (Ecole nationale supérieure d'électrochimie et d'électro-metallurgie). Spécialités : électrochimie, génie chimique, métallurgie, science des surfaces.
- **l'Enshg** (Ecole nationale supérieure d'hydraulique). Spécialités : hydraulique, mécanique des fluides industriels, aménagement du territoire, gestion des ressources en eau.
- **l'Efp** (Ecole française de papeterie). Spécialités : papeterie, imprimerie et transformation des papiers et cartons.



Institut National Polytechnique de Grenoble, 46 avenue Félix-Viallet 38031 Grenoble Cedex, tél. (76) 47.98.55

Le Monde

culture

LE PROJET DE LOI SUR LES DROITS D'AUTEUR A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les créateurs face aux nouveaux moyens de diffusion culturelle

Les hommes politiques ne seraient-ils pas passionnés par les phénomènes culturels ? Certes, le projet de loi sur les droits des auteurs, des artistes interprètes, des producteurs qu'a commencé d'examiner l'Assemblée nationale jeudi 28 juin ne concerne que l'aspect économique de la chose. Mais ce texte est très important, puisqu'il doit adapter la loi de 1957 (sur les droits d'*auteur) au développement* des nouveaux lieux de diffusion culturelle, tout particulièrement audiovisuelle, dont elle n'avait pu prévoir l'explosion (le *Monde* des 22 et 31 mai, 1er et 26 juin 1984). N'aurait-il pas été possible de permettre aux députés de se livrer à un travail législatif aussi complexe, à un autre moment que pendant les séances, obligatoirement perturbées par les navettes, d'une fin de session.

Pour *autant*, les *parlementaires* qui ont eu à se préoccuper du dossier l'ont fait avec sérieux, manifestant leur intention d'améliorer le projet préparé par M. Jack Lang, ministre délégué à la culture. Celui-ci, en le présentant, a tenu à le situer dans l'ensemble de la politique culturelle du gouvernement : « *donner à la vie intellectuelle et artistique une impulsion sans précédent* », faire en sorte que « *les nouvelles techniques participent à cet effort* » et donc réconcilier « *technique et création* ».

M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines), spécialiste de son parti pour les *nouveaux médias, a insisté sur* « *l'équilibre entre la sauvegarde nécessaire des auteurs et ayant droit et le développement indispensable des nouvelles techniques de communication* », nouvelles techniques dont M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise) rapporteur de la commission des lois, a prévenu qu'il ne fallait pas attendre « *une fièvre de l'or* » qui déverserait « *des pactoles* » sur les professionnels de la culture.

M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine), à l'inverse, a insisté sur « *les droits de la création et du travail artistique, de la conception à la réalisation des œuvres* », regrettant que dans le projet les droits des producteurs prennent le pas sur ceux des artistes.

L'opposition n'a pas contesté l'intérêt de ce texte. M. Jean Foyer (RPR, Maine-et-Loire) a reconnu qu'il comportait de nombreuses dispositions « *positives* ». M. Jean-Paul Fuchs (UDF, Haut-Rhin) fait la même analyse, tout en critiquant l'institution d'une redevance sur les cassettes vierges, alors qu'il lui aurait semblé plus judicieux d'alléger le taux de TVA sur les disques pour relancer cette industrie ; il a aussi critiqué le fonctionnment de la SACEM. Pourtant, lui et les autres orateurs de l'opposition ont surtout violemment critiqué *la création par* le projet d'un agrément par le ministre de la culture des sociétés chargées, comme la SACEM, de collecter et de répartir les droits des auteurs et des artistes.

M. Lang *s'est déclaré prêt à* « *un débat sérieux* » sur tous les amendements – y compris ceux de l'opposition – lors de la discussion des articles, qui doit continuer ce vendredi 29 juin. – TH. B.

LE BILAN ANNUEL DE LA SACEM

Le répertoire français se vend bien à l'étranger

« *La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) et la Société des droits de reproduction mécanique (SDRM) ont perçu 1 milliard 441 millions de francs en 1983, soit 9,10 % d'augmentation par rapport à l'année précédente* », a annoncé M. Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM, jeudi 28 juin lors de sa conférence de presse annuelle ; 190 millions de francs proviennent de l'exploitation à l'étranger du répertoire français et, pour la deuxième année consécutive, la balance des échanges avec l'ensemble des sociétés d'auteurs étrangers est favorable à la musique française.

Au total en 1983 près de cinquante mille créateurs et éditeurs français et étrangers ont reçu des droits : *15 785 ont perçu moins de 4 000 F* ; 4 868 entre 4 000 et 44 000 F ; 481 de 125 000 à 300 000 F ; 497 au-delà de 300 000 F.

Le directeur général de la SACEM a souligné que 1983 devait être considérée comme une année charnière entre l'affaiblissement des modes traditionnels d'exploitation des œuvres (récession des ventes de disques : 148 millions d'exemplaires contre 150,4 millions en 1982 ; stagnation de la musique vivante : 7 000 séances de moins qu'en 1982) et le développement à venir des nouveaux médias. *M. Jean-Loup Tournier* a enfin rappelé que le projet de loi sur les droits d'auteur était le résultat de deux ans de concertation entre les sociétés d'auteurs, d'artistes, de producteurs, de réalisateurs et le ministère de la culture.

MUSIQUE

LES « NOCES DE FIGARO », aux Champs-Elysées

Les degrés de la perfection

Après un *Don Giovanni* moyen et un admirable *Cosi fan tutte*, le Festival Mozart de l'Orchestre de Paris offre cette année au Théâtre des Champs-Élysées des *Noces de Figaro* qui feraient les beaux soirs de Salzbourg et d'Aix-en Provence.

Le décor de Jean-Pierre Ponnelle, dans les blancs gris qu'il affectionne, est une sorte de grand vestibule en forme de chapelle Renaissance, avec des fenêtres ovales et des portes qui fixent l'époque au dix-huitième siècle. Vestibule des rencontres, des *quiproquos, des jeux de cache-cache*, où chacun passe tour à tour et parfois se trouve pris au piège.

Ce n'est d'ailleurs au début qu'une misérable soupente sous l'escalier, où Figaro et Suzanne risquent de mener une vie précaire, entre deux sonnettes et sous les regards indiscrets qui ne manquent jamais d'ouvrir quelque porte, fenêtre, ou cette baie d'en haut derrière laquelle sans cesse passe quelqu'un.

Comme à son habitude, Ponnelle a réalisé une partition de gestes et de situations qui suit minutieusement l'œuvre de Mozart, la développe, en creuse toutes les possibilités, et l'on ne peut qu'admirer une telle invention toujours nouvelle chez un metteur en scène *qui a traité si souvent* le sujet.

De son côté, Daniel Barenboïm donne *à l'interprétation musicale* beaucoup de brio et d'éclat, avec un orchestre merveilleusement poli et *modéré*.

Cela dit, et qu'on ne démentira pas, d'où vient que cette soirée nous laisse *un certain sentiment d'insatis*faction, comme si nous devions craindre que l'habitude des chefs-d'œuvre ait émoussé notre sensibilité ?

Il y a des degrés dans le goût et la perfection. Refaisons le chemin en sens contraire. Daniel Barenboïm, qui avait si bien dégagé l'efflorescence du lyrisme dans *Cosi* l'an dernier et la complexité des personnages dans leur profondeur, reste un peu cette année à la surface de la comédie brillante où affleure le drame ; il lui manque en général deux dimensions essentielles des *Noces*, le pétillement de cette musique et la grâce qui survolent aussi bien la folle gaieté de cette pièce que sa dureté. Et pourtant, dans le pardon final, cette musique d'une divine humanité, il rejoint pleinement Mozart.

(Mais, de même que l'an passé, la *régie de Ponnelle est sans doute res*ponsable de l'impression d'ensemble du spectacle, y compris musicale. Et *ses qualités se retournent* cette fois contre elle ; c'est-à-dire que, à l'inverse de sa mise en scène parfaite du même ouvrage à Salzbourg (*le Monde* du 9 août 1973), le trait est presque toujours trop chargé, empâté ; les jeux inlassablement réinventés alourdissent, retardent, parfois désarticulent la musique ; ils divertissent, étonnent, enchantent aussi, mais on regrette qu'ils détournent ou entravent la course ailée des mots et des personnages.

La première scène et le *Se vuol ballare* de Figaro, obsédés par l'encombrant portrait du comte, les entrées et sorties répétées de Basile, les œillades de Bartolo à Suzanne, le *Non piu andrai*, véritable séance de *bizutage ou d'entraînement de* « marines », la gifle du comte à sa femme, les minauderies sans fin du *Sua madre*, le corps à corps de Suzanne et de Figaro sous les marronniers (en réalité des pins parasols), l'insistance de Chérubin à montrer jusqu'à la fin que c'est la comtesse qu'il désire : entre mille autres traits impossibles à rapporter, trop c'est trop.

Très grand metteur en scène, Ponnelle appuie ici à l'excès ses intentions, alors que chez Strehler chaque image s'inscrivait au fil même de la musique de Mozart, sans jamais la ralentir, dans son mouvement même.

Certains personnages souffrent quelque peu de cette surcharge. Ce n'est pas le cas de Julia Varady, comtesse aussi frémissante que sa Fiordiligi, tant le port et la voix ne sont que l'exhalaison de l'âme, de la vraie « personne » qui l'habite, droite comme un épée (malgré sa complaisance très marquée envers Chérubin), dont chaque parole, chaque inflexion du chant, s'enracinent au plus profond de l'être, ni du Chérubin de Suzanne Mentzer, révélation de cette soirée, au timbre riche et rare, avec de délicieuses demi-teintes, grande fille rieuse au milieu des pires dangers, qui rappelle la première apparition de Frederica von Stade, malgré un phrasé encore un peu simpliste dans son *Non so piu*.

Mais la Suzanne de Kathleen Battle (l'exquise Blondine de *l'Enlèvement au sérail*) ploie sous les maniérismes, les mimes et les jeux de scène virevoltant sans cesse, qui nuisent au caractère limpide de cette jeune femme, malicieuse et coquette certes, mais rayonnante et spontanée, telle que la dessinaient idéalement une Sciutti, une Freni ou une Stratas. Pourtant, quelle voix d'oiseau des îles, souple et roucoulante à la Barbara Hendrickx, et si délicatement colorée !

Si la bonne Jocelyne Taillon est poussée outrageusement à la caricature, affublée d'une toilette violette à fanfreluches noires, avec un énorme nœud dans le dos, un énorme chapeau et une chevelure *bouclée débordante, le comte de* Walton Groenroos n'est pas flatté ; plutôt abject, et l'on ne s'étonne pas *de le voir fourbir son fusil en médi*tant sa vengeance ; voix assez belle, avec comme un manque de consistance foncière qui accuse son côté lâche et cruel.

En revanche, Ferruccio Furlanetto *est enfin un vrai Figaro, brillant, frin*gant, digne du barbier de Séville, même s'il se fait berner par sa femme, avec ce qu'il faut de brutalité revendicatrice pour se dresser contre son maître, et une voix franche et chaleureuse, bien que son grand air du dernier acte reste un peu scolaire.

Le Bartolo débridé de Carlos Feller, le désopilant Basile rondouillard de Riccardo Cassinelli, Hans Kraemmer (Antonio), José Denisty (Curzio) et la délicieuse Barberine de Nadia Pelle complètent agréablement la distribution, ainsi que les chœurs excellents d'Arthur Oldham.

On s'en voudrait de gâcher le plaisir de ceux que raviront ces *Noces*, spectacle intelligent, plein d'imagination et d'une brillante qualité musicale, répétons-le, mais ce serait se faire beaucoup d'illusion sur le crédit accordé à un critique apparemment mal luné.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 1er, 5, 7, et 10 juillet.

EXPOSITION

AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Dessins de Chagall

La rétrospective de l'œuvre sur papier de Marc Chagall est *ouverte au Centre Georges-*Pompidou. Deux cents dessins, lavis, aquarelles, gouaches : *c'est une première.*

A quatre-vingt-dix-sept ans, le peintre est venu de Saint-*Paul-de-Vence revoir des œuvres* sorties de sa mémoire. Il a regardé ses dessins de jeunesse, *sans les commenter, mais* avec une petite lueur dans son œil saturnien : « *Je suis un vieil homme à présent...* »

De 1907 à 1983, de son enfance à son grand âge, on voit bien que la ligne du dessin est une fantasque aventure chez Chagall le coloriste.

J. M.

* Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 8 octobre.

REGGAE

JIMMY CLIFF EN TOURNÉE

La voie d'un crooner

Le succès de Jimmy Cliff qui fait actuellement un tabac avec ses nouvelles chansons, dépassant en termes de ventes les scores de Bob Marley (de son vivant), est celui d'un chanteur *qui a réglé son inspiration sur* les exigences du marché international, bien plus proche des productions funks à l'américaine que des racines du reggae.

Le reggae n'a, en réalité, pas plus de présence dans sa création que dans celle des groupes anglo-saxons (tels que Police) qui l'ont adapté à titre d'influence. Ce n'est, venant de sa part, ni un retournement de situation, ni un désaveu, même si l'on sait que depuis la mort de Marley la musique jamaïquaine n'a pas su trouver un second souffle.

Inspirée des grands chanteurs de rhythm'n blues américains, comme Sam Cooke et Otis Redding, sa carrière en effet s'est toujours ouverte à différentes options musicales depuis l'époque (1965) où, installé en Angleterre, il joue les juke-boxes humains en reprenant les têtes de hit-parades (*Wild World* de Cat Stevens, *A Whiter Shade of Pale* de *Procol Harum) pour tenter une per*cée sur le public blanc. Après une traversée du désert, il se tournera dans la seconde moitié des années 70 vers les racines africaines (*Give Thank*).

S'il est le premier à avoir ouvert au reggae la voie de l'Occident, Jimmy Cliff n'a jamais dressé l'étendard jamaïquain. De confession musulmane, à la différence de la plupart des musiciens de l'île, la mystique rasta n'a pas eu d'effet sur son discours, plus porté sur la condition sociale des Noirs en général.

Son histoire, sa légende, sont pourtant liées à celles d'Ivan, le héros qu'il incarne dans le film de référence du réalisateur jamaïquain Perry Henzell, *The Harder They Come* – il a été diffusé pour la Fête de la musique sur Antenne 2, – dont il a composé en partie la bande sonore et qui traduit avec force la pression qui règne dans l'île, ses antagonismes politico-religieux, les *rêves un peu naïfs des musiciens* face à la réalité implacable des producteurs marrons qui règnent en maître dans les circuits musicaux, l'incroyable misère des ghettos face à l'aisance des classes favorisées, un climat incertain qui flotte entre la chaleur des passions et la froideur de la mort.

Tout cela, Jimmy Cliff l'a vécu lorsqu'il quitte très jeune les collines du centre de la Jamaïque pour tenter sa chance à Kingston, enregistrant des 45 tours pour trois sous avant de se retrouver premier au hit-parade local et promu, à l'âge de quinze ans, au rang de chanteur le plus en vue de l'île. Ce qu'on retient aujourd'hui, c'est avant tout cette voix parfaite de crooner noir, soyeuse et sensuelle, au timbre modulé et aux accents langoureux. Elle a bercé une quantité de compositions (*Many Rivers To Cross, You Can Get It If You Really Want, Bongo Man*) qui sonnent comme autant de classiques.

ALAIN WAIS.

★ Après être passé à Paris (le 22 juin), au Havre, à Orléans, Jimmy *Cliff sera le 29 juin à Bordeaux*; le 30 à Limoges; le 7 juillet à Troyes; le 9 à Saint-Jean-de-Luz; le 10 à Mont-de-Marsan; le 11 à Port-Barcarès; le 12 à La Grande-Motte; le 13 à Grenoble; le 15 à Annecy; le 16 à Lyon; le 17 à Antibes; le 18 à Bandol; le 20 à Salon-de-Provence; le 21 à Redon.

★ Discographie chez CBS.

THÉATRE

FIN DES JOURNÉES DU CONSERVATOIRE

Seize grands petits soldats

Les Journées du Conservatoire d'art dramatique se sont achevées, le *jeudi 28 juin, sur une présentation* de la comédie du dramaturge allemand Jakob Lenz, *les Soldats*, qui *avait été créée en 1776.*

C'est l'Atelier de Claude Régy qui a accompli ce spectacle, joué par *seize actrices et acteurs qui quittent* cette année le Conservatoire. Spectacle qui a eu droit à des égards particuliers : il n'a pas eu lieu dans la grande salle des jours normaux, mais dans un espace plus choisi, la salle Louis-Jouvet, devant un public plus trié.

Cette mise en scène des *Soldats* a touché, formellement, une perfection. Décor, costumes, meubles, objets, lumières, musique, distribution mesurée des pas et des gestes dans l'espace et dans le temps, ainsi que telles ou telles inventions de détail de jeu, tout cela atteignait, dans son déroulement d'ensemble, un absolu de beauté, de cadence, de ferveur, auquel ne peuvent d'habitude prétendre que des arts qui mettent en jeu un nombre moindre de composants, tels que, chacun pour soi, la musique (Bach en particulier), l'architecture (le cistercien), la danse.

La présentation des Soldats par la promotion 1984 sous la conduite de Claude Régy aura été ainsi, « *formellement* » *disions-nous, un événe*ment de première grandeur de la vie de notre théâtre cette saison, y compris au-delà des murs du Conservatoire.

Mais, ce faisant, une faute a été *commise, une faute immense.* Parce que, à tout prendre, c'étaient des étudiantes et des étudiants qui *étaient là, dont la préparation* s'achève, et qui ont aujourd'hui leur vie d'acteur devant eux.

Or la perfection formelle, visuelle, sonore, gestuelle, de ces *Soldats* n'a été atteinte qu'en échange d'un effondrement entier de l'intervention de l'acteur. De la liberté, de la personnalité, de l'imagination créatrice de l'acteur.

La pavane impeccable réglée par Claude Régy, ou mise au point selon ses normes, a soumis chaque acteur à faire passer par sa bouche une parole atonale, amorphe, uniforme, qu'elle soit hurlée ou murmurée, et à figurer par leurs membres des signes automatiques, désincarnés. C'est la fin des êtres personnels, des consciences singulières.

Les acteurs, agents décérébrés d'une harmonie irréprochable, peuvent être échangés l'un pour l'autre. Tout se passe comme si, d'une représentation à l'autre, ils allaient reproduire un processus matériel machinal, *au centimètre et au dixième de* seconde près, et que la rigueur d'une telle tâche leur interdisait de ressen*tir, de percevoir, de penser.*

Que cette abdication entière, que cet asservissement entier de l'acteur *à l'exécution* de cette parade somptueuse, suscite un effet violent, ce n'est pas niable : le spectateur devient l'objet d'une *manière* d'hypnose, bouleversante. Mais, s'agissant de l'acteur, de son libre arbitre, de *son besoin peut-être de créer* une image, une voix, quelque chose comme la poésie d'un témoignage inconnu, alors il serait légitime de définir la besogne des acteurs de ces *Soldats* comme un exercice circonscrit, et rien de plus (mais rien de moins) qu'un exercice.

Mais, hélas, le péril et la diablerie de Régy tiennent à ce que *ce simple* exercice, de par le comble de son style, permet d'accomplir trois heures de théâtre –, celles de ces *Soldats* – dont la splendeur et même le mystère ne sauraient en aucun cas être retrouvés dans l'aventure misérable, hasardeuse de la femme, de l'homme, acteurs qui, soir après soir, année après année, envoient leur cœur et leurs mains en avant, dans du noir, dans du vide, avec une folie de créer quelque chose.

Ces prodigieux, ces sublimes, mais ces suicidaires *Soldats* ont rejeté dans l'ombre, et pour tout avouer ont jeté une grande ombre froide, sur les scènes de comédie ou de tragédie que les jeunes acteurs du Conservatoire étaient venus montrer, dans la grande salle commune, les deux jours précédents. Ainsi ces Journées 1984 s'éloignent-elles sur un très grand souvenir amer et sur un injuste oubli. Mais tous ces acteurs, à l'école ou sur les planches, nous les retrouverons, nous ne pouvons nous passer d'eux, ils sont l'autre face de nos vies, et si souvent celle-là que l'on voudrait avoir vécue.

MICHEL COURNOT.

CINÉMA

AU FESTIVAL DE LA ROCHELLE

Jean-Loup Passek présente « l'école de la vie »

Sans hausser le ton ni prétendre édifier quiconque, Jean-Loup Passek poursuit à *La Rochelle*, en marge de la manifestation officielle centrée sur le théâtre et la musique, une expé*rience dont la rigueur dans la conti*nuité et la variété dans les choix méritent plus que le respect.

S'il ne fut pas le premier à créer une rencontre cinématographique parallèlement à un festival axé sur *d'autres disciplines* – Jacques Robert, aujourd'hui démis de ses fonctions, l'avait largement précédé *à Avignon du vivant même de Jean* Vilar et avec son accord, – il a su bon an mal an inviter des cinéastes *français et étrangers venus des cinq* continents, et les mettre sur un strict pied d'égalité comme si le Septième *Art aujourd'hui appartenait véritable*ment à tous. La quantité n'étouffe pas la qualité.

Comment les films sont-ils choisis ? Jean-Loup Passek ne se déplace jamais lui-même au bout du *monde, déléguant ses pouvoirs à des missi dominici*, qui en Inde, qui en Chine, au Japon, un peu partout, ou tout bonnement, comme il le rappelle volontiers, se contentant de lire les meilleures revues de cinéma françaises et étrangères pour être informé. Il propose aux spectateurs de La Rochelle, jusqu'au 6 juillet, en dehors de toute compétition, un éventail de soixante-douze films réalisés entre 1913 et 1984, qui peuvent constituer pour un *novice*, et *pour tout esprit simplement curieux*, une merveilleuse introduction à l'histoire du cinéma.

La Suède est deux fois représentée, par des hommages à Victor Sjöström, un des maîtres du muet, *l'interprète d'un grand Bergman, les Fraises sauvages*, et à Jan Troell. Les Etats-Unis ont droit à la portion congrue, après la visite de Richard Brooks et de Robert Aldrich (peu de temps avant sa mort prématurée), ces dernières années : *Stranger Than Paradise*, de Jim Jarmusch, caméra d'or du récent Festival de Cannes, production indépendante, et quatre œuvres du réalisateur africain-américain (mais éthiopien de naissance), Haïlé Gérima. Smita Patil, la première des jeunes vedettes indiennes, découverte il y a trois ans à La Rochelle au Festival des Trois Continents, reçoit un hommage spécial. Et, pour la première fois, La Rochelle honore le cinéma d'Afrique noire. L'URSS présente cinq films, *dont Agonia* de Klimov.

Jean-Loup Passek complète ce panorama avec quatre autres hommages : au cinéaste anglais Michael Powell, au cinéaste allemand Reinherd Hauff (*le Couteau dans la tête*), au cinéaste slovène Matjaz Klopcic et à notre compatriote Claude Miller. Michael Powell est revenu quarante ans plus tard, en 1978, sur les lieux de tournage de son film écossais semi-documentaire *The Edge of the World (A l'angle du monde)* : ça s'appelle tout bonnement *Return to the Edge of the World !* Matjaz Klopcic fut, du temps de Michel Delahaye, un des auteurs favoris des *Cahiers du cinéma*, avec notamment *Sur les ailes en papier*. Tous les metteurs en scène cités, sauf Sjöström, décédé depuis longtemps, ainsi *que Smita Patil*, seront présents à La Rochelle.

Destiné d'abord à enseigner l'histoire et la géographie, poète à ses heures, attelé depuis plusieurs années à un dictionnaire du cinéma chez *Larousse* qui promet d'être un événement, Jean-Loup Passek appelle le cinéma « *l'école de la vie, bien plus que les études* ». On peut contester cette affirmation, non son enthousiasme, sa volonté de rendre *le cinéma de tous les pays accessible* à tout le monde. La Rochelle, cette année, nous paraît particulièrement exemplaire ; *un modèle à offrir à nos* salles d'art et d'essai et à nos chaînes de télévision.

LOUIS MARCORELLES.

★ La Rochelle, tél. (46) 41-03-02.

PETITES NOUVELLES

■ PROGRAMME DES MATHURINS. – Le comédien Gérard Caillaud et le metteur en scène Jean-Claude Amyl reprennent la direction du Théâtre des Mathurins, succédant ainsi à Henri de Menthon. A partir du 12 septembre, Jean-Claude Amyl présentera *la Dernière Classe*, de Brian Friel. A partir du mois de novembre, la Compagnie Gérard Caillaud donnera des matinées classiques. Le jeudi soir doit être consacré à la musique. Une seconde salle de cent places sera ouverte à des animations pour les enfants, à des spectacles poétiques à 18 h 30 et, en soirée, à des auteurs contemporains.

■ INCENDIE A PINEWOOD. – Une partie des studios de cinéma de Pinewood (Grande-Bretagne) a été détruite par un incendie le 27 juin. Le montant des dégâts s'élève à plus de 1 million de livres (12 millions de francs environ).

■ PRIX DES CRITIQUES A J. WISNIEWSKI. – Au terme du Théâtre des nations 84, à Nancy, l'Association internationale de la critique dramatique a décerné le 27 juin son prix au metteur en scène polonais Janusz Wisniewski.

■ ADIEUX ARGENTINS. – Le guitariste et chanteur argentin Yanquetruz donnera son dernier récital à Paris samedi 30 juin, à 20 h 30, au FIAP (1), salle qui l'avait accueilli pour la première fois il y a dix ans. Réfugié politique, Yanquetruz retourne dans son pays natal après un long exil. Arrivé en France après le putsch au Chili, où il résidait depuis trois ans, le chanteur a sillonné le pays avec, à son répertoire, des poèmes de Neruda, Nicolas Guillen, Atahualpa Yupanqui, sur des musiques de sa composition.

(1) FIAP (Foyer international d'accueil de Paris), 30, rue Cabanis, 75014 Paris, tél. : 589-89-15.

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Manon, dir. R. Giovaninetti.

ODEON (325-70-32), 20 h 30 : Frédéric, prince de Hombourg.

PETIT ODÉON (salle Roger-Blin) (325-70-32), 18 h 30 : Homme avec *femme, arbre et enfant.*

BEAUBOURG (277-12-33), Cinéma-vidéo : 15 h : Hommage à la Sculpture (*The Art Show*) ; à *18 h* : Collections du musée ; Théâtre-danse : 18 h 30 : répétitions publiques ; à 20 h 30 : Cadran solaire.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 18 h 30 : Carolyn Carlson ; à 20 h 30 : Ballet Cullberg.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : les Ballets Bougarabou.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 : Naïves Hirondelles.

ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 45 : Nos premiers adieux.

ARCANE (272-81-00), 20 h 30 : Sade, Français, encore un effort.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : le Nouveau Testament.

ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), 20 h 30 : Cocteau-Jarry.

ATELIER (606-49-24), 21 h : le Neveu de Rameau ; 18 h 30 : Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu.

BASTILLE (357-42-14), 21 h : Démons.

CALYPSO (227-25-95), 20 h 30 : la Mort douce ; 22 h : Une araignée au plafond.

CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-48-65), 20 h 30 : Zod, zod, zod...inque.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre, 20 h 30 : Artemisia Absinthium ; Galerie, 20 h 30 : l'Art de la fugue ; La Resserre, 20 h 30 : l'Ecole des mères.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : le Barbier de Séville.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : les Aventures de la villégiature.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : S.O.S. homme seul.

ÉDOUARD VII (742-57-49), 20 h 30 : Treize à table.

ESPACE GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : la Mouche et le Pantin.

ESPACE 88.5, 21 h : Scapino Fantasmia.

ESPACE KIRON (373-50-25), 21 h : l'Eternel amoureux.

ESPACE MARAIS (584-09-31), 20 h 30 : Le dit de la pierre.

ESSAION (278-46-42), I, 18 h 30 : Nuit et jour ; 20 h 30 : Sensualité ; 22 h : Tabous. – II, 20 h 30 : Vie et mort de P. P. Pasolini ; *22 h 15* : *Rimbophélie.*

GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18), 21 h : Chacun pour moi.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : Terrain vague.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Bonsoir Prévert.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : la Mort vivante ; 20 h 15 : Six Heures au plus tard ; 22 h 30 : Hiroshima, mon amour. II. 18 h 30 : la Voix humaine ; 20 h 15 : Quatuor ; 22 h 15 : Journal intime de Sally Mara. – Petite salle, 22 h 30 : Duo Cobra.

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Œufs de l'autruche.

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Madame Benoît ; 22 h : La reine est morte.

MARIGNY, grande salle (256-04-41), 21 h : J'y suis, j'y reste ; salle Gabriel (225-20-74), 21 h : le Don d'Adèle.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 21 h : J'ai deux mots à vous dire.

MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : Exercices de style. – *Petite salle*, 21 h : la Salle à manger.

ŒUVRE (874-42-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.

PARC DU CHAMP-DE-MARS, 20 h : Ondaiko, Tambours.

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 45 : la Polka du spleen.

POCHE (548-92-97) (D.), 20 h : Gertrude morte cet après-midi. II. 21 h : le Plaisir de l'amour.

PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 45 : le Pain dur.

RENAISSANCE (208-18-50), 20 h 45 : le Vison voyageur.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.

STUDIO BERTRAND (783-99-16), 20 h : l'Échelle des vertus ; l'Arbre de mademoiselle d'Escarbasse.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), I. 20 h 30 : l'Écume des jours. II. 22 h 30 : Fando et Lis.

TEMPLIERS (303-76-49), 19 h : la Balade de Monsieur Tadeuz ; 20 h 30 : Offertes à tous en tout mignonnes.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), 20 h 45 : la Revanche de Nana ; 21 h 45 : Y'en a marrez... et vous.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE PARIS, grande salle (280-09-30), *20 h 30* : *Wielopole Wielopole* (dern.).

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Salomé.

THÉATRE 13 (588-16-30), 21 h : Fando et lis.

TOURTOUR (887-82-48), 22 h : Arlequin poli par l'amour.

TRISTAN BERNARD (522-08-40), 20 h 30 : le Royaume de Dieu.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : Psy cause toujours ; 22 h : Laissez-les rire.

VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 45 : le Bluffeur.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 21 h : Laissez chanter les clowns ; 22 h 15 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh=MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés *Monstres* ; *II. 20 h 15* : *Pas de citrouille* pour Cendrillon ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Mains basses sur la ville ; 22 h 15 : l'Omelette aux pingouins.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II. 20 h 15 : Ils avaient les foies dans l'Ouest ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention ! belles-mères méchantes.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 19 h 30 : *Britannicus* ; *21 h 30* : *Moi je craque*, mes parents raquent.

PROLOGUE (575-33-15), 21 h : Téléphonosolo.

RESTO-SHOW (508-00-81), 20 h 30 : Les orties ne poussent que dans le fossé.

SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent ; 21 h 30 : la Folle Nuit érotique de Roméo et Juliette ; 22 h 30 : Acide.

SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93), 20 h 15 : M. Boujenah.

LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre.

LE THEATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 21 h : La gauchère contrariée ; 22 h 30 : théâtre de poche.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20h 30 : Petitelle.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.

La danse

AMERICAN CENTER (321-42-20), 21 h : Y. Chuma.

BASTILLE (357-42-14), 20 h : One Step Beyond ; 21 h : Tanaka Min. – Port de l'Arsenal, 21 h : Démons.

TH. DE L'ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : *Ballets Jazz Art.*

Le music-hall

BATACLAN (700-30-12), 20 h 30 : Mezz, la rage de vivre.

L'ÉCUME (542-71-16), 20 30 : D. Devère.

GOLESTAN (542-78-41), 18 h 30 : Musique traditionnelle iranienne-turque.

MJC BELLEVILLE (364-68-13), 20 h 30 : Altiplano.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : le Feu à la tête.

LA TANIÈRE (337-74-39), 21 h : 23 mai 1989, un train s'arrête... Chansons d'eaux mirées ou rêveries d'un gardien de phare.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), à 21 h : De Broadway à Hollywood. – Petite salle, 20 h : B. Cook, W. Harper.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 30 : Los Indianos, Mosalini/Caratini/Beytelman ; 24 h : Mariana.

Opérettes

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : Plein feu sur Offenbach.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24) : 21 h : Mam'zelle Nitouche.

HOTEL GOUTHIERE, 21 h : Apothicaire et perruquier.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : l'Opérette avec P. Merval et P. Merkès.

POTINIÈRE (266-44-16), 20 h 30 : le Roi-Cerf.

Vendredi 29 juin

Grands spectacles

PALAIS OMNISPORTS DE BERCY (346-12-01), 20 h 30 : 6 juin 1944 (sous *réserve*).

Les concerts

Lucernaire, 21 h : C. Hinojosa, L. Villey (Musique de la Renaissance).

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris.

Eglise St-Julien le Pauvre, 20 h : Ensemble de chambre de Paris (Vivaldi).

CC Coréen, 18 h 30 : Kim Moon Hui.

Jazz, pop, rock, folk

BATACLAN (700-30-12), 23 h : F. Chassagnite, O. Johnson, A. Mattei, D. Lemerle.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : G. Badini Swing Machine.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h : Charanga Sazon.

CITHEA (357-99-26), 20 h : Alex and co.

FORUM (297-53-47), 18 h : Casanova + Standing ; 21 h : Movement + Les provisoires.

GEORGE KILLIAN'S TAVERN (354-96-91), 21 h : Shamrock.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : R. Raux, A. Jeanmarie, G. Brown, A. Cullaz.

PÉNICHE (249-74-30), 20 h 30 : J. Le Ravican ; 22 h 30 : Tokoto Ashanti.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Metropolitan Jazz Band.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : M. Graillier trio.

RADIO-FRANCE, Auditorium 105 (524-15-16), 19 h : Libre parcours jazz.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Tin pan stompers.

SUNSET (261-46-60), 23 h : F. Sylvestre, T. Rabeson, M. Bertaux, F. Faure.

TROIS MAILLETS (354-00-79), 23 h : La Velle.

TWENTY ONE (260-40-51), 23 h : Joe Lee Wilson ; Joy of Jazz.

ZÉNITH (558-45-32), 20 h : M. Nascimento.

TWENTY ONE (260-40-51), 23 h : Joe Lee Wilson ; Joy of Jazz.

Les festivals

Festival du Marais

(887-74-31)

THÉATRE

Cour d'honneur de l'hôtel d'Aumont, 21 h 30 : Liecbi ou l'esprit des bois.

Cave de l'hôtel de Beauvais, 22 h : La répétition dans la forêt.

DANSE

Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 20 h 45 : Miserere.

CONTES ET CHANSONS

Hôtel de Beauvais, 20 h 30 : Classées X.

Jardins de l'hôtel de Marle, 21 h : Le voyage de Poeyk.

Place du marché Sainte-Catherine, 19 h 30 : Irradié ; 20 h 30 : Trafalmador.

Festival de l'Ile de France

(723-40-84)

Levallois-Perret, parc de la Planchette et mairie, à partir de 18 h 30 : Orchestre de chambre B. Thomas, dir : B. Thomas (Haëndel, Vivaldi).

En région parisienne

CHANTILLY, Jeu de Paume, à 21 h : H. Dreyfus, M. Debost, A.-M. Lasla (Rameau).

LA DÉFENSE, Esplanade, 22 h 30 : Daphnis et Chloé.

MONTREUIL, Studio-Théâtre (858-65-33), 21 h : le Petit Maître corrigé ; TEM, 21 h : la Rivière sanglante.

VERSAILLES, XXI[e] Festival (950-36-22), Th. Montansier, 21 h : Ensemble de chambre de l'Orchestre de Paris (Mozart).

VINCENNES, Th. D.-Sorano (374-81-16), 21 h : L.F.C.

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, J'étais une pécheresse, de G. Pastina ; 19 h, Hommage à K. Wolf : Etoiles ; 21 h : Ophélia, de C. Chabrol.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h, Kean, Désordre et Génie, de A. Volkoff ; 17 h : Young People, de A. Dwan ; 19 h : la Main dans le piège, de L. Torre-Nilsson.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr.) (*) : UGC Marbeuf, 8[e] (225-18-45).

APPELEZ-MOI BRUCE (A. v.o.) : Gaumont Ambassade, 8[e] (359-19-08). V.f. : Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14[e] (321-41-01).

LES ARAIGNÉES (All.) : Studio Saint-Séverin, 5[e] (354-50-91).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5[e] (634-25-52) ; Cinéma Présent, 19[e] (203-02-55).

BEAT STREET (A., v.o.) : Paramount Mercury, 8[e] (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14[e] (321-41-01).

BONJOUR LES VACANCES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; George V, 8[e] (562-41-46). V.f. : Arcades, 2[e] (233-54-58) ; Lumière, 9[e] (246-49-07) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06).

BREAK STREET 84 (A., v.o.) : Normandie 8[e] (359-41-18). V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; UCG Odéon, 6[e] (325-71-08) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44).

CARMEN (Esp., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17[e] (380-42-05).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2[e] (742-97-52) ; *Monte-Carlo*, 8[e] (225-09-83) ; Kinopanorama, 15[e] (306-50-50).

LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavois, 15[e] (554-46-85).

LA CLÉ (It., v.o.) (**) : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; UGC Odéon, 6[e] (325-71-08) ; UGC Ermitage, 8[e] (359-15-71). V.f. : UGC Rotonde, 6[e] (633-08-22) ; UGC Boulevard, 9[e] (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; UGC Convention, 15[e] (828-20-64) ; Tourelles, 20[e] (364-51-98).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : George V, 8[e] (562-41-46) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11). V.f. : Lumière, 9[e] (246-49-07).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5[e] (354-20-12) ; UGC Marbeuf, 8[e] (225-18-45).

LA DÉESSE (Indien, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77) ; 14-Juillet Parnasse, 6[e] (326-58-00) ; Olympic Balzac, 8[e] (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2[e] (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4[e] (272-63-32) ; Cinoches, 6[e] (633-10-82).

EN PLEIN CAUCHEMAR (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8[e] (359-15-71). V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93).

EMMANUELLE IV (**) Maxéville, 9[e] (770-72-86).

L'ÉTÉ DU BAC (A., v.o.) : Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10).

LES ÉVADÉS DU TRIANGLE D'OR (A., v.o.) : George V, 8[e] (562-41-46). V.f. : Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Bienvenüe Montparnasse, 15[e] (544-25-02).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Épée de Bois, 5[e] (337-57-47) ; André Bazin, 13[e] (337-74-39).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2[e] (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; UGC Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; Escurial, 13[e] (707-28-04).

FEMALE TROUBLE (**) (A. v.o.) : 7[e] Art Beaubourg, 4[e] (278-34-15).

LA FÊTE DE GION (Jap., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14[e] (545-35-38).

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Impérial, 2[e] (742-72-52) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Bastille, 12[e] (307-54-40) ; Parnassiens, 14[e] (320-30-19) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01).

FOOTLOOSE (A., v.o.) : *UGC Biarritz*, 8[e] (723-69-23).

FORBIDDEN ZONE (All., v.o.) : 7[e] Art Beaubourg, 4[e] (278-34-15).

FORT SAGANNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8[e] (720-76-23) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Bienvenüe Montparnasse, 15[e] (544-25-02).

LA FRANCE INTERDITE (Fr.) (**) : Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8[e] (562-45-76) ; Max Linder, 9[e] (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9[e] *(742-56-31)* ; *Paramount* Bastille, 12[e] (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25).

L'HOMME AUX FLEURS (Aust., v.o.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6[e] (326-80-35).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Cluny Palace, 5[e] (354-07-76) ; UGC Odéon, 6[e] (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6[e] (544-12-27) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; UGC Normandie, 8[e] (359-41-18). V.f. : Rex, 2[e] (239-83-93) ; Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; UGC Gobelins, 13[e] (336-23-44) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Gambetta, 20[e] (636-10-96).

LIQUID SKY (A., v.o.) (**) : Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; St-Germain Studio, 5[e] (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6[e] (326-58-00).

LOOKER (A., v.o.) : 7[e] Art Beaubourg, 4[e] (278-34-15) ; Publicis Matignon, 8[e] (359-31-97). – V.f. : Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10).



LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15[e] (554-48-85) ; Boîte à films, 17[e] (622-44-21).

MARIA CHAPDELAINE (canadien) : *UGC Opéra*, 2[e] (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; UGC Danton, 6[e] (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6[e] (633-08-22) ; UGC Bastille, 8[e] (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11[e] (357-90-81) ; Murat, 16[e] (651-99-75).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6[e] (326-58-00).

MISSISSIPPI BLUES (franco-américain) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5[e] (634-25-52) ; La Pagode, 7[e] (705-12-15) ; Boîte à films, 17[e] (622-44-21).

LES MORFALOUS (Fr.) : Colisée, 8[e] (359-29-46).

LE MYSTÈRE SILKWOOD (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5[e] (633-63-20) ; Élysées Lincoln, 8[e] (359-36-14) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Miramar, 14[e] (320-89-52).

NEW-YORK NIGHTS (A. v.f.) (**) : Bergère, 9[e] (770-77-58).

NOTRE HISTOIRE (Fr.) : Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27).

PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Movies, 1[er] (260-43-99).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : Forum Orient-Express, 1[er] (233-42-26) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; *George-V*, 8[e] (562-41-46) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; Mistral, 14[e] (539-52-43) ; *Gaumont Convention*, 15[e] (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18[e] (522-46-01) ; Gambetta, 20[e] (636-10-96).

LA PIRATE (Fr.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; UGC Opéra, 2[e] (261-50-32) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; *Olympic Balzac*, 8[e] *(561-10-60)* ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15[e] (554-46-85).

RECKLESS (A., v.o.) : Saint-Michel, 5[e] (326-79-17) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08).

RUE CASES NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5[e] (337-57-47).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9[e] (770-63-40).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles, L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi ; Escurial, 13[e] (707-28-04).

STREAMERS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6[e] (633-97-77).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Marbeuf, 8[e] (225-18-45).

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Cinoches, 6[e] (633-10-82) ; *Marbeuf*, 8[e] (225-18-45).

LE TOMBEUR, LE FRIMEUR ET L'ALLUMEUSE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8[e] (359-15-71). – V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97).

TOOTSIE (A., v.o. et v.f.) : Opéra Night, 2[e] (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6[e] (544-57-34).

UN DERNIER HIVER (Isr., v.o.) : UGC Odéon, 6[e] (325-71-08) ; UGC Marbeuf, 8[e] (225-18-45). – V.f. : UGC Opéra, 2[e] (261-50-32).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14[e] (321-41-01).

UNE FILLE POUR GREGORY (*Angl.*, v.o.) : Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Gaumont Ambassade, 8[e] (359-19-08). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2[e] (742-60-33).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17[e] (320-42-05).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15[e] (554-46-85).

UNDER FIRE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; UGC Odéon, 6[e] (325-71-08) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79). – V.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; UGC Opéra, 2[e] (261-50-32) ; UGC Boulevard, 9[e] (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13[e] (331-23-44) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37) ; UGC Convention, 15[e] (828-20-64) ; Murat, 16[e] (651-99-75) ; Pathé-Clichy, 18[e] (522-46-01) ; Secrétan, 19[e] (241-77-99).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : *Impérial*, 2[e] (742-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3[e] (271-52-36) ; Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; Pagode, 7[e] (705-12-15) ; Colisée, 8[e] (359-29-46) ; Montparnos, 14[e] (327-52-37).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.) : Napoléon, 17[e] (755-63-42).

VENT DE SABLE (Alg., v.o.) : Bonaparte, 6[e] (326-12-12).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6[e] (544-14-27) ; UGC Danton, 6[e] (329-42-62) ; UGC Normandie, 8[e] (359-41-18) ; *UGC Boulevard*, 9[e] (246-66-44).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Biarritz, 8[e] (723-69-23).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11[e] (700-89-16) ; Grand Pavois, 15[e] (554-46-85).

LE VOLEUR DE FEUILLES (Fr.) : Movies, 1[er] (260-43-99).

YENTL (A., v.o.) : UGC Danton, 6[e] (329-42-62) ; *UGC Rotonde*, 6[e] (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8[e] (723-69-23). – V. f. : UGC Boulevard, 9[e] (246-66-44).

LES FILMS NOUVEAUX

LE BOUNTY, film américain de Roger Donaldson ; v.o., Forum, 1[er] (297-53-74) ; *Quintette*, 5[e] (633-79-38) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; George V 8[e] (562-41-46) ; 7 Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; v.f., St-Lazare-Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; Bastille Pathé, 12[e] (307-54-40) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (320-12-06) ; *Mistral*, 14[e] (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16[e] (727-49-75) ; Pathé Wepler, 18[e] (522-46-01).

LADY LIBERTINE (*), film français de Gérard Kikoïne ; v.o., Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; v.f., Paramount City, 8[e] (542-45-76) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12[e] (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14[e] (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25).

MES CHERS AMIS N° 2, film italien de Mario Monicelli ; v.o., Forum, 1[er] (297-53-74) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Parnassiens, 14[e] (329-83-11) ; PLM St-Jacques, 14[e] (589-68-42) ; v.f., Hautefeuille, 6[e] (633-79-38) ; St-Lazare Pasquier, 8[e] (387-35-43) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; La Bastille, 12[e] (307-54-40) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; *Mistral*, 14[e] (539-52-43) ; Montparnasse, 14[e] (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Mayfair Pathé, 16[e] (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18[e] (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20[e] (636-10-96).

LES MOISSONS DU PRINTEMPS, *film américain de Richard* Benjamin ; v.o., Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; George-V, 8[e] (542-41-46) ; 7 *Parnassiens*, 14[e] (329-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79) ; v.f., Lumière, 9[e] (246-49-07) ; Fauvette, 13[e] (331-56-86).

PARIS VU PAR... (20 ANS APRÈS), film français de Philippe Venault, Vincent Nordon, Frédéric Mitterrand, Philipe Garrel, Bernard Dubois, Chantal Akerman ; Saint-André-des-Arts, 6[e] (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14[e] (545-35-38).

LES PIRATES DE L'ILE SAUVAGE, film anglais de Ferdinand Fairfax ; v.o., Forum Orient Express, 1[er] (233-42-26) ; Paramount City 8[e] (562-45-76) ; v.f., Paramount Opéra, 9[e] (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14[e] *(540-45-91)* ; Convention Saint-Charles, 15[e] (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Images, 18[e] (522-47-94) ; Paramount Montmartre, (606-34-25).

QUARTETTO BASILEUS, film italien de Fabio Carpi ; v.o., Olympic *Luxembourg, 6[e] (633-97-77)* ; Olympic Balzac, 8[e] (561-10-60).

ROSA, film italien de Salvatore Sampieri ; v.o., Publicis Saint-Germain, 6[e] (222-87-23) ; v.f., Paramount Marivaux, 2[e] (296-80-40) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; UGC Gare de *Lyon*, 12[e] *(343-01-59)* ; Paramount Galaxie, 13[e] (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14[e] (329-90-10) ; UGC Convention, 15[e] (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18[e] (606-34-25) ; Images, 18[e] (522-47-94) ; 3 Secrétan, 19[e] (241-77-99).

UTU, film néo-zélandais de Geoff Murphy ; v.o., Gaumont Halles, 1[er] (297-49-70) ; Gaumont Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5[e] (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Athéna, 12[e] (343-07-48) ; Gaumond Sud, 14[e] (327-84-50) ; Miramar, 14[e] (320-89-52) ; Images, 18[e] (522-47-94).



COMMUNICATION

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Radios locales et réseaux câblés

L'Assemblée nationale a continué, le jeudi 28 juin, l'examen de textes en navette entre les deux Chambres concernant les radios locales et les réseaux câblés.

● *La publicité sur les radios locales* : après déclaration d'urgence et une lecture par chacune des deux Assemblées, la commission mixte paritaire n'a pu parvenir à un accord, notamment parce que les sénateurs ne voulaient pas, contrairement aux députés, que les radios associatives puissent émettre des messages publicitaires (*le Monde* des 14 et 28 juin). En deuxième lecture, la majorité de l'Assemblée nationale, l'opposition s'abstenant, a donc décidé de revenir purement et simplement au texte qu'elle avait adopté précédemment. A l'occasion de ce débat, M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines), rapporteur de la commission des affaires culturelles, a souligné la nécessité pour les radios locales d'utiliser *« des éléments d'émissions d'informations fournies par des agences sonores ou des coopératives »*. M. Georges Fillioud a confirmé son refus *« de réseaux fournisseurs de journaux clés en main »*, mais il a convenu que cela n'excluait pas *que « des agences d'informations sonores fournissent des éléments aux radios locales* (...) *Le programme propre, c'est celui qui est conçu par le personnel de la station et composé par lui, sous son contrôle, ce qui n'exclut pas qu'il comprenne des éléments du commerce »*.

● *Réseaux câblés* : dans les mêmes conditions et après échec de la commission mixte paritaire, notamment parce que les sénateurs voulaient autoriser la concession de réseaux câblés à des personnes de droit privé (*le Monde* du 28 juin) alors que les députés ne veulent le permettre qu'à des sociétés d'économie mixte présidées par un élu, l'Assemblée nationale est revenue au texte voté en première lecture (*le Monde* du 18 juin), l'UDF et M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne) votant contre, le reste du groupe RPR s'abstenant comme précédemment.

CRÉATIONS A RADIO-FRANCE

Eclectisme bien compris

Les concerts de la série « Musique au présent », qui ont lieu généralement le samedi après-midi à Radio-France, ressemblent davantage à des séances d'enregistrement public (l'entrée est libre) d'œuvres contemporaines qu'à ces cérémonies rituelles où le monde musical vient prendre la température de l'avant-garde. Pas d'entracte où l'on cause ni de commentaires analytiques dans le programme, quatre œuvres brièvement présentées par le chef – Yves Prin en l'occurrence – et vaillamment interprétées par l'Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre philharmonique.

Le programme du 23 juin témoignait d'un rare souci d'éclectisme, car rien ne ressemble moins au *Capriccio pour tuba et orchestre*, de Gunther Schuller, dont l'écriture pointilliste maintient sur la réserve le soliste lui-même (Melville Cubertson), que *Gamma*, de Iancu Dumitrescu, où la contrebasse virtuose de Fernando Grillo est certes placée au premier plan, mais se fond dans un continuum sonore où disparaît tout sentiment d'une hauteur précise. Musique incantatoire, plus proche, selon l'auteur, des ragas de l'Inde que des formes musicales occidentales, elle fait rendre aux instruments des sonorités inouïes et suspend le temps, ponctué seulement par les attaques rageuses de la contrebasse ou le déchaînement des grands tambours.

Avec *Dioscures*, d'Yves Prin, l'écriture traditionnelle prend sa revanche ; mélodiquement d'abord par la voix des trois solistes (flûte, violon et clarinette), dont les cadences ne craignent pas de trop bien chanter, harmoniquement ensuite car le climat poétique et raffiné de cette œuvre est lié à la permanence implicite de certaines échelles de hauteurs.

Données en formation de solistes, les *Dix marches pour rater la victoire*, de Mauricio Kagel, perdent un peu de cette épaisseur truculente que leur confère la relative imprécision des harmonies municipales auxquelles elles sont destinées, mais elles sonnent avec un surcroît d'âpreté qui met mieux en valeur leur ironie glacée.

GÉRARD CONDÉ.

SELON UNE ENQUÊTE DE « LA CROIX »

La distribution des journaux par abonnements se dégrade

Le quotidien *la Croix* publie les résultats de l'enquête lancée auprès de ses lecteurs (plus de trente mille réponses) concernant un sujet de discorde avec les PTT, celui de la distribution des abonnements, dont *le Monde* s'est déjà fait l'écho (*le Monde* du 2 mars). L'enquête est d'autant plus intéressante que notre confrère a mené la même en 1979 et que la comparaison est éloquente : la dégradation s'amplifie dans certains départements, notamment en fin de semaine.

« La Croix *arrive normalement à 95 % et plus dans 49,5 % des départements le vendredi et 47,3 % des départements le samedi*, écrit notre confrère. *Ces mêmes pourcentages étaient en février 1979, de 55,8 % et 57,8 %. Dans le même temps, dans 17,8 % des départements le vendredi et 18,9 % le samedi, la réception du journal tombe en dessous de 85 %, situation aggravée par rapport à 1979 où l'on comptait seulement 14,7 % et 11,5 %.*

« A Paris et dans la région parisienne, si la qualité de l'acheminement du daté vendredi a légèrement progressé depuis 1979, il n'en va pas de même de celle du daté samedi, qui passe de 92,7 % en 1979 à 84 % en 1984, soit moins 8,7 %. »

Le Monde, pour sa part, a envoyé un questionnaire à cinq mille de ses abonnés au sujet de la distribution du journal pendant la semaine du 5 au 11 juin, dont le dépouillement livrera bientôt ses résultats.

● *Une section « journaliste reporter d'images » au CFJ.* – Le Centre de formation des journalistes (CFJ) rappelle qu'il a ouvert, depuis la rentrée 1983, une section « journaliste reporter d'images », qui prépare à la profession de caméraman dans les unités d'informations télévisuelles. Elle est ouverte à ceux qui ont été admis à la sélection d'entrée (option JRI). Les candidats doivent être titulaires soit d'un DEUG ou diplôme équivalent et avoir vingt et un ans au plus tard dans l'année de l'examen, soit d'une licence ou diplôme équivalent et avoir vingt-trois ans au plus. Les jeunes gens doivent être libérés de l'obligation du service national ou disposer d'un délai correspondant à la durée des études (deux ans).

Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 31 août, les épreuves se déroulant les 4 et 5 septembre pour la première partie (commune aux deux sections) et à partir du 17 septembre pour les épreuves spécifiques.

★ CFJ, 33, rue du Louvre, 75002 Paris. Tél. : 508-86-71.

● *La Chambre syndicale typographique parisienne* organise depuis février dernier des cours de formation ouverts aux détenteurs de CAP de typographes-monteurs, spécialité qui, en raison des mutations technologiques que connaît la presse écrite, voit ses débouchés réduits. En cinq mois, les moniteurs de la toujours jeune centenaire Chambre typo ont formé onze jeunes aux techniques modernes, formation qui va être complétée par un stage de quatre mois en entreprise. Cette première promotion, qui s'inscrit dans une volonté affirmée du Syndicat du livre CGT de *« refuser la sinistrose »*, a été célébrée le 21 juin autour d'un vin d'honneur, au siège de la Chambre typographique, 94, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris. Tél. : 535-47-64.

PRÉCISION. – La présidence de Radio-France réagit aux propos de M. Sichler, président du Syndicat national de l'édition phonographique (*le Monde* du 29 juin) : *« M. Sichler affirme qu'en 1982, France-Inter, FIP, RFI et RFOM ont composé 99,09 % de leurs émissions par des disques, 97,76 % pour France-Culture et 85,69 % pour France-Musique. Les informations de M. Sichler sont erronées, ce que les auditeurs de ces chaînes auront rectifié d'eux-mêmes. Ces chiffres sont plus proche d'une programmation de type radio privée que des chaînes de Radio-France, qui ont traditionnellement une part très importante de production propre (non discographique) dans leurs émissions. L'ensemble des artistes qui concourent à cette production sont d'ailleurs très attachés à ce que cette part ne diminue pas. »* M. Sichler précise, pour sa part, que ces chiffres concernent le pourcentage de disques dans les seules émissions de musique et de variétés.

DÉCÈS DE WLADIMIR PORCHÉ PREMIER DIRECTEUR DE LA TÉLÉVISION FRANÇAISE

M. Wladimir Porché, conseiller d'Etat, ancien directeur de la Radiotélévision française (RTF) est décédé, mercredi 27 juin, à l'âge de soixante quatorze ans. Il fut le premier directeur général de la télévision française.

[Né le 9 juin 1910 à Riazan (URSS) – son père, François Porché, étant en poste comme professeur à Moscou, – Wladimir Porché entre à la radio d'Etat dès 1935 pour y diriger les émissions parlées. Il y conçoit aussi les premières émissions expérimentales de télévision, en collaboration avec René Barthélemy. Pendant l'Occupation, il se réfugie dans l'industrie privée pour continuer la mise au point de la télévision.

Nommé administrateur général de la Radiodiffusion française en 1946, Wladimir Porché en devient le directeur général en février 1949, année de lancement de la télévision. C'est sous son autorité que le service public de la TV, avec les Sabbagh, Tchernia, Darget, de Caunes... mais aussi Paul Gilson, Henri Barrault, directeur de la musique, se met en place. Il assume cette responsabilité jusqu'en 1957, date à laquelle il entre au Conseil d'Etat.

Wladimir Porché avait épousé en secondes noces la journaliste Lise Elina, qui participa à la célèbre émission « La famille Duraton », avant de devenir à la télévision la spécialiste du théâtre aux côtés de Paul-Louis Mignon et de Max Favalelli.]

LE CNCA UN AN APRÈS

Plus d'un an après sa création, le Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA) a présenté à la presse, mercredi 27 juin, le bilan de ses activités depuis mai 1983. « Parlement » de l'audiovisuel, il est composé de représentants des différentes familles intellectuelles, spirituelles, professionnelles et syndicales ; il donne son avis sur des projets et des dossiers concernant la communication audiovisuelle et, notamment, le service public. Son président, M. Lucien Sfez, a insisté sur le travail de réflexion qui incombe au Conseil.

M. Sfez estime *« scandaleuse »* et *« aberrante »* la concurrence entre TF1 et Antenne 2 ; elle contribue, selon lui – par la recherche constante du taux d'écoute maximum, – à supprimer toute émulation créatrice et à maintenir des *« forces conservatrices »* à l'intérieur des chaînes du secteur public. Il s'est en revanche déclaré favorable à la création d'une véritable télévision privée (en dehors de Canal Plus), seule susceptible à ses yeux d'établir une réelle concurrence.

Le CNCA se prononcera dans les prochains mois sur l'organisation des rédactions des chaînes de télévision (recrutement, formation et plan de carrière des journalistes) et organisera un colloque sur la production de programmes, avec l'aide de l'Institut national de la communication audiovisuelle et de la mission « TV câble ».

● *Mort de Lord Astor.* – Lord Astor de Herver, ancien propriétaire du *Times* et président de la société éditrice du *Times* de 1959 à 1966 est mort le jeudi 28 juin à l'âge de soixante-six ans à la suite d'une courte maladie. C'est lui qui dut vendre en 1966 le journal, dont il avait hérité de son père, à Lord Thomson, et mettre ainsi fin à une association dont *« sa famille avait tiré beaucoup d'honneurs, mais peu de profit »* écrit le *Times* dans son édition du 29 juin. Son père avait acquis le journal dans les années 1920.

● *Troisième congrès national de l'AFREP.* – Le troisième congrès de l'Union des associations françaises de relations publiques se tiendra du 24 au 26 octobre à Bordeaux, sur le thème « Les relations publiques : deuxième génération ».

★ AFREP-Union, 13, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 544-70-10.

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 29 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Variétés : Johnny Hallyday au Palais des sports.
Une production TF 1, V.T.F.
Le concert de septembre 1982 au Palais des sports, réalisé par Guy Job. Johnny interprète *les Coups, Je suis seul, le Pénitencier, Ma gueule* et les classiques du rock'n roll.

21 h 35 Marges de liberté.
Emission de Daniel Le Comte.
Qui sont ceux que la société désigne par les expressions : jeunes en difficulté, adolescents à problèmes, handicapés sociaux ? Autour de ces « exclus », des juges pour enfants, Pascale Chanterait, coordinatrice de la mission locale de Vénissieux, Josette Lacoste, directrice de la DDASS de Haute-Savoie.

22 h 25 22 v'la le rock.
Emission de J.-B. Hebey.
Radio transistor, avec Roger Daltrey, les Rolling Stones, Alan Parson, Paul Young, Reflex.

23 h 10 Journal et Cinq Jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 Série : Un seul être vous manque.
Réal. J. Doniol-Valcroze. Avec C. Spaak, D. Flamand...
Fin des aventures mélodramatiques d'une jeune veuve, Juliette, éprise de Guillaume l'architecte. Ses deux enfants, Isabelle et Mathieu, mettent à l'épreuve le nouveau bonheur de leur mère.

21 h 40 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : Femmes de caractère. Sont invités : Colette Audry (l'Héritage), *Jean Diwo* (les Dames du faubourg), *Annick Geille* (Une femme amoureuse), *Pascal Lainé* (Jeanne du bon plaisir ou les Hasards de la fidélité), *Brigitte Le Varlet* (Fontbrune).

22 h 50 Journal.

23 h Ciné-club (cycle Italie) : le Règne de Naples.
Film italien de W. Schroeter (1978), avec R. Ciro, A. Orlando, C. Donadio, D. Mele, R. Zamengo, L. Trouche (v.o. sous-titrée).
De 1944 aux années 70, la vie d'une famille pauvre et de ses voisins, dans un bas-quartier de Naples. Chronique de la misère, du malheur, des transformations sociales, et de plusieurs destins, dans une suite de tableaux qui évoquent, parfois, le lyrisme de l'opéra, plus que le réalisme à l'italienne. Le réalisateur, allemand, a bien compris l'esprit et la mythologie du petit peuple napolitain.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Vendredi : Nos plus longues vacances.
Magazine d'information d'André Campana.
Un reportage de Michèle Mattei sur un village baptisé Sun City, aux Etats-Unis, où se retirent les personnes du troisième âge. Un village conçu pour les retraités aisés, avec une équipe de médecins, psychologues, sportifs, qui propose des activités adaptées.

21 h 30 Journal.

21 h 50 Bleu outre-mer.
Mariage longtemps (cérémonie de mariage à la Réunion) ; Local rock, à la Réunion : les groupes Fun in the Sun ; Contact ; Test.

22 h 45 Prélude à la nuit.
Midem 84 : *Troisième quatuor* de Bela Bartock par le quatuor Pro Arte de New-York.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 10 Thalassa.
17 h 35 Magazine du rock : Rocking chair.
18 h 30 Les vacances, avec et pour ceux qui ne partent pas.
18 h 55 Atout Pic : Peter Townsend.
19 h Informations.
19 h 35 Les Indiens d'Amérique du Sud.
19 h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Emission médicale (en liaison avec l'émission de TF 1 diffusée le 27 juin) ; le sport.
21 h 50 Festival de la Rochelle : le Quatuor Ivaldi interprète des créations de Donatoni et Finzi et *Quatuor avec piano* de R. Strauss.
22 h 30 Nuits magnétiques : la vie de bureau.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert : *Suite Holberg*, de Grieg, *Sérénade mélancolique pour violon et orchestre*, de Tchaïkovski ; Pièces diverses de Kreisler, *Pomp and Circumstance* d'Elgar, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. M. Janowski, sol. A. Rosand, violon.
23 h Les soirées de France-Musique : Concert (en direct de Toulouse) ; œuvres de Bach/Schoenberg, Bach/Webern, Stravinski, Bach/Stokowski, par l'Orchestre national du Capitole de Toulouse, dir. M. Plasson ; à 24 h, Les nuits de France-Musique.

Les programmes du samedi 30 juin et du dimanche 1er juillet se trouvent dans « le Monde Loisirs »

FRANCOPHONIE

LE PRIX DE L'ADELF

Le jury du Prix européen 1984 de l'ADELF (Association des écrivains de langue française), comprenant Mme H. Ahrweiler, MM. E. Dobrowski, Y. de Daruvar, A. Gaudio, E. Ionesco, J. Vladislav, M. Zinovieff, A. Russo, J. Desmeuzes, R. Cornevin, s'est réuni mercredi 27 juin 1984 au café Le Procope. Il a couronné *ex æquo* Ludmila Sovakova pour *le Naufrage d'une prison dorée* (éditions Solidaritude) et Alain Woodrow pour *les Jésuites. Histoire de pouvoirs* (Lattès) devant Tadeusz Wyrma pour *la Résistance polonaise et la politique en Europe* (France-Empire), Julia Kristeva pour *Histoires d'amour* (Denoël), J. Folch Ribas pour *le Valet de plume* (Acropole), Angela Comnène pour *Présence de l'art néo-byzantin au Canada* (Naaman-Canada).





Le programme de M. de Saint-Robert

Vigilance et néologie

M. Philippe de Saint-Robert, commissaire général de la langue française, a donné, jeudi 28 juin, une conférence de presse pour exposer son programme d'action en faveur du français. L'écrivain gaulliste est à la tête, depuis le 1er mars, du Commissariat général qui a remplacé le Haut Comité de la langue française (*le Monde* du 2 mars).

M. de Saint-Robert se propose d'agir dans trois directions : réforme de la législation linguistique, innovations terminologiques et développement des traductions.

La législation linguistique – *« l'aspect désagréable »* de sa mission, selon M. de Saint-Robert – consiste essentiellement en la loi Bas-Lauriol (du nom des deux députés qui la proposèrent), du 31 décembre 1975, *« insuffisante et insuffisamment appliquée »*. La préférence du commissaire général va à une *« loi couvrant tous les besoins linguistiques et pas seulement ceux du consommateur »*, loi que le gouvernement proposerait lui-même. Il existe déjà un avant-projet dû à M. Georges Sarre, député socialiste de Paris.

S'agissant de la néologie, M. de Saint-Robert a entrepris d'harmoniser les activités de la vingtaine de commissions terminologiques ministérielle. Un *« groupement d'intérêt public »*, réunissant les responsables de ces commissions et des représentants du secteur privé et des médias, sera sans doute formé à la rentrée afin d'éviter les contradictions et de stimuler les innovations. M. de Saint-Robert a ironisé sur l'avertissement lancé par les académiciens à propos de la commission de féminisation des noms de professions (*le Monde* du 20 juin), rappelant que l'Académie française avait notamment été fondée pour favoriser la création de mots et qu'elle avait, en outre, au début des années 70, approuvé la création des premières commissions de terminologie...

Le commissaire général a, en revanche, fait l'éloge de l'Association générale des usagers de la langue française (1), créée en 1977, et qui a gagné des procès contre British Airways, la SEITA, France-Quick, Pier-Import et l'Opéra de Paris pour emploi exclusif de l'anglais dans certaines prestations. Mais les amendes sont si légères que les condamnés récidivent...

Le troisième volet du programme concerne la mise sur pied d'une *« politique de la traduction »*. Elle s'inspirera, entre autres, du rapport de M. Jean-Pierre Van Deth, animateur d'une association privée de recherches linguistiques, qui préconise un développement significatif des traductions dans le sens français – langues étrangères et vice versa.

Une « conscience linguistique »

M. de Saint-Robert a mentionné d'autres actions particulières en préparation, tel le lancement, prévu début 1986, d'une *« revue biomédicale franco-québécoise de très haut niveau »*.

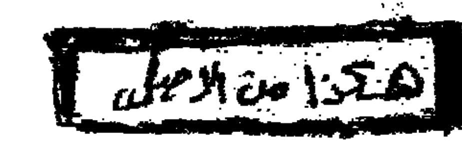
Pour concrétiser ses plans M. de Saint-Robert ne dispose, en 1984, que de 5 millions de francs environ, dont 3 millions de francs pour les interventions... Mais, l'an prochain, grâce aux sommes récupérées auprès de divers organismes théoriquement chargés de la francophonie, le budget du Commissariat général pourrait quadrupler.

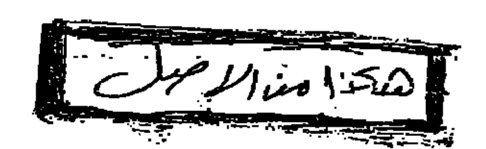
A l'étranger, un appel plus important pourra être fait, d'autre part, aux sociétés françaises expatriées, comme cela a été le cas, récemment, au Caire où quarante-cinq des cent trente-huit entreprises françaises présentes en Egypte ont totalement financé, à raison de 600 000 francs, un programme d'animation francophone. *« Il a fallu cette opération pour que des industriels français découvrent que nombre de leurs collaborateurs égyptiens avec lesquels ils communiquaient spontanément en anglais parlaient fort bien le français. Les Français, en France ou à l'étranger, n'ont pas de conscience linguistique, ou en tout cas elle est en sommeil »*, a dit M. de Saint-Robert, qui voudrait contribuer à la réveiller.

Il y a deux cents ans l'Académie de Berlin couronnait le Franco-Italien Rivarol et l'Allemand Schwab pour leurs travaux sur l'universalité du français. Un concours du meilleur essai sur la langue française, portant le nom de l'écrivain et ancien chef de l'Etat libanais, Charles Helou, est en train d'être organisé. Le Commissariat général sera naturellement l'un des organismes francophones patronnant cette compétition.

J.P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) AGULF, 65, boulevard des Invalides, 75007 Paris. Tél. : (1) 556-89-05.





ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Assoc. rech. Directeurs de vac. habit. 250 km Paris maxi, août. Espagne. Tél. : 500-13-41.

Assoc. recherche Directeurs séjours linguistiques Angleterre juillet ou août. Tél. : 500-13-41.

DEMANDES D'EMPLOIS

Etudiante autrichienne cherche situation au pair pendant deux mois à partir du 1er juillet. Expérience des enfants. Elisabeth Prahsfreund-Krieghammer, Grillparzerstr. 4, A-8600 BRUCK/MUR. Tél. : 1943/3862/524 10.

Etudiante Sciences Eco. cherche emploi sérieux juillet, sept. Tél. : 280-04-77.

Etud. allem., 21, ch. trav. de fam. 1 a. ap. août/sept. M. Bollinger Wormserstr. 15, D-6520 Worms 28. Tél. : 624128022.

capitaux propositions commerciales

Cluny Fashions Ldt (Canada) rech. investisseurs, excellent potentiel 473-35-61 (9-10 juil.).

automobiles

ventes

moins de 5 C.V.

Particulier vend cause départ R4 GTL, année 1980, bon état général, 55.000 km. Prix : 16.000 F. Tél. : 935-03-55.

de 5 à 7 C.V.

CADRE RENAULT vend R 5 Alpine turbo noire, faible km, garantie, prix intéressant. Tél. : (7) 876-53-13 (b.) ou (7) 833-33-12 après 17 h.

Part. vd ESCORT GHIA 1982, blanche, 40.000 km, excell. état, ttes options, toit ouvrant + radio-cassette. Prix Argus. H.B. 240-22-01, poste 2810.

de 8 à 11 C.V.

A VENDRE 504 GL 1976, 65.000 km, marron métallisé, intérieur cuir. Téléphone 368-29-40 le soir.

VOLVO PARIS
GRAND CENTRE VOITURES D'OCCASION ET VOITURES NEUVES

760 GLE turbo Diésel	83	28 000 km	115 000 F
240 Break turbo	84	30 900 km	101 500 F
360 GLE 4 portes	84	4 000 km	70 000 F
360 GLT 5 portes	84	15 300 km	64 000 F
R. 9 automatique	83	44 000 km	39 000 F
VISA 2 Club	81	61 000 km	21 000 F
ALFETTA injection	84	14 000 km	80 000 F
FIAT 131	81	23 700 km	22 000 F

VOLVO MIRABEAU
54-56, avenue de Versailles 75016 PARIS
M° Mirabeau 524-43-61

L'immobilier

appartements ventes

7e arrdt

ST-FRANÇOIS-XAVIER
28, AVENUE DE BRETEUIL. Bon imm. sur avenue, verdure, 2 pièces, entrée, cuis., douche, w.-c., refait à neuf. Samedi, dimanche, lundi 15 h à 18 h.

M° ÉCOLE-MILITAIRE
Bon immeuble, ascenseur, chauffage central, 2 pièces, cuisine, salle bains, w.-c., agréablement aménagé, 3, passage de l'Union (angle 175, rue de Grenelle). Samedi 15 h à 18 h, dimanche 9 h 30 à 11 h.

12e arrdt

A SAISIR, VILLA
3 P., JARDIN, SOLEIL, CALME
CPT + 6.500 F/MOIS
10, RUE D'ALIGRE.
DIMANCHE DE 15 H A 18 H.

SITUAT. EXCEPTIONNELLE *NATION*
Imm. 1935, tt cft, très beau 3 p., s. de bns, w.-c. séparé, 67 m², 5e ét., asc., 550.000 F. PROPRIÉTAIRES s/pl. sam. 30 et lundi 2 de 11 h à 17 h.
28, COURS DE VINCENNES.

13e arrdt

800 mètres PORTE-D'ITALIE 200 mètres métro BICÊTRE superbes appts de 3/4 pièces 86 m², dble living, 2 chbres. A PARTIR DE 680.000 F. *Prêts conventionnés* TAUX PRÉFÉRENTIEL APL poss. Visite sam. de 14 à 19 h 75, rue du Général-Leclerc Le Kremlin-Bicêtre. Tél. : 670-01-44 ou rens. les autres jours 365-10-58.

16e arrdt

DIVERS 16e
Pptaire vend dans imm. p. de taille 2/3 p. LIBRES ; 2, 3, 4, 5 p. occupées et dernier étage à aménager. RCI 768-12-21.

ÉGLISE D'AUTEUIL
Immeuble récent tt cft, box, séjour, salle à manger, 2 chbres, grande galerie, cuisine, bains, 2 w.-c., s/jardin, calme, soleil, 29, rue RÉMUSAT samedi, dimanche, lundi 15 h à 18 h.

17e arrdt

A SAISIR ÉTOILE
2 PIÈCES, SOLEIL, CALME
680.000 F
18, RUE DES ACACIAS.
SAMEDI DE 15 H A 18 H.

BD PEREIRE STUDIO 30 m² tt cft Px 360.000 F, 327-28-60.

18e arrdt

M° LAMARCK-CAULAINCOURT
Bon immeuble, ascenseur, 5e étage s/rue, chf. cent, gd séj., s. à mang., 1 ch., cuis., bns. Px *intéressant, 59, rue Lamarck.* Sam., dim., 15 h à 18 h.

19e arrdt

Situation exceptionnelle
FACE PARC
BUTTES-CHAUMONT
rue Menin, bel imm. ancien APPARTEMENT DE STANDING vastes réceptions
6 PIÈCES, 240 m²
vues s/parc et Paris impren. Balcon, asc., asc. service, cave. Distribution adaptable. *Rens. A.B.C. 206-08-14.*

92 Hauts-de-Seine

ANTONY près RER parc de Sceaux 3/4 p., cuis., s.de bns, w.-c., 78 m², duplex 1er et 2e ét. de imm. 2 ét., calme, verdure, cellier, chf. ind. gaz, faibles charges. Près écoles, comm., bus, 475.000 F à débattre. Urgent 702-68-95 ap. 19 heures, 724-65-26 bureau.

Part. vd charmant STUDIO NEUF imm. ancien situé devant R.E.R. NANTERRE-VILLE 135.000, 293-35-71 matin.

appartements achats

AGENCE DE L'ÉTOILE
DÉPARTEMENT INTERNATIONAL recherche pour clients sérieux 80 à 200 m² 16e, 17e, 8e, 7e, % INTÉRESSANT réservés aux indicateurs 7, av. CARNOT PARIS-17e. **380-26-08**

Chaque jour dans cette rubrique *Vous trouverez peut-être* L'APPARTEMENT que vous recherchez

locations non meublées offres

Région parisienne

CACHAN
CENTRE VILLE
G.F.F. LOUE
de imm. NEUF DE STANDING
APPTS DE 4 PIÈCES
à partir de 3.600 F + CH..

S/pl. mercredi, jeudi de 15 h à 19 h, samedi 11/18 h, angle avenue Cousin-de-Méricourt et rue Guichard.

locations non meublées demandes

Paris

Pour dirigeants et personnel mutés IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PÉTROLE rech. *APPTS* et *VILLAS* ttes tailles même loyer élevé, Paris et env., 603-37-00 p. 240.

Prof. gde école cherche loc. 2 ans maxi., 2/3 p., vide ou meublé Paris-5e, 6e, 7e, 13e. Tél. : 354-40-89.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. T. 889-89-68, 283-57-02.

locations meublées offres

Paris

SAINT-MICHEL
Vue sur Seine 2 pièces tout confort. Courte ou longue durée. Téléph. : 634-15-99.

Région parisienne

PARIS-LA DÉFENSE-1
résidence ORION
OUVERTURE 30 JUIN
studios, 2 pièces
tout équipés, linge fourni.
Téléphone, télévision.
Prix studio : 2 jours 560 F.
Sem. 1.600 F, mois 6.000 F.
Renseignements :
39, r. de Surène, Paris-8e.
Téléphone : (1) 266-33-26.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitutions de Sociétés et tous services, 355-17-50.

fonds de commerce

Ventes

Vend hôtel-restaurant (84) BEAUMES DE VENISE bien placé, 9 ch., 60 couv. Fonds 470.000 fonds + mur 1.300.000 F, (90) 62-95-27.

pavillons

Métro ANTONY CENTRE propriété de 6/7 pièces sur 1.000 m² de terrain, prestation exceptionnelle, 1.800.000 F. Tél. : 547-62-62.

maisons de campagne

YPORT (76)
Entre FÉCAMP et ÉTRETAT à 500 mètres de la mer vends Maison : salle à manger, cuisine, 2 chambres au 1er, salle d'eau, 1 chambre mansardée, grenier *aménagé*, cellier + *grande* cave, possibilités rentrer 5 voitures, 550 m² terrain. Tél. : 996-38-29 à part. de 19 hres.

propriétés

MAISON Saint-Jean-de-Monts Vendée, 600 m mer, r.-de-ch., carrelage, 85 m², séjour, cheminée, cuisine, s. d'eau, w.-c., 3 chbres, cellier, garage, terrain 622 m², 450.000, 889-23-50.

50 km, luxueuse demeure, superbes réceptions, 7 chambres, sanitaires, grand confort, logement de gardien commun, tennis, dans parc de 7.230 m², rare, entretien et décoration exceptionnels. Prix 1.650.000 F, crédit possible.
AGENCE G. LENOR,
expert FNAIM,
98, rue de Paris, NOAILLES.
Téléphone : 16 (4) 403-30-52.

COTE D'AZUR, 22 km de Nice, ds beau village, MAISON ANCIENNE restaurée, living, 4 chbres, salles de bains, cabinet de toilette, cuisine, salle de jeux, nombreuses caves et possibilité agrandir, jardin, vue jusqu'à la mer. Prix demandé 1.000.000 justifié. Tél. 707-63-43 (bureau) ou 842-04-40 (matin et soir).

VIEUX TOURS 240 m²
Particulier vend maison rénovée intérieur, château en ville, encoleillée, cadre, verdure, placement, 2.000.000 F à débattre. Téléphone : (47) 64-18-88.

châteaux

A vendre château style 18e s/10 ha 100 km Paris Marne, 4 niveaux, asc., gdes réceptions, 15 ch., w.-c., sanitaires, chf. cent. mazout, pavillon de garde. Conv. maison retraite, post cure, etc. 26-09-12-43.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire PARIS-XIe. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE, 8e.
Px rentes indexées garanties.
Etude gratuite discrète.

terrains

A vendre au PARAGUAY
TERRES ET ESTANCIAS
de 30 à 50 dollens l'hectare.
Ecrire à Vapor S.A., Case postale 148
CH-1211 GENÈVE 17/Suisse.

l'agenda du Monde

Ameublement

FABRICANT
de MERISIER MASSIF
VENTE DIRECTE PARTIC.
Bibliothèques, séjours, chbres, etc. Meubles de style en merisier massif, cirés à la main réalisés de une hte qualité de fabric. de pure trad. artisanale.
ATELIERS FAURE
261, r. de Belleville, 75019 Paris 202-50-27, face M° Télégraphe.

Bijoux

Si vous vendez : bijoux, or, débris, pièces, etc., ne faites rien sans téléphon. 588-74-36.

Caravanes

A vendre caravane WILCK Cl SPORT 3,70 m, 750 kg, auvent, frigo mixte, coffre sur flèche, parf. état. Prix 9.900 F. Tél. : dom. 060-65-30 ou bur. 271-25-35, poste 7378.

Enseignement

Cours intensifs d'allemand en Allemagne. Groupes de 5 pers. au max., progr. spéc. pour cadres : 15 jrs, 7 hres par jr par *prof expér. (doct. ès lettres,* ling. appl.). Dem. informat. Chiffre (...).
Ecr. s/n° 8081 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des *Italiens*, 75009 Paris.

Jeune fille au pair

Famille américaine près New-York ch. J.F. *française au pair* (1 an). Ecrire Mme Boudier, 4, mail Raymond-Menand, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Livres

A vendre onze albums Pléiade Balzac, Zola, Hugo, Proust, Apollinaire, Saint-Simon, Eluard, Rimbaud, dict. Pléiade théâtre, classique, Flaubert. 16 (3) 985-34-22, hres repas.

Moquettes

A SAISIR
MOQUETTE 100 %
Pure laine Woolmark
79 F/m².
Tél. : 658-81-12.

Numismatique

Vd COLLECTION COMPLÈTE pièces de monn., jeux olymp. Montréal 76, 7 sér. ($ canad.). Ecrire sous le n° T 066.721 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Papyrus

PAPYRUS D'ÉGYPTE
Peint main, gros, 1/2 gros, particuliers, à partir de 55 F. 85, r. M.-Ange, 75016. Tél. : 651-61-67.

Parfumerie

VÉRONÈSE PARFUMS
– Soins du visage.
– Soins du buste.
– Maquillage personnalisé.
– Epilation.
– *Manucure.*
– Teinture des cils.
– Bronzage U.V.A.

Nombreux cadeaux.

Tennis

STAGE TENNIS
16 au 22 juillet
ST-LARY-SOULAN (Htes-Pyr.) avec Philippe Soleillant, monit. *dipl., 4 h par jour pend. 5 jours* 1.250 F. Héberg. : 1.000 F. Pens. compl. 7 jrs. Poss. rand., équit., natat. CLUB ALTO : 566-49-55.

Troisième âge

RÉSIDENCE LES CÈDRES
10' Pte d'Italie, Paris, tourisme, repos, retraite, reçoit toutes personnes, tous âges, valides, semi-valides, handicapés. Soins assurés, petits animaux familiers acceptés. 33, av. de Vitry, 94800 VILLEJUIF. *(1) 726-89-63 - (1) 638-34-14.*

Vacances Tourisme Loisirs

Bretagne - Aquitaine
Languedoc - Méditerranée
Espagne
2.000 belles villas à louer.
Catalogue gratuit.
Location : unité semaine.
Jean Jacq Sélection S.A.R.L.
Centrale Européenne
16, rue du Fbg-de-Pierre.
F 67000 STRASBOURG.
Tél. : (88) 32-77-10.

TOULON Bd mer, à louer 2 studios meublés. Tt confort. 16 (94) 75-89-14 - 21-49-09.

Vacances découverte
à bicyclette
Pays de la Loire
1/2 pension Logis de France et Auberge rurale : semaine à p. de 800 F.
VÉLO BLEU - VÉLO VERT
3, pl. St-Pierre, 44000 Nantes.
Tél. : (40) 48-24-20.

ILE GRECQUE
Maison à louer, vue mer, juil. Tél. : 544-21-97.

CASSIS VACANCES
Résid. stand., vue mer, piscine. *parking. Studios meublés*, 4 pers., terrasse, téléph., T.V. Tél. : (42) 01-14-79.

LOCATION VACANCES
AIX-EN-PROVENCE
Appts, villas avec piscines. A.G. LOGEPRIM, 36, bd Carnot, 13100 AIX. (42) 62-43-71.

Loue Cap-d'Agde F 2, 6 couchages, juill., août, sept. Tél. h. repas ou à partir de 20 h : (67) 73-70-21.

Villa à louer entre St-Raphaël et St-Maxime, pour 6 pers., avec vue s/mer, beau jardin + terr. Tél. : 383-67-12.

Proche Toulon, Mobil-Home, tt cft, calme, juil. à sept. Tél. : (94) 33-72-56.

Loue appt vacances ville région Toscane + parc.
M. F. NONACI,
52020 MONCIONI
(Prov. AREZZO, Italie).
Tél. : 19.39.55.97.020.21.

Loue propriété, gd stand., 15 km Aix-en-Provence, *300 m², piscine 15 m*, 5.000 m² de parc, 5 chbres, 3 bns, dépend. d'été. Août 30.000 F. 1re quinz. sept. 12.000 F. (16-42) 92-95-33.

CHAMROUSSE, station de GRENOBLE. Mois d'août, période multipropriété à vendre Club Hôtel, orient. sud, face vallée. Faire offre par tél. au (89) 27-09-66 s. ou mat. av. 8 h.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
555-91-82

Le Monde

économie

LE DÉPOT DE BILAN DE CREUSOT-LOIRE

M. Fabius : les dirigeants ont eu un comportement scandaleux

M. Pineau-Valencienne : les pouvoirs publics ont pris la responsabilité du gâchis

Le tribunal de commerce de Paris, présidé par M. Jacques Bon, assisté de MM. Chanteloube, Ballot-Léna et Déchin, a prononcé le 28 juin le règlement judiciaire du patrimoine de la société Creusot-Loire SA, principale société française de mécanique lourde, engagée dans le programme nucléaire mais aussi dans l'armement, le ferroviaire et les aciers spéciaux. Un jugement qui était devenu inévitable — en l'absence d'un plan de redressement — du fait *« de la détérioration du crédit de la société et de l'impossibilité pour celle-ci de faire face à son passif exigible »*.

Dans ses attendus, le tribunal estime que *« l'octroi d'un nouveau report risquerait de provoquer paradoxalement le durcissement de certaines positions »*. Et il ajoute que, *« si des solutions sont finalement trouvées même postérieurement au présent jugement, permettant à la société Creusot-Loire de disposer des ressources dont elle a besoin et d'opérer une restructuration nécessaire, il sera de toute façon possible de constater son retour à meilleure fortune »*. Le tribunal admet enfin que *« l'ouverture même de cette procédure permet éventuellement la recherche de solutions d'un type nouveau, certes moins favorables que celles qui auraient résulté d'un accord global préalable, mais susceptibles de maintenir au moins en partie l'activité et les emplois »*.

Car l'exploitation sera poursuivie, *« pour une période de trois mois renouvelable »*. Trois syndics, Mes Ferrari, Pernot et Gourdain, ont été nommés pour assister les dirigeants de Creusot-Loire dans l'administration des actifs de la société. Et un juge commissaire a été désigné pour suivre le dossier, M. Chanteloube.

Aussitôt connu le jugement du tribunal de commerce de Paris, M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie, s'en est pris vigoureusement sur Antenne 2 aux dirigeants de la société, qui, selon lui, portent *« une écrasante responsabilité »*. *« C'est une affaire très connue des trente mille salariés*, a-t-il dit, *et en les prenant pour otages, en s'obstinant à vouloir refiler les pertes à l'Etat et à privatiser les gains, en refusant les ouvertures des investisseurs, les dirigeants ont eu un comportement que je crois tout à fait scandaleux. »*

Le ministre, montrant un organigramme du groupe Empain-Schneider dont toutes les filiales étaient bénéficiaires à l'exception de Creusot-Loire (ce qui est faux puisque Schneider SA vient d'annoncer une perte de 148 millions de francs) (1), a souligné : *« D'habitude, dans une société normale, les bénéfices sont mis dans la société qui a des difficultés. Or là, les dirigeants ont en permanence refusé et ont dit :* « L'Etat, c'est-à-dire les contribuables, doit payer pour le déficit, alors que les bénéfices restent privés. » *Ce qui est évidemment inacceptable. »*

Peu après, M. Pineau-Valencienne, président de Creusot-Loire comme de Schneider et du groupe, rétorquait : *« Nous avons conscience d'avoir fait tout ce que nous pouvions pour éviter un gâchis dont les pouvoirs publics ont pris délibérément la responsabilité. Je suis effondré, car je me suis battu pendant un an et demi pour éviter d'en arriver là, afin de préserver l'emploi de Creusot-Loire et de toutes les entreprises qui travaillent pour Creusot-Loire... Les pouvoirs publics ont préféré sacrifier Creusot-Loire parce qu'ils avaient en fait la volonté politique de mettre la main sur des sociétés industrielles qui n'avaient rien à voir avec Creusot-Loire. »*. Et d'affirmer le 29 juin que ce dossier *« avait été victime de la rivalité de deux ministres MM. Delors et Fabius qui n'étaient d'accord que pour faire porter le chapeau aux dirigeants du groupe »*.

Ces échanges de propos peu amènes montrent bien l'esprit dans lequel se sont déroulées les négociations depuis des mois et particulièrement ces dernières heures. Si M. Pineau-Valencienne a bien accepté, comme il le dit, l'entrée du groupe d'investisseurs sans Schneider SA, société du groupe qui coiffe Creusot-Loire et Jeumont-Schneider, c'était à la seule condition qu'il conserve le contrôle sur Jeumont-Schneider et que ses parts lui soient payées au double du cours de la Bourse.

Avec le dépôt de bilan et la mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire, il faut s'attendre, vraisemblablement dans les mois qui viennent, à des fermetures d'usines, d'autres secteurs étant vraisemblablement repris en location-gérance par des sociétés d'exploitation ou autorisés provisoirement à poursuivre leur activité.

Actuellement, seule Creusot-Loire SA a été mise en règlement judiciaire. C'est une société de 12 388 personnes à la fin 1983 qui a réalisé cette année-là 6,2 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 3,7 milliards à l'exportation. Une entreprise spécialisée dans la métallurgie (Creusot-Marrel) et dans la mécanique avec l'énergie au Creusot, la chaudronnerie à Chalon-sur-Saône, des aéroréfrigérants et l'imprimerie à Nantes, la traction au Creusot, la mécanique spécialisée à Saint-Chamond et les grues Pinguely à La Péronnière. Mais ce sinistre devrait en entraîner d'autres, chez les sous-traitants certainement, dans certaines filiales comme Delattre-Levivier sans doute ; chez certains créanciers, des difficultés sont aussi à craindre : quelques banques ont de lourdes ardoises, et Framatome, le constructeur de centrales nucléaires, sera moins profitable s'il provisionne le 1,2 milliard de francs que lui doit sa maison mère.

Le groupe souffrira d'autant plus que la plupart des contrats avec l'étranger comportent une clause d'annulation en cas de procédure judiciaire.

M. Fabius a eu raison de rappeler que l'exploitation continuait et qu'aucun travailleur n'était licencié. Mais le sinistre n'en sera pas mois important sur le plan social, puisqu'il faudra adapter les moyens humains aux marchés (or l'on sait que les carnets de commandes sont très faibles et que la situation actuelle n'est pas de nature à les remplir).

Le ministre de l'industrie a aussi annoncé que les pouvoirs publics *« allaient très vite monter une solution »*. A vrai dire, il n'y a pas tellement de possibilités : soit les pouvoirs publics trouvent un repreneur (on a parlé d'Alsthom, du groupe d'investisseurs avec les banques et Framatome, voire d'Usinor), et l'on assistera à une nationalisation de fait de Creusot-Loire. Ce qui n'empêchera ni la restructuration d'un groupe qui aura perdu 4,5 milliards de francs en cinq ans (1979-1984) ni la nécessité pour les pouvoirs publics de garantir le passif. Soit le groupe sera vendu par appartement : la CGE et Alsthom sont intéressés par Neyrpic, certaines activités énergétiques, et bien sûr Framatome ; le militaire est lorgné par Renault et Panhard. Mais, dans tous les cas, l'ardoise sociale, industrielle et commerciale — pour les salariés comme pour la nation — sera considérable.

B. D.

(1) Au cours de sa conférence de presse le 29 juin M. Pineau-Valencienne a souligné qu'il manquait les chiffres sur ce tableau. L'ensemble des bénéfices représente 407 millions de francs, les parts 1,956 milliard.

Les rapports entre l'Etat et l'industrie privée

(Suite de la première page.)

Avec un dossier d'autant plus mal engagé que la remise en cause par M. Pineau-Valencienne des accords de novembre 1983 — et notamment de l'augmentation de capital de 200 millions de francs que Schneider devait souscrire dans Creusot-Loire — a soulevé la défiance des banquiers sans lesquels aucune solution n'était possible. Et que le ministre de l'industrie M. Fabius, guère attiré par les affaires chaudes qui risquent d'affecter son plan de carrière, a mis près de deux mois à définir une vague stratégie face à ces financiers de haute volée. Ainsi est-on passé de la négation des difficultés nouvelles de Creusot-Loire à l'affirmation que celles-ci étaient pires que ce qu'annonçait le groupe.

Enfin, de part et d'autre, l'on était persuadé que l'« on » n'oserait pas laisser tomber une entreprise qui comprend 22 700 salariés (près de 30 000 si l'on compte Framatome), une décision, il est vrai, impensable jusqu'à présent dans la société d'économie mixte que connaît la France. Voilà pourquoi, pour la première fois, l'Etat vient de *faillir* à *son rôle* traditionnel — mais peu satisfaisant pour lui — de redresseur des canards boiteux, tandis que non moins pour la première fois un groupe de capitalistes sans capitaux s'est désintéressé d'une de ses filiales en difficultés.

Quelles que soient les fautes commises de part et d'autre — mais celles des dirigeants du groupe, qui ont montré dans les dernières heures de discussions qu'ils étaient décidés à se débarrasser de Creusot-Loire coûte que coûte, apparaissent considérables, — cette attitude modifie profondément les relations Etat-industrie telles qu'elles existaient jusqu'à présent.

Bien avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, la responsabilité des dirigeants industriels et des hauts fonctionnaires était souvent partagée, présidant à cette société d'économie mixte appelée de ses vœux par le président de la République. Sans aller jusqu'à la cogestion, le pouvoir de l'administration sur la vie de l'entreprise est énorme. Creusot-Loire en est un bon exemple.

C'est sous l'égide du ministère de l'industrie d'alors que fut créée cette société en 1970 par la fusion des Forges et Ateliers du Creusot avec la Compagnie des ateliers et forges de la Loire, du groupe Marine-Firminy, ainsi qu'avec Delatre-Levivier. Une société qui ne fera des bénéfices qu'une fois en quatorze ans d'existence (en 1974) et accumulera 4,5 milliards de francs de pertes entre 1979 et 1984.

Ce sont les pouvoirs publics qui affecteront à ce groupe la rente nucléaire en choisissant la technologie qu'il avait développé (PWR) pour le programme nucléaire français. Ce sont eux aussi qui le plus souvent donneront le coup de pouce politique indispensable à l'obtention par Creusot-Loire de contrats à l'exportation, notamment en URSS, l'un des principaux clients de la firme.

En contrepartie de quoi le ministère de l'industrie jugera normal en 1978 d'écarter la société du bénéfice des aides à la sidérurgie et s'opposera de manière permanente à la volonté des dirigeants d'adapter les effectifs aux carnets de commandes.

Ce consensus à la française expliquait qu'en cas de difficultés l'on intervienne pour éviter une procédure judiciaire à l'entreprise en mauvaise situation (et Creusot-Loire était objectivement en état de dépôt de bilan depuis des mois, sinon des années). Et cela explique pour partie la sous-capitalisation des entreprises françaises, l'idée prévalant qu'il y avait toujours l'Etat derrière.

C'est tout cela qui est remis en cause avec ce règlement judiciaire — comme avec celui, le même mois, de la société parapétrolière AMREP — et ce, paradoxalement, avec un pouvoir socialiste qui demande aux capitalistes de moins compter sur l'Etat, alors que ceux-ci réclament plus d'interventionnisme.

Une telle évolution aura des effets en France. Qui aidera au redressement de Citroën — une société bien proche aujourd'hui du dépôt de bilan mais à laquelle on continue de refuser une adaptation de ses effectifs à son niveau de production — si l'Etat se retire ? Et ce n'est là qu'un exemple : la liste est longue des entreprises de grande taille en difficultés dont les besoins financiers sont hors de proportion avec les moyens de leurs principaux actionnaires.

Mais elle aura aussi des conséquences à l'étranger. Car les clients des entreprises françaises lisaient d'autant plus distraitement les bilans de leurs fournisseurs qu'il était admis pour eux aussi que l'Etat français était derrière ses entreprises. Il suffit de voir la grande inquiétude du ministre de l'énergie de la Corée du Sud — venu deux fois à Paris ces dernières semaines — devant le dépôt de bilan d'AMREP pour comprendre que si le contrat, en cours, de la construction d'un terminal méthanier n'est pas achevé dans les délais, la Corée du Sud sera fermée à l'industrie française.

Sans doute cette décision de M. Fabius va-t-elle dans le sens du « moins d'Etat » — même s'il est inéluctablement amené à intervenir du fait du dépôt de bilan — et l'on comprend que le gouvernement soit las de nationaliser des pertes sans cesse croissantes. Mais l'industrie française devra s'habituer à cette nouvelle philosophie que les dirigeants de Creusot-Loire auront grandement contribué à inspirer.

BRUNO DETHOMAS.

LA CGC DENONCE « L'INCONSÉQUENCE DES DIRIGEANTS ACTUELS D'EMPAIN-SCHNEIDER »

M. Jean-Pierre Chaffin, vice-président de la Fédération de la métallurgie CFE-CGC a dénoncé le 28 juin *« l'inconséquence des dirigeants actuels d'Empain-Schneider et de Didier Pineau-Valencienne, en particulier »*, ainsi *« que les atermoiements des pouvoirs publics qui ont ainsi permis une telle situation »*.

Les métallurgistes CFE-CGC ont annoncé qu'ils étudieraient, *« dès le 29 juin, les possibilités juridiques de remettre en cause la décision prise par le tribunal de commerce »* et qu'ils réitéraient *« leur demande de rencontre tripartite »* pour mettre sur pied les conditions de sauvetage de Creusot-Loire.

LE PREMIER GROUPE FRANÇAIS DE MÉCANIQUE LOURDE

Premier groupe français de la mécanique lourde, Creusot-Loire a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 11,8 milliards de francs et des pertes de 1,4 milliard de francs, soit trois fois plus qu'en 1982.

Le groupe emploie 30 270 salariés au total, et ses principales usines sont Le Creusot (Saône-et-Loire, 6 500 personnes), Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire, 1 200 personnes), Châteauneuf (Loire, 650 personnes), Nantes (Loire-Atlantique, 965 personnes), Saint-Chamond (Loire, 990 personnes). Le siège à Paris emploie 900 personnes environ.

Creusot-Loire exerce son activité dans plusieurs grandes directions : l'énergie (où elle fabrique des compresseurs, turbines, etc.), le ferroviaire (boggies et wagons), le matériel d'armement (véhicules blindés), la construction métallique et le matériel d'imprimerie. Dans la sidérurgie, Creusot-Loire possède encore Creusot-Marrel, qui fabrique des tôles épaisses, et Phoenix Steel aux Etats-Unis, qui a perdu lors de son dernier exercice 31,6 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 112 millions de dollars.

Parmi les grandes filiales du groupe, on peut d'abord citer Framatome (4,4 milliards de ventes) dont le CEA et Creusot-Loire sont actionnaires à parité, Neyrpic, Instruments SA, spécialisé dans les appareils de mesure, et Delattre-Levivier, qui exerce ses activités dans l'entreprise générale.

Branle-bas de combat

De notre correspondant

Le Creusot. — L'annonce de la mise en liquidation judiciaire de Creusot-Loire n'a pas réellement surpris au Creusot et dans la région. Depuis longtemps on n'imaginait plus que cela puisse finir autrement.

Mais il aura fallu que la décision soit enfin prise pour que, dans la demi-heure, se déclenche un véritable branle-bas de combat tant du côté ouvrier que chez les patrons des innombrables PMI concernées ou encore du côté des élus de la communauté urbaine.

Car l'angoisse est pour demain. *« La fin d'une époque*, dit M. Marlot, président départemental de la CGPME. *Mais surtout, maintenant, la page blanche... »* Toute blanche pour un certain nombre de PMI trop engagées auprès du géant creusotin et pour lesquelles il n'y a plus d'autre alternative que le dépôt de bilan. *« Beaucoup de paies ne seront pas assurées à fin juin*, dit M. Marlot, *car beaucoup de caisses sont absolument vides... »*

Combien d'entreprises dans ce cas ? Il est trop tôt pour le dire, mais on a déjà pensé à celles, nombreuses tout de même, qui vont se trouver dans une passe plus ou moins dure mais pour lesquelles tout espoir n'est pas perdu de sortir d'affaire. Là, la solidarité locale joue à plein. Un plan a été soumis aux pouvoirs publics, qui permettrait de leur accorder avec quelques facilités des prêts participatifs dont l'assimilation en fonds propres, notamment, pourrait les aider à leur tenir la tête hors de l'eau.

Mais, pour M. Marlot, *« la continuation d'activité risque fort d'être la continuation des pertes »* et le chemin inéluctable de la liquidation de biens de Creusot-Loire, faute de connaître la situation exacte de l'entreprise. Car personne ici ne sait exactement ce que contient ce grand corps solidement imbriqué dans une ville qu'il a dominé si longtemps qu'elle ne parvient pas encore à concevoir qu'il puisse s'effondrer.

« Creusot-Loire est bien viable ! », clamait encore M. Jean-Louis Regniaud, un responsable du syndicat départemental des métaux CGT, au sortir du véritable conseil de guerre qui venait de se tenir à la maison des syndicats. *« Nous allons mener la lutte*, continuait-il, *pour que les plans que nous avons soumis aux pouvoirs publics soient pris en considération. Il faut relancer la production, maintenir la synergie de Creusot-Loire en s'appuyant sur les grands secteurs nationalisés, telle la CGE. »*

En attendant, on manifestera demain dans les ateliers et dans les rues du Creusot. *« La base sera consultée cette nuit et demain matin*, dit M. Regniaud. *C'est elle qui décidera. »* Mais, à l'heure actuelle, l'occupation des lieux ne semble pas être encore envisagée.

« Les syndicats et la population creusotine, depuis plus de dix-huit mois que nous sommes soumis à la douche écossaise de la menace du dépôt de bilan brandie par M. Pineau-Valencienne, ont fait preuve d'un sang-froid extraordinaire et d'une volonté de ne pas aggraver les choses, dit M. Camille Dufour, maire (PC) du Creusot et président de la communauté urbaine Le Creusot-Montceau-les-Mines. *Mais j'ai bien peur que le désespoir amène la colère, et croyez bien que je serai à leur côté. »*

Quant à André Billardon, le député PS de la circonscription, il ne cache pas son émotion et sa colère à l'annonce officielle de la décision du tribunal. *« C'est épouvantable*, dit-il. *On se trouve devant un cas de véritable sabotage économique. »* Pour lui, M. Pineau-Valencienne est *« un véritable kamikaze, un joueur qui a préféré jouer jusqu'au bout avec la dernière paie de milliers de travailleurs... »* Déjà M. Billardon émet l'hypothèse de la création d'une société de location-gérance, qui lui semble être le montage le plus adéquat pour continuer l'activité. *« Mais on aura du mal*, ajoute-t-il, *à éviter le dépeçage du groupe (...) sauf à trouver un repreneur... »* Espoir bien maigre.

« Et puis, après tout, finit-il par lancer, *au point où en étaient arrivées les choses, peut-être valait-il mieux ce coup d'arrêt. C'était peut-être, à cet instant, la moins mauvaise solution. »* Celle au moins qui libère les énergies, les colères, mais aussi, déjà, les plans de reconstruction — car personne ici ne peut envisager que ferme l'usine, — mais sans Schneider.

DIDIER CORNAILLE.

La nébuleuse Empain-Schneider

Coiffé par la Société parisienne d'études et de participations (SPEP), cotée à la Bourse de Paris et détenue à hauteur de 47,42 % par des actionnaires extérieurs, le groupe Empain-Schneider se caractérise par un entrelacs de sociétés financières et de sous-holdings étroitement imbriquées les unes dans les autres. C'est ainsi qu'il faut passer successivement par la Sopinfi, filiale à 44,03 % de la SEPE, puis par Jeumont-Industrie, émanation à 39,83 % de Sopinfi pour parvenir à Schneider SA.

Filiale directe à la fois de Jeumont-Industrie et de Sopinfi, mais également de la Compagnie financière Lisbonne-Monceau, de la Compagnie financière Haussmann-Anjou, d'autres sociétés belges du groupe et, indirectement, de la holding CFDE, via un écran supplémentaire, Sodif-Univalmo, la société Schneider SA détient, selon des taux de participation divers, les quatre principales filiales d'exploitation de la nébuleuse Empain-Schneider :

● **Creusot-Loire** : numéro un français de la mécanique lourde avec un chiffre d'affaires, consolidé, de 12,1 milliards de francs et une perte de 1,8 milliard de francs en 1983 et des effectifs de trente mille deux cent soixante-dix personnes au 31 décembre dernier.

● **SPIE-Batignolles** : entreprise du bâtiment et des travaux publics, également spécialisée dans les travaux d'électricité et de nucléaire. Son chiffre d'affaires, consolidé, a atteint 13,1 milliards de francs et son bénéfice 131 millions de francs en 1983 avec des effectifs de trente et un mille cent vingt personnes.

● **Jeumont-Schneider** : spécialisée dans les composants nucléaires, les transformateurs, la bureautique, les équipements d'électronique industrielle..., cette entreprise a réalisé l'année dernière un chiffre d'affaires, consolidé, de 5,2 milliards de francs et un bénéfice de 72,9 millions de francs (effectifs : *quatorze mille huit cents personnes*).

● **Merlin-Gerin** : surtout versée dans les appareillages et les équipements électriques haute, moyenne et basse tension, avec un chiffre d'affaires 1983, également consolidé, de 6,08 milliards de francs et un bénéfice de 158,7 millions de francs, ses effectifs atteignant treize mille neuf cents personnes au 31 décembre dernier.

● **General Motors dans le service informatique.** — Le constructeur automobile américain General Motors a annoncé jeudi 28 juin qu'il allait acheter la société de services informatiques Electronic Data Systems (EDS), pour 2,5 milliards de dollars. Le président de General Motors, M. Roger Smith, a estimé que cet achat *« allait permettre de créer la plus importante société de services financiers du monde »*. La société texane EDS créée en 1962 avec 1 000 dollars d'investissements par M. Ross Perot, est spécialisée dans la mise au point de systèmes de traitement de données pour les entreprises, avec réseaux de communications et centres de traitement. Les observateurs pensent que General Motors souhaite moderniser ses services de traitement informatique, et utiliser ses importantes liquidités pour se diversifier. En fait, a affirmé M. Ross Perot, le constructeur automobile a acquis une nouvelle division de traitement informatique. M. Perot, qui au terme de l'accord signé avec GM restera à la tête d'EDS, a déclaré que cet achat lui permettra d'accélérer la croissance de son entreprise. General Motors a proposé pour chaque action EDS 44 dollars au comptant contre 40,37 cotés jeudi ou 35,2 dollars au comptant plus un certain nombre d'actions ordinaires de General Motors. Le fondateur d'EDS, M. Perot, possède toujours avec sa famille plus de 50 % du capital d'EDS. — *(AFP.)*

LE RÈGLEMENT JUDICIAIRE

D'après la loi du 13 juillet 1967 sur les faillites, une société en cessation de paiement est déclarée en règlement judiciaire quand elle reste susceptible de se redresser et de proposer un « concordat » sérieux à ses créanciers pour le règlement de ses dettes. Si la situation de l'entreprise s'aggrave, le tribunal peut déclarer la liquidation de biens, c'est-à-dire la dissolution de la société. L'entreprise en règlement judiciaire continue son exploitation sous le contrôle d'un syndic et d'un juge-commissaire.

Le syndic (1) est un mandataire de justice agréé par le tribunal de commerce. Sa fonction est double : assister le chef d'entreprise et représenter la masse des créanciers.

Les créanciers sont unis en une « masse », véritable personne morale. On distingue les créanciers « privilégiés », comme les salariés, des créanciers « chirographaires », démunis de sûretés ou de privilèges.

C'est le « concordat » qui met fin au règlement judiciaire, à moins que la liquidation ne soit prononcée. C'est un contrat entre le débiteur et ses créanciers qui fixe les modalités du remboursement échelonné (et le plus souvent partiel) des dettes. Il est soumis à l'homologation du tribunal de commerce.

(1) La réforme du droit des faillites actuellement examinée par les parlementaires modifie profondément cette profession (voir le Monde du 13 avril).

AFFAIRES

DANS L'ÉLECTROMÉNAGER

La firme italienne Zanussi entre dans l'orbite du groupe suédois Electrolux

La société Zanussi, numéro un italien de l'électroménager (7,8 milliards de francs de chiffre d'affaires, 23 000 personnes), va entrer dans l'orbite du groupe suédois Electrolux. Après plusieurs mois de *valse-hésitation*, le gouvernement, un pool de banquiers italiens et la famille Zanussi ont finalement opté pour la solution présentée par Electrolux de préférence à celle de la société française Thomson-Brandt.

Voilà des années que Zanussi connaît de sérieuses difficultés et accumule les pertes (700 millions de francs en 1982 et 750 millions en 1983). Son *endettement n'a cessé de* s'accroître pour atteindre 1 000 milliards de lires (5 milliards de francs), face à un capital très faible (80 milliards de lires seulement).

Depuis plus d'un an, le sort de Zanussi est en suspens. En juin dernier, une solution partielle était trouvée pour les activités radio-TV (10 % du chiffre d'affaires), cédées dans le cadre *d'une « solution italienne »* à une société nouvelle dont les actionnaires sont la société d'Etat Rel, Zanussi et l'autre fabricant italien, Indesit. M. Umberto Cuttica, président de Zanussi depuis la fin de 1982, élaborait parallèlement un *plan de redressement prévoyant la* cession ou la fermeture des activités périphériques du groupe, ainsi que des réductions de personnel.

Or, le 12 avril dernier, M. Cuttica démissionnait. Un départ qui semble lié à l'ouverture des négociations entre la famille Zanussi, actionnaire largement majoritaire, et Electrolux pour l'entrée du groupe suédois dans *le capital de la société italienne.*

Le groupe suédois souhaitait avoir le contrôle de l'affaire. Mais les syndicats et une partie de la classe politique y étaient peu favorables. A la mi-mai, Electrolux rompait alors les *négociations, et le groupe français* Thomson-Brandt, contacté, allait *préparer une proposition sans vouloir* cependant prendre trop de risques financiers. Le montant des dettes et des frais financiers, l'état de l'appareil de production, inquiétaient en fait les dirigeants de Thomson, qui craignaient d'être entraînés *dans une affaire fort coû*teuse. Ils proposaient donc de reprendre Zanussi avec l'appui du pool bancaire et de la région de Frioul pour une mise initiale de *100 millions de francs, dont le tiers* pour Thomson. Par la suite, la société française aurait accru progressivement sa participation, mais elle demandait aux banques de faire un gros effort pour consolider les dettes et diminuer les frais financiers.

Electrolux revenait à la charge ces dernières semaines avec une nouvelle proposition. Celle-ci prévoit que le capital *sera réduit dans un* premier temps de 80 à 4 milliards de lires. *Il sera ensuite porté à 104* milliards, Electrolux apportant 49 %, les groupes italiens Fiat et Mediobanca 15 % chacun et le reste provenant d'instituts de crédit. Un emprunt obligataire de 100 milliards de lires (500 millions de francs) serait émis, et souscrit par Electrolux. Moyennant quoi,les banques créancières accepteront de consolider près de la moitié des dettes de Zanussi : 480 milliards sur 1 000 milliards de lires.

An total, le groupe suédois mettrait donc au pot 750 millions de francs, dont 250 millions en capital. Des propositions qui ont été jugées plus *séduisantes par* la famille Zanussi et le pool bancaire que celles du groupe français.

Electrolux, un des plus beaux fleurons de l'industrie suédoise, poursuit depuis des années une stratégie systématique de conquête des marchés européens et américains. Le groupe a repris au fil des ans de nombreuses marques célèbres (Arthur Martin, *Tornado*, Océanic, Lincoln). Il est désormais le « numéro un » européen dans les produits blancs et le petit appareillage ménager, avec un chiffre d'affaires de 32 milliards de couronnes (autant de francs français) et des bénéfices en progression constante (1,7 milliard de francs l'année dernière). *Avec Zanussi*, le groupe suédois devrait faire un nouveau bond en avant et accroître encore ses parts de marché... à condition que le groupe italien ne se révèle pas un gouffre sans fond.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	8,5550	8,5575	− 5	+ 15	− 15	+ 15	− 180	− 60
$ can.	6,4890	6,4915	− 25	+ 15	− 40	+ 5	− 195	− 90
Yen (100)	3,6030	3,6070	+ 170	+ 190	+ 360	+ 380	+ 1030	+ 1100
DM	3,0670	3,0695	+ 160	+ 175	+ 320	+ 345	+ 900	+ 970
Florin	2,7235	2,7260	+ 130	+ 145	+ 275	+ 290	+ 765	+ 830
F.B. (100)	15,0740	15,0840	+ 15	+ 100	+ 50	+ 170	+ 160	+ 500
F.S.	3,6665	3,6700	+ 235	+ 260	+ 480	+ 510	+ 1400	+ 1500
L (1 000)	4,9780	4,9811	− 150	− 130	− 300	− 270	− 940	− 840
£	11,5433	11,5525	+ 284	+ 330	+ 325	+ 590	+ 1300	+ 1525

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	11	11 1/4	11 3/4	11 7/8	11 13/16	12 3/16	12 1/2	12 7/8
DM	5 1/4	5 3/4	5 7/16	5 13/16	5 9/16	5 15/16	6 1/16	6 7/16
Florin	5 1/4	6 1/4	5 13/16	6 3/16	5 7/8	6 1/4	5 5/16	6 1/16
F.B. (100)	11 1/4	11 7/8	11	11 1/2	11 1/4	12	11 5/8	12 3/8
F.S.	1	1 1/2	4 1/16	4 7/16	4	4 1/2	7 7/16	7 13/16
L (1 000)	15	15 3/4	14 7/8	15 1/2	15	15 5/8	15 7/8	16 1/4
£	8	8 3/4	8 5/8	9	9	9 7/16	9 13/16	10 3/16
F. franç.	11 1/2	12	11 1/2	12 3/8	11 5/8	12 3/8	13	13 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

En 1983

NORMED A PERDU 744,2 MILLIONS DE FRANCS

*Les Chantiers du nord de la Mé*diterranée (Normed) ont perdu, en 1983, 744,2 millions de francs, contre 126,6 millions en 1982. Le chiffre d'affaires tombe, d'une année sur l'autre, de 5,2 milliards de francs à 3,6 milliards.

Selon le rapport annuel présenté aux actionnaires, ces résultats sont plus mauvais que ceux qui étaient envisagés à la fin de l'année 1982 au moment du regroupement au sein de Normed des trois sociétés : Chantiers navals de La Ciotat, Constructions navales et industrielles de la *Méditerranée (La Seyne) et Société* industrielle et financière des chantiers France-Dunkerque. *Cette dé*gradation aurait été causée par des erreurs d'appréciation qui auraient, par exemple, doublé le nombre d'heures de travail prévu pour construire le paquebot *Fairsky*.

La trésorerie de Normed est maintenue à flot par les pouvoirs publics, qui lui ont accordé 725 millions de francs de subventions en 1983, et 1,2 milliard en 1984. D'ici au *mois de juin 1986*, Normed supprimera trois mille cent emplois. D'autres *mesures de redressement* sont attendues lorsque les audits du comité *interministériel de restructu*rations industrielles auront rendu leurs conclusions.

Nominations

● **M. ROGER PRAIN**, chargé de *mission auprès de l'ancien administra*teur général de l'Européenne de banque, M. Michel de Boissieu, *a été* nommé directeur général de cet établissement *par son nouveau président*, M. Roger Pujol, tout droit venu du directoire *du Crédit d'équipement des PME* dont il assurait la présidence. De son *côté, M. Charles Delamare, qui occupait* depuis juillet 1982 le poste de directeur *général de l'ex-banque Rothschild, a été* nommé chargé de mission auprès du président. M. Prain, directeur général du CCF, occupait depuis décembre 1983 cette fonction de chargé de mission à l'Européenne de banque, seul établissement nationalisé en 1982 et qui ne disposait pas de président jusqu'à présent.

● **M. DANIEL DEGUEN**, ancien président du Crédit commercial de France, a été nommé président d'honneur de cet établissement par le conseil d'administration.

● **M. DANIEL HECHTER** *a été* nommé à la présidence de la Fédération française *du prêt-à-porter féminin*, la vice-présidence étant assurée par *M. Alain* Sarfati, président de la société Almina-Sarfati. M. Hechter est à la tête *d'un groupe qui réalise, sous sa griffe*, un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs.

● **M. MARC CASANOVA**, actuellement président de Mobil Oil Italiana, a été nommé président de Mobil Oil française. Il prendra ses fonctions le 1[er] octobre et remplacera M. Georges Racine, qui avait manifesté l'intention de quitter ses fonctions. Né le 14 janvier 1926, M. Casanova a accompli toute sa carrière dans le groupe Mobil, au Maroc d'abord, dès 1946, puis en Tunisie et dans les sociétés Mobil d'Afrique de l'Ouest francophone. Depuis 1979, il était président de Mobil en Italie.

AUTOMOBILE

M. BÉRÉGOVOY CONFIRME SON REFUS DES LICENCIEMENTS CHEZ CITROËN SANS NÉGOCIATION

M. Pierre Bérégovoy a confirmé, le 28 juin, son refus d'accepter les *licenciements chez Citroën tant* qu'une négociation, qu'il avait *expressément demandée le 18 mai*, n'aura pas eu lieu. Le ministre des *affaires sociales et de la solidarité* nationale recevait une délégation de *la Fédération de la métallurgie* CGT, conduite par son secrétaire *général, M. André Sainjon, et à la*quelle participaient des délégués syndicaux de Citroën, dont M. Akka Ghazzi, secrétaire de la section d'Aulnay.

Pour la CGT, cette démarche se justifiait par la proximité de l'échéance de 30 jours qui suit la demande nouvelle de 2937 licenciements déposée par la direction de Citroën le 8 juin et que les pouvoirs publics, pour leur part, assimilent à un recours gracieux ouvrant la possibilité d'un délai de réponse de trois mois.

Au cours de l'entrevue, M. Pierre Bérégovoy aurait rappelé, selon ses interlocuteurs CGT, qu'il avait donné aux partenaires sociaux jusqu'au 18 août pour négocier et qu'il n'entendait pas revenir sur cette décision. *« M. Pierre Bérégovoy s'interroge aussi »* sur les motivations réelles de M. Jacques Calvet, PDG de Citroën, a encore dit M. André Sainjon, qui se pose la même question.

CONJONCTURE

La Cour des comptes s'inquiète de la situation « très préoccupante » d'EDF

Comme chaque été, la Cour des comptes livre son rapport, publié ce vendredi 29 juin, sur la gestion des administrations et du secteur public. Au cours de l'année 1983, la Cour a contrôlé quatre-vingt-onze entreprises publiques ou établissements nationalisés. La part que prend ce secteur dans les travaux de la haute juridiction apparaît dans le rapport qui leur consacre cette fois un tiers de ses conclusions. Cela va, comme toujours, du cocasse au plus sérieux.

Le chapitre le plus drôle concerne l'administration du *mobilier national* : la Cour constate qu'une partie des objets confiés à des ministères ou à des ambassades ont complètement disparu des inventaires, et que certains services dépendant du ministère de la culture ne produisaient aucun état annuel des meubles mis à leur disposition. Ou, mieux encore, une partie des meubles confiés aux ambassades de Vienne et de Washington ont été vendus *« à vil prix, à des ferrailleurs ou à des brocanteurs »*, après avoir séjourné plusieurs années dans les greniers...

Plus sérieusement, la Cour s'intéresse à des bastions comme EDF, dont elle souligne l'aspect *« très préoccupant »* de la situation financière.

Des frais financiers qui représentent 22 % du chiffre d'affaires

« Même si son rétablissement est espéré en 1984, la situation financière de l'EDF, qui produit plus des neuf dixièmes de l'énergie électrique consommée en France, est, depuis 1981, très préoccupante », écrit la Cour des comptes, qui poursuit :

« L'important programme électronucléaire engagé en 1974 a nécessité de lourds investissements dont le financement ne pouvait manquer de susciter des difficultés. Lors de son lancement, l'EDF et les pouvoirs publics estimaient toutefois que celles-ci commenceraient à s'atténuer à partir de 1980 grâce à l'augmentation de la consommation, qui devait permettre de tirer le meilleur parti des nouveaux équipements, et à un équilibre judicieux entre les sources de financement.

» Or, aucune de ces conditions ne s'est réalisée. La consommation d'électricité a pratiquement cessé de progresser en 1982, voire dès 1981, si on exclut les ventes à l'usine d'enrichissement de l'uranium Eurodif (244,4 milliards de kWh, soit + 0,5 %). Les dépenses d'investissement, qui atteignaient leur plus haut niveau, étaient alors financées de la façon la moins appropriée. Dans le même temps, l'effectif du personnel était accru de 12 % à contre-courant de l'évolution des ventes.

» Trois facteurs, dans un contexte de croissance ralentie, sont à l'origine des difficultés financières actuelles de l'EDF : l'ampleur croissante des dépenses d'investissement et leur mode de financement, qui ont conduit à un endettement excessif ; l'augmentation des coûts d'exploitation et la baisse de productivité qui l'accompagne ; enfin la politique tarifaire menée, qui n'a pas assuré l'équilibre des comptes et dont il serait souhaitable qu'elle s'inscrive à l'avenir dans une politique commerciale plus dynamique (...). »

Abordant le problème de l'endettement, la Cour écrit : *« Au cours des dix dernières années, l'EDF a engagé d'importantes dépenses d'investissement, notamment pour mettre en place les équipements électronucléaires qui ont contribué en 1983 à la moitié de la production d'électricité. Pour les financer, l'établissement a dû largement recourir à l'emprunt.*

» L'endettement est dès lors aujourd'hui son problème le plus grave. Les frais financiers nets qu'il supporte ont ainsi augmenté de 36 % en 1980, de 52 % en 1981, de 41 % en 1982 — atteignant alors 17,8 milliards de francs. Une nouvelle augmentation de près de 26 % en 1983 les a portés à 22,4 milliards de francs, soit 22 % du chiffre d'affaires (...).

» Le montant des sommes empruntées par l'EDF est passé de 17,3 milliards en 1979 à 23,3 milliards en 1980, 30,4 milliards en 1981, 31 milliards en 1982 et 32 milliards en 1983. Ne pouvant se limiter au marché financier français — il absorbe déjà quelque 10 % de sa capacité, — l'établissement a sollicité d'autres ressources en francs, dans la mesure où le permettaient les contraintes et les aléas qui les conditionnent (Caisse des dépôts et consignations, bons à moyen terme de la Caisse nationale de l'énergie, concours bancaires parfois hors encadrement du crédit). Il est surtout intervenu sur les marchés de capitaux étrangers ou internationaux, sous les formes les plus diversifiées, au prix de risques élevés de change et de taux; il a eu notamment recours à diverses facultés offertes par des lignes de crédit en eurodevises mobilisables jusqu'en 1991. L'EDF a ainsi collecté sur les marchés étrangers l'équivalent de 10 milliards de francs français en 1981, de 13,9 milliards en 1982 et de 13 milliards en 1983 (soit respectivement 33 %, 45 % et 41 % des emprunts contractés au cours de ces exercices). Ce recours massif à l'emprunt affecte à la fois le bilan, la trésorerie et l'exploitation. »

Cette situation est d'autant plus inquiétante que le taux de productivité globale, positif jusqu'en 1981, est devenu négatif en 1982 sous l'effet de l'insuffisante progression du nucléaire, de la faible croissance des ventes et de l'augmentation des effectifs.

Évoquant ensuite les tarifs, la Cour écrit : *« Bien que l'établissement ait souffert d'un certain retard dans la revalorisation de ses tarifs, le prix de l'électricité pour l'usager en haute et moyenne tension n'a cependant cessé d'augmenter plus que la hausse moyenne des prix, alors que c'est précisément dans ce secteur que la percée commerciale s'impose : certes, cela n'est que la conséquence de l'évolution des coûts, mais la baisse des prix en francs constants espérée de la mise en œuvre du programme électronucléaire a été ajournée. En 1977 il était ainsi prévu que, du fait de l'entrée en service des centrales nucléaires, les tarifs suivraient la hausse générale des prix jusqu'en 1980 puis lui seraient inférieurs de 3 % par an au-delà. Ramenée à 2 % par an dans les prévisions faites pour 1978, la réduction se trouvait reportée à 1985 dans les prévisions conçues en 1979. Les prévisions à moyen terme de 1983 renvoient à 1987 le point de départ de cette baisse à franc constant tant attendue. »*

Cette baisse sera-t-elle une nouvelle fois repoussée ? La Cour le laisse entendre lorsqu'elle écrit : *« L'avantage du nucléaire décline, en effet, dès que s'abaissent les durées de fonctionnement des centrales : l'équivalence avec le charbon s'établirait pour des durées d'appel de 2 000 à 4 000 heures par an selon les hypothèses retenues pour l'évolution des prix de ce combustible. Or, les prévisions de consommation d'électricité, de l'ordre de 340 à 370 milliards de kWh en 1990, pour une capacité de plus de 400, font craindre un suréquipement d'environ 15 %. L'établissement considère qu'il en résulterait un surcoût de 2 % pour une consommation de 340 milliards de kWh, ce qui conduirait à différer encore de deux à trois ans la baisse à monnaie constante du prix de l'électricité. On peut même craindre que cette estimation soit nettement insuffisante. Au demeurant, tout dépend, désormais, du dynamisme de la politique commerciale : découlant de la priorité donnée à la production nucléaire dans l'approvisionnement énergétique de la France, la pénétration de l'électricité pour des usages rentables dans de nouveaux domaines, notamment industriels, déjà bien engagée, demande à s'affirmer avec une vigueur accrue. »*

Quand M. Delors fait de l'information économique

Convoqués, jeudi 28 juin en fin de matinée, pour entendre M. Delors commenter la réunion de la commission des comptes de la nation, qui venait de se tenir au *ministère* de l'économie et des finances, les journalistes auront été curieusement traités.

« Réunion passionnante, déclare le ministre, *réunion qui a été un puissant encouragement à la politique engagée par le gouvernement. »* Le ministre parle de ses succès en matière de commerce extérieur (excédent prévu de 11,5 milliards de francs en 1985) et de lutte contre l'inflation, de marges de manœuvre bientôt recouvrées qui pourront être éventuellement utilisées pour une relance du bâtiment et des travaux publics.

Comme on reste tout de même dans les généralités, les représentants de la presse demandent à M. Delors de communiquer les comptes de 1984 et de 1985 qui viennent de faire l'objet d'un examen approfondi : croissance du PIB, des importations, des exportations, des investissements, de la consommation, des prix et des salaires. Comment parler de comptes que l'on ne connaît pas ? Mais le ministre refuse, assurant que les chiffres retenus ne sont pas significatifs, qu'ils sont fragiles, seront mal interprétés, que seules comptent les tendances, et que, ces tendances, il vient de les commenter. Un journaliste insiste et fait remarquer que les comptes de la nation sont surtout intéressants par une cohérence traduisant *une politique* et des intentions. M. Delors l'admet *et répond qu'il fournira les chif*fres demandés, mais plus tard, *en comité restreint, entre journa*listes capables de bien les interpréter...

Les représentants de la presse économique, nombreux à la réunion, avaient déjà conscience de leur immense incompétence. Ils savent maintenant que M. Delors a choisi ceux qui, parmi eux, sont capables de comprendre les chiffres et de les commenter.

Nos lecteurs n'auront pas attendu les résultats de la sélection opérée par le ministre. Ils ont pu prendre connaissance, dans nos éditions du 29 juin, et cela malgré le ministre, des chiffres qui, cette année — contrairement à la tradition, — font l'objet d'un mystère aussi inutile (1) que choquant.

ALAIN VERNHOLES.

(1) Pour 1985, les comptes sont les suivants : PIB marchand : + 2 % ; importations : + 3,1 % ; consommation des ménages : + 1,3 % : investissements : + 1,3 % (dont entreprises : + 2,2 %) ; exportations : + 4,8 % ; prix : + 5,2 % en *moyenne annuelle*, + 4,5 % en glissement ; salaire moyen par tête : + 5,2 % ; *revenu disponible réel des* ménages : + 1,6 %.

ÉTRANGER

La Banque fédérale d'Allemagne a relevé son taux d'escompte de 0,5 %

La *Banque fédérale d'Allemagne* (Bundesbank) a relevé, jeudi 28 juin, son taux d'escompte de 0,5 %, le portant de 4 % à 4,5 %. Son taux d'avances sur titres (lombard) est resté fixé à 5,5 %. Ce taux d'escompte avait été abaissé de 1 % le 17 mai 1983, afin, à l'époque, d'atténuer *la pression qui s'exerçait sur* les monnaies faibles du système monétaire européen.

C'est la première fois que la Bundesbank relève son taux d'escompte depuis 1980. Cette mesure était attendue, car la Banque centrale doit, depuis de longues semaines, intervenir sur les *marchés* des changes pour soutenir le mark face à un dollar à nouveau très vigoureux. Le montant du relèvement, 0,5 %, est identique à celui du taux de base des banques *américaines, qui, au début de la se*maine, a été porté de 12,5 % à 13 %. Il devenait urgent pour la Bundesbank de ne pas laisser l'écart entre les taux américains et allemands se *creuser encore davantage. La déci*sion qui vient d'être prise aurait dû l'être depuis un mois et demi au moins, mais rien n'était possible aussi longtemps que le conflit sur la *semaine de trente-cinq heures* n'était pas réglé, la banque ne voulant pas être accusée d'alourdir le fardeau qui pèse sur les entreprises. Elle s'est d'ailleurs empressée de déclarer que ce relèvement ne constitue pas un resserrement de sa politique monétaire, et a annoncé en même temps un relèvement de 8 milliards de marks du plafond d'escompte des banques, ce qui équivaut à *injecter l'équivalent de* 24 milliards de francs dans l'économie. Cette mesure est destinée à li*miter la hausse du coût du crédit* pour les entreprises. La décision de la Bundesbank *a été* imitée par la Banque d'Autriche (4,50 % contre 4,25 %).

∴

La Banque de Suède a porté son taux d'escompte de 8,50 % à 9,50 %, le taux d'avance sur titre passant de 11,50 % à 13,50 %. Cette mesure a pour objet de freiner les sorties de devises, très importantes depuis avril dernier (plus de 500 millions de dollars). Elle est également desti*née à combattre l'inflation qui se dé*veloppe depuis le début de l'année malgré les efforts du gouvernement. Ce dernier s'est, par ailleurs, résigné à lever, le 1er juillet, le blocage des *prix qu'il avait institué* le 9 avril dernier, le considérant comme nocif et inefficace.

Aux Etats-Unis

Le Congrès a approuvé une réduction de 63 milliards de dollars du déficit budgétaire sur trois ans

La Chambre des représentants, puis le Sénat des Etats-Unis ont approuvé définitivement un ensemble de mesures *qui* doivent réduire de 63 milliards de dollars le déficit du budget fédéral sur trois ans. Cet ensemble prévoit 50 millions de dollars d'augmentation d'impôts divers d'ici à *1987. Certains impôts indirects* vont être augmentés, notamment la taxe sur les alcools (+ 20 %), tandis que près de deux cents déductions et provisions vont être diminuées, afin d'augmenter le rendement de la fiscalité. Le Congrès a également voté 13 milliards de dollars d'économie, *notamment sur l'assistance médi*cale, les médecins voyant leurs honoraires gelés pendant quinze mois et les malades devant contribuer davantage aux frais exposés.

Ces mesures, combinées avec celles qui avaient été prises antérieurement, et avec les économies qui *vont pouvoir être réalisées sur le coût* des emprunts contractés pour combler le déficit, pourront, vraisemblablement, réduire de 85 milliards de dollars le déficit budgétaire sur une période de trois années. *Elles* constituent un « acompte » sur le grand programme de réduction de 140 à 180 milliards de dollars, dont le principe a été adopté au printemps dernier par la Chambre des représentants et le Sénat. Reste encore à régler le différend qui oppose les deux *Assemblées sur les dépenses* militaires.

Le Congrès a, enfin, voté la sup*pression de la retenue à la source* de 30 % qui frappe, actuellement, les intérêts versés aux porteurs étrangers de titres américains (emprunts, bons du Trésor, etc.). Cette mesure est très *importante*, car elle a pour objectif de ramener à New-York l'immense marché obligataire libellé en dollars qui avait immigré en Europe, ou ailleurs (Bermude, Bahamas, etc.), afin, précisément, d'échapper à la retenue à la source. Elle va inciter les investisseurs japonais, allemands, *suisses et autres à acquérir* massivement des titres américains, notamment ceux émis par le Trésor *pour financer le déficit budgétaire.* Selon certaines estimations citées par Christopher Hugues dans *le Monde* daté 20-21 mai, c'est 60 milliards de dollars que le Trésor pourrait ainsi drainer, alors que la suppression de la retenue à la source lui ferait perdre 150 millions de dollars *seulement.*

Les eurobanquiers considèrent cette mesure comme une véritable « *déclaration de guerre* », *et ils re*doutent de voir leurs activités refluer sur le marché américain. A Londres, *on est moins alarmé*, faisant remarquer que les grandes banques américaines installées dans la capitale britannique, et très actives sur le marché des eurodollars, n'ont pas intérêt à se saborder immédiatement. Mais, pour le Trésor, le bénéfice sera immédiat : dès maintenant, il envi*sage d'émettre des titres au porteur,* destinés aux étrangers, et des obligations à coupon zéro (intérêt payable *en fin de période*), très appréciées des investisseurs mondiaux.

La France souhaite une augmentation de l'aide de la CEE au tiers-monde

De notre envoyé spécial

Luxembourg *(Communautés européennes)*. – Réunis depuis le jeudi 28 juin, les ministres des affaires étrangères des Dix et les représentants des soixante-quatre pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) qui ont signé la deuxième convention de Lomé tentent de dégager les grandes lignes du prochain accord *de coopération entre la CEE* et ses partenaires du tiers-monde. La présidence française, dont le mandat *prend fin au terme de ce mois*, est déterminée à boucler la négociation, du moins dans *ses aspects* principaux, à l'issue de la conférence en cours.

*Persuadé qu'un accord ne peut in*tervenir rapidement que si les Dix sont en mesure de présenter dès à *présent* aux ACP *une offre sur l'aide* financière de la CEE pour la période 1985-1989, M. Cheysson a demandé à ses collègues de la Communauté de s'exprimer sur le volume du *prochain Fonds européen de développement* (FED).

L'augmentation de près de 50 % *de l'aide consentie lors* de la signature de la deuxième convention de Lomé – *4,7 milliards d'ECU* (un ECU égale 6,87 francs), auxquels il faut ajouter une ligne de crédit de 885 *millions d'ECU offerte par la* Banque européenne d'investissements – telle que l'entendent les Français soulève *bien* des réserves, surtout chez les Britanniques. Une offre satisfaisante sur un volet considéré par tous comme la clef de la négociation permettrait de surmonter *les derniers obstacles.*

Au premier rang de ceux-ci figurent les procédures de programma*tion de l'aide consentie* à chaque Etat ACP. La CEE souhaite une meilleure utilisation, donc une *plus* grande efficacité des fonds communautaires. A cette fin, elle propose une concertation *plus poussée sur l'acceptation* des sommes attribuées. Cette orientation de la Communauté a suscité une grande méfiance.

Viennent ensuite les difficultés *que soulèvent les aménagements* à apporter au système de stabilisation des recettes à l'exportation pour les produits agricoles des ACP (Stabex). La CEE propose un meilleur contrôle sur *l'utilisation* qui est faite des montants versés au titre du *mécanisme* communautaire. Pour leur part, les ACP demandent un accroissement sensible de la dotation (550 millions d'ECU prélevés sur le volume du FED *pour la période quinquennale en* cours) à affecter aux compensations sur les pertes à l'exportation. Il est *clair que, sans une modification* au moins partielle sur ce point, les partenaires des Dix pourront difficilement accepter les nouvelles contraintes envisagées par ces derniers.

La troisième difficulté, qui est directement liée à l'effort financier des Dix, concerne le *mécanisme* de soutien aux capacités de production et d'exportation dans le secteur minier (280 *millions dus pour cinq ans*, également tirés du FED). Jusqu'ici, le dispositif communautaire (le Sysmin) n'a *joué* que pour les *entreprises* d'extraction de cuivre au Zaïre et en Zambie. *Les ACP* souhaitent élargir sensiblement son champ d'action, et la CEE propose d'ajouter à la liste des produits *bénéficiaires* le chrome exploité au Botswana et au Zimbabwe.

MARCEL SCOTTO.

(1) Les conventions signées entre la CEE et les pays ACP ont pris le nom de la capitale du Togo dans laquelle elles ont été signées. Lomé I a été signée le *28 février* 1975 et Lomé II le 31 octobre 1979. Lomé III couvrira la période *1985-1989*.

SOCIAL

L'USINE OCCUPÉE DEPUIS UN AN A ÉTÉ DÉMÉNAGÉE SOUS LA PROTECTION DES CRS

Les irréductibles de Montupet-Nanterre

Est-ce la fin de Montupet-Nanterre ? C'est sous la protection des CRS que s'est déroulé, jeudi après-midi 28 juin, le déménagement d'une partie du matériel de cette fonderie d'aluminium dont la fermeture avait été décidée il y a un an. Depuis lors, la quasi-totalité des sept cents salariés étaient au chômage, et l'établissement était occupé jour et nuit par des militants de la CGT, seul syndicat ouvrier de l'entreprise.

« *Montupet vivra à Nanterre !* » Ce cri répété par plusieurs dizaines de manifestants qui s'étaient assis vers 14 h 30 dans la cour de l'usine n'a pas empêché un escadron de CRS armés de matraques et de fusils lance-grenades de forcer la grille d'entrée. Ni coups ni insultes. Simplement, les forces de l'ordre ont transporté *manu militari* les protestataires vers l'extérieur – y compris le maire adjoint communiste, M. Jean-Pierre Campos, revêtu de son écharpe tricolore. Puis une demi-douzaine d'énormes camions ont fait leur apparition. Ils devaient repartir quelques heures plus tard chargés de pièces de machine.

Montupet-Nanterre, c'est l'exemple de la *moyenne* entreprise sacrifiée aux impératifs de la reconversion industrielle. Spécialisée dans la fonte de l'aluminium sous pression, avec des presses de plus de 1 800 tonnes et un personnel hautement qualifié, c'était l'une des principales unités de la société Montupet, qui a son siège à Levallois et qui possède des usines à Châteauroux (Indre), à Nogent-sur-Oise (Oise) et à Ussel (Corrèze). La fonderie de Nanterre réalisait surtout des pièces d'automobile pour Renault et Peugeot, sous-traitant une production d'environ 11 000 tonnes par an.

La crise de l'automobile mais aussi des problèmes de gestion ont anéanti ce potentiel. Et l'usine de Nanterre est devenue un « canard boiteux », avec un important déficit d'exploitation dès 1980. Selon la municipalité de gauche, ce déficit résulte notamment des frais excessifs et de la manipulation financière intervenue lorsque la famille Montupet a vendu une partie de ses parts. Le groupe Pechiney (nationalisé) est devenu le véritable dirigeant de la société. La création de la fonderie de Longwy, filiale de Renault et de Peugeot, a également dépossédé Montupet d'une partie de sa clientèle.

La CGT a proposé une relance de la coopération avec Renault et le groupe PSA dans le cadre de contrats « emploi - formation - production », en vue d'améliorer les performances de l'atelier de mécanique pour la fabrication de moules. Elle a préconisé aussi le renforcement des liens commerciaux avec Ford, Saab, Volvo, tout en souhaitant « *produire français* » et développer de nouveaux types d'alliages et de procédés de fabrication. Bref, elle veut stopper l'irrémédiable : ni fermeture ni licenciements, *tant que la concertation* n'aura pas eu lieu.

En vain. « *Le ministre de l'Industrie, M. Fabius, nous laisse tomber* », *dit un fondeur*, M. René Hurcet, trente-cinq ans, trois enfants. Un homme amer, révolté par ce qui lui arrive.

Entre les bâtiments silencieux, *les* camions s'avancent parmi d'énormes pièces de fonte couvertes de rouille. Les déménageurs commencent leur travail et l'usine de Montupet se vide.

J. B.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE NATIONALE DE PARIS

La situation au 3 avril 1984 s'élève à 694 milliards 613 millions.

Au passif, la rubrique « banques, organismes et établissements financiers » figure pour 15360,5 millions (comptes à vue) et 215752,7 millions (comptes et emprunts à échéance).

Les comptes de sociétés, entrepreneurs individuels et divers s'inscrivent pour 50 734,4 millions (comptes à vue) et 48776,8 millions (comptes à échéance).

Les comptes de particuliers atteignent 40333,2 millions (comptes à vue), 18229,5 millions (comptes à échéance) et 55255,7 millions (comptes d'épargne à régime spécial).

Les bons de caisse apparaissent pour 35559,1 millions.

Le total des ressources de clientèle s'élève à 248888,7 millions.

A l'actif, les crédits à la clientèle s'élèvent pour le portefeuille à 251477,1 millions, répartis comme suit : 41767,1 millions de créances commerciales, 69019,6 millions d'autres crédits à court terme, 77243,6 millions de crédits à moyen terme, 63446,8 millions de crédits à long terme.

Les comptes débiteurs atteignent 26817,5 millions.

Les banques, organismes et établissements financiers figurent pour *9815,8 millions* (comptes à vue) et 231659,1 millions (comptes et prêts à échéance).

Le total de la *situation* consolidée du groupe à la date du 3 avril 1984 *s'établit à 803 milliards 126 mil*lions.

DUMEZ

L'assemblée générale ordinaire de la société Dumez s'est réunie le jeudi 28 juin sous la présidence de M. André Chaufour, président du conseil de surveillance.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'exercice *1983* qui dégagent un bénéfice net de 116,1 millions de francs. L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende net de *24,5 francs* (c'est-à-dire une rémunération globale de 36,75 francs pour l'actionnaire français) aux 2 250 000 actions composant le capital. Ce dividende, encore limité selon les recommandations gouvernementales, sera mis en paiement le 16 juillet prochain, déduction faite de l'acompte de 10 francs versé le 7 février 1984.

Le rapport du directoire *précise* que le chiffre d'affaires du groupe en 1983 a *été de 12 075 millions de francs* TTC et de 11 895 millions hors taxes, le bénéfice net consolidé a atteint *360* millions de francs, soit 3 % du chiffre d'affaires. Les amortissements et dépréciations re*présentant* 761 millions (6,4 %), la marge brute d'autofinancement ressort ainsi à 1 121 millions, soit *9,4 % du chif*fre d'affaires.

Les travaux restant à exécuter à fin 1983 représentaient 14 milliards de *francs avec une répartition* où domine l'activité à l'étranger, soit : 39 % au Proche-Orient, *35* % en Afrique, *17* % en Amérique, le reste en France et en Extrême-Orient. Ce carnet de commandes, en baisse par rapport à l'an dernier, représente toutefois, sur la base du volume de travaux prévisible pour *1984* (environ dix milliards de francs) un an et demi d'activité assortie d'une rentabilité toujours satisfaisante. L'année 1983 a été marquée également par plusieurs implantations nouvelles (Algérie, Argentine, Colombie, Paraguay) susceptibles de développement dans l'avenir.



EPARCIC

Société d'investissement à capital variable

Le Crédit industriel et commercial de Paris, associé aux banques du groupe CIC et avec le concours de plusieurs sociétés industrielles, a décidé de créer une société d'investissement à capital variable, EPARCIC, dont l'objectif sera d'assurer la valorisation à moyen terme de la trésorerie permanente des entreprises ou éventuellement des particuliers, tout en limitant le montant des coupons mis en paiement. La structure du portefeuille d'EPARCIC, constitué de fonds d'Etat et d'obligations à taux fixe ou à taux variable, permettra d'obtenir une appréciation régulière de l'épargne investie. La *SICAV*, dont le président sera M. Jacques Guennet, sera ouverte au public le 3 juillet prochain, avec un capital initial de 169 250 000 francs.



HACHETTE

L'assemblée générale des actionnaires d'Hachette SA s'est réunie, mercredi 27 juin, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc Lagardère pour approuver les comptes de l'exercice 1983.

Le résultat de la société-mère est un bénéfice de 250,2 millions de francs comprenant 135,1 millions de francs de plus-values nettes contre 103 millions de francs en 1982 incluant 17,6 millions de francs de plus-values.

Il faut souligner que les résultats 1983 s'entendent après paiement de l'impôt à taux plein alors que les résultats de l'exercice 1982 comportaient encore d'importants reports déficitaires.

Le résultat consolidé du groupe qui doit être considéré comme la donnée la plus significative, celle qui rend le *mieux compte de la santé de l'entre*prise, est de 187,2 millions de francs et s'élève à *329,5* millions de francs après plus et moins-values. En 1982, le résultat consolidé était de 142 millions de *francs et de 265,7 millions après plus et* moins-values.

Le président a commenté ainsi le résultat et les perspectives du groupe :

« Ces progrès confirment que la phase de redressement, que nous nous étions fixée comme premier objectif, est bien « réussie ». Je disais, dans mon *allocution de l'an dernier, que les résul*tats bénéficiaires de 1982 n'étaient qu'une étape : nous en avons la démonstration aujourd'hui.

» Cette situation appelle deux commentaires :

» 1. – Dans notre métier si complexe et si varié, une rigueur de gestion est nécessaire, *plus qu'ail*leurs. Les outils de gestion doivent être sans cesse modernisés et les dérives budgétaires contrôlées de près chaque jour. Ce n'est *qu'ainsi qu'on évitera* toute rechute possible.

» 2. – La santé de notre bilan – avec notamment un *endettement* devenu marginal – nous permet désormais de disposer d'une capacité d'investissement très importante ; sans doute, et de loin, la plus importante en France dans le domaine des médias.

» En conséquence, nous maintiendrons notre vigilance, inlassablement, sur la gestion quotidienne et ne laisserons *passer aucune* opportunité de nous développer : d'abord par un effort accru de création interne, dont on peut espérer beaucoup, ensuite *par des prises de posi*tion stratégiques dans des secteurs de la communication que nous aurons soigneusement sélectionnés.

» Le développement irrésistible de la communication, la façon dont il se produit – par une synergie de plus en plus intime entre *la* technologie et *la* création de « programmes » – se précisent de mieux en mieux. Son cadre, c'est le monde international. Son expression, c'est une osmose entre le livre, le journal, le magazine, l'audiovisuel et l'informatique. La technologie féconde la culture et marque les progrès de l'évolution humaine. Face aux perspectives immenses qu'offre le monde de la communication, Hachette prétend gagner une position majeure, fort de son expérience et de son savoir, de ses moyens et de son organisation, de sa compétence et de son dynamisme, de la qualité de ses hommes.

» Hachette est aujourd'hui leader dans le domaine de création authentique que constituent *le livre et la presse.* Hachette poursuivra une longue tradition d'innovation illustrée par des initiatives d'avant-garde *qui ont marqué*, au long de l'histoire, l'édition scolaire, les bibliothèques de gare, le Livre de poche... Nous nous efforcerons d'affirmer notre position d'éditeur international *par des implantations et associations* avec des partenaires locaux dans les zones ouvertes à *la* culture française telles que l'Amérique du Nord, les pays hispaniques, le Moyen-Orient. L'écrit *reste un marché considérable, dont* la récession maintes fois annoncée, ne touche que ceux qui acceptent de mourir et qui ne font pas les efforts d'évolution, de modernisation et d'investissements *nécessaires. De plus, l'écrit constitue* le lien le plus naturel avec l'audiovisuel. C'est sa source centrale de créativité, sa grande banque de l'imaginaire.

» Il est vrai pourtant que l'image est une expression de communication moderne plus internationale et de diffusion infinie. Hachette s'implantera dans l'audiovisuel de façon volontariste en poursuivant et intensifiant ses premiers efforts marqués par la stratégie des trois écrans (le grand : le cinéma, le petit : celui de la télévision et l'écran informatique). Bien *entendu*, la dimension internationale sera recherchée immédiatement.

» *Le contact direct avec le public* nous paraît utile au groupe Hachette – sous la forme de magasins de vente modernes dont le trait commun est « culture et technologie ». Nous développerons ces magasins en France, puis à l'étranger.

» Comment ne pas envisager l'avenir avec confiance ? Hachette est leader dans un domaine en plein développement. Ayant retrouvé force et santé, il déploiera son dynamisme dans la création artistique, culturelle et l'information. Il maîtrisera des moyens de distribution *et* de vente lui permettant *de* rayonner sur le plan national et international. »

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

29 juin

Amélioration

Après trois séances consacrées à consolider ses positions, la Bourse de Paris a repris lentement son avance à la veille du week-end. Amorcée dès l'ouverture, la progression des cours s'est poursuivie durant la séance, et, à la clôture, l'indicateur instantané s'établissait à 0,54 % au-dessus de son niveau précédent, notons-le sur un tableau électrique tout nouveau et tout neuf. L'ancien, devenu fou, avait été retiré il y a une dizaine de jours et, dans l'intervalle, les coteurs inscrivaient à la craie les informations transmises par le centre informatique sur l'évolution dudit indicateur.

Au-delà de cet événement anecdotique, les professionnels se déclaraient très satisfaits de cette journée.

Certes, l'amélioration n'est pas spectaculaire, mais elle va dans le sens des pronostics. « Le temps des hausses de 2 % est révolu », disait-on, en ajoutant : « On entre maintenant dans l'ère des progressions lentes. » De l'avis général, le marché prend conscience que la situation des entreprises se rétablit plus vite que prévu. Wall Street, de son côté, n'est plus pour l'instant du moins une source de préoccupation. Enfin, beaucoup ont prêté une oreille attentive aux prévisions de M. Jacques Delors sur un exédent commercial de 11,5 milliards de francs en 1985, avec un taux de croissance de 2 %.

La mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire n'a produit aucun effet, pour la bonne raison que la cotation du titre et celle des valeurs associées sont suspendues depuis près de trois semaines. Autour de la corbeille l'on s'interrogeait seulement sur le sort des créanciers. Phénomène du fait accompli. La devise-titre s'est traitée entre 9,66 F et 9,70 F (contre 9,63 F/9,73 F).

L'or a encore monté, de 2,35 dollars l'once à Londres en cotant 375,25 dollars, de 400 F par kilo à Paris avec le lingot à 102 700 F. Le napoléon a baissé : 615 F (– 5 F).

NEW-YORK

Reprise

Pour la première fois de la semaine, Wall Street s'est redressé jeudi. Favorisé par la hausse d'IBM et de General Motors, le mouvement s'est poursuivi durant presque toute la séance et, à la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 1 126,54 (+ 9,83 points). Si les « Blue chips » ont principalement retenu l'attention, les autres valeurs n'ont pas démérité. Sur un total traité de 1 917, 888 ont monté, 591 ont baissé et 438 n'ont pas varié.

De l'avis général, le marché a anticipé une contraction de la masse monétaire. De fait, après la séance, l'on apprenait que cette dernière avait diminué de 3,1 milliards de dollars.

Un climat confiant a paru s'instaurer autour du « Big Board » et, d'une façon générale, les spécialistes estimaient que l'expansion économique avait de bonnes chances de se poursuivre à un rythme moins rapide, ce qui aurait pour effet d'éviter des tensions sur le front des taux d'intérêt.

Notons quand même que les opérateurs, *d'une certaine manière, ont été encouragés* par l'annonce d'une réduction du déficit commercial en mai et le vote au Sénat et à la Chambre des représentants d'une réduction des dépenses fédérales et d'une augmentation de la fiscalité.

Cependant, une assez faible activité a régné et 77,66 millions de titres ont été échangés, contre 78,84 millions.

VALEURS	Cours du 27 juin	Cours du 28 juin
Alcoa	33 3/8	33 5/8
A.T.T.	16 5/8	16 7/8
Boeing	42 5/8	43 5/8
Chase Manhattan Bank	39 3/8	39 1/2
Du Pont de Nemours	44 1/8	44 7/8
Eastman Kodak	68 5/8	69 1/4
Exxon	39 3/4	40 1/4
Ford	36 1/8	35 3/4
General Electric	52 1/2	52 7/8
General Foods	54 1/8	54 1/4
General Motors	64	65 1/4
Goodyear	25 7/8	25 5/8
I.B.M.	103 1/8	105 1/4
I.T.T.	32 5/8	32 3/4
Mobil Oil	26 3/8	26 5/8
Pfizer	33 1/4	33
Schlumberger	44 1/2	45 1/4
Texaco	33 3/4	33 7/8
U.A.L. Inc.	34 7/8	35 5/8
Union Carbide	50 3/4	50 1/2
U.S. Steel	24 1/2	24 5/8
Westinghouse	21 3/8	21 7/8
Xerox Corp.	38 5/8	38 7/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE. – Le groupe change de raison sociale à la suite de l'absorption de SOPROMEL et de la Société de participations industrielles et financières (SPIF), pour prendre la dénomination de Lyonnaise des eaux.

SCOA. – Pour le premier semestre de l'exercice en cours, d'une durée exceptionnelle de quinze mois, les comptes de la société mère font ressortir une perte de 16,4 millions de francs. Mais ce résultat n'est pas comparable au précédent, compte tenu de la filialisation des activités de commerce international, de l'interruption des exportations de composants de véhicules à destination du Nigeria.

La situation de la SCOA s'apprécie, en revanche, au niveau consolidé. Pour la période sous revue, le déficit a fortement diminué (5,6 millions de francs, contre 34,4 millions). Dans ce chiffre, la part de la SCOA est une perte de 20 millions de francs (contre 38,5 millions), et celle des minoritaires, un bénéfice de 14,4 millions de francs (contre 4,1 millions).

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE. – *Filiale du CCF, la société de* crédit-bail Locamic vient de prendre une participation de 25 % dans le capital d'Asystel, une société de services et de conseils en informatique qui a développé, par ailleurs, une activité de vente et de location de matériels et logiciels fabriqués par IBM. Cette participation de Locamic sera portée ultérieurement à 35 % à l'occasion d'une prochaine augmentation de capital de cette société. Dirigée par M. Alain Obadia, Asystel prévoit de réaliser, en 1984, avec la participation de ses filiales, un chiffre d'affaires consolidé de près de 120 millions de francs, contre 43 millions pour le précédent exercice.

KIWI. – Le groupe australien Nicholas Kiwi vient d'acquérir 72 % du capital d'Abel Bonnex, société française spécialisée dans la fabrication de produits d'entretien pour automobiles. Le prix de la transaction n'a pas été rendu public. Installé à Rouen, Abel Bonnex a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 38 millions de francs. Son rachat va permettre au groupe Kiwi d'étendre son implantation en France où il possède déjà une unité de produits d'entretien domestiques, à Rouen, et un laboratoire pharmaceutique à Gaillard (Savoie).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	27 juin	28 juin
Valeurs françaises	111,5	111,6
Valeurs étrangères	88,1	86,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	27 juin	28 juin
Indice général	179	169,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 29 juin .... 12 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	28 juin	29 juin
1 dollar (en yens)	237,80	237,45

BOURSE DE PARIS — Comptant — 29 JUIN

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	25 35	2 238
5 %	39 30	2 049
3 % amort. 45-54	....	2 738
Emp. 7 % 1973	9854	..
Emp. 8,80 % 77	117 50	0 916
9,80 % 78/93	90	9 479
8,80 % 78/86	92 50	4 833
10,80 % 79/94	92 60	6 852
13,25 % 80/90	101	0 980
13,80 % 80/87	102 40	9 728
13,80 % 81/99	101 40	6 297
16,75 % 81/87	109 60	13 455
16,20 % 82/90	110 95	7 480
16 % juin 82	111	0 821
E.D.F. 7,8 % 61	138 10	6 649
E.D.F. 14,5 % 80-92	101 90	1 144
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	102	6 602
CNB Paribas	102 25	6 602
CNB Suez	102 30	6 602
CNI janv. 82	102	6 602

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations convertibles		
B.S.N. 10,50 % 77	2705	2744
Carrefour 6,75 % 77	338 50	338
Interbail (obl. conv.)	254	....
Lafarge 6 % 72	338	346
Martel 6,75 % 70	1880	1880
Michelin 5,50 % 70	654	648
Moët-Hennes. 6 % 77	1940	....
Pétr. (Fse) 7,50 % 79	249	....
Peugeot 6 % 70-75	365	....
SCREG	172	178
Télém. 7 % 74	170	175
Thom.-CSF 8,9 % 77	305 50	....
Actions au comptant		
Aciers Peugeot	45 50	47
A.G.F. (St Cent.)	363	....
A.G.P. Vie	5360	5500
Agr. Inc. Madag.	75 90	75
Allobroge	290	290
Amrep	59 50	55 40
André Roudière	142	144
Applic. Hydraul.	308	300
Arbel	30 10	30 05
Artois	510	....
At. Ch. Loire	12 80	13 15
Ausssedat-Rey	28 60	29 75
Bain C. Monaco	81 10	78
Bananía	461	461
Banque Hypoth. Eur.	294	298
Blanzy-Ouest	323	324
B.N.P. Intercontin.	127 40	....
Bénédictine	1700	....
Bon-Marché	120 10	120 10
Borie	285	....
Bras. Glac. Int.	805	805
Cafif	440	439
Cambodge	235	....
C.A.M.E.	99 50	89 50
Campenon Bern.	163	165 30
Caout. Padang	364 60	363
Carbone-Lorraine	81	80
Carnaud S.A.	180	187 20
Caves Roquefort	905	905
C.E.G.Frig.	271	....
C.E.M.	28 50	29
Centen. Blanzy	873	841
Centrest (Ny)	118	103 40
Cerabati	66	59 20 o
C.F.F. Ferrailles	250	....
C.F.S.	769	750
C.G.I.B.	118	....
C.G.V.	118 50	118
Chambon (M.)	405	....
Chambourcy (M.)	955	....
Champex (Ny)	112 50	115
Chim. Gde Paroisse	87	87
C.I. Maritime	432 50	441 70
Citram (B)	127	128 80
Clause	520	525
Cochery	....	....
Cofradel (Ly)	430	....
Cogifi	256	240 30 c
Comindus	766	769
Comiphos	181 20	187 50
Comp. Lyon-Alem.	238	247 50
Concorde (La)	327 80	328 50
C.M.P.	13 90	13 50
Conte S.A. (Li)	50	49 o
Crédit (C.F.B.)	191	190
Créd. Gén. Ind.	530	510
Cr. Universel (Cie)	468	480
Crédital	124 50	124 90
Darblay S.A.	240	....
Darty Act. d. p.	767	770
De Dietrich	382	380
Degremont	141	140

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Delalande S.A.	700	650
Delmas-Vieljeux	724	720
Dév. Rég. P.d.C (Li)	115	111
Didot-Bottin	600	624
Dist. Indochine	484 10	....
Drag. Trav. Pub.	245	229 c
Duc-Lamothe	150 50	....
Eaux Bass. Vichy	1280	....
Eaux Vittel	960	951
Ecco	2480	....
Economats Centre	470	....
Electro-Banque	239	237
Electro-Financ.	471	471
Elf-Antargaz	180	180 30
E.L.M. Leblanc	810	810
Enelfi-Bretagne	135	135
Entrepôts Paris	256	251 50
Epargne (B)	1248	1060 o
Epargne de France	314	....
Escaut-Meuse	388	388
Eurocom	583	....
Europ. Accumul.	31 50	....
Eternit	396	400
Félix Potin	1100	1100
Ferm. Vichy (Ly)	103 50	100
Finalens	98	99 10
FIPP	126	122
Fnac	280	278
Focep (Chât. eau)	1000	1000
Foncière (Cie)	198	198
Fonc. Agache-W.	155	161
Fonc. Lyonnaise	1850	1923
Foncina	180	180 20
Forges Gueugnon	14 40	....
Forges Strasbourg	168 30	168 50
Forinter	1150	1140
Fougerolle	83	....
France I.A.R.D.	125	....
France (La)	794	....
Frankel	187 90	....
Fromageries Bel	790	787
From. Paul Renard	415	415
GAN	675	680
Gaumont	610	....
Gaz et Eaux	1261	....
Gevrain	110	....
Gér. Arm. Hold.	26 50	27
Gerland (Ly)	564	560
Gévelot	283 50	....
Gr. Fin. Constr.	212 50	213
Gds Moul. Corbeil	81 90	81 60
Gds Moul. Paris	307 20	315
Groupe Victoire	720	748
G. Transp. Ind.	189	187
Hutchinson	562	353 80 o
Hydro-Energie	246	250
Hydroc. St-Denis	40 10	40 10
Immindo S.A.	207 80	....
Imminvest	167	....
Immobail	332	....
Immobanque	516	516
Immob. Marseille	2320	2320
Immofice	404 50	394
Industrielle Cie	926	....
Invest. (Sté Cent.)	750	750
Jaeger	24 30	25
Lafitte-Bail	325	....
Lambert Frères	49	48
Lampes	130	130
La Brosse-Dupont	103 70	103
Lille-Bonnières	309	302 60 c
Locabail Immob.	505	....
Loca-Expansion	200	208
Locafinancière	296	294
Locatel	330	332
Lordex (Ny)	124 90	129 90
Louvre	460	445
Luchaire S.A.	288 90	311
Machines Bull	37 50	....
Magasins Uniprix	61 60	60
Magnant S.A.	76	76
Maritimes Part.	149	....
Marocaine Cie	37 10	37 10
Métal Déployé	339	342
M. H.	53 70	51 55 o
Mic	....	....
Mors	250	....
Nadella S.A.	121	125
Naval Worms	130	128
Navig. (Nat. de)	68	....
Nicolas	322	330
Nobel Bozel	6 75	....
Nodet-Gougis	90	92
OPB Paribas	140	140
Optorg	128 20	128
Origny-Desvroise	109	....
Palais Nouveauté	292	293
Paris France	94	95
Paris-Orléans	159	161
Part. Fin. Gest. Im.	288	....
Pathé-Cinéma	230	235
Pathé-Marconi	115	115
Piles Wonder	120	115 20 o
Piper-Heidsieck	325	330
P.L.M.	100	100
Porcher	190	197 60
Profils Tubes Est	....	....
Prouvost ex-Lain.R.	79 10	82 30
Providence S.A.	434	437 50
Publicis	1255	1280
Raff. Souf. R.	124 60	121
Ressorts Indust.	53	53

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Révillon	450	460
Ricqlès-Zan	126	....
Ripolin	....	....
Rochefortaise S.A.	93	....
Rochette-Cenpa	22 10	21 50
Rosario (Fin.)	108	....
Rougier et Fils	41 50	43 20
Roussalot S.A.	855	875
Sacer	50	....
Saclar	2 57	....
SAFAA	186	188 o
Salic-Alcan	231	231
SAFT	250	240 c
Saunier Duval	20	....
Saint-Raphaël	80 50	80 50
Salins du Midi	292	290
Santa-Fé	152	150
Sazam	50	50
Savoisienne (M)	80	81 10
SCAC	140 70	145
Sellier-Leblanc	274 80	273 60
Senelle Maubeuge	195	195
S.E.P. (M)	171	198 60
Serv. Equip. Véh.	31	30 50
Sicli	31 60	....
Sicotel	291	298
Sintra-Alcatel	480	....
Sinvim	140	142
Siph (Plant. Hévéas)	212	209
SMAC Acieroid	158 50	....
Sofal financière	418	417
Soffo	200	....
Soficomi	500	467 c
S.O.F.I.P. (M)	90 50	90 50
Sofragi	790	783
Sogepal	209	....
Soudure Autog.	87	88
Sovabail	582	579
S.P.E.G.	182	....
Speichim	152	155 90
S.P.I.	315	314
Spie Batignolles	162	162
Stemi	278 10	278 10
Taittinger	770	749
Testut-Aequitas	462	470
Thann et Mulh.	100	100
Tour Eiffel	335	....
Ufiner S.M.D.	90 50	94
Ugimo	226 80	236
Unibail	540	540
Unidel	84 10	87 40
U.A.P.	564	....
Union Brasseries	70	72
Union Habit.	285	285 20
Un. Imm. France	268 20	269 40
Un. Ind. Crédit	330	330
Usinor	1 30	1 40 d
U.T.A.	249	250
Vicat	239	238
Virax	62	61
Vuitton	525	526
Waterman S.A.	248 50	255
Brass. du Maroc	139	....
Brass. Ouest-Afr.	30 50	....
Étrangères		
A.E.G.	330	....
Akzo	275	275
Alcan Alum.	270	258 10
Algemeine Bank	1000	1009
Am. Petrofina	582	....
Arbed	236	....
Asturienne Mines	80	....
Banco Central	108	108
Banco Santander	79 50	79 60
Bco Pop Espanol	94	92
B. Régl. Internat.	30050	30050
Barlow Rand	97	....
Blyvoor	131	131
Bowater	31 50	....
British Petroleum	66	65
Br. Lambert	370 10	375
Caland Holdings	105	....
Canadian-Pacific	294 80	299 50
Cominco	330	335
Commerzbank	545	535
Dart. and Kraft	732	....
De Beers (port.)	60	....
Dow Chemical	263	269
Dresdner Bank	540	....
Femmes d'Auj.	60 30	....
Finoutremer	225	....
Gén. Belgique	297	290 10
Gevaert	500	....
Glaxo	110 50	....
Goodyear	257	254
Grace and Co	390	....
Gulf Oil Canada	125	....
Hartebeest	830	....
Honeywell Inc.	515	....
Hoogoven	145	....
I. C. Industries	445	457
Int. Min. Chem	332	340 c
Johannesburg	1320	....
Kubota	13 10	13
Latonia	218	218
Mannesmann	481	....
Marks-Spencer	32 60	....
Midland Bank Plc	41	42

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Minéral-Ressourc.	72	....
Nat. Nederlanden	688	....
Noranda	146 50	145 50
Olivetti	23 90	....
Pakhoed Holding	....	....
Pfizer Inc.	327 60	328 50
Phoenix Assuranc.	59	60 80
Pirelli	10 70	....
Procter Gamble	500	504
Ricoh Cy Ltd	37	....
Rolinco	178	180
Robeco	184	188
Rodamco	429	422
Shell fr. (port.)	80 50	....
S.K.F. Aktiebolag	205	220
Sperry Rand	384 30	381
Steel Cy of Can.	165	158
Stilfontein	140	135 10
Sud. Allumettes	283	....
Tenneco	365	....
Thorn EMI	68	....
Thyssen c. 1 000	280	265
Toray indust. inc	16 95	....
Vieille Montagne	480	....
Wagons-Lits	325	316
West Rand	81 50	81
SECOND MARCHÉ		
A.G.P.-R.D.	1650	1700
C.D.M.E.	515	517
C. Equip. Elect.	232	....
Dafsa	317	....
Dauphin O.T.A.	1620	1626

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Guy Degrenne	780	770 c
Merlin Immobilier	1700	1695
Métallurg. Minière	176 50	178 50
M.M.B.	241	250
Novotel S.I.E.H.	1660	....
Om. Gest. Fin.	251	258
Petit Bateau	404	415
Petrofigaz	548	545
Poron	452	450
Salomon	1367	1370
S.C.G.P.M.	274	276
Far East Hotels	0 95	0 93
Sofibus	212	....
Sovac	514	514
Zodiac	1220	1238
Hors-cote		
Alser	195	....
Cellulose du Pin	25 10	....
C.G.M.	4 50	....
C. Sabl. Seine	115	....
Coparex	520	520
Dunlop	13	10 o
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	58 10	58 10
Prosupia	137	130
Rorento N.V.	601	606
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F. (Applic. méc.)	60	52 o
S.P.R.	140	142
Total C.F.N.	47	....
Ufimex	284	271

SICAV 28/6

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	225 22	215 01
Actions-Investiss.	255 55	243 97
Actions sélectives	329 84	314 88
Aedificandi	351 75	335 80
A.G.F. 5000	244 15	233 08
Agfimo	369	352 27
A.G.F. Interfonds	343 96	328 36
Altefi	208 29	198 80
A.L.T.O.	178 84	170 73
Amérique Gestion	447 98	427 67
A.M.I.	215 50	205 73
Assoc. St-Honoré	11488 90	11411 84
Associc	23199 62	23189 62
Bourse-Investiss.	290 45	277 28
Bred Associations	2144 20	2137 79
Capital Plus	1290 80	1290 80
Columbia (ex W.I.)	627 55	599 09
Convertimmo	285 64	272 69
Cortuna	923 21	881 35
Cradistar	355 35	339 24
Croiss. Immobil.	364 79	348 25
Déméter	12012 55	11988 57
Drouot-France	311 03	296 93 ◆
Drouot-Investiss.	709 92	677 73 ◆
Drouot-Sécurité	184 64	176 27 ◆
Drouot-Sélection	110 94	105 91 ◆
Energia	224 32	214 15
Eparcourt Sicav	6202 87	6187 40
Epargne Associations	22535 43	22488 03
Epargne-Capital	5591 60	5536 24
Epargne-Croiss.	1278 75	1220 76
Epargne-Industr.	410 04	391 45
Epargne-Inter	625 39	597 03
Epargne-Long-Terme	1051 27	1003 60
Epargne-Oblig.	171 66	163 87 ◆
Epargne-Unie	820 85	783 63
Epargne-Valeur	329 25	314 32
Eparoblig	1163 66	1161 34
Eurocic	8284 78	7909 10
Euro-Croissance	389 05	371 41
Europe Investiss.	1029 49	982 81 ◆
Foncier Investiss.	633 41	604 69
Foncival	146 22	139 59
France-Garantie	272 62	267 27
France-Investiss.	397 47	379 45 ◆
Fr.-Obl. (nouv.)	390 02	372 57
Francic	236 67	225 94
Fructidor	218 18	208 29
Fructifrance	434 69	414 99
Fructivar	61834 03	61679 83
Fructi-Associations	1036 99	1034 92
Gestilion	54461 17	54325 36
Gestion Associations	107 67	105 04
Gestion Mobilière	534 47	510 23
Gest. Rendement	461 40	440 48
Gest. Sél. France	377 40	360 29
Haussmann Oblig.	1209 54	1154 69
Horizon	683 35	663 45
I.M.S.I.	365 77	349 18
Indo-Suez Valeurs	582 71	556 29
Ind. française	12388 03	12145 13
Immoblig.	10420 21	9947 69
Intersélect France	291 78	278 55
Intervaleurs Indust.	405 16	386 79
Invest. net	11140 74	11118 50
Invest. Obligataire	12988 72	12963 79
Invest. Placements	744 92	711 14
Invest. St-Honoré	624 91	596 57

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Japacic	......	......
Laffitte-crt-terme	110986 17	110986 17
Laffitte-Expansion	612 61	584 83
Laffitte-France	199 13	190 08
Laffitte-Oblig.	135 75	129 59
Laffitte-Placements	103696 57	103592 98
Laffitte-Rend.	190 08	181 46
Laffitte-Tokyo	873 57	833 96
Lion-Associations	11879 30	11879 30
Lionplus	52076 33	51580 72
Livret portefeuille	464 19	440 96
Mondiale Investissem.	327 21	312 37
Monecic	58528 08	58528 08
Multi-Obligations	429 50	410 02
Mutuelle Unie Sél.	104 88	100 12 ◆
Natio.-Assoc.	24096 62	24048 52
Natio.-Epargne	12015 90	11896 93
Natio.-Inter.	870 32	830 85
Natio.-Obligations	428 87	409 42 ◆
Natio.-Placements	58276 87	58276 87
Natio.-Valeurs	491 26	468 98
Oblilion	1059 90	1011 84
Obligem	153 80	146 83
Pacifique St-Honoré	383 62	366 22
Paribas Epargne	11929 20	11881 67
Paribas Gestion	500 62	477 82
Patrimoine-Retraite	1191 75	1188 38
Phénix Placements	230 63	229 48
Pierre Investiss.	421 94	402 81
Placement crt-terme	55739 67	55739 67 ◆
Province Investiss.	270 93	258 64
Rendem. St-Honoré	11187 31	11131 65
Sécur. Mobilière	388 40	370 79
Sél. court terme	11298 22	11214 11
Sélec. Mobil. Div.	308 73	301 20
Sélection-Rendem.	168 52	160 88
Sélect. Val. Franç.	194 28	185 45
Sicav-Associations	1114 01	1111 79
S.F.I. fr. et étr.	434 54	414 84
Sicavimmo	487 88	465 76
Sicav 5000	217 25	207 40
Silvafrance	353 63	337 59
Silvam	304 55	290 74
Silvarente	188 07	179 54
Silvinter	321 94	307 34
S.I.-Est	915 28	873 78
S.I.G.	713 79	680 64 ◆
S.N.I.	964 50	920 76
Sofinvest	413 85	395 08
Sogepargne	340 01	324 69
Sogevar	807 49	770 86
Soginter	1026 45	979 90
Soleil Investiss.	386 51	386 51
Technocic	992 88	947 86
U.A.P. Investiss.	319 25	304 77
Uni-Associations	108 81	108 81
Unifrance	260 74	248 92
Unifoncier	681 63	650 72
Unigestion	611 14	583 43
Uni-Japon	1069 62	1021 12
Uni-Régions	1541 09	1471 21
Unirente	1684 93	1629 53
Univar	137 70	137 70
Univers-Obligations	1031 45	987 53
Valorem	341 84	341 60
Valorg	1180 97	1159 81
Valrex	125766 13	125840 49

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ◆ : prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1790	4,5 % 1973	1777 50	1771	1770 10	– 0 41
3580	C.N.E. 3 %	3605	3600	3600	– 0 13
210	Accor	212	208 50	209	– 1 41
730	Agence Havas	715	715	715	....
625	Europe n° 1	661	651	651	– 1 51
780	Facom	824	810	820 c	+ 2 80
765	Fichet-bauche	720	730	730	+ 1 38
180	Financial	179 80	175 50	175	– 2 66
66	– (certific.)	64 50	65 50	65 50	+ 1 55
103	Pétroles B.P.	100	100	100 10	+ 0 10
220	Peugeot S.A.	207	208 80	208 80	+ 0 86
1140	Amgold	1110	1110	1110	....
570	BASF (Akt)	572	575	575	+ 0 52
580	Bayer	556	562	562	+ 1 07
[illegible]					
300	Gén. Belgique	297	290 10	290 10	– 2 32
520	Gén. Electr.	517	525	525	+ 1 54
610	Gen. Motors	617	641	641	+ 3 88
70	Goldfields	69 70	70 30	70 30	+ 0 86
43	Gd Metropolitain	42 40	42 90	42 90	+ 1 17
198	Harmony	202 50	200 50	201	– 0 74
34	Hitachi	34 50	34 85	34 80	+ 0 86
570	Hoechst Akt.	571	581	581	+ 1 75
76	Imp. Chemical	75 30	75	76	– 0 39
97	Inco. Limited	94 30	97 80	97 80	+ 3 71
1020	IBM	1017	1038	1021	+ 0 39
74	Ito-Yokado	75 60	77	77	+ 1 85
335	ITT	324	328	328	+ 1 23
67	Matsushita	67 20	68 70	68 70	+ 2 23
[illegible]					
1360	Siemens A.G.	1385	1392	1395	+ 0 72
137	Sony	146 10	146 80	146 80	+ 0 47
195	T.D.K.	204 80	199 50	199 50	– 2 49
16	Toshiba Corp.	15 90	15 95	15 90	....
765	Unilever	777	788	787	+ 1 28
615	Unit. Techn.	310	318	318	+ 2 58
1220	Vaal Reefs	1190	1197	1195	+ 0 42
555	West Deep	528	539	539	+ 2 08
460	West Hold.	465	460	460	– 3 22
380	Xerox Corp.	380	382	382	+ 0 52
2 22	Zambia Corp.	2 18	2 18	2 18	– 0 45

COTE DES CHANGES

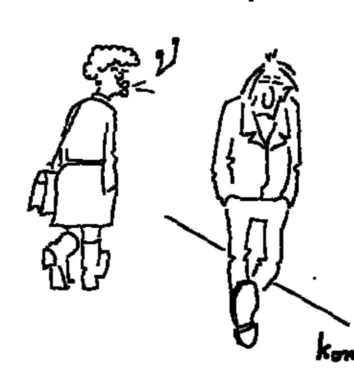
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 29/6	Cours des billets aux guichets : Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 595	8 544	8 270	8 870
ECU	6 859	6 860	....	....
Allemagne (100 DM)	306 910	306 850	293	313
Belgique (100 F)	15 081	15 087	14 400	15 500
Pays Bas (100 fl.)	272 600	272 300	261	281
Danemark (100 krd)	83 650	83 730	79	87
Norvège (100 k)	107 320	106 810	104	111
Grande-Bretagne (£ 1)	11 550	11 562	11 200	12
Grèce (100 drachmes)	7 786	7 752	6 600	8 600
Italie (1 000 lires)	4 980	4 986	4 715	5 205
Suisse (100 fr.)	366 760	366 750	359	380
Suède (100 krs)	104 840	104 270	101	108
Autriche (100 sch)	43 760	43 740	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 421	5 415	5 350	5 900
Portugal (100 esc.)	5 890	5 860	5 600	6 100
Canada ($ can 1)	6 525	6 480	6 310	6 650
Japon (100 yens)	3 610	3 601	3 480	3 640

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 29/6
Or fin (kilo en barre)	102600	103000
Or fin (en lingot)	102300	102700
Pièce française (20 fr)	620	615
Pièce française (10 fr)	422	.....
Pièce suisse (20 fr)	601	602
Pièce latine (20 fr)	583	581
Souverain	753	746
Pièce de 20 dollars	4360	4400
Pièce de 10 dollars	2100	2080
Pièce de 5 dollars	1301 25	.....
Pièce de 50 pesos	3960	3960
Pièce de 10 florins	617	612

Le Monde

Histoire d'amour



C'est lundi prochain
(daté mardi 3 juillet.)

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. PHILOSOPHIE ET SOCIÉTÉ : *« Ravaisson et l'idée d'action »*, par Christian Delacampagne ; « J'ai, donc je suis », par Maurice Obadia ; « Désir et réalité, ou les dangers de l'irrationnel », par Alain Policar.
– LU : *le Second Souffle de la foi.*

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
– L'échange de prisonniers entre Israël et la Syrie.
– Accord entre le Fath et quatre organisations dissidentes de l'OLP.

3. DIPLOMATIE
– La visite de M. Mitterrand en Espagne.

4. ASIE
– INDE : vague d'arrestations de dirigeants sikhs modérés.

4. EUROPE

5. AFRIQUE

5. AMÉRIQUES
– GUATEMALA : élection d'une Assemblée constituante le 1er juillet.

POLITIQUE

6. Avant de recevoir M. Pierre Mauroy, Jean-Paul II souligne les obligations de l'Etat à l'égard des familles catholiques.
7. Le Parti socialiste réunit son comité directeur.

SOCIÉTÉ

8. Le tournoi de tennis de Wimbledon.
– Le Tour de France cycliste.
9. M. Mitterrand en visite à l'École nationale supérieure de police.

SUPPLÉMENT ÉDUCATION

11 à 15. La formation des ingénieurs à l'INP de Grenoble.

CULTURE

16. Projet de loi sur les droits d'auteur à l'Assemblée nationale.
– Le bilan annuel de la SACEM.

ÉCONOMIE

20. AFFAIRES : le dépôt de bilan de Creusot-Loire.
21. CONJONCTURE : la Cour des comptes s'inquiète de la situation « très préoccupante » d'EDF.
22. ÉTRANGER : le Congrès américain a approuvé une réduction de 63 milliards de dollars du déficit budgétaire sur trois ans.

RADIO-TÉLÉVISION (18)
INFORMATIONS
« SERVICES » (10) :
Loto ; Météorologie ; Week-end d'un chineur ; « Journal officiel ».

Annonces classées (19) ; Carnet (10) ; Mots croisés (XIV) ; Programmes des spectacles (17) ; Marchés financiers (23).

A B C D E F G

LA GUERRE DU GOLFE

L'Iran s'attendrait à de nouvelles attaques d'envergure contre le terminal pétrolier de Kharg

Les autorités iraniennes craignant de nouvelles attaques irakiennes d'envergure contre les installations pétrolières à Kharg, le brut entreposé dans l'île serait en voie d'évacuation vers des réservoirs situés sur la côte. Selon des informations non-confirmées, le terminal de Kharg ne serait plus en état de fonctionner depuis dimanche dernier, quand un missile Exocet lancé par l'aviation irakienne a gravement endommagé le quai nord-ouest du terminal, en même temps qu'un pétrolier grec, l'*Alexandre Le Grand*, qui s'apprêtait à appareiller avec son chargement de pétrole.

Le tir de l'aviation irakienne, le mercredi 27 juin a été plus précis : Le *Tiburon* – qui transportit 250 000 tonnes de brut – a été atteint de plein fouet et l'incendie, qui n'avait toujours pas été maîtrisé ce vendredi matin, menace de détruire entièrement le navire. Pour la première fois depuis le début de la guerre du Golfe, des marins occidentaux ont été tués – un allemand de l'Ouest et sept espagnols – et trois autres ont été grièvement blessés. Le gouvernement de Madrid a élevé une vigoureuse protestation auprès de Bagdad.

L'Iran renouvelle ses menaces. Dans un interview accordé au quotidien *Etelat*, le président du Parlement et représentant de l'imam Khomeiny au Conseil suprême de la défense, M. Rafsandjani, a déclaré :

« Si les Etats-Unis, l'Irak ou d'autres entreprennent un acte hostile beaucoup plus important et veulent mettre à exécution leurs menaces, si, par exemple, Kharg devient inutilisable, alors nous rendrons le détroit d'Ormuz inutilisable. Nous mettons dans la même balance le détroit d'Ormuz et Kharg. »

« L'insécurité doit être égale pour tous. S'ils attaquent un de nos bateaux, un de leurs navires de la même taille doit être attaqué », a poursuivi M. Rafsandjani, avant d'ajouter : *« Si l'Irak recevait un soutien extérieur en cas d'offensive iranienne, l'insécurité dans le golfe Persique ne se limiterait pas à cette zone. Même les puits de pétrole de la mer Rouge et les oléoducs de cette région seraient endommagés. »*

Cependant, le chef du service de presse de l'ONU, M. François Giuliani, a annoncé à New-York que l'Iran avait accepté le déploiement sur son territoire d'observateurs des Nations unies.

Téhéran avait jusqu'à présent laissé entendre qu'il n'acceptait pas que les observateurs prennent position sur son sol.

M. Giuliani a précisé que l'accord prendra effet le dimanche 1er juillet lorsque les quatre premiers observateurs arriveront a Téhéran ou se trouve déjà le chef de la mission, le lieutenant-colonel H. Bauer de l'armée autrichienne.

El Salvador

L'ATTAQUE DU BARRAGE DE CERRON-GRANDE PAR LES INSURGÉS AURAIT FAIT 120 MORTS

M. Roberto d'Aubuisson, leader de l'ARENA (Alliance républicaine nationaliste, extrême droite), a affirmé jeudi 28 juin à Washington qu'il entendait mener une *« opposition constructive »* au gouvernement de M. José Napoleon Duarte, et qu'il *« collaborerait »* avec lui *« aussi longtemps qu'il respecterait la Constitution »*.

Au cours d'une conférence de presse – la première depuis son arrivée lundi 25 juin aux Etats-Unis, – M. d'Aubuisson a systématiquement nié que son parti soit lié aux Escadrons de la mort et à un complot, dénoncé par la presse américaine, et qui visait à assassiner l'ambassadeur des Etats-Unis au Salvador, M. Pickering. Le major d'Aubuisson s'est présenté comme le leader d'une opposition *« responsable »*.

Il a été jusqu'à présent reçu assez froidement, en particulier au Congrès où la totalité des sénateurs démocrates et une bonne partie des sénateurs républicains ont refusé d'assister mercredi à une réception donnée en son honneur. Le leader de l'ARENA a cependant pu s'entretenir mercredi pendant près d'une heure avec M. Langhorne Motley, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines. Il a également été reçu par le général Vernon Walters, ambassadeur itinérant de M. Reagan.

Au Salvador, la guérilla, qui avait réussi jeudi un coup très spectaculaire en occupant le barrage de Cerron-Grande, le plus important du pays à une soixantaine de kilomètres de la capitale, s'est repliée face à une vigoureuse contre-attaque de l'armée. La guérilla menaçait de faire sauter le barrage qui alimente la plus grande partie du territoire en énergie électrique. Elle avait pris des otages à l'intérieur des installations.

Selon le président Duarte, le raid de la guérilla aurait fait cent vingt morts, dont une soixantaine parmi les forces régulières qui ont repris le barrage d'assaut. Le chef de l'Etat, qui s'est rendu sur les lieux en hélicoptère, a déclaré que cette action montrait que les insurgés *« ne souhaitaient pas réellement engager des pourparlers pour mettre fin à la guerre »*. Un millier de guérilleros auraient participé à l'attaque du barrage de Cerron-Grande, selon le chef d'état-major de l'armée, le colonel Blandon. – *(AFP, Reuter, AP, UPI.)*

En Israël

LA HAUTE COUR A LEVÉ L'INTERDICTION DE PARTICIPER AUX ÉLECTIONS FRAPPANT DEUX FORMATIONS

(De notre correspondant.)

Jérusalem. – La Haute Cour de justice d'Israël a tranché : la Liste progressiste (judéo-arabe) pour la paix et le mouvement (ultra-nationaliste) Kach pourront se présenter aux élections du 23 juillet. Ces deux formations avaient été interdites le 18 juin par la commission centrale des élections. Cependant, après deux longues audiences, la Haute Cour a levé cette interdiction. Les juges n'ont pas encore rendu publics les motifs de leur décision.

Il est évident toutefois qu'ils ont reconnu la validité des arguments des avocats des deux listes au sujet de l'*« incompétence »* de la commission centrale des élections, qui est présidée par un juge et composée de représentants des partis politiques. Son rôle, selon la loi, est essentiellement technique. Elle est chargée de surveiller le bon déroulement de la campagne électorale et du scrutin. Cependant, en 1965, elle avait interdit une liste arabe El Ard (La terre) qui avait été auparavant mise hors-la loi. Or cette décision avait été confirmée par la Haute Cour. – *(Intérim.)*

L'ÉTAT EST PRÊT A FINANCER EN PARTIE LES JEUX OLYMPIQUES DE 1992 A PARIS

Conformément à la volonté du président de la République, clairement réaffirmée le 1er juin dernier, l'Etat a décidé d'apporter son soutien financier à la candidature de la Ville de Paris aux Jeux olympiques de 1992.

Ce soutien a été fixé à 50 % des financements publics dans la limite de 2 milliards de francs, chiffres qui constituent une réponse positive à la demande de M. Jacques Chirac, maire de la capitale.

L'Etat s'engage à prendre en charge à hauteur de 33 % les charges supplémentaires non inscrites au budget initial, les deux tiers restants étant supportés par les collectivités locales et d'éventuels sponsors. L'Etat a décidé également de participer à la ou aux structures juridiques créées pour l'organisation des Jeux. Ce double engagement financier et juridique rend possible la présentation officielle de la candidature de Paris lors des prochains Jeux de Los Angeles et renforce ainsi les chances de la capitale française.

L'Etat a décidé, d'autre part, d'apporter son soutien à la candidature de la Savoie pour l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de la même année et s'est déclaré prêt à participer aux études nécessaires, tout en soulignant que le dossier de Paris est prioritaire.

Aux Etats-Unis

RÉDUCTION DU DÉFICIT DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN MAI

Le déficit du commerce extérieur américain s'est réduit au mois de mai pour atteindre 8,84 milliards de dollars, chiffre mensuel le plus bas enregistré cette année.

Cette amélioration s'explique par un ralentissement des importations de pétrole et de produits manufacturés, ainsi que par une augmentation des exportations, a annoncé le département du commerce. Au mois d'avril, le déficit avait atteint le niveau record de 12,2 milliards de dollars.

Le déficit total pour les cinq premiers mois de l'année s'élève à 50,85 milliards de dollars, soit un rythme annuel de 122 milliards de dollars de déficit contre 69,4 milliards l'an passé. Cependant, le secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Balbridge a déclaré jeudi à NBC qu'il s'attendait à un déficit de l'ordre de 130 milliards de dollars en 1984. – *(AP.)*

DOLLAR : 8,55 F

En vive hausse jeudi 28 juin, le dollar a un peu fléchi vendredi 29 juin, revenant de 8,60 F à 8,55 F et de 2,80 DM à 2,7850 DM. Ce repli a peu de signification, les taux d'intérêt restant toujours tendus aux *États-Unis*, notamment celui de l'eurodollar à six mois, qui se rapproche de 12 3/4.

Sur le vif

Dans le taxi

« Hep ! Taxi ! A Roissy, s'il vous plaît.

– Roissy 1 ou Roissy 2 ? Remarquez, je n'ai pas besoin de vous demander où vous allez ! Il y a toutes les chances pour que ce soit à Tel-Aviv...

– Pourquoi ? C'est écrit sur ma figure ?

– Non, enfin... presque.

– Ah ben, ça c'est un peu raide ! Et c'est vous, un Noir, qui me dites que j'ai l'air d'une juive.

– Je n'ai rien dit du tout. Ce n'est pas moi qui porte une étoile de David au cou, c'est vous.

– Ah, flûte ! Je n'y pensais plus...

– Vous devriez vous l'épingler sur la poitrine. Vous ne risqueriez pas de l'oublier et ça vous rappellerait vos souvenirs de jeunesse.

– Vous ne croyez pas que vous poussez un peu ?

– Pas du tout. Ce que j'en dit c'est pour vous. Vous les juifs vous avez la chance que ça ne se voit pas, alors vraiment, je ne comprends pas. Si c'était le cas pour moi, je vous promets bien que je ne m'accrocherais pas un écriteau marqué Guadeloupéen.

– Excusez-moi, mais juif et Antillais, ce n'est pas pareil. Surtout en ce moment.

– Alors là, d'accord ! C'est même très différent. Il suffit que je montre ma gueule ou même que je l'ouvre à distance pour être fiché, catalogué. Mon étiquette me colle à la peau. La vôtre est détachable. Un jour avec, un jour sans. Il vous suffit de l'enlever pour sortir du catalogue et du fichier. C'est ça l'essentiel. Evidemment, si vous restez au niveau événementiel...

– Hou là ! Mais dites donc, c'est de la haute philosophie, ça !

– Ah, peske ti neg' pa savoi' pa'lé fwancé... Pa capab' wésoné... Ti neg' pa gwan wabin... Ti neg' pa...

– Mais pas du tout, pas du tout, ce n'est pas ce que j'ai voulu dire... Vous avez l'air si jeune que j'ai été étonnée de...

– Je vous en prie ! N'aggravez pas votre cas. »

CLAUDE SARRAUTE.

La paix scolaire ne peut être un objectif « à n'importe quel prix »

déclare le secrétaire général de l'enseignement catholique

Le chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, commente dans une « communication » publiée jeudi 28 juin les suites de la manifestation du 24 juin. Il affirme tout d'abord que l'analyse de séquences filmées par les deux caméras disposées au sommet de la colonne de Juillet, place de la Bastille (*le Monde* du 26 juin) permet d'évaluer à *« plus de 1 800 000 »* le nombre des manifestants. Ce chiffre, toutefois, n'est pas le résultat d'un dépouillement intégral des bandes qui demandera un long travail.

Après avoir noté que le gouvernement a fait, depuis dimanche, des déclarations qui *« se sont voulues apaisantes »*, mais que son propos *« ne résout pas nos problèmes »*, le Père Guiberteau déclare que *« l'enseignement catholique refuse la dynamique d'assimilation de la loi adoptée en première lecture ». « Quant à la paix scolaire,* écrit-il, *l'enseignement catholique considère lui aussi qu'il s'agit bien d'un impératif, mais pas à n'importe quel prix ».*

La participation discrète de l'épiscopat à la manifestation du 24 juin pour défendre l'enseignement privé continue de susciter diverses réactions. Plusieurs groupes et mouvements de la Mission ouvrière ont critiqué cette attitude lors d'une conférence de presse commune. *« Nous trouvons indécent,* ont-ils déclaré, *ces grandes manœuvres politiques dont l'école privée est le prétexte. »* Les représentants des mouvements ouvriers notent qu'*« un système scolaire qui rejette trop souvent les faibles et où fonctionne la sélection est une injure au message laissé par Jésus-Christ »*.

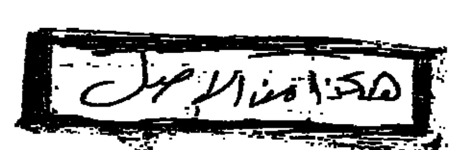
M. Jean Boissonnat, en revanche, dans une chronique parue dans *la Croix* sous le titre « Lettre à un évêque », s'étonne de l'absence des évêques dans le cortège du 24 juin, alors qu'ils ont parfois participé à des manifestations syndicales. *« Le soir,* demande-t-il, *devant votre poste de télévision, quand vous avez vu cette foule bigarrée (...), ne vous êtes-vous pas posé la question que je me suis posée : pourquoi tant de monde dans la rue et si peu dans les églises ? »*

Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, enfin, dans une interview qui paraîtra dans *Valeurs actuelles* le 2 juillet, répond ainsi à la question de la participation indirecte des évêques à la manifestation : *« Premièrement, l'Église demande aux laïcs de prendre leurs responsabilités sociales propres : aurait-il été logique que les évêques se mettent à la tête d'un mouvement de parents d'élèves dont les instances responsables sont démocratiquement élues ? A moins de donner ainsi la preuve de l'obscur cléricalisme dont certains s'obstinent à nous accuser (...). Deuxièmement, est-il pertinent d'appliquer à l'Église les modèles courants d'organisation ? (...) Les chrétiens (et les autres !), place de la Bastille, n'y sont pas venus poussés dans l'ombre par des confesseurs... L'Église ne mobilise pas de divisions. »*

Le président de la République, qui recevait, jeudi 28 juin, les recteurs d'académie, est revenu, lui aussi, sur la question de l'école privée. Il a répété sa conviction que la loi actuellement en examen est bonne et ne menace pas les libertés. Le chef de l'État attend du texte qu'il permette *« le dépassement des conflits passionnels »*.

(Lire nos informations page 6).

Le numéro du « Monde » daté 29 juin 1984 a été tiré à 453 400 exemplaires



Le Monde

Loisirs

JK/MAGNUM

Cheval de voyages, page II

Des autoroutes de vacances pour flâner, page V

La télévision de l'été entre les sports et le grand écran, page VII

Jardins baroques en Toscane, page XVI

Supplément au n° 12263. Ne peut être vendu séparément. Samedi 30 juin 1984.

Le Périgord dans le pas de l'âne

Sept jours sur le causse.

« L'AUVERGNE est *un secret plus qu'une province* », écrivait Alexandre Vialatte, Auvergnat pur sang. Nul doute que ce jugement reflète aussi la réalité du pays limousin. Ici, comme là-bas, « c'est derrière la haie que ça se passe ». Secrets, variés, toniques et reposants, vivants et tranquilles, c'est ainsi qu'apparaissent ces terroirs de la Creuse, de la Corrèze et de la Haute-Vienne.

Attention, pas de méprise avec le Limousin : si vous en êtes encore à penser que le pays « mérite un détour », ou pis « ne mérite qu'un détour », alors épargnez votre peine, voyez plus à l'ouest, vous trouverez l'autoroute Aquitaine : en voiture ! On ne fait pas de « détour » par le Limousin ; on y séjourne, on découvre, on apprend, on s'étonne, on profite, on respire. Une devise : « Plutôt que l'air marin, la douceur limousine. » Du Bellay nous pardonnera.

A une centaine de kilomètres de Limoges, près de Brive, au sud du pays limousin. Nous sommes en Corrèze. A peu de distance, c'est le Lot : Sarlat, Souillac, Padirac. Le terroir que nous allons découvrir et dont nous allons profiter, là où nous allons respirer, c'est le causse corrézien et ses abords, grâce à une randonnée pédestre dans la Corrèze médiévale (1).

Depuis les rives de la Dordogne jusqu'aux villages médiévaux que nous visiterons, l'histoire, l'art et quelques souvenirs littéraires seront présents. Nous sommes ici dans un paysage parfaitement « français ». Qu'on en juge : Turenne et sa vicomté ont donné à l'histoire autant de soldats que de diplomates, tous grands du Royaume, que Richelieu fit ployer.

On en sait les marques sur les provinces : la forteresse de Turenne a été démantelée en 1636. Turenne et son château avaient accueilli avant cela une cour de troubadours ; vécurent là « les Trois de Turenne », trois filles de Raymond II, elles aussi poètes. Poursuivons : Collonges, la Rouge, affirme, par les grès de ses maisons à tourelles et poivrières, l'enrichissement des fonctionnaires de la vicomté et des marchands au quinzième siècle.

Curemonte, avec son église à clocher à peigne, autre vieux village où Colette a séjourné à l'époque de son mariage avec Henri de Jouvenel, dont la famille possédait le château de Castel-Novel, à Varetz, près de Brive. Paysage français ? Oui, il ne manquera même pas au rendez-vous la plus fameuse dans l'histoire de l'art des églises du Limousin : l'abbatiale de Beaulieu, étape des pèlerins en route pour Rocamadour et Toulouse. Beaulieu avec le Jugement dernier sculpté au portail sud qui fait le lien entre Saint-Denis, au nord, et Moissac, au sud-est, témoignage de l'art des sculpteurs du douzième siècle.

A Beaulieu précisément, aujourd'hui, c'est Annie Goujon qui nous accueille. Elle conduit en été des randonnées de sept jours par étapes de douze à dix-huit kilomètres : la marche suit le rythme et le pas des ânes qui sont les compagnons de route des participants pour cette semaine corrézienne. Je demande à notre guide, pour plaisanter, s'il est nécessaire, à l'instar de Stevenson, de se munir d'un aiguillon (2) au cas où les animaux, têtus comme l'on sait, feraient des caprices : « *Absolument inutile ! L'ânesse de Stevenson était auvergnate, une tête de mule, quoi ! Mes ânes sont très dociles, n'ayez aucun souci.* »


CLAUDE WEISS/REA

Annie Goujon, tout en s'occupant de l'auberge de jeunesse de Beaulieu, a imaginé, conçu, organisé ces promenades. D'abord les ânes : « *Aussi curieux que cela puisse paraître, je suis allée chercher les deux premiers à Paris. Savez-vous qu'il y a plus de cent ânes qui travaillent dans la capitale. Ils logent tous dans le quinzième arrondissement.*

» J'ai réussi après de longues palabres à convaincre le propriétaire de m'en céder deux. Je crois qu'ils sont plus heureux maintenant dans la campagne corrézienne que dans les squares parisiens. Ce qui fait l'intérêt de cet animal, c'est son caractère doux et rassurant. De plus, aux étapes, avec les gens du pays, il favorise le contact car il permet d'évoquer des souvenirs et de raconter des histoires. Il y avait des ânes autrefois dans le pays, on allait au marché avec, voilà comment les discussions commencent. »

» Qui vient ? Des hommes, des femmes de vingt à trente ans, mais aussi des gens plus âgés. L'an dernier, le doyen avait soixante-douze ans. « On ne va pas très vite. Nous sommes en randonnée : nous suivons les ânes qui transportent nos tentes et nos provisions pour l'étape, nous marchons à une vitesse régulière.

» Nous logeons le soir sous la tente, soit dans des granges ou à la belle étoile. La cohésion du groupe se fait toute seule : si on vient ici, c'est parce qu'on aime marcher, parce qu'on aime la nature, les animaux et les vieilles pierres. » Annie Goujon fait en sorte de proposer des randonnées qui soient différentes les unes des autres, cela dépend du groupe, des rencontres en route, du temps. Elle observe beaucoup : « *Le plus intéressant pour moi, c'est de voir l'évolution du groupe ; j'ai vu des jeunes partir avec un transistor dans le sac à dos, au bout de deux jours ils l'abandonnent.*

Je reçois des Français de milieux très différents, mais aussi des Belges et des Allemands : enthousiastes, ceux-là. J'ai également accompagné des Américains : ils sont venus parce qu'ils pensaient que c'était une blague : ils n'y croyaient pas. Une promenade avec des ânes dans la campagne française en traversant des vieux villages : inconcevable ! Imaginez ce qu'ils ont pu raconter en rentrant en Californie. »

Jean Orieux, dans « *Souvenirs de campagne* », écrivait : « *Limousin rêveur qui vous gagne par des charmes lents et profonds.* » Tous ces charmes, pourquoi ne pas les découvrir en compagnie d'Annie, « la débrouillarde », comme l'affirme, avec raison, le livre d'or de l'auberge de Beaulieu-sur-Dordogne.

CHRISTIAN LASSALAS.

(1) Carte IGN n° 48 1/100 000 Périgueux-Tulle.

(2) Robert-Louis Stevenson : Voyage avec un âne à travers les Cévennes. Collection 10/18.

● **Randonnée en Corrèze médiévale : 1 150 francs par personne, pour une semaine. Ce prix comprend la location des tentes, ânes et bâts, une nuit en auberge de jeunesse, les repas dont un repas gastronomique à Collonges-la-Rouge, l'accompagnement et la visite des grottes de la Fage. Prévoir en supplément les boissons et la carte d'adhérent aux auberges de jeunesse.**

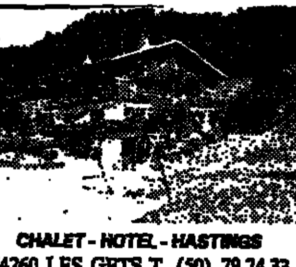
Renseignements - inscriptions : Réservation Loisirs-Accueil. Maison du tourisme, Quai Baluze, 19100 Tulle. Tél. : (55) 26.46.88 — Auberge de jeunesse, place du Pontaru, 19120 Beaulieu-sur-Dordogne. Tél. : (55) 91.13.82.

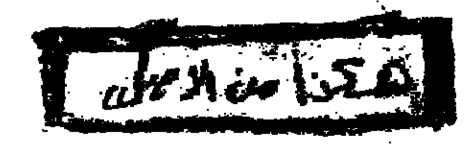
En selle !

Six mille kilomètres à cheval autour de la Méditerranée occidentale, c'est ce que se proposent d'accomplir, à partir de septembre, Cyrill, Eric et Danièle. Points forts de cette randonnée qui partira de Saint-Laurent-sous-Coiron (Ardèche) : l'Italie du Nord, la Yougoslavie, la Calabre et la Sicile, un circuit mis au point récemment par l'Office national du tourisme tunisien pour découvrir ce pays, une longue traversée de l'Algérie puis du Rif marocain, enfin le printemps espagnol, de l'Andalousie à Barcelone, pour terminer en Ariège, où les montures retrouveront leur berceau. Il s'agit en effet de « mérens », des chevaux de montagne robustes et affectueux.

Si le cœur vous en dit, vous pouvez participer à cette expédition, sur le tronçon de votre choix, pour quinze jours minimum : deux montures sont à votre disposition, moyennant une participation financière.

● *Renseignements* : Association Mérens-Coiron. Le Solitary, 07170 Saint-Laurent-sous-Coiron. Villeneuve-de-Berg. Tél. : (75) 94-22-39.





Étriers Québécois

Au « Joual Vair ».

A l'occasion du 450e anniversaire du premier voyage de Jacques Cartier vers le Saint-Laurent, la province du Québec propose différentes façons de partir à la découverte de ses grands espaces. Le tourisme équestre y est en plein développement et il offre au visiteur la possibilité de voyager en dehors des sentiers battus tout en restant à proximité des centres de festivités de cette année particulière.

Deux centres de tourisme équestre québécois proposent notamment des circuits originaux aux « Français de France » venus pour l'occasion : la ferme équestre du Joual Vair (nom d'un cheval blanc piqué de gris), sur le bord du Saint-Laurent, entre Québec et Montréal, et le centre de randonnée A dos de cheval, sur les rives du Saguenaye, dans les Laurentides.

La préparation des promenades, l'animation et l'accompagnement sont faits par des maîtres-randonneurs. Non contents de vous mettre à cheval, ils vous parlent de l'histoire de leur région, de l'environnement dans lequel vous évoluez, du comportement des animaux que vous rencontrez. Quant à votre cheval, il sera choisi avec attention par les maîtres-randonneurs qui connaissent bien leurs animaux. Thérèse Asselin, Bernard Giles et Normand Dagenais s'efforceront de vous attribuer l'animal avec lequel vous vous sentirez le mieux. Il est, en effet, capital d'avoir un bon contact avec son cheval.

Les itinéraires proposés font traverser des paysages aussi variés qu'insolites (telles des érablières et des sablières ponctuées de petits lacs limpides) et, la superficie du Québec étant cinq fois supérieure à celle de la France, les espaces vierges ne manquent pas.

A la majesté des paysages, s'ajoute l'intérêt de pouvoir observer de nombreux animaux. A cheval, la faune se laisse approcher plus facilement, notamment l'orignal (élan) qui se rencontre plutôt dans les zones marécageuses et à l'orée des bois.

DOMINIQUE BARBE.

● Ferme du Joual Vair. Bernard Giles et Thérèse Asselin. 3225, route 261, Sainte-Gertrude, Gox 250 Québec. Tél. : (819) 2972107, 50 dollars canadiens par jour, forfait.

● A dos de cheval. Normand Dagenais. L'Anse Saint-Jean, Comté Dubuc, Gov 1 JO, Québec. Tél. : (418) 2723321, 65 dollars par jour, forfait.

● Association Québec à cheval, 1415, Jarry Est-Montréal, H2E 2Z7, Québec. Tél. : (514) 3744700.

Pour se rendre au Québec on peut, notamment, emprunter les charters « haut de gamme » Transcanada Wardair, 12, rue de Castiglione, 75001 Paris. Tél. : 261-54-24. Tarifs du 29/06 au 10/09, aller et retour, Montréal et Québec : 3 850 F. Enfants : 2 890 F.



LE DIASCORN/VIVA

Livres

Haras

Ecrite par un juriste, l'histoire, richement documentée, d'un siècle d'élevage du cheval en France, du début de la deuxième moitié du seizième siècle aux premières années de la Révolution. Pourquoi cette période ? Parce qu'elle marque la création par Colbert (en 1663) et les premières décennies de fonctionnement de l'administration — célèbre et controversée — des Haras nationaux, symbole du centralisme français, qui dépend aujourd'hui du ministère de l'agriculture et joue toujours un rôle déterminant en matière d'élevage du cheval.

● *Les chevaux du royaume*, par Jacques Mulliez, éd. Arthaud-Montalba, 1983, 400 p., 150 F.

Histoire

Fruit de onze années de réflexions et de recherches, cet ouvrage, sous-titré, « Etude historique et ethnolinguistique d'une famille de jeux équestres », donne une large place aux textes d'époque (du Moyen Age à l'Europe des Lumières). Il constitue une somme impressionnante, dont l'auteur explique comment, à travers l'étude de ce qui n'était pas *« de simples pratiques militaires et sportives* [mais exprimait] *aussi le raffinement d'une civilisation qui se définit parfaitement par le respect scrupuleux d'un code de conduite exigeant, par essence gratuit, voué à l'éphémère et au plus dérisoire, le jeu »*, il espère avoir mis en lumière *« l'importance du ludique pour la connaissance ou la découverte d'une société »*.

● *La Quintaine, la Course de bague et le Jeu des têtes*, par Lucien Clare, éd. du CNRS, 1983, 268 p., 190 F.

Elevage

Cet ouvrage, à vocation pédagogique et utilitaire affirmée, aborde tout ce qui a trait, de près ou de loin, à l'élevage des chevaux : élevage proprement dit, reproduction, alimentation, amélioration génétique, logement et équipements, hygiène et soins des chevaux, réglementation, débouchés. Complété de photos et de schémas, l'écriture en est claire et concise.

● *Le Cheval — techniques d'élevage*, Centre d'études et de recherche sur l'économie et l'organisation des productions animales/Etudes et réalisations pédagogiques sur le cheval (CEREOPA/ERPC), 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05, 226 p., 1984 (deuxième édition), 160 F.

Images

Le dernier paru des nombreux ouvrages de ce type consacrés au cheval et à l'équitation : grand format, nombreuses photos couleurs venant illustrer un texte (écrit par un journaliste spécialisé) qui présente à la fois les principales disciplines équestres, les races de chevaux et donne un aperçu sur l'histoire de l'équitation, sa structure actuelle en France, les « métiers du cheval », etc.

● *L'Equitation*, par Bertrand de Perthuis, édition Larousse, 1983, 164 p., 106 F.

Guide

La vingt-troisième édition d'un guide devenu un classique, qui répertorie plus de trois mille adresses en France pour les amateurs d'équitation sous ses diverses formes (y compris sur poney), ainsi que divers renseignements — stages, vacances... — et adresses utiles.

● *Où monter à cheval. Guide 1984-1985*. Edition « Guides équestres », diffusion Weber, 294 p., 68 F.

L'écuyer de Killarney

Un ancien jockey pour guide.

SOUS le ciel gris-blanc, l'eau est verte, un ton plus bleu que le vert des herbes folles couvrant les dunes. Dans l'air léger, le cri des mouettes, le grondement de la marée montante et du vent tourbillonnant en rafales. Une journée de bruine et de brume mais resplendissante de lumière. Un temps d'Irlande.

« Terre de contraste », le Kerry l'est absolument. Apreté de la montagne adoucie par l'arrondi des lacs, sauvagerie d'une végétation économe raffinée par les contrepoints mauves du fuchsia et du rhododendron, omniprésence de la mer et du vent, ciels mobiles : une région à visiter lentement.

En voiture, tout va trop vite, les paysages se téléscopent. A pied, on piétine, le sac est lourd. La randonnée à cheval est, indubitablement, le moyen le mieux adapté et le plus agréable. Amical, calme et sûr, le cheval irlandais est un compagnon de qualité. Heureusement, car la randonnée dure six jours.

Le groupe se forme à Killarney, petite ville de huit mille habitants bordée d'un parc national de huit mille hectares. On déjeune au bord du lac, l'occasion pour le groupe de faire connaissance avec son guide, Les Little. Ancien jockey d'obstacle, Les avait quatre ans lorqu'il suivit sa première chasse à courre ; il n'est plus descendu depuis. Attentif, discret mais prêt à répondre à toutes les questions, il connaît la région comme sa poche. Chaque année, il part quinze jours seul, sur son cheval, pour déterminer et choisir un nouveau parcours de randonnée. C'est l'homme tranquille par excellence. Une casquette sans âge termine sa silhouette mince aux épaules arrondies de jockey.

La randonnée couvre entre trente et trente-cinq kilomètres par jour. Les cavaliers forment une chaîne élastique suivant les affinités de chacun et... les lubies de son cheval. On se retrouve surtout le soir, autour d'un grand feu dans la cheminée du *resident's lounge* de l'hôtel, salon réservé aux hôtes. Pièces chaleureuses et confortables propices à la convivialité. A Glencar, la famille Daly a su créer une atmosphère très « maison de campagne » dans son hôtel qui est aussi, pour les amateurs de pêche, un temple du saumon.

Au sud du lac Caragh, planté au milieu d'une campagne soignée, classique presque, l'hôtel possède le droit de pêche sur la rivière Caragh et jusqu'au lac Cloon. On peut aussi pêcher sur le lac Acoose, au cœur des pics de Macgillicuddy, à quatre kilomètres seulement, dans un cadre austère et sauvage, peuplé de hérons et de loutres.

Demain, par le col venteux du Windy Gap, nous irons galoper sur la merveilleuse plage rose de Rossbeigh. Les chevaux feront voler les galets bleus. Il y aura du vent et du soleil, et de la pluie...

ELISABETH SZIGETI.


HERVÉ GLOAGUEN/RAPHO

A tire d'Eire

L'organisateur de la randonnée équestre est Donall O'Sullivan - Killarney Riding School - Ballydowney - Killarney Co Kerry - Tél.: 64-31686.

Pour se rendre à Killarney, on peut prendre l'avion de Paris à Dublin, puis le train pour Killarney. Le voyage est un peu plus court en passant directement par Cork et en continuant par le train ou l'autocar.

AER Lingus, la compagnie nationale aérienne irlandaise assure les liaisons directes et régulières Paris-Dublin, Cork ou Shannon en quatre-vingt-dix minutes, au départ de l'aéroport Charles-de-Gaulle-1.

Deux tarifs spéciaux. L'un à 1880 F aller/retour, en juillet-août-septembre (20 places seulement par vol) ; l'autre à 2245 F aller/retour, quelle que soit la saison. Pour bénéficier de ces deux tarifs il faut passer obligatoirement un samedi soir en Irlande. On paie son billet lors de la réservation qui ne peut être modifiée ultérieurement.

Air France effectue, aux mêmes conditions, des liaisons régulières. Paris-Dublin au départ de Charles-de-Gaulle-2.

Pour tout autre renseignement :

● **Office national du tourisme irlandais, 9, bd de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. : 261-84-26.**

Partir

Vacances à la ferme

Coucher dans un profond lit-bateau, enfoui sous un édredon de plumes ; petit déjeuner de rillettes, fromage blanc et crêpes de sarrasin ; déjeuner de confits ou d'agneau de lait et dîner de foies gras ou d'une omelette aux girolles, c'est ce que vous proposent sept cents agriculteurs sélectionnés par *Michel Smith,* dans son guide *Vacances et week-ends à la ferme* (84-85). Cela se veut *« la bible du tourisme rural »,* avec photos, indication de l'environnement, des chambres et de leur confort, ainsi que des prix (à partir de *60 F la nuit pour deux personnes,* petit déjeuner compris).

● **Vacances et week-ends à la ferme, Michel Smith, Balland, 400 pages, 89 F.**

Campings de qualité

Créée en mars 1984, l'association Camping Qualité France *regroupe plus de quatre cents* terrains de toutes catégories et *de toutes tailles, répartis dans* soixante départements. Son objectif : *promouvoir la qualité* dans l'hôtellerie de plein air, chaque adhérent devant souscrire un engagement dans ce domaine pour pouvoir bénéficier du label et des avantages qui s'y rattachent, notamment des aides spécifiques des pouvoirs publics.

Les *campings* adhérents, reconnaissables grâce à un panonceau spécial, figurent dans un répertoire (brochure-guide) prévu chaque année.

● **Camping Qualité France, 105, rue La Fayette, 75010 Paris.**

Le Morbihan en fête

Recueil des nombreuses manifestations culturelles et sportives, des expositions et des festivals qui se dérouleront dans le Morbihan jusqu'en décembre, *Fêtes et Loisirs 84* se présente comme un petit guide destiné au visiteur qui, grâce à lui, pourra occuper journées et soirées. A noter que, cette année, trois nouveaux musées ouvrent leurs portes : celui des poupées, Josselin ; celui de la Résistance et de l'Occupation en Bretagne, à Saint-Marcel, et l'Aquarium de Vannes. Sans oublier *le Musée* de la préhistoire, à Carnac, qui *change de résidence afin de* s'agrandir.

● ***Disponible sur simple demande auprès du comité départemental du tourisme du Morbihan,* Hôtel du département. B.P. 400. 56 009 Vannes Cedex. Tél. : (97) 54-06-56.**

Les fermes du Gers

Un millier d'exploitants agricoles proposent cette année mille et une activités de tourisme et loisirs à ceux qui viendront visiter le Gers. L'Association nationale du camping en ferme d'accueil et le Club camping en fermes d'accueil en Gascogne proposent des séjours à partir de 120 F la semaine.

● **Maison du Gers et de l'Armagnac à Paris, 16-18, bd Haussmann, tél. : 770-39-61, ou à la Maison de l'agriculture d'Auch, route de Tarbes, Auch Cedex, tél. : (62) 63-16-55.**

Un guide des parcs naturels

La France compte six parcs nationaux et vingt-trois parcs régionaux. Les vacanciers ne disposent cependant pas toujours d'une information suffisante à leur sujet. Edité par l'Institut national de la consommation, le magazine *50 Millions de consommateurs* leur consacre donc un numéro hors série, guide complet et pratique sur les parcs existant dans toutes les régions de France, sans oublier la Martinique. On y trouve de multiples renseignements concernant la localisation, la faune et la flore, les sources d'information, les moyens d'accès, l'hébergement, les activités sportives, les loisirs et les produits régionaux.

● **« Guide des parcs naturels », numéro spécial de *50 Millions de consommateurs,* 25 F. En vente chez les marchands de journaux.**

De Cap Canaveral à Mickey

Miami, Cap Canaveral, Orlando, Sarasota (capitale du cirque... mais aussi pêche et golf), *Everglades (îles et marais)* et, évidemment, Disneyworld. Neuf *jours en Amérique. Prix :* 8 910 F.

● **Rev Vacances. Catalogue dans toutes les agences de voyages.**

La Tunisie les pieds dans l'eau

Sans horaires ni contraintes. Jumbo suggère la location d'un appartement au soleil à cinquante mètres de la plage. Résidence les Mimosas à Djerba. Prix 2 600 francs pour une semaine. Transport compris.

● **Jumbo, 19, avenue de Tourville, 75007 Paris, tél. : 705-01-95.**

La Finlande tranquille

Quatorze jours au pays des forêts et des lacs. Mais la Finlande, c'est aussi Helsinki avec ses cathédrales et le jardin Tapiola. On visite aussi le vieux château et les musées de Turku. Prix : 6420 F. Du 28 juillet au 10 août.

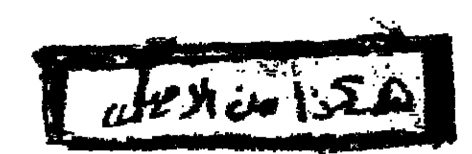
● **Nouvelles Frontières, 74, rue de la Fédération, 75015 Paris, tél. : 273-25-25.**

La France tranquille

A la veille des vacances, *la France des routes tranquilles* et *le Nouveau Guide de la route,* deux ouvrages que fait paraître simultanément Sélection du Reader's digest, rendront de très grands services à tous ceux qui souhaitent *découvrir* la France autrement qu'*en s'en tenant aux* grands axes classiques et aux *autoroutes. Le premier recense* pas moins de 305 itinéraires empruntant les routes secondaires, classés par régions. Le second, d'un maniement facile, est un répertoire exhaustif du réseau routier de l'Hexagone, qui comporte en outre des rubriques « voiture » et « tourisme ».

● **La France des routes tranquilles, 159 F.**

● **Le Nouveau Guide de la route, 149 F.**



L'autoroute buissonnière

Moins inhumaine...

IMAGINER *que l'autoroute* d'aujourd'hui n'est plus la « simple usine à rouler » créée il y a un quart de siècle, c'est aller un peu vite en besogne. Mais en décidant d'aménager et d'animer les grands sites traversés et de nombreuses aires de repos, la Société des autoroutes du sud de la France, qui a en charge le plus long kilométrage de bitume de notre pays, tente une *expérience originale*. De la Provence au Roussillon (A 9), de l'Aquitaine au Poitou-Charentes (A 10), dans la vallée du Rhône (A 7), le long de la *Garonne et en bordure du* canal du Midi (A 61), sites, monuments et traditions ont été mis en valeur le long du réseau. L'autoroute côté jardin.

La terrasse panoramique du Belvédère d'Auriac offre l'un des plus beaux points de vue sur la cité de Carcassonne. Une vitrine *archéologique présente* de jolies pièces aux curieux de vestiges antiques. Sur l'aire de Pech-Loubat, trois chevaliers géants, œuvres du sculpteur Jacques Tissinier, évoquent le souvenir cathare. Ce sont aussi des miradors d'où le voyageur *qui sait s'arrêter peut* contempler la plaine narbonnaise. Un hameau des Corbières, plus vrai que nature, regroupe la Maison de l'Aude, un restaurant et un belvédère. De l'aire du château de Salses, le touriste indiscret rejoint directe*ment, pour la visiter, cette* forteresse espagnole du seizième siècle, construite sous Ferdinand d'Aragon. L'inévitable « village catalan » possède sur sa place une statue de Paul Belmondo.


PHILIPPE GABEL

Ce « village » accueille des expositions temporaires. Signalons à ce propos le Musée d'art moderne de Céret (Pyrénées-Orientales), situé à une vingtaine de kilomètres de l'autoroute, qui possède de belles *collections*. Des salles consacrées à Picasso, à Pierre Brune, à Folon et à Viallat. Des œuvres de Miro, de Dali et de Chagall.

Au Perthus, l'architecte Ricardo Bofill a dressé une pyramide étrange dont le som*met symbolise les armoiries* de la Catalogne. C'est aussi la jonction des autoroutes la Catalane et la Junquera.

Tout proche du seuil de Naurouze, point de partage des eaux entre les pentes océaniques et méditerranéennes, « Port-Lauragais » est à la fois une aire de services pour les automobilistes, qui peuvent s'y *détendre* le temps d'une promenade en barque, et un port de plaisance pour les navigateurs. L'autoroute des Deux-Mers emprunte en effet le tracé *même du canal* du Midi. Un centre d'animation et d'information évoque l'histoire de cette voie d'eau à l'aide d'expositions permanentes et de documents audiovisuels. A noter une sculpture-fontaine de Sylvain Brino, qui permet aux *enfants* (et aux adultes) de comprendre le fonctionnement du canal grâce au jeu d'écluses mis à leur disposition.

Une grande première. Dès le 11 août prochain, il sera possible, en effet, d'enregistrer gratuitement sur l'aire de Tavel-Sud des émissions choisies de Radio-France. Quarante programmes seront proposés aux automobilistes. Des duplicateurs self-service. Un procédé original permettra en moins de trois minutes de « mettre » en cassette une émission de trente minutes. Le temps d'un plein d'essence.

De son côté, le *ministère* de l'intérieur indique que vingt mille policiers seront répartis dans les stations qui accueillent les vacanciers ainsi que tout au long des autoroutes. Place Beauvau, on indique encore que pour sensibiliser les voyageurs à la *prudence*, quatre millions de dépliants seront distribués et plusieurs centaines d'affiches seront exposées sur des panneaux plantés le long des principaux axes routiers.

JEAN PERRIN.

Welcome d'enfants

« *ICI, bienvenue aux enfants.* » Fini le temps du mépris. *Lancée* par le Conseil supérieur du tourisme, une concertation très large, menée entre plusieurs ministères (secrétariat d'Etat au tourisme et secrétariat d'Etat chargé de la famille) et les professionnels du tourisme (syndicats et chaînes hôtelières), a abouti à l'adoption d'une charte et d'un logo concernant l'accueil des enfants dans les structures de loisirs.

Trois bambins radieux sous un auvent tricolore signaleront désormais les établissements où les enfants sont les bienvenus. Pas d'obligations draconiennes dans la charte, mais des mesures de bon sens comme la possibilité de disposer de petits lits, de tables à langer, de chauffe-biberons, de chaises hautes et d'un menu « *spécial enfants* ».

La plupart des chaînes renouvellent cette année leurs offensives de charme en direction des enfants :

— NOVOTEL offre, jusqu'au 10 septembre, l'hébergement *gratuit de deux enfants* de moins de seize ans dans la chambre des parents, le petit déjeuner-buffet à moitié prix et un plateau repas spécialement conçu à 32,50 F. Sets de table, menus et affiches sont à l'effigie de Boule et Bill, les personnages mascottes de la chaîne.

— CAMPANILE accueillera les enfants avec un « Croq-Soleil » grandeur nature, leur offrira des « chéquiers-anniversaires », et leur proposera des coloriages, des cartes postales et des livres-disques (payants). Hôtels « verts », les Campanile disposant souvent d'un terrain de jeux. La chaîne offre également la gratuité pour un enfant de moins de douze ans dans la chambre des pa*rents et met à disposition* des lits pliants, des chauffe-biberons et des chaises hautes. Elle propose un menu enfant à 34 F.

— ARCADE, qui dispose dans chaque établissement de plusieurs chambres à 3 ou 4 lits, offre des berceaux, chaises hautes et baby-relax, et propose un menu enfant autour de 30 F. Tous les Arcade ont un coin de *jeux baptisé* « *l'Acrobate* ».

— IBIS réserve, tout comme l'été dernier, un accueil particulier aux enfants. Ceux qui y dormiront ou y prendront un repas se verront offrir, jusqu'au 10 septembre, un cerf-volant qui leur permettra de participer *à un grand concours* grâce auquel ils pourront gagner un voyage en Chine ou un séjour à Disneyland. A noter qu'Ibis accueille gratuitement les enfants de moins de douze ans (dans *la chambre de leurs parents*), offre un menu « spécial enfants » *(35 F en moyenne) et met à disposition* berceaux, tables à langer, chauffe-biberons et chaises hautes.

— CLIMAT DE FRANCE offre, depuis mai, aux titulaires de la carte « Passeport pour la route des fleurs » (290 F) le repas gratuit aux enfants de moins de treize ans et une *ristourne* de 50 % sur le prix d'une deuxième chambre pour les enfants jusqu'à treize ans. La chaîne propose également chaises hautes, chauffe-biberons et coin nursery. En prime : des petits pots gratuits pour les tout-petits.

— *Quant à la chaîne* FRANTEL, elle propose, durant tout l'été, des menus spécialement *établis à l'intention* des gastronomes en culottes courtes et comportant un choix de deux entrées (s'inspirant des spécialités locales), deux plats et deux desserts. *Le tout pour 40 F.*

MADELEINE DUPUY.

Point noir

CELA *fait des années que* l'on dit tout le mal possible des restaurants d'autoroute, des années que l'on se plaint des abus de restaurateurs sans *scrupules qui profitent* impunément de leur situation de monopole au bord des grands axes pour vendre n'importe quoi à n'importe quel prix.

Ces longues années de protestation n'ont pas été vaines. De nombreux restaurants d'autoroutes *ont rengainé* leurs fusils à lunette, retrouvé au fond de leurs cuisines des petits plats acceptables à des prix *raisonnables*, découvert l'intérêt d'offrir à *leur clientèle des services nouveaux* (salles de repos, douches, salles à langer pour les bébés).

Il reste pourtant des irréductibles de la bouffe innommable et des toilettes immondes. Des noms ? Le Relais des Flandres sur l'autoroute du Nord entre Lille et la frontière belge, détestable maison appartenant à la *chaîne pourtant* prestigieuse P.L.M. Etap.

Inutile de décrire la qualité des plats servis *au self-service* par un personnel au demeurant aimable, le seul bon point. A dé*courager les plus affamés* des affamés. Et ne racontons pas avec trop de précisions le spectacle qui nous est réservé une fois poussée la porte des toilettes...

Espérons simplement que le ministère des transports, qui a l'œil sur les restaurants d'auto*route, suivra* avec beaucoup d'attention les premier pas du nouveau directeur du *relais des* Flandres nommé cette semaine.

O.S.

Prix vacances

Le secrétariat d'Etat à la consommation vient de lancer l'opération « prix vacances » pour renforcer le contrôle et l'information sur les prix. Cette opération aura lieu jusqu'au 7 septembre dans trente-cinq départements. *Les* vacanciers qui s'estiment grugés ou les professionnels qui désirent obtenir des renseignements pourront appeler une permanence téléphonique : 16 (1) 285-75-75. Dans les villes touristiques des permanences d'accueil seront ouvertes pour les consommateurs.





L'étalon-or

« Danseur du Nord » depuis vingt-trois ans.

DERBY d'Epsom : premier *Secreto*, second *El Gran Senor*, tous deux fils de *Northern Dancer*. Prix de Diane : gagnante, *Northern Trick*, par *Northern Dancer*. Guinée d'Irlande : *Sadler's Wells*, par *Northern Dancer*. Prix du Chemin de fer du Nord : *Pluralisme*, petit-fils de *Northern Dancer*. Prix du Lys : un autre petit-fils, *Iris Noir*...

Par fils, petit-fils et même arrière-petit-fils interposés, *Northern Dancer*, l'étalon numéro un « in the world », réalise, à vingt-trois ans, la plus glorieuse campagne de l'histoire des courses. Et il ne s'agit encore que d'un début. Aux lauriers de la piste vont s'ajouter ceux qui fleurissent en dollars. Le 20 juillet commenceront au Kentucky les grandes ventes annuelles de yearlings. Quinze fils et filles du patriarche y sont inscrits, dont deux (respectivement par *Kitty Wake*, fille de *Sea Bird*, et par *Ballade*, une fille d' *Herbager*, déjà mère du jeune champion *Devil's Bag*) se recommandent d'origines maternelles elles aussi prestigieuses. La « jet society » hippique s'attend que le précédent record de prix (10,2 millions de dollars payés l'an passé par le prince héritier de Dubaï pour un autre fils de *Northern Dancer*, qui n'a pas encore couru) soit plusieurs fois battu.

BERTRAND

Colossal tourbillon de fortunes, d'exploits, d'aventures humaines que celui qui, ainsi, depuis vingt-trois ans, danse et rebondit sous les jetés-battus triomphants de ce danseur du Nord.

Northern Dancer est né chez le grand éleveur canadien *E.-P. Taylor*. A deux reprises au moins, le destin l'attacha à celui-ci. Quelques années plus tôt, l'éleveur avait souhaité vendre le père du futur champion : *Neartic* (un fils de *Nearco*, jadis propriété de l'Italien Federico Tesio puis du grand-père de l'actuel Aga Khan).

Neartic n'ayant pas atteint, yearling, un prix de réserve de 35000 dollars, l'éleveur s'était résolu à lui faire accomplir une carrière de course sous sa propre casaque. Carrière excellente, au point que le cheval revint, comme étalon, au haras de sa naissance.

Uni à *Natalma*, une petite-fille de *Mahmoud* (autre ascendance Aga Khan), il devint le père, le 27 mai 1961, d'un poulain bai, plutôt petit, mais très compact (*« une petite boule de muscles »*, se souvient le « stud-groom »), aux jambes marquées par trois balzanes (« Balzane trois, cheval de roi ») : la future merveille des merveilles, *Northern Dancer*.

Second signe du destin : celui-ci fut, comme son père, boudé par les acheteurs. Yearling, il n'atteignit pas son prix de réserve, qu'on avait pourtant fixé plus bas (25000 dollars) qu'à la génération précédente. Comme son père, il partit donc à l'entraînement pour le compte de son éleveur. Il fut confié à Horatio Luro, une figure du monde américain des courses : ancien grand joueur de polo d'Argentine, mystérieux, un peu sorcier, mais gentleman jusqu'à la pointe de sa petite moustache jadis chère aux dames (il est maintenant âgé de quatre-vingt-trois ans) ; *El Gran Senor*, dont le nom a été donné au second du Derby 1984, c'est lui...

Le danseur du Nord accomplit, sous la direction du « grand senor », une remarquable carrière de course : Kentucky Derby, Florida Derby, Realness Stakes, 580806 dollars de gains pour quatorze victoires en dix-huit sorties.

Mais presque chaque année un cheval réussit aussi bien sur les pistes, alors qu'il n'en est pas plus d'un par demi-siècle à réussir aussi bien au haras. Quel miracle génétique a fait du très bon cheval de course un étalon unique ? Par quel cheminement secret l'ex-premier danseur est-il devenu le plus grand maître de ballet qu'on ait jamis connu ?

« On n'explique pas, on ne peut que constater », dit le vétérinaire français Lazlo Urban, qui, précisément, fut un des premiers (après Alec Head et son achat de *Lyphard*) à constater, plutôt à déceler, et à vider tous ses fonds de tiroirs pour acheter un fils du danseur, *Northern Baby*, lequel allait remplir lesdits tiroirs trois ans plus tard. *« Ce qu'on constate, donc, c'est que tous les produits de* Northern Dancer *sont animés, sur la piste, d'un courage extraordinaire, servi par une santé de fer et une souplesse de félin. Ce sont vraiment des lions. Et, phénomène fantastique, ces caractères se transmettent de génération en génération. Il y avait déjà eu de grands étalons. A la seconde génération, les caractères se diluaient, avec des résurgences de-ci de-là. Dans le cas de* Northern Baby, *on en est à la quatrième génération, par exemple, en France, avec les productions de* Bellypha, *et la réussite continue. »*

Du moins en Europe. Car, paradoxalement, la descendance de *Northern Dancer* est moins transcendante aux États-Unis, où – les modes hippiques, de surcroît, changeant vite – on est enclin à lui préférer, maintenant, celle de *Seattle Slew*, voire de *Alydar*.

« Je pense qu'il s'agit de deux conceptions différentes des courses », dit François Boutin, entraîneur de l'écurie du milliardaire grec Stavros Niarchos, et, à ce titre, aux prix atteints désormais par les produits de *Northern Dancer*, seul entraîneur français à en posséder dans ses écuries. *« Aux États-Unis, la faveur va exclusivement aux sujets précoces sur de courtes distances. En Europe, on sait attendre à la fois le poteau et la croissance des chevaux. Or les « Northern Dancer » ne sont pas précoces* (NDLR : *Northern Trick*, la gagnante du Prix de Diane n'avait pas couru à deux ans), *et ils sont meilleurs sur les distances moyennes. »*

Pour le reste, François Boutin rejoint l'appréciation de Lazlo Urban : *« Qualité première : un courage de lion. »*

L'exploitation d'un grand cheval s'apparente beaucoup à celle de la production d'un grand artiste. *Northern Dancer*, c'est Van Gogh, ou Renoir, ou Claude Monet (n'est-ce pas, Daniel Wildenstein ?). Autour de lui s'est constituée une société financière informelle, plus ou moins secrète mais bien connue de grands collectionneurs d'œuvres d'art hippique. Objectif : acquérir le monopole des œuvres du prodige, puis contrôler le marché ; soutenir les cours si, par aventure, on est, provisoirement, dans le creux de la vague ; vendre au compte-gouttes pour faire monter les enchères et valoriser le capital potentiel lorsqu'on est dans une phase haussière.

L'animateur de la « S.A. Northern Dancer and Co » est l'Américain (fixé en Angleterre, où il a fait fortune dans les paris sur le football) Robert Sangster. Principaux actionnaires : l'éleveur initial E.-P. Taylor, resté propriétaire, croit-on, de 10 % du capital ; Stavros Niarchos, Hancock, chez nous Jacques Wertheimer (pour un quarantième), l'entraîneur irlandais Vincent O'Brien, qui a poussé le luxe et le souci du détail jusqu'à faire construire sur sa propriété de Ballydoyle la réplique exacte, à chaque dénivellement près, de la piste de 2 400 mètres d'Epsom.

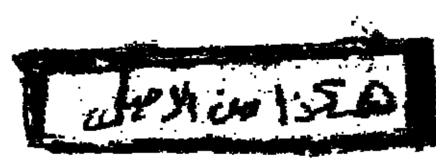
A part Sangster et O'Brien, qui sont les vrais professionnels de l'affaire, c'est un syndicat de vieux messieurs. E.-P. Taylor, notamment, infirme, ne quitte plus sa propriété de la Jamaïque. Il y a une affinité particulière entre les vieux messieurs et les jeunes pur-sang. Pas seulement celle de l'argent. Peut-être la vie qui s'en va est-elle fascinée par la plus vive, la plus harmonieuse, la plus irrésistible : celle qui jaillit des jambes d'un cheval de course...

En tout cas, les vieux messieurs, en l'occurrence, font bien leurs affaires : le prix des cartes de saillies de *Northern Dancer* était fixé, cette année, à 600 000 dollars. Et, à ce prix, il n'y en a pas eu à vendre. Bien sûr : elles étaient « achetées » par les copropriétaires. Cependant, un amateur obstiné a, dit-on, été admis à signer un chèque de 800 000 dollars pour qu'une de ses juments entre dans le cercle des trente-six favorites de l'année. Presque 7 millions de francs, pour un espoir de paternité ! Un espoir seulement, car le prix est dû même si l'union reste inféconde. Simplement, la jument a le droit de revenir rendre visite au seigneur à chacun de ses cycles, de février à mi-juillet, saison de la « monte ».

S'acheter à soi-même n'est, évidemment, pas acheter. C'est pourquoi il faut considérer avec circonspection les millions de dollars qui sont censés jaillir des entrechats encore vigoureux du vieux danseur du Nord. Mais il est certain aussi que, de temps à autre, le consortium laisse sortir de son orbite une comète, soit dédaignée soit trop coûteuse à y maintenir : le syndicat n'avait pas enchéri, en 1982, pour *Secreto*, vendu « seulement » 340 000 dollars à un transporteur vénézuélien et qui vient de gagner le Derby d'Epsom ; et l'enchère de 10,2 millions de dollars lancée l'an passé par l'héritier de Dubaï a été une enchère vraie, réellement payée.

Assez de gros sous... Les courses, c'est aussi de la beauté en mouvement. A cet égard, la plus belle image qui restera de ce printemps sera celle des deux cents derniers mètres de *Northern Trick* dans le Prix de Diane. Il y a chez cette pouliche une légèreté, une élégance qui justifient, plus encore que dans tout le reste de la famille, la référence au danseur du Nord. En plus, elle est prodigieusement efficace : voici déjà, probablement, une candidate française à la Breeder's Cup, qui sera, en novembre, à Los Angeles, l'événement hippique de l'année.

LOUIS DÉNIEL.



Été : les petits plats dans l'écran

Une mosaïque de programmes.

Sportif, historique, musical ou cinématographique... l'été médiatique. Après le Championnat d'Europe de football et le Tour de France, on pourra vibrer aux exploits des athlètes aux Jeux olympiques de Los Angeles. Historique ? La télévision fête les événements de ce siècle – 1914 et 1944 – ou célèbre en feuilleton deux illustres hommes d'Etat : Kennedy et Mazarin. Léger, rockeur ou mélomane en début de soirée, le petit écran cédera le pas, la plupart du temps, au grand écran à 20 h 30, 22 h ou minuit.

Cinéma

● TF 1. – Signalons, entre autres, *Le rouge est mis*, de Gilles Grangier, *la Chevauchée fantastique*, de John Ford, *le Rouge et le Noir*, de Claude Autant-Lara (avec Gérard Philipe), *les Maudits*, de René Clément (avec Dalio), *la Bête humaine* et *la Marseillaise*, de Jean Renoir (avec Jean Gabin), *le Gaucher*, d'Arthur Penn (le lundi). Grands films étrangers (en v.o.) le mardi : *le Tambour*, de Volker Schlöndorff, *Cri de femmes*, de Jules Dassin, *le Pré*, des frères Taviani, *le Chef d'orchestre*, de Wajda, *le Troupeau*, de Yilmaz Guney, *Alexandrie, pourquoi*, de Youssef Chahine, *le Bon, la Brute et le Truand*, de Sergio Leone, *Marlène Dietrich*, de Clark Jones. Enfin et surtout, trente minutes d'ironie morbide, avec Alfred Hitchcock (le samedi, à 22 h).

● Antenne 2. – *Etoile d'espoirs*, de Constantin Issaev, *Du rififi chez les hommes*, de Jules Dassin, *les Tricheurs*, de Marcel Carné, *Anthracite*, d'Edouard Niermans, *la Mafia fait la loi*, de Damiano Damiani, *l'Ironie du sort*, d'Edouard Molinaro, *l'Homme fragile*, de Claire Clouzot.

● FR 3. – La « Dernière Séance » et « Ciné-Passion » continuent. Le cinéma de minuit propose un cycle italien, avec *I Vitelloni*, de Federico Fellini, et *les Amoureux*, de Mauro Bolognini, enfin un peplum, *Theodora, impératrice de Byzance*, de Ricardo Fredo, enfin *Lucky Luciano*, de Francesco Rosi, avec Gian Maria Volonte.

Variétés

● Stars étrangères latines sur TF 1 : *Linda de Suza* (le 22 juillet), *Brazil star* (le 26 juillet), *Jaïro* (le 9 août), *Pierre Perret* (le 23 août), *Nana Mouskouri* (le 6 septembre), et dans Salut les Mickey : *Claude François* (le 20 juillet), *Michel Jonasz* (le 27 juillet), *Michel Berger* (le 10 août)...

● *Antenne 2* en *chansons révolutionnaires* de la première guerre mondiale, ou de la libération, dans « Chantez-le moi », de J.-F. Kahn, les 14 juillet, 4 août et 1er septembre) ; *Antibes en chansons*, avec Nicole Croisille, Catherine Lara, Claude Nougaro... ; un *spécial Colette Renard*, présenté par Michel Drucker, le 25 août, enfin, un « Si on chantait », spectacle de *musique de la communauté des télévisions francophones*, les dimanches, à 15 h 05.

● *Concerts de Léo Ferré*, ponctué d'interviews, de Pierre Bouteiller, sur FR 3, réalisé par Guy Job. Les 1er, 7, 15, 22 août, à 20 h 35. Ferré au théâtre des Champs-Elysées, en avril 1984.

Musique

● *Opéra sur la une : Faust*, de Gounod, par l'Opéra lyrique de Chicago (le 21 août) ; *Moïse*, de Rossini, par l'Opéra de Paris, dir. Georges Prêtre (les 21 et 28 août) ; *Peter Grimes*, de Benjamin Britten, par le Royal Opera House de Covent Garden, dir. Colin Davis (le 4 septembre), et une retransmission, en direct du festival d'Orange, de la fameuse *Carmen*, dirigée par Jean-Claude Casadesus.

● Sur Antenne 2, Eve Ruggieri présente un « *Spécial festival d'Aix* », une série de représentations et de répétitions, filmées en direct de Joan Rogers, Ghylaine Raffanel, Judith Nelson, Anne Sofie von Otter, etc., dans *la Finta Giardiniera*, de Mozart (les 16 et 30 juillet). Le 27 août, Ruggiero Raimondi, dans le rôle de Méphisto de *la Damnation de Faust*, enregistré au festival Berlioz, à Lyon, en septembre 1983.

Rock

● *Les fleurs de glace*. L'anarcho-pacifisme du Living Theater, la poésie « hermétique » de *Donovan*, des *Who*, de la *Beat generation*, les années 66-67, les formes d'expression qui allaient converger vers le mouvement de 1968, par Philippe Garrel, de l'INA (le 29 août sur TF 1).

● Les enfants du rock. Grands concerts : *Kid Creole*, le 7 juilletqt ; *Special hard rock*, le 14 juillet, *Roxy music*, le 21 juillet, vingt-deux stars anglaises, le 28 juillet ; spécial films-vampires, horreur (le 4 août), *Dire Straits* (le 11 août), *Lou Reed* le (18 août) *Spandau Ballet* (le 25 septembre), *Rock Palace* (1er septembre), sur Antenne 2.

● *US Festival* (du 4 au 25 juillet sur FR 3). Les grandes stars du rock, enregistrées au cours du festival de San-Bernardino, en Californie : *Inxs, Flocks of Seagulls, Stray Cats, the Clash, Triumph, Quaterflash... (Lire notre article).*

Théâtre et Danse

● La trilogie de *la Villégiature*, de Carlo Goldoni, sur Antenne 2, à partir du 2 juillet, mise en scène par Giorgio Strehler, réalisée pour la télévision par Pierre Badel, avec Pierre Dux, Claude Giraud, François Beaulieu... Plaisir du théâtre, sur le Festival d'Avignon, le 30 juillet, et un numéro spécial France-Etats-Unis, à l'occasion des Jeux olympiques et d'un festival de théâtre organisé à Los Angeles.

● Danse, sur TF 1 (l'INA) avec Karole Armitage, le 4 juillet, Carola Ikeda, danseuse de Buto, le 18 juillet, Zulu Nation (rap, smurf, break) « en images colorisées », sur Antenne 2, un magazine, *Carnets de danse*, sur les tendances de la chorégraphie contemporaine (à partir du 9 juillet). Et sur FR 3, *Danses et musiques de Chine*, le 7 juillet ; *le Ballet Kirov* de Leningrad, samedi 14 juillet.

Arts

● Sur TF 1, un dialogue avec le sacré africain, à propos des grandes expositions : 2000 ans d'histoire au Nigéria, et une série de cinq épisodes de Stéphane Kurc sur *les sociétés d'Afrique noire*, masques, objets rituels, statues... Les 10, 17, 24, 31 juillet et 14 août, à 21 h 30.

● Art contemporain sur Antenne 2, en trois volets remarquables sur *Jean Le Gac, Viallat, Toni Grand* et *Bernard Pagès*.

● *L'histoire de l'art* sur FR 3, à partir des collections des musées nationaux français : 13 épisodes de 13 minutes, du 30 juillet au 13 août sur FR 3.

Documents

● *Fernand Braudel*, le grand historien de l'école des Annales, portraituré par l'INA (les 15 et 22 août). Une série d'enquêtes « à la une » – pour la plupart déjà diffusées – sur les hôpitaux psychiatriques, la prison, la menace biologique, les homosexuels ; sur les animaux : *Cap Canaveral, objectif nature* (le 10 juillet) *Baby Pansa, la naissance d'un bébé éprouvette* au zoo de Madrid (le 7 août) ; *deux anniversaires historiques*, celui de *l'été 1944* (le 11 juillet) et de *la guerre de 1914* (le 8 août) dans « L'histoire à la une ».

● Du teuf-teuf au turbo, *l'Histoire centenaire de l'automobile française* en 9 épisodes *(lire notre article)* et Paris, *J'écris ton nom liberté* (soirée de l'INA), le témoignage des dizaines de ceux qui ont fait l'histoire de la libération de Paris, ou encore un document à l'occasion du *cinquantième anniversaire du zoo de Vincennes* (le 28 août).

● Vendredi sur FR 3 : « Le feu sacré », le 6 juillet, *l'Amazonie, chronique d'un pays* » (le 12 juillet) ; *les brigades financières* (le 20 juillet) enfin, *Allô, les Américains, ici les Russes*, le 27 juillet à 22 h.

Série et Téléfilms

● *Sur TF 1*, la « télévision de chambre » de l'INA lance des téléfilms de Chantal Ackerman, d'Edgardo Cosarinski ; signalons une série d'après un roman de Bernard Clavel, signée Jean Prat : « l'Etranger dans la vigne ».

● *Antenne 2 :* une série de feuilletons policiers, d'espionnage, de science-fiction.

● *FR 3 :* les grands de ce monde mis en série. Kennedy à partir du 2 juillet, Mazarin à partir du 20 juillet, et enfin « La terre des vivants et le royaume des morts ».

Portraits

● Sur TF 1, *Elvire Popesco* (le 2 juillet), *Robert Hirsch* (le 16), *Muse Dalbray* (le 23), *Gérard Philipe* (le 30), *Agatha Christie* (le 13 août), portrait des jeunes loups du cinéma français : Richard Berry, Bernard Giraudeau et Gérard Lanvin (le 20), et de Jean Renoir (le 27 août).

● Sur Antenne 2 : Bourvil, un éclat de rire, avec témoignages, Annie Cordy, Jean Richard, Gérard Oury, le petit monde de Fernand Contandin, dit Fernandel, par C.-J. Philippe (le 11 août).

Portrait

Quand l'habit fait le moine

Agnès Nègre, créateur de costumes.



BERNAND

Agnès Nègre a créé le costume de Michel Bouquet pour « le Neveu de Rameau »

ELLE est blonde, pas très grande, plutôt menue, et aucun signe particulier n'indique qu'elle exerce un métier peu commun : créateur de costumes. « *Créateur au masculin, j'y tiens* », précise-t-elle en indiquant que les Italiens utilisent avec bonheur le terme « costumiste ». Rien n'indique *a fortiori* qu'Agnès Nègre ait été major de sa promotion à l'Ecole supérieure d'art appliqué, en 1967.

« *Tout ce qui touche au costume dans le spectacle est très méconnu. Cela fait pourtant partie de la décoration et n'est pas secondaire dans la qualité d'un film ou d'une pièce de théâtre. Quant à la hiérarchie des fonctions dans la spécialité, entre créateur de costumes, tailleur, habilleuse ou costumier, n'en parlons pas...* »

Il faut de quatre à sept ans d'études et de formation pour devenir créateur de costumes, bien qu'il n'existe pas de diplôme sanctionnant cette compétence. Mais pour situer celle d'Agnès Nègre – qui a participé à quelque cent quinze films et spectacles, – précisons qu'elle a créé le costume avec lequel Michel Bouquet interprète actuellement *le Neveu de Rameau* au Théâtre de l'Atelier. « *Sans qu'on le sache, le costume joue un rôle capital. Dès la première apparition du comédien qui le porte, il doit « modeler » le personnage, le situer déjà dans l'intrigue* », dit-elle. *Le costume doit donc être une synthèse entre un texte, un réalisateur et une époque, le tout servi par des comédiens qui « habitent » leur costume.* »

Le créateur de costumes n'entre donc pas en loge pour concevoir : c'est d'abord un « homme de terrain », qui paie parfois de sa personne. « *Pour avoir à porter, d'aventure, de lourds paniers remplis de costumes, il faut entretenir dans ses relations un bon kinésithérapeute.* » Mais comment peut-on avoir idée de faire ce métier ? Agnès Nègre ne s'est jamais posée la question car c'est une « enfant de la balle » : son grand-père était professeur de dessin, son père architecte-décorateur de cinéma, son frère est chef décorateur à la Société française de production, sa sœur est peintre, sa belle-sœur habilleuse, sa nièce comédienne, enfin son mari directeur artistique adjoint dans une maison de production privée de télévision.

Travaillant en free-lance, Agnès Nègre accepte indifféremment des contrats au théâtre, au cinéma ou à la télévision. « *Il s'agit pourtant de démarches différentes*, explique-t-elle. *A la télévision, l'œil perçant de la caméra oblige à soigner le moindre détail. Au théâtre, c'est plus la transposition de l'esprit de la pièce qui importe.* » Le créateur de costumes a aussi parfois la responsabilité de très gros budgets : « *Un de mes derniers, à la télévision, s'élevait à 780 000 francs.* » Les plus grands réalisateurs du petit écran, d'Alain Boudet à Jean Kerchbron, de Marcel Cravenne à Lazare Iglesis, de Maurice Cazeneuve à Robert Mazoyer, de Pierre Badel à Claude Santelli – « *Ah ! Claude Santelli, quel formidable professionnel...* », – ont fait appel, un jour ou l'autre, au talent d'Agnès Nègre. Cependant, celle-ci est inquiète pour l'avenir de la profession : « *Ce métier est en train de mourir parce que les productions en costumes se font rares et que les créateurs sont méconnus. La preuve : aucun césar n'est prévu pour récompenser l'auteur des costumes d'un film.* » Qui rendra à César...

CLAUDE DURIEUX.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

■ A VOIR
■■ GRAND FILM

DIMANCHE 1er JUILLET

Un papillon sur l'épaule ■

Film français de Jacques Deray (1978), avec L. Ventura, C. Auger (rediffusion).
TF1, 20 h 35 (95 mn).

Pour avoir, à Barcelone, ouvert la porte d'une chambre d'hôtel voisine de la sienne, un homme, jusque-là sans histoires, est emporté dans un cauchemar à la Kafka. D'après un roman « série blême » de John Gearon, paru sous le titre le Puits de velours *(en 1949), Jacques Deray a réalisé une œuvre très personnelle et très insolente, une fable angoissante sur le destin de l'individu « ordinaire » : Lino Ventura pris à certains pièges du monde moderne.*

Cécile est morte ■

Film français de Maurice Tourneur (1943), avec A. Préjean, S. Relli (N.).
FR 3, 22 h 30 (80 mn).

Des trois enquêtes de Maigret réalisées sous l'occupation pour la firme Continental, celle-ci est la seule qui garde quelque intérêt, malgré l'interprétation aberrante du célèbre commissaire... par Albert Préjean ! L'intrigue est bien conduite et l' « atmosphère Simenon » passe, de temps à autre, dans la description des milieux sociaux.

LUNDI 2 JUILLET

Le rouge est mis

Film français de Gilles Grangier (1957), avec J. Gabin, A. Girardot (N).
TF1, 20 h 35 (80 mn).

Truand camouflé en garagiste, Gabin se promène, sans conviction, dans cette « série noire » française, tirée d'un roman d'Auguste Le Breton. Si on veut absolument retrouver, rayon rétro, les convictions et les poncifs du cinéma policier français des années 50, c'est là qu'il faut chercher.

MARDI 3 JUILLET

Le Tambour ■■

Film franco-allemand de Volcker Schlöndorff (1979), avec D. Bennent, M. Adorf (vo, sous-titrée).
TF 1, 22 h 30 (135 mn).

Un garçon, né à Dantzig en 1924, cesse – volontairement – de grandir à l'âge de trois ans et vit le nazisme, la guerre et l'après-guerre, en témoin attentif et railleur, jouant du tambour. Günter Grass, après avoir refusé de nombreuses propositions, accepta le projet de Volker Schlöndorff et participa à l'adaptation de son roman, intelligemment réduit, sans rien perdre de son caractère de fable, aux exigences du spectacle cinématographique. Enfermé dans son enfance pour échapper au monde des adultes, ne pas en être complice, le gamin au tambour rythme les événements historiques, et représente la mauvaise conscience de l'Allemagne. Schlöndorff, d'un grand livre touffu, a fait un film picaresque, où la tragédie affleure sous la satire. Le jeune David Bennent (douze ans) est comme possédé par son personnage.

Asphalte ■

Film français de Denis Amar (1980), avec C. Laure, J. Yanne.
A2, 20 h 40 (95 mn).

Embouteillages, accidents, catastrophes sur l'autoroute du Sud, un samedi 31 juillet. Une vision presque fantastique d'un phénomène de société, un angoissant suspense de la réalisation. Au milieu de destins divers entrevus au cours du voyage, l'aventure de Carole Laure, partie pour rejoindre son amant (marié), échouant en cours de route, puis rencontrant Jean Yanne, est, humainement, la plus intéressante, dans un effrayant gâchis.

La cible étoilée ■

Film américain de John Hough (1978), avec S. Loren, J. Cassavetes.
FR 3, 20 h 35 (105 mn)

Allemagne 1945. Un officier américain cherche à retrouver les voleurs du trésor de guerre de la Wermacht, saisi par les Alliés. Cette affaire, d'après un roman de Frederick Nolan, aurait été la cause de l'assassinat du général Patton, officiellement mort d'un accident de voiture. A la politique-fiction, on préfère l'action rocambolesque, habilement menée, et les exploits de John Cassavetes, dont Sophia Loren est amoureuse.

MERCREDI 4 JUILLET

Retour à Marseille ■

Film français de René Allio (1980), avec R. Vallone, A. Ferréol.
FR 3, 21 h 55 (115 mn).

Un industriel italien revient, après de longues années, dans sa famille qui s'était fixée à Marseille. La ville n'est plus ce qu'elle était, la vie non plus. Entre deux bouffées de nostalgie, Raf Vallone se lie d'amitié avec Andréa Ferréol, « femme indigne » selon la morale, en réalité libre, lucide, forte, et découvre le conflit des générations et la jeunesse marginalisée. Allio avait cherché à réaliser un film régional – et commercial – de qualité. Il n'en a pas été récompensé. Dommage.

VENDREDI 6 JUILLET

Un homme nommé cheval ■

Film américain d'Elliot Silverstein (1969), avec R. Harris, C. Tsopei (v.o. sous-titrée).
A2, 23 h (110 mn).

Vers 1820, un noble britannique, venu explorer le Far-West, est capturé par des Indiens Sioux et traité comme un cheval, avant de s'adapter lui-même au mode de vie des Peaux-Rouges. Ce curieux western reconstitue (il a été tourné dans une réserve du Dakota) les mœurs indiennes avec un certain réalisme, montre les épreuves cruelles de l'initiation du Blanc, et cultive parfois l'humour. Il y a, là, bien des choses inattendues.

Vu pour Vous

Détournement de minerai

● **Documentaire : l'espace au rouge, FR3, samedi *30 juin, 22 h 25 (60 mn).***

Coulée de l'acier à haute température, lingots encore rouges sur le laminoir : c'est tout le traitement industriel du minerai que nous suivons dans les forges de Pompey, en Lorraine. Et si, plus tard, nous retrouvons le même métal dans les jardins du Musée départemental des Vosges, c'est qu'il a été détourné de sa destination première par le sculpteur Michel Gérard, qui l'a travaillé depuis l'extraction.

L'artiste veut participer à la vie du métal et accéder à ce qu'il appelle l'*« espace rouge »*. Samuel Itzkovitch *montre* l'élaboration de ses créations et laisse Michel Gérard commenter son propre travail, combinaison d'art et d'industrie. Il le confronte au constructeur Jean Prouvé, considéré comme l'un des maîtres de l'architecture métallique, *mort récemment*. Une façon de rendre un hommage posthume à cet ancien élève de l'école de Nancy, qui prônait, lui aussi, *« l'imagination sur le tas »*.

Malgré un côté « documentaire scolaire », le film montre bien le travail de forge depuis ses origines, ancrées *« dans une mémoire ancestrale »*, jusqu'à sa rencontre avec l'art dans le travail *de serrurerie et de ferronnerie*, puis dans l'édition et la sculpture. — E. Ra.

L'évolution d'un mythe

● **Série : Du teuf-teuf au turbo, A 2, chaque mercredi, du 4 juillet au 29 août, 22 h 05 (26 mn).**

Roland Barthes, comparant l'automobile aux grandes cathédrales, concevait la voiture comme *« une grande création d'époque, conçue passionnément par des artistes inconnus, consommée dans son image, sinon dans son usage, par un peuple tout entier qui s'approprie en elle un objet parfaitement magique »*. Jean Bardin, Dominique Dubarry et Fabrice Maze y avaient-ils pensé ? Ce retour en arrière visuel, en tout cas, procède du même esprit. Antenne 2 propose l'histoire de cette aventure, traitée par thèmes développés chronologiquement, à l'occasion du centième anniversaire de l'automobile française.

Photos, films et dessins des premiers modèles, un peu massifs mais très séduisants, nous aident à imaginer les dé*buts du moteur à explosion*. Si cette invention a été perçue par certains comme dangereuse, elle a très vite connu un succès incontesté. Des *contemporains de cette époque* témoignent de cette aventure qui, en France, a révélé des personnages comme *Louis Renault et André Ci*troën. La crise de 1929 et les mesures sociales prises par le Front populaire ont donné à ce secteur en pleine mutation de *nouvelles perspectives*. L'accroissement du pouvoir d'achat et les congés payés justifient le montage à la chaîne et la production en série. *C'est le début de la voi*ture populaire.

L'imbrication des facteurs techniques, sociaux et politiques *font de l'industrie auto*mobile française la première du monde en 1900 et, jusqu'en 1930, la première exportatrice d'Europe. Au*jourd'hui elle fait vivre un* Français sur dix et exporte 50 % de sa production. Les techniques modernes ont rapidement supplanté les *ateliers artisanaux* du début du siècle. Mais ce secteur vital de notre économie est en perte de vitesse, frappé par la crise et concurrencé par les exportateurs, japonais notamment. Jean Boissonnat *plaide pour* un renouveau de cette industrie qui a des répercussions sur la vie économique, sociale et culturelle. S'il est difficile de préjuger *des sept derniers épisodes* que nous n'avons pas vus, les deux premiers sont prometteurs. — C. C.

Festival rock

● ***Série* : US Festival, FR3, à partir du 4 juillet à 20 h 35, jusqu'au 25 juillet (4 × 60 mn).**

Gigantesque, ce festival ! C'était à San-Bernardino (Californie) devenu pendant quatre jours la *capitale de la mu*sique en abritant en 1983 le deuxième US Festival.

Créé par le précurseur de l'ordinateur familial et l'un *des fondateurs de Apple* Computers, Stephen Wozniak n'a pas lésiné sur les moyens : une scène immense, surmontée d'un écran géant, une sono de 400 000 watts, et même un système d'arrosage pour ra*fraîchir les spectateurs ras*semblés en grand nombre sous le soleil.

Mais si ce public si nombreux était venu, massé de*vant la scène, c'était pour un* spectacle de rock : Inxs, *Stray Cats, Van Halen, Pre*tenders... Plus ou moins « hard » la musique de ces groupes qui se succèdent sous le feu des projecteurs. *Chemise vert pomme, cravate* rose et bermuda ; la mise en scène est soignée. Il s'agit de conserver l'image qu'ils se sont faite auprès du public ; *de perpétuer un mythe*. A tel point que la présentation prime : les paroles des chansons, reprises par une foule adulée, sont incompréhensibles ; *on reconnaît des airs*.

Si cet événement n'est pas encore aussi populaire que l'a été le Festival de Woodstock, il est en passe de le devenir. *Une liaison par satellite avait* permis au public moscovite de suivre ce concert de San-Bernardino ; au public français d'en juger aujourd'hui. — C. C.

Mélo scientifique

● **Série : « Machinations », Antenne 2, les vendredi 6, 13, 20 et 27 juillet à 20 h 35 (4 × 55 mn).**

Corruption ?.. Espionnage... au sein d'une multinationale. Marc Berger, scientifique de haut niveau, conduit *depuis plusieurs années* la construction d'un satellite de télécommunication révolutionnaire destiné à un usage civil et soudain promis à un *avenir militaire. Il conteste* cette décision. Ses collaborateurs se désolidarisent. Marginalisé, il vend des informations à un soi-disant citoyen *suisse habitant en Angleterre* et travaillant pour une maison d'édition canadienne. En fait, *obéissant à une voix incon*nue, il est le parfait maître-chanteur. A cette affaire se mêlent, bien sûr, des intrigues sentimentales qui nous *font passer d'une salle d'ordi*nateurs à une chambre d'hôtel de luxe.

Le mystère entoure tous ces personnages angoissés par la hantise de perdre leur emploi. Monde inhumain or*chestré par un directeur dont* l'autorité s'effrite et où la cohésion n'est qu'apparente. Un peu invraisemblable cette histoire qui, à la façon des séries américaines, recourt à un grand nombre de person*nages pour donner l'impres*sion de complexité et surtout ... tenir quatre heures. — C.C.

Samedi 30 juin — Dimanche 1er juillet

TÉLÉVISION FRANÇAISE 1

Samedi 30 juin

- 9.45 **TF 1 Vision plus.**
- 10.20 **Téléforme.**
- 10.35 **La maison de TF 1.** Magazine de C. Bernadac. *Au sommaire : protéger et respecter la nature ; le jardinage de Nicolas ; recommandations avant de fermer la maison (système d'alarme de la maison et les nouvelles boîtes à lettres) ; vacances dans une maison louée ; photo pour les vacances ; une jupe pour les vacances.*
- 11.50 **Bonjour, bon appétit.** Magazine de Michel Oliver. *Rôti de foie de veau.*
- 12.15 **La séquence du spectateur.**
- 13.00 **Journal.**
- 13.35 **Amuse-gueule.**
- 14.05 **Série : Pour l'amour du risque.**
- 15.35 **C'est super.**
- 15.55 **Dessin animé : Capitaine Flam.**
- 16.20 **Casaques et bottes de cuir.** Magazine du cheval.
- 16.50 **Série : La nouvelle malle des Indes.**
- 17.45 **Trente millions d'amis.**
- 18.15 **Micro-puce.** Le magazine de l'informatique. *« Puce et Julie vont en bateau ».*
- 18.30 **Auto-moto.**
- 19.10 **D'accord, pas d'accord.**
- 19.15 **Emissions régionales.**
- 19.40 **Cyclisme : Tour de France (résumé).**
- 20.00 **Journal.**
- 22.30 **Tirage du Loto.**
- 20.35 **Théâtre : Un grand avocat.** D'après Henry Denker, adaptation Pol Quentin, mise en scène R. Hossein. Avec R. Hanin, P. Guers, J. Topart, Y. Folliot... *Un procès à l'époque du maccarthysme opposant deux anciens journalistes de très grande renommée : Georges Dennis, brutalement mis à l'index comme criminel, et Boyd Bendix, éditorialiste de la presse populaire, très redouté. Le combat contre les préjugés et l'intolérance.*
- 22.45 **Droit de réponse : l'esprit de contradiction.** Emission de Michel Polac. La littérature érotique, avec A. Pieyre de Mandiargues, P. Bourgeade, J. Laurent, R. Deforges, P. Sollers, P. Grainville, J. Cellard, L. Dispot...
- 0.00 **Journal.**

Dimanche 1er juillet

- 9.00 **Emission islamique.**
- 9.15 **A Bible ouverte.**
- 9.30 **Foi et tradition des chrétiens orientaux.**
- 10.00 **Présence protestante.**
- 10.30 **Le jour du Seigneur.**
- 11.00 **Messe**, célébrée avec la paroisse de Saint-Georges d'Oléron (Charente-Maritime).
- 12.00 **Télé-Foot.** Les grands moments du championnat d'Europe des nations.
- 13.00 **Journal.**
- 13.25 **Série : Agence tous risques.** Enlèvement à Las Vegas.
- 14.20 **Hip Hop.** Magazine des nouvelles danses par Sidney.
- 14.40 **Champions.** Emission animée par Michel Denisot. *Tour de France cycliste (2e étape) ; athlétisme à Villeneuve-d'Ascq ; tiercé ; variétés avec un montage des meilleures séquences de l'émission.*
- 17.30 **Les animaux du monde.** Emission de M. de la Grange et A. Reille. *Le harle bièvre (un oiseau qui ressemble au canard et vit en Ecosse).*
- 18.00 **Série : la Plantation.**
- 19.00 **Sept sur sept.** Magazine de l'actualité de la semaine par J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay. *Le grand témoin est M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national.*
- 20.00 **Journal.**
- 20.35 **Cinéma : Un papillon sur l'épaule.** Film de Jacques Deray.
- 22.10 **Sports dimanche.** Emission de Jean-Michel Leulliot, réalisation Jean-Claude Hechinger.
- 23.10 **Journal.**

ANTENNE 2

Samedi 30 juin

- 10.15 **Antiope.**
- 10.55 **Journal des sourds et des malentendants.**
- 11.15 **Platine 45.** *Téléphone, Art Company, Roger Waters, Véronique Jannot et Laurent Voulzy, The Pretenders.*
- 11.45 **Vidéomaton.**
- 12.00 **A nous deux.**
- 12.45 **Journal.**
- 13.35 **Série : La planète des singes.**
- 15.10 **Les jeux du stade.** *Cyclisme : Tour de France ; tennis : Internationaux de Grande-Bretagne à Wimbledon ; athlétisme : championnats de France à Lille.*
- 18.15 **Les carnets de l'aventure.** *« Mont Saint-Elias », de A. Gamard (descente à ski d'un glacier situé à la frontière de l'Alaska et du Canada).*
- 18.50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
- 19.10 **D'accord pas d'accord (INC).**
- 19.15 **Emissions régionales.**
- 19.40 **Le théâtre de Bouvard.**
- 20.00 **Journal.**
- 20.35 **Variétés : Champs Elysées,** de M. Drucker. *Autour de Carlos, Nicoletta, Jean-Jacques Goldman, Annie Cordy, Herbert Léonard...*
- 22.15 **Magazine : Les enfants du rock.** De A. de Caunes, O. Slimani et J. Goldstein, réal. D. Kent. Houba Houba, avec des interviews de Bob Dylan, de Stevie Wonder et de Steve Van Zandt ; Inxs en concert en Australie, Southside Johnny et Ashbury Jukes à Paris ; portrait d'Elvis Costello.
- 23.30 **Journal.**
- 23.50 **Bonsoir les clips.**

Dimanche 1er juillet

- 10.45 **Les chevaux du tiercé.**
- 11.15 **Gym tonic.**
- 11.45 **Récré A 2.** Les Schtroumpfs.
- 12.00 **Les voyageurs de l'histoire.** Austerlitz (1re partie).
- 12.30 **Cyclisme : Tour de France.**
- 12.45 **Journal.**
- 13.20 **Les nouvelles étoiles du cirque,** *ou le cirque de demain.*
- 14.15 **Série : Les mystères de l'Ouest.**
- 15.05 **Variétés : Si on chantait.** A Loèche (Suisse).
- 16.10 **Feuilleton : Les amours des années folles.** La femme qui travaille.
- 17.10 **Dessin animé.**
- 17.20 **Série : Les beaux messieurs de Bois-Doré,** *d'après G. Sand, réal. B. Borderie.*
- 18.50 **Stade 2.**
- 20.00 **Journal.**
- 20.35 **Jeu : La chasse aux trésors.** A Bali, en Indonésie.
- 21.45 **Faits divers : L'amour sur place.** De J.-P. Enard, réal. J.-P. Blanc. Avec P. Banderet, S. Coste... *L'arrivée d'une prostituée, Jeanne, dans un village de province et son intégration au sein de la communauté féminine de Laumet... Mais, dans ce film, où la prostitution est reconnue et saluée, les protagonistes sont traités de façon superficielle. On a du mal à croire à cette anecdote ponctuée tout de même d'humour.*
- 22.40 **Documentaire : Jean Prouvé, constructeur.** De Guy Ollivier. *Portrait d'un grand pionnier de l'architecture industrielle, ancien artisan ferronnier, inventeur d'un alphabet de la construction contemporaine.*
- 23.10 **Journal.**
- 23.30 **Bonsoir les clips.**

FRANCE RÉGIONS 3

Samedi 30 juin

- 13.30 **Action.** Emission de la Fédération de la mutualité française.
- 14.00 **Le Pays basque au présent.**
- 16.15 **Liberté 3.** Magazine des associations. *Avec : les Pionniers de France, le Scoutisme français, Jeunesse et reconstruction, le club du Vieux Manoir et le CEMEA.*
- 17.30 **Télévision régionale.**
- 19.55 **Dessin animé : Les petits diables.**
- 20.05 **Les jeux.**
- 20.35 **Feuilleton : Dynastie.** *A la suite d'une chute de cheval, Krystle perd le bébé qu'elle attendait, quand Fallon passe la nuit chez Nick Toscanni. Quant à Steven, il demande Claudia en mariage. Elle refuse.*
- 21.25 **Plus menteur que moi tu gagnes.** Emission de P. Sabbagh animée par Jean Amadou. *Avec Micheline Boudet, Robert Lamoureux, Roger Carel, J. Falzant. Règle du jeu : empêcher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des mensonges... tout en laissant supposer que l'on connaît la vérité.*
- 22.10 **Journal.**
- 22.25 **L'espace au rouge : l'art et le fer.** Emission de D. Kriwskowski. Avec Michel Gérard, sculpteur, Jean Prouvé, architecte. *(Lire notre article.)*
- 23.00 **Musiclub.** Concerto pour clarinette et orchestre, *d'Aaron Copland, par l'Orchestre philharmonique de Los Angeles avec Benny Goodman à la clarinette, sous la direction d'A. Copland.*

Dimanche 1er juillet

- 10.30 **Mosaïque** Emission de l'ADRI. *Les départs en vacances : informations, reportages, variétés.*
- 18.30 **Pour les jeunes.**
- 19.40 **RFO hebdo.**
- 20.00 **Humour : Paul Hogan show.** Sketches australiens.
- 20.35 **Encyclopédie vivante : De l'automate au robot.** Emission de D. Berkani. *A l'occasion du bicentenaire de Diderot, cette série a pour but de confronter les sciences et les techniques du dix-huitième siècle aux connaissances scientifiques contemporaines et aux techniques nouvelles. Vaste ambition !*
- 21.25 **Aspects du court métrage français.** *Première classe*, de M. El Glaoui ; *Vacances à la mer*, de J.-C. Averty ; *Râ*, de T. Barthes et P. Jamin.
- 22.10 **Journal.**
- 22.30 **Cinéma de minuit : Cécile est morte.** Cycle Tourneur, père et fils. Film de Maurice Tourneur.
- 23.50 **Prélude à la nuit.** Semplicetto, a danna credi, *de Haendel, interprété par Luigi Alva, ténor.*

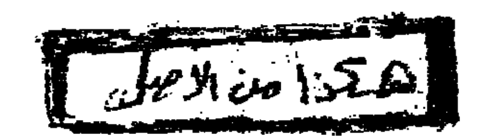
PÉRIPHÉRIE

Samedi 30 juin

- **R.T.L.**, 20 h, A vous de choisir : *Les grandes vacances*, de J. Girault ou *Voulez-vous un bébé Nobel ?* de R. Pouret ; 21 h 35, Flash back ; 22 h 5, Ciné-club : *Chytilova versus Forman*, film tchèque de U. Chytilova (portrait de Milos Forman).
- **T.M.C.**, 19 h 35, Série : L'île fantastique ; 20 h 40, *Opération Jupons*, film de B. Edwards.
- **R.T.B.**, 20 h, Le naturaliste en campagne : la ménagerie miniature ; 20 h 30, *le Clan des irréductibles*, film de P. Newman ; 22 h 25, Sourires d'été : une soirée au cabaret avec Michel Leeb.
- **T.S.R.**, 20 h 10, A vous de juger : le cheval de retour ; 21 h, Shackleton : l'aventurier de l'Antarctique ; 22 h, A vous de juger (le verdict du public) ; 22 h 25, Sport ; 23 h 25, *les Visiteurs du soir*, film de Marcel Carné.

Dimanche 1er juillet

- **R.T.L.**, 19 h 25, Si on chantait ; 20 h 30, *Moscou ne croit pas aux larmes*, film soviétique de V. Menchov ; 22 h 50, Tour de France (résumé) ; 23 h, Série : Les roses de Dublin.
- **T.M.C.**, 20 h 35, Evénement sportif : tennis et cyclisme.
- **R.T.B.**, 20 h 10, Si on chantait ; 21 h 5, Téléfilm : *1788*, de J.-D. de la Rochefoucault et M. Failevic.
- **T.S.R.**, 20 h, Téléfilm : *Un Anglais à l'étranger*, de J. Schlesinger ; 21 h 5, Tickets de première (magazine des arts et du spectacle) ; 22 h, Regards... sur le monde ouvrier ; 22 h 45, Billy Joel live from Wembley.



Lundi
2 juillet

Télévision française 1

11.30 **TF1 Vision plus.**
12.00 **Bonjour, bon appétit.** Magazine de Michel Oliver ; *La petite brioche aux fraises.*
12.30 **Cocktail maison** *Avec Enrico Macias et Gérard Jugnot.*
13.00 **Journal.**
13.45 **Série : Aux frontières du possible.**
14.25 **Accroche-cœur** *Avec Brigitte Fossey.*
14.40 **C'est arrivé à Hollywood** Les rois du spectacle.
15.10 **Téléfilm : Le prisonnier du Caucase.** D'après Tolstoï (rediffusion).
16.30 **Croque-vacances** Dessins animés ; variétés ; magazine L'histoire de la flibuste ; feuilleton : Thierry la Fronde.
18.10 **Dessin animé : Beary.**
18.20 **Votre auto a cent ans.**
18.30 **Série : Grand-mères.** De Jean Frapat, prod. INA. (Rediffusion.) N° 1. Marguerite Ghys.
19.15 **Emissions régionales**
19.40 **Tour de France** (résumé).
20.00 **Journal.**
20.35 **Cinéma : Le rouge est mis.** Film de Gilles Grangier.
22.00 **Portrait : Elvire Popesco.** De A. Tacvorian. *Une vie entière consacrée au spectacle, Elvire Popesco, du cinéma au théâtre, du rire aux larmes, de la comédie de boulevard à la tragédie antique. Des témoignages de Maurice Druon, André Roussin, Robert Manuel, des extraits de films et de pièces.*
23.05 **Journal.**
23.20 **Le jeune cinéma français de court métrage.** Mambo Scratch, de Philippe Bensoussan.

Antenne 2

12.00 **Journal.**
12.10 **Série : Les enquêteurs associés.**
12.30 **Cyclisme : Tour de France.**
12.45 **Journal.**
13.35 **Série : Les envahisseurs.**
14.25 **Sports été.** Tennis : les Internationaux de Grande-Bretagne à Wimbledon ; cyclisme : Tour de France.
18.00 **Récré A 2.** *Yakari ; Kum Kum.*
18.30 **C'est la vie.** Les stages de vacances.
18.50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19.15 **Emissions régionales.**
19.40 **Le théâtre de Bouvard.**
20.00 **Journal.**
20.35 **Emmenez-moi au théâtre : la trilogie de la Villégiature**
de C. Goldoni, mise en scène G. Strehler. Avec P. Dux, L. Mikael, D. Gence, F. Seigner, J. Eyser (1re partie).
De la *commedia dell'arte* à la *satire féroce*, puis au drame bourgeois... Trois pièces de Carlo Goldoni sur le thème de la villégiature au XVIIIe siècle. La trilogie a été jouée au Théâtre de l'Odéon en 1978. Mise en scène de Giorgio Strehler, l'un des monstres sacrés du théâtre européen.
21.55 **Document : Camping**
L D. Gros, prod. INA.
Un camping en Vendée, une caméra studieuse le traverse. Il ne se passe rien, ou presque. Une femme chante, les enfants s'amusent. Une expérience étrange, une mise à distance de la réalité.
23.00 **Journal.**
23.20 **Bonsoir les clips.**

France Régions 3

19.03 **Jeu littéraire : Mots en tête.**
19.15 **Emissions régionales.**
19.35 **Jazz : Guy Laffitte en concert.**
19.55 **Dessin animé : Inspecteur Gadget.**
20.05 **Les jeux.**
20.35 **Série : Kennedy.** Réal. Jim Goddard. Avec M. Sheen, G. Fitzgerald... *Le destin de John F. Kennedy, président des Etats-Unis, de son accession au pouvoir à son assassinat à Dallas. Une dramatique naïve américaine.*
21.35 **Journal.**
22.30 **Thalassa.** Magazine de la mer de G. Pernoud. *Cap sur Halifax (la course des grands voiliers les Bermudes-Halifax).*
22.40 **Nostalivres.** Emission littéraire de Jérôme Garcin. *Quels livres lisait-on ? Quelles chansons écoutait-on ? De 1974 à nos jours, une émission rétrospective, un album de souvenirs.*
22.45 **Prélude à la nuit.** *Trois* Fhantasiestücke, *opus 11 de Schumann par Hélène Boschi, piano.*

BRITO

Périphérie

- R.T.L., 19 h 25, Série *les Espions ;* 20 h 20, Téléfilm : le Justicier, de W. Grauman ; 21 h 40, Tour de France (résumé) ; 22 h, Série : les roses de Dublin.
- T.M.C., 19 h 45, Dallas ; 20 h 45, Jeu : L'Itinéraire mystérieux ; 21 h, *Madame le Juge – Autopsie d'un témoignage*, film de P. Condroyer ; 22 h 35, Les carnets de l'été.
- R.T.B., 20 h, *Ecran témoin : l'Ombre rouge*, film de J.-L. Comolli.
- T.S.R., 20 h 15, *Elle*, film de B. Edwards ; 22 h 30, Rencontre pour un soir d'été : François Mauriac ; 23 h 30, Stations (feuilleton vidéo).

Mardi
3 juillet

Télévision française 1

11.30 **TF1 Vision plus.**
12.00 **Bonjour, bon appétit**, magazine de Michel Oliver. *La jardinière aux œufs pochés.*
12.30 **Cocktail maison.**
13.00 **Journal.**
13.30 **Série : Aux frontières du possible.**
15.45 **Cyclisme : Tour de France** (en Eurovision), Béthune-Cergy-Pontoise.
16.50 **Croque-vacances :** Dessins animés ; bricolage ; variétés ; infos-magazine ; feuilleton : Matt et Jenny.
18.00 **Dessin animé : Beary.**
18.10 **Votre auto a cent ans.**
18.20 **Série : Grand-mères.** de J. Frapat. Odette Robert.
19.15 **Emissions régionales.**
19.40 **Tour de France** (résumé).
20.00 **Journal.**
20.35 **Magazine : Politiques.** de J. Lanzi et I. Barrère. *M. Pierre Mauroy, premier ministre, répond aux questions des journalistes A. Fontaine* (le Monde), *J. Boissonnat* (l'Expansion), *et P.-L. Séguillon (TF1).*
21.50 **Paul Delvaux, carnets de croquis et toiles.** de S. Dykman. *L'une des grandes figures du surréalisme en peinture, son évolution du naturalisme à l'imaginaire noir influencé par Permeke et Ensor, et puis le Delvaux qui nous est plus familier.*
22.15 **Journal.**
22.30 **Cinéma : le Tambour.** Film de Volker Schlöndorff. (V.O. sous-titrée.)

BRITO

Antenne 2

10.30 **Antiope.**
12.00 **Journal**
12.10 **Série : Les enquêteurs associés.**
12.30 **Cyclisme : Tour de France.**
12.45 **Journal.**
13.35 **Série : les Envahisseurs.**
14.25 **Sports été.** Tennis : internationaux de Grande-Bretagne, à Wimbledon.
18.00 **Récré A 2.** Yakari ; Pic Pic Pic ; Terre des bêtes.
18.30 **C'est la vie.**
18.50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19.15 **Emissions régionales.**
19.40 **Le théâtre de Bouvard.**
20.00 **Journal.**
20.40 **Les dossiers de l'écran : Asphalte.** Film de Denis Amar.
22.00 **Débat : Vivre ou mourir sur la route..., un choix de société.** *Avec le professeur Claude Got, MM. Pierre Mayet, délégué interministériel à la sécurité routière, Jean Manevy, journaliste, Mme Geneviève Jurgensen, président de la Ligue contre la violence routière, un gendarme et un médecin.*
23.15 **Journal.**
23.35 **Bonsoir les clips.**

France Régions 3

19.03 **Jeu littéraire : Mots en tête.**
19.15 **Emissions régionales.**
19.35 **Variétés : le Jeff's Club de Lunéville.**
19.55 **Dessin animé : Inspecteur Gadget.**
20.05 **Les jeux.**
20.35 **Cinéma : la Cible étoilée.** Film de John Hough.
22.25 **Journal.**
22.45 **Le présence réelle.** Emission de Raoul Ruiz. Prod. INA. *Un périple sous forme de fiction tourné au Festival d'Avignon en 1983, autour d'un comédien au chômage. Des extraits de spectacles. Un mélange de réalité et de fiction.*
23.45 **Nostalivres.** Emission littéraire de Jérôme Garcin. *Souvenirs ! Souvenirs !*
23.50 **Prélude à la nuit.** *Danses populaires roumaines de Bartok, interprétées par les Solistes de Marseille, dir. Devy Erlih.*

Périphérie

- R.T.L., 19 h 25, Série : Aux frontières du possible ; 20 h 20, *Angélique et le roy*, film de B. Borderie ; 22 h 5, *Tour de France (résumé)* ; 22 h 25, Série : Les roses de Dublin.
- T.M.C., 19 h 25, Série : La petite maison dans la prairie ; 20 h 45, Jeu, l'itinéraire mystérieux ; 21 h, *les Trois Lanciers du Bengale*, film d'Henry Hathaway ; 22 h 50, Les carnets de l'été ; 23 h, Clip n'roll.
- R.T.B., 20 h, Les sentiers du monde : Himalaya 83 ; 21 h 15, Téléfilm : *Emile Zola ou la conscience humaine*, de S. Lorenzi.
- T.S.R., 20 h 15, Si on chantait... 21 h 5, Dallas ; 22 h 10, Rencontre pour un soir d'été, Jean Cocteau ; 23 h 40, Stations (feuilleton vidéo).

Mercredi
4 juillet

Télévision française 1

11.30 **TF1 Vision plus.**
12.00 **Bonjour, bon appétit.** Magazine de Michel Oliver. *Gâteau aux cerises et sirop aux cerises.*
12.30 **Cocktail maison.**
13.00 **Journal.**
13.35 **Série : Aux frontières du possible.**
14.25 **Un métier pour demain.** Que faire en cas d'échec au bac ?
15.45 **Cyclisme : Tour de France** (en Eurovision). 6e étape : Cergy-Pontoise Alençon.
16.55 **Croque-vacances.** Dessin animé ; variété ; info-magazine ; feuilleton « Boomer ».
18.25 **Dessin animé : Beary.**
18.30 **Votre auto a cent ans.**
18.45 **Série : Grand-mères.** *De J. Frapat, prod.* INA (rediffusion).
19.15 **Émissions régionales.**
19.40 **Tour de France :** (résumé).
19.53 **Tirage de la loterie nationale.**
20.00 **Journal.**
20.30 **Tirage du loto.**
20.35 **Série : Dallas.** *J.R. pris en flagrant délit d'adultère dans la chambre de Holly. Pamela confrontée à Bobby. Lucy et Mickey s'efforcent d'aider la pauvre Sue Ellen mais échouent. Dramatique.*
21.25 **Nuit d'été.** De M. Jaffrenou et P. Bousquet. Vidéo flashs. *Une courte anecdote sous la forme d'images nouvelles, des petits tableaux vidéo humoristiques. Très coquet !*
21.35 **Document : « Faire Dallas ».**
De S. Blum, J. Varela.
Un entretien avec les réalisateurs de Dallas, les *coulisses de ce drame éternel*, les manières de faire un feuilleton à succès. Ce document se déroule sur les lieux du tournage. A voir.
22.35 **Para Fango.**
De Ch. Attas et G. Hervé.
Vidéo-danse avec Karole Armitage, *une chorégraphe américaine* ; Cativa Carmen : la dernière manière de mettre en boîte Carmen : effets spéciaux électroniques.
23.20 **Journal.**

Antenne 2

10.30 **Antiope.**
12.00 **Journal.**
12.10 **Série : Les enquêteurs associés.**
12.30 **Cyclisme : Tour de France.**
12.45 **Journal.**
13.35 **Série : Les envahisseurs.**
14.25 **Sports été.** Tennis : internationaux de Grande-Bretagne, à Wimbledon.
18.00 **Récré A 2.** Les mystérieuses cités d'or.
18.30 **C'est la vie.**
18.50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19.15 **Emissions régionales.**
19.40 **Le théâtre de Bouvard.**
20.00 **Journal.**
20.35 **Téléfilm : Pour Élisa.** De P. Seban, avec M. Rayer, O. Brunhes, M. Marie... *Le destin magique d'Elisa Schlessinger, que Flaubert aima passionnément, et qui passa une partie de sa vie à l'asile d'Illenau ; un huis-clos émouvant, des images hautement sophistiquées d'un réalisateur délicat, victime parfois de son talent.*
22.05 **Série : Cent ans d'automobile française.** Du teuf-teuf au turbo ; no 1 : l'auto et nous, proposé par J. Bardin, D. Dubarry et F. Maze.
(Lire notre article)
23.00 **Sport : catch.**
23.30 **Journal.**
23.55 **Bonsoir les clips.**

France Régions 3

19.03 **Jeu littéraire : Mots en tête.**
19.15 **Emissions régionales.**
19.35 **Variétés : Daniel Guichard.**
19.55 **Dessin animé : Inspecteur Gadget.**
20.05 **Les jeux.**
20.35 **Rock : US Festival 83.** Ouverture du festival à San Bernardino en Californie. *Les groupes Inxs, Divinyls, Wall of Voodoo, Oingo-Boingo, English Beat, Flock of Seagulls, Stray Cats, Men at Work, The Clash.*
(Lire notre article.)
21.35 **Journal.**
21.55 **Cinéma : Retour à Marseille.** Film de René Allio.
23.50 **Nostalivres.** Émission littéraire de Jérome Garcin.
23.55 **Prélude à la nuit.** *Festival de musique de Menton :* Barcarolle *opus 60, de F. Chopin interprétée par J.-Y. Thibaudet, piano.*

BRITO

Périphérie

- R.T.L., 19 h 25, Série : Simon et Simon ; 20 h 20, *les Merveilleux Fous volants dans leurs drôles de machines*, film de K. Annakin ; 22 h 30, Tour de France (résumé) ; 22 h 50, Série : Les roses de Dublin.
- T.M.C., 19 h 45, les Brigades du tigre ; 20 h 45, Jeu : L'itinéraire mystérieux ; 21 h, *la Grande Menace*, film de Jack Gold ; 22 h 30, Les Carnets de l'été ; 22 h 40, Offres d'emploi ; 22 h 45, *Clip n'roll.*
- R.T.B., 20 h, La chasse aux trésors (à la Réunion) ; 21 h 10, Feuilleton : le Soleil des loups ; 22 h 5, L'homme et la musique (l'éclosion de l'harmonie).
- R.T.B. TÉLÉ 2, 20 h 30, La pensée et les hommes.
- T.S.R., 20 h 15, *la Chute de la maison Usher*, film de R. Corman. 21 h 40, Rencontre pour un soir d'été : Boris Vian ; 22 h 55, Stations (feuilleton vidéo).

TÉLÉVISION FRANÇAISE 1

Jeudi 5 juillet

11.30 TF 1 Vision plus.
12.00 Bonjour, bon appétit : magazine de Michel Oliver.
Le baeckhoffen, la tarte flambée.
12.30 Cocktail maison.
13.00 Journal.
13.30 Série : Aux frontières du possible.
14.25 Objectif santé : l'accueil des jeunes enfants.
15.30 Quarté en direct d'Evry.
16.00 Abbayes de France.
L'abbaye de Tournus.
16.15 Histoires sans paroles.
Interdit aux chiens.
16.30 Croque-vacances.
Dessins animés ; bricolage ; variétés ; info-magazine ; feuilleton : *l'Équipe.*
18.00 Dessin animé : Beary.
18.10 Votre auto a cent ans.
18.20 Série : grand-mères, de J. Frapat.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Tour de France (résumé).
20.00 Journal.
20.35 Série : passeport pour la forme : Porto-Petro (les Baléares).
De C. Barma et A. Knapen.
Première émission de variétés d'une série de cinq : Sheila, après un cours de planche à voile sous les palmiers. Sidney Rome donne son premier cours de gym tonic, etc.
21.30 Téléfilm : Une enfance rêvée
D'Isidro Romero.
Histoire d'amour et de guerre, des hommes qui portent la mort et des femmes, la vie. De 1939 à 1943 à la frontière franco-espagnole, les drames à travers les yeux d'un enfant, Pablo, âgé de dix ans.
23.00 Journal.
23.15 Vivre en poésie.
de J.-P. Rosnay.

Vendredi 6 juillet

11.30 TF 1 Vision plus.
12.00 Bonjour, bon appétit, magazine de Michel Oliver.
Terrine de merlan aux légumes.
12.30 Cocktail maison.
13.00 Journal.
13.30 Série : Aux frontières du possible.
15.45 Cyclisme : Tour de France (en eurovision), 8e étape Le Mans-Nantes.
16.55 Croque-vacances.
Dessins animés ; variétés ; infos-magazine ; feuilleton : Matt et Jenny.
18.10 Votre auto a cent ans.
18.15 Dessin animé : Beary.
18.35 Série : Grand-Mères,
de J. Frapat. Grand-mères de l'Islam.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Tour de France (résumé).
20.00 Journal.
20.35 Numéro un Number One,
avec Charles Aznavour, le mime Marceau, Sylvie Vartan, Chantal Goya, les Ballets Barry Collins...
21.40 Document : Le Moussem des fiancés.
D'Aldo Altit.
Saïd travaille en France et rentre « au pays » pour y trouver une femme. Il se rend dans une petite ville au cœur de l'Atlas, où se tient chaque année un grand marché. La particularité du « Moussem », c'est que les femmes à la recherche d'un mari sont elles aussi sur le marché. Parées de leurs plus beaux atours, elles n'échappent pas à la loi du genre : l'offre et la demande (les trois « échecs » de Saïd le montrent). Tourné dans la région des lacs Tislit et Isli. Décevant.
22.50 Temps X.
De I. et G. Bogdanoff.
Un épisode de la quatrième dimension.
23.20 Journal.
23.35 Les tympans fêlés.
Vidéo-clips de Lita Ford, Messenger, Twisted Sister, Yes.

Le prochain week-end

Samedi 7 juillet

11.20 TF 1 Vision plus ; 12.00 Météo d'été ; 12.10 Téléforme : 12.30 Aventures inattendues ; 13.00 Journal ; 13.30 Série : Buck Rodgers au XXVe siècle ; 14.15 Dessin animé : Snoopy ; 14.40 C'est super (la photocomposition) ; 15.00 Croque-vacances (la Champagne en Montgolfière) ; 16.30 Dessin animé : Capitaine Flam ; 17.00 Starter : les voitures anciennes ; 17.15 Casaques et bottes de cuir ; 17.50 Série : la Nouvelle Malle des Indes ; 18.35 Trente millions d'amis : 18.45 Magazine Auto-moto ; 19.15 Emissions régionales : 19.40 Tour de France (résumé) ; 20.00 Journal ; 20.30 Tirage du loto.
20.35 Théâtre : Madame, pas dame.
De Robert Favart et Marlène Bertin, avec A.M. Carrière, B. Dhéran, M. Grinevald.
21.55 Alfred Hitchcock présente.
Incident de parcours, avec D. Wayne, L. Larrabée, S. Brodie et N. Leavitt.
22.25 Journal.
22.40 Fréquence vidéo.

Dimanche 8 juillet

9.00 Emission islamique ; 9.15 A Bible ouverte ; 9.30 La source de vie ; 10.00 Présence protestante ; 10.30 Le jour du Seigneur ; 11.00 Messe à Saint-Gildas des Bois (Loire-Atlantique) ; 12.00 Doris comédie ; 12.30 La séquence du spectateur ; 13.00 Journal ; 13.25 Série : Agence tous risques ; 14.20 Hip-Hop ; 14.40 Vidéo sports (cyclisme ; tiercé) ; 17.30 Les animaux du monde (la mangrove) ; 18.00 Série : La plantation ; 19.00 Sept sur sept, magazine de la semaine : 20.00 Journal.
20.35 Cinéma : Un si joli village.
Film d'Etienne Périer.
22.30 Sports dimanche.
De J.-M. Leulliot, Réal. J.-C. Helchinger.
23.30 Journal.

ANTENNE 2

Jeudi 5 juillet

10.30 Antiope.
12.00 Journal.
12.10 Série : les enquêteurs associés.
12.30 Cyclisme : Tour de France.
12.45 Journal.
13.35 Série : Les envahisseurs.
14.25 Sports été.
Tennis : demi-finale des Internationaux de Grande-Bretagne, à Wimbledon ; cyclisme : Tour de France.
18.00 Récré A 2.
Albator ; X Or.
18.30 C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
SOIRÉE AUSTRALIE.
20.35 Club des télévisions du monde : les Trompe-la-mort.
Un téléfilm de Channel 9, réal. P. Trenchard-Smith.
Anciens membres de commandos militaires, Steve Hall et Rodney Cann travaillent comme cascadeurs pour le cinéma et la publicité. Ces « trompe-la-mort » préparent une bataille médiévale pour un film allemand....
22.10 Téléfilm : Azaria a disparu.
Emission de la chaîne australienne Channel 10, réal. J. Aymer.
Lindy Chamberlain prétend que son bébé Azaria a été volé par un chien sauvage. La police est de son côté persuadée qu'il s'agit là d'un infanticide et que Lindy, avec la complicité de son mari, s'est débarrassée du cadavre de l'enfant. Affaire à suivre.
23.40 Journal.
0.05 Bonsoir les clips.

Vendredi 6 juillet

10.30 Antiope.
12.00 Journal
12.10 Série : Les enquêteurs associés.
12.30 Cyclisme : Tour de France.
12.45 Journal.
13.35 Série : Les envahisseurs.
14.25 Sports été.
Tennis : demi-finale des Internationaux de Grande-Bretagne, en direct de Wimbledon.
18.00 Récré A 2.
Superbug.
18.30 C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Série : Machinations.
De J.-P. Pétrolacci, réal. B. Gantillon. Avec T. Karyo, R. Vogler, D. Chalem...
(Lire notre article.)
21.35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : de toutes les couleurs, sont invités : André Bay (Adieu Lucy ; le roman de Pascin) ; *Pol Bury* (les Gaietés de l'esthétique), *Jeanne Champion* (Suzanne Valadon ou la recherche de la vérité), *Maurice Rheims* (Pour l'amour de l'art...), *Françoise Rullier* (la Vie extraordinaire de Rafaël Ariategui).
22.50 Journal.
23.00 Ciné-été : Un homme nommé cheval.
Film d'Elliott Silverstein.

Le prochain week-end

Samedi 7 juillet

10.15 Antiope ; 11.30 Journal des sourds et des malentendants ; 11.45 ; Vidéomaton ; 12.00 Platine 45 ; 12.30 Tour de France ; 12.45 Journal ; 13.35 Série : Le retour du Saint ; 14.30 Les jeux du stade (tennis à Wimbledon ; tour de France) ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.15 Emissions régionales ; 19.40 Le théâtre de Bouvard ; 20.00 Journal.
20.35 Variétés : Gala de la presse.
Enregistré le 20 janvier dernier au cirque d'Hiver.
21.35 Magazine : Les enfants du rock.
23.00 Journal.
23.15 Bonsoir les clips.

Dimanche 8 juillet

10.45 Les chevaux du tiercé ; 11.15 Gym tonic ; 11.45 Récré A2 ; 12.00 Les voyageurs de l'histoire ; 12.30 Tour de France ; 12.45 Journal ; 13.20 Si on chantait ; 14.10 Série : Les mystères de l'Ouest ; 15.00 Tennis à Wimbledon (finale) ; 17.20 Série : Les beaux messieurs de Bois Doré ; 18.55 Stade 2 ; 20.00 Journal.
20.35 Jeu : La chasse aux trésors.
En Martinique.
21.45 Faits divers : Le vent du nord.
De R. Caron et G. Cluny, réal. A. Dhenaut. Avec G. Geret, L. Belvaux, A. Moya.
22.45 Chefs-d'œuvre en péril : les Forts.
De P. de Lagarde.
23.10 Journal.
23.30 Bonsoir les clips.

FRANCE RÉGIONS 3

Jeudi 5 juillet

19.03 Jeu littéraire : Mots en tête.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Variétés : Festival de Schiltigheim.
19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20.05 Les jeux.
20.35 Ciné 16 : la Fuite.
De Lucien Layani, réal. Pierre Bureau. Avec M. Méryl, B. Devoldère, G. Claisse, J.-F. Calvé...
Une femme navigue entre l'amnésie et la folie. Jean-Claude, son mari, tente de la sauver et Pierre, mal dans sa peau, est amoureux d'elle. Une atmosphère trouble.
21.55 Journal.
22.15 Espace francophone.
Magazine d'expression française de D. Gallet.
Gabon : pourquoi un « transgabonnais » ? une ligne de chemin de fer d'environ 1 000 km.
22.45 Nostalivres
Émission littéraire de Jérôme Garcin.
22.50 Prélude à la nuit.
Trois poèmes pour ondes Martenot et piano d'André Jolivet par Yvonne et Jeanne Loriod.

Vendredi 6 juillet

19.03 Jeu littéraire : Mots en tête.
19.15 Emissions régionales.
19.40 Variétés : Fêtes de l'eau à Lyon.
19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20.05 Les jeux.
20.35 Vendredi : Un tube, pourquoi pas moi ?
Magazine d'information d'André Campana.
A Toulouse, dans la ville du bel canto, Annie-Claude Elkaïm et Jean-Claude Morin, dans un concours de la chanson organisé par un journal local, ont écouté des chanteurs en quête de célébrité. Un reportage, des témoignages, des petites histoires de la vie, des rêves, des ambitions souvent déçues.
21.30 Le Feu sacré.
Téléfilm de J.-A. Bacquey ; réal. P. Villechaize. Avec N. Jadot, V. Prune, C. Vadel, X. Guitter...
Comment mener de front une première année de médecine et des études de danse au Conservatoire. Jérôme et Nathalie décident de partir pour Paris faire carrière.
22.20 Journal.
22.40 Nostalivres.
Emission littéraire de Jérôme Garcin.
Souvenirs ! souvenirs !
22.45 Prélude à la nuit.
Sonate pour violon et violoncelle de Ravel interprétée par Gérard Poulet (violon) et Philippe Muller (violoncelle).

Le prochain week-end

Samedi 7 juillet

13.30 Horizon, magazine des armées ; 17.45 Liberté 3 ; 19.03 Jeu : mots en tête ; 19.15 Actualités régionales ; 19.40 Variétés : tremplin ; 19.55 Dessin animé : les Petits Diables ; 20.05 Les jeux.
20.35 Feuilleton : Dynastie.
21.30 Concert : Orchestre philharmonique de Lille.
En direct de l'Atelier du métro de Lille.
Le Roi d'Ys, *de Lalo ;* la Symphonie fantastique, *de Berlioz, interprétés par l'Orchestre philharmonique de Lille, dir. J.-C. Casadesus.*
22.40 Journal.
23.00 Musiclub.
Danses et musiques de Chine.

Dimanche 8 juillet

18.30 Pour les jeunes ; 19.40 RFO Hebdo ; 20.00 Humour : Paul Hogan show.
20.35 Témoins : Henry Moore.
Portrait du sculpteur anglais, par T. Filliard et A. Vernis.
21.35 Aspects du court métrage français.
Comme par hasard, *de M. Giunta ;* Une nouvelle chaîne, *d'E. Bitoun ;* Moments... les petits bateaux, *de C. Trichet.*
22.10 Journal.
22.30 Cinéma de minuit : Toto.
Film de Jacques Tourneur.
0.05 Prélude à la nuit.
Three Shanties, *de Malcolm Arnold, par le Quintette à vent de Lille.*

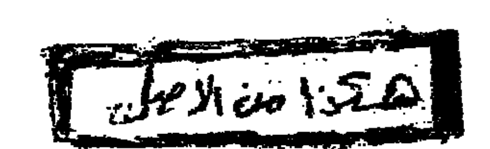
PÉRIPHÉRIE

Jeudi 5 juillet

- **R.T.L.**, 19 h 25, Série : Des grives aux loups ; 20 h 20, *Histoire de détective*, film de W. Wyler ; 22 h 5, Tennis à Wimbledon (résumé) et Tour de France (résumé) ; 22 h 25, Série : Les roses de Dublin.
- **T.M.C.**, 19 h 45, Série : La vie de Berlioz ; 20 h 45, Jeu : L'itinéraire mystérieux ; 21 h, *le Poison*, film de B. Wilder ; 22 h 40, Les carnets de l'été ; 22 h 50, Clip n'roll.
- **R.T.B.**, 20 h, *les Oies sauvages*, film d'A.-V. Mac Laglen ; 22 h 10, Courts métrages belges.
- **R.T.B.-TELE 2**, 21 h 5, Variétés : Knokke cup 84.
- **T.S.R.**, 20 h 15, Le miracle de la vie ; 21 h 10, Dallas ; 22 h 20, Festival international de Montreux.

Vendredi 6 juillet

- **R.T.L.**, 19 h 25, Kojak ; 20 h 20, *le Retour du marin*, film de Jack Gold ; 22 h 10, Tennis de Wimbledon (résumé) et Tour de France (résumé) ; 22 h 30, Série : Les roses de Dublin.
- **T.M.C.**, 19 h 35, Série : Dynastie ; 20 h 45, Jeu : L'itinéraire mystérieux ; 21 h, *le Dernier Train pour Frisco*, d'A. McLaglen ; 22 h 35, Les carnets de l'été ; 22 h 45, Variétés : Club 06.
- **R.T.B.**, 20 h, Les grandes maladies : les rhumatismes ; 20 h 55, Dernière séance – Cinéma d'aujourd'hui : *Invitation au voyage*, film de P. del Monte.
- **R.T.B.-TÉLÉ 2**, 21 h 5, Variétés : Knokke cup 84.
- **T.S.R.**, 20 h 20, Téléfilm : *l'Affaire Sakharov* (avec G. Jackson, J. Robards) ; 23 h 5, Franc-parler ; 23 h 10, Festival international de Montreux.



A Ecouter

Nietzsche et le surhomme

● **France-Culture : « Nietzsche aujourd'hui », samedis 30 juin et 7 juillet, de 11 h 30 à 12 h 30.**

La pensée d'un grand philosophe confrontée à notre temps : c'est le thème du symposium organisé par Dominique Janicaud à l'occasion du centième anniversaire de la composition d'Ainsi parlait Zarathoustra. Nietzsche avait-il prédit l'avenir en disant : *« L'homme s'apprête à accéder à la domination intégrale de la Terre »,* lui qui voyait le vingtième siècle comme *« l'âge classique de la guerre »,* caractérisé par le nihilisme, et concevait la venue d'un type d'homme nouveau : le surhomme ? Cri d'alarme ou chant d'espoir ? *Ces deux émissions de Frédéric de Towarnicki sont ponctuées d'œuvres musicales.*

Minuit, l'heure du... théâtre !

● **France-Inter : « la dramatique de minuit », à partir du 2 juillet, à 0 heure.**

Un auteur, deux acteurs, une histoire... c'est ce que propose Patrick Galbeau. A minuit (l'heure du crime, du rêve ou du bain), un jeune auteur, chaque semaine, mettra en scène deux comédiens jouant deux personnages totalement différents d'un jour à l'autre. Parmi les invités : *Frédéric F. Fajardie, auteur de romans noirs ; Patrick Besson, romancier, coauteur de la grande série tournée pour Antenne 2, avec Michèle Morgan ;* Jacques-Pierre Amette, qui a *adapté pour* le théâtre un texte des Tréteaux de la nuit, retenu par Strehler pour la prochaine saison du Théâtre de l'Europe ; Jean Brach, auteur de sketches de Fernand Raynaud...

L'Europe : du rêve à la réalité

● **France-Culture : Temps présent. « Faut-il croire encore à l'Europe ? », vendredi 6 juillet, de 9 h 5 à 10 h 30.**

L'Europe est-elle une entité abstraite ? A l'heure où l'on *parle de politique agricole commune,* d'élargissement de la *Communauté* et au vu de la faible participation aux dernières *élections,* la question reste posée. Si les discussions sur l'Europe jettent le trouble dans l'opinion et parmi les experts, Charles Hargrove (ancien correspondant à Paris du *Times* de Londres), Joseph Rovan (professeur de civilisation allemande à l'université de Paris-III) et Robert Toulemon *(ancien directeur* de la politique industrielle à la *Commission des Communautés* européennes et président de l'Association française d'étude pour l'Union européenne) s'interrogent sur son avenir.

L'Inde du sud en musique

● **France-Culture : « musique indienne », vendredi 6 juillet ; de 10 h 50 à 12 h ; de 14 h 50 à 16 ; de 21 h 50 à 22 h 30.**

Trois émissions pour découvrir la musique de l'Inde du Sud. Musique de film, concerts, une classe de musique du Music college de Madras... Annie Mancio *et Jacques Dupont proposent* des documents sonores enregistrés *sur place. Trois* thèmes structurent ce reportage : un entretien avec Ilaya Raja, compositeur de musique de film, et Rahanan, chanteur populaire, sur les différentes formes musicales de cette région de l'Inde. S. Rajeswari, professeur de musicologie et chanteuse, ainsi que S. Balachander, joueur de vina, présenteront la musique classique traditionnelle. Enfin, Chingeeput Ranganathan, Balachander, Subbulakshmi et Lalgudi, ces quatre grands interprètes, sont enregistrés en concert.

Vacances en France

● **« Bonjour la France » sur Europe 1, de 9 h 15 à 11 h 30, tous les jours à partir du 2 juillet jusqu'à fin août.**

Pour animer ses émissions de la matinée durant l'été, Europe 1 a fait appel à Pierre Bonte, spécialiste « ès France », pour qui les curiosités du pays n'ont plus de secret. On se rappelle ses émissions — « Bonjour M. le maire », « Vive la vie », « Le bonheur est dans le pré », « *Le pays de mon cœur* », — où il sillonnait avec bonheur la *France à la recherche d'anecdotes* et de personnages truculents. *Une nouvelle fois, il* propose aux auditeurs un voyage insolite et dans la bonne humeur à travers leurs régions, leurs villages. Un itinéraire ponctué par quelques haltes : la rediffusion des meilleurs moments de ses précédentes émissions, ainsi qu'une série de jeux dans lesquels le journaliste et les auditeurs se défieront sur leurs connaissances respectives. Avec à la clé, bien sûr, des cadeaux à gagner.

L'heure d'été sur RMC

● **RMC ondes longues : 1 400 m, RMC rock : 93,8 MHz, RMC Côte d'Azur : 90,3 MHz.**

Cet été, et pour la première fois, RMC (Radio Monte-Carlo) émettra *vingt-quatre heures sur* vingt-quatre. A partir du 1er juillet, les auditeurs pourront écouter un programme musical (relayé sur les deux réseaux FM de la station) entre 1 heure et 5 heures du matin, entrecoupé toutes les heures d'un bulletin d'information.

Radio-France Internationale

● **En ondes courtes,** *bandes des 13, 16, 19, 31 et* 49 m, émissions pour les *travailleurs immigrés dans* leur langue d'origine : portugais, espagnol, turc, serbo-croate, arabe, laotien, vietnamien, cambodgien et français.

● **Service mondial en français :** informations toutes les demi-heures, de 5 h à 10 h, et à 13 h, 19 h, 20 h, 21 h 15, 22 h 25, 0 h 30, 1 h 30 et 3 h.

PARMI LES MAGAZINES, SIGNALONS :

● *Carrefour,* le dossier d'actualité à 15 h 15, est consacré : le lundi 2 juillet, à l'écoute des Indiens du Canada ; le mardi 3, aux réfugiés argentins en *France ;* le jeudi 5, à l'économie (avec des invités, *l'actualité et la revue* économique du mois) ; le vendredi 6, aux échos de l'Afrique et de l'Amérique latine.

● *Priorité santé,* le jeudi 5, aura pour thème : adapter le monde du travail à l'homme, avec des chercheurs de l'INSERM et un médecin brésilien.

● *Cinéma d'aujourd'hui, cinéma sans frontières,* dimanche *1er juillet, à 14 h,* aura lieu en direct du festival de La Rochelle et proposera des entretiens avec Claude Miller (France), Haïlé Gerima (Ethiopie), Smita Patil (actrice indienne).

PARMI LES ÉMISSIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES :

● En anglais, chaque jour, à 5 h 15, 5 h 45, 6 h 15 et 18 h. Le samedi 7 juillet, *l'explosion de l'informatique et* ses conséquences dans le tiers-*monde, avec* le docteur Thomas Cooper, professeur de communication à Boston.

● En espagnol, vers l'Amérique latine, chaque jour, à 1 h et 2 h 30. Le lundi 2 juillet, entretien avec Kyra Saban, pour la sortie de son livre « Ma vie m'a beaucoup plu ».

France-Culture

SAMEDI 30 JUIN

7.00 Les parlers régionaux : le Cotentin.
7.45 Entretien avec... Christiane Singer (Les âges de la vie).
8.00 Les chemins de la connaissance : visages du baroque.
8.30 Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : le devenir scientifique et technique et le devenir social.
9.07 *Matinée du monde contemporain.*
10.30 Démarches avec... Denis Roche, à propos de « La bonne et son maître » de R. Coover.
10.50 Musique : Festival de La Rochelle : *revue du festival [et à 21 h 50].*
11.30 Nietzsche aujourd'hui : Zarathoustra et le temps du nihilisme.
12.30 Chronique des livres politiques.
12.45 Panorama : cinéma.
13.32 *Le cri du homard.*
14.05 Les samedis de France-Culture : « le pays que le cœur désire, ou le symbolique du lieu », par F. Piolot.
16.00 L'autre scène ou les vivants et les dieux : la bible d'Amiens ou le jaillissement des questions.
17.30 Recherches et pensée contemporaine : interprétation du symbole (Young et Francfort).
19.00 Revue de presse internationale.
19.20 Entretien avec... Joseph Kessel, à propos de Panaït Istrati.
19.35 « Cosma », d'après « Onde Angel » et « Présentation des Haïdoucs », de Panaït Istrati.
21.50 Musique : Festival de La Rochelle, avec l'Ensemble instrumental de La Rochelle (créations de Foray, Ferrero, Gorli).
22.30 A la rencontre des épouvantails.

DIMANCHE 1er JUILLET

7.00 *Chasseurs de son.*
7.20 Horizon, magazine religieux.
7.30 La fenêtre ouverte.
7.35 Le petit jardin.
8.00 Orthodoxie.
8.30 *Protestantisme.*
9.10 Ecoute Israël.
9.40 Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand-Orient de France.
10.00 *Messe chez les Petites Sœurs des* pauvres de Dijon.
11.00 La radio sur la place : à Sainte-Maxime.
12.05 Le cri du homard.
12.45 Musique : *Festival* de La Rochelle : musique dans la ville [et à 16 h 5 et 23 h].
14.30 La Comédie-Française présente : « Henriette Maréchal », de Jules et Edmond de Goncourt, avec C. Winter, F. Chaumette, F. Beaulieu, C. Vernet, C. Hiegel...
17.30 Rencontre avec... Georges Wakhévitch.
18.30 La cérémonie des mots : petits contes (Voltaire et Perrault).
19.10 Le cinéma des cinéastes.
20.00 Albatros : Edoardo Sanguinati, une anthologie de la poésie italienne du XXe siècle.
20.40 Atelier de création radiophonique : négatif/positif, le plein/le vide.
23.00 Musique : Festival de La Rochelle (musique dans la ville).

LUNDI 2 JUILLET

7.00 *Regards sur la France : 1940-1944* : L'affaire du Massilia.
8.00 Les chemins de la connaissance : l'Égypte en quête d'un empire ; le miroir brisé.
8.50 *Echec au hasard.*
9.07 Les lundis de l'histoire : histoire de l'édition française, le livre triomphant 1660-1830.
10.30 Le cri du homard.
10.50 *Musique : Festival de La Rochelle* (Atelier Marc Marder) [et à 14 h 50 : concert et 21 h 50].
12.05 Agora.
12.45 Panorama : au Festival de La Rochelle.
13.30 Avec ou sans rideau : Festival de La Rochelle.
14.10 Un livre, des voix : « Remèdes désespérés », de Thomas Hardy.
16.03 *Arts et gens : images (le Salon « Sur invitation » au Musée des arts* décoratifs) ; à 16 h 45, vitrine ; frontières et bordures ; à 17 h, œuvres-clés, clés du temps (la Renaissance en France) ; à 17 h 30, *la radio sur la* place, à Sainte-Maxime.
18.30 L'Amérique des pionniers : la Pieuvre, de F. Norris.
19.25 Jazz à l'ancienne.
19.30 *L'homme et l'informatique.*
20.00 Les enjeux internationaux.
20.30 L'autre scène, ou les vivants et les dieux : Eve au seuil du Paradis (commentaire du tableau de Jérome Bosch « le Jugement dernier »).
21.50 Musique : Festival de La Rochelle (magazine d'actualité).
22.30 Nuits magnétiques : A. Veinstein et J. Tortel.

MARDI 3 JUILLET

7.00 *Regards sur la France 1940-1944* : la collaboration.
8.00 Les chemins de la connaissance : l'Égypte en quête d'un empire ; à 8 h 33, le miroir brisé ; à 8 h 50, les *algues et les vagues.*
9.06 Le matinée des autres : l'initiation au Tahuic.
10.30 Le texte et la marge : « la Petite Fille à l'escarpolette », de Charlotte Crozet.
10.50 Musique : Festival de La Rochelle (atelier Armand Angster) [et à 14 h 50 et 21 h 50].
12.05 Agora, avec J.-Ph. Domecq.
12.45 *Panorama : Afrique-Antilles.*
13.30 Présence des arts : Chagall et le spectacle ou du cirque à l'opéra.
14.10 Un livre, des voix : « Automémoire », de Pierre Daninos.
16.03 *Les yeux de la tête* : portrait de cire (Paul Léautaud) ; à 16 h 35, Mardiscophilie (le rock anglais) ; à 16 h 45, moteur ; à 17 h 05, l'autre rive ; à 17 h 40, terre des merveilles.
18.10 Le cri du homard.
18.30 L'Amérique des pionniers : la Pieuvre », de F. Norris.
19.25 Jazz à l'ancienne.
19.30 Sciences : *histoire des origines* (le propre du singe : des premiers primates aux australopithèques).
20.00 Les enjeux internationaux.
20.30 Dialogues : le mythe Andropov et le *système communiste mondial,* avec A. Knegel et I. Yannakakis.
21.45 Lectures : Anne Cortain.
21.50 Musique : Festival de La Rochelle, le groupe vocal de France, dir. M. Tranchant (œuvres de D. Levaillant, Brahms et Xenakis).
22.30 Nuits magnétiques : bruits du monde.

MERCREDI 4 JUILLET

7.00 Regards sur la France :1940-1944 : le duel de Gaulle-Giraud.
8.00 Les chemins *de la connaissance :* l'Egypte *en quête d'un empire ;* à 8 h 33, le miroir brisé.
8.50 Échec au hasard.
9.05 La matinée des sciences et des techniques : *la sismologie solaire ;* l'analyse des données en sociologie ; le culte moderne des monuments.
10.30 Le livre, ouverture sur la vie : à la manifestation « Loup y es-tu ? » d'Yvetot.
10 h 50 Musique : Festival de La Rochelle (atelier Arditti) [et à 16 h 3 et 20 h 30].
12.05 Agora, avec Martin Veyron.
12.45 *Panorama : spécial danse.*
13.30 Instantané, magazine musical.
14.30 « Nous le demandons au vent », de Yves Lebeau-Fabrice. Avec J. Magre, M. Eyraud, Muse Dalbray, L. Bourdil...
15.30 En remontant le Saint-Laurent : la poésie québécoise d'aujourd'hui (les herbes rouges).
18.00 Le cri du homard.
18.10 *L'école des parents et des éducateurs* : le temps éclaté.
18.30 L'Amérique des pionniers : « la Pieuvre », de F. Norris.
19.25 Jazz à l'ancienne.
19.30 *Perspectives scientifiques : la sociologie de la connaissance* (Karl Mannheim).
20.00 Les enjeux internationaux.
20.30 Musique : Festival de La Rochelle (concert du *Quatuor Arditti* : œuvres de Brizzi, Cappelli, Donatoni, Ferneyhough, Bartok).
22.30 Nuits magnétiques : mi-temps.

JEUDI 5 JUILLET

7.00 Regards sur la France 1940-1944 : La vie quotidienne des résistants, de l'armistice à la Libération.
8.00 Les chemins de la connaissance : *l'Égypte en quête d'un empire ;* à 8 h 33, Le miroir brisé ; à 8 h 50, Les algues et les vagues.
9.05 Matinée de la littérature.
10.30 Le cri du homard.
10.50 *Musique : Libre-parcours voix* [et à 14 h 50].
12.05 Agora : Avec René Belletto.
12.45 Panorama : Sciences.
13.30 Peintres et ateliers.
14.10 *Un livre, des voix* : « *Le scénario Freud* », de Jean-Paul Sartre.
16.03 Méridiennes : adresse aux vivants ; à 16 h 10, Mediator ; à 16 h 15, Paroles (« Chronique napolitaine » de J.-N. Schifano) ; à 17 h, Une journée dans la vie ; à 18 h 20, Intime conviction.
18.30 L'Amérique des pionniers : « la pieuvre », de F. Norris.
19.25 *Jazz à l'ancienne.*
19.30 Les progrès de la biologie et de la médecine.
20.00 Les enjeux internationaux.
20.30 Nouveau répertoire dramatique : « la bataille de Waterloo », de Louis Calaferte, précédé d'un entretien avec l'auteur.
22.30 Nuits magnétiques : Portrait de Ferdinando Camon, écrivain et psychanalyste italien.

VENDREDI 6 JUILLET

7.00 Regards *sur la France, 1940-1944* : La Libération.
8.00 Les chemins de la connaissance : L'Egypte en quête d'un empire ; à 8 h 33, le miroir brisé.
8.50 Échec au hasard.
9.05 Matinée du temps présent : Économie et société, faut-il croire à l'Europe ?
10.30 Le texte et la marge : Avec Micheline Dupuis ; « *Pour Dieu et pour le roi* ».
10.50 Musique : Sanghestam ; impressions musicales du sud de l'Inde, éléments de musicologie carnatique [et à 14 h 50 et 21 h 50].
12.05 Agora : avec André Laberthe.
12.45 Panorama : les SS.
13.32 On commence... Avignon « in et off ».
14.10 Un livre, des voix : « l'Enfant chat », de Béatrix Beck.
15 h 03 Radio Canada *présente* : « La philosophie existe-t-elle au Québec ? », par J. Larose.
16 h 33 Les rencontres de Robinson, avec J.-Y. Loude, ethnologue (le *marché de la création à Lyon ;* l'avènement de la société du rock ; rendez-vous avec M.-C. Deffarge, cinéaste-reporter ; itinéraires).
18.30 L'Amérique des pionniers : « la *Pieuvre* », de F. Norris.
19.30 Les grandes avenues de la science moderne : Les sciences de la terre.
20.00 Les enjeux internationaux.
20.30 *Relecture : Panaït Istrati.*
21.50 Musique : Sanghestam, impressions musicales du sud de l'Inde ; quatre grands interprètes : C. Ranganathan, chant, S. Balachander, vina, M.-S. Subbulakshmi, chant, et L. Jayaaman, violon.
22.30 Nuits magnétiques : Fanzine.

France-Musique

SAMEDI 30 JUIN

0.00 Les nuits de France-Musique : « Voyages de nuit » : informations, festivals, musées et programme musical.
7.03 *Avis de recherche* : Œuvres de Leimer, Beethoven, Grieg, La Presle.
9.10 Carnet de notes.
11.05 Opéra (Festival de Glyndebourne *1962) : « le Barbier de Séville »* de Rossini par le Royal Philharmonia Orchestra, dir. V. Gui, sol. V. de los Angeles, L. Alva...
14.04 Le temps du jazz : Jazz s'il vous plaît.
15.03 Désaccord parfait : François Couperin, la troisième leçon de ténèbres ; la spiritualité à Versailles à la fin du XVIIe siècle ; à 17 h, Concert : œuvres de Lambert, Lully, Couperin, Marais.
18.02 Les cinglés du music-hall : Histoire des revues montées au « *Palace* » (1926).
19.05 Concert : musique traditionnelle du Maroc.
20.04 Présentation du concert.
20.30 *Concert (Festival Beethoven 1983* à Bonn) : Symphonie n° 1 en ut majeur, op. 21, Concerto pour piano et orchestre n° 4 en sol majeur, de Beethoven, « *Eisenblätter* » *pour orchestre* avec orgue de Medek, Symphonie n° 2 en ré majeur, op. 36 de Beethoven par l'Orchestre de la Beethovenhalle, dir. G. Kuhn, sol. R. Lupu, piano, J. Geffert, orgue.
23.00 Les soirées de France-Musique : le club des archives ; à 1 h, L'arbre à chansons.

DIMANCHE 1er JUILLET

2.00 Les nuits de France-Musique : CPE Bach, Kreutzer, Schubert, *Caplet, Beethoven, Roussel.*
7.03 Concert-promenade : musique viennoise et musique légère.
8.00 « Journée Daniel Barenboïm » : Cantates de Bruckner.
9.10 Daniel Barenboïm, chef d'orchestre : œuvres de Rossini, Schoenberg, Ravel, Haydn, Mozart.
11.00 *Daniel Barenboïm, accompagnateur* : œuvres de Wolf, Schumann, Mozart.
12.05 Magazine international.
14.00 Concert de musique de chambre : *œuvres de Mozart par* D. Barenboïm, piano, P. Moragues, clarinette, A. Moglia, violon, J. Dupouy, alto, E. Péclard, violoncelle.
15.30 Daniel Barenboïm, pianiste : œuvres de Mendelssohn, Albeniz, Beethoven, Brahms, Bach.
17.00 Comment l'entendez-vous ? Mozart, par D. Barenboïm.
19.05 *Daniel Barenboïm et l'Opéra* : œuvres de Puccini, Verdi.
19.30 Concert (festival Mozart) en direct du Théâtre des Champs-Elysées à Paris : « les Noces de Figaro » de *Mozart par les chœurs et l'orchestre* de Paris, dir. D. Barenboïm, sol. W. Groenross, J. Varady, K. Battle...
0.05 L'homme orchestre (en avant première) : œuvres de Beethoven, Mozart.

LUNDI 2 JUILLET

2.00 *Les nuits de France-Musique.*
7.10 Actualité du disque.
9.05 Le matin des musiciens : « Glyndebourne Jubilé » — la *musique,* la campagne et l'amour : *œuvres de Mozart, Haydn, Verdi,* Gluck.
12.05 Concert : œuvres de Des Prés, Clérambault, Morales, Bach, Gesualdo da Venosa par l'Ensemble « A sei voci ».
13.32 Le royaume de la musique : œuvres de Berlioz, Saint-Saëns, Ravel par l'Orchestre symphonique de la Garde Républicaine.
14.02 Repères contemporains : Tribune internationale des compositeurs de Turquie, de RDA, du Danemark.
15.00 « *Musiciens à l'œuvre* » : *Bruno* Maderna — Vienne la sérénade ; œuvres de Maderna, Mozart, Debussy, Varèse, Schœnberg, Brahms.
18.05 *L'imprévu.*
19.00 Le temps du jazz : actualités : Intermède ; Feuilleton « les Aventures de Sidney Bechet ».
20.00 Les muses en dialogue.
20.30 Concert (Festival de Ludwigsburg 1983) : « Sonate pour violoncelle et piano n° 2 en sol mineur », « Sept Variations *pour violoncelle et piano* en mi bémol majeur », « Sonate pour violoncelle et piano n° 5 en ré majeur » par Lynn Harrell, violoncelle et Michel Béroff, piano.
22.00 Cycle acousmatique : C. Roque-Alsina.
23.00 Les soirées de France-Musique : le musicien de *minuit :* Ahmed Essyad.

MARDI 3 JUILLET

6.00 Musique légère.
7.10 Actualité du disque.
9.05 Le matin des musiciens : « Glyndebourne Jubilé » — Le *bonheur d'innover : œuvres* de Gay, Britten, Gluck, R. Strauss, Cavalli, Busoni, Prokofiev.
12.05 Concert : œuvres de Haydn par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. L. Hager, sol. B. Herholzer, piano.
13.32 Repères contemporains : H. Birtwistle, R. Dufourt, J. Harvey.
14.30 *Petites formes.*
15.00 Musiciens à l'œuvre : Bruno Maderna — « L'aulodia et le concerto » : œuvres de Maderna, Mozart, Brahms, Torelli.
18.05 *L'imprévu.*
19.00 Le temps du jazz : portrait d'un jazzman ; Feuilleton « les Aventures de Sidney Bechet ».
20.00 Premières loges : œuvres de Weber, Chopin, Liszt, Kreisler, J. Strauss.
20.30 Concert : « Ramifications » de *Ligeti, « le Tombeau de Couperin »* de Ravel, « Rhapsodie pour clarinette et orchestre en si bémol majeur » de Debussy, « Symphonie en ré mineur » de Franck par *l'Orchestre national de France, dir.* E. Krivine, sol., G. Dangain, clarinette.
22.34 Les soirées de France-Musique : programme musical ; à 23 h 10, Jazz-club (en direct du Music Halles).

MERCREDI 4 JUILLET

2.00 Les nuits de France-Musique.
7.10 Actualité du *disque* : l'actualité américaine du disque.
9.05 « Journée USA ». Le matin des *musiciens* : les voix de l'Amérique, E. Caruso, R. Ponselle, E. Pinza, L. Warren, Z. Milanov, L. Price, M. Horne.
12.05 Récital Noël Lee : œuvres de Gottschalk, Dowell, Ives, Griffes, Copland, Ruggles, Lee.
14.00 Repères contemporains : Eliott Carter.
15.00 L'après-midi des musiciens : « Count Basie » ; Basie au « Famous Door », Basie à « l'Avadon Ballroom », Count Basie Septet « *Stars on parade* », Los Angeles, Basie sur la côte ouest, Basie à Lausanne, à Stockholm, Montreux.
18.05 *L'imprévu* (en direct du Harry's Bar).
20.00 Ont-ils vraiment si mauvais goût que ça ?
20.30 Concert : « Amériques » de Varèse, « *Moments in a cut of time* » de Kramer, « Roméo et Juliette », suite d'orchestre de Berlioz par l'Orchestre symphonique de Cincinnati, dir. M. Gielen.
23.10 Les soirées de France-Musique : abrégé très subjectif de toute la musique américaine du XVIIIe siècle *à nos jours.*
2.00 Les nuits de France-Musique : les capitales du jazz.

JEUDI 5 JUILLET

7.10 Actualité du disque.
9.05 Le matin des musiciens : « Glyndebourne Jubilé », la tradition du succès : œuvres de Mozart, Rossini, Haydn, Stravinski, Debussy, Britten.
12.05 Concert : œuvres de Brahms par le Dresdner Kreuzchor, dir. M. Flaeming et les membres de la Staatskapelle de Dresde.
13.32 Opérette-magazine.
14.02 Repères contemporains : Zygmunt Krauze.
15.00 Musiciens à l'œuvre : Bruno Maderna « Le théâtre musical » : œuvres de Monteverdi, Stravinski, Maderna, R. Schumann, Weill.
18.05 *L'imprévu.*
19.00 Le temps du jazz : le bloc-notes ; Intermède ; feuilleton « les Aventures de Sidney Bechet ».
20.00 Concours international de guitare.
20.30 Concert : « Platée », comédie lyrique en un prologue et trois actes de Rameau par « The raglan baroque singers and player », dir. *N. Kraemer, A. Bury, premier violon,* T. Mason, violoncelle continuo, J. Toll, clavecin continuo, sol. J.-C. Orliac, A. Watt, S. Varcoe, R. Jackson, P. Langridge, C. Gillett, *E. Parcells, W. Kendall.*
23.20 Les soirées de France-Musique : le piano et Schubert.

VENDREDI 6 JUILLET

2.00 Les *nuits de France-Musique.*
7.10 Actualité du disque.
9.05 Le matin des musiciens : « Glyndebourne Jubilé », l'avenir d'un jubilé : œuvres de R. Strauss, *Monteverdi, Mozart.*
12.05 Concert : œuvres de Mozart par l'Orchestre du Mozarteum, dir. R. Weikert, sol. *P.* Fowke, piano.
13.32 Les chants de la terre.
14.02 Repères *contemporains* : tribune internationale des compositeurs d'Irlande : Anna Kilgallen, J. de *Bromhead,* R. Deane.
14.30 Petites formes.
15.00 Musiciens à l'œuvre : Bruno Maderna « Petit ensemble et grand orchestre » ; œuvres de Debussy, Webern, Schoenberg, *Maderna,* R. Schumann, Berio, Mozart.
18.05 L'imprévu.
19.00 Le temps du jazz : le clavier bien tempéré : Intermède ; *Feuilleton* « les Aventures de Sidney Bechet ».
20.00 Avant-concert.
20.20 Concert : « Tre Scalini », de Dusapin, « Concerto pour flûte, harpe et orchestre » de Mozart, « Daphnis et Chloé » de Ravel par l'Orchestre national de France, dir. Z. *Macal,* sol. *P. Gallois, flûte,* F. Cambreling, harpe.
22.20 Les soirées de France-Musique : le piano et Schubert ; à 1 h, Musique traditionnelle de *l'Oubangui.*

Classique

Mozart par Serkin et Abbado

Une « lutte » acharnée se livre sur le front des concertos pour piano de Mozart, déjà si riches de sublimes enregistrements historiques (Fischer, Haskil, Schnabel, Walter, etc.). *Dans les intégrales en cours de* Brendel, Ashkenazy, Barenboïm (pour la seconde fois), Perahia surtout, les splendeurs se succèdent au point que le choix devient souvent impossible. Mais n'oublions pas Rudolph Serkin, *qui en avait déjà gravé de nombreux* avec Casals, Szell, Schneider ou Mitropoulos, et qui récidive en numérique avec Claudio Abbado et l'Orchestre symphonique de Londres.

Après les numéros 8, 9, 12, 17, 20, 21, 23 et 27, voici, plus beaux encore, les dix-*neuvième* et vingt-cinquième concertos. A quatre-vingt-un ans, Serkin n'a jamais été aussi souverain, épanoui et rayonnant. Et Abbado lui renvoie une image éblouie.

Les deux œuvres s'y prêtent, il est vrai : l'éclatant *ut majeur* K. 503, frère de la *Symphonie de Prague*, dont Brigitte et Jean Massin disent si bien qu'il a *l'« expression d'un vainqueur »* et *« cette gravité avec laquelle Mozart se tient devant la vie, qui donne son sens à l'élan passionné du final »* ; l'étincelant *fa majeur* K. 459, qui préfigure étonnamment *les Noces de Figaro*, si tendre et humain dans l'allégretto, avec ce final qui court la poste, rempli d'accents malicieux et bouffes qui sillon*nent une coulée de lumière.*

JACQUES LONCHAMPT.

● DG, 410 989 (en microsillon, cassette et compact).



Rudolph Serkin

D.R.

« Souvenirs d'un âge d'or », par Marylin Horne

L'album se veut un *« hommage à Maria Malibran et Pauline Viardot »*. Oublions ce pari, impossible à tenir tant les deux sœurs différaient de moyens commes de tempérament et tant « la » Horne possède elle *aussi une personnalité peu assimilable* à d'autres. Retenons plutôt cette technique supérieure, qui peut alterner la vocalisation la plus ébouriffée (ce que chacun sait) et (ce qu'on sait moins) un *legato* subtil et solide ; cette musicalité qui, malgré *des effets douteux (dont un poitri*nage exagéré du bas du registre), se permet de servir les héroïnes de Rossini et celles de Gluck, mais aussi Fidelio, Azucena ou l'opéra français.

Certes, il y a, chez Horne, un goût immodéré pour l'exploit ; certes aussi, elle a tendance à ramener les rôles à elle plus qu'à s'y plier. Mais cette probité face aux exigences d'écriture vocale, cet engagement dans des personnages à forte caractérisation, ces risques pris dans le répertoire, la placent au même niveau que les deux *divas* dont elle requiert le patronage.

Extraits de Rossini : *le Barbier de Séville, Otello, Tancrède, Sémiramis, l'Italienne à Alger ;* Bellini : *I Capuleti ed I Montecchi ;* Beethoven : *Fidelio ;* Gluck : *Orphée et Eurydice, Alceste ;* Gounod : *Sapho ;* Meyerbeer : *le Prophète ;* Verdi : *le Trouvère.*

A.A.

● Deux disques Decca, 411.829.

« Pelléas et Mélisande », de Schoenberg par Daniel Barenboïm

Au dernier tournant de siècle, l'histoire de *Pelléas et Mélisande* inspira quatre grands musiciens : *Fauré, Debussy, Schoenberg et* Sibelius. A Berlin en 1901, Richard Strauss suggéra à Schoenberg d'écrire sur ce sujet un opéra, mais Schoenberg opta finalement pour la forme du poème symphonique. Ni lui ni Strauss, semble-t-il, n'avaient *entendu parler de l'opéra que* Debussy était en train d'achever.

Schoenberg s'astreignit à suivre dans les moindres détails les péripéties du drame de Maeterlinck, tout en se soumettant aux exigences de la musique « pure ». Son *Pelléas peut être considéré comme une* vaste symphonie aux quatre mouvements enchaînés et largement construits sur les mêmes thèmes, comme le montre l'analyse serrée à laquelle Alban Berg soumit jadis cette vaste partition post-romantique aux *effectifs énormes,* mais ne se limitant pas à des effets *de masse.*

Daniel Barenboïm et l'Orchestre *de Paris ont souvent donné Pelléas et Mélisande,* de Schoenberg, en concert, et on se réjouit de les voir l'aborder en disque : cela eût été impensable, il y a quelques années seulement, pour un orchestre français. Leur interprétation se caracté*rise par un beau son et surtout par* un sens très louable de l'architecture. *Pelléas* peut donner l'impression d'une mosaïque éparse. Ce n'est pas du tout le cas ici, et, de ce point de vue essentiel, cette version tranche sur beaucoup d'autres. Une réussite.

MARC VIGNAL.

● *CBS, M 38557.*

« Hamlet », d'Ambroise Thomas

Après avoir remporté des triom*phes avec les plus célèbres gloires* de l'histoire du chant, l'*Hamlet* de Thomas (très... librement adapté de Shakespeare) s'est peu à peu réduit à la seule scène de virtuosité qu'il propose à son soprano. Et ce, malgré les incitations régulières de cer*tains critiques à y voir un chef-*d'œuvre de l'opéra français. *In medio stat virtus !* Sans crier au génie injustement oublié, on peut toutefois légitimement apprécier une écriture vocale habilement conduite et parfaitement adaptée à notre langue (notamment à sa *déclamation*) et une construction *solide et efficace* (en particulier dans les ensembles). Evidemment, l'« accompagnement » orchestral est ce qu'il est, tantôt proche de la caricature (dans l'utilisation répétée des effets, des contretemps...), ailleurs plutôt mou et plat. Il est vrai *que la direction de Richard Bonynge* (avec le Welsh National Opera Orchestra) tend plus à souligner ces *défauts qu'à les sublimer.*

A l'évidence, l'enregistrement a *été réalisé pour* deux stars : Sherill Milnes, tout à fait convaincant de voix comme de tempérament et donnant à son personnage une réelle dimension dramatique ; Joan Sutherland, dont on sait désormais qu'il ne faut plus attendre le meil*leur (le timbre s'est aigri, l'aigu* durci et un pénible chevrotement s'est installé) sans pour autant que le meilleur se soit amélioré (la direction est toujours aussi relâchée, la caractérisation et la coloration aussi pauvres).

L'exhumation n'était pas inutile. Mais elle eût demandé d'autres *moyens.*

Avec aussi Barbara Conrad, *James Morris, Gösta Winbergh,* Keith Lewis, Philip Gelling.

ALAIN ARNAUD.

● Trois disques Decca, 410 184.

« Inédits » de Maria Callas

En fait d'inédits, seuls les extraits du *Turandot* chanté par Callas à Buenos-Aires peuvent prétendre à ce titre, les autres (ceux des représentations de Mexico) ayant déjà été publiés par Cetra. On retrouve ici la « première voix » de la cantatrice : fort étendue, puissante mais un peu lourde et opaque, accusant déjà ces failles dans la soudure des registres qu'elle ne réussira jamais à combler vraiment. C'est l'époque de l'insolente facilité vocale, *poussée jusqu'à l'excentri*cité (dont l'interminable mi bémol de la scène triomphale d'*Aïda*).

Le célèbre génie (interprétatif et stylistique) n'est pas encore très affirmé. Pour l'heure, Callas se *complaît dans l'exercice d'une tech*nique de tout premier ordre et l'assurance de moyens naturels d'exception. (Extraits de *Turandot*, d'*Aïda*, du *Trouvère*, de *Lucie de Lammermoor.*)

A. A.

● Trois disques Rodolphe Productions, dist. Harmonia Mundi, RP 12 413/15.

Musique de la Renaissance à Naples

Cette incursion à Naples au temps des royaumes catalan et espagnol est un itinéraire passionnant où à chaque instant l'histoire musicale recoupe le cours de l'histoire politique.

En 1442, Alphonse V d'Aragon, après *la* conquête du royaume de Naples, établit sa résidence dans cette ville. Grand amateur de *musi*que et partagé entre deux traditions et deux races, il fit venir à sa cour chantres et instrumentistes de Barcelone et de Valence et cette rencontre des cultures espagnole et italienne (dont les successeurs *d'Alphonse firent une règle) ne* resta pas longtemps sans conséquences. D'où les étonnantes similitudes, parmi d'autres, entre la *can-cion* et la *barzaletta,* ancêtre de la *frottola.*

C'est à cette couleur hispanisante que s'attache avant tout ici l'ensemble Hespérion XX, célèbre *pour ses réinterprétations radicales* des hautes époques. Dans ce registre le présent disque fait écho à un précédent (et superbe) enregistrement du même groupe, consacré à la musique espagnole du siècle de Cervantès. La virtuosité instrumentale *et* vocale est le moyen pour Jordi Savall et ses camarades de retrouver le ton quasi improvisé de l'époque et d'associer la touche individualiste à la discipline du travail collectif.

Quant au choix des œuvres, empruntées à Cornago, Ockeghem, Francisco Della Torre, Gombert, Willaert, Diego Ortiz, Cabezon et quelques autres, il est dicté par le *souci de rappeler que la musique à* Naples est la synthèse de trois écoles (et influences) : l'italienne et l'espagnole, comme il est dit plus haut, mais aussi la franco-allemande, très intégrée à la vie culturelle du grand port. Mais le dénominateur commun aux approches reste une dominante ibérique faisant *référence aux origines du* pouvoir politique. Et la fièvre et le *rêve passent* à loisir dans le chant soliste de Montserrat Figueras, inimitable dans la fête rythmique de la *Mascherata* de Giovanni Da Nola ou dans le fascinant hymne à la nuit *Ay luna que reluzes.*

ROGER TELLART.

● EMI référence 1436291.

Jazz

« Tears », de Paul Bley « Bluesine », de Martial Solal

La critique n'aime rien autant que *comparer. Un disque de Paul Bley,* un autre de Martial Solal, tous deux en solo, quelle meilleure occasion de relever des contrastes dans le paysage pianistique de la planète jazz ? Paul Bley, de prime abord, c'est l'économie, Martial Solal, la dépense. L'un se laisse hanter par le silence, l'autre a la terreur du vide. La technique de Bley, un peu comme celle de Monk, est rudimentaire ; *elle impressionne par son* autorité, par une frappe qui drama*tise l'accord* et fouaille la note rythmée avec une sorte d'obstination maniaque, soudain relâchée par une respiration *bluesy*. La virtuosité de Solal, légendaire, l'apperente à Tatum ; dans les structures simples qui sont celles des « standards », inlassablement repris, déplacés, rendus improbables sans qu'on cesse pourtant de les reconnaître, il fait éclore des myriades de turbulences *décoratives qui mettent tout* sens dessus dessous avant de *retomber en pirouette,* pile à côté du temps où on attendait logiquement la chute.

Est-ce à dire que l'un est classique, l'autre baroque ? Ce n'est pas si simple, car l'humour de Solal, toujours à sourire dans les coins, est sans doute carnavalesque, mais sous ce masque et cet habit d'Arle*quin il y a une intériorité de senti*mental contrarié. Tandis que chez le méditatif Paul Bley, qui affiche sa sérénité de sage dans des mélodies simples et graves, on sent *une* mégalomanie *beethovénienne*, combattue, par des éclats de comp*tines. Ecoutez à la suite le morceau* intitulé *Music Matador* dans l'album de Bley et *Bluesine*, classique douze mesures, qui donne son titre à celui de Solal : vous apercevrez ces deux très grands pianistes comme en une surimpression qui révèle leur frater*nité. L'un et l'autre ont enregistré là* leur meilleur disque depuis longtemps.

MICHEL CONTAT.

● *Owl Records 034 (Bley).*

● Soul Note 060, distr. Harmundia Mundi (Solal).

LES MEILLEURES VENTES ET LES RECOMMANDATIONS DES DISQUAIRES

Nous publions, chaque quinzaine, les meilleures ventes réalisées dans les magasins de la FNAC, ainsi qu'un choix de disques nouveaux recommandés par les disquaires. Nous proposons en outre une sélection de compact-discs.

	CLASSIQUE		JAZZ ou FOLKLORE		VARIÉTÉS		POP-ROCK	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	G. BIZET *Carmen* J. Migenes/L. Maazel (ERATO)	BRAHMS *Concerto pour piano n° 2* V. Ashkenazy (DECCA)	TOURE KUNDA *Live* (CELLULOID)	CARTE DE SÉJOUR *Rhorhomanie* (CBS)	BERNARD LAVILLIERS *Tout est permis...* (BARCLAY)	JEAN-LOUIS MURAT *Passions privées* (PATHE-MARCONI)	BRUCE SPRINGSTEEN *Born in the USA* (CBS)	TINA TURNER *Private dancer* (PATHÉ MARCONI)
2	HAENDEL *Water music* J.C. Malgoire (CBS)	ROBERT SCHUMANN *Etudes symphon. op. 13* Maurizio Pollini (DGG)	QUILAPAYUN *Tralali, tralala* (PATHÉ MARCONI)	HADI GUELLA *Périples* (HM)	YVES MONTAND *Chante D. Mac Neil* (PHONOGRAM)	BERNARD LAVILLIERS *Tout est permis...* (BARCLAY)	ROD STEWART *Camouflage* (WEA)	BRUCE SPRINGSTEEN *Born in the USA* (CBS)
3	BEETHOVEN *Concertos/piano* Brendel/Levine (PHILIPS)	FALLA/ALBENIZ/TURINA Alicia de Larrocha (DECCA)	ANGELIQUE JONATOS *Marie des brumes* (AUVIDIS)	SONERIEN DU *Roue Marc'h* (KELTIA)	TELEPHONE *Un autre monde* (VIRGIN)	ROMAIN DIDIER *Le monde entre mes bras* (CBS)	JOE JACKSON *Baby and soul* (CBS)	ROD STEWART *Camouflage* (WEA)
4	H. PURCELL *King Arthur* Deller Consort (H. MUNDI)	LE LIVRE VERMEIL *DE MONTSERRAT* Berry Hayward Consort (RCA)	BOB MARLEY *Legend* (PHONOGRAM)	DJET-X *Bambauche 84* (MORADISC)	FRANCE GALL *Débranche* (WEA)	LUCID BEAUSONGE *Fugueur* (RCA)	DIRE STRAITS LIVE *Alchemy* (PHONOGRAM)	ELVIS COSTELLO *Goodbye cruel world* (RCA)
5	VERDI *Aïda* G. Solti (DECCA)	*RÉCITAL KATHLEEN FERRIER* Haendel/Purcell, etc. (H.M)	CARTE DE SÉJOUR *Rhorhomanie* (CBS)	BLEIZI RUZ *Coz Liorzou* (PLURIEL)	BRASSENS chante *Brassens* (PHONOGRAM)	WILLIAM SHELLER *Tout simplement* (PHONOGRAM)	THE CURE *The top* (POLYDOR)	THE OUTCASTS *Seven deadly sins* (NEW ROSE)
6	RAVEL *Sheherazade* J. Norman/Boulez (CBS)	HAENDEL *Le Messie* J.E. Gardiner (PHILIPS)	BRENDA WOOTTON *My land* *(RCA)*	*SABAH FAKHRI* *Inqi'l Itach* (ADDA)	ETIENNE DAHO *La Notte, la Notte...* (VIRGIN)	YVES MARTIN *Alboum* (POLYDOR)	THE ALAN PARSONS PROJECT *Ammonia avenue* (AE)	ELTON JOHN *Breaking hearts* (PHONOGRAM)

UNE SÉLECTION DE COMPACT-DISCS

	CLASSIQUE		VARIÉTÉS	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	BRAHMS *Requiem Allemand* *B. Haitink* (PHILIPS)	HAYDN *Harmonie messe* Ferencsik (HUNGAROTON)	*DIRE SRAITS LIVE* *Alchemy* (PHONOGRAM)	*MICHEL PETRUCCIANI* J. CLARK A. ROMANO (OWL RECORDS)
2	PURCELL *Roi Arthur* Deller Consort (H. MUNDI)	RACHMANINOV *Etudes/tableaux* Richter (ARIOLA)	COUNT BASIE AND HIS ORCHESTRA *The best of Basie* (VOGUE)	JOE JACKSON *Body and soul* (CBS)

Vidéocassettes

Yannick Noah

● *Noah : du rêve à la réalité,* un reportage de soixante minutes. Edité par Proserv, distribué par RCV.

Pour effacer le souvenir de la contre-performance de Yannick Noah au dernier Tournoi de Roland-Garros, cette cassette propose les meilleurs moments du Tournoi précédent. On pourra voir ainsi le champion français battre successivement Pecci, *Lendl et Wilander,* et se jeter, vainqueur, dans les bras de son père.

Une équipe de rêve

● *L'Equipe de France de football,* édité par Objectif 17 et distribué par RCV.

En contrepoint du championnat d'Europe de football, Michel Platini présente l'équipe de France à un petit supporter de onze ans. L'entraîneur Michel Hidalgo commente les coulisses de l'aventure sportive : stages d'entraînement, déplacements, conversations de vestiaires, discussions stratégiques, etc.

État de siège

● Film français de Costa-Gavras, avec Yves Montand, Jean-Luc Bideau, Renato *Salvatori et Jacques Weber.* Edité et distribué par Cinéthèque.

L'enlèvement d'un fonctionnaire de la CIA par un groupe révolutionnaire. Dans la lignée de Z, un film politique spectaculaire et efficace.

Le Frère le plus futé de Sherlock Holmes

● Film américain de Gene Wilder, avec Gene Wilder et Marty Feldman. Edité et distribué par *UGC-Vidéo.*

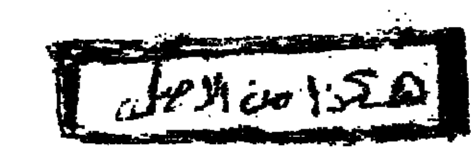
Profitant de l'absence de son frère, parti enquêter en France, Sigi Holmes, jaloux de la gloire de son aîné, décide de prendre sa revanche. Dans sa série de parodies corrosives et délirantes, Gene Wilder s'attaque au célèbre détective anglais.

Piège mortel

● Film américain de Sidney Lumet, avec Michael Caine, Dyan Cannon et Christopher Reeve. Edité et distribué par Warner Home Video.

Un auteur policier sur le *déclin décide d'éliminer un* jeune rival talentueux pour *s'emparer de ses manuscrits.* Sur un scénario d'Ira Levin, l'auteur de *Rosemary's Baby,* une mise en scène d'une grande virtuosité à *l'humour* volontiers macabre.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.



Un penny pour un empire

Histoire de Marks and Spencer.



D.R.

L'ANGLETERRE fête avec émotion et respect le centenaire de l'aventure d'un homme sans le sou devenu à la force du poignet l'un des grands de la distribution mondiale : Michael Marks, père fondateur de Marks and Spencer.

C'est en 1884 qu'un réfugié polonais débarque sur le marché ouvert de Leeds et loue un stand de vente de babioles à un penny. Cette formule du prix unique séduit les chalands qui passent. Marks gagne de l'argent, trouve un associé et ouvre des bazars dans tous les Midlands et le nord de l'Angleterre.

En 1928, sa société dépose la marque devenue pour nous symbole de *lemon curd* et *jelly*, St-Michael, label réservé aux marchandises maison fabriquées selon des critères très sévères. Les années 30 sont pour Marks and Spencer celles de l'explosion. L'entreprise prospère et se dote de services sociaux uniques, d'un système de retraite avantageux. Elle crée aussi son premier laboratoire d'essais pour appuyer la crédibilité de son image de marque.

La guerre s'en vient interrompre, provisoirement, la croissance de la société. Celle-ci reprend dès la fin des années 40. Le rayon alimentation, si prisé des habitués du magasin du boulevard Haussmann à Paris, est créé en 1948. Il ne s'approvisionne qu'auprès des producteurs locaux et ne recourt aux importations, souvent françaises, que pour les départements viandes et volailles. Aujourd'hui, Marks and Spencer vend un million de poulets par semaine et a ravi la première place des détaillants de poisson frais. C'est dans ces magasins et nulle part ailleurs que les ménagères britanniques viennent confectionner le menu de leurs dîners.

En 1956, la société entreprend une vaste opération de simplification et de réduction de la paperasserie administrative. L'organisation de sa gestion est devenue depuis un thème de conférence dans les écoles spécialisées. Les services sociaux inventés avant-guerre sont encore améliorés. Chaque magasin abrite un salon de coiffure pour le personnel, les sols de toutes les cantines sont recouverts de moquette pour atténuer les bruits. Les personnels des magasins installés sur le Vieux Continent, essentiellement en France et en Belgique, bénéficient de ces avantages qui comprennent l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes.

Les deux locomotives de la marque sont aujourd'hui le magasin de Marble Arch à Londres, point de ralliement des touristes du monde entier, cité dans le Guinness Book des records comme ayant la rotation des stocks la plus rapide du monde, et celui... du boulevard Haussmann à Paris, au cœur du triangle d'or des grands magasins, qui détient, lui, le record du monde des recettes au mètre carré.

Le groupe compte deux cent soixante magasins dont deux cents au Canada, cinquante et un en Grande-Bretagne et neuf sur le continent. Il détient en Grande-Bretagne 15 % du marché de l'habillement. C'est là que se vendent 25 % des chaussettes pour hommes achetées au Royaume-Uni, 25 % également des pantalons pour femmes qui y acquièrent la moitié des combinaisons et des jupons et le tiers des sous-vêtements vendus dans le pays.

Parmi les best-sellers actuels : un chemisier de polyester brodé vendu à 1,4 million d'exemplaires qui fait travailler une usine entière. Les tricots sont un autre point fort de la marque : 10,5 millions de pièces vendues chaque année pour les femmes et 7,5 millions pour les hommes.

La semaine passée, le champion international du commerce familial a fêté à Paris son centenaire par une présentation des modèles d'hiver à l'ambassade de Grande-Bretagne, rue... du faubourg Saint-Honoré.

NATHALIE MONT-SERVAN.

Indiennes

L'IMPRIMÉ dans la mode, du dix-huitième siècle à nos jours, au musée Galliera (10, avenue Pierre-1er-de Serbie jusqu'au 28 octobre), nous invite à un parcours dans l'histoire de l'impression, depuis les indiennes importées des Comptoirs, sous Louis XIV, jusqu'aux dernières techniques du dessin au scanner et de la gravure au laser.

Les premiers cotons peints à la main qui arrivent en France à travers la Compagnie française des Indes orientales connaissent un engouement immédiat tant à la Cour qu'à la ville, à telle enseigne qu'ils sont frappés d'interdits. Protectionnisme oblige ! Les élégantes frondeuses les portent alors en déshabillé, comme on peut le voir à Galliera, d'une merveilleuse facture.

Reconnue officiellement en 1759, l'industrie des indienneurs ennoblisseurs s'installe à Paris et prospère. Mais les créations sont rapidement relayées par les cotonnades à prix modique, dont les petits dessins deviendront traditionnels.

Sous l'Ancien Régime, les mêmes motifs se retrouvaient en rideau et en robe, les chinoiseries Louis-XV habillant de délicieuses figurines dont on apprécie le charme, léger pour l'été, matelassé pour l'hiver. Les styles Louis-XVI, Directoire et Empire laissent leur empreinte sur les étoffes dont les qualités techniques s'améliorent rapidement.

Plus près de nous, à l'exposition des Arts décoratifs de 1925, Sonia Delaunay assortit l'imprimé d'une robe à la carrosserie d'une automobile. Chanel, Hermès, Lanvin, Lelong, Paquin et Vionnet participent à ce défilé intemporel d'entre les deux guerres, suivis de Christian Dior, Balanciaga, Balmain, Nina Ricci, Givenchy, Léonard, Ungaro et Yves Saint Laurent.

N. M.-S.

Philatélie n° 1850

Le 71e Tour de France...

... cycliste cette année, à l'arrivée ou au départ de l'étape (suivant le cas), disposera d'un bureau temporaire avec un cachet illustré par l'effigie de Louison Bobet. Les deux premières villes, nous les avons annoncées la semaine dernière, voici donc les suivantes :

⊙ 59720 Louvroil (2e ét.), 1er/VII.
⊙ 59300 Valenciennes, 2/VII.
⊙ 62400 Béthune (4e ét.), 2/VII.
⊙ 95000 Cergy-Pontoise, 3/VII.
⊙ 61000 Alençon (6e ét.), 4/VII.
⊙ 72000 Le Mans (7e ét.), 5/VII.
⊙ 44000 Nantes (8e ét.), 6/VII.
⊙ 33000 Bordeaux (9e ét.), 7/VII.
⊙ 64000 Pau (10e ét.), 8/VII.
⊙ 09200 Saint-Girons, 9/VII.
⊙ 31700 Blagnac (12e ét.), 10/VII.
⊙ 12000 Rodez (13e ét.), 11/VII.
⊙ 07120 Grospierres, 12/VII.
⊙ 38000 Grenoble (15e ét.), 13/VII.
⊙ 38380 La Ruchère, 15/VII.
⊙ 38750 L'Alpe-d'Huez, 16/VII.
⊙ 73210 La Plagne (18e ét.), 17/VII.
⊙ 74110 Morzine (19e ét.), 18/VII.
⊙ 69400 Villefranche s/Saône, 20/VII.
⊙ 69910 Villié-Morgon, 21/VII.
⊙ 75008 Paris (23e ét.), 22/VII.

Palais idéal...

...du facteur Ferdinand Cheval, dans la série « touristique ». Monument insolite, curieux, visité par plus de cent mille personnes par an. Vente générale le 2 juillet (29e/84).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE 2,10

2,10 F, brun, vert, brun rouge. Format 36 × 22mm. Dessin et gravure de Pierre Albuisson. Tirage : 12 000 000. T.-douce, Périgueux.

Mise en vente anticipée les :

– 30 juin et 1er juillet, de 9 h à 18 h, au château du Parc des sports à Hauterives (Drôme). Oblit. « P.J. ».

– 30 juin, de 9 heures à 12 h, au bureau de Hauterives. Boîte aux lettres pour « P.J. ».

Le programme des hors...

...programme 1984 a été annoncé en même temps que le programme des émissions 1985. Il comporte quatre figurines : président Vincent Auriol ; Marx Dormoy ; Télécom I et le IXe Plan « Modernisation du pays ».

Ça y est ! Les changements...

...des tarifs postaux entrent en vigueur dès le 2 juillet. Voir *le Monde* du 2 juin. Donc, trois nouvelles valeurs au type « Liberté » seront mises en service (30-31-32e/84).

1,70 F, vert (courrier lent) ;
2,10 F, rouge (courrier rapide) ;
3,00 F, bleu (international) ;

Formats 15 × 23 mm. Dessin et gravure de Pierre Gandon. Impression taille-douce (et barres phosphorescentes), Périgueux.

Mise en vente anticipée le :

– 1er juillet, 9 h à 18 h, au musée de la Poste, 34, Bd de Vaugirard, Paris 15e. Oblitération « P.J. ».

● Les carnets de 5, 10, 20 pour le 2,10 F et de 20 pour le 1,70 F – ainsi que les roulettes – seront en vente au fur et à mesure de la fabrication à Périgueux.

ADALBERT VITALYOS.

échecs

N° 1079

Un sort injuste

(Match Spartacus – Trud, 1984.)
Blancs : A. Beliavsky
Noirs : H. Pinter
Défense slave.
Système Botwinnik.

1. d4	Cf6	25. Cxg2 (m)	Df6+
2. ç4	é6	26. Rç2	Dxf7 (n)
3. Cf3	d5	27. Rb1	Ta6
4. Fg5	d×ç4	28. Té2	Té8
5. Cç3	ç6	29. f3	Cf6
6. é4	b5	30. Dg5+	Rh7
7. é5	h6	31. Df5+	Rg7
8. Fh4	g5	32. Té-d2 (o)	b4! (p)
9. Cxg5	h×g5	33. g4 (q)	ç4
10. Fxg5	Cb-d7	34. Td7 (r)	Cxd7
11. éxf6	Fb7 (a)	35. Txd7	Té7
12. g3	ç5 (b)	36. Dg5+ (s)	Rf8
13. d5	Fh6 (ç)	37. Td8+	Té8
14. Fxh6 (d)	Txh6	38. Dç5+	Rg8
15. Dd2 (é)	Tg6	39. Txé8+	Dxé8
16. 0-0-0	Cxf6	40. Dxç4+ (t)	Dé6 (u)
17. Dé3	Db6	41. Cé3 (v)	Tç6
18. Fg2	Rf8	42. Db5	Tç3
19. Th-é1 (f)	Rg8 (g)	43. Db8+	Rf7
20. dxé6!! (h)	Fxg2	44. Dxa7+	Rg6
21. éxf7+	Rg7 (i)	45. Cg2	Dd6
22. Cé2!! (j)	ç3! (k)	46. Dg1	b3
23. Cf4	çxb2+	47. Dé1	Dd3+
24. Rxb2	Cé4! (l)	48. abandon (w)	

NOTES

a) Et non 11..., Cxf6 ; 12. a4! qui laisse les Noirs en déséquilibre.

b) Après 12..., Db6 ; 13. Fg2, 0-0-0 ; 14. 0-0, Cé5 le sacrifice de D ; 15. dxé5!, Txd1 ; 16. Taxd1 est favorable aux Blancs ; *par exemple, 16...,* Fç5 ; 17. Cé4, Fd4 ; 18. Cd6+, Rç7 ; 19. Ff4, Tf8 ; 20. Fh6, Th8 ; 21. Fg7, Td8 ; 22. Cxf7, Fxf2+ ; 23. Rh1 (Hollis-Baumbach, par correspondance, 1976).

ç) Depuis la partie Polugaievsky-Torre (Moscou, 1981), on ne joue plus la suite 13..., Cb6 à cause de 14. dxé6!!, Dxd1+ ; 15. Txd1, Fxh1 ; 16. é7, a6 ; 17. h4, Fh6 ; 18. f4!. De même, si 13..., Cé5 ; 14. Fg2, Cd3+ ; 15. Rf1, Dd7 ; 16. dxé6! avec avantage aux Blancs. La continuation 13..., Db6 ; 14. Fg2, 0-0-0 ; 15. 0-0, b4 ; 16. Ca4, Db5 ; 17. a3! a *donné lieu à de nombreuses analyses* de Swesnikov, Timoschenko et Kasparov, la plupart du temps favorables aux Blancs (Cf. n° 1 038 – La crise d'un système). Quant à la variante 13..., Fh6, on la trouve déjà dans une partie Baguirov-Youssoupov (Moscou, 1981), qui se termina par la nullité.

d) A examiner est peut-être 14. Cxb5 mais après 14..., Da5+ ; 15. Dd2, Dxb5 ; 16. Fxh6, Fxd5 les Noirs semblent mieux comme après 14. Cé4, Fxg5 ; 15. Cd6+, Rf8 ; *16. dxé6, Dxf6 ; 17. Cxb7, Dxé6+ ;* 18. Fé2, Ff6 menaçant Fd4 et comme après 14. Dh5, Cxf6 ; 15. Db4, Fg7 ; 16. Df4, Cxd5.

é) Ou 15. Fg2, b4 ; 16. Cé4, Cxf6 (et non 16..., Fxd5? ; 17. Cd6+, Rf8 ; 18. Fxd5, éxd5 ; 19. Dxd5, Txf6 ; 20. 0-0-0) ; 17. Dé2, Fxd5 ; 18. Td1, Rf8 ; 19. 0-0, Cxé4 ; 20. Fxé4, Dg5 avec égalité (Razuvaiev-Youssoupov, 1983) ou bien 17. Cxç5, Fxd5 ; 18. 0-*0, Fxg2 ; 19. Rxg2, Tç8 ; 20. Da4+,* Rf8 ; 21. Ta-d1, Db6 ; 22. Cd7+ (Baguirov-Youssoupov, 1981).

f) Les Blancs ont achevé leur développement et contrôlent le centre.

g) Si 19..., b4 ; 20. Ca4 et si 19..., Té8 ; 20. Df4.

h) Un sacrifice de pièce de grande envergure.

i) Et non 21..., Rxf7 à cause de 22. Dé7+, Rg8 ; 23. Td6, Db7 ; 24. Txf6.

j) Un coup silencieux magnifique qui complète harmonieusement l'idée précédente, l'installation du C blanc en f4 créant quelques menaces difficiles à parer. Un tempérament moins artistique que Beliavsky aurait probablement *continué* par 22. f3 et 23. g4.

k) Une bonne défense qui force l'ouverture de la colonne b.

l) Suivi d'une interception de la colonne *é, rendant la pièce avec courage.*

m) 25. Td7 était peut-être meilleur : *27..., Td6 ; 28. Txd6, Dxd6 ; 27. Cxg2* ou 25. Td7, Df6+ ; 26. Rç2 menaçant 27. Ch5+. Ou encore 25. Td7, Tf8 ; 26. Cxg2, Dé6 ; 27. Dxé4, Dxd7 ; 28. Cf4 etc.

n) Gagnant un temps très important, grâce à la menace *27..., Dxa2+* avec échec perpétuel.

o) Naturellement les Blancs peuvent annuler quand ils le veulent.

p) Et non 32..., Txa2? ; 33. Txd7.

q) Les Blancs commencent à ressentir la crise de temps. 33. Cf4 suivi de 34. Cd5 était fort.

r) Une erreur bien regrettable après une phase créatrice si riche. *34. Td6* était encore jouable. Beliavski s'aperçoit *in extremis de l'illusion* 34. g5, ç3 : 35. gxf6+, Txf6! et les Noirs gagnent ; ou encore 34. g5, ç3 ; 35. Cf4, çxd2 ; 36. gxf6+, Rf8 ; 37. Cg6+, Rg8 ; 38. Cé7+, Rf8 avec une nulle dont précisément Beliavsky ne veut pas. La combinaison qui suit recèle malheureusement une *faille*.

s) Première hallucination de Beliavsky *qui croyait gagner par* 36. Dé5+.

t) Encore une hallucination qui ne gagne pas la T.

u) Naturellement après 40..., Té6 ; 41. Cf4, tout va bien pour les Blancs.

v) Maintenant il n'est plus question de gagner ni même d'annuler après 41. Dxé6, Txé6 ; 42. Cf4, Té3.

w) Un sort injuste.

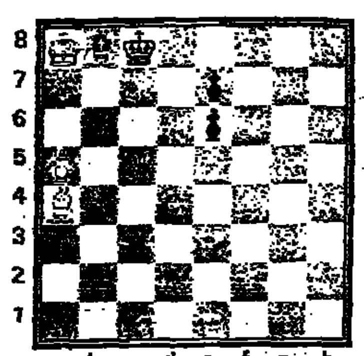
SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1078
A. Hildebrand, 1963.

(Blancs : Rf1, Tf3, Pb4. Noirs : Rh1, Pé5, f4, g3.)

1. Té3!!, gxf2 (si 1..., f3 ; 2. Txf3, g2+ ; 3. Ré1, g1=D+ ; 4. Tf1 et si 1..., *é4 ; 2. Txf4, g2+ ; 3. Ré2, g1=D ;* 4. Th4+ et les Blancs gagnent) ; 2. b5, é4 ; 3. b6 (et non 3. Rxf2?, é3+ ; 4. Rf3, é2 ; 5. Rxé2, Rg2 ; 6. b6, f3+, nulle), é3 ; 4. b7, f3 ; 5. b8=T!! et les Blancs gagnent. (Si *5. b8=D?, é2+ ;* 6. Rxf2, é1=D+ ; 7. Rxé1, f2+ ; 8. Rxf2(f1), pat.)

ÉTUDE

A. HILDEBRAND
(1955)



Blancs (3) : Ra8, Fa4, Pa5.
Noirs (4) : Rc8, Fb8, Pé7, é6.

Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

---

bridge

N° 1077

Trapèze volant

Quand l'utilisation d'un gadget, comme le *splinter*, permet de savoir que l'on détient dans une couleur une force qui ne sera pas exploitable, la sagesse est de renoncer au chelem au lieu de se lancer dans la stratosphère, même si une technique parfaite dans *le* jeu de *la carte peut* servir de parachute.

	♠ A D V 7 5 ♡ V 8 5 3 ◊ --- ♣ D 10 7 4	
♠ 10 ♡ R 10 9 7 ◊ R D 10 9 3 ♣ A V 2	N O E S	♠ 3 2 ♡ 6 4 2 ◊ 8 6 2 ♣ R 9 8 6 5
	♠ R 9 8 6 4 ♡ A D ◊ A V 7 5 4 ♣ 3	

Ann : E. don. E-O vuln.

Ouest	*Nord*	*Est*	*Sud*
X...	Ross	Y...	Pender
–	–	passe	1 ♠
contre	surc.	2 ♣	passe
passe	4 ◊	passe	4 SA
passe	6 ♠	passe	passe

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, *comment Pender, en Sud, a-t-il gagné* ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ? Quelle est l'entame qui aurait pu faire chuter ?

Réponse :

Pender comprit que le Roi de Cœur *était mal placé* et *que, d'autre* part, il n'y avait aucun espoir de libérer *deux* Carreaux pour défausser les Cœurs du mort (puisque, si Roi, Dame étaient troisièmes, Est aurait cinq Carreaux). Heureusement, il restait un espoir : affranchir un honneur à Trèfle du mort pour défausser la Dame de cœur. *Sud joua donc le 3 de Trèfle* pour le 2 et le 10 pris par le Roi d'Est, qui contre-attaqua atout. Pender prit avec le Valet de Pique, puis il coupa une première fois Trèfle (sur lequel Ouest fournit le Valet). Il monta au mort en coupant un Carreau, puis *il coupa le troisième Trèfle du mort* sur lequel il vit tomber l'As de Trèfle. Mais le coup n'*était pas encore fini*. En effet, il n'était pas possible de donner un second coup d'atout sans se priver à la fin d'une coupe indispensable, et il fallait ainsi espérer que la main qui n'avait plus de Trèfle n'aurait plus d'atout, ce qui était le cas.

Voici la fin du coup : Pender retourna au mort grâce à une *deuxième coupe à Carreau, puis* il tira *la Dame de Trèfle sur laquelle il jeta la Dame de Cœur,* et, après avoir réalisé l'As de Cœur, *il termina en double coupe :*

♠ A D ♡ V 8
♠ R 9 ◊ V 7

On voit que, si le déclarant avait donné un second coup d'atout, il lui aurait manqué une levée. Pour cette raison, *la seule entame mortelle aurait été atout* car Est, en prenant la main avec le Roi de Trèfle, aurait pu donner un second coup d'atout.

ÉLECTION MONDIALE

L'association internationale des journalistes de bridge désigne chaque année la personnalité la plus marquante dans cette discipline. La plus *récente* élection choisit le fameux champion américain Oswald Jacoby (quatre-vingt-deux ans). Auparavant, en 1981, c'était Deng Xiaoping qui avait fait admettre la Chine à la Fédération mondiale de bridge, et en 1982, c'était l'Anglais Dormer, un chroniqueur réputé. Mais Dormer n'est pas seulement un excellent écrivain, c'est aussi un champion. Voici, par exemple, une donne qu'il a jouée en 1960.

	♠ D V ♡ V 10 6 ◊ R D 7 4 ♣ A R 5 3	
♠ R 9 8 5 3 ♡ 5 3 2 ◊ A 2 ♣ V 8 6	N O E S	♠ 10 4 2 ♡ R D ◊ V 10 9 5 ♣ D 10 7 2
	♠ A 7 6 ♡ A 9 8 7 4 ◊ 8 6 3 ♣ 9 4	

Les annonces (O. don.) ont sans doute été les suivantes :

Ouest	*Nord*	*Est*	*Sud*
passe	1 SA	passe	2 ♣
passe	2 ♠	passe	2 ♡
passe	3 ♡	passe	4 ♡...

Ouest a attaqué l'As de Carreau, puis le 2 de Carreau, le déclarant a mis le Roi du mort et il a joué le Valet de *Cœur couvert par* la Dame et pris par l'As. Comment Dormer, en Sud, a-t-il ensuite gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Note sur les enchères.

L'enchère de « 2 Cœurs », après avoir utilisé la convention Stayman, promet cinq Cœurs et 8 à 9 points en comptant la distribution.

COURRIER DES LECTEURS
L'impasse interdite (1069)

« Ne s'agissait-il pas d'une erreur d'énoncé et du contrat de 5 Pique au lieu de 4 Pique, demande *R.B.* ? »

Quand il y a A D 10 à Trèfle derrière R V 8, *il est difficile de ne pas* perdre au moins un Trèfle et il a fallu le « squeeze placement » de Mahmood Zia pour réussir le contrat en ne donnant qu'un seul Trèfle après avoir perdu l'As de Cœur et une coupe à Cœur...

PHILIPPE BRUGNON.

---

dames

N° 227

Une dame sans issue

Championnat des Etats-Unis, 1983

Blancs : RUFFING

Noirs : HALTEREN

Ouverture : RAPHAËL

1. 32-28	17-22	22. 42-37	13-18
2. 28x17	11x22	23. 39-33	10-14 (k)
3. 31-26 (a)	19-23	24. 26-21	9-13
4. 37-31 (b)	14-19 (c)	25. 21-17! (l)	12x21
5. 41-37	10-14	26. 16x27	14-19
6. 34-30	20-25	27. 34-30	8-12
7. 37-32! (d)	25x34	28. 33-28	7-11
8. 40x29	23x34	29. 48-42	3-8 (m)
9. 39x30	18-23	30. 38-33	18-23
10. 44-39	12-18	31. 30-25	12-18
11. 46-41 (e)	7-12	32. 25x14	19x10 (n)
12. 30-25	1-7	33. 28x19	13x24
13. 41-37 (f)	14-20	34. 32-28	10-14
14. 25x14	19x10 (g)	35. 43-39	14-19
15. 31-27	22x31	36. 42-38 (o)	8-13
16. 36x27 (h)	10-14	37. 38-32! (p)	2-7
17. 45-40	4-10	38. 47-41! (q)	36x47
18. 40-34	14-20 (i)	39. 50-45! (r)	47x29
19. 37-31	23-28 (j)	40. 28-23	19x28
20. 33x22	16-21	41. 32x11	29-42 (s)
21. 27x16	18x36	42. 37x48	abandon (t)

NOTES

a) 3. 37-32 (12-17) ; 4. 41-37 (6-11) ; 5. 46-41 (8-12) ; 6. 34-29 (19-23) ; 7. 32-28 (23x32) ; 8. 37x28 (16-21) ; 9. 41-37 (14-19) ; 10. 40-34 (10-14), etc. (match mondial GANTWARG-WIERSMA, 1980).

b) Justifié par la présence d'un pion à 26.

c) 4. ... (7-11) ; 5. 41-37 (12-17) ; 6. 33-29 (1-7) ; 7. 37-32 (7-12) ; 8. 35-30 (20-25) ; 9. 30-24 (14-20) ; 10. 46-41, les Noirs dament en 4 temps 10. ... (23-28) ; 11. 32x23 (22-28) ; 12. 23x32 (13-19) ; 13. 24x22 (17x46).

d) Positionnellement le plus fort.

e) L'enchaînement par le baron 11. 32-27 eût été brisé par le deux pour deux 11. ... (16-21) ; 12. 26x28 (23x21).

f) Plus incisif eût été 13. 32-28 (23x32) ; 14. 38x27, début d'inquiétude pour les Noirs, enchaînés par le baron.

g) Les Noirs perdent des temps pour élargir *leur liberté de mouvement et* mieux se regrouper ultérieurement.

h) Très discutable. Le GMI Kouperman, vainqueur de ce championnat des Etats-Unis, n'a sans doute pas manqué de le *noter. Meilleur était l'enchaînement* par le baron.

i) L'orthodoxie préconise 18. ... (14-19) pour renforcer le centre.

j) Action de destruction suscitée *peut-être par des premières craintes.*

k) 23. ... (12-17) est évidemment interdit ; 24. 37-31, etc. +.

l) Pour ne plus avoir de pion faible à la bande. Mais pourquoi les Noirs n'ont-ils pas, au temps précédent, *joué* (6-11) pour s'opposer à cet échange ?

m) Un milieu de partie engagé dans un contexte légèrement favorable aux Blancs ; solide formation centrale, pas d'aile faible, pas de pion passif à la bande (pion à 36 pour les Noirs).

n) A ce stade de la partie et dans cette position, ce repli, cette perte de temps sont discutables.

o) Un regroupement qui précède la tempête.

p) Un original teinté de faute par ses conséquences.

q) Le premier temps de la combinai*son à suivre de très près.*

r) La seconde subtilité, après l'envoi à dame.

s) La dame noire, bloquée par le pion noir à 24, n'a pas d'issue.

Ainsi, sur :

s1) 41. ... (29-38) ; 42. 37-32 ! suivi de 39-33, etc. +.

s2) 41. ... (29-47) ; 42. 39-33, etc., +.

t) La dame blanche est prise, certes, par (13-18) ; 1x20 (15x24), mais B+1 et + à terme dans cette position.

● SOLUTION (9-14 !) 31x22 (15-20 !) 24x15 (23-29 !) 34x23 (25x34) 40x29 (12-18 !) 23x12 (4-10) [les envois à dame] 15x4 (14-20 !) [un mécanisme très original et très complexe] 4x18 (19x23) [l'ultime sacrifice précédant un prodigieux enchaînement de trois rafles] 28x19 (17x39 !) [rafle 4 pions] 26x17 (11x42!!) [rafle *5* pièces : 4 pions et la dame !] 47x38 (8x17!!), *N+1 et + de rêve réalisé* par le regretté GMI sénégalais Ba Sy, contre l'ex-champion du monde Roozenburg, au tournoi de Brinta. Ce fut le dernier face-à-face de ces deux génies du damier.

JEAN CHAZE.

PROBLÈME :

BA SY
1967

1 2 3 4 / 5 / 6 / 15 / 16 / 25 / 26 / 35 / 36 / 45 / 46 / 47 48 49 50

Les Noirs jouent et gagnent en 11 temps.

MOTS CROISÉS

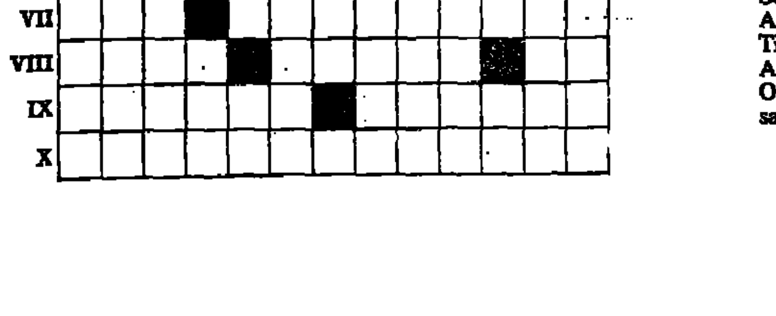
N° 308

Horizontalement

I. Fourmillante. – II. Quelle gaffe ! Lie. – III. On peut le parcourir. *Soumise.* – IV. *Lancée dans* le public. Faire un premier choix. – V. N'ira pas jusqu'à son but. La charité pour lui. – VI. En boîte. Ils font partie des bandits. Elles aussi. – VII. Décollectivisation provisoire. Méritent le respect. – VIII. Met *sous influence.* Rosée, un peu n'importe où. Pronom. – IX. Cela fait perdre un peu de sagesse. Mène la barque. – X. En mirent plein la vue.

Verticalement

1. Pour le plaisir du voyage, voire de l'hommage. – 2. Donnent le mouvement. – 3. Prend un peu de couleurs. Enleva. – 4. Tensions. Pour le rasoir. – 5. N'est pas pour *le* rasoir. De bas en haut, pronom. – 6. Céréale. Sera réduit. – 7. Prise. Un veau en a toujours. – 8. Direction. Gouttière. – 9. Mis à l'abri. – 10. Il savait tout sur la mécanique. Il y a longtemps qu'il n'est plus sobre. – 11. En toute simplicité. Note. – 12. Convienne. Tentateur. – 13. *Font durer* à l'extrême.



SOLUTION DU N° 307

Horizontalement

I. Edith Cresson. – II. Navrer. *Loire.* – III. Créature. Egc. – IV. As. Cérémonie. – V. Dépara. Erses. – VI. Isolant. SS. – VII. Ess. Cestes. – VIII. Métal. Psi. Pi. – IX. Emérite. Loir. – X. Ne. Utica. – XI. Trajectoires.

Verticalement

1. Encadrement. – 2. Darse. Semer. – 3. Ive. Piste. – 4. Tracas. Aruj. – 5. Hétéroclite. – 6. Crurale. Tic. – 7. Ré. Aspect. – 8. Eléments. Ao. – 9. SO. Orteil. – 10. Siens. Oir. – 11. Orgies. Pile. – 12. Nécessaires.

FRANÇOIS DORLET.

ANACROISÉS®

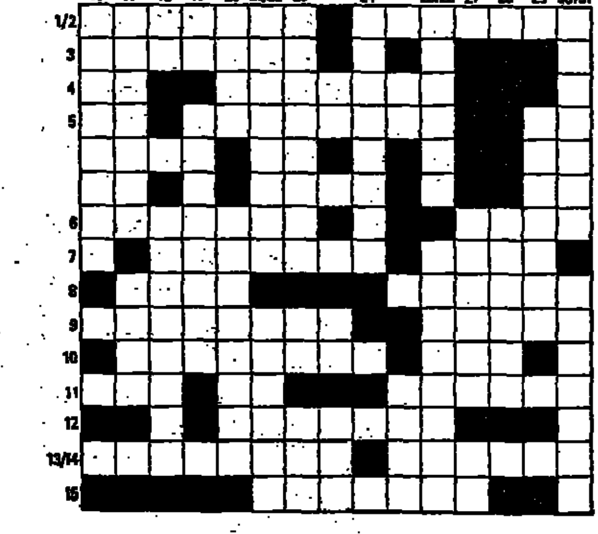
N° 308

Horizontalement

1. CEIOPRR (+ 1). – 2. DIIIMRU. – 3. AABEISS (+ 1). – 4. CEEIOPT (+ 1). – 5. ACEHILUV. – 6. EGINOOS. – 7. AEHRSSU. – 8. EFNORT (+ 2). – 9. EIKMQRUY. – 10. EEELRSSU. – 11. BEORUX. – 12. ABEMOTT. – 13. EEEGLRSU (+ 4). – 14. EIOPTU (+ 1). – *15.* ADEERSU.

Verticalement

16. AEILNOPP. – 17. BEENRSU. – 18. *EEHMMORT.* – *19. AEGILRUV.* – 20. EEILLOTU (+ 1). – 21. CHIINOSS. – 22. IQSTUU. – 23. EEINRSTT (+ 5). – 24. DEIMPRUU. – 25. ADEEIL (+ 1). – 26. ABCOOTTY. – 27. EERUVX. – 28. EEELTU. – 29. AEFLNST. – 30. AEILMNS (+ 2). – 31. EEIRRRT (+ 1).



SOLUTION DU N° 307

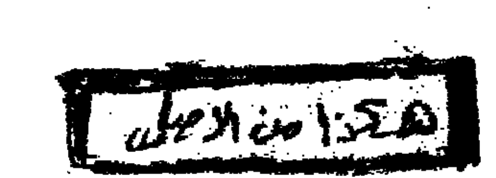
Horizontalement

1. SARMENT. – 2. TROUBLA. – 3. THEINES (ETHNIES). – 4. UNITAIRE. – 5. TUBARDE. – 6. RAMIONS (ARMIONS MANOIRS MINORAS MARIONS ROMAINS). – 7. SAUTERIE (ESTUAIRE). – 8. CAHOTA. – 9. LIFTIERS. – 10. ANODIN (*DONNAI* INONDA). – 11. ILIENNES. – 12. TARENTIN (INTERNAT RATINENT TRAINENT). – 13. OGRESSE. – 14. ILEALES (AILLEES ALLIEES). – 15. *DEMEURE.* – 16. EMPESER. – 17. ESPOIRS (POISSER).

Verticalement

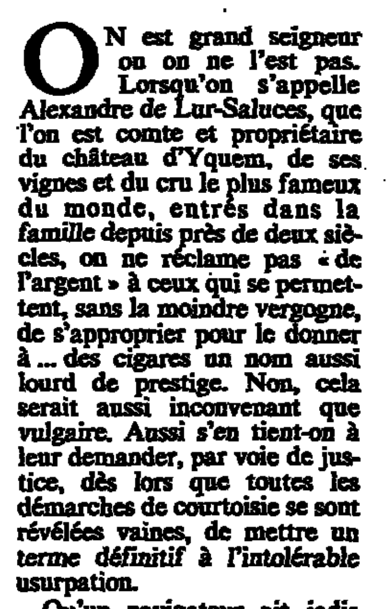
18. STROMAS, *tissus d'organe.* – 19. CATHODE. – 20. AHANERA. – 21. EUPHORBE, *plante commune.* – 22. ENFLURE. – 23. TINSSES. – 24. BARRANT. – 25. TSUNAMI, raz-de-marée (MINUTAS MUTINAS). – 26. RIESLING. – 27. RUTHENE (*HUERENT*). – 28. FICELES. – 29. BAREME (AMBREE). – 30. DENTELAI (DELAIENT). – 31. ECUMOIRE. – 32. ASSISSES.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.



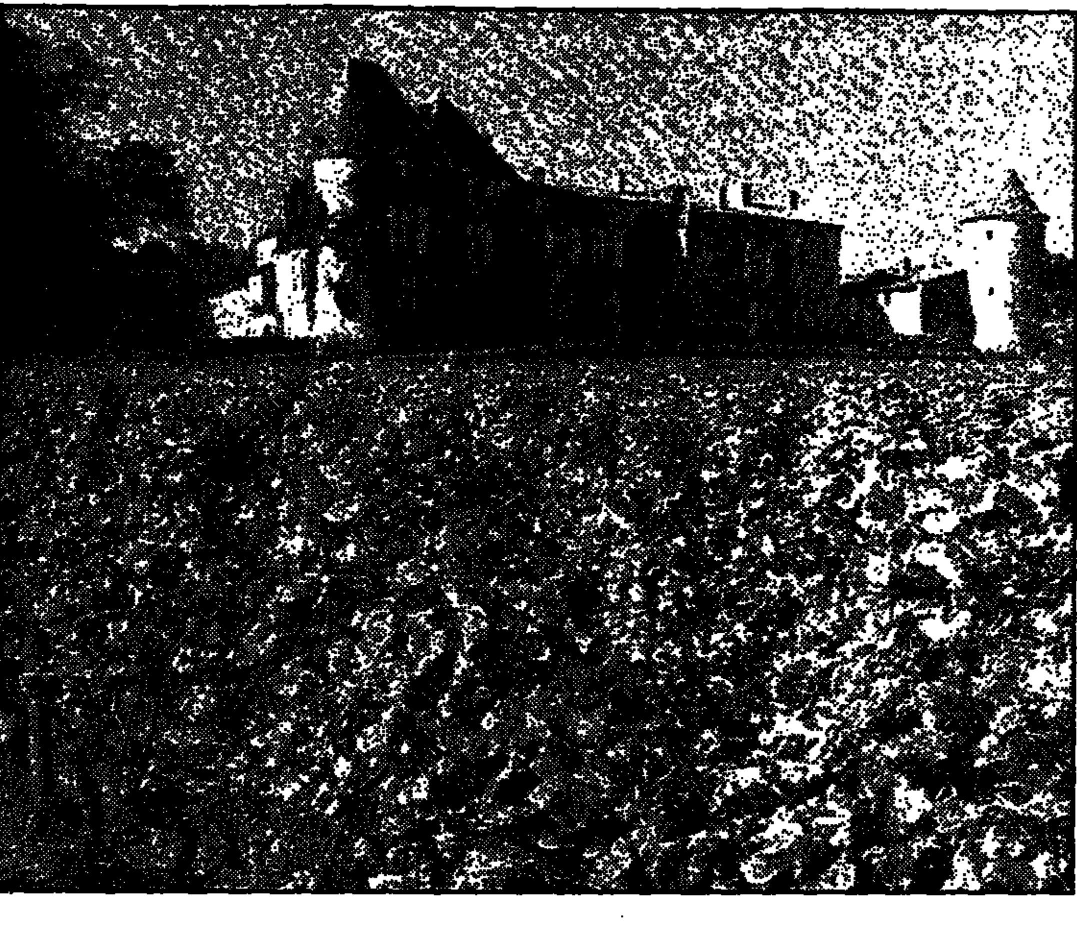
Boire ou fumer du Yquem ?

Une appellation très convoitée.



ON est grand seigneur ou on ne l'est pas. Lorsqu'on s'appelle Alexandre de Lur-Saluces, que l'on est comte et propriétaire du château d'Yquem, de ses vignes et du cru le plus fameux du monde, entrés dans la famille depuis près de deux siècles, on ne réclame pas « de l'argent » à ceux qui se permettent, sans la moindre vergogne, de s'approprier pour le donner à ... des cigares un nom aussi lourd de prestige. Non, cela serait aussi inconvenant que vulgaire. Aussi s'en tient-on à leur demander, par voie de justice, dès lors que toutes les démarches de courtoisie se sont révélées vaines, de mettre un *terme définitif à l'intolérable* usurpation.

Qu'un navigateur ait jadis baptisé son bateau – d'ailleurs disparu corps et biens depuis – du nom de *Château d'Yquem*, voilà qui ne tirait guère à conséquence. De la même manière, les propriétaires de château Margaux ont admis avec bonne grâce que l'un des fils d'Ernest Hemingway ait rendu hommage à sa façon au vignoble bordelais en prénommant Margaux celle de ses filles dont la beauté mérite, du reste, l'appellation « premier grand cru »... Mais que M. Zino Davidoff, le roi du havane, persiste, depuis une bonne douzaine d'années maintenant, à commercialiser sous la marque Château d'Yquem des cigares et des cigarettes, aussi excellents seraient-ils, cela, M. de Lur-Saluces ne saurait l'admettre.



VARGUES/ATLAS-PHOTO

L'affaire a commencé en 1972. Lorsque M. de Lur-Saluces voyageant pour affaires à Londres y apprend de la bouche d'un ami que le très sérieux *Trade Marks Journal*, bible du commerce britannique, a fait paraître, sous la référence 959 010 dans son numéro du 19 avril, une annonce de dépôt de marque : une certaine société John Hunter Morris and Elkan Ldt y fait savoir que la marque Château d'Yquem sera, à compter du 30 du même mois, sa chose en matière de tabacs, *« manufacturés ou non »*. Toutefois, les curieux qui aimeraient peut-être savoir ce qu'a coûté à la société le droit d'utiliser pareille référence resteront sur leur faim : c'est *by consent* (par accord, ou, consentement mutuel, si l'on préfère) que l'affaire a été traitée, précise l'insertion.

Homme de sang-froid, M. de Lur-Saluces a peine à maîtriser son indignation. L'Institut national des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie (INAO), qui a de bonnes lectures, a, lui aussi, sursauté en découvrant cette information saugrenue. L'INAO alerte le propriétaire du château d'Yquem, lui faisant observer que, *« bien que la confusion entre le tabac et du vin soit mince »*, rien ne s'oppose *a priori* à ce que le lésé puisse invoquer *« la notion d'avilissement, retenue notamment pour la défense de marques notoirement connues »*, puisqu'il est admis qu'*« une marque perd de son attraction lorsqu'elle est utilisée pour d'autres produits, surtout pour des produits moins nobles »*.

Mandé par le comte, Me Jean Rozier, ancien bâtonnier du barreau de Bordeaux, intervient en septembre 1972 auprès du Patent Office en vue d'obtenir le retrait à l'amiable de la demande de dépôt de marque. Mais la John Hunter Morris and Elkan Ltd fait la sourde oreille, prétendant avoir reçu – sans pouvoir toutefois en apporter quelque preuve que ce soit – un « consentement » des prédécesseurs du comte Alexandre, en l'occurrence son oncle, le marquis de Lur-Saluces, décédé en 1968. Simultanément, les propriétaires des châteaux Lafite, Margaux, Latour et Haut-Brion, dont les noms figurent, comme celui d'Yquem, sur des coffrets de cigares, ont entrepris la même démarche, sans plus de succès.

Il faudra attendre août 1973 pour que, c'est la toute première fois, M. Davidoff se manifeste : jusque-là, jamais son nom n'est apparu d'une manière ou d'une autre. Il demande à M. de Lur-Saluces s'il est *« bien vrai »* qu'il s'oppose à la commercialisation de cigares à la marque de Château d'Yquem. Par retour, on lui confirme que c'est parfaitement exact. En 1974, M. Davidoff revient à la charge, arguant d'« accords » passés entre lui et feu le marquis, mais, comme ses associés londoniens, il ne peut prouver ce qu'il persiste à soutenir. Puis c'est au tour des établissements Durr, de Zürich, importateurs des cigares Hoyo de Monterrey, de manifester leur étonnement en apprenant qu'un différend oppose M. Davidoff aux Lur-Saluces, étant donné qu'ils ont *« autorisé »* la maison Davidoff à *« utiliser en exclusivité la désignation de château » !*

Enfin, le 4 juin 1980, le tribunal de grande instance de Bordeaux fait interdiction à la maison Davidoff de commercialiser tant en France que hors de France des cigares sous dénomination de Château d'Yquem ou Yquem tout court. (*le Monde* du 11 février). Le jugement précise en outre que, au cas où une marque aurait déposé pourtant cette dénomination, Davidoff doit procéder à sa radiation. M. Davidoff fait appel, mais, en janvier 1983, il est débouté par la cour d'appel de Bordeaux. Têtu, il s'est, depuis, pourvu en cassation. Prétentieux, il a, à plusieurs reprises, tenté de persuader M. de Lur-Saluces que donner le nom d'Yquem à ses cigares était une façon d'*« œuvrer pour le prestige »* de ce vin.

Un vin si prestigieux de par le monde qu'il n'a assurément pas besoin de quelque publicité que ce soit. Les quelque 66 000 bouteilles (1) mises chaque année sur le marché, après trois ans de vieillissement en fûts, d'où elles sortent en triomphante majesté, ont la rareté – et le prix ! – des choses exceptionnelles. Par la grâce d'un terroir, d'un « climat », pour parler comme les œnologues. Et celle, primordiale, de ce champignon nommé *botrytis cinerea* qui s'attaque aux raisins à chaque automne, contraignant les vendangeurs à passer trois, quatre, cinq ou sept fois dans les rangs pour ne cueillir à chaque « trie » que les seuls grains que la pourriture noble a fripés, ratatinés, et... magnifiés. Des grains d'où l'on tirera, comme l'écrit Pierre-Marie Doutrelant (2), *« le vin blanc le plus somptueux du monde »*.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) Chiffre moyen de la production annuelle calculée sur vingt ans.

(2) *Les Bons Vins et les Autres*, paru en 1976. Cet excellent petit livre vient d'être réédité dans la collection « Points », aux éditions du Seuil.

Faux bruit

Château-Grillet n'est pas à vendre.

CHATEAU-GRILLET *vendu ! 5 milliards de* centimes pour moins de 3 hectares... La nouvelle fit l'effet d'une bombe dans le Landerneau de l'œnologie aristocratique, qui en tremble encore, non sans raison.

Parce qu'elle constitue, à elle seule, une vraie religion, la passion du vin a ses lieux saints, ses terres de culte. On y trouve de vrais temples d'où Bacchus envahit l'imagination et le cœur des hommes. Ce sacré possède sa hiérarchie. Et la France du vingtième siècle peut s'enorgueillir de posséder les caves de bien des Vaticans. C'est, par exemple en Bourgogne, le domaine de la Romanée-Conti, la colline de l'Hermitage au nord de Valence, le château d'Yquem en Gironde ou Château-Chalon dans le Jura. C'est là, sur ces arpents bénis – et sur d'autres – qu'on fait les vrais vins de messe de notre temps, ces traits d'union liquides entre la table et l'au-delà. Et c'est dans ce sanctuaire qu'on trouve, en bonne place, Château-Grillet.

Vu d'avion, le lieu n'a rien de *remarquable. Pour l'œil non* averti, ce n'est rien d'autre qu'une vieille demeure moyenâgeuse, entourée de vignes et couvertes de tuiles usées. Une bâtisse qui depuis des siècles hésiterait entre presbytère et château fort. On est ici à 45 km au sud de Lyon, un peu en dessous de Condrieu. Le Rhône a été dompté, mais sa rive droite n'a pas changé. La pente, à Château-Grillet, oscille entre 30 et 40 degrés.

Depuis plus d'un millénaire, des murs de pierre retiennent la terre et ses vignes. Le tracteur n'a jamais posé, ne posera jamais ses empreintes pneumatiques : tout ici se fait à main et à dos d'homme. Jusqu'à la montée du fumier de cheval, indispensable à la vigne, qu'on faisait venir, il y a peu, par wagons de Saint-Etienne, quand il y avait encore des mines et des chevaux. Curieux manège qui voyait l'hiver les hommes monter à la hotte les excréments d'animaux vers le ciel et les mêmes, septembre venu, descendre les fruits de la vigne dans l'obscurité des caves.

Château-Grillet, avant toute chose, c'est le viognier, ce cépage blanc, d'origine inconnue, qu'on ne cultive plus que dans la région de Condrieu et qui donne un vin étrange et inégalable, sorte de vin jaune nourri au soleil de la vallée du Rhône. Ecoutons Curnonsky : *« Issus d'un cépage particulier, le viognier doré, produit en petite quantité, ce sont des vins blancs splendides, corsés et parfumés en diable, avec un franc goût de terroir et de violette. Mais de tous les vins blancs issus du viognier doré, aux environs de Condrieu, la palme revient à un très grand, exceptionnel, merveilleux et suave vin blanc : le rarissime Château-Grillet, vin doré et flamboyant, cultivé dans un clos de moins de 2 hectares, vin hors commerce, à peu près introuvable et soigné jalousement par son seul propriétaire ! »*

Ainsi donc cette merveille aurait changé de mains, cette part de notre patrimoine aurait été bradée. Disons-le tout net : c'est faux. Comment, pourquoi des négociants relayés par gazettes légères en sont-ils venus à colporter de telles rumeurs ? Là est tout le mystère.

« Je ne suis pas vendeur, ne l'ai jamais été et n'ai pas été contacté », affirme M. André Canet. Ce propriétaire qui, parallèlement à une carrière d'ingénieur, n'a eu de cesse de faire vivre sa vigne et son vin, assure ne rien comprendre. Jalousé le propriétaire de Château-Grillet l'est sans doute. Parce qu'il fait un vin d'exception, différent de ceux – voisins – de Condrieu (1). Parce qu'il est l'unique propriétaire de sa propre appellation contrôlée. Et, avouons-le, parce qu'il vend cher. *« (...) la famille Canet, seule propriétaire de ce cru, exige un tel prix de son vin qu'on ne saurait le considérer comme un placement »*, écrit, perfide, Alexis Lichine dans son fameux *Vins et Vignobles de France* (Robert Laffont). Placement ? La vérité, c'est que le 1982 est actuellement en vente au prix de 90 F la bouteille. La production annuelle étant d'environ dix mille bouteilles et trois hommes étant employés à l'année, on calculera bien vite qu'il n'y a rien là d'exorbitant. D'autant que ces fameuses bouteilles jaunes de 70 centilitres, parce qu'elles sont présentes chez Taillevent et Lasserre, et parce qu'elles sont connues de quelques grands palais de ce monde, pourraient sans difficulté partir à des prix bien supérieurs, comme c'est aujourd'hui malheureusement le cas pour des crus qui ne le méritent guère.

JEAN-YVES NAU.

(1) Le viognier donne naissance à deux appellations d'origine contrôlée : Château-Grillet et Condrieu. Il n'est cultivé en France que sur une vingtaine d'hectares. A Condrieu, on peut citer M. Georges Vernay, route nationale 86, Caveau du Viognier, tél. : (74) 59-52-22, qui fait un vin de qualité. La cuvée 1983 est vendue à 70 F TTC la bouteille. Adresse de Château-Grillet, 42410 Verin, tél. : (74) 59.51.56.

Les Tables de la Semaine

Le Bistrot de Paris

Ici, si l'on ose écrire, le jardin est à l'intérieur. En effet, on se dispute les tables devant le bar, au milieu d'un feuillage illusionniste. Profitons de juillet (et de la dernière semaine d'août - réouverture) pour découvrir la carte d'été de Michel Oliver. La mousse de crabe frais aux courgettes, la fricassée de sole au pamplemousse, le ris de veau aux artichauts, l'émincé de lapin à l'estragon et cette salade tiède de béatilles aux avocats qui semble tout droit sortir des *Mémoires* de Casanova. Belle petite collection de bordeaux à prix honnêtes. Mais que boire sur le gâteau léger au chocolat amer ? Peut-être le crémant des Moines rosé...

● 33, rue de Lille (7e), tél. : 261-16-83.

Cantegril

C'est « l'autre côté » de l'arrondissement, aux pieds de la tour Eiffel. Bruno Caldaguès s'est installé dans ce décor marin sans sacrifier uniquement au poisson (mais notez le gratin de *moules aubergines, le civet de* goujonnettes de barbue au vin rouge, *l'escalope de lotte aux* baies roses). Bonnes viandes et un superbe menu à 130 francs service compris, fromage et dessert, café et mignardises. Un bel effort.

● 73, avenue de Suffren (7e), tél. : 734-90-56.

Le Croquant

Là aussi, excellent menu (110 francs service compris) *dont j'ai goûté un* granité de tomates et fenouil papriké, la volaille de Bresse poêlée au vinaigre, le fromage du jour et *l'assortiment des sorbets et* glaces. Un autre menu (200 francs) se compose de six services variant selon le marché. Découvrez le saumon sauvage mariné à l'huile de pépins de raisins, le granité de melon avec le jambon de la Chalosse au couteau (épais, c'est bien meilleur qu'à l'italienne !). Et toujours dans les desserts, la « Gourmelandise » (trois âges de cognac et la douceur qui peut les accompagner) ?

● 28, rue Jean-Maridor (15e), tél. : 558-58-83

Restaurant du Casino

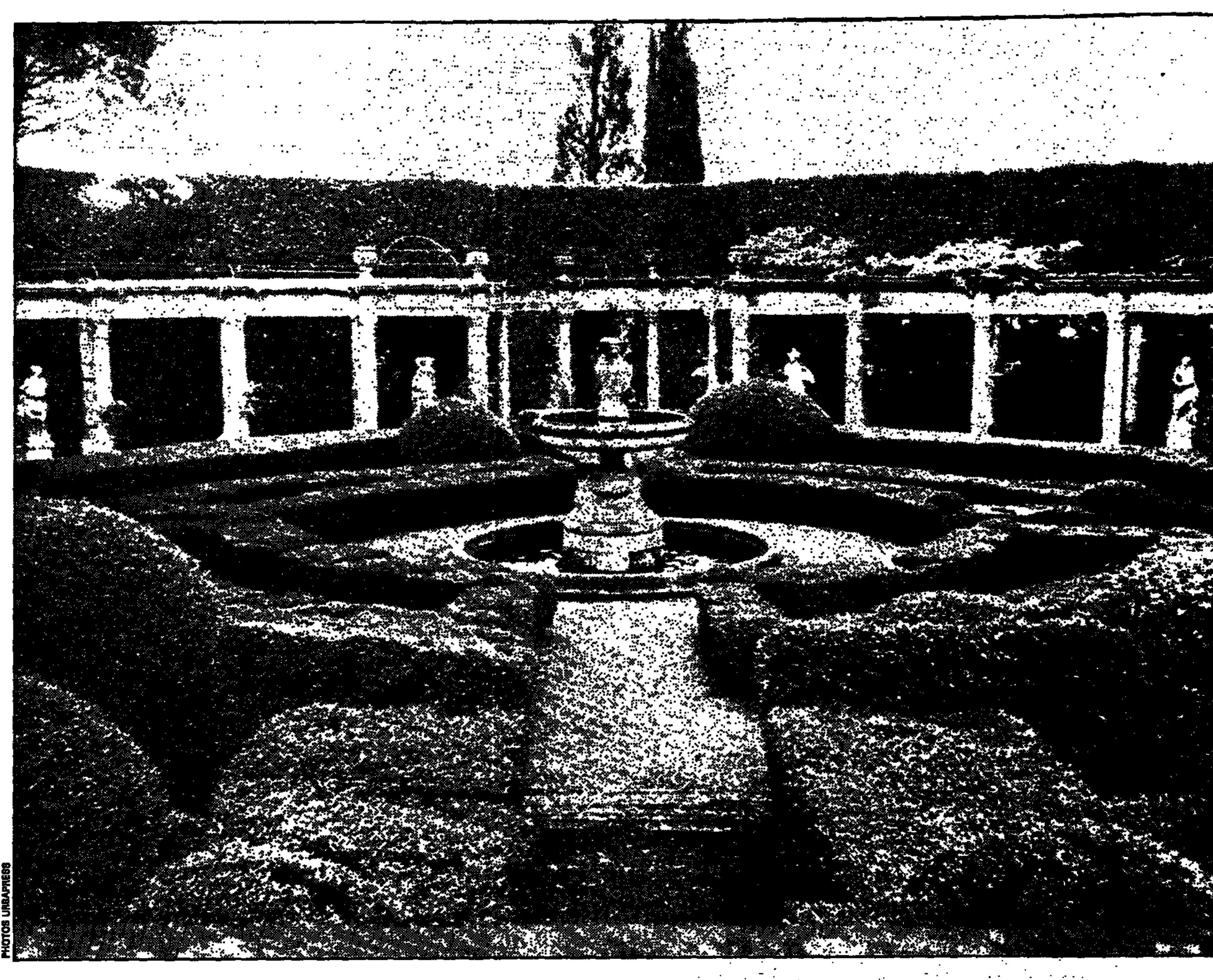
C'est petit, gentil, confortable (attention, parking au 44, juste avant d'y arriver). Et J.-Cl. Jarraut est un jeune chef plein d'honnête savoir. Patrick Masbatin, en salle, vous conseillera l'harmonie du saumon fumé avec un sorbet au melon, la goujonnette de sole en ragoût au sancerre rouge, la petite marmite de rognon et ris de veau. Un menu « affaires » 150 francs (service compris) m'a permis de goûter la marinade de saumon cru, la cuisse de lapin aux amandes, les fromages et une timbale aux fruits de la passion nappée d'un coulis subtil. (Un autre menu, touristique, est à 105 francs service et quart de vin compris). Ouvert en août

● 41, rue de Clichy (9e), tél. : 280-34.62.

L. R.

La Toscane au cordeau

Jardins et rigueur baroque.



PHOTOS URBAPRESS

OUBLIER les jardins vagues, gazons à la coupe GI qui comblent les vides au pied des immeubles. Aires végétales, aires d'autoroutes : nos sens sont saturés de la monotonie des « espaces verts » qui se déroulent comme une moquette au hasard des terrains libres.

Retrouver les formes, l'architecture *végétale et ses artifices*. Faire l'école buissonnière au berceau du paysage : la Toscane aux draps pastel, ses villas... et ses jardins.

Une grande muraille ocre, au bord de la route, à 30 kilomètres de Florence. Derrière, dévalant la colline, le jardin de Pratolino. Passé la grille, on s'attend à goûter au calme d'un grand parc bien sage. Ce petit frère de Boboli qui s'étend sur 150 hectares a perdu beaucoup de ses fastes passés. La villa Francesco di Medici détruite, le maniérisme seizième siècle originel n'a pas survécu aux épreuves du temps et au traitement « à l'anglaise » de la végétation.

Pourtant, en fixant l'horizon, au bord de cette grande étendue d'herbe foisonnante et floue, on pressent comme un charme étrange, la musique lointaine d'un jardin à jamais enchanté... Au détour d'un sentier, premier sortilège : l'Apennin, géant de pierre accroupi au bord d'un bassin, le corps noyé dans les arbres. Jadis de cette fontaine jaillissait l'eau qui venait actionner, au pied de la villa, un mécanisme complexe conçu, comme le dessin du parc, par l'architecte Buontalente ; des soufflets hydrauliques animaient au cœur du jardin des automates et des jeux d'eau, disparus aujourd'hui. Au bord de l'ancienne villa, le chemin est troué par endroits. On marche sur les anciennes grottes de Galatée, du Poêle, de l'Eponge, des Satyres et de la Samaritaine, comblées au fil des siècles. Puis plus bas, en s'enfonçant dans les bois, on découvre *la vieille volière* envahie d'orties, plus loin encore la fontaine aux masques, à la pierre craquelée et moussue.

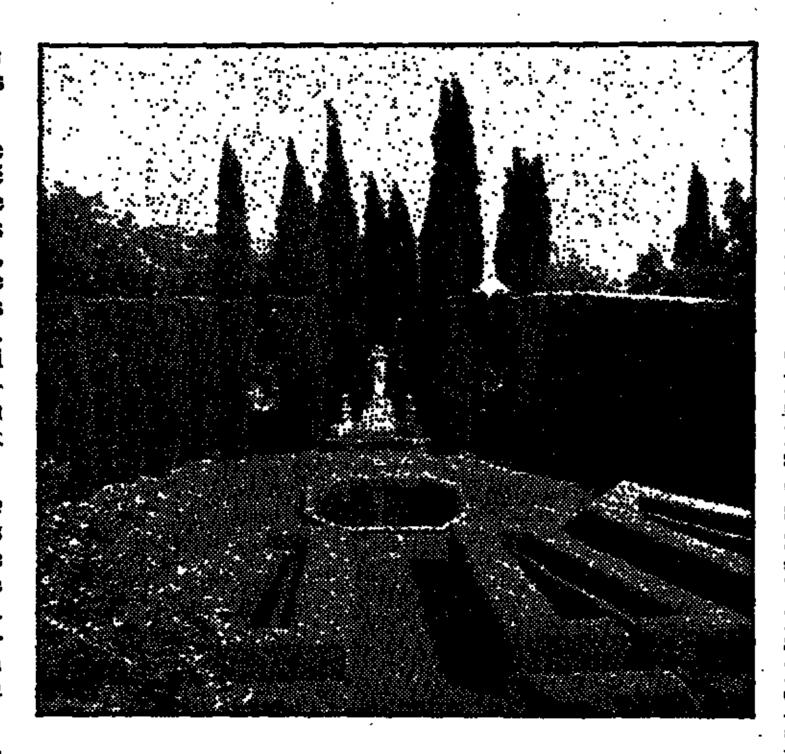
Ce curieux cocktail de strates successives, auquel s'ajoute un abandon quasi général des plantations, confère au jardin son éclat : le romantisme échevelé d'une végétation luxuriante dévorant la pierre – réminiscence d'un paradis perdu frissonnant sous un soleil mouillé de sous-bois.

Egalement située au-dessus de Florence, à Settignano, la villa Gamberai et son jardin *offrent un tout autre aspect.* L'espace est petit et scrupuleusement entretenu. L'agencement actuel, *qui date du début* du siècle, respecte fidèlement l'esprit originel. Construit en *1610*, l'ensemble n'a pas subi l'influence de l'art baroque : c'est l'archétype du jardin florentin. Une architecture végétale rigoureuse à base de buis, de lauriers, de myrtes et de chênes verts, une architecture lapidaire discrète (quelques statues, fontaines et grottes) et, malgré cette sobriété, une richesse de perspectives et d'atmosphère.

Le jardin, posé sur une terrasse, s'ouvre sur le paysage et domine le val d'Arno. On y pénètre comme dans une maison. La *pièce* principale, riche en couleurs, en fruits et en fleurs. Un vaste couloir herbeux, le boulingrin, *flanqué d'un mur* troué de portes... L'une donne sur un bosquet ombragé, aux arbres tortueux bruns et vert tendre : le *lichetto ;* l'autre, sur un jardin d'agrumes qui éclate sous le soleil.

Au bout du boulingrin bordé d'azalées roses, une grotte défendue par un satyre muni d'un trident : le *nympheo*. Harmonie des *contrastes*, des *volumes* maîtrisés, jardins et paysages fondus et enchaînés.

En route pour Sienne. L'âme de la Toscane se révèle au gré des lacets de la route. Paysage immense et fini à la fois. Crêtes des *collines plantées de cyprès*, formes découpées, mais comme nimbées de brume ; couleurs tendres de la terre et du ciel. Le regard embrasse d'un seul coup l'horizon. Ici tout est tableau, l'univers est *saisi en un* clin d'œil, il est cadre de vie et à l'échelle de l'homme.



La fresque de Lorenzetti, *le Bon Gouvernement*, au palais municipal de Sienne, conjugue cette harmonie entre l'homme et la campagne, le citadin et la terre ; elle décline aussi la fonction sociale de la villa et de son jardin, symbole du pouvoir à l'époque médiévale.

A quelques kilomètres de Montepulciano, Pienza, ville utopique construite par Pie II et dont les palais (dus à Bernardo Rosselini) ne furent jamais réellement habités, nous offre la meilleure illustration de ces thèmes. La ville fantôme abrite, en effet, un des plus beaux jardins suspendus d'Italie. Carré, d'une surface égale à celle du *palais Piccolomini* qu'il prolonge, son dessin est d'une simplicité presque désarmante.

Deux fenêtres taillées dans le mur frontal s'ouvrent sur la vallée de l'Orcea et le mont Amiata. Le paysage entre ainsi *dans le jardin*. De son palais, le seigneur veille sur son trésor et sur son territoire. Au cœur du jardin, des bras invisibles se tendent vers l'univers.



Autre harmonie, autre jeu d'illusion : la villa de Belcaro, construite au seizième siècle dans l'enceinte d'un château fort évidé par Baldassare Peruzzi. Derrière les froides murailles, un palais et un jardin secret peuplé de citronniers. Cerné de pierre, il se jette comme une vague dans une loggia décorée de fresques pastel récemment restaurées. Sur le chemin de ronde, le guerrier fatigué de scruter l'horizon pouvait, d'un regard, cerner le charme intime de cette oasis.

Parenthèse : un voyage étrange dans un jardin du repentir. La villa de Cetinale fut construite en 1680, sur des plans de Carlo Fontana, pour servir de lieu de pénitence au cardinal Chighi, venu expier ses fautes de cœur. Passé la grande allée plantée de cyprès, on accède au parc de la Thébaïde peuplé de monstres de pierre et d'animaux. Puis on suit un *mystérieux ermitage* ponctué de croix lombardes et de niches celtes. Le jardin se perd dans la colline et dans les bois. Des ermites de pierre montrent la voie.

Chaque point de repère est décalé *par rapport au précédent*. Dans la mousse, au bord du chemin, des tortues, des chimères, *des dragons se tordent* à terre. Le ciel sombre et lourd s'abat sur le pécheur, alourdit ses pas, rend sa marche hésitante. On est loin de la villa, et pourtant la cohérence du tout s'impose. Cette fois-ci, le jardin lorgne en même temps le ciel et l'enfer.

En guise de bouquet final deux *jardins fort différents*, l'un près de Sienne, l'autre près de Florence, mais tous deux produits de *la* même alchimie : une magie des sens, un enchevêtrement d'images, d'odeurs ; les points de vue et les perspectives changent à chaque pas. De facture récente, ils sont admirablement entretenus par des *propriétaires passionnés* et d'origine anglaise.

D'abord la Foce où, sur plusieurs niveaux, les haies, les tonnelles fleuries et le chemin de ronde découpent le paysage en autant de tableaux...

Puis la Pietra et son théâtre de verdure. Murs végétaux qui s'éloignent et se rapprochent. Perspective mouvante. Une allée qui se perd, puis, sans transition, l'impression soudaine d'être dans une salle fermée : le parterre, la scène, plus loin les coulisses, le foyer... Un jardin-métamorphose en perpétuelle recréation qui entraîne le visiteur aux limites du vertige.

L'homme tangue comme un bateau ivre sur les vagues toscanes ; perdu dans ce jardin sans fin, il ne sait plus très bien s'il a été conçu pour lui ou par lui. Bien sûr, la civilisation urbaine envahit les collines et tache les abords des villes de flaques de béton. Certains jardins se noient déjà dans les brouillards de l'oubli, faute de trouver leur maître, faute d'argent et d'intérêt.

Mais, en Italie comme de ce côté des Alpes, on *réfléchit* à la façon de redonner goût et âme à ces parterres (1). On se bat pour inventorier, restaurer des jardins à l'agonie. Histoire de tordre le cou une bonne fois pour *toute* à la notion d'espace vert, d'inventer les jardins de demain, de réconcilier l'art et le végétal ... l'homme et son paysage.

PHILIPPE CHEVILLEY.

(1) En France, un groupe de travail interministériel particulièrement actif, associant des chercheurs, des universitaires et des représentants d'associations, s'adonne à cette tâche : voyages d'études (Pays de Galles, Toscane), rapports et colloques (le colloque interrégional « Provence-Toscane » est prévu pour l'automne). Depuis 1981, deux cents jardins ont été analysés et répertoriés sur le terrain et cinquante projets de restauration attendent le feu vert.

● Seuls les jardins de Pratolino (en été) et celui de Pienza sont *ouverts au public*, les autres ne peuvent être visités que sur demande.





• CUBA, TENSIONS INTERNES ET CRISES INTERNATIONALES – Pages 20 à 26

LE MONDE diplomatique

N° 363 – 31e année — JUIN 1984

30 pages - 11 F

Algérie : 6 DA · Belgique : 85 FB · Canada : 2,25 $ C · C.-d'Iv. : 770 F CFA · Espagne : 250 P · E.-U. : 2,10 $ US · Gr.-Bret. : 1.10 £ · Irlande : 1,70 £ · Italie : 3 000 lires · Maroc : 13 dir. · P.-Bas : 4,25 Fl. · Sénég. : 770 F CFA · Suisse : 3,50 FS · Tunisie : 1,20 DA

Abonnements : voir tarif page 28



Publication mensuelle – 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Les Etats-Unis et El Salvador

(Pages 2 à 4.)

AGGRAVATION DU CHOMAGE ET COURSE TECHNOLOGIQUE

Ci-gît une Europe désuète

Par CLAUDE JULIEN

L'EUROPE est folle. Elle est moribonde. Le moment est venu d'en préparer les obsèques. Inutile de vouloir sa mort : *elle mourra d'elle-même, sous le choc des progrès scientifiques et économiques réalisés par ses concurrents.* Non pas, bien sûr, l'Europe géographique qu'aucun séisme ne menace d'engloutir. Même pas l'Europe chargée d'histoire et de cultures, qui peut encore, par un acharnement thérapeutique, se survivre en une longue agonie. Mais l'Europe organisée dans des structures théoriquement conçues pour coordonner ses forces matérielles et humaines en vue de lui conserver ou de lui redonner quelque poids dans le monde. Cette Europe-là n'a pas tenu les promesses du traité de Rome, elle ne garantit d'autre avenir que sur *l'inexorable pente d'un triple déclin* : démographique, économique, culturel.

Et pourtant, *elle fonctionne*, avec sa Commission à Bruxelles, son conseil, *son Parlement que les électeurs, sans* illusion aucune, s'apprêtent à renouveler. *Si décevant soit-il, cet édifice* européen a au moins le mérite d'exister ; il est donc tentant de le conserver, avec l'espoir que la bonne volonté générale parviendra à renforcer ses assises, à rénover sa façade, à le surélever de deux ou trois étages pour lui donner compétence et efficacité dans des domaines – scientifique, *industriel, militaire – où, jusqu'à pré*sent, il ose à peine s'aventurer sur la pointe des pieds.

Cet espoir-là, qui donc peut encore s'y abandonner ? *Car voilà bien quinze* ans que, de querelles budgétaires en sommets orageux, cette Europe s'applique moins à survivre et grandir qu'à ravaler ses murs lézardés. Quoi qu'elle fasse, l'écart se creuse entre elle et ses concurrents du Soleil-Levant comme du Far-West, pendant qu'elle a de moins en moins de prise aussi bien sur le sort des innombrables populations des continents sous-développés que sur sa propre sécurité ou sur les technologies où bouillonnent les germes d'une autre civilisation.

Les faits sont là : chaque année, sous la double pression des innovations technologiques et des avancées économiques de ses compétiteurs, le contraste devient de plus en plus marqué entre les domaines étroits où la CEE intervient effectivement et les vastes champs d'action où *elle* ne parvient pas à s'affirmer.

La mise sur pied d'une politique agricole commune (PAC) constituait voilà vingt-cinq ans une formidable avancée dans la bonne direction ; quelle que soit la vigueur de la « guerre économique » sur les marchés des produits alimentaires, la PAC a aujourd'hui quelque chose de désuet à l'âge de la *bureautique*, de la robotique et des bio-industries.

De même, si discutables que soient certains de ces mécanismes (1), la création du système monétaire européen (SME) pouvait être considérée sous le précédent septennat comme un signe positif ; tant que le marché des eurodevises *continue d'échapper à tout* contrôle, à l'heure des énormes déficits *budgétaires américains et d'un fabu*leux endettement international, il faudrait avoir de bien modestes ambitions pour se consoler du petit rôle de l'ECU (European Currency Unit) face au dollar en délire.

L'art de prendre du retard en avançant

GRACE à *leurs insuffisances*, la PAC et le SME font peut-être mieux comprendre pourquoi l'Europe n'a pas réussi à élaborer des politiques communes dans des secteurs vitaux : recherche scientifique, production industrielle, défense (2). Quelques réalisations conjointes (Airbus, Ariane, etc.) suggèrent ce qui pourrait être fait ; le caractère exceptionnel de tels exploits donne aussi la mesure de ce qui n'est pas fait : *il n'existe pas de* véritable politique européenne de l'énergie, de l'informatique, des biotechnologies (3), de la communication, de l'armement, de l'enseignement, de la culture, de l'immigration, etc. Il n'existe pas davantage de politique européenne commune à l'égard des grandes crises mondiales : Proche-Orient, Amérique centrale, etc., et la difficile renégociation des accords de Lomé montre à quel point l'Europe a *du mal à esquisser, notamment* avec ses partenaires africains, un autre modèle de développement.

L'Europe telle qu'elle est ne fait-elle pas écran à l'Europe qui devrait être ? N'entretient-elle pas le vain espoir que, à partir de l'embryon existant, pourra se développer une Europe affrontant les vents du grand large en fixant elle-même son cap ? La chronique des vingt dernières années montre que la CEE a, sans aucun doute, franchi quelques pas en avant, mais que le monde autour d'elle a progressé beaucoup plus vite et que, à persévérer dans les voies actuelles, elle ne pourra qu'accentuer son retard sur l'histoire qui se fait.

(Lire la suite page 12.)

(1) Cf. « Le mark souverain », par Daniel Biron et Alexandre Faire, *le Monde diplomatique*, novembre 1978.

(2) Cf. « Le déclin industriel de l'Europe est-il irréversible ? », par Philippe Messine et Gérard Deville, *le Monde diplomatique*, décembre 1983, et « La France et la défense de l'Europe », par Paul-Marie de la Gorce, *le Monde diplomatique*, janvier 1984.

(3) Voir le rapport présenté par la Commission des Communautés européennes, *Europe 1995, Mutations technologiques et enjeux sociaux*. Rapport FAST (Forecasting and Assessment in the Field of Science and Technology), édit. Futuribles, Paris 1983.

UNE GRANDE OFFENSIVE DU VATICAN CONTRE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

Des secteurs de l'Eglise considérés comme « progressistes » sont, une fois de plus, choisis comme cible à la fois par le Vatican et par des forces politiques ouvertement conservatrices. Trente ans après la condamnation des prêtres-ouvriers, les foudres sont maintenant brandies contre la « théologie de la libération », accusée de s'être laissé contaminer par des influences marxistes, suspecte d'échapper à l'autorité hiérarchique. Né en Amérique latine, ce courant a gagné, en Asie et en Afrique, des chrétiens du tiers-monde qui puisent dans leurs convictions religieuses la force de lutter contre l'oppression économique, policière, militaire, qui maintient des centaines de millions d'êtres humains dans d'insoutenables conditions d'existence.

Dès 1980, les conseillers de M. Ronald Reagan recommandaient au futur président d'engager la lutte contre les tenants de la « théologie de la libération ». Tous les moyens ont été bons. Spectaculairement orchestrée dans les grands organes d'information, ce fut d'abord l'étrange « confession » de ce jésuite guatémaltèque, Luis Pellecer, affirmant que des groupes religieux organisaient la subversion armée. La peur de tout ce qui peut ébranler le désordre établi conduisit à l'assassinat de Mgr Romero dans sa cathédrale de San-Salvador, au meurtre de religieuses et de religieux. L'Europe et les Etats-Unis s'en indignèrent. Plus humbles, inconnus à l'extérieur, quantité d'animateurs de « communautés de base » ont eux aussi été victimes de la violence organisée.

La peur d'une contagion marxiste

Par FRANÇOIS HOUTART *

DÈS ses premières élaborations, la théologie de la libération a suscité inquiétude, mises en garde et même attaques frontales. Sa démarche était en effet inhabituelle : elle définissait le lieu de son élaboration non point à l'intérieur du champ religieux, mais au cœur même de la *société, faisant de cette dernière* le point de départ de la systématisation de sa *pensée sur Dieu. Or il* ne s'agissait pas seulement d'une éthique sociale à *références* religieuses, mais bien d'une démarche de théologie fondamentale. Elle abordait tous les domaines de la foi chrétienne, depuis le regard porté sur le Christ jusqu'au sens du Royaume, en passant par une vision sur l'Eglise.

En outre, l'analyse sociale de la réalité latino-américaine était celle d'une société marquée par les contradictions de classes ; partant d'une dynamique d'action (la libération), la pratique sociale du peuple croyant, tout comme celle de Jésus dans la société de son temps, prenait une signification centrale. *L'analyse marxiste* apparaissait alors comme une médiation adéquate *en tant qu'instrument d'appréhension* d'un réel conflictuel et de pratiques de libération.

En mars 1983, le cardinal Ratzinger adresse à l'épiscopat péruvien « *dix observations* » de la Congrégation *romaine pour la doctrine de la foi sur la* théologie de Gustavo Gutierrez et demande aux évêques de prendre position à leur égard.

* Professeur à l'université catholique de Louvain.

(Lire la suite page 6.)

<u>*Dans ce numéro :*</u>

● **Conflit de pouvoirs entre M. Reagan et le Congrès sur la politique étrangère** *(Page 5).*
● **Les *travaux* de la Commission *trilatérale* : tentations de la croisade, attraits de la coexistence** *(Page 16).*
● **« Le thé du diwakhana », une nouvelle de Hassan Mela Ali Qizilji** *(Page 28).*

Les hoquets du changement au Cameroun

Par ACHILLE MBEMBE

LORSQU'EN cette nuit de fin de saison des pluies, le 6 novembre 1982, M. Ahmadou Ahidjo, à la tête du Cameroun depuis février 1958, abandonne la direction de l'État et conserve celle du parti unique (Union *nationale camerounaise*, UNC), les observateurs, unanimes, entonnent l'éloge de l'homme et de son œuvre. *« Géant de l'histoire tout court »*, affirme son successeur constitutionnel, M. Paul Biya. *« Héros vivant de l'histoire »*, renchérit le volubile éditorialiste du quotidien unique, *Cameroon Tribune*, édition française. *« Sacré chef d'orchestre... grand camarade, le sage, le bien-aimé, le père de la Nation... »*, poursuit de son côté l'hebdomadaire paraissant à Douala, *la Gazette*. La grande presse étrangère elle-même participe au chœur des louanges.

De l'homme, il est dit qu'il a été l'*« artisan de l'unité »* d'un pays où on *dénombrerait entre deux cents et deux* cent cinquante ethnies. Il aurait restauré l'ordre public et la « stabilité » dans ces contrées, déchirées jusqu'aux années 70, par ce que l'on nomme, contre toute évidence historique, la « guerre civile ». Il léguerait à son successeur, ajoute-t-on alors, « *une économie saine, qui jouit d'une santé éclatante* » dans un contexte international où les pays industrialisés eux-mêmes connaissent une interminable récession. Placé sur la « voie du décollage », le Cameroun aurait sous son règne accu*mulé* un *énorme* capital de confiance auprès des investisseurs étrangers. Les finances publiques seraient propres et l'endettement extérieur en deçà des capacités du pays à emprunter.

Le décor, à la vérité idyllique, ainsi *planté* cache alors l'extrême fragilité d'une société camerounaise selon toute *apparence essoufflée, et dont on admet* aujourd'hui qu'elle est tout simplement bloquée (1). A l'époque où M. Paul Biya succède à celui qu'il appelait alors son « *illustre prédécesseur* », une vision étonnamment économiciste de la réalité camerounaise empêche d'identifier les pulsions souterraines qui en traversent le tissu social. Dans ce pays dont l'histoire coloniale fut marquée par *l'une des créativités sociales* les plus avancées d'Afrique, l'utopie unitaire *qui avait servi d'appui idéologi*que aux luttes nationalistes s'est transformée en un rêve brutal. Vingt-quatre années d'un règne sans partage, sous la direction de M. Ahmadou Ahidjo, ont été, toutes proportions gardées, marquées par la violence et la peur.

Les partis nationalistes (dont l'Union des populations du Cameroun, UPC), qui se sont lancés dans la lutte pour l'indépendance et l'unification du pays, *ont été désappropriés* des bénéfices de leur combat par les autorités françaises (2).

(Lire la suite page 18.)

(1) *Le Monde*, 9 avril 1984.
(2) Richard Joseph, *Radical Nationalism in Cameroun*, Clarendon Press, Oxford, 1977.

M 2136 - 363 - 11 F

ET EL SALVADOR

(USAID), a connu un sort pitoyable. Sur le plan économique, les investissements espérés et sollicités par le gouvernement auprès de l'oligarchie et des entreprises ont été rares, faute de confiance dans le nouveau plan et aussi du fait qu'ils devaient répondre, au moins dans un premier temps, à un dessein politique et non économique.

le 3 septembre par l'attaque de la garnison de San-Miguel, dans l'est du pays. Cette campagne, nommée Indépendance, liberté et démocratie pour El Salvador, se révéla désastreuse pour l'armée. Non seulement le FMLN lui infligea des pertes élevées – 973 morts ou blessés et 207 prisonniers en un mois, selon les chiffres fournis par

solennellement, en novembre dernier, sa « *neutralité permanente et active* », il ne restait plus que le Guatemala et le Honduras pour éventuellement assister l'armée salvadorienne dans son combat contre la guérilla.

L'accord qui, sous la pression des Américains, semblait acquis d'avance, ne put se concrétiser par la suite. *Plu-*

stratégie de guerre

Sur le plan militaire, l'échec tient au mauvais calcul de l'état-major et de ses conseillers. Quand l'armée lança sa grande opération de nettoyage, elle tomba dans le vide. La guérilla s'était retirée à temps et avait entrepris une profonde restructuration et redistribution de ses forces dans d'autres régions du pays.

L'échec devint évident avec la grande offensive rebelle qui commença

l'Université centraméricaine (UCA), dirigée par les jésuites, – mais les insurgés l'obligèrent aussi à abandonner son dispositif de sécurité à San-Vicente pour venir en aide aux troupes assiégées dans d'autres zones. Ce fut la fin du « plan de restauration de zones ». A l'heure actuelle, la guérilla est plus présente dans cette province qu'avant.

sieurs obstacles n'avaient pas été prévus par Washington. Le Guatemala fut attiré par la promesse américaine de reprendre l'aide militaire suspendue par le président Carter en 1977. Mais les graves violations des droits de l'homme en ce pays, à l'origine de cette suspension, n'ont guère disparu et, jusqu'ici, le gouvernement Reagan n'a pas pu obtenir l'accord du Congrès pour livrer à nouveau des armes au Guatemala.

A cela s'ajoutent des raisons d'ordre économique et militaire. Le Guatemala a profité de la guerre au Salvador pour conquérir des marchés qu'auparavant il avait dû partager avec les industriels salvadoriens. Cela concerne avant tout les exportations textiles, alimentaires et agricoles. Le secteur « moderniste » de la bourgeoisie guatémaltèque n'a pas intérêt à sortir son rival de la crise, ni à attaquer le Nicaragua qui est l'un de ses clients les plus endettés.

Les militaires guatémaltèques, eux, conçoivent difficilement la possibilité d'une intervention dans le cadre du CONDECA. D'abord, parce que leur armée est entraînée uniquement pour la lutte antiguérilla et ne serait pas prête à mener une guerre conventionnelle contre le Nicaragua. Par contre, elle pourrait être utile au Salvador. Mais les généraux guatémaltèques considèrent que leurs troupes sont de loin les plus professionnalisées et les plus motivées de la région et que de telles qualités risqueraient de se perdre si les soldats étaient mis en contact avec les troupes vaincues et démoralisées d'El Salvador.

Tout cela explique pourquoi le gouvernement du général Mejia, qui dans sa première déclaration après le coup d'Etat s'était violemment attaqué au groupe de Contadora, en est arrivé à un soutien convaincu aux efforts de règlement politique de la crise en Amérique centrale. Malgré les demandes pressantes de Washington, le Guatemala décida de ne pas participer aux manœuvres Granadero 1 qui se déroulent actuellement au Honduras.

Ce pays, l'allié régional modèle des Etats-Unis, est d'une importance capitale pour les projets de l'administration Reagan. Il a un gouvernement démocratiquement élu qui jusqu'ici a pu être manœuvré facilement par l'armée. Le récent limogeage du commandant en chef des forces armées, le général Alvarez Martinez, ne semble pas compliquer les choses outre mesure. En conservant une souveraineté de façade, le Honduras a été transformé en base américaine. Le général Alvarez avait déjà indiqué qu'il céderait à une éventuelle demande d'aide militaire venant de la part d'un pays ami, à condition, bien sûr, que le Congrès hondurien *donne son approbation*.

Mais cette condition a depuis longtemps cessé d'être *un obstacle*. Quand Washington décida, au début de l'année dernière, d'installer le Centre régional d'entraînement militaire (CREM) dans le port atlantique de Puerto-Castilla, le Congrès hondurien aurait dû, selon la Constitution, donner son accord préalable au projet. Pour contourner la résistance et les ressentiments nés de la « guerre du football », on jugea préférable de ne pas consulter les députés et de leur faire entériner le fait accompli. D'une manière semblable fut créée la base juridique pour permettre les importantes installations militaires aménagées par les Etat-Unis lors des manœuvres Pino Grande 1 et 2.

Intégrer la gauche dans le processus électoral ?

1983 fut en même temps une année de grande activité diplomatique pour les Etats-Unis. M. Richard Stone, l'ambassadeur spécial du président Reagan pour l'Amérique centrale, entreprit plusieurs tournées dans les cinq pays de la région et dans les quatre pays du groupe de Contadora. Il se déclara prêt à servir de « *médiateur* » entre la guérilla et la Commission de paix du régime. A Bogota, M. Stone rencontra même les représentants du FMLN-FDR. A cette occasion, l'ambassadeur spécial fut accompagné par M. Roger Fontain.

Officiellement, Washington et San-Salvador cherchaient à intégrer la gauche révolutionnaire dans le processus électoral. L'administration Reagan savait parfaitement que son offre – déposition des armes et participation aux élections – était inacceptable pour le FMLN-FDR. L'opposition unie (UNO), qui comprenait, entre autres, les chrétiens-démocrates et les communistes, avait déjà gagné les élections de 1972 et de 1977 sans pour autant accéder au pouvoir. Comme d'habitude, le régime avait réglé l'affaire par la fraude et la répression. Les « garanties de sécurité » que M. Stone et la Commission de paix salvadorienne promettaient à la guérilla paraissaient donc illusoires.

De ces premiers et uniques contacts avec le FMLN-FDR, il fallait, bien sûr, que sorte la certitude « regrettable » que les rebelles refusaient de se soumettre au jugement de l'électorat. C'est dans ce sens que s'exprima aussi la commission dirigée par l'ancien secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger. Son rapport conclut que, malgré la meilleure volonté du gouvernement salvadorien, « *les insurgés ont rejeté une telle offre (...). Ils pensent peut-être que les élections révéleraient le peu de soutien populaire dont ils bénéficient* » (7).

Le rapport Kissinger qui, selon le vœu du président Reagan, doit prendre forme de loi sous le nom de Plan Jackson, est à ce jour la dernière pierre de l'édifice politique censé éviter une solution militaire par intervention directe. La commission préconisa quelque 8 milliards de dollars d'aide économique et militaire pour renforcer et consolider, d'ici à 1989, la « démocratisation » en Amérique centrale. Elle ne concevait une intervention directe au Salvador que comme « *dernier moyen* ». L'intérêt de Washington, selon les auteurs du rapport, consiste avant tout à « *préserver l'autorité morale des Etats-Unis* » qui doivent être perçus comme « *une nation qui fait ce qui est juste parce que c'est juste* ». Dans la revue *Report on the Americas*, l'UCA parvint à la conclusion que le rapport de la commission Kissinger correspondait à l'objectif d'amener les Etats-Unis sur une « *ligne d'action militaire dont tout futur gouvernement, qu'il soit républicain ou démocrate, ne pourrait se dégager que très difficilement* » (8).

Concrètement, la commission Kissinger proposa « *une coopération plus étroite entre les nations d'Amérique centrale en matière de défense* ». De même, elle souligna que la guérilla comptait « *6 000 combattants de première ligne* » et à peu près le même nombre de combattants d'arrière-garde. Le rapport de forces entre l'armée et les rebelles n'atteindrait donc même pas la proportion de quatre à un, alors qu'une proportion de dix à un serait « *généralement considérée comme nécessaire pour combattre avec succès des forces insurrectionnelles* ». Ces deux aspects constituent en fait le fond du problème tel qu'il se présente aux yeux de l'administration Reagan. D'après le calcul de M. Kissinger, il faudrait quelque 120 000 hommes pour remporter la guerre au Salvador. Selon lui, l'armée compte 37 500 hommes. Où faut-il alors chercher les soldats qui manquent ?

L'idée qu'une intervention de troupes étrangères serait nécessaire était devenue une certitude pour le gouvernement américain dès la fin de l'été 1983. Après l'échec du « plan de restauration de zones », des conseillers militaires américains déplorèrent qu'on ne puisse gagner la guerre avec des « *officiers corrompus* » et des « *enfants* ».

Dans un premier temps, Washington écarta la possibilité d'envoyer des *marines* américains. Il semblait plus indigné de faire résoudre le problème par les alliés régionaux. Le coup d'Etat au Guatemala qui, au mois d'août, remplaça le général Rios Montt, le « fou de Dieu », par le général Mejia Victores, facilita les choses. Des oubliettes de l'histoire, on sortit alors le Conseil de défense de l'Amérique centrale, dont le siège se trouvait précisément dans la capitale guatémaltèque. Le CONDECA avait été fondé au début des années 60 en réponse à la révolution cubaine. Sa pièce maîtresse devait être le Nicaragua de Somoza qui, en association avec le Guatemala, le Honduras et El Salvador, était censé défendre la région contre la subversion communiste. La « guerre du football », qui opposa en 1969 El Salvador et le Honduras, et la révolution sandiniste en 1979 avaient mis un terme à son existence.

Le document de Santa-Fe avait expressément prévu la « réactivation » du CONDECA, sans le Nicaragua, bien sûr, mais, si possible, avec le Costa-Rica. Comme le gouvernement de San-José, après bien des hésitations, refusa sa participation et proclama

Le Honduras, base américaine

SOUS le couvert de manœuvres conjointes, les Etats-Unis ont créé une infrastructure militaire impressionnante (9). Une dizaine d'aérodromes ont été préparés, ou sont en préparation, pour permettre l'atterrissage des avions C-130 qui acheminent le matériel lourd et les troupes nécessaires aux grandes opérations. Deux d'entre eux permettent également l'atterrissage d'avions supersoniques.

Une base aéronavale doit être construite à Puerto-Castilla. La réalisation de ce projet, fortement appuyée *par le Conseil national de sécurité* et le commandement Sud, nécessiterait des fonds de l'ordre de 150 à 200 millions *de dollars. La base, qui aurait une* grande valeur logistique, permettrait aussi, selon un fonctionnaire de *l'ambassade américaine à Tegucigalpa*, la « *neutralisation* » de Cuba en cas de conflit centraméricain. A part cela, le *Pentagone demande* plusieurs *millions* de dollars pour la construction de dépôts de munitions à Palmerola, dans *le centre*, et à *San-Lorenzo*, dans le sud du Honduras. D'après des diplomates et des militaires américains, les dépôts permettraient aux troupes *américaines* d'être opérationnelles immédiatement. Cette infrastructure est complétée par au moins deux radars.

Des problèmes subsistent cependant en ce qui concerne l'éventuel emploi de troupes honduriennes au Salvador. Les traumatismes engendrés par la défaite humiliante de 1969 n'ont point disparu. Washington s'était engagé auprès de Tegucigalpa à faire pression sur le régime salvadorien pour qu'au moins le différend frontalier entre les deux pays puisse être résolu. Mais l'Assemblée constituante salvadorienne a voté, en décembre dernier, l'article 84 relatif à l'« irréductibilité territoriale ». L'ambiance entre les deux alliés s'en est ressentie. A Puerto-Castilla, des bagarres ont éclaté entre soldats honduriens et salvadoriens, et les deux camps ont dû être séparés par un mur.

Washington comprend bien le risque qu'impliquerait l'envoi de troupes honduriennes dans un pays où le sentiment anti-hondurien est très développé. Le FMLN en profiterait certainement pour rallier de nouveaux sympathisants sur le thème de la défense de la patrie.

Ces raisons pourraient paraître secondaires si l'armée hondurienne pouvait faire le poids. Tel n'est pas le cas.

(Lire la suite page 4.)

(7) *Report of the National Bipartisan Commission on Central America*, janvier 1984.

(8) *Report on the Americas*, mars-avril 1984. Cette revue bimensuelle, publiée par le North American Congress on Latin America (NACLA), a entièrement consacré son numéro de mars-avril à la question salvadorienne, avec la collaboration des chercheurs de l'UCA.

(9) Sur l'infrastructure militaire au Honduras, voir le rapport établi par des journalistes américains et publié en février 1984 sous le titre « *Honduras-base for Intervention* ».

LES ÉTATS-UNIS ET EL SALVADOR

(Suite de la page 3.)

Les Etats-Unis le savent, puisque les manœuvres conjointes l'ont clairement montré. L'aviation et l'artillerie honduriennes pourraient être efficaces si l'armée salvadorienne était capable de repousser la guérilla vers la frontière Nord. Mais tel n'est pas le cas non plus.

Après l'échec de la « *guerre spéciale* » et du CONDECA, quelles solutions restent possibles au Salvador ? Théoriquement, Washington pourrait négocier avec la guérilla. Le 9 février dernier, le FMLN-FDR publia un document détaillé en vingt points, expliquant dans quelles conditions un règlement politique de la crise pourrait être envisagé. *Les deux fronts proposent* la formation d'un « *gouvernement provisoire d'ample participation* » qui comprendrait les représentants de toutes les forces politiques, sociales et militaires du pays, hormis l'oligarchie et l'ARENA. Les forces armées, une fois épurées des secteurs d'extrême droite impliqués dans la répression meurtrière des quatre dernières années, devraient être fusionnées avec les troupes de la guérilla pour constituer une armée nationale. Enfin, après une série de mesures économiques et sociales d'urgence, des élections devraient être organisées, soulignent les « vingt points » du FMLN-FDR.

Comment légaliser une éventuelle intervention militaire

TANDIS que San-Salvador rejetait énergiquement cette « *offensive de propagande* », Washington répondit qu'on allait « *étudier* » la proposition des rebelles. En fait, tout a été organisé de manière qu'on ne parlât pas publiquement de ce document. L'opinion nationale et internationale devait rester sur l'impression que la guérilla refuse de participer à des élections démocratiques. En même temps, Américains et Salvadoriens organisaient leurs propres élections, immédiatement saluées par le président Reagan comme un « *triomphe sur la tyrannie.* » Huit partis de droite et d'extrême droite devaient assurer le « pluralisme », tandis que la vigilance des forces armées et le tampon de contrôle sur la carte d'identité des votants étaient la garantie d'une forte participation témoignant de la foi du peuple en la démocratie. La campagne fut marquée par des insultes, particulièrement entre MM. Duarte et D'Aubuisson, ainsi que par une singulière absence de programmes concrets. Le candidat de la démocratie chrétienne promit aux producteurs de café de ne pas poursuivre la réforme agraire et s'engagea en même temps, sous la forme d'un « pacte social » avec la centrale syndicale UPD, à procéder à des « réformes structurales » avec la révision des articles 105 et 106 de la Constitution. De ces deux déclarations contradictoires du candidat Duarte, le Parti de conciliation nationale (PCN) tira la conclusion suivante : « *D'un côté, il s'engage à ne pas poursuivre la réforme agraire et, de l'autre, il dit qu'il va continuer ce processus. Mais, pour changer la Constitution, il faut au moins six ans et le mandat présidentiel n'est que de cinq ans* » (10).

C'est juste, et ce n'est qu'un exemple. Si les candidats avaient à définir leurs programmes, c'est que peut-être, il en existait déjà un autre. Une déclaration du général américain Frederick Woerner, le numéro deux du commandement Sud, installé à Panama, est révélatrice à ce sujet. En février dernier, le général souligna dans une interview que des militaires salvadoriens tenaient entre leurs mains « *un programme pour la période post-électorale que le nouveau président, quel qu'il soit, devra accepter.* » Le journaliste américain qui réalisa l'entretien expliqua que le général Woerner se référait certainement aux plans militaires et économiques élaborés « *conjointement par les militaires salvadoriens et les Etats-Unis* ».

Cette hypothèse paraît probable. Le général Woerner, qui depuis vingt ans travaille en matière de guerre anti-insurrectionnelle dans plusieurs pays d'Amérique latine, passe pour être l'un des principaux auteurs de ces plans. Ainsi les élections salvadoriennes devraient servir à légaliser la future intervention américaine qui, aux yeux de Washington, est devenue quasi inévitable. Pour respecter la forme, l'intervention devrait être sollicitée par un président démocratiquement élu. Les Etats-Unis ne se sont même pas donné la peine de jouer le jeu des élections jusqu'au bout. Ils auraient pu, au moins, organiser un scrutin général susceptible de fournir au nouveau président une majorité parlementaire. Mais ce qui importait davantage, apparemment, c'était de trouver un nom qui incarne la volonté du peuple souverain, une façade civile pour appliquer une politique militaire.

L'homme idéal pour accomplir cette tâche est, bien sûr, M. Napoleon Duarte qui bénéficie toujours d'un certain prestige sur le plan international. Le commandant Roberto D'Aubuisson, par contre, n'est pas acceptable, étant donnés ses liens avec les Escadrons de la mort. La Maison Blanche n'a cessé d'affirmer sa « *totale neutralité* » face aux élections salvadoriennes. Mais l'appui massif fourni par les Etats-Unis au candidat Duarte n'était un secret pour personne. Outre l'ARENA, le sénateur républicain Jesse Helms et le *Washington Post* en firent largement état pendant les jours qui précédaient le second tour des élections, le 6 mai dernier. Avant même que fût connu le résultat officiel, Washington fêta la victoire de M. Duarte. Fort de ces « *progrès* » dans la « *démocratisation* » du Salvador, le président Reagan s'adressa à la nation pour dénoncer à nouveau la « *subversion communiste* » en Amérique centrale.

« *Si l'Union soviétique peut aider et promouvoir la subversion dans notre hémisphère, les Etats-Unis ont alors le droit et le devoir moral d'aider à y résister* », expliqua le président dans son grand discours télévisé du 9 mai. De même, il lança une série de questions rhétoriques : « *Allons-nous soutenir la liberté dans notre hémisphère, oui ou non ? Allons-nous défendre nos intérêts vitaux, oui ou non ? Allons-nous arrêter l'expansion communiste dans notre hémisphère, oui ou non ? Allons-nous agir tant que nous avons encore le temps ?* » Comme preuve que le mouvement n'était pas encore irrésistible, M. Reagan cita... la Grenade. Sans plus de précisions, il déclara enfin que « *les indications s'accumulent sur l'intention de Cuba de doubler son soutien à la guérilla salvadorienne pour renverser, à l'automne, le gouvernement nouvellement élu* ». Nul doute que Washington ferait alors le nécessaire pour sauver la démocratie.

Quand et comment l'intervention américaine se ferait-elle ? C'est évidemment la question la plus difficile. Elle dépend de plusieurs facteurs que Washington ne contrôle pas entièrement : les contradictions entre l'oligarchie et la bourgeoisie salvadoriennes et leurs conséquences sur la cohésion des forces armées ; le comportement militaire du FMLN : les événements au Nicaragua et, bien entendu, la situation au Honduras.

Au large des côtes centraméricaines, les Etats-Unis ont actuellement une flotte de guerre qui comprend les deux porte-avions *America* et *Kennedy* alors que, comme le souligna un haut officier américain, « *il y a plus de puissance de feu sur un seul de nos porte-avions que dans toute la région* ». Dans le cadre des manœuvres navales Ocean Venture 84, programmées pour la période entre fin avril et début mai, trente mille *marines* devaient s'entraîner au débarquement sur la petite île de Vieques, au large de Porto-Rico.

Pour localiser les futures cibles, et aussi pour les désigner aux forces aériennes salvadoriennes et honduriennes, les Etats-Unis ont commencé à effectuer des vols de reconnaissance réguliers au-dessus d'El Salvador à la fin du mois de février.

Des avions de type Mohank, équipés de caméras, de radars et de systèmes de détection infrarouge, avaient déjà opéré à partir des Etats-Unis et du Panama. Maintenant, ils partent directement de la base hondurienne de Palmerola.

Un autre problème à résoudre en vue d'une intervention au Salvador serait les camps de réfugiés salvadoriens dans la région frontalière. La présence de ces populations dans une zone de combats provoquerait des difficultés politiques sur le plan international. De plus, les camps sont considérés comme des « sanctuaires » du FMLN. Malgré la résistance opiniâtre des réfugiés, leur déplacement vers l'intérieur du Honduras est prévu dans un avenir proche.

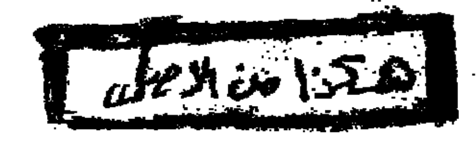
Gagner du temps

POUR le moment, gagner du temps semble être l'objectif prioritaire de l'administration Reagan. Les manœuvres Granadero I et Ocean Venture 84 devaient exercer un effet d'intimidation sur le FMLN et sur le Nicaragua et, simultanément, permettre d'achever la construction de l'infrastructure militaire au Honduras. L'intervention, si elle demeurait nécessaire, n'aurait lieu qu'après les élections américaines du 6 novembre prochain. D'ici là, tout dépendra de la force de résistance de l'armée salvadorienne. Pour l'aider, plusieurs types d'actions seraient envisageables avant l'envoi de troupes, comme, par exemple, des opérations honduro-salvadoriennes dans la région frontalière, l'emploi de l'artillerie navale américaine ou encore un appui aérien honduro-américain aux troupes salvadoriennes.

Cependant, le FMLN estime que le mois d'octobre sera particulièrement dangereux. L'histoire des Etats-Unis a montré que les électeurs américains ne refusent pas leur soutien à un gouvernement qui vient d'engager une opération militaire à l'étranger. C'est un principe que le président Reagan pourrait vouloir mettre à profit pour assurer sa réélection. La guérilla, de son côté, a clairement averti que, en cas d'intervention, elle ne reconnaîtrait plus les frontières et qu'elle étendrait son champ d'opérations aux autres pays de la région. Il paraît évident en effet que le FMLN ne pourrait résister à l'intérieur d'un territoire de 21 000 kilomètres carrés dont il ne contrôle qu'un tiers. Voilà donc la perspective qu'offrent les efforts de l'administration Reagan pour défendre la « *quatrième frontière* » des Etats-Unis : une guerre régionale, qui devrait alors résoudre en même temps les problèmes de la « *subversion* » au Salvador et du « *cancer sandiniste* ».

MICHAEL STUHRENBERG.

(10) *Publicité électorale du PCN publiée sous forme d'encadré dans la presse salvadorienne avant le premier tour de l'élection présidentielle, le 25 mars 1984.*



LES ÉTATS-UNIS

Objectif de paix,

Par MICHAEL STUHRENBERG

LES Etats-Unis souhaitent la paix en Amérique centrale; et particulièrement au Salvador. *« La paix est nécessaire pour le progrès humain et économique »*, soulignait encore récemment le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires hémisphériques, M. Langhorne Motley. Seulement, aux yeux du gouvernement Reagan, la paix passe par la guerre et l'écrasement de la guérilla salvadorienne. Pour y arriver, Washington a déjà dépensé, depuis le début de la guerre civile, plus de 300 millions de dollars en aide militaire directe.

L'augmentation vertigineuse de cette aide, suggérée par la commission Kissinger, et la *« démocratisation »* du régime à l'occasion de l'élection présidentielle pourront-elles résoudre la crise ? Si la réponse est non, les Etats-Unis devront bientôt prêter main-forte pour *« défendre la quatrième frontière »*. Selon la presse américaine, une intervention directe pourrait se produire dans les mois qui suivraient la réélection du président.

L'objectif et la justification de la stratégie reaganienne en Amérique centrale furent clairement définis dès 1980 par le Comité de Santa-Fe (1). Ce groupe de travail se livra alors à une sévère critique de la politique de l'administration Carter, accusée d'abandonner une région *« vitale pour la sécurité nationale »* des Etats-Unis. Il était dirigé par M. Roger W. Fontain qui, après l'élection du président Reagan, entra au Conseil national de sécurité pour y veiller à l'application du programme élaboré par le comité.

Le comité considérait la doctrine Monroe et le Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) comme des fondements immuables de la politique latino-américaine des Etats-Unis (2). Dès l'introduction, il souligna avec insistance dans son rapport que le continent américain était menacé : *« L'Amérique latine, l'amie et l'alliée traditionnelle des Etats-Unis, est pénétrée par le pouvoir soviétique »*, par une *« super-puissance extracontinentale, sophistiquée mais brutale, qui manipule des Etats-clients »*. Il proposa une augmentation de l'aide militaire, la conclusion d'accords de « sécurité régionale » et notamment la réactivation du Conseil de défense de l'Amérique centrale (CONDECA). Ainsi, *« en combinant notre arsenal d'armements et les contingents humains du continent »*, les Etats-Unis pourraient *« créer un hémisphère libre, capable d'arrêter l'agression soviéto-cubaine »*.

Le comité expliqua aussi pourquoi la politique américaine devrait enfin *« reconnaître le lien intégral entre la subversion interne et l'agression extérieure »*, et pourquoi le conflit salvadorien ne pouvait être séparé du contexte Est-Ouest. En conclusion, il insista sur le devoir des Etats-Unis d'aider ses protégés régionaux à *« préserver la culture hispano-américaine de la stérilisation par le matérialisme marxiste international »*. Si Washington devait manquer à ce devoir, la *« survie »* des Etats-Unis serait en danger.

Quant aux droits de l'homme au Salvador, l'administration Reagan paraît sincèrement préoccupée par cette question qui, d'ailleurs, ne cesse de compliquer ses rapports avec le Congrès. Selon les chiffres de l'archevêque de San-Salvador, environ cinquante mille civils ont été assassinés par l'armée, les différents corps de sécurité et les Escadrons de la mort depuis 1980. Mais la préoccupation du gouvernement Reagan ne date pas d'aussi longtemps : en février 1981, Washington révoquait son ambassadeur, M. Robert White, qui se plaignait trop souvent des graves violations des droits de l'homme commises par le régime. Les efforts pour améliorer la situation humanitaire sont dus aux tentatives du Congrès de lier l'approbation de l'aide militaire à un meilleur respect des droits de l'homme.

En fait, la vraie question avait déjà été tranchée dans le document de Santa-Fe qui expliquait que la *« subversion »*, en pratiquant le *« terrorisme »*, cherchait à provoquer une *« réaction exagérée »* de la part des autorités et, par là, une *« polarisation »* de l'opinion nationale et internationale.

De toute manière, la question humanitaire est secondaire et doit s'effacer devant les nécessités d'ordre stratégique. Le Comité de Santa-Fe souligna, en effet, *« la nature culturellement et éthiquement relative de la notion des droits de l'homme »*, car les Latino-Américains *« trouvent répugnant que les Etats-Unis, dont la loi autorise la liquidation de plus d'un million d'enfants en gestation par an, se sentent moralement blessés par la mort d'un terroriste qui lance des bombes et mitraille des civils innocents »*. Il se déclara convaincu qu'il y aurait encore *« assez d'occasions »* pour améliorer la situation humanitaire après *« l'exclusion du communisme du continent américain »*.

Le gouvernement américain ne semble pas avoir changé d'avis : en novembre dernier, le président Reagan empêcha par son veto la prorogation de la loi qui avait lié l'aide militaire à un meilleur respect des droits de l'homme. De même, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, expliqua récemment que ces droits seraient bafoués davantage encore après une victoire de la guérilla.

Comment peut-on exclure le « communisme » d'un sous-continent rongé par les maux du sous-développement et de l'injustice sociale ? Le président Kennedy pensait avoir trouvé la réponse avec l'Alliance pour le progrès, une idée reprise par le gouvernement Reagan dans son Initiative pour le bassin Caraïbe. Mais l'aide économique peut éventuellement consolider des régimes forts et prévenir la subversion. Dans un pays comme El Salvador, déjà déchiré par la guerre civile, les injections de dollars – environ 750 millions depuis 1979 – tombent dans le vide. Ici, la solution est d'abord militaire.

Les échecs de la pacification

LA stratégie américaine de la *« réponse flexible »* connaît trois niveaux qualitatifs : la *« guerre spéciale »*, qui consiste à fournir à l'allié menacé l'aide militaire, l'entraînement et l'aide économique; la *« guerre locale »*, qui implique l'envoi de troupes américaines, et la *« guerre globale »*, qui signifie l'affrontement direct avec le bloc communiste. La *« guerre spéciale »* fut pratiquée au Vietnam jusqu'en 1965. Au Salvador, elle prit pleinement forme avec la création, en 1981, du premier bataillon stratégique Atlacatl. Le bataillon était composé de mille deux cents soldats d'élite bénéficiant de leur propre système logistique et préparés pour intervenir rapidement dans n'importe quelle zone de combat. Parallèlement, on mit sur pied de petites positions tactiques dans les campagnes en vue d'empêcher l'extension des forces révolutionnaires.

Ce dispositif s'inspirait de l'échec subi au Vietnam. M. Lewis Tambs, coauteur du document de Santa-Fe et actuel ambassadeur des Etats-Unis à Bogota, écrit à ce sujet que l'erreur américaine en Indochine avait consisté à appliquer *« une doctrine de défense stratégique et d'offensive tactique »*, à mener la guerre à court terme en espérant la gagner par de grandes batailles décisives (3). Au Salvador, il faudrait donc s'en tenir à une offensive stratégique et à une défense tactique : le contrôle des différentes zones serait assuré par des troupes locales tandis que les coups stratégiques seraient assénés par les bataillons d'intervention rapide. En fonction de cette conception, l'armée créa la Défense civile, formée de petites unités de paramilitaires dont beaucoup étaient issus de l'ORDEN, organisation d'extrême droite qui avait terrorisé les campagnes pendant les années 70 et qui fut dissoute lors du coup d'Etat des jeunes officiers en octobre 1979. La Défense civile eut pour mission de séparer les guérilleros de la population.

Cependant, elle n'a pas pu accomplir sa tâche. Elle ne pouvait résister à une guérilla qui lui était supérieure sur le plan militaire et sur le plan moral. Face à la dégradation de la situation, les Etats-Unis se mirent à entraîner davantage de troupes d'élite sur leur propre territoire. En mai 1982, le bataillon spécial Ramon-Belloso, formé en Caroline et en Georgie, rentra au pays. Mais, dès le premier contact avec l'ennemi, dans la province de Morazan, une des places fortes du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), cent dix-sept soldats du bataillon furent tués.

Pour améliorer la qualité des troupes gouvernementales, d'autres possibilités, plus ingénieuses, étaient à l'étude. La plus sérieuse, peut-être, prévoyait l'infiltration de soldats argentins dans les forces armées salvadoriennes. Confiant dans la portée politique de cet accord déjà acquis, les généraux de Buenos-Aires, au moment de se lancer dans l'aventure de la guerre des Malouines, espérèrent pouvoir compter sur la neutralité des Etats-Unis.

A la fin de 1982, il était évident que les plans de « pacification » élaborés jusqu'alors avaient échoué. Avec la définition d'une *« stratégie globale contre la subversion »* (4), Washington prit un nouveau départ. La nouvelle stratégie comportait plusieurs aspects. Un effort considérable devait être fourni sur le terrain de la propagande pour améliorer l'image internationale du régime. Des officiers salvadoriens reçurent une formation assurée par des experts américains, vénézuéliens et taiwanais.

Sur le plan politique, le gouvernement du président Alvaro Magana devait réaliser quelques réformes socio-économiques également de nature à améliorer l'image du régime. Cette tentative échoua à cause de l'obstruction pratiquée par l'oligarchie et son bras politique, le parti d'extrême droite ARENA, dirigé par l'ex-commandant Roberto D'Aubuisson, chef présumé des Escadrons de la mort et alors président de l'Assemblée constituante issue des élections de mars 1982. Elle réussit à bloquer, et même à faire reculer, la réforme agraire élaborée par la démocratie chrétienne, et mise en route par M. Napoleon Duarte en 1980. Les plantations de café, qui occupent les meilleures terres du pays, ne furent pas touchées par la réforme.

Enfin, sur le plan militaire, une amélioration de la situation devait se faire sentir rapidement grâce à une *« phase organique »* et à une *« phase de restructuration territoriale »*. La *« phase organique »* devait augmenter l'effectif de l'armée de ses quelque trente-sept mille à cinquante mille soldats. Vingt mille hommes avaient constitué la troupe au début de la guerre de 1979. A peu près dix-huit mille avaient été tués, blessés ou capturés, ou avaient déserté ou encore, tout simplement, avaient terminé leur service militaire.

Pour atteindre l'objectif des cinquante mille, l'armée dut recourir de plus en plus au recrutement forcé. La qualité de la troupe pâtit sensiblement du manque de motivation des nouvelles recrues. Un entraînement trop superficiel et trop court – entre trois et quatre semaines en général – explique les pertes élevées dans les rangs des jeunes soldats. A cela s'ajoute un facteur psychologique important. Le FMLN a l'habitude d'assurer un traitement humain à ses prisonniers de guerre. Les soldats savent que, en cas de capture par la guérilla, ils seront soignés, nourris et ensuite remis à la Croix-Rouge ou directement relâchés. La combativité de la troupe s'en trouve considérablement amoindrie.



(Matthew Naythons-Gamma)

MARS 1984, AU CAMP D'ENTRAINEMENT DE PUERTO-CASTILLA (HONDURAS)
Un instructeur américain forme des soldats salvadoriens à la lutte antiguérilla.

Les Etats-Unis s'étaient promis de créer quatre bataillons stratégiques de plus avant la fin 1983. Quelque cinq mille soldats devaient être entraînés par des « bérets verts » dans le nouveau camp de Puerto-Castilla au Honduras. Mais mille deux cents soldats seulement – le bataillon Manuel-Jose-Arce – ont pu être formés jusqu'ici. Sept cents autres sont toujours à Puerto-Castilla. L'armée est encore loin du nouvel effectif visé. Elle compte moins de quarante mille soldats qui sont, en grande majorité, de qualité médiocre.

La *« phase de restructuration territoriale »* indiqua le nouvel objectif stratégique. Horizontalement, d'est en ouest, le pays fut divisé en trois zones. Des zones 1 et 2, au sud et au centre – régions les plus importantes sur le plan économique, – la guérilla devait être rejetée vers la zone 3, située au nord, le long de la frontière hondurienne. Un bombardement intensif, suivi d'une opération coordonnée des troupes salvadoriennes et des troupes honduriennes, devait ensuite anéantir les forces du FMLN.

Un nouvel organisme, baptisé CONARA, était censé jouer un rôle crucial dans le « nettoyage » des zones 1 et 2. La Commission nationale de restauration de zones, qui réunit les représentants de huit ministères sous la direction du haut commandement de l'armée, devait atteindre l'objectif vainement poursuivi par la Défense civile : séparer la guérilla des *campesinos* pour *« créer le vide »* face au FMLN et fournir une aide économique à la population car, explique l'ambassadeur Tambs, *« aucune campagne anti-insurrectionnelle ne peut être gagnée sans l'appui de la population »* (5). Le moyen pour y arriver devait être la création de « villages stratégiques ».

Ce projet, déjà mis à l'essai pendant la guerre du Vietnam, fut appliqué pour la première fois au Salvador dans le département central de San-Vicente. Entre le printemps et l'été 1983, CONARA essaya de réaliser l'opération baptisée « Bien-être pour San-Vicente », en trois étapes :

– *a)* nettoyage de la zone par des opérations militaires massives et, notamment, par l'emploi des bataillons stratégiques ;

– *b)* création des villages stratégiques : avec l'aide de l'Etat, de l'oligarchie et des entreprises privées, l'infrastructure économique et sociale, détruite par la guerre, devait être rapidement reconstruite. Pour lier la défense de la zone aux intérêts personnels de ses habitants, le plan prévoyait de remettre aux paysans certaines terres abandonnées, ou offertes par l'oligarchie. Ainsi, les petits propriétaires deviendraient des membres actifs de la Défense civile dans leurs villages tandis que des unités locales spécialisées, les *Cazadores* (chasseurs), patrouilleraient à la périphérie de la zone vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour empêcher le retour des rebelles. En même temps, les populations des régions qui se trouvaient hors du contrôle de l'armée devaient se réfugier dans les « zones restaurées ». Entre mars et mai 1983, les habitants de plusieurs régions, notamment du volcan de Guazapa, situé à une trentaine de kilomètres de la capitale, furent la cible de bombardements aériens. L'armée savait qu'à ce moment aucun guérillero ne se trouvait dans les endroits attaqués ;

– *c)* la phase finale consisterait dans l'anéantissement d'une guérilla *« isolée »*. Encerclée, dans le nord du pays, les troupes du FMLN pourraient même, selon les prévisions de M. Tambs, procéder à leur *« auto-immolation »* (6) par désespoir ou être totalement démoralisées par l'arrivée d'armements truqués et de *« nourriture contaminée »*.

Au printemps 1983, de hauts responsables américains et salvadoriens se disaient convaincus que le succès ou l'échec du « plan de restauration de zones » déciderait de l'issue de la guerre. Selon ces critères, Washington et San-Salvador auraient dès à présent perdu la partie. L'opération Bien-Etre pour San-Vicente, qui avait mobilisé quelque six mille soldats, un tiers des cinquante-cinq conseillers militaires américains et l'Agence américaine pour le développement international

---

(1) Le rapport, intitulé *A New Inter-American Policy for the Eighties*, a été publié en mai 1980. Ses cinq auteurs, politiquement très liés à la future administration Reagan, l'ont adressé au Council for Inter-American Security, à Washington.

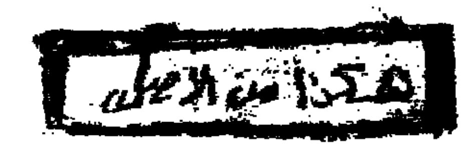
(2) La doctrine Monroe présente les deux Amériques comme zone d'intérêt et d'influence exclusive des Etats-Unis, tandis que le TIAR, signé en 1948 à Bogota, constitue les fondements juridiques de toute intervention militaire américaine dans la région. Le président Johnson y eut recours en 1965 pour légaliser l'intervention des *marines* en République Dominicaine.

(3) Lewis Tambs, « Shattering the Viet Nam Syndrom : A Scenario for Success in El Salvador ». Rapport ronéotypé, 1981.

(4) Sur la « stratégie globale contre la subversion » et le « plan de restauration de zones », voir notamment les informations publiées par les deux quotidiens salvadoriens *Diario El Mundo* et *La Prensa Grafica*. Quant à l'application et aux effets de ce plan, nous nous référons à des informations recueillies auprès du FMLN-FDR et de l'Université centraméricaine (UCA).

(5) Lewis Tambs, op. cit.

(6) Idem.



UNE GRANDE OFFENSIVE DU VATICAN

La peur d'une

(Suite de la première page.)

Le document (1) souligne d'abord la *« séduction »* exercée par l'auteur, alors que sa théologie se caractérise par une *« ambiguïté extrême »*, l'une et l'autre conséquences de l'attention prioritaire accordée à la misère des masses et à l'acceptation non critique de l'interprétation marxiste. C'est en fonction de cette grille de lecture, ajoute-t-il, que Gutierrez réinterprète le message chrétien : relecture sélective *et réductrice, où l'exploité* d'aujourd'hui est assimilé au pauvre de la Bible et où des événements, tels l'Exode, deviennent *libération* politique. On lui reproche aussi de tomber dans un messianisme temporel, qui confondrait la croissance du Royaume avec le progrès de *« la justice »*. Toujours dans la ligne des *« raccourcis »* opérés par la théologie de la libération, le document *signale une conception* restrictive du péché, qui serait limitée au *« péché social »*.

En outre, l'influence du marxisme, dit la Congrégation, est *manifeste* à propos de la primauté de l'orthopraxie sur l'orthodoxie. Dire que l'expérience acquise dans la lutte de libération est une rencontre du Seigneur et qu'elle est marquée de la présence de l'Esprit est une atteinte à la transcendance de la *Révélation* et à sa *valeur normative*, ainsi qu'au caractère spécifique de la foi théologale. Par ailleurs, une relecture de la *Bible*, à chaque époque de l'histoire, remet en question l'unité de sens de la Parole de Dieu et la réalité de la Tradition.

Enfin, toujours selon le document, parce que le Royaume *s'édifie* à travers les luttes de libération, l'Eglise est envisagée, par la théologie de Gutierrez, comme un *simple signe d'unité* et d'amour, fruit de cette lutte. Cela évacue la réconciliation déjà réalisée dans le sacrifice du Christ et le fait que le salut est *déjà donné en Jésus-Christ* ; au contraire, le salut (la libération) à venir est présenté alors comme eschatologique.

Par ailleurs, dans la perspective incriminée, la lutte des classes traverse aussi l'Eglise, et l'opposition entre les *hommes* d'Eglise *compromis* avec le pouvoir et l'Eglise des pauvres mène logiquement au rejet de la hiérarchie et de sa légitimité. Or cette Eglise des pauvres est, dit-on, présente dans les communautés de base engagées dans les luttes sociales ; le danger n'est donc pas *purement théorique*. Quant aux célébrations eucharistiques, annonciatrices de la libération, il s'agit de s'interroger sur leur respect de la vraie nature du sacrement.

Le document affirme en conclusion que l'objectif de cette théologie est de *faire du christianisme un facteur de* mobilisation au service de la révolution, la lutte des classes étant présentée comme une réalité objective. Par son recours au marxisme, une telle théologie peut ainsi pervertir une inspiration évangélique, le sens des pauvres et leurs espoirs.

Bref, pour la Congrégation de la doctrine, le point de départ, situé dans une analyse de classes, aurait pour conséquence un triple réductionnisme théologique portant atteinte à la transcendance de la Révélation qui s'exprime *dans la Parole de Dieu, à celle de la* Rédemption, déjà achevée, et à la notion de l'Eglise comme mystère, cela aboutissant en toute logique au refus de la hiérarchie. Or une lecture attentive de Gustavo Gutierrez ne permet guère de vérifier un tel réductionnisme. *En fait, le texte de la Congrégation* manifeste clairement deux choses. D'une part, il exprime la confrontation entre une conception anhistorique et métaphysique de l'action salvatrice de Dieu dans l'humanité et une vision qui la replace au sein de l'histoire humaine. *D'autre part, on y retrouve le souci* de sauvegarder le rôle exclusif de production de sens du magistère et la fonction de contrôle de la hiérarchie, ce qui *s'inscrit*, bien évidemment, dans la logique de la première vision. Un deuxième document apportera quelques *détails* supplémentaires.

Le peuple et la hiérarchie

EN effet, dans une conférence donnée à *Rome*, en septembre 1983, le cardinal Ratzinger traite de la structure épistémologique de la théologie de la libération. *En premier lieu*, dit-il, une opposition est établie entre Jésus, personnage historique, et le Christ de la foi (2). Pour le théologien de la libération, la *référence* à l'*histoire* introduit une dimension scientifique qui crée la possibilité de nouvelles recherches, ce qui s'oppose ainsi à la Tradition et jette un discrédit implicite sur le magistère, qui serait associé à des théories insoutenables dans le monde moderne.

Le deuxième élément est celui de l'herméneutique qui est à la base de la théologie nouvelle et à qui le cardinal reproche de vouloir actualiser le christianisme *en fonction* d'un *« donné* historique ». C'est à ce niveau, dit-il, que s'intègrent le marxisme et son schéma de lutte des *classes*, qui *réduisent* le christianisme à une réalité politique. La prédilection des théologies de la libération pour les « pauvres » bibliques *entraîne* alors *une confusion* entre l'image biblique de l'histoire et la dialectique marxiste. Le prolétariat de la société capitaliste s'inscrit dans la foulée des pauvres de la Bible et, face à la lutte des classes – fait considéré comme objectif, – la neutralité du chrétien est impossible. L'ignorer, c'est se conformer à la volonté de la classe dominante. L'intervention du magistère, dit le cardinal Ratzinger, est ainsi rendue *impossible*, car, *s'il s'oppose* à une telle interprétation du christianisme, il s'affirme contre les pauvres et donc contre Jésus lui-même.

Ce choix, affirme le *cardinal*, apparemment scientifique mais herméneutiquement évident, détermine en soi la voie d'une interprétation ultérieure du christianisme. Mais quelles en sont les instances interprétatives ? Les concepts clés sont les suivants : le peuple, la communauté, l'expérience et l'histoire. Pour la théologie de la libération, la « communauté » interprète les événements grâce à son expérience, et *trouve ainsi une orientation* à sa « praxis ». Le peuple, dans sa dimension sociale religieuse (la communauté d'appartenance), s'oppose ainsi au concept de « hiérarchie » qui ne peut être, selon la théologie classique, que la seule instance interprétative. Par ailleurs, *le même peuple s'intègre* aussi dans la lutte des classes. Et voilà, dès lors, que l'Eglise populaire devient l'instance herméneutique décisive. L'Eglise populaire raisonne en termes d'histoire de salut et donc, exclusivement, sur le mode antimétaphysique. Elle *considère l'histoire comme* le lieu de la Révélation.

Ainsi, pour le cardinal Ratzinger, le concept d'histoire absorbe celui de Dieu et celui de Révélation. C'est aussi la manière de légitimer la philosophie matérialiste marxiste. Si le magistère insiste sur des vérités permanentes, parce qu'il pense métaphysiquement, il sera considéré non seulement comme une instance ennemie du progrès, mais aussi comme une institution qualifiée de force d'oppression.

Nous n'analyserons pas ici les autres parties du document, celle où l'auteur signale l'extension de la théologie de la libération à d'autres continents du tiers-monde, de même que son caractère œcuménique, ou celle où il étudie les conditions de sa genèse. Signalons seulement qu'il attribue une influence importante à des exégètes et à des philosophes allemands. *Il* s'en prend aussi directement à l'idée, émise par le concile Vatican II, de scruter *« les signes des temps »* et à l'utilisation des sciences humaines à cet effet. Mais il accuse surtout l'interprétation marxiste de l'histoire en tant qu'instance critique de la pensée théologique.

La plupart des théologiens de la libération ont de la peine à *se reconnaître* adéquatement dans un tel document et certains l'ont déjà dit. Bien que privé, il revêt cependant une grande importance, car il exprime un rejet sans *appel* de la théologie de la libération et il conclut à l'urgence de mesures à prendre.

Les documents que nous venons *d'analyser sont* l'*aboutissement* d'une histoire déjà relativement longue, où le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) joua un rôle très actif. Il *était en effet particulièrement* concerné, puisque ce courant de pensée partait d'Amérique latine. Alors que les théologiens travaillant sur ces thèmes avaient pris une part importante au sein des organes pastoraux du CELAM, et même dans la préparation de la conférence de Medellin (fin des années 60), à partir de 1972, la situation se renverse progressivement. Lors *d'une réunion tenue à Sucre*, en Bolivie, le CELAM entame une révision du fonctionnement de ses divers organes et nomme comme secrétaire général Mgr Alfonso Lopez Trujillo, à cette époque évêque auxiliaire de Bogota. Avant d'aborder les stratégies d'action, *examinons brièvement les arguments* utilisés par le CELAM contre la théologie de la libération et l'ensemble des formes pastorales *qui s'en* inspirent ou qui l'ont inspirée.

Au cours des années, les critiques se sont centrées autour de quatre points : l'utilisation de *l'analyse marxiste*, la christologie, l'ecclésiologie et la doctrine sociale. Pour le premier, Mgr Lopez Trujillo est très clair. Dans son discours d'ouverture à la dix-huitième assemblée ordinaire du CELAM, en 1981, il déclare à propos des théologiens de la libération : *« Le problème n'est pas qu'ils parlent fort, quand il s'agit des pauvres, mais il réside dans l'utilisation idéologique*



(Gilles Peress-Magnum)

JOUR DES RAMEAUX, QUELQUE PART AU GUATEMALA

d'un instrument d'analyse marxiste (...) ce qui est en contradiction avec le magistère de l'Eglise. » Cela représente un danger grave, car rien n'échappe, ajoute-t-il, aux conséquences théologiques et pastorales de son utilisation, *« ni la christologie, ni l'ecclésiologie, ni une certaine conception des communautés ecclésiales de base (...). Le CELAM pourrait-il rester silencieux (...) quand on sait à quel point la structure de l'Eglise est mise en péril par l'usage indiscriminé, et je dirais même ascientifique, d'une analyse vieille de cent cinquante ans, que l'on veut présenter aujourd'hui comme une nouveauté ? »*

Il sera souvent fait allusion, dans les textes du CELAM, aux « idéologies ». Bien que ces dernières ne soient jamais précisées, il est assez clair que le concept se réfère en priorité au marxisme. C'est ainsi que le secrétaire général parle à propos des communautés de base d'une *« irruption d'idéologies et d'ecclésiologies douteuses »* et que le plan global de pastorale de 1983-1986 comporte un volet intitulé : « Lutte contre les sectes et les idéologies ». Jean-Paul II, dans son discours de Puebla, indique le discernement qu'il faut établir entre une *« libération chrétienne »* et une *« libération qui s'alimente d'idéologies qui détruisent la cohérence qu'elle doit revêtir avec une vision évangélique de l'homme, des choses et des événements »*. *Il* reprend le thème avec vigueur dans son homélie à Managua, le 4 mars 1983.

Bref, l'accusation est claire. Ce qui l'est moins, c'est ce qu'on entend par *marxiste*, *analyse marxiste*, « idéologies ». Le cardinal Aloisio Lorscheider, archevêque de Forteleza (Brésil) et président de la conférence épiscopale brésilienne, n'hésite pas à remettre les choses au point. Dans une interview publiée par le bulletin de son diocèse, il dit : *« Quand j'entends l'accusation d'infiltration marxiste dans l'Eglise, j'ai l'habitude de demander à mon interlocuteur ce qu'il entend par le marxisme. Le plus souvent, je n'ai pas de réponse (...). Beaucoup, quand ils parlent de marxisme, ne signifient pas la philosophie marxiste, mais l'analyse marxiste (...).* [Celle-ci] *se veut un effort de compréhension de la société dans laquelle nous vivons »* (3). Une telle déclaration suffirait à montrer qu'il n'y a pas unanimité au sein de l'épiscopat latino-américain.

Quant aux théologiens eux-mêmes, ils répondent par la plume des deux frères Boff : *« Marx n'est pas le parrain de la théologie de la libération. L'outil d'analyse marxiste est une médiation. Il est peut-être dangereux, mais il est utile pour comprendre la réalité sociale »* (4). Il semble donc bien que la position du CELAM consiste d'abord à ne pas dissocier dans une démarche marxiste le recours à une analyse sociale et l'option philosophique. L'analyse, selon lui, prend son origine et débouche nécessairement sur la philosophie. Ensuite, il souligne le caratère essentiellement athée, et donc contradictoire avec la foi, de cette même philosophie. Dans une telle logique, l'analyse sociale ne peut déboucher que sur la destruction de la religion. D'où la nécessité de s'y opposer avec force. Comme l'examen des écrits de la théologie de la libération et des pratiques des communautés de base ne permet guère d'aboutir à de telles conclusions, la question est donc de savoir pourquoi cet amalgame ? Nous y reviendrons plus loin.

Une théorie de deux Eglises ?

LE deuxième volet de l'argumentation contre la théologie de la libération concerne la christologie et, plus généralement, encore la Rédemption. On l'accuse de présenter *« un Verbe incarné comme exemple éminent de charité et d'engagement sociopolitique »* (5). *« Le Christ de l'Evangile est réduit au Christ de la seule libération temporelle »* (6). Selon Mgr Lopez Trujillo, le Seigneur n'y est pas présenté *« comme l'envoyé du Père, mais comme un instrument de lutte des classes, le subversif de Nazareth »*. Par ailleurs, selon ce courant théologique, la Bonne Nouvelle ne concernerait que les pauvres. Ce choix est à *« comprendre comme une option de classe »*.

Toujours dans la ligne du sujet de la Rédemption, le secrétariat de l'épiscopat d'Amérique centrale et du Panama, préparant la visite du pape, est encore plus explicite : *« Ceux qui espèrent que le pape viendra seulement pour les* pauvres *n'ont pas lu* Redemptor Hominis (la première encyclique de Jean-Paul II). *Le pape n'est pas un pape de classe »* (7). Ce dernier, pour sa part, lors du discours d'ouverture à la réunion du CELAM à Port-au-Prince en 1983, précisait sa pensée, signalant parmi les graves problèmes auxquels est confrontée l'Eglise du continent *« l'amertume de beaucoup qui, à cause d'une option erronée pour les pauvres, se sentent abandonnés et délaissés dans leurs aspirations et leurs besoins religieux »* (8).

En d'autres termes, le reproche porte sur la définition du concept de pauvre, jugée inspirée de *« critères simplement politiques et idéologiques »* (9), alors que le message biblique est plus englobant et que le salut *en* Jésus-Christ est plus qu'une simple libération de l'oppression économique et sociale. Une telle option, *« exclusive et excluante »*, n'engendre-t-elle pas inévitablement *« des sentiments de haine et de lutte entre frères »* (10) ? Mais, une fois de plus, n'est-ce pas là une lecture bien partiale de la théologie de la libération qui, pour la majorité de ses auteurs, tels Gustavo Gutierrez, les frères Boff ou John Sobrino, insistent sur l'universalité du salut et sur sa non-réductibilité aux processus sociaux ? Il est vrai, par contre, qu'ils mettent l'accent sur le caractère concret du pauvre, qui est *non seulement* celui qui souffre et vit dans la misère, mais surtout celui qui est opprimé par les pratiques économiques, sociales et politiques de classes *qui* les exploitent.

Alors, à nouveau, se pose la question du pourquoi d'un tel oubli dans la présentation *de leur réflexion théologique* ?

Avant d'y répondre, abordons les deux dernières questions, celle de l'ecclésiologie et celle de la doctrine sociale de l'Eglise. Pour la première, c'est *« l'Eglise populaire »* qui forme le problème principal. Il est, selon Mgr Quarracino, *élu président* du CELAM en 1983, inacceptable de parler d'une *« Eglise qui naît du peuple. »* En effet, *« il faut alerter nos Eglises sur ce danger qui débouche sur une théorie des deux Eglises, et cela exige un travail vigoureux de clarification et d'action unitaire »* (11).

Pour Mgr Lopez Trujillo, la théologie de la libération présente, d'une part, une Eglise populaire ayant fait option pour les pauvres, et, de l'autre, une Eglise bourgeoise, replaçant ainsi les conflits de classes à l'intérieur de l'Eglise *elle-même*.

Une telle présentation de la pensée ecclésiologique de la théologie de la libération et de la réalité des communautés de base correspond, à *première* vue, plus adéquatement à ce qui est généralement affirmé. Mais il y a *cependant* une *différence fondamentale*. Jamais les communautés de base ni la réflexion théologique à leur sujet n'ont parlé de deux Eglises. Elles revendiquent au contraire leur appartenance authentique à l'Eglise de Jésus-Christ, mais elles soulignent aussi le *fait qu'il existe diverses options* à l'intérieur de cette dernière. Elles ont noté, en particulier, que les choix politiques, les pratiques *sociales* et *culturelles*, la prédilection pour certains mouvements catholiques, le type de spiritualité et jusqu'aux positions théologiques d'une partie des chrétiens d'Amérique latine et d'une majorité de la hiérarchie les situent en fait, même si ce n'est pas *intentionnellement*, en correspondance d'intérêt et de mentalité avec les classes possédantes. Et cela ne mérite-t-il pas la critique de l'Evangile ?

La mise en lumière des *différences* n'est guère acceptable dans une conception de l'Eglise avant tout basée sur l'obéissance et l'autorité. C'est ce que Jean-Paul II a rappelé tout d'abord dans une lettre aux évêques du Nicaragua, le 29 juin 1982. Il serait *« absurde et dangereux d'imaginer à côté de – pour ne pas dire contre – l'Eglise construite sur l'évêque... une Eglise populaire »*, c'est-à-dire *« sans référence aux pasteurs légitimes »* et *« infiltrée de connotations idéologiques »* (12). Dans son homélie de la messe de Managua, le pape revint sur ce thème de manière plus vigoureuse encore, parlant des *« magistères paral-*

---

(1) Cf. *Diffusion de l'Information sur l'Amérique latine* (*DIAL*) nº 925, Paris. Un document élaboré sur les théologies de la libération en Amérique latine et sur les contre-théologies a été publié sous forme de dossier par le Centre tricontinental, avenue Saint-Gertrude, 5 B-1348 Ottignies-Louvain-la-Neuve (Belgique).

(2) Cf. *DIAL* nº 930. C'est, selon le cardinal Ratzinger, l'influence de l'exégète allemand Bultmann qui s'exerce en ce domaine, ce qui est d'ailleurs contesté par plusieurs théologiens de la libération qui insistent précisément sur le caractère central de la pratique de Jésus dans sa société.

(3) Interview donnée au Bulletin diocésain de l'archevêché de Fortaleza, *Paginas*, vol. VII, nº 46, août 1982.

(4) Leonardo Boff et Clodovis Boff, « Le cri de la pauvreté à partir de la foi », *Folha de Sao-Paulo*, et publié par *DIAL*, nº 931 (26 avril 1984).

(5) Discours de Mgr Quarracino, secrétaire général du CELAM, à la réunion de Port-au-Prince.

(6) Article de Mgr Quarracino dans le bulletin *CELAM*.

(7) Déclaration du secrétariat de l'épiscopat d'Amérique centrale et du Panama, bulletin CELAM, nº 180 (*février* 1983).

(8) Discours de Jean-Paul II à Port-au-Prince, à l'assemblée générale du CELAM.

(9) *Ibidem*.

(10) *Ibidem*.

(11) Mgr Quarracino, *op. cit.* (3).

(12) Bulletin CELAM, nº 176 (septembre 1982).

---

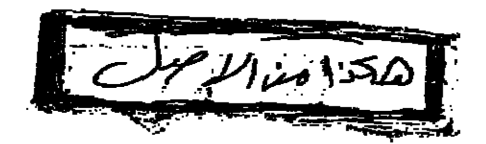
10 LEÇONS SUR LE NAZISME. – Collectif sous la direction d'Alfred Grosser

★ **Editions Complexe, Bruxelles, 1984, 262 pages.**

En dépit de l'accumulation d'études sur le nazisme, dont bon nombre seraient secondaires, superflues ou répétitives, *« la recherche sur le IIIᵉ Reich n'est encore qu'à ses débuts »*, écrit A. Grosser ; et, en introduisant à la présente contribution, il voit là une *« interrogation sur le devenir allemand »*.

Faute de pouvoir même énoncer le contenu de ces « leçons », on s'arrêtera un instant à celle de Jacques Nobécourt qui élucide les rapports de l'Eglise catholique et du régime nazi de *1933 à la guerre*. *Les compromis* avaient été déjà conçus sous l'influence du nonce Pacelli : atteint de germanophilie congénitale et *inconditionnelle*, il contribua largement à permettre à Hitler d'accéder légalement au pouvoir. En 1937, l'encyclique promulguée par Pie XI ne fut pas la condamnation explicite du nazisme comme l'était le document qui visait nommément *« le communisme athée »*. Elle était pourtant claire en ce qu'elle rappelait hautement les principes intangibles que le nazisme bafouait et détruisait. La différence de traitement s'explique par deux faits. On oublie souvent le premier : *Hitler, Himmler, Goebbels étaient* catholiques, et ils ne se déclarèrent jamais étrangers à l'Eglise. Trait piquant : ils ont toujours continué à *payer ponctuellement* et *personnellement* le denier de saint Pierre ! L'autre fait, plus connu, c'est que l'Eglise a vu dans Hitler *celui qui, seul, pouvait vaincre le diable*. Au cours de son histoire, elle n'a jamais beaucoup compté sur les anges pour cette tâche.

Y. F.



Conflit de pouvoirs entre M. Reagan et le Congrès sur la politique étrangère

Par MARIE-FRANCE TOINET *

LA reprise américaine convainc moins les spécialistes américains que les analystes français. Nul ici n'ignore qu'elle a été acquise au prix d'un déficit budgétaire sans équivalent dans l'histoire des Etats-Unis (1), au mépris de tous les engagements de M. Reagan qui, pour se faire élire, avait promis un budget en équilibre dès 1984 : on en est loin. Il serait pourtant vain de faire la fine bouche : l'opinion, qui avait cru au pire, est à juste titre soulagée que la reprise ait eu lieu, même si elle se rend parfaitement compte que le chômage a diminué grâce aux chutes de salaires qui ne sont pas négligeables – mais touchent surtout les ouvriers (2), – et que l'inflation a été jugulée par un endettement qu'il faudra bien régler un jour. Quelles qu'en soient les contreparties, elle sait gré à M. Reagan d'une reprise dont, à tort ou à raison, elle lui attribue la paternité.

L'économie étant le meilleur argument qui soit au moment où toute décision politique se mesure à l'aune électorale, on ne peut donc que s'étonner de voir le merveilleux politicien qu'est M. Reagan ne pas capitaliser sur ce qui, en ce printemps 1984, semble devoir assurer sa réélection. Bien au contraire, le président attire l'attention sur ses échecs de politique étrangère, même s'il tente de dégager sa propre responsabilité en accusant le Congrès de l'avoir gêné, voire muselé, dans les moments les plus critiques, au Liban notamment.

Au début du mois d'avril, et à plusieurs reprises, le président a attaqué le Congrès avec virulence, estimant par exemple que celui-ci a *« sérieusement miné notre politique* (au Proche-Orient), *empêché nos diplomates de négocier, encouragé l'intransigeance syrienne et prolongé la violence »*. De même, pour M. Reagan, *« les hésitations du Congrès* (à l'égard de l'Amérique latine) *ne peuvent qu'encourager les ennemis de la démocratie »* (3). Certes, lorsqu'un pays subit un grave revers diplomatique, il est fréquent que les principaux responsables de l'échec tentent de partager le blâme avec leurs opposants. M. Reagan n'y a pas manqué après la déroute libanaise, en bon tacticien qui sait la valeur de la contre-attaque.

Il eût pu réussir, comme Harry Truman attaquant le Congrès *« vaurien »* en 1948, mais il a joué de malchance. Le jour même de son discours à Georgetown, le *Wall Street Journal* révélait que la CIA avait directement participé au minage des ports du Nicaragua (4). Jour après jour, l'ampleur de l'engagement américain en Amérique centrale fut plus nettement mise en évidence par la presse américaine. Le 8 avril, le *New York Times* affirmait que des plans d'urgence avaient été établis pour l'envoi éventuel de troupes américaines en Amérique centrale *« au cas où la stratégie actuelle pour réduire les forces de gauche dans la région échouerait »* (5).

Le 18 avril, le même journal affirmait que le sabotage des réservoirs de pétrole du port de Corinto en octobre 1983 pouvait être attribué à la CIA (6). Le 22 avril, le *New York Times* encore affirmait que la CIA contraignait les antisandinistes à suivre ses directives en les menaçant de suspendre son aide (7). Enfin, dans un article d'une pleine page, le 23 avril, il *décrivait minutieusement* les divers éléments de l'intervention américaine (8). Malgré les dénégations ou *les « no comment » officiels*, la réaction du Congrès ne s'est pas fait attendre.



(Jean-Louis Atlan-Sygma)

MANIFESTATION DEVANT LA MAISON BLANCHE

Elle est furieuse, individuellement et collectivement. Individuellement, les sénateurs les plus favorables à la politique américaine en Amérique centrale expriment leur indignation : ainsi, le sénateur Goldwater écrit au directeur de la CIA une lettre rageuse où il qualifie le minage des ports nicaraguayens d'*« acte de guerre »* (9), tandis que le sénateur Moynihan démissionne le 15 avril de la vice-présidence de la *commission chargée de contrôler* la CIA. Collectivement, le Sénat qui, une semaine auparavant, avait encore soutenu *les demandes de crédits pour* l'Amérique centrale (10), condamne l'utilisation de fonds américains pour l'opération de minage, par 84 voix (dont celles de M. Laxalt, proche de M. Reagan, de M. Baker, leader de la majorité républicaine, ou de MM. Dole, Moynihan ou Inouye, sénateurs aussi influents que respectés) contre 12. La Chambre des représentants emboîte le pas le 12 avril par un vote de 281 voix contre 111. C'est le plus grand échec de M. Reagan au Congrès.

Démentir les propos de la veille

LES raisons de la colère parlementaire sont multiples. Il y a d'abord le sentiment très général que le président prend les membres du Congrès pour des sots auxquels on peut faire avaler n'importe quelle couleuvre.

Que le Sénat, et notamment sa commission sur les activités d'espionnage, n'ait pas été au courant, comme le prétendent notamment les sénateurs Goldwater et Moynihan, dépasse certes l'imagination de la personne dotée de la meilleure volonté. Pour qui sait lire, le compte rendu du débat au Sénat sur *l'attribution de fonds supplémentaires* pour l'Amérique centrale (qui aboutit à la défaite de ceux qui s'opposent à l'engagement américain) est parfaitement éclairant. Le Sénat était au courant, *comme le prouve le fait que* le sénateur Goldwater censure lui-même les propos imprudents qu'il avait tenus et *qu'avait normalement rapportés* le *Congressional Record* (11). Si la CIA s'est bien gardée d'insister (comme le souligne sarcastiquement le sénateur Moynihan, il s'agit de vingt-six mots dans une présentation de deux heures) sur ses activités de minage, il n'empêche que le Sénat n'était pas particulièrement désireux d'être tenu au courant.

En revanche, il est vrai que le Congrès n'est pas complètement informé de l'ampleur de l'engagement américain dans la région : le Sénat en est d'autant plus irrité qu'il a l'impression de n'être pas payé en retour alors qu'il a loyalement joué le jeu – et suivi le leadership de M. Reagan. Pis même, le président veut faire porter par le Congrès la responsabilité de ses propres échecs : totalement maître du jeu au Liban – mais n'ayant jamais eu de politique bien définie sur ses objectifs stratégiques et ses moyens tactiques, – ayant été obligé de retirer en catastrophe le contingent américain sans même avoir *consulté ses alliés*, il insulte le Congrès, avant la débâcle... et après : avant, lorsqu'il déclare que ce serait se *rendre* que de retirer les troupes américaines du Liban ; après, lorsqu'il accuse le Congrès d'être responsable de la déroute.

M. Reagan et ses adjoints détestent la loi de 1974 sur les pouvoirs de guerre. Leur rêve, comme le dit fort explicitement le conseiller pour la sécurité nationale, M. Robert McFarlane, est que le Congrès puisse éventuellement critiquer la politique présidentielle *avant* que la décision soit prise mais se taise une fois qu'une ligne de politique étrangère est adoptée. Selon cette logique, sans doute le Congrès aurait-il dû éviter de s'immiscer dans la guerre du Vietnam une fois adoptée la résolution du golfe du Tonkin (elle avait été votée à l'unanimité moins deux voix) pendant l'été 1964. Car le traumatisme vietnamien ne joue pas dans un seul sens mais est multiface : si certains n'osent certes plus montrer la face militaire des Etats-Unis, d'autres, pour en effacer jusqu'au souvenir, ne rêvent que de guerre des étoiles ou de confrontation... avec la Grenade.

La querelle sur les prérogatives réciproques du Congrès et du président en *matière de politique étrangère* est aggravée par les contradictions de M. Reagan sur les objectifs de sa politique. *S'agit-il de déstabiliser* le Nicaragua ? Le président dément le lendemain ses affirmations de la veille. S'agit-il de contraindre ce pays à retourner à la démocratie pluraliste ? Même l'annonce d'une élection présidentielle en novembre 1984 est accueillie par la dérision. Faut-il soutenir les efforts du groupe de Contadora ? Mais les Etats-Unis ne cessent de les miner subrepticement. Faut-il enfin croire les déclarations les plus officielles, selon lesquelles il s'agit simplement d'interrompre les livraisons d'armes à la guérilla salvadorienne ? Comme le souligne le sénateur Cranston (Californie) dans le débat (12) qui va aboutir au désaveu du président Reagan, l'argument n'est guère convaincant si l'on regarde une carte de géographie : on constate alors que le port d'El Bluff, sur la façade atlantique, lui aussi miné, est le plus loin qui soit du Salvador, bien loin pour y livrer aisément des armes.

Qui plus est, dans son discours du 10 mars 1983, M. Reagan s'est solennellement engagé à ne pas « américaniser » la guerre en Amérique centrale. Pourtant, *« l'an passé a vu un accroissement dramatique de la présence et du rôle américain en Amérique centrale... Il y a un an, le Pentagone indiquait un total d'environ cent cinquante conseillers militaires au Salvador et au Honduras. Aujourd'hui, ce nombre est multiplié par dix »* (13). Aérodromes au Honduras, armements aux « contras », minage des ports, missions de reconnaissance – sans compter les grandes manœuvres permanentes – sont les signes tangibles d'une présence et d'un interventionnisme accrus. Le Congrès craint d'être *floué* : la maladresse des explications gouvernementales lui donne l'occasion de le dire publiquement.

A cette maladresse s'en ajoute parallèlement une autre, le refus des Etats-Unis de se présenter devant la Cour internationale de justice de La Haye, qui choque profondément les parlementaires : *« La décision gouvernementale donne l'impression, à tort ou à raison, que les Etats-Unis seraient condamnés pour leur décision de miner les ports du Nicaragua »* (14). Comme le souligne le sénateur Moynihan, les Etats-Unis, d'après les termes de l'accord de 1946 portant leur acceptation de la juridiction de la Cour internationale, *« n'ont pas le droit de simplement déclarer qu'ils n'acceptent plus cette juridiction »* : il leur faut donner un préavis de six mois (15).

Fondamentalement, cependant, l'inquiétude des parlementaires vient du fait qu'ils constatent la « militarisation » d'une politique étrangère qui, de surcroît, semble déboussolée. Le département d'Etat n'a plus depuis longtemps le rôle prédominant qui fut le sien au temps de Dean Acheson ou de John Foster Dulles. Même sous les présidences Nixon ou Carter, le conseiller pour la sécurité nationale avait l'oreille du prince. Dorénavant, ce sont le ministre de la défense (pour le Salvador ou le Honduras, dit-on) ou le directeur de la CIA (pour le Nicaragua) (16) qui décident, sans que le prince y prête d'ailleurs grande attention : du moment que son anticommunisme total et global est respecté, il laisse l'application de la ligne politique à ses subordonnés. Ainsi voit-on une *« politique américaine en Amérique centrale qui est largement dictée par des considérations militaires »* (17) : cette vue est partagée par nombre de sénateurs. L'absence – comme au Proche-Orient – d'une politique étrangère clairement définie, avec des objectifs à long et à moyen terme, laisse en effet le champ libre à des réactions purement militaires, au jour le jour, et dont le seul ressort est l'antisoviétisme, ce qui satisfait le président. A l'inexistence de perspectives politiques au niveau présidentiel correspond d'ailleurs une prudence timorée au Congrès. Les opposants à la politique présidentielle ne se privent pas de la critiquer, mais ne proposent rien, sauf à souhaiter des négociations. Mais en quels termes et avec qui ?

Un idéologue sans stratégie

AUCUN responsable américain n'est prêt à accepter la guerre ouverte contre le Nicaragua ou la « communisation » de l'Amérique centrale : le véritable arbitre de la situation est une opinion publique mal informée mais fort opposée à toute aventure militaire où la puissance américaine s'enliserait (18). L'opinion garde le soupçon que M. Reagan est un fauteur de guerre, et elle n'a que médiocrement confiance dans sa volonté d'une vraie négociation avec l'Union soviétique, qu'elle souhaite et a toujours souhaitée. Curieusement et paradoxalement, M. Reagan a su restaurer dans l'opinion tant américaine qu'internationale l'image – qui s'était fortement dégradée sous M. Carter – d'une Amérique *puissante et forte*, alors qu'il n'a *su* négocier aucun progrès politique dans les trois zones actuellement prioritaires *pour les Etats-Unis : rien au Proche-*Orient (M. Carter avait signé les accords de Camp David) ; rien en Amérique centrale (*M. Carter avait* rétrocédé le canal à Panama) et rien avec l'Union soviétique (M. Carter avait signé SALT-2). Bien au contraire, la situation dans ces trois domaines a sérieusement empiré (19).

Dans ces conditions, il est surprenant que M. Reagan soit parti en guerre contre le Congrès à propos de la politique étrangère, qui n'est pas son point fort, alors que la reprise économique, si elle dure jusqu'à l'automne, assure bien plus aisément sa réélection. Mais M. Reagan, s'il est un superbe manipulateur d'opinion doté du don de convaincre, est aussi un idéologue qui ne résiste pas à l'idée de poursuivre l'*« empire du mal »* envers et contre tout et tous. Quoi qu'il en ait fait jusqu'ici, il a subtilement échappé au blâme tout en recueillant les bénéfices de ses décisions. Les démocrates sauront-ils le rendre responsable de l'ensemble de sa politique aux yeux de l'opinion ? C'est ainsi que se décidera l'élection de novembre – et jusqu'ici M. Reagan semble devoir en être le vainqueur. *Considérera-t-il qu'il* aurait de la sorte reçu mandat d'intervenir directement en Amérique centrale ? C'est ce que craignent les sandinistes et ce dont l'accusent ses adversaires politiques. Mais l'électorat est imprévisible : *c'est ce qui inquiète M. Reagan.*

---

* Fondation nationale des sciences politiques, auteur de *la Chasse aux sorcières, 1947-1957*, Ed. Complexe, Bruxelles, 1984.

(1) Le déficit a atteint 195 milliards de dollars l'an passé, soit près de 6 % du PNB, et atteindra environ 180 milliards de dollars cette année. L'intérêt sur la dette fédérale – qui aura presque doublé sous la présidence de M. Reagan – est actuellement de 108 milliards de dollars, soit 14 % du budget fédéral.

(2) Les salaires des ouvriers syndiqués (plus élevés que ceux des non-syndiqués) ont augmenté de 3,3 % alors que le coût de la vie a augmenté de 3,8 % en 1983. En revanche, les *dirigeants de General Motors* et de Ford viennent de s'attribuer des primes de l'ordre de 800 000 à 1 million de dollars.

(3) Discours à l'université de Georgetown sur la politique étrangère des Etats-Unis, 6 avril 1984, *Congressional Quarterly*, 14 avril 1984, p. 870.

(4) Rogers (D.), « US Role in Mining Nicaraguan Harbors Reportedly is Larger than First Thought », *Wall Street Journal*, 6 avril 1984.

(5) Halloran (R.), « US Said to Draw Latin Troops Plan », *New York Times*, 8 avril 1984.

(6) Associated Press, « Oct. 10 Assault on Nicaraguans is Laid to CIA », *New York Times*, 18 avril 1984.

(7) Brinley (J.), « Threats by CIA Said to Influence Antisandinistas », *New York Times*, 22 avril 1984.

(8) Smith (H.), « US Latin Force in Place if Needed, Officials Report », *New York Times*, 23 avril 1984.

(9) *Cf.* « Goldwater to Casey : This is no Way to Run a Railroad », *Congressional Quarterly*, 14 avril 1984, p. 833.

(10) Vote du 5 avril 1984, approuvant des crédits supplémentaires pour le Salvador (62 millions de dollars) et les antisandinistes (21 millions), acquis par 76 voix contre 19.

(11) Sur ce point, voir notamment les articles du *Wall Street Journal* (6 avril 1984) et du *New York Times* (10 avril 1984) et les explications légèrement embarrassées du sénateur (*Congressional Record*, 10 avril 1984, p. S. 4198).

(12) *Cf. Congressional Record*, 9 avril 1984, p. S. 4143.

(13) Smith (H.), « US Latin Force... », art. cit.

(14) Sénateur Pell, *Congressional Record*, 9 avril 1984, p. S. 4144.

(15) *Congressional Record*, 10 avril 1984, p. S. 4194.

(16) Taubman (P.), « Key CIA Role Seen in Barring of Nicaragua », *New York Times*, 20 avril 1984.

(17) Sénateur Bingaman (New-Mexico) cité par Smith (H.), art. cit.

(18) *Cf.* Tolchin (M.), « Congress Returns With Reports of Concern on Latins », *New York Times*, 25 avril 1984, et Lodd (C.E.), « Public Opinion on Central America », *Public Opinion*, août-septembre 1983.

(19) *Cf.*, sur ce point, la remarquable analyse d'Ignatius (D.) et Jaroslovsky (R.), « Reagan's Record : Foreign Policy Success Eludes the President but US Image Gains », *Wall Street Journal*, 20 avril 1984.

Calendrier des fêtes nationales

1er-30 juin

1 TUNISIE	Fête nationale
4 TONGA	Fête nationale
7 TCHAD	Fête nationale
12 PHILIPPINES	Anniv. de la procl. de l'ind.
17 ISLANDE	Fête nationale
23 LUXEMBOURG	Fête nationale
26 RÉP. MALGACHE	Fête nationale
30 ZAIRE	Fête de l'indép.

CONTRE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

contagion marxiste



LES TROUBLE-FÊTE (« LE CHRIST AU BANQUET », DE HENRI MOTTE, Salon 1908) *(Roger Viollet)*

lèles » qui affaiblissent l'Eglise et exigeant que les conceptions doctrinales et les projets pastoraux soient soumis au magistère de l'Eglise, représenté par le pape et les évêques.

On assiste donc à l'émission de deux discours parallèles, bien que pas nécessairement contradictoires. Le premier perçoit l'Eglise dans sa réalité concrète, sans pour autant nier son caractère eschatologique. Le second privilégie la réalité de l'Eglise comme signe ou sacrement d'unité, selon les termes du concile Vatican II. Mais il bloque toute possibilité de considérer le pôle hiérarchique comme inséré dans *une réalité sociale qui lui confère un* sens précis, lui attribuant ainsi un caractère ontologique indiscutable. Une fois de plus le dialogue est dans l'impasse. Mais, en cette matière, les enjeux paraissent plus clairs.

Quant à la doctrine sociale de l'Eglise, elle est remise en question par la théologie de la libération. « *Tel un amour d'adolescent, beaucoup ont eu le regard aveuglé par l'analyse scientifique de la réalité, la lutte des classes, la théorie de la dépendance, la praxis révolutionnaire*, écrit Mgr Quarracino, à cette époque secrétaire général du CELAM, *et ils ne perçoivent plus la viabilité de la doctrine sociale de l'Eglise* » (13). Or, dit Jean-Paul II à Managua, le principe de soumission appliqué aux conceptions doctrinales et aux projets pastoraux « *s'applique aussi au domaine de la doctrine sociale de l'Eglise, élaborée par mes prédécesseurs et par moi-même* » (14).

La grille de lecture utilisée par les uns et par les autres est donc très différente. Dans le premier cas, l'analyse de classe met en lumière le caractère antagonique des intérêts économiques, opposition qui s'exprime dans la réalité d'une lutte des classes ayant ses répercussions dans les champs politiques, sociaux, culturels et même religieux. L'éthique sociale qui en découle vise à des changements structuraux qui dépassent les simples relations interpersonnelles. Il s'agit d'établir une logique des majorités, ce qui signifie une rupture avec le système économique capitaliste et l'entrée dans une voie socialiste. Par contre, dans le second, les différences sociales formant une évidence, les diverses catégories sociales doivent coexister en harmonie. D'où la nécessité d'une collaboration entre les diverses classes pour le bien commun. Une telle norme éthique exige évidemment que l'on supprime les abus et les injustices et que l'on corrige les excès, d'où un appel énergique au sens de la justice et à la générosité des classes ayant du pouvoir, mais aussi à la patience et à la non-violence des classes opprimées. D'où, enfin, la condamnation de la lutte des classes, considérée comme un comportement inacceptable dans les relations interpersonnelles et conduisant nécessairement à la violence. C'est le sens de l'intervention de Jean-Paul II dans son discours aux paysans au Panama.

Ne retrouve-t-on pas, au travers de l'ensemble des reproches adressés à la théologie de la libération, une logique *qui en relie les divers éléments* ? C'est ce qu'on est en droit de se demander pour formuler certaines hypothèses d'interprétation. N'y aurait-il pas, en fait, un double rejet ? D'abord celui de l'histoire comme composante dynamique de l'œuvre de la Rédemption, une histoire construite par les hommes. Sa prise en compte relativise en effet une vision de la foi conçue comme un dépôt, dont le magistère est le gardien; et qui place la hiérarchie au sommet de tout l'édifice religieux. Rejet aussi d'une analyse de classe, car elle exige une prise de position. Or cela met l'institution, c'est-à-dire en l'occurrence la *hiérarchie, dans une situation impossible*, puisqu'elle se définit comme devant présider à l'unanimité, sans parler de l'espace social et politique dont elle risque de ne plus jouir en prenant parti. Ce double rejet serait d'autant plus radical qu'il se réfère à la défense d'une vérité révélée concernant le salut, fonction considérée comme essentielle par l'autorité religieuse.

Ce qui n'est probablement pas perçu, c'est que, dans la situation concrète du tiers-monde, une telle position aboutit à un choix qui, lui aussi, est politique, et les faits le vérifient plus éloquemment encore que les écrits théologiques : ce choix s'effectue contre les pauvres dans la mesure où ils *prennent en main leur propre* libération, et quand ils élèvent la voix au sein de l'Eglise.

Stratégie contre « un virus contagieux »

COMME nous l'avons dit, on peut dater de 1972, au moment où fut élu secrétaire général Mgr Lopez Trujillo, le début des initiatives du CELAM dans ce domaine. La première fut, en 1973, une réunion à Bogota sur le thème de la libération. L'idée défendue à cette époque est qu'il existe deux conceptions de la libération : l'une spirituelle, d'origine latino-américaine, et l'autre mettant l'accent sur la politique, et d'origine européenne. La revue *Tierra Nueva*, fondée à Bogota, se spécialisa dans la réfutation de la théologie de la libération. La première stratégie se situait donc au niveau intellectuel et proprement théologique.

Elle se poursuit au cours des années suivantes. Un groupe de travail est constitué avec la collaboration de théologiens allemands, le Cercle d'étude Eglise et libération, qui se réunit à trois reprises en 1973, 1974 et 1975, pour déboucher ensuite sur un colloque à Rome, au cours duquel un important rapport sur « *la propagation mondiale de la théologie de la libération* », présente cette dernière comme « *un virus contagieux* » et dénonce en termes assez violents les personnes et les institutions qui en assurent la diffusion.

La préparation de la conférence de Puebla (1979), réunissant l'épiscopat latino-américain pour le dixième anniversaire de la conférence de Medellin, est l'occasion d'une intense activité, consacrée entre autres à la mise au pas de la théologie de la libération et à celle des communautés de base. Le résultat en fut très modéré, aucune condamnation n'étant prononcée, grâce à l'intervention de membres influents de l'épiscopat, et notamment de plusieurs cardinaux brésiliens. Mgr Lopez Trujillo, nommé président du CELAM au début 1980, organise en 1982 deux réunions importantes, l'une sur l'ecclésiologie et qui traite notamment des communautés de base. Le Père Hamer, o.p., secrétaire de la Congrégation pour la doctrine de la foi (ancien Saint-Office) y prend part. L'autre, à peine un mois après, se tient à Rio-de-Janeiro et a pour thème la christologie. Le président de la même Congrégation y assiste, le cardinal Ratzinger. Cette rencontre, qualifiée par le CELAM de « *pluraliste* », s'inscrit cependant dans la ligne d'une réfutation de la théologie de la libération, et aucun théologien de cette tendance n'y avait été convié.

Le deuxième aspect de la stratégie consiste à réorganiser les instances du CELAM en fonction des objectifs indiqués plus haut et à pratiquer une politique de nominations qui mettent en place des hommes sûrs. Il serait trop long de retracer toutes les étapes de cette action intelligemment menée. Les personnes invitées aux divers colloques et réunions finissent par être désignées aux postes-clés du CELAM, assurant ainsi une continuité de l'action, au travers des renouvellements de postes. Cela se réalise en collaboration étroite avec le Saint-Siège, où Mgr Lopez Trujillo exerce une influence sur la CAL (commission sur l'Amérique latine), dont le responsable est aussi le préfet de la congrégation des évêques, ancien nonce en Amérique latine, le cardinal Baggio. Le CELAM s'occupe aussi activement de la préparation du voyage du pape en Amérique centrale, aussi bien pour les thèmes que pour le choix des orientations.

Enfin, troisième volet, l'action pastorale, par le biais des plans de pastorale, dont le troisième est en cours (1983-1986). Ces plans offrent un appui logistique aux épiscopats locaux pour la formation du personnel religieux, l'organisation de sessions d'étude, le soutien à des mouvements laïcs, etc. On se rappellera qu'un plan d'urgence fut organisé après la révolution sandiniste pour le Nicaragua. L'ensemble de ces stratégies demande évidemment des moyens considérables, que le CELAM a obtenus de diverses sources, mais principalement de fondations catholiques allemandes et de sources américaines privées.

Ces diverses actions ont rencontré des résistances. Ainsi, la conférence épiscopale brésilienne, la plus importante du continent, a marqué de nettes réserves face à la politique menée par le CELAM. Les nouvelles nominations épiscopales risquent cependant d'éroder progressivement cette résistance. Par ailleurs, les communautés de base du continent organisèrent en 1980 une réunion à Sao-Paulo, sous le patronage du cardinal Arns. Le CELAM exerça des pressions considérables pour en minimiser les effets. Mgr Lopez Trujillo intervint aussi auprès des organismes catholiques d'aide au développement pour qu'ils mettent fin à leur soutien aux initiatives pastorales et sociales des groupes et personnes liées à l'Eglise des pauvres. Enfin, dans une lettre à M. Philip Potter, secrétaire général du conseil œcuménique des Eglises, datée du début 1982, il reproche à ce dernier l'aide, notamment financière, accordée à des groupes ou des centres « *qui essayent de se couvrir de l'étiquette œcuménique* » et qui véhiculent « *des formes d'expression théologique idéologisées et radicalement critiques de l'Eglise, de ses pasteurs et de ses structures, quand ce n'est pas des principes de base eux-mêmes de la foi* ».

Après deux mandats de secrétaire général et un mandat de président, ayant ainsi passé onze ans au CELAM, Mgr Lopez Trujillo, évêque de Medellin, est nommé cardinal le 2 février 1984. Le pape, dans une audience particulière, lui exprime son appréciation en disant : « *Son apport à l'étude et à la clarification de la théologie, en particulier de la théologie dite de la libération, a été et reste un éminent service d'Eglise* » (15).

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que l'opposition à la théologie de la libération et aux courants nouveaux dans l'Eglise latino-américaine n'avait pas des adeptes qu'au sein de l'Eglise. En 1980 se réunissait à Santa-Fe, aux Etats-Unis, un groupe de travail destiné à préparer les grandes lignes de la politique des Etats-Unis envers l'Amérique latine, pour le cas où le président Reagan serait élu. Un paragraphe du texte, – confidentiel, mais publié – y énonce la nécessité de lutter contre la théologie de la libération. Au même moment se constitue à Washington l'Institute for Religion and Democracy, dirigé par M. Peter Burger, sociologue protestant, et M. Michel Novak, journaliste-écrivain catholique, destiné à dénoncer l'aide apportée par des groupes chrétiens nord-américains à la théologie de la libération et à l'Eglise populaire en Amérique latine, plus particulièrement en Amérique centrale. Cet institut est financé par plusieurs fondations dont certaines proches du Parti républicain.

Parmi les arguments extérieurs, on peut épingler aussi un curieux article publié par le bulletin du CELAM, dû à la plume du rabbin Léon Klenicki et intitulé : « *La théologie de la libération : un point de vue juif latino-américain* » (16). Après avoir dénoncé l'alliance avec les idéologies de gauche et la politisation du message biblique que signifie selon lui la théologie de la libération, l'auteur affirme que cette dernière renforce le courant antijudaïque de la théologie chrétienne, car il ne fait aucune allusion « *au retour à la Terre promise après vingt siècles d'exil, grâce à la formation de l'Etat d'Israël (...) ni au sionisme comme processus de libération* ».

Vers l'affrontement

DÈS la parution du texte du cardinal Ratzinger, les deux frères Boff publient une réponse, à laquelle nous avons déjà fait allusion. Ils admettent qu'il y a des dangers dans la théologie de la libération, qui peut donner une impression de réductionnisme. Mais cela provient précisément de la conscience de la situation dramatique du tiers-monde. Ce qui est nouveau, ajoutent-ils, n'a pas toujours eu le temps d'être parfaitement harmonisé, et c'est là chose normale. Une telle situation ne justifie pas cependant une attitude où domine la présomption de perversité. Nous ne pouvons nous reconnaître dans ce que dit le cardinal Ratzinger, affirment les deux théologiens brésiliens.

La théologie de la libération est au contraire un élargissement créateur de la théologie traditionnelle. Partir de la libération signifie une lecture des signes des temps à la lumière de la foi. Une telle démarche inclut la dimension transcendentale de la foi, la libération du péché et la communion gratuite avec Dieu. Elle s'élabore au contact vivant des réalités et non dans un univers académique. Au contraire de l'exégète allemand Bultmann, elle insiste sur le Jésus-Christ de l'histoire. Quant à l'analyse marxiste, elle constitue un outil d'appréhension du réel, outil dangereux peut-être, « *mais le meilleur dont nous puissions disposer pour rendre compte des situations vécues* » (17).

Le texte se termine sur un reproche : celui d'un manque de sensibilité à la cause du pauvre ; celle-ci n'est pas un simple facteur, un simple concept, mais une expérience éthique, mystique et théologique. Une position telle que celle du cardinal Ratzinger peut, elle aussi, devenir un outil politique.

La dynamique du processus en cours mène à l'affrontement, si les autorités de l'Eglise poussent jusqu'au bout la logique de leur position. Doit-on en voir un signe dans le fait que Clodovis Boff s'est vu retirer sa mission canonique d'enseignement de la théologie à l'université pontificale de Rio-de-Janeiro par le cardinal de Araujo Sales, qui en est le grand chancelier, à la veille de la reprise de l'année académique, en mars 1984 ? En tout cas, le parallélisme avec la crise du modernisme semble justifié, car la controverse porte en partie du moins sur des éléments semblables.

Mais l'enjeu, cette fois, est considérablement plus large. Il se situe au cœur même de la lutte des peuples du tiers-monde, en Amérique latine en particulier. Un autre parallélisme peut être tracé, celui de l'Eglise face à la question ouvrière en Europe et, cette fois, on peut en prévoir les conséquences. Jumeler un nouvelle forme d'antimodernisme à la lutte contre l'émancipation populaire dans le tiers-monde, n'est-ce pas un défi intellectuel et social qui risque d'être bien coûteux en vies humaines comme en vitalité religieuse ? Par ailleurs, accepter le pluralisme théologique et pastoral au sein de l'Eglise d'aujourd'hui permettrait peut-être de ne pas devoir, dans quelques dizaines d'années, à l'instar de beaucoup d'autres déjà, réhabiliter ceux que l'on a rejetés.

FRANÇOIS HOUTART.

(Les titres et intertitres sont de la rédaction du Monde diplomatique.)

(13) Mgr Quarracino, *op. cit.* (3).

(14) Homélie du 4 mars 1983 sur la place du 19-Juillet à Managua.

(15) Bulletin *CELAM*, nº 181 (mars-avril 1983).

(16) Rabbin Léon Klenicki, « La teologia de la liberacion : una exploracion judia latinoamericana », Bulletin *CELAM*, nº 185 (nov.-déc. 1983).

(17) L'épiscopat brésilien ne vient-il pas de faire savoir qu'entre 1979 et 1983, la sécheresse avait coûté quelque 10 millions de vies humaines au Nord-Est brésilien, parce que les structures sociales et politiques existantes empêchent de trouver une réponse adéquate aux conditions climatiques ?

UNE GRANDE OFFENSIVE DU VATICAN

Le mouvement d'une pensée surgie de l'action

Par GUY PETITDEMANGE *

LORSQUE parurent en Europe les premiers ouvrages et même le terme de théologie de la libération (1), la réaction, à de rares exceptions près, fut d'attention lointaine, un peu condescendante. Il ne s'agissait en somme que de l'adaptation de courants théologiques connus. Les maîtres en étaient des hommes formés en Belgique, en Allemagne, en Autriche, en France, assez généreux pour retourner sur « leur terrain » au moment où les temps de la paix politique étaient finis, où la situation socio-économique, en se dégradant, aggravait les tensions et durcissait les choix, où surtout une société profondément imprégnée de christianisme et dite chrétienne tirerait un surcroît de vitalité spirituelle de cet apport adjacent plus que neuf.

Aujourd'hui, toute la production rassemblée sous le nom de *théologie de la libération* n'est pas regardée d'aussi loin ni d'aussi haut. Elle inquiète. *« Nouvelle interprétation du christianisme », « n'entrant dans aucun schéma d'hérésie existant »* (2), lourde d'ambiguïtés meurtrières, réductionniste au point de se renverser presque en son contraire, en idéologie illusoire du christianisme, elle est en passe de devenir sinon une cible du magistère de l'Eglise, au moins l'objet d'une vigilance sourcilleuse. Et l'Eglise est loin d'être la seule institution à s'en soucier (3).

Il serait sans nul doute hasardeux et surtout faux de prétendre ramasser en quelques pages un mouvement aussi foisonnant et complexe. Pour trois raisons au moins. D'abord, il s'agit précisément d'un mouvement. La théologie de la libération ne représente qu'un aspect de la vie de l'Eglise en Amérique latine. Elle cherche à *« accentuer l'une des tâches les plus importantes et les plus urgentes : la réflexion théologique sur le sens de l'engagement de l'Eglise et de ses chrétiens pour la justice, pour la libération de ses peuples, dans la perspective de l'évangélisation »* (4). Cette réflexion ne cesse de se nuancer et de se refondre au rythme des pratiques, des situations, des apports extérieurs. Bien que riche déjà d'une vaste littérature, la théologie de la libération, par sa nature même, cette gestation, interdit presque de la figer en thèses (5).

De plus, cette percée théologique est absolument indissociable de son environnement. Le poids de la réalité latino-américaine, elle-même si différenciée, y est tel que l'approcher sur le seul plan théologique ou, pis, académique, c'est la manquer irrémédiablement. Cet attachement à un lieu ne signifie pas une marginalisation, mais simplement que ce travail intellectuel ne fut conçu et n'est intelligible qu'en référence à un contexte tout à fait déterminé (6).

Enfin, un regard porté de l'extérieur et du « centre » sur l'évolution de la tradition chrétienne commune peut difficilement se défaire d'un soupçon majeur, celui de détenir, d'une manière ou d'une autre, la vérité de cette tradition, sa maîtrise. Le jugement empêche alors la lecture et la discussion. La diversité concrète, seule significative, est balayée. C'est pourquoi les notes qui suivent ne voudraient qu'inciter à lire.

La raison d'une provocation

COMMENT expliquer qu'après des commencements quasi inaperçus, la théologie de la libération soit apparue comme une grandeur suffisamment homogène pour provoquer ? Peu à peu, en effet, à lire tous ces essais, on se rendit compte qu'il s'agissait d'autre chose que d'une démarcation appliquée de recherches européennes. La place accordée à l'histoire présente, l'usage à des fins pratiques de la lecture de la Bible, des innovations pastorales inspirées, la présence massive de la politique, l'insistance sur le caractère inévitable de l'engagement et même du conflit, l'appel à l'urgence, à l'éveil, à la critique, à l'action, autant d'éléments, parmi d'autres, qui semblent les structures intérieures fortes de ce discours et qui l'éloignent, plus qu'on ne l'eût cru, du bien connu. Dans un article tout en finesse et en savoir, Gustavo Gutierrez pointait dès 1974 cette possible stupeur : *« Travailler théologiquement dans l'ambiance d'une rationalité qui incorpore des éléments distincts de ceux qu'une théologie traditionnelle est habituée à magner, cela engendre des conflits et des incompréhensions. Il en fut toujours ainsi... En ce sens* (la théologie de la libération) *— comme d'autres dans le passé, — c'est évidemment beaucoup plus modeste, mais la virulence de certaines réactions n'est pas moindre »* (7).

En théologie, le heurt ne provient jamais du pur détail, mais de la totalité, évidemment engendrée par des détails significatifs. Or, si la théologie de la libération, aussi inachevée qu'elle soit, s'affirme, forme ou préfigure un tout, la raison en est ailleurs que dans le discours même ; elle est, à son origine, dans les circonstances qui lui donnent sa forme et son élan. Pour la première fois sans doute, le monde en proie au sous-développement, *« peut-être le problème le plus grave que l'humanité ait jamais connu »* (8), se donne la parole sur le terrain même d'une tradition qui s'est articulée en un autre contexte :

« Le tiers-monde émerge... Extraordinaire mutation chargée d'espérances et d'angoisses, événement qui dépasse toutes les évolutions passées. Or, voici que le christianisme est saisi par cette révolution sociopolitique... N'allons-nous pas observer une théologie nouvelle — comme fut jadis la théologie latine à côté de l'orientale, — non la prolongation d'une théologie déjà instituée en Occident ? » (9).

Ce *« déplacement »* (10) est de très grande conséquence. Il signifie que la théologie de la libération n'en est probablement qu'à ses débuts et qu'elle va grandir, à mesure même que grandit la prise de conscience du tiers-monde par lui-même. Il signifie surtout qu'une tradition aussi structurée que le christianisme peut-être refondue dans des catégories jusqu'ici tenues à l'écart. Cet environnement culturel, que rien ne peut dissiper magiquement, peut devenir l'équivalent de ce que furent à d'autres époques la philosophie grecque ou la pensée moderne. Le christianisme pourrait y jouer sa survie. Dès lors, les malentendus semblent inévitables.

Plus profondément, plutôt que de passer pour une dérive aléatoire, une sœur cadette de la théologie européenne, la théologie de la libération pourrait à son tour l'interroger d'égale à égale. C'est dans ce contexte de société mondiale traversée par le conflit Nord-Sud qu'un théologien allemand de grande réputation en appelait à l'ouverture : *« Il serait bon que la théologie européenne admette enfin le défi qui lui est lancé depuis longtemps par la théologie de la libération »* (11).

Surgie dans les années 1968-1972, lorsque Cuba, le Chili, l'Argentine en effervescence offraient une lueur d'espoir, la théologie de la libération n'est cependant pas dans l'histoire du christianisme en Amérique latine le produit d'une *« génération spontanée »* (12), comme le souligne E. Dussel dans une étude très détaillée qui clôt un ensemble de recherches sur ce phénomène unique dans l'histoire, *« une chrétienté coloniale »* (13). A sa naissance, la théologie de la libération impliquait des refus résolus. Elle rompait, en effet, avec diverses orientations théologiques apparues à partir des secousses des années 60. Ceux, radicaux, inspirés par un romantisme ou un utopisme révolutionnaire qui avaient conduit de nombreux chrétiens à se rallier presque sans réticences à des guérillas en Argentine, au Brésil et en Colombie, où beaucoup laissèrent leur vie (14) ; ceux aussi, réformistes, très différents certes, tenus, d'un côté, par des hommes proches du « développementisme », théorie du rattrapage des pays du Sud par un effort forcené d'industrialisation, et, d'un autre côté, par des courants proches des démocraties chrétiennes.

Toutes ces options avaient en commun d'être peu ou prou des produits d'une idéologie du progrès : bonne volonté, travail, patience, horizon d'idéal, modération politique, autant d'ingrédients qui, mis en pratique, devaient sortir l'Amérique latine de son retard et qui s'accordaient sans trop de difficultés avec la doctrine sociale de l'Eglise, avant que ne soient mieux entendus des textes romains plus forts, tels que *Gaudium et Spes* (1965) et *Populorum Progressio* (1967).

La réalité allait durement démentir ces attentes ; au lieu de s'améliorer, la situation empira. Un concept majeur devait alors prendre forme, celui de dépendance, d'une dépendance intrinsèque du sous-continent à l'égard surtout des Etats-Unis, à résultats négatifs cumulatifs sur tous les plans : politique, social, économique, théorique aussi. La théologie de la libération est inséparable de cette vision de la place dans le monde de l'Amérique latine. Celle-ci, en effet, produit d'une clairvoyance neuve et réfléchie, appelait à la fois une révision des analyses, mais aussi, autant que possible, une « libération ». Dans les travaux des théologiens, l'accent mis sur la pratique et la perspective foncièrement concrète de l'agir et de la réflexion dérivent de cette autre prise de conscience de l'immédiat.

D'emblée, dès lors, la théologie de la libération ne pouvait pas ne pas tenter de s'articuler sur tout le réel à transformer, société, discours, Eglise. Elle ne pouvait pas ne pas s'engouffrer dans la politique, au sens global du terme, jusqu'à, d'une certaine manière, mesurer, saisir les chances possibles de révolution. De ce fait, elle signifiait, presque à son insu, une libération de la théologie — titre d'un ouvrage de J.-L. Segundo (1975), — un élan à partir de bases différentes et clairement perçues. Et il est frappant de voir combien, d'un coup, une voie originale se fraya à la réflexion théologique, comme si, soudain conscients d'une identité particulière, ces hommes d'Eglise percevaient et marquaient leur différence avec les problématiques dominantes du « centre » : sécularisation, athéisme, mort de Dieu, ou traditionalisme prudent, soucieux d'une autre visibilité de l'Eglise.

La marque la plus nette de cette re-naissance est probablement son opérateur, de toute évidence surprenant dans un discours théologique : il ne s'agit ni d'effort ni de bonne volonté, mais de lutte. Celle-ci n'est pas choisie arbitrairement ; elle découle de l'oppression/domination. S'y dérober, c'est justement ne pas voir qu'elle est imposée concrètement. Une continuité est à rompre, qui n'est pas le calme plat des choses, mais agression (« capitaliste/impérialiste »). La théologie de la libération ne se présente évidemment pas comme un hymne au combat. Elle est néanmoins inintelligible si l'on ne perçoit pas ce principe de lutte, lequel n'est pas si étonnant dans la tradition chrétienne, sauf qu'ici il y a transfert, non absolu, du combat spirituel sur le terrain sociopolitique. De plus, cette formidable puissance critique n'est qu'un aspect ; un motif ecclésiologique s'y agrège (15) ; on compte sur la capacité d'action que recèlent des masses chrétiennes, non pas en vue d'une nouvelle chrétienté, mais d'une Eglise populaire (16).

Un groupe assez important de théologiens, jeunes, catholiques et protestants, clercs et laïcs, d'une grande fécondité intellectuelle, allait multiplier efforts et éclairages dans les domaines les plus divers (théologie, histoire, pastorale, liturgie, spiritualité...) du courant libérateur. Si, comme le note Dussel (17), les premières années furent plutôt celles d'une relative euphorie, à partir de 1972, avec le surgissement des autoritarismes, le climat s'assombrit, la théologie de la libération se différencia davantage ; elle s'élargit aussi, dépassant des cercles plus intellectuels, essayant de se plonger dans l'immense potentiel longtemps inexploré de la religiosité populaire (18).

* Rédacteur en chef de la revue trimestrielle *Amérique latine*, Paris.

Le point décisif : la méthode ou la pratique

LA jointure si forte entre situation et discours fait aussitôt comprendre pourquoi l'élément déterminant de la théologie de la libération est ce que l'on appelle la « méthodologie » (19) ou, plus subtilement, la « médiation » (20) : la pratique. La pratique, c'est l'engagement concret en vue d'une libération, elle aussi, concrète. L'acte inaugural est ainsi partisan, prise de parti. L'action ouvre à de nouvelles connaissances non seulement « mondaines », mais aussi d'ordre théologique. De ce primat de la pratique, trois conséquences découlent qui semblent bien constituer l'aspect novateur de la théologie de la libération.

D'abord, cette pratique est inséparable d'une visée politique. Car il s'agit bien de modifier les structures existantes. Or celles-ci, profondément marquées par la division internationale du travail sous l'impulsion du capitalisme, appellent une analyse différente. Et il est sûr que, dans ce cadre, nombre de catégories marxistes sont utilisées à titre d'outils explicatifs considérés comme les plus adéquats. Ce recours au marxisme ne cesse d'alimenter la polémique. D'inévitables rigidités et simplifications apparaissent, mais il ne s'agit ni d'emprunts de passage ni de la répétition aveugle des réalisations du socialisme réel. Le marxisme redevient mode de lecture et d'élucidation, et même le stimulant et le correctif d'une vision de foi portée sur la réalité, sans tout absorber pour autant comme s'il en était la philosophie dernière (21).

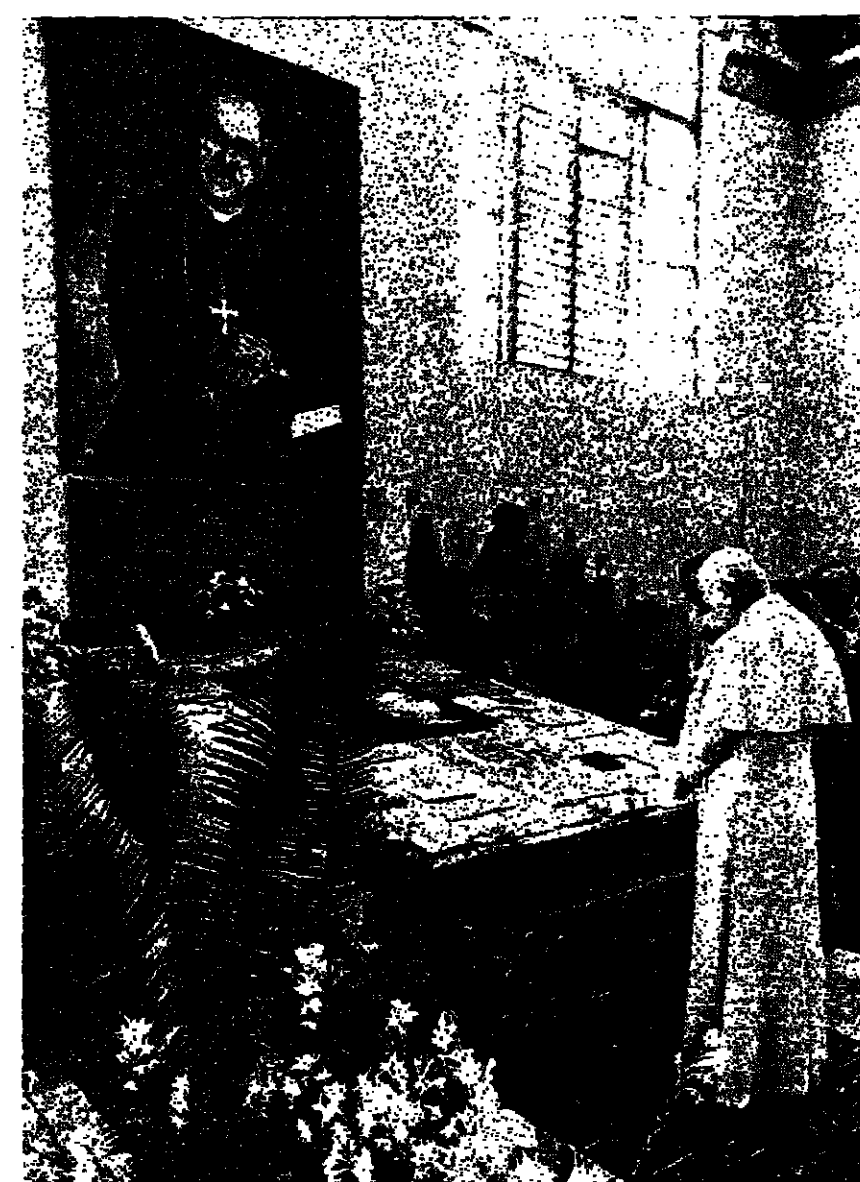
Ensuite, cette pratique repose sur une option sociale absolument privilégiée, le vaste camp des pauvres. La thématique de la pauvreté est si impressionnante en tous ces textes (22) qu'elle y brille comme une sorte de révélation. La pauvreté des masses devient le point de départ obligé, ce dont on ne peut se détourner, qu'il faut dépasser, mais aussi une sorte de point zéro de la parole, le désert où la parole est ramenée à un silence d'où elle pourra peut-être renaître neuve.

La redoutable objectivité de la pauvreté a une immédiate incidence sur le discours théologique : que peut signifier le salut s'il ne signifie la tentative, tout au moins, de sortir de la famine, de l'humiliation, de la peur, de l'oppression, de la vie mutilée de partout ? Il serait erroné d'imaginer que l'idée directrice ici est celle d'un messianisme politique. Il s'agit plutôt, face à une réalité révoltante, d'abandonner la dichotomie intérieur-extérieur, âme-corps, individu-société même, d'engager l'absolu d'une foi qui, dès à présent, réalise un peu ce qu'elle promet, une sortie de la misère que les hommes eux-mêmes ont créée ou laissé être.

Enfin — et c'est là peut-être que se condense le geste novateur de la théologie de la libération, — s'il n'y a pas réduction de la foi à l'histoire, celle-ci n'en devient pas moins, par la médiation de l'action concrète, lieu de manifestation et de vérification. Non seulement une intense attention est apportée à la Bible, témoignage d'un peuple se libérant dans une fidélité tourmentée à Dieu ; non seulement l'étude de Jésus comme personnage ayant agi dans l'histoire supplante des considérations européennes sur un Christ de la foi distinct du Jésus de l'histoire. Mais tout un courant d'idées, représenté en France par la pensée de E. Levinas par exemple, renforce cette plus-value accordée à l'histoire. Autrui dans son altérité concrète signifie de la manière la moins illusoire la proximité de l'infini. La proximité d'autrui ne se suffit jamais de la simple contemplation. Elle est service, lequel est à la fois constitution de la subjectivité par l'autre et constitution de la société humaine en lieu où se joue l'avenir, réel ou perdu, de la religion. La théologie de la libération ne construit ni une philosophie de l'histoire ni une théologie de l'histoire. Mais l'histoire y devient, après l'ontologie, le creuset où se vivifie dans la critique la foi d'aujourd'hui et où se prépare peut-être celle de demain.

Etrange évocation de la théologie de la libération, qui parle si peu de la théologie proprement dite ! Pourquoi ? Parce que d'abord le principe méthodologique, cette manière d'aborder les choses jadis appelée l'« objet formel », semble plus importante que l'élaboration discursive en tant que telle. Ensuite, parce que, dans cette transformation, c'est la théologie en son entier qui est entraînée. Il est sûr que, dans la théologie de la libération, des motifs sont dominants : celui de l'Eglise en premier lieu, parce que la conscience de la distinction s'accompagne constamment d'un souci de l'unité à préserver ; celui aussi du Christ, paradigme du mouvement vers l'autre jusqu'au bout ; celui enfin de la pauvreté, dimension du concret où tout finit et par quoi tout peut recommencer.

La théologie de la libération, de plus en plus nourrie par la vie des communautés, donc considérablement diversifiée, et aussi instance désormais reconnue par les sciences humaines, prête à des chicaneries sans fin. Elles ne sont pas insignifiantes. Elles peuvent cacher l'essentiel. *« En 1968, j'avais le sentiment que toutes les valeurs étaient contestées comme bourgeoises. C'était assez impressionnant. Sauf une : Autrui. Personne n'a jamais dit que le droit de l'autre homme — malgré toute la libération du Moi spontané, malgré toutes les licences du langage, le mépris de l'autre comme autre — restait imprononçable. Même quand retentit un langage contre l'autre, le langage pour l'autre s'entend derrière »* (23). Cela signifierait donc qu'ici le volontarisme n'est pas de mise.



(Etienne Montes-Gamma)

SAN-SALVADOR : L'HOMMAGE DU PAPE A Mgr ROMERO

(1) La meilleure initiation reste G. Gutierrez, *Théologie de la libération*, Lumen Vitae, 1972. A signaler aussi les fréquents documents de *Foi et Développement*, dont le directeur, V. Cosmao, est l'un des plus fins connaisseurs de tout ce courant novateur.

(2) *Dial*, n° 930, 19 avril 1984. Exposé du cardinal Ratzinger sur la théologie de la libération. Voir aussi *Dial*, n° 923, sur la polémique romaine, et n° 931 « Le cri de la pauvreté à partir de la foi », réponse de Leonardo et Clodovis Boff.

(3) J.-L. Schlegel le signale d'entrée de jeu dans sa brève synthèse « Les théologies de la libération », *Projet*, juillet-août 1982, pp. 813-823.

(4) Segundo Galilea, « Ce qu'est la théologie de la libération », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 362, 11 mai 1979, Documentation française, p. 18.

(5) L'exemple parfait en est l'incessant recommencement du travail proprement théologique de Jean Sobrino, *Cristologia desde America latina* (Mexico, 1976), *Resurreccion de la verdadera Iglesia* (Santander, 1981), *Jesus en America latina* (San-Salvador, 1982).

(6) « ...théologie spécifiquement *latino-américaine*... non dans le sens d'une rupture avec *la catholicité*... mais dans le sens d'une théologie élaborée *depuis* les Eglises d'Amérique latine... » (Segundo Galilea, *op. cit.*, p. 18).

(7) G. Gutierrez, « Mouvements de libération en théologie », *Concilium*, n° 93 (mars 1974), p. 128.

(8) B. Haour, « Le problème du sous-développement », *Jésus*, n° 1.

(9) N.-D. Chenu, « Théologiens du tiers-monde », *Concilium*, n° 164, 1981, p. 38. (Tout le numéro est à lire).

(10) Cf. G. Vignaux, « Théologies politiques et déplacements de la théologie », *les Quatre Fleuves*, n° 8, 1978, p. 100-112. L'auteur y analyse (là et dans le n° 6) l'œuvre importante de l'Argentin José Miguel Bonino.

(11) J.-B. Metz, *la Foi dans l'histoire et dans la société*, Le Cerf, 1979, p. 19.

(12) Pablo Richard, Ed. *Materiales para una historia de la teologia en America latina*, DEI, Costa-Rica, 1981, p. 422. Cet ouvrage est une mine d'informations.

(13) E. Dussel, « Domination-libération : pour un discours théologique original », *Concilium*, juin 1974, p. 51.

(14) Symptomatique et originale, *la Théologie de la révolution*, de J. Comblin (1970-1974). La critique de l'utopie semble ne pas cesser de grandir. Cf. Franz Hinkelammert, *Critica a la razon utopica*, DEI, Costa-Rica, 1984, qui critique aussi les utopies camouflées sous l'anti-utopie néolibérale.

(15) Sur religion et société, cf. l'essai intéressant, parmi d'autres, d'Otto Maduro, *Religion y lucha de clases*, Ateneo, Caracas, 1979.

(16) Sur cette problématique, cf. A. Opazo Bernales, « Les conditions sociales du surgissement de l'Eglise populaire », *Social Compass*, 2/3, 1983, p. 175-211.

(17) E. Dussel, art. cité, « Materiales... ».

(18) Cf. Dossier « Religions populaires », *Amérique latine*, n° 4, oct.-déc. 1980. (Articles de P. Richard, S. Spoerer, M. Calderon, F. Houtart, C. Valencia, P. Vallía).

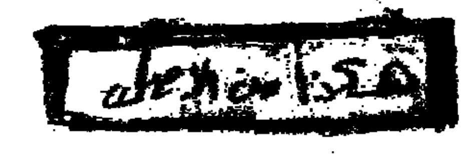
(19) Cf. l'article tranchant de P. Richard, « Identité ecclésiale dans la pratique politique, organique et théorique du mouvement populaire », *Libération et Religion*, INODEP, document de travail 16, supplément à *Foi et Vie*, 4-5/1981, p. 26-57.

(20) Cl. Boff, *Teologia de lo politico. Sus mediaciones*, Salamanca, 1980.

(21) Cf. Stanislas Breton, *Marxisme et Critique*, Desclée, 1978.

(22) Cf. la somme d'articles remarquables de G. Gutierrez réunis sous le titre *La Fuerza historica de los pobres*, CEP, Lima, 1980.

(23) E. Levinas dans Salomon Malka, *Lire Levinas*, Cerf, 1984, p. 110.



CONTRE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

Les communautés ecclésiales de base

Par MICHEL PITON *

PAUVRES communautés de base, si elles savaient les polémiques qui ont surgi autour d'elles ! Heureusement, la plupart se contentent de vivre sans avoir conscience de tout ce bruit. Elles pourraient aussi se demander : de qui parlez-vous ? Car ceux qui les jugent ne tiennent pas toujours compte de la gamme immense des communautés, depuis celles qui sont politisées, comme il y en a au Salvador, jusqu'à celles qui ont tout centré sur la célébration religieuse de la parole de Dieu, sans autre activité. Sans compter qu'on les assimile parfois aux communautés de base européennes contestataires, voire antihiérarchiques.

Qu'il y ait des rectifications à opérer, cela ne fait pas de doute, car ce qui vit cherche sa route au milieu des écueils. Déjà en 1980, Mgr Romero, dans son homélie du 20 janvier, donc quelques semaines avant d'être assassiné, les mettait en garde contre une politisation abusive.

Depuis cette date, les mises en garde et les critiques n'ont pas manqué ; les communautés sont la bête noire des dictatures et sont visées par la répression. Des évêques, un peu dans tous les pays, les ont regardées avec suspicion, comme une sorte de contre-pouvoir à l'intérieur de l'Eglise, d'autant plus dangereux qu'on n'en saisit pas bien les mécanismes : qui les inspire, qui les mène, vers quel but ? Intimement liées à la théologie de la libération, elles sont l'objet des mêmes attaques, qui souvent ne tiennent pas compte du contexte où elles ont pris naissance, ni de l'extrême complexité de ce qui les inspire.

En 1972, dans le sud du Honduras, région affligée de sécheresses périodiques, une situation affolante se présente devant l'évêque, un Canadien des missions étrangères, qui doit faire face à une misère terrible en même temps qu'à une attente de plus en plus grande des populations. Que faire lorsqu'on n'a avec soi qu'une trentaine de prêtres pour des territoires démesurés ? Comment être présent partout, au bord du Pacifique et dans les montagnes difficiles d'accès ? Bien sûr, on parle déjà de communautés de base, puisqu'elles ont commencé au Brésil depuis 1961 et un peu plus tard à Panama, San Miguelito. Sans trop y penser, l'évêque *lance un appel par radio* avant la Semaine sainte : que chaque paroisse envoie à Choluteca quelques hommes pour leur montrer comment célébrer chez eux, même s'il n'y a pas de prêtre. Après un « cours » de trois jours, les dix-sept volontaires sont renvoyés en *mission* avec *pour tout* bagage des feuilles mal polycopiées, un Nouveau Testament et, comble de précautions, un flacon d'eau bénite... Vue après, l'entreprise *était ridicule* : *dix-sept* hommes pour un immense territoire, où la *seule* paroisse de Choluteca comptait 50 000 habitants dispersés sur un territoire de 100 km sur 50. Pourtant, après Pâques, quelle fut la surprise de l'évêque quand les hommes revinrent, encore plus enthousiastes, pour lui proposer d'aller plus loin : *« Oui, Monseigneur, les gens ont été enchantés, ils demandent même de renouveler l'expérience tous les dimanches ; si nous pouvions nous réunir, lire l'Evangile, le discuter ensemble, cela nous aiderait certainement ; avec tous les problèmes que nous avons, il est temps de nous mettre à lutter contre l'ignorance et la misère ».*

Ne soyons pas trop pointilleux sur le vocabulaire théologique : nous avons affaire dans ce cas à une Eglise qui naît du peuple, mais cela ne veut pas dire qu'elle s'oppose à ses évêques. Qui a pris l'initiative, qui est le moteur du *mouvement* ? Cela *a-t-il* beaucoup d'importance ? Plus tard, on pourra se demander qui fonde l'Eglise, vient-elle de la base ou est-ce le Christ qui appelle par l'intermédiaire de ses ministres ? Pour l'instant, ce sont des questions qui sont hors du sujet. D'ailleurs, si on voulait ergoter, il faudrait les poser également à toute la religiosité populaire. En Amérique latine, surtout dans les pays démunis de prêtres, *la foi s'est maintenue grâce aux* « grand-mères », comme disent les gens, ces saintes vieilles femmes toutes dévouées à leurs enfants et qui leur ont répété ce qu'elles-mêmes avaient appris par cœur. A Santa-Maria-del-Carbon, une tribu paya, totalement isolée dans la montagne, les trois caciques remettent en route chaque année les « pas », les scènes de la Semaine sainte ; tout le monde entre dans le jeu collectif, un des caciques porte la croix pendant le chemin de *croix* avec *une dignité extraordinaire*, et une vieille dame arrive pour lui *sécher* le visage comme Véronique. Comment ont-ils fait pour maintenir cette tradition avec autant de noblesse, pendant des siècles ?

Lorsque les communautés de base se sont développées, elles ont provoqué une surprise, c'est certain, et même des réticences, surtout parce qu'on avait depuis toujours interdit de lire la Bible. Pour *le* fond, le *peuple* ne *voyait* pas tellement de difficulté à prendre en *main ses propres besoins religieux*, cela était conforme à la tradition séculaire.

Se mêler du politique ou du social ?

LES critiques faites aux communautés de base ont commencé *quand le peuple formé dans leur sein a* commencé à prendre conscience des problèmes sociaux et politiques. Si nous reprenons les livrets imprimés pour la célébration de la parole de Dieu au Honduras et vendus à des milliers d'exemplaires dans toute l'Amérique centrale, nous constatons que, jusqu'en 1973, c'est l'ensemble des évêques qui approuvaient le contenu et signaient de leur plus belle main. Les choses ont commencé à se gâter et la belle unité à se fissurer en 1973, quand les campagnes de presse *ont pris de la vigueur*, quand les radios aux mains des possédants ont commencé à dénoncer les doctrines subversives ou exotiques importées de Cuba. C'est à cette date que tout un paquet de cinquante livrets de célébration revenait du Salvador avec la mention de la douane : *« Ce paquet contient des documents nuisibles au pays. »*

Que s'est-il passé ? Là encore, libérons-nous des distinctions claires héritées de la civilisation grecque entre matériel et spirituel, entre profane et sacré, entre civil et religieux. Du moins mettons-nous dans la tête qu'elles ne sont pas encore ancrées dans d'autres cultures que la nôtre. *Mais prenons des* exemples.

Depuis plusieurs mois, Julio, un jeune prêtre hondurien accompagné d'un Français, patrouille dans les villages pour aider les gens à réfléchir. Dans la salle, un tableau. Voyons, si on mettait ici tous les problèmes que nous rencontrons chez nous ? Le Français trace deux colonnes, une pour le matériel, l'autre pour le moral ou le spirituel. Hélas ! dès le départ, fusent les objections : où mettez-vous les enfants malades, dans la colonne du matériel ou du moral ? Pas du tout, s'écrient les mères de famille, ce n'est pas un problème matériel, c'est parce que les médecins ne veulent pas venir dans les campagnes où ils ne gagnent rien, c'est aussi parce que nous n'arrivons pas à nous unir pour acheter ensemble des médicaments. Et les problèmes agricoles, sont-ils *matériels* ou moraux ? Là, nous entrons dans des domaines délicats, car le gros propriétaire du coin accapare toutes les terres et fait *régner* la *tranquillité* avec ses *tueurs* à gages. Si nous abordons les questions de commercialisation du maïs, même dilemme : c'est parce que les « coyotes » ou marchands locaux achètent tout à des prix dérisoires au moment de la récolte et, comme ils peuvent stocker le grain, ils le revendent au prix fort plusieurs mois après. Au bout d'une heure, nous sommes plongés dans les tensions sociales les plus tragiques ; d'un côté, il y a la mort des enfants sous-alimentés, de l'autre *les menaces des propriétaires qui se* méfient de toutes ces réunions.

Il y a des pays, comme le Nicaragua, où, du temps de Somoza, il était impossible *d'aborder les vraies questions*, mais d'autres où tout venait au jour. Il suffit d'un déclic, d'un prêtre qui passe, d'un promoteur de coopérative, d'une communauté voisine qui vient rendre visite le dimanche après-midi, pour que le mouvement se mette en route, sans jamais s'embarrasser de distinctions, car c'est la vie tout entière qui est passée au crible de la parole de Dieu. Ce qui est typique également, c'est la *réflexion souvent entendue* : *ici*, nous ne sommes pas encore une bonne communauté, nous avons bien la célébration le dimanche, mais nous n'avons pas encore d'école radiophonique, ni de groupe de mères de famille, ni de projet d'eau, ni de travail en commun sur la route, ni de silos de maïs, ni de magasin communautaire. En effet, c'est au surgissement de ces organisations, même rudimentaires, que l'on constate qu'un village s'est vraiment pris en main et devient peu à peu une communauté authentique. Tant qu'on en reste à la réunion religieuse du dimanche, c'est intéressant, mais l'arbre n'a pas encore donné tous ses *fruits*.

Après 1973, les organisations de développement vont devenir une des caractéristiques des communautés catholiques. C'est à cette époque que se développe l'offensive des sectes. Contrairement aux vieilles Eglises catholique ou protestante, celles-ci sont *spiritualisantes, anti-organisations*. Les campagnes par radio se font pressantes : convertissez-vous, abandonnez les œuvres du diable ; n'écoutez pas ceux qui vous parlent de coopératives, elles n'existent pas dans la Bible, ce sont des ouvrages faits de main d'homme qui périront, comme dit l'Ecriture. Evidemment, un homme éclairé pouvait deviner d'où vient l'inspiration de ces sectes, ainsi que leur financement.

Mais, pour des gens simples, l'argument d'Ecriture était puissant. Nous sommes dans une civilisation orale et non écrite, où le texte fait loi, au pied de la lettre.

Après Puebla, tous se sont sentis confortés dans leur interprétation, forts d'avoir avec eux tous ces grands évêques qui avaient parlé si fort. Le discours de Jean-Paul II aux indigènes d'Oaxaca, repris partout avec des magnétophones de poche, nul n'a jamais su dire s'il soulevait l'enthousiasme ou s'il réveillait la douleur. « *Toca hondo* » — « Il touche profond », — me disait un vieux paysan à tête d'Indien. A Marcala, près de la frontière du Salvador, des responsables de communautés se sont réunis : étude des textes de Puebla, écoute du discours du pape aux indigènes du Mexique, et ensuite travail par équipe. Le prêtre du secteur a l'idée de donner à commenter le texte de Puebla : *« Les indigènes pauvres parmi les plus pauvres »* à un groupe de Santa-Helena, encore tout proche de ses racines indiennes. Au début, désastre. Aucun n'ouvre la bouche, silence buté ; *« On nous a encore mis tout en bas de l'échelle. »* Puis, après un entretien de mise en confiance, l'équipe explose : *« Oui, le pape a vu clair* — que ce soit le pape ou les évêques, peu importe ! — *nous, les indigènes, on nous regarde avec mépris, on nous vole nos terres, on nous traite d'imbéciles et nous n'avons droit à rien. »* C'est l'avalanche pendant une heure, à la grande terreur de l'animateur qui s'attend à chaque instant à voir se pointer une tête d'indicateur à la fenêtre. Car, dans le paquet, on apprend que leur village a été cerné par les barbelés d'un propriétaire terrien, qu'il a même placé des tueurs sur leur chemin de sortie pour exiger un droit de péage et que Frère Vicente, *ici* présent, a déjà fait quinze jours de prison pour avoir défendu ses frères.

« Quand Vicente était en prison, nous nous sommes réunis pour une célébration et nous avons relu le texte de la Genèse, chapitre I, verset 29 : « Voici que je vous ai donné toute » plante. » *Dieu n'a pas dit, j'ai donné la terre à quelques hommes pour dominer les autres.* » Lorsque les problèmes vitaux deviennent trop criants, il ne faut pas s'étonner que des bornes puissent être franchies, mais il est vrai aussi que, pour faire de la saine théologie, il ne faut pas avoir le ventre vide.

Il faudra décrire un jour tout le processus qui a poussé des communautés chrétiennes, ou certains de leurs membres, à se radicaliser et à prendre des options violentes. Ce ne sera pas simple, car l'évolution est variable suivant les pays, et *surtout elle conjugue* deux types différents : parfois, ce sont des éléments étrangers à la communauté qui sont venus attiser le feu et *faire prendre conscience des facteurs* inconnus au plan local ; de jeunes étudiants venus de l'Université qui racontent comment les yankees s'emparent des richesses nationales, des responsables syndicaux qui viennent de recevoir des cours à la capitale. Mais, dans la majorité des cas, l'évolution s'est faite sous la pression d'une force interne.

La communauté de Rio-Negro commence à peine, *mais elle a* déjà rendu visite à sa voisine installée dans de belles terres grâce à la réforme agraire ; ce sont déjà deux mondes qui se côtoient, l'un qui se bat encore contre les arbustes de la forêt, l'autre rôdé aux prêts et à la commercialisation de ses produits. Mais les deux ont déjà pris conscience de leurs possibilités ; elles ont une école radiophonique, elles ont une auxiliaire de santé et un petit *magasin de vente*. Autrement dit, l'esprit communautaire a déjà fait face à des problèmes vitaux ; le fatalisme va s'écrouler et le sens de la dignité, inné chez des peuples d'origine indienne, pourra s'épanouir. Peu à peu, à force de côtoyer d'autres communautés, de se rencontrer dans les réunions ou les cours de formation, c'est toute une population qui se rend compte qu'elle est majoritaire dans le pays et que ces foules de fourmis sont capables de nettoyer une carcasse d'animal. Savoir lire confère une puissance, pouvoir contrôler des comptes de négociants amène des conflits, inévitablement. Les payas s'étaient toujours fait exploiter avec la vente du liquidambar, une résine utilisée en pharmacie, jusqu'au jour où leurs jeunes délégués de la Parole ont eu l'audace d'aller contrôler à la capitale à quel prix était revendue leur résine. Inutile *de dire que, dans la région, la chose fut* connue et que les radios fustigèrent ces communistes nouveaux.

Dans le Sud, un vieux député, notoirement connu pour sa corruption mais respecté pour sa puissance, devait découvrir avec stupeur le changement intervenu. Avant les élections de 1972, alors que tout était bien programmé, les représentants de la zone de Linaca descendent de leurs montagnes pour lui lancer respectueusement un ultimatum : *« Si la route que vous nous avez promise n'est pas faite pour le jour des élections, personne ne viendra voter. »* Incroyable que de pauvres campesinos, si *« agachados »* (la tête courbée) jusque-là, puissent s'exprimer ainsi. Qui avait donc fomenté cette révolution, d'où venait ce revirement dans la population, qui semait le trouble dans la nation et entravait le déroulement des institutions démocratiques ? Avec la foule des indicateurs désireux de gagner leur vie, ce n'était pas compliqué de dévoiler les coupables.

La répression peut alors commencer ; il est grand temps de tailler dans le fruit pour le nettoyer car le ver *y fait déjà de grands ravages*. Campagnes de presse et de radio, dénonciations à la police, convocations de responsables pour les interroger et les intimider. S'il faut aller plus loin, on recherche des armes en fouillant les presbytères ou les centres de formation ; on les « trouvera » s'il faut frapper plus fort. Bref, tout le cycle infernal démarre et aboutit aux tortures, aux disparitions et aux assassinats. *Le pire est que la répression provoque*, en face, une autre montée de la violence, difficile à endiguer quand la répression se fait aveugle ou sanguinaire. Certaines discussions lors de la célébration dominicale sont dramatiques : qu'est-ce que Dieu attend de nous ? Pouvons-nous laisser périr nos enfants ? Jusqu'ici, ils mouraient de faim, voilà que les tueurs ou la police veulent les liquider ; Moïse n'a-t-il pas lutté contre le pharaon ? Josué n'a-t-il pas défendu son peuple par les armes pendant que le vieux Moïse *priait* les bras étendus ? Mais par ailleurs il nous est dit : *« Aimez même vos ennemis, faites leur du bien ; qui frappe par l'épée périra par l'épée. »* J'ai longuement parlé avec des réfugiés qui avaient fui le Salvador. L'un d'eux avait été arrêté un dimanche matin alors qu'il se rendait avec sa Bible à la chapelle pour diriger la célébration ; il me disait : *« Dans notre secteur, beaucoup de jeunes se sont mis à chercher des armes ; mon voisin a retrouvé sa femme pendue aux poutres de la maison ; il n'avait plus qu'à se sauver dans la montagne pour retrouver les autres muchachos qui y étaient déjà. »* On imagine ce qui aurait pu se produire sans la réaction violente des possédants : une masse de gens organisés progressivement et toujours mieux formés qui, pacifiquement, auraient pris leur place dans la nation, une place majoritaire. Mais était-ce possible ?

Les innombrables conflits du Brésil entre les gouvernants et l'Eglise, qui se confond là-bas avec ses communautés de base, sont trop éloquents : il s'agit d'une passation de pouvoirs qui remet en question d'exorbitants privilèges. *Malheureusement*, le durcissement des autorités n'a fait que donner raison au courant *idéologique* des étudiants ou des jeunes formés à l'extérieur : *« Rien ne se fera*, prêchaient-ils partout, *sans une révolution violente. Les changements style Solidarité ne sont pas possibles chez nous. »*

DANS LE NORD-EST DU BRÉSIL : L'ÉGLISE QUI NAIT DU PEUPLE (*Sebastiao Salgado jr-Magnum*)

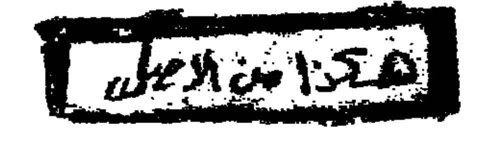
Les rêves déçus et l'espoir

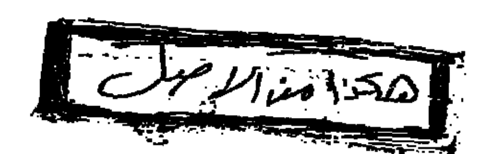
MALGRÉ la répression et l'échec momentané, les communautés ecclésiales de base ont forgé une nouvelle mentalité qui ne pourra guère s'effacer. Sans s'en rendre compte, elles ont renoué avec la vieille culture indienne basée sur la vie communautaire, la possession indivise des terres. Avant la prise de pouvoir par les *criollos*, avec l'indépendance, les tribus indiennes avaient leurs terres à elles, les terres de saint Jean, celles de saint Isidro, et se régissaient suivant leurs propres structures. C'est ensuite que s'est amplifiée la structuration, introduite par les Blancs, d'une société en forme de pyramide dominée par les classes d'origine étrangère, non indienne. Avec les communautés, la structure reprend sa forme horizontale, c'est-à-dire que les décisions se prennent en assemblée, les responsables sont vraiment élus et travaillent dans un esprit de service. Une école se bâtit ; au lieu d'aller supplier le député, tout le monde met la main à la pâte, les *enfants apportent l'eau*, les femmes chargent les pierres du torrent sur la tête, *les hommes exécutent le gros* œuvre ; en somme, tous les membres du corps remplissent *leur fonction propre*, comme le dit saint Paul dans sa lettre aux Corinthiens, *longuement méditée* le dimanche matin.

Si nous multiplions ces travaux par des milliers, c'est vrai qu'il s'agit d'une subversion, silencieuse, pacifique, mais bien réelle, et elle fait d'autant plus *peur qu'on ne voit pas comment on* pourrait l'arrêter, puisqu'il n'y a pas de prétexte possible pour déclencher la répression.

Reprenons la même idée en l'appliquant à l'Eglise et en conjuguant les expressions bien connues : option pour les pauvres, ou mieux, avec les pauvres ; et l'autre, l'Eglise du peuple. On peut travailler pour les pauvres en les considérant avec commisération, mais s'asseoir sur les mêmes bancs et écouter les lectures en silence, donner son avis, au même titre que les autres, c'est moins facile et plus décapant pour un prêtre habitué à parler sans attendre de contradiction. La communauté ne remet pas en question le rôle du prêtre ou du ministre, mais celui-ci doit se situer autrement, le magistère n'intervient qu'après toute une recherche faite ensemble. Le respect passe par d'autres manifestations. A la longue, un clivage se fait dans le clergé et la hiérarchie : d'une part, ceux qui s'accommodent parfaitement de ces nouvelles attitudes et y retrouvent même une source d'enthousiasme pour leur vocation ; de l'autre, ceux qui décollent et ne retrouvent pas le cadre où ils évoluaient autrefois ; il leur semble qu'ils perdent leur autorité. Là où Mgr Romero acquiert un prestige incroyable à cause justement de sa simplicité et de sa proximité envers les plus petits, d'autres n'arrivent pas à s'adapter et soupçonnent des bouleversements dans l'idée même d'Eglise.

* Prêtre français, a vécu plusieurs années en Amérique centrale.





UN LIVRE D'ALAIN WOODROW SUR LES JÉSUITES

Pouvoirs, mission et contemplation

Par PIERRE DE CHARENTENAY

LES jésuites ont une histoire longue et complexe, porteuse de hauts faits et de grands esprits, mais ponctuée de crises et de multiples querelles. Les images qu'on leur applique sont soit très favorables, soit les plus négatives. Dans cet imbroglio, Alain Woodrow cherche à faire la clarté, à retrouver les grands traits de l'histoire, à débusquer les politiques, à percer le cœur du dynamisme de cet ordre religieux, le plus nombreux et l'un des plus connus au monde (1).

Prenant une perspective historique, il retrace la vie de saint Ignace, la période de la fondation de la Compagnie avec toutes les hésitations du fondateur, la rapide croissance de l'ordre jusqu'à sa suppression en 1773, puis la dernière période, de son rétablissement en 1814 à nos jours. Cette histoire s'attache aux hommes, aux jésuites eux-mêmes, Ignace bien sûr, dont l'itinéraire est rendu avec chaleur et sympathie, mais aussi François-Xavier au Japon, Ricci en Chine, de Nobili en Inde, Jean de Brébeuf chez les Hurons et les jésuites des réductions du Paraguay. Les luttes avec les pouvoirs en place se font violentes ; des papes en ont été l'occasion, mais aussi des princes et des rois, tant et si bien que l'ordre sera expulsé pas moins de soixante-treize fois dans son histoire.

Les activités des jésuites pendant la période contemporaine sont vues comme une *« nouvelle stratégie »*. Outre leurs travaux habituels (collèges, recherche scientifique, retraites), les jésuites vont s'orienter vers le monde du travail, soit pour l'analyser (ce sera l'Action populaire, fondée en France en 1903), soit pour y participer directement (avec les premières tentatives de la mission ouvrière dès 1946). Une volonté de vie commune et de solidarité avec les hommes d'aujourd'hui inspirent l'approfondissement de ces changements qui ont maintenant pour nom inculturation et promotion de la justice. Une telle orientation allait provoquer des affrontements et des conflits, des Philippines au Guatemala, dont le gouvernement se fit remarquer par les confessions forcées du Père Luis Pellecer (2). Les fameux collèges jésuites eux-mêmes sont appelés à changer ; les jésuites ne peuvent plus éduquer toute la jeunesse de France comme ils l'ont fait au dix-huitième siècle ; forcés de réduire leur présence en raison de leur baisse d'effectif, ils réévaluent leurs engagements, qu'ils veulent orienter vers toute la communauté humaine, cherchant, selon la formule du général, à *« former des hommes pour les autres »*.

APPROFONDISSANT toutes ces données dans une dernière partie qu'il intitule « Une Eglise dans l'Eglise ? », Alain Woodrow introduit le lecteur dans l'esprit et l'institution de la Compagnie. Un très beau et vivant portrait de l'ancien Père général Pedro Arrupe amène à la compréhension des nouvelles inspirations de la Compagnie, dont une des traductions sera la création du « service jésuite pour les réfugiés ». Si la vie contemporaine de la Compagnie est en partie dans ce travail avec les plus déshérités des hommes, elle est aussi dans ses démêlés avec le pape. Les rapports n'ont pas toujours été très faciles. Les dernières années de Paul VI ont vu une certaine incompréhension s'installer. Et Jean-Paul II, venu d'un autre univers, n'a pu rétablir le contact qu'après avoir nommé un délégué personnel, suspendant ainsi les règles normales du gouvernement de l'ordre.

Le lecteur aurait le sentiment de considérations bien institutionnelles si l'on en restait là, mais les conclusions du livre, en particulier des citations d'un entretien avec le Père Beirnaert, jésuite et psychanalyste, ouvrent à une vision beaucoup plus humaine de l'activité des jésuites et de leurs institutions : l'obéissance n'est ni raide ni impersonnelle ; elle se veut dialogue et initiative tout orientée vers la réalisation d'une mission. Là se révèle la mystique proprement ignatienne, une mystique de l'action, un discernement constant de la volonté de Dieu dans la vie active concrète.

AVEC une bonne documentation de sources récentes et des contacts avec des jésuites d'aujourd'hui, Alain Woodrow réussit un livre sérieux et honnête qui donne une image fort positive de la Compagnie de Jésus. Un tel livre ne pouvait évidemment pas approfondir une réalité, celle d'Ignace et de la Compagnie, qui est très contrastée et mouvante et que les spécialistes eux-mêmes n'ont pas encore réellement bien cadrée. Mais il a su faire revivre l'âme et la dynamique de l'ordre à travers quelques grands moments, comme la vie d'Ignace et du Père Arrupe, et dans les extraits des conversations avec le Père Beirnaert. Bien sûr, on remarquera que l'auteur reste un peu extérieur à la vie religieuse du jésuite, et tout spécialement aux exercices spirituels auxquels il ne fait que très peu référence. Cela s'explique probablement par la perspective dans laquelle il se place et que le sous-titre du livre éclaire : il recherche l'histoire et les fondements du pouvoir des jésuites ; il s'interroge sur les nouvelles orientations de la Compagnie : sont-elles des manœuvres pleines d'arrière-pensées et déployées pour récupérer un pouvoir perdu ? Le Père Beirnaert donne la réponse à cette question : ce n'est pas par désir de pouvoir que les jésuites s'orientent vers de nouvelles activités, mais parce qu'ils s'y sont intéressés selon deux critères, leur intérêt personnel et le rapport qu'ils y voyaient avec la mission qui leur est confiée. Habileté ? Pas uniquement. *« Il y a surtout la volonté d'apporter l'Evangile dans toutes les activités humaines. »* La contemplation ignatienne se traduit dans une foi vécue dans le monde.

Si l'on sait dépasser la question du pouvoir, comme l'auteur le fait lui-même, et si le lecteur veut bien oublier les poncifs et les images toutes faites, il trouvera ici une Compagnie de Jésus, multiple et créative, toujours ouverte à de nouveaux secteurs d'action, tableau peut-être un peu embelli par rapport à une réalité souvent lourde, non en raison du poids des institutions, mais de l'immobilisme des hommes qui les composent et qui ont parfois du mal, dans leurs énormes universités ou leurs petites revues, à garder la disponibilité que l'action de Dieu requiert et que le monde attend.

(1) Alain Woodrow, *Les jésuites, histoire de pouvoirs*, J.-C. Lattès, Paris, 1984, 310 p., 88 F.

(2) Voir l'article de Félix Lacambre, « Les jésuites au cœur de la mêlée », *le Monde diplomatique*, avril 1983, pp. 10 et 11.

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

● DECENTRALIZATION IN DEVELOPING COUNTRIES *(La décentralisation dans les pays en voie de développement)* : un bilan des tentatives au cours des dix dernières années pour décentraliser la gestion et la planification de l'économie. *(Banque mondiale, Washington, 93 pages.)*

Organisation de coopération et de développement économiques

● PERSPECTIVES A LONG TERME DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE MONDIALE : important rapport du comité de l'industrie de l'OCDE qui met en évidence les stratégies d'ajustement des grands producteurs, en particulier celle de la délocalisation, qui permet à la fois de fabriquer à un meilleur coût et de pénétrer de nouveaux marchés. *(OCDE, Paris, 128 pages.)*

● INDICATEURS DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE : activités et ressources consacrées à la recherche-développement dans les différents pays, et notamment aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne, en France et au Royaume-Uni (85 % à eux seuls des efforts de recherche pour la région de l'OCDE). *(OCDE, Paris, 407 pages.)*

● LES BANQUES ARABES ET ISLAMIQUES : particularités de fonctionnement, possibilités de coopération avec les autres institutions financières. *(OCDE, Paris, 183 pages.)*

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

● LE DÉVELOPPEMENT DE L'INFORMATION DANS LES PAYS ARABES, Besoins et priorités. *(Etudes et documents d'information, n° 95, UNESCO, Paris, 62 pages.)*

AGGRAVATION DU CHOMAGE ET COURSE TECHNOLOGIQUE



(Dessin de Cagnat)

Ci-gît une Europe désuète

(Suite de la première page.)

Si l'Europe doit, pour l'essentiel, rester ce qu'elle est, conserver des structures qui en marquent les limites et les paralysies, évoluer à pas de tortue à l'heure de la communication instantanée, se contenter de médiocres compromis dans un monde soumis aux plus brutales mutations, alors sans doute vaut-il mieux l'enterrer. Peut-être ainsi seront plus nettement ressentis les besoins et les lacunes, les aspirations et les urgences.

Les timorés se diront raisonnables et prudents en choisissant de bricoler le vieux moteur défaillant, et, bien vite, ils se retrouveront en panne au bord de la route. A vouloir jalousement conserver ce qui leur est familier, ils finiront par se découvrir exclus du lendemain qui se joue aujourd'hui. Mieux vaut, pour construire, oublier ce chantier de plus en plus délabré.

Au moment des obsèques de cette Europe déjà obsolète, l'oraison funèbre ne manquera pas d'exalter ses vertus et ses bienfaits. Malgré tous ses retards et insuffisances, la CEE, en levant les obstacles aux échanges intracommunautaires, a apporté une prospérité sans précédent. Elle a fait craquer les *douillets cocons où se complaisaient* des industries archaïques. Elle a entraîné sur les voies de la modernité une agriculture qui, restant en l'état, n'aurait pas résisté aux innovations réalisées ailleurs. Elle a permis aux citoyens des pays qui la composent de découvrir leur appartenance à un *ensemble plus vaste*. Elle a *timidement* fait entendre sa voix sur les grands problèmes d'un monde en crise. Elle a produit quelques réalisations qui prouvent qu'elle n'est pas inéluctablement condamnée au non-être et qu'elle pourrait faire infiniment plus.

Cet hommage rendu, l'orateur esquissera les grandes lignes de la seule Europe qui mérite de renaître sur cette tombe : une Europe prête à quitter les sentiers battus et à déterminer librement les efforts, les sacrifices par lesquels elle se donnera les moyens de prendre en main les problèmes qui l'accablent et qu'elle subit en rechignant.

L'Europe que nous connaissons est née sur les ruines de la seconde guerre mondiale, au seuil d'une modernisation qui serait marquée par le plein-emploi ; l'Europe dont nous avons besoin doit émerger d'une profonde crise qui n'a rien de passager, à l'aube d'une autre modernisation qui, livrée à elle-même, ne peut qu'accroître le chômage (4).

L'Europe que nous laissons derrière nous avait pris son essor dans un système stable, défini par les accords de Bretton-Woods, que M. Richard Nixon balaya en 1971 ; celle que l'on attend devrait s'affirmer dans un climat d'incroyable anarchie monétaire.

L'Europe qui naquit voilà un quart de siècle choisissait naturellement de s'appuyer sur des secteurs d'activité traditionnels (sidérurgie, etc.) qui paraissaient porteurs d'avenir, alors que, aujourd'hui, en dépit de massives injections de crédits, ils ne résistent pas à la concurrence des nouveaux producteurs et se démantèlent ; l'Europe à inventer reposera sur des industries qui *sortent à peine* du laboratoire.

L'Europe qui s'estompe déjà dans le lointain se réclamait de Keynes et construisait l'Etat-providence ; celle qui tente d'émerger est sollicitée par les plus archaïques théoriciens du libéralisme, *tout disposés à brader, au nom* de l'accumulation des profits, les plus essentielles conquêtes sociales.

L'Europe du traité de Rome accordait une confiance encore intacte à la protection nucléaire que lui assurait *son allié américain* ; celle d'aujourd'hui n'est même pas réconfortée par le déploiement des Pershing et des Cruise, et les Etats-Unis *n'osent* même plus renouveler les garanties qu'ils lui prodiguaient naguère.

L'Europe qui, sous nos yeux, se débat dans des querelles à la fois sérieuses et médiocres n'a pa suffisam*ment élargi ses pouvoirs d'intervention*, qui auraient préfiguré une authentique autorité européenne, progressivement née d'une concertation sans cesse renforcée ; elle reste prisonnière de la règle de l'unanimité, si facilement tenue en échec ; l'Europe nécessaire ne saurait exister sans pouvoirs de décision aussi peu limités que ceux dont disposent Moscou, Washington et Tokyo (5).

Quelques millions de chômeurs de plus

LES meilleurs spécialistes ont ausculté ce grand corps malade. Leur diagnostic est correct, mais il ne semble pas être entendu par les gouvernements, encore moins par les opinions publiques, *traitées comme* ces patients auxquels nul n'ose dire de quel mal ils sont atteints. Il est vrai que cette Europe-là souffre de plusieurs maladies à la fois. Par où commencer ?

La plus visible de ces maladies apparaît comme une courbe alarmante sur une feuille de température : l'Europe comptait deux millions de chômeurs pendant les années 60 ; elle est passée à six millions en 1978, puis à dix millions en *1981* et à *12,5* millions en 1983, auxquels vont s'ajouter quelques autres millions au cours des toutes prochaines *années*.

Le mal est généralisé. Il ne s'est pas manifesté au même moment et avec la même ampleur dans chacun des pays européens. Mais le phénomène tend à s'homogénéiser avec, d'un pays à l'autre, une convergence vers des taux de chômage de plus en plus élevés. Le seuil des 6 % a d'abord été atteint par l'Irlande en 1974, par la Belgique en *1976* et par l'Italie en *1977*, puis par le Danemark et la Grande-Bretagne en 1978, par la France en 1979, enfin par les Pays-Bas et l'Allemagne fédérale en 1981. Bien vite ont été dissipées les illusions des pays qui se croyaient immunisés. L'effet-retard n'offre qu'une bien maigre consolation à ceux qui en ont bénéficié car, pour avoir été quelque peu différée, la flambée du chômage n'en devient que plus spectaculaire lorsqu'elle se déchaîne : entre le milieu de 1979 et le début de 1982, l'augmentation du nombre de chômeurs inscrits est brutale en Allemagne (+ 1 073 000, soit + 122 %) et aux Pays-Bas (+ 278 000, soit + 132 %), deux pays qui semblaient mieux résister que leurs voisins, et elle est moins forte en France où le phénomène avait été plus précoce (+ 685 000, soit + 49 %). En s'aggravant, le mal devient plus uniforme, quel que soit le degré de modernisation des divers pays.

Voilà sept ou huit ans, les Européens pouvaient, de bonne foi, croire que le chômage, *qui frappait* les *régions* les moins évoluées (Irlande, Italie du Sud, Wallonie, etc.), épargnerait les zones industrielles avancées. Ce fol espoir n'est plus permis. Il découlait d'une erreur d'optique par laquelle on considérait comme « avancées » la sidérurgie ou la construction mécanique, secteurs où *l'Europe est maintenant* talonnée par de nouveaux producteurs pratiquant de bas salaires, et dépassée *par les pays les plus robotisés*. L'Allemagne fédérale en fait tardivement la découverte. A supposer que ses sidérurgistes, dans le souci d'enrayer le chômage, obtiennent une importante réduction de la semaine de travail, ils ne guériront pas le mal. Ils aggraveront la position de leur pays face à la Corée du *Sud ou au Brésil*, avec des *salaires* beaucoup plus bas pour des horaires beaucoup plus longs, mais aussi face au Japon ou aux Etats-Unis, avec une plus forte robotisation (6).

On peut rêver de payer à la fois des salaires élevés, un temps de travail réduit, de lourdes indemnisations du chômage, une bonne couverture sociale, et les gros investissements qu'appelle le développement de la robotique, de *la* bureautique, de la recherche biotechnique : cette illusion est mortelle. Elle conduit à l'appauvrissement *général des Européens*, au déclin de leur poids dans le monde, à une dépendance renforcée, à une aggravation des tensions entre groupes sociaux plus ou moins sévèrement frappés par une crise qui, s'intensifiant d'année en année, n'épargnera personne.

Les courbes sur lesquelles s'inscrit ce sombre avenir ne vont pas s'inverser d'elles-mêmes. Pour l'ensemble de la CEE, la *population active s'accroît* d'environ un million de personnes par an. Pour stabiliser le taux de chômage, il faudrait donc créer chaque année un million d'emplois nouveaux. Mais voyons les choses en face : en pleine expansion, entre 1960 et 1970, la création d'emplois civils dans la CEE tourne autour d'une *moyenne* de 200 000 par an, et elle devient presque nulle au cours des dix années suivantes.

Alors ? Faudrait-il vivre avec un chômage chaque année plus important que l'année précédente ? Non, nous dit-on : car les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain qui créeront les emplois d'après-demain. On voudrait bien le croire. *Mais* comment être dupe ? Le volume de la formation de capital fixe a reculé de 4,2 % *en 1981, pour baisser encore de 1,3 %* en 1982 (7), et la tendance se maintient. Or le plus gros des investissements se porte non pas vers les petites et moyennes entreprises, qui, dans tout pays industrialisé, assurent la moitié des emplois, mais vers les grandes industries, qui automatisent et robotisent *leur production. Indispensables* pour assurer l'avenir, ces investissements-là suppriment des emplois en Europe – plusieurs millions au cours des prochaines années (8) – et, bien entendu, ils contribuent à créer des emplois dans l'électronique... au Japon et aux Etats-Unis.

En matière de création d'emplois, un pays présente un bilan particulièrement médiocre : l'Allemagne fédérale, dont l'économie demeure pourtant, en Europe, la plus forte. Après avoir énergiquement organisé le départ des travailleurs immigrés, *elles est maintenant* confrontée au mécontentement de ses propres ressortissants. Pour venir plus tard, le *choc n'en sera pas moins rude*, et la cogestion ne pourra qu'en réguler la violence, sans permettre d'éluder les choix. Ils seront déchirants.

« La République fédérale d'Allemagne ne pourrait réemployer la moitié des chômeurs actuels, même si les capacités de production fonctionnaient de nouveau à plein », écrit M. Otmar Emminger, ancien président de la Bundesbank (9). La forte position *qu'occupe* l'Allemagne *sur* le marché des exportations ne lui épargnera pas une remise en question de ses *grandes* orientations économiques et sociales. *A fortiori* cette révision s'impose-t-elle aux pays, comme la France, moins bien placés sur les marchés mondiaux.

Investir pour pouvoir travailler

L*ES* enivrants progrès et le plein emploi qui ont illuminé les « trente glorieuses » seraient-ils donc *condamnés* ? Allons *donc* ! Ne soyez pas pessimistes. Vous voyez bien que la reprise est amorcée aux Etats-Unis qui, comme une locomotive, vont entraîner les wagons d'Europe et même du tiers-monde. *Il* suffit de serrer les dents et de s'accrocher. Avec quelques cuillerées de cette potion magique appelée *rigueur par les uns, austérité par* les autres, la machine finira bien par repartir. A cette fin, il faut consentir quelques sacrifices, investir, former les ingénieurs et les travailleurs hautement qualifiés de demain. D'abord enrayer le déclin, puis donner un nouvel élan. Oh ! on ne retrouvera peut-être pas l'*euphorie consommatrice* des années 60, mais enfin l'avenir sera assuré !

L'Europe a trop consommé, trop peu investi. Tout cela, en France, sous l'égide de majorités de droite dont on sait bien qu'elles seules sont aptes à gérer. Au cours des quinze dernières années, l'*Europe* n'a consacré aux investissements que 20 % environ de son produit national, au lieu de 31 % au Japon *(voir tableau)*. Ainsi a-t-elle laissé vieillir son outil de production existant, introduit avec retard les nouvelles technologies. Le décalage apparaît plus clairement si l'on considère *que* l'Allemagne, *qui* a *investi* un peu plus que la moyenne de ses partenaires européens, compte quand même quatre fois moins de robots que le Japon. Et le Japonais travaille cependant 2146 heures par an, plus que l'Allemand (1728 heures) ou le Français (1799 heures) (10). Mieux encore, alors que l'Europe, comme on l'a dit, parvenait difficilement à maintenir le nombre d'emplois existants, le Japon en *créait plus de trois millions* en *huit* ans.

Troublante performance : le Japonais travaille plus longtemps, investit davantage pour installer des robots qui suppriment du travail humain, crée cependant des emplois nouveaux, compte moins de 3 % de chômeurs – et il *exporte ses* marchandises aux quatre coins du globe.

Prenons donc tous exemple sur le travailleur japonais ! Au *mois d'août* 1982, M. Helmut Schmidt écrivait aux dirigeants des syndicats allemands : *« Depuis 1970, la part des investissements dans le produit national brut est tombée de 25,6 % à 21,5 %. Dans le même temps, toutefois, la part des transferts sociaux a fortement augmenté, passant de 26 % à 31 % »* (11).

Désastreuse évolution, de plus en *plus difficile à inverser dans les*

LE RETARD SUR LE JAPON POUR LES INVESTISSEMENTS ET LA PRODUCTIVITÉ

	Investissements (1)				Taux de croissance (2)				Gains de productivité (3)			
	CEE	RFA	USA	Japon	CEE	RFA	USA	Japon	CEE	RFA	USA	Japon
1967-1973 ..	*22,5*	*24,5*	*18,3*	*34,3*	5,0	5,3	3,6	9,6	4,3	4,5	2,5	8,0
1973-1980 ..	21,1	21,6	18,3	32,0	2,3	2,3	2,3	3,7	2,0	2,4	1,3	2,7
1980	21,2	22,8	18,5	32,0	1,4	1,8	– 0,4	4,8	1,0	0,9	0,9	3,6
1981	*19,8*	*22,0*	*17,9*	*31,0*	*– 0,6*	*– 0,2*	*1,9*	*3,8*	*0,9*	*0,5*	*0,8*	*2,1*
1982	19,4	21,1	14,9	30,9	0,1	– 1,1	– 1,7	3,0	1,2	0,9	– 0,9	1,6

(1) Formation brute de capital en pourcentage du produit intérieur brut (PIB).
(2) Variation annuelle du PIB réel en pourcentage.
(3) PIB par personne occupée.

Source : Banque européenne d'investissement, *Investir dans l'avenir de l'Europe*, page 84.

(4) Cf. « D'une modernisation à l'autre : l'espoir, la *prospérité et puis* l'angoisse », par Philippe Messine, *le Monde diplomatique*, mai 1984.

(5) Voir en conclusion les réflexions sur « l'outil nécessaire ».

(6) En 1980, on estimait qu'il y avait, pour 10 000 travailleurs, 8 *robots* en Suède, 6 au Japon, *1,6* aux Etats-Unis, *1,1* en Allemagne fédérale, 0,9 en Italie, 0,7 en France, 0,3 en Grande-Bretagne.

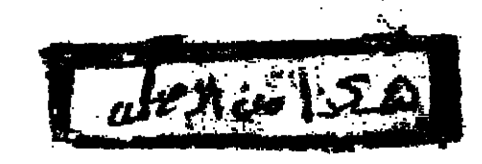
(7) Yves Le Portz, président de la Banque européenne d'investissement, dans sa préface au livre collectif *Investir dans l'avenir de l'Europe*, édité par la BEI, 1983.

(8) Cf. Michel Richonnier, *Crises et nouvelles technologies*, Commissariat général au Plan, Paris, 1982.

(9) Otmar Emminger, « L'investissement et l'Etat », dans *Investir dans l'avenir de l'Europe*, op. cit., p. 82.

(10) Cf. le rapport du Bureau international du travail : *le Travail dans le monde, emploi, revenus, protection sociale et nouvelles technologies d'information*, BIT, Genève, 1984 (disponible également au bureau de Paris du BIT, 205, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris).

(11) *Cité* par O. Emminger, op. cit., p. 97.



QUAND LE DÉBAT INTERNE ÉCLIPSE LES ENJEUX EUROPÉENS

Une irréelle compétition électorale

DES discours de Mme Simone Veil aux sondages sur MM. Jospin, Marchais, Stirn et quelques autres, l'épreuve du 17 juin perd chaque jour un peu plus son caractère d'échéance européenne pour se réduire aux dimensions d'un très banal électoralisme français. L'hégémonie mondiale qu'exercent simultanément Washington et Moscou devrait contraindre le Vieux Monde à s'unir, sans qu'aucune diversion prévale contre cette nécessité. Entre deux matches de football et une course cycliste, nos médias volubiles s'intéressent davantage aux suffrages que recueillera M. Le Pen qu'aux entreprises de M. Reagan dans le vaste univers. Ainsi s'organise la hiérarchie des valeurs dans une société dite « de spectacle ». La réalité s'évanouit sous les apparences et l'accessoire triomphe partout de l'essentiel.

En 1979, la précédente campagne pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel n'avait déjà suscité aucun vrai débat de politique étrangère. Elle concernait pourtant des institutions communes à la France et à ses voisins. A en juger, cinq ans après, par les continuelles protestations paysannes et les affrontements avec la Grande-Bretagne, le système ne fonctionne pas sans soulever de très vives résistances. Les décisions qu'il entraînera dans l'avenir pour l'agriculture, les finances, la sidérurgie, mais aussi la diplomatie, mériteraient un sérieux examen. Un verdict populaire en offre justement l'occasion. Puisque les divers candidats s'affirment bruyamment démocrates, pourquoi n'ouvrent-ils pas les dossiers ?

Jusqu'à présent, ils consacrent plutôt leur éloquence à se noircir les uns les autres, et soutiennent cet exercice capital avec beaucoup plus d'ardeur qu'ils n'en mettent à exposer la nature, l'intérêt des organismes communautaires. Dans leur esprit, le mot « Europe » semble se suffire à lui-même, jusqu'à les dispenser de toute explication complémentaire. Aucune conscience collective ne naîtra jamais de cette futilité où le vacarme orchestre l'inconséquence. Les polémiques au sein du couple Simone Veil-Bernard Pons présentent pour tous un intérêt certain. Elles éludent des questions embarrassantes qu'ils connaissent parfaitement sans pouvoir y répondre.

Car enfin, cette Europe de rêve, la bâtiront-ils à dix ou à douze ? Conduira-t-elle un jour à l'abandon des souverainetés nationales au profit d'un exécutif commun ? Ce gouvernement-là, voulu par les doctrinaires, disposera-t-il d'une police pour soumettre les associés récalcitrants ? Recrutera-t-il des soldats capables d'en imposer aux Américains et aux Russes, c'est-à-dire pourvus d'armes nucléaires ? Des militaires ouest-allemands, munis de ces moyens d'extermination, n'entraîneront-ils jamais les autres Occidentaux vers Koenigsberg, dans l'espoir de réunifier l'ancien Reich par la violence ? Les Etats-Unis, l'URSS, laisseront-ils jamais s'affermir une troisième puissance mondiale, inquiétante pour leur condominium ? De quelles rétorsions useraient-ils contre elle ?

Par GILBERT COMTE

Quels sacrifices les Européens consentiraient-ils alors pour leur résister ?

A lui seul, chacun de ces thèmes occuperait largement toute la campagne électorale. Quelques-uns la réveilleraient peut-être. Candidats et partis se gardent bien de provoquer le sursaut par des paroles intempestives. Leur mutisme protège une tranquillité profitable à tous. Mais il confine aussi les discours dans une pure et simple politique-fiction.

Une expérience sociale, menée en laboratoire pour établir le délabrement intellectuel de toute une époque, n'en produirait pas un plus lugubre diagnostic. Parce que, si l'histoire, les intérêts opposent d'impressionnants obstacles à l'unité européenne, les raisons d'y parvenir ne manquent pas non plus.

Faiblesses de l'Etat national

DEPUIS 1945, les empires américain et russe écrasent l'Ancien Monde de leur masse. Les dimensions territoriales, l'étendue des richesses, l'orgueil de sa supériorité financière et technique chez l'un, de son idéologie chez l'autre, donnent à chacun des deux géants des moyens de domination militaires, stratégiques, économiques, inaccessibles à la France ou à la Grande-Bretagne, qu'ils transforment en Etats secondaires. Or, toute politique n'obéit jamais qu'à des rapports de forces.

A considérer les seules statistiques, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et leurs voisins ne stagnent pourtant pas. A l'inverse de l'Espagne au dix-neuvième siècle, ils courent hardiment les risques de leur modernisation. Dans l'Hexagone même, M. François Mitterrand dispose du feu nucléaire, capable de foudroyer l'ennemi avant qu'il bouge dans ses casernes. Louis XIV, Napoléon n'en possédaient pas tant pour commencer leurs guerres.

Mais l'entretien d'un matériel sophistiqué coûte cher. Deux opérations simultanées, au Tchad et au Liban, plongent le budget de la défense nationale dans de grands embarras. Et puis, de nos jours, un pays ne mesure plus ses performances d'après le seul dynamisme de ses troupes, ou l'adresse de ses diplomates. Son prestige international réclame aussi de solides finances, une technologie efficace, une croissance continue. La souveraineté lui garantit le statut juridique indispensable pour affronter les ambitions étrangères. Mais celles-ci attaquent aussi avec des capitaux, tournent les frontières par des investissements, des exportations, s'infiltrent dans les capitales par le commerce, les mœurs, les modes, les chansons, les films. Aucune garde en uniforme ne protège contre ces nouvelles formes d'invasions.

Dans les grandes batailles de la guerre économique, le Japon remporte ainsi victoires sur victoires sans le concours d'un seul sous-marin atomique. Il lui suffit d'avoir un yen fort, une industrie compétitive. Les armes viendront peut-être plus tard... Quant à l'Amérique, elle inonde Paris de ses exportations, de ses spectacles, de sa langue, sans rencontrer vraiment une barrière. Le vainqueur fascine. Une partie de la jeunesse, presque toute l'élite sociale, choisissent leurs modèles à New-York.

A ce régime, l'Etat national, toujours théoriquement maître de ses décisions, change de contenu. Son indépendance, intacte en droit, ne le protège plus des pénétrations extérieures. A la limite, sa souveraineté les dissimule. Le général de Gaulle traqua longtemps l'hégémonie américaine à travers le monde. Chez lui, il laissait son propre pouvoir s'appuyer sur l'américanisation des mœurs. Quatorze ans après sa mort, le phénomène s'aggrave, s'étend aux dimensions mêmes de l'Europe. De cette évidence, les candidats au Parlement de Strasbourg préfèrent ne pas dire un mot.

En principe, ils souhaitent un regroupement continental pour devenir moins vulnérables. Aucun Etat secondaire n'espère plus acquérir sans les autres une puissance moderne. La réussite d'Ariane donne, dans l'espace, une bonne démonstration des succès qu'ils peuvent obtenir ensemble. Mais la technique ne tiendra jamais lieu, nulle part, de politique. Les Européens peuvent envoyer fort loin une fusée dans le ciel. L'exploit ne changera rien à leur sort s'ils ne savent pas fonder des institutions sur terre.

Bien sûr, leur passé lui-même embarrasse l'entreprise. Unis par la même civilisation, ils appartiennent à des nations longtemps adverses. Le souvenir de ces luttes les écrase encore. Pendant près d'un millénaire, des conflits analogues déchirèrent d'ailleurs chaque pays à l'intérieur de lui-même. La France du Nord épuisa celle du Midi dans des luttes effroyables, rouvertes plus tard entre les Armagnacs et les Bourguignons. Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, une véritable guerre dressa encore les Bavarois contre la Prusse. A Paris très tôt, comme à Berlin très tard, un pouvoir central travaillait patiemment à l'unification. Pour passer de l'Etat national à une organisation politique plus large, l'Europe ne dispose pas de cet instrument.

Ses actuels champions ne s'expliquent pas davantage sur ce vide. Sans le dire, ils espèrent qu'une conscience nouvelle émergera des réalisations techniques, des échanges, de l'économie commune. Jusqu'à maintenant, les houleux débats de Bruxelles étalent plutôt des antagonismes. A la limite, les formidables concentrations industrielles autour du Rhin menacent même d'approfondir les disparités entre l'Europe du Nord et celle du Sud, exactement comme l'unité italienne favorisa, naguère, la Lombardie, le Piémont, aux détriments du Mezzogiorno. Mais de cela non plus, personne ne parle jamais durant l'actuelle campagne « européenne ».

Sous leur mutisme, Mme Simone Veil et ses concurrents espèrent peut-être parvenir à une fédération d'Etats européens, sans le concours d'aucun fédérateur, ni affronter jamais une seule crise. Second exemple de politique-fiction dont l'histoire connue ne propose jusqu'à présent aucun modèle. Pendant ce temps, l'Europe des blue-jeans, des hot-dogs, du fast-food et du rock s'affermit d'Algésiras à Stockholm, de Brest à Bayreuth, avec Washington pour vraie capitale, et l'anglais comme première langue de communication. Quant au conflit des empires, il coupe en deux l'ensemble du continent.

Jusqu'aujourd'hui, aucune des deux menaces ne trouble vraiment les Occidentaux. Après dix ans de crise, la société d'abondance leur assure un confort suffisant ; ils s'inquiètent peu de l'avenir. Lorsqu'elle élude à la fois l'affaiblissement de l'Etat national et les difficultés de l'union continentale, l'actuelle campagne européenne se conforme donc à une insouciance largement répandue. Mais ces simulacres obligent à demander si une force quelconque naîtra jamais du Parlement de Strasbourg, des délibérations de Bruxelles, ou si Français, Britanniques, Allemands, Belges, Néerlandais, Italiens, etc., ajoutent leurs faiblesses pour créer un surcroît d'impuissance.

Car à Tokyo, somme toute, l'Etat national n'affronte pas si difficilement les épreuves de la civilisation moderne. Sa conquête des marchés extérieurs ne réclame même pas le concours d'une quelconque organisation asiatique, un tant soit peu comparable à la Communauté européenne. Le patriotisme, l'organisation, le sens de l'effort, et probablement quelques valeurs profondes vécues en commun, comme par exemple la conviction, suffisent aux Japonais. Mais ces mots-là ennuient l'Europe. Au lieu de la réveiller, ils l'assoupissent.

Ci-gît une Europe désuète

(Suite de la page 13.)

Pour échapper à ce paradis-cauchemar, l'Europe devrait donc renoncer à se moderniser, baisser les bras face au Japon et aux Etats-Unis ? Certainement pas. Mais elle ne doit pas se tromper sur le sens de sa modernisation, en choisir elle-même le terrain et les modalités, au lieu de se laisser emporter dans toutes les directions à la fois par une sauvage compétition internationale à laquelle elle sacrifierait un siècle de conquêtes sociales qui sont l'honneur de la démocratie. Pour avoir trop longtemps traîné les pieds, l'Europe ne doit pas aujourd'hui surestimer ses capacités et se lancer sans précaution dans une compétition tous azimuts. La libre concurrence entre le pot de terre et le pot de fer fait voler le premier en éclats. Il serait plaisant de dénoncer le « protectionnisme » du pot de terre qui refuse de se ruer à la rencontre du pot de fer.

L'outil indispensable

NE pas se tromper : en injectant, pendant trente ans, des crédits publics dans des entreprises privées, comme la sidérurgie, la droite a, sans grands résultats, violé le libéralisme dont elle se réclame. Pour s'être remarquablement modernisée, la sidérurgie n'a pas su, sur certains créneaux, s'assurer une part substantielle du marché mondial, qui lui eût épargné d'être aujourd'hui démantelée. Il ne suffit pas d'automatiser l'outil industriel pour lui garantir des débouchés commerciaux.

Choisir les modalités : théoriquement éprise de libéralisme, mais ne le concevant qu'en lien étroit avec les Etats-Unis, la droite giscardienne, par « *l'assassinat du Plan Calcul* », a tué les chances d'une industrie française et européenne de l'informatique, aux multiples applications dans tous les secteurs d'activité, y compris les plus vitaux (25). D'ici deux ans, il ne subsistera dans le monde que trois grands constructeurs qui se partageront le marché. Aucun ne sera européen.

« *Si les sociétés européennes désirent rester encore, pour les vingt années à venir, des entités autonomes ayant la maîtrise de leur propre avenir, elles sont* condamnées *à définir une stratégie commune de développement socio-économique. A cette fin, elles seront amenées à valoriser* ensemble *le potentiel scientifique, technologique et industriel existant dans les pays de la Communauté* » (26).

Pris isolément, aucun pays d'Europe ne peut couvrir tout l'éventail des recherches scientifiques indispensables au progrès industriel. Seul un effort commun des Dix a des chances d'atteindre cet objectif. La Communauté s'est dotée en 1978, c'est-à-dire bien tardivement, de l'outil permettant de frayer la voie dans ce domaine. Le travail ainsi accompli a abouti en 1983 au rapport FAST, qui trace les deux grandes voies à suivre : développement des sciences et techniques de l'information (programme Esprit) et des biotechnologies.

Les moteurs de la croissance d'hier étaient la sidérurgie, l'automobile, la chimie, les équipements électroménagers, etc., dispersés entre plusieurs producteurs dans chacun des principaux pays européens, dont aucun n'était de taille à lutter avec le Japon ou les Etats-Unis. Ces secteurs sont en crise, soit du fait de l'apparition de nouveaux pays producteurs, soit par l'engorgement du marché. L'Europe n'a guère tiré les leçons de cet éparpillement des efforts, qui l'a affaiblie. Ce n'est pas fini. Le rapport FAST note avec raison qu'« *une stratégie de concurrence, en aggravant l'état de surcapacité actuel, pourrait transformer certaines branches des chimies nationales européennes en sidérurgie des années 90.* »

Les moteurs de la croissance de demain s'appellent microélectronique, télécommunications, économies d'énergie, services, matériaux, biotechnologies. Le rapport FAST observe qu'ils « *ont des difficultés à démarrer aussi rapidement que nécessaire et avec la puissance indispensable* », et qu'ils risquent ainsi de se développer ailleurs qu'en Europe.

Les technologies de l'information « *constitueront le système nerveux de nos sociétés* », et l'Europe est encore loin d'en posséder la maîtrise. « *Quatre ou cinq millions d'emplois sont en jeu pour les dix années à venir, selon que les nouvelles applications* (de ces technologies) *seront développées par les Européens ou par d'autres.* » Quant aux biotechnologies, « *en donnant accès à un champ d'innovations fondamentales dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'agriculture, de l'énergie, de l'environnement, elles vont être l'occasion de reconversions et de rénovations industrielles, susciter de nouveaux pôles de développement autour de produits et d'applications nouvelles* », etc. (27).

La recherche scientifique dans ces domaines et le développement des outils industriels nécessaires supposent des risques financiers qui dépassent les moyens de chaque pays membre de la Communauté et ne peuvent être assumés que solidairement. L'Europe dispose de toutes les capacités scientifiques pour avancer dans ces directions mais, faute de politique commune, elle s'expose à se trouver « *vite hors course du fait d'efforts de recherche insuffisants pour faire face à l'assaut qui se prépare aux Etats-Unis et au Japon, efforts encore réduits par des rivalités entre Etats membres, par un manque de vision stratégique coordonnée et cohérente* » (28).

A côté d'une Europe agricole, la CEE n'a pas su s'appuyer sur une Europe industrielle, fondée sur les secteurs traditionnels qui, hier, assuraient la croissance et qui, aujourd'hui, sont en crise. Accaparés par les difficultés de la sidérurgie ou de l'automobile, les Dix se condamneraient s'ils ne constituaient pas une véritable Communauté de la recherche et des industries de demain.



(Roger Viollet)

ALLÉGORIE DE L'EUROPE, D'APRÈS LA COSMOGRAPHIE DE S. Munster (1489-1552)
Aujourd'hui, une Europe sans visage...

Rigueur et austérité n'ont de sens qu'au service d'une telle politique. Elles n'ont de chances d'aboutir que dans un minimum de stabilité.

Stabilité interne à la CEE, hélas ! moins tournée vers l'avenir qu'elle ne se laisse absorber par les médiocres querelles d'hier. « *La dépendance de l'Europe*, écrit Michel Albert, *est encore plus grande pour l'électronique que pour l'énergie.* » Or il n'existe pas d'Europe de l'électronique, « *il n'y a qu'une non-Europe, dont chaque membre croit qu'il parviendra à se renforcer en affaiblissant les autres, ce qui fait que les mêmes dépenses qui, au Japon, constituent des investissements productifs et créateurs d'emplois ne sont, chez nous, que des gaspillages servant d'alibis à des destructions d'emplois* » (29). A un stade moins avancé, la même remarque vaut pour les biotechnologies.

Stabilité externe : toutes les prévisions – financements, calculs des coûts, courants d'échanges, etc. – sont devenues extrêmement aléatoires depuis qu'en 1971 les Etats-Unis ont cassé le système monétaire international, supprimé la convertibilité du dollar et imposé une surtaxe de 10 % sur leurs importations. « *La scène financière internationale est tellement mouvante qu'elle rend impossible toute analyse prospective* », écrit M. Alexandre Lamfalussy, directeur général adjoint de la Banque des règlements internationaux (30). Les prétendues règles du libéralisme n'ont pas leur place dans ce dérèglement généralisé, voulu par les Etats-Unis. L'Europe hésiterait-elle à se prémunir contre les turbulences qui menacent de l'emporter ? Sans imposer à son tour une surtaxe de 10 % sur ses importations, qu'elle fasse au moins jouer à fond les dispositions du traité de Rome, et en premier lieu le tarif extérieur commun.

Alors le pot de terre aura une chance de ne pas se briser contre le pot de fer.

Les plus remarquables réalisations européennes – Airbus, Ariane, le système Euronet-Diane – pèsent moins lourd que les lacunes et insuffisances d'une Communauté paralysée par la règle de l'unanimité. Une certaine forme d'autorité européenne est pourtant indispensable pour affronter les concurrents américain et japonais.

Contrairement à ce qu'espéraient certains de ses fondateurs, la CEE n'a pas évolué vers une souveraineté européenne qui eût permis d'éviter les rivalités et la dispersion des efforts dans les secteurs industriels d'hier. Sans se donner un véritable gouvernement européen, les pays membres qui composent la Communauté ont consenti des délégations de pouvoirs dans deux directions : vers le haut, au profit d'organisations interétatiques ; vers le bas, par la décentralisation ou la régionalisation. Au contraire, aux Etats-Unis, depuis le New Deal et la seconde guerre mondiale, le pouvoir fédéral n'a cessé de se renforcer au détriment des Etats. Le Japon, de son côté, s'est progressivement doté des structures administratives, économiques et commerciales qui lui garantissent une large autonomie de décision au service de son intérêt national. Première puissance commerciale au monde, la CEE ne possède pas les instruments de souveraineté dont elle aurait besoin pour affronter ses plus puissants concurrents.

Devant la persistance des rivalités intracommunautaires, un pragmatisme à ras de terre ne cesse depuis longtemps de préconiser une balbutiante « Europe à la carte » : pour chaque réalisation commune, seuls s'associeraient ceux des Dix qui le souhaiteraient. A poursuivre dans cette voie, l'Europe ne parviendra vite à produire que quelques hors-d'œuvre et sera condamnée à importer ses plats de résistance. Ou bien les pays qui constituent la Communauté s'engagent ensemble dans tous les secteurs d'avenir, ou bien la Communauté deviendra encore plus désuète, au point de ne plus exister.

Cette Europe malade a été conçue comme un « marché » commun : il s'agissait d'élargir la clientèle des consommateurs à un ensemble démographiquement comparable à celui des Etats-Unis. Si l'Europe de demain doit exister, elle ne pourra se concevoir que comme un « *producteur* » commun, visant non pas seulement le marché commun européen, mais le marché mondial. Pour ce faire, elle a au moins besoin d'une recherche scientifique commune et d'une politique industrielle commune, l'une et l'autre axées sur les nouvelles technologies.

Si la CEE est pensée en termes de « marché », il est normal de la souhaiter aussi large que possible. Pensée au contraire en termes de « producteur », elle ne peut englober que les pays résolus à se plier à une discipline commune pour la recherche et le développement industriel. Plutôt que de replâtrer tant bien que mal cette Europe dépassée par les mutations technologiques et par la puissance de ses concurrents, mieux vaut la conduire au cimetière et lui substituer une Communauté comptant peut-être moins de membres, mais des membres déterminés à construire ensemble l'outil industriel de demain.

La seule chance de la Communauté est de se constituer en association volontaire de pays acceptant pour vingt ou trente ans une Haute Autorité qui conduirait souverainement la recherche scientifique et la politique industrielle dans les secteurs ouverts par les nouvelles technologies. De même qu'un gouvernement, pour marquer sa réprobation, réduit parfois le niveau de sa représentation diplomatique auprès de certains régimes, de même les pays résolus à s'avancer dans cette direction pourraient laisser à des représentants subalternes le soin de siéger au sein d'institutions européennes qui déjà appartiennent au passé et que l'on considérerait avec une bienveillante inattention – *benign neglect*, comme on dit en anglais. Au contraire, les pays intéressés à aller de l'avant s'engageraient dans une supranationalité de fait pour créer l'Europe *scientifique et industrielle de demain.*

Avec MM. Kohl et Mitterrand, la convergence franco-allemande paraît plus profonde qu'au temps de MM. Schmidt et Giscard d'Estaing. Laisseront-ils passer une chance historique de refaire une autre Europe, géographiquement plus petite mais scientifiquement et industriellement plus audacieuse ? Si mince que soit cet espoir, y renoncer reviendrait à jeter le manche après la cognée.

CLAUDE JULIEN.

(25) Il faut relire le livre de Jacques Jublin et Jean-Michel Quatrepoint, *French Ordinateurs, de l'affaire Bull à l'assassinat du Plan Calcul*, édit. Alain Moreau, Paris 1976 ; voir aussi dans *le Monde* les articles de J.-M. Quatrepoint sur l'informatique en France, la stratégie mondiale d'IBM, etc.

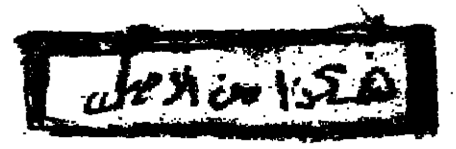
(26) Rapport FAST, op. cit., cf. note 3.

(27) Idem, pp. 213 à 215.

(28) *Idem*, p. 216.

(29) Michel Albert, dans sa contribution à l'ouvrage de la BEI, op. cit., p. 61.

(30) Alexandre Lamfalussy, dans l'ouvrage de la BEI, op. cit., p. 69.



sociétés vieillissantes de la CEE, où la seule démographie entraîne un accroissement des dépenses de retraite et de santé, à quoi s'ajoutent les allocations de chômage – un chômage d'autant plus grave qu'il frappe en priorité des jeunes, ainsi tenus à l'écart de la société, de son fonctionnement concret, des valeurs dont elle se réclame. Michel Albert écrit que, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, « *le coût du chômage est évalué à environ 350 milliards de dollars par an, soit plus de la moitié du volume total de la dette des pays en développement* » (12).

Chiffre abasourdissant, révélateur de ce qu'il peut y avoir de détraqué dans des mécanismes conçus par des esprits rationnels. N'est-ce pas, en réalité, la rationalité même du système économique qui est en question ? Déboussolée, la machine tourne à vide, échappe à tout contrôle.

Suivant la logique de la rigueur et de l'austérité, il conviendrait donc, sans provoquer d'explosion sociale, de comprimer les dépenses de consommation et les transferts sociaux (retraites, soins de santé, allocations de chômage, etc.) pour accroître les investissements, moderniser l'outil de production par l'électronique et la robotique. Ainsi l'Europe se donnerait les moyens de tenir sa place face au Japon et aux Etats-Unis.

Mais nul ne souhaite vivre à la japonaise. Nul n'oserait suggérer d'abandonner à leur sort 13 millions de chômeurs européens, de consacrer à l'achat de robots les quelques dizaines de milliards de dollars que coûtent chaque année les allocations qui leur sont versées, d'autant que cet effort d'équipement aggraverait le déficit commercial. Plus généralement, nul n'est prêt à accepter, en Europe, l'équivalent des 35 millions d'Américains qui vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. Nul, en tout cas, ne préconise une politique européenne concertée pour s'attaquer simultanément au chômage et à la crise structurelle dont il est le révélateur. Les candidats au Parlement de Strasbourg préfèrent parler d'autre chose. On les comprend... Impossible de le leur pardonner.

S'endetter à l'américaine ?

S'IL est exclu de vivre et travailler à la japonaise, peut-être alors devrait-on se moderniser comme le font les Américains, qui appartiennent à une société plus proche de la nôtre ? Mais, pour ce faire, les Etats-Unis disposent d'atouts qui restent inaccessibles à l'Europe. Et d'abord un endettement qui défie le bon sens : *1 600 milliards de dollars pour la seule* dette fédérale, qui a quadruplé en vingt ans, à quoi s'ajoutent, pour un montant deux fois supérieur, les emprunts contractés par chacun des 50 Etats de l'Union, par les municipalités et les comtés, par les entreprises et les particuliers.

Prompte à dénoncer la dette extérieure de la France, la presse a bien longtemps attendu pour s'intéresser à l'*endettement des Etats-Unis* (13). Véritable cheval de bataille de l'opposition, la dette française est estimée par la commission d'enquête du Sénat à plus de 600 milliards de francs, et à 451 milliards par M. Jacques Delors. Soit environ 1 500 dollars pour chaque Français selon la commission, et 1 125 dollars selon le ministre. Aux Etats-Unis, la dette fédérale représente 6 780 dollars par habitant : nul ne croit sérieusement qu'elle sera un jour épongée... Le ministre estime que la France peut gérer sa dette et prévoit un *solde positif des opérations courantes.* Aux Etats-Unis, le déficit de la balance commerciale (70 milliards de dollars en 1983, 100 milliards prévus pour 1984) s'ajoute à l'aggravation annuelle de l'endettement fédéral.

M. Jacques Delors met en balance les dettes de certains pays à l'égard de la France. L'opposition rétorque qu'il s'agit surtout de pays sous-développés qui ne pourront guère tenir leurs engagements. A ce compte, les Etats-Unis sont déjà en faillite, tellement énormes sont les crédits accordés au tiers-monde par les banques commerciales américaines. Celles-ci, d'après le Federal Reserve Board, étaient engagées en 1983 pour 356 milliards de dollars. Voici, dans l'ordre, leurs principaux débiteurs (14) :

	Milliards de dollars	Evolution sur 1982
– Gde-Bretagne	53,1	+ 6,6 %
– Mexique	25,4	+ 2,8 %
– Japon	22	+ 0,9 %
– Brésil	20,5	+ 8,5 %
– France	14,8	– 1,3 %
– Canada	13,3	+ 7,3 %
– Belg. et Lux.	11,7	– 7,9 %
– Venezuela	11,2	+ 1,8 %
– Corée du Sud	10,6	+ 23,3 %
– Italie	8,6	+ 8,9 %
– Hongkong	8,4	+ 2,4 %
– Argentine	8,4	– 2,3 %
– Allemagne féd.	6,9	– 10,4 %

Pour moderniser son appareil industriel, l'Europe ne peut guère plus alourdir son endettement. Au contraire, les Etats-Unis, en pratiquant systématiquement chez eux une politique de déficit budgétaire (quelque 200 milliards de dollars par an) qu'ils condamnent partout ailleurs, ne connaissent virtuellement aucune limite. Pour parler simple, il leur suffit de faire fonctionner la planche à billets. L'Europe, qui ne souhaite pas vivre à la japonaise, n'a pas la possibilité de se moderniser à l'américaine.

D'autant que les situations divergent sur un autre plan. La course aux technologies modernes recoupe nécessairement la lutte pour la conquête des marchés extérieurs : moderniser pour produire moins cher et ainsi exporter davantage. Si, à l'intérieur de la Communauté européenne, les marchandises et les personnes circulent librement (comme aux Etats-Unis), il est rare que des entreprises françaises, allemandes, britanniques, italiennes, etc., s'associent, unissent leurs forces pour élargir leur part du marché mondial. Accords laborieux, naturellement montés en épingle pour indiquer la voie qui devrait être suivie. Mais accords tardifs et limités.

Pendant ce temps, au contraire, les Etats-Unis sont depuis plus de dix ans emportés par une véritable fièvre qui les pousse non pas simplement à conclure des accords sectoriels, mais à procéder à de grandes fusions d'entreprises. En 1972, les fusions et rachats d'entreprises avaient mis en jeu 1 500 millions de dollars. La cadence *n'a cessé de s'accélérer* : 6 000 millions en 1977, puis 82 000 millions en 1981. Le mouvement de concentration s'essoufflerait-il ? Nullement, puisqu'il atteint 53 300 millions de dollars pendant les trois premiers trimestres de 1983.

Destinées à créer de plus puissantes unités, mieux armées pour la conquête des marchés mondiaux, ces opérations dépassent en général les capacités financières de la firme acheteuse, qui recourt au crédit bancaire et contribue ainsi à faire monter les taux d'intérêt.



(Bossu-Sygma)

LA REVENDICATION DES TRENTE-CINQ HEURES EN ALLEMAGNE
Entre les bas salaires du tiers-monde et les robots.

Fusions et rachats se multiplient dans les banques, la sidérurgie, les chemins de fer, l'énergie, etc. En face de ces mastodontes, disposant de vastes ressources pour la recherche, l'ingénierie, le marketing, etc., les entreprises européennes font de moins en moins le poids. De plus en plus puissants, leurs concurrents américains réalisent sur les marchés étrangers une part de plus en plus importante – souvent plus de 50 % – de leurs profits (15), immédiatement rapatriés et utilisés pour moderniser encore leur outil de production.

A ce drainage de profits s'ajoute un fabuleux pompage de capitaux étrangers, séduits par les taux d'intérêt élevés en vigueur aux Etats-Unis. Ce diabolique mécanisme est bien connu, mais rien n'est entrepris pour le casser. Tout au plus, M. Jacques de Larosière, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), déplore-t-il que le gouvernement de M. Reagan, en pratiquant délibérément une politique de déficit budgétaire, fasse grimper les taux d'intérêt et parvienne ainsi à « *absorber les ressources en capital limitées du reste du monde* » (16).

Logique sans faille : profits et capitaux affluent vers les Etats-Unis, où ils favorisent une reprise économique que ne parviendrait pas à nourrir l'épargne nationale, laquelle représente à peine moins de 2 % du PNB (17). Ainsi l'Europe et le tiers-monde ont-ils l'insigne honneur de contribuer malgré eux à la reprise de l'économie américaine, enfin mise en mesure d'accélérer la robotisation de son industrie et de se trouver en meilleure posture face à ses concurrents.

Mais, de grâce, que l'Europe et le tiers-monde n'aient pas le mauvais goût de s'en plaindre. On le répète sur tous les tons : la reprise américaine entraînera la reprise dans le reste du monde... Emouvant conte oriental : emportées sur le tapis magique du plus pur libéralisme économique, nos sociétés voguent vers un avenir radieux. Pour cela, il leur suffit de s'offrir, sans crainte, au grand vent de la concurrence, dont l'*aiguillon n'a jamais manqué d'être stimulant.* Certes, parce qu'il souffle en tempête, ce vent brisera sans doute de frêles esquifs. Mais que voulez-vous, dans cette guerre économique qui fait rage, tout comme dans la sauvage nature soumise à la seule loi de la jungle, on sait depuis Darwin que, par voie de « *sélection naturelle* », tout progrès est ordonnancé en fonction de la « *survie du plus apte* ».

Balivernes. Secrétaire général de l'OCDE, M. Emile van Lennep sacrifie bien entendu au goût du jour et préconise d'en finir avec toutes sortes de « *rigidités* », afin de « *laisser davantage jouer les mécanismes du marché* », mais il admet malgré tout que la reprise qui s'est amorcée aux Etats-Unis et, plus timidement, dans quelques autres pays, « *se révèlera faible et peu durable si l'on ne s'attaque pas promptement aux problèmes structurels* » (18). Et quels sont ces « *problèmes structurels* », sinon, en premier lieu, cette pompe à dollars savamment mise en place aux Etats-Unis ?

Un exemple ? La crise de la sidérurgie, qui affecte aussi bien les Etats-Unis que l'Allemagne et la France, ne saurait faire oublier la crise de l'automobile, peut-être encore plus préoccupante. Au cours des quelques dernières années, parce qu'elle était moins robotisée que sa concurrente japonaise, l'industrie automobile américaine a dû investir 50 milliards de dollars (environ 425 milliards de francs) pour se moderniser. Se trouve-t-elle maintenant en condition d'aborder l'avenir avec confiance ? Apparemment oui, puisque, en 1983, elle a enregistré des profits de 6,1 milliards de dollars. A ce rythme, elle récupérerait sa mise en moins de dix ans.

Hélas ! il faut déchanter. Ces profits ont créé un « *faux sentiment d'optimisme* », estime M. Gerald Greenwald, vice-président de Chrysler. « *Nous commettrions une tragique erreur si nous nous mettions à croire à nos propres bilans*, ajoute-t-il, *car le spectacle ne fait que commencer. Le problème est de savoir combien de temps il durera* » (19). Et il explique que, pour rester compétitive face au Japon, et pour maintenir le niveau actuel des emplois, l'industrie automobile américaine doit, au cours des trois prochaines années, investir encore 45 milliards de dollars (environ 382 milliards de francs).

Ces mastodontes sont d'une insatiable voracité... Quel pays d'Europe peut investir des sommes comparables dans sa propre industrie automobile ? Un tel effort est-il même envisageable à l'échelle des Dix ? Il semble en tout cas que nul n'ose y songer... En France, le débat sur l'avenir de l'automobile porte essentiellement sur les conditions dans lesquelles sont licenciés des ouvriers chez Talbot ou Citroën. L'« Europe de l'automobile » n'existe pas.

Si vibrants que soient les plaidoyers américains en faveur du libre-échange, qui doit miraculeusement guérir tous les maux dont nous souffrons, l'industrie automobile américaine n'a pu se redresser qu'à l'abri d'un « protectionnisme négocié » : pour chacune des trois années 1981, 1982 et 1983, les Etats-Unis ont obtenu du Japon qu'il limite ses ventes de voitures à 1 680 000 sur le marché américain. En 1984, ce plafond a été porté à 1 850 000 voitures. Mais déjà, puisque Washington proclame que la reprise est en cours, Tokyo en tire argument pour demander l'arrêt de cette limitation « volontaire » de ses propres exportations (20).

Prise en sandwich entre le Japon et les Etats-Unis, sans possibilité pratique de mobiliser les capitaux pour soutenir un effort de même ampleur, l'Europe sera dévorée par ses deux grands concurrents et indéfectibles amis si elle *ne fait pas jouer un dispositif essentiel* du traité de Rome : le tarif extérieur commun. Bien que celui-ci soit devenu très perméable, les Etats-Unis dénoncent déjà depuis longtemps l'intolérable « protectionnisme » de la Communauté. Que ne diraient-ils pas – et quelles mesures de représailles ne prendraient-ils pas – si l'Europe le faisait plus strictement respecter...

Une communauté du travail au noir

TOUS les maux dont souffre l'économie mondiale proviennent des *multiples violations des sacro-saints* principes du libéralisme et des intangibles lois du marché. Voilà ce que, en chœur, répètent le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et le gouvernement de M. Reagan. Laissez librement jouer les parfaits mécanismes qui possèdent la secrète vertu de réguler en souplesse tous les déséquilibres et mutations en vue d'assurer un développement harmonieux. « *Laissez faire, laissez passer* ».

Laissez passer les capitaux enjôlés par des taux d'intérêt élevés. Laissez ensuite passer, en sens inverse, ces mêmes capitaux qui, naturalisés américains, viendront s'investir en Europe et dans le tiers-monde pour créer des emplois qui arracheront des travailleurs au cauchemar du chômage. Puis *laissez repartir les profits réalisés grâce* à des salaires moins élevés. Laissez le Brésil, l'Argentine et la Corée du Sud s'endetter auprès des banques. Laissez le FMI rappeler à ces pays qu'ils doivent librement accepter l'austérité et respecter l'équilibre budgétaire que les Etats-Unis sont libres de ne pas pratiquer. Laissez ainsi monter les taux d'intérêt qui, pour un point de pourcentage de plus, alourdissent de 4 milliards la dette des pays sous-développés. Laissez les gouvernements autoritaires qui règnent ou ont régné sur ces pays brider les syndicats assez sots pour compromettre l'intérêt national. Laissez librement monter les prix des produits de première nécessité, en supprimant pour cela toutes les subventions qui allègent la misère, et, si le peuple se révolte, laissez l'armée et la police le remettre à sa place. Laissez au FMI et au gouvernement de M. Reagan la liberté de penser qu'ils ne sont pour rien dans ces sanglantes *répressions qui parfois* prennent l'allure de carnages.

Le principal mérite des discours officiels et de certains rapports de grandes organisations internationales est de dire tout cela en un style moins grossier, mais peut-être moins compréhensible, dans l'inimitable jargon de la macroéconomie, très proche de celui de l'entomologiste qui peut fort aimablement disserter sur les plus humbles espèces en montrant du doigt le papillon ou le scarabée épinglés sous la vitre. Mais ici l'insecte est un chômeur de Longwy ou d'Aulnay, un paysan sans terre du Brésil, une jeune Asiatique travaillant quarante-cinq heures par semaine dans un atelier de composants électroniques pour gagner en douze mois ce qu'un ouvrier syndiqué de General Dynamics gagne en quinze jours.

Voici, entre bien d'autres, un *exemple de ce discours où s'esquisse* gentiment l'avenir qui nous est promis :

« *Les gouvernements trop ambitieux dans leurs efforts pour assurer des salaires minimums élevés, une protection sociale adéquate et la sécurité sur les lieux du travail arrivent parfois à priver de nombreux travailleurs de toute protection* » (21).

Sans doute peu de Français trouveront-ils que le SMIC à 3 981 francs est trop « *élevé* ». Doit-on alors penser qu'est plutôt visé le minimum vital en vigueur au Mexique ou au Nigéria ? Il faut beaucoup d'aplomb pour proférer sans rire un aussi péremptoire jugement sur les désastreuses conséquences de l'action de ces gouvernements « *trop ambitieux* ». Salaire minimum, protection sociale, mesures de sécurité pour prévenir les accidents du travail : autant de « *rigidités* » qui brident la liberté d'action des chefs d'entreprise, limitent dangereusement leurs marges bénéficiaires, réduisant ainsi leurs possibilités d'investir et finissant par « *priver de nombreux travailleurs de toute protection* ».

Dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes, et au besoin malgré eux, il faut donc en finir avec ces « *rigidités* ». Fort heureusement, « *il y a quelques domaines dans lesquels les économies ont acquis plus de souplesse. On peut en tirer d'utiles leçons. L'un de ces domaines est celui de l'économie souterraine* » (22). C'est-à-dire du travail au noir, où l'employeur a la chance d'échapper à toute « *rigidité* » en matière d'horaires et de rémunérations, de conditions d'hygiène et de sécurité, de prélèvements sociaux et même fiscaux. Certes, l'Etat y perd une partie de ses recettes fiscales, mais la société y gagne : le travail au noir assure une production moins onéreuse, donc plus facilement exportable – source de devises – et dégage des profits qui pourront être réinvestis pour créer des emplois dont l'idéal serait qu'ils fussent occupés par d'autres travailleurs au noir.

Bien entendu, et il faut lucidement le reconnaître, l'économie souterraine « *a toujours plus ou moins existé ; mais elle a eu tendance à se développer lorsque les taux de salaire et les coûts non salariaux ont atteint un niveau trop élevé pour assurer l'emploi de nombreux travailleurs. L'économie souterraine apporte ainsi un élément de souplesse* » (23). Son développement – seuls des ignorants pourraient s'en plaindre – est un hommage spontanément rendu par le marché au principe même de la liberté, que menaçait l'interventionnisme de gouvernements « *trop ambitieux* ».

Oh ! tout cela ne va pas sans inconvénient. Cet « *élément de souplesse* » qu'introduit le travail au noir, « *il faut en payer le prix : des travailleurs se trouvent privés de pension de vieillesse et exclus du bénéfice de l'assurance-maladie ; leurs conditions de travail ne satisfont pas toujours aux règles de sécurité* » (24).

La belle affaire ! Le nombre d'accidents du travail augmentera, mais, les victimes n'ayant pas de sécurité sociale, la société n'aura pas à en supporter la charge. Sans assurance-maladie, les travailleurs au noir s'arrangeront bien pour ne pas tomber malades. Sans pension de vieillesse, ils ne pèseront pas sur la collectivité, leurs enfants assureront leurs vieux jours, ce qui renforcera le tissu familial, lequel a fâcheusement tendance à se distendre.

En tout cas, les profits retrouveront un niveau satisfaisant. Travail, famille, propriété : l'Europe adoptera la devise des dictatures latino-américaines. Grâce aux profits, on installera des robots, qui, eux, ont la sagesse de ne pas se syndiquer.

Un seul inconvénient : jamais ces robots n'achèteront d'automobile, d'écran de télévision, de lave-vaisselle et de Walkman ; ils ne consommeront même pas de « fast food ».

(Lire la suite page 14.)

(12) Michel Albert, « Croissance, investissement et emploi en Europe dans les années 80 », dans l'ouvrage collectif de la BEI, op. cit. (cf. note 7), p. 51. Rappelons qu'il existe 35 millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE ; la population des pays les plus endettés représente environ 1 milliard d'êtres humains.

(13) Pour sa part, *le Monde diplomatique* attire depuis plusieurs années l'attention sur ce problème ; pour les données les plus récentes, voir le numéro d'avril 1983.

(14) D'après *U.S. News and World Report*. Très prolyxes sur l'endettement du tiers-monde, les organismes internationaux restent toujours discrets sur celui des pays industrialisés. Courtoisie bien naturelle entre gens de bonne compagnie... La dette de la Grande-Bretagne à l'égard des banques américaines est pourtant égale à celles du Mexique et du Brésil réunis.

(15) Cf. « Les bénéfices de la crise », *le Monde diplomatique*, juillet 1983.

(16) Allocution de M. de Larosière prononcée le 16 mars 1984, publiée par le *Bulletin du FMI*, 2 avril 1984, et déjà citée par *le Monde diplomatique* de mai 1984.

(17) Cf. les déclarations de M. Martin Feldstein, alors chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, 27 avril 1983.

(18) M. Emile van Lennep, conférence devant l'Institut suisse d'études internationales, *Zurich, le 28 mars 1984, doc. OCDE* A(84) 16.

(19) « Chrysler Official Says Industry Too Optimistic », *International Herald Tribune*, 22 mars 1984.

(20) Idem.

(21) E. van Lennep, conférence citée, voir note 18.

(22) Idem.

(23) Idem.

(24) Idem.

LES TRAVAUX DE LA COMMISSION TRILATÉRALE

Tentations de la croisade, attraits de la coexistence

Par GEORGES-ALBERT ASTRE

IL y a en 1984 quelque chose de comminatoire dans les documents de la Commission trilatérale : ce ne sont plus des « recommandations », ce sont des injonctions. Celles que contient le dernier rapport de l'organisation *(« La démocratie doit fonctionner »)* (1) ont été présentées dans l'*International Herald Tribune* du 9 avril 1984 sous le titre « Six mesures en vue d'une grande négociation trilatérale ». Sont signataires du texte MM. Henry D. Owen, Sabuko Okita (2) et, ce qui ne saurait surprendre, Zbigniew Brzezinski. A en juger par certaines décisions récentes prises à Paris, la mise en application de ces mesures est d'ores et déjà en cours.

Le ton est impératif, les « suggestions » sont précises :

– le retard technologique de l'Europe par rapport aux Etats-Unis et au Japon, comme aussi le développement du chômage, menaceront bientôt la « *stabilité* » du Vieux Continent ainsi que le « *consensus stratégique à l'intérieur de l'OTAN et de la Communauté européenne* ». Il convient donc de stimuler la compétition, d'éliminer tout obstacle à la liberté des échanges commerciaux, de supprimer toute aide à des entreprises vétustes, non compétitives ;

– le Japon doit développer son économie, exporter ses capitaux et stimuler ainsi la croissance mondiale. Il devrait investir largement en Europe occidentale, mettant à profit sa technologie. Il lui faudrait enfin augmenter son budget militaire ;

– l'Europe occidentale, de son côté, doit « *supporter aussi un poids supplémentaire de ses dépenses militaires* ». L'OTAN s'est d'ailleurs engagée à augmenter son budget : il est « *vital* » que ce soit fait dès maintenant. La Trilatérale « *recommande* » donc la tenue en 1985 d'une réunion des chefs de gouvernement faisant partie de l'OTAN afin de confirmer les engagements pris.

Ces mesures, et quelques autres encore, concernent le « sommet des démocraties industrialisées » qui se tiendra en juin 1984 à Londres et « *sera décisif* ». La conclusion du texte, au demeurant bref, indique clairement la priorité : « *Il est temps de transformer le sommet économique en sommet à finalité stratégique.* »

Ce qui s'est passé à Rome, les 17, 18 et 19 avril 1983, jette quelque lumière sur les perplexités et les contradictions qui se manifestent au sein de la Commission trilatérale en cette époque reaganienne et n'a guère été porté à la connaissance des opinions publiques. Encore que la Commission ne cherche pas à préserver un secret total sur ses activités, elle n'oublie pas que son rapport publié en 1975 par MM. Crozier, Huntington et Watanuki sous le titre *la Crise de la démocratie* avait montré les risques que comporte tout excès d'information envers les simples citoyens (3).

La puissance de la Trilatérale, dont on annonce parfois le déclin, n'a jamais été aussi considérable : les décisions prises depuis un an par les pays occidentaux et par le Japon, notamment au sommet de Williamsburg, sont en harmonie avec les travaux de ces trois journées romaines. Jean-Paul II, dans son allocution de bienvenue, exprima ce que chacun pensait, ce jour-là, dans la salle Vaticane : « *Cette grande accumulation de savoir dans les domaines politique, économique, financier, sociologique vous confère les moyens d'une puissance considérable* » (4).

La Commission devait examiner son vingt-sixième rapport, *Trilateral Security*, dont la rédaction avait été entreprise un an auparavant. Aux quatre auteurs principaux – MM. Gerard Smith, P. Vittorelli, Kiichi Saeki, C.J. Makins (5) – avaient été adjoints pour consultation cinquante-six experts. Parmi eux, une douzaine de Français dont les opinions, ou les formulations, rendirent parfois malaisé le consensus final : MM. Andréani, Berthoin, J.-F. Bureau, P. Hassner, F. Heisbourg, T. de Montbrial, F. de Rose, P.I. de Saint-Germain, J. Soppelsa, M. Tatu, J. de Ribes, ainsi que Mme Isabelle Renouard (6). Délibérèrent sur cette problématique, et avec une approche « globalisante », MM. David Rockefeller, Kissinger, Brzezinski, Paul Volcker, président de la Réserve fédérale (membre de la Commission trilatérale de 1977 à 1979), Takeshi, Watanabe, directeur de la branche japonaise de la Trilatérale, et leurs collègues de tous les pays membres. Une séance fut consacrée, sous la présidence de M. Raymond Barre, à l'état actuel des relations et des concertations politiques entre Europe, Japon et Etats-Unis.

C'est à la lumière de ce vingt-sixième rapport, et sans doute plus encore des numéros 33 et 34 de la revue *Trialogue* (parus au printemps et pendant l'hiver de 1983) qu'il est possible d'examiner des orientations qui, en 1984, déterminent largement celles des gouvernements concernés.

Dès sa naissance, le Commission trilatérale avait précisé, dans son manifeste du 15 mars 1973 (7), que le renforcement du système des relations internationales, la coopération entre « *simples citoyens de trois régions du globe* », n'impliquaient pas l'instauration d'un super-gouvernement qui régirait « *le monde avancé* », mais que les régions développées renforceraient leurs relations grâce à des programmes et à des institutions conjointes pour faire face à des besoins communs. Elle n'envisageait pas une nouvelle alliance anticommuniste : ultérieurement, les Etats communistes pourraient choisir de « *devenir des partenaires* ». L'ambiguïté de la formulation n'est pas fortuite. Dès 1970, dans son livre *Between two Ages*, M. Brzezinski avait envisagé cette perspective.

Les rapports de la Commission pendant les dix années suivantes témoignent d'orientations générales constantes, tendant à préserver les chances à long terme des transnationales à l'échelle mondiale, envisageant parfois des échanges triangulaires entre l'Est, l'Ouest et le tiers-monde. Néanmoins, sous certaines pressions, et sous l'influence des éléments les plus « durs » de la coalition, un difficile exercice d'équilibre se manifesta, notamment quand il fallut tenir compte de ce « reaganisme » que la Trilatérale aurait souhaité écarter du pouvoir.

« Supprimer la division de l'Europe »

LA revue *Trialogue*, dont le numéro 34 est en grande partie consacré au problème de l'Europe centrale *(The Heart of Europe)*, montre l'étendue des perplexités trilatéralistes, et les divergences qui apparaissent parfois dans ces débats. L'influence de quelques experts français n'est pas négligeable mais ne semble pas pour autant s'exercer toujours dans le sens de la modération, qui serait cependant nécessaire face à ce qui s'affirme de plus en plus comme l'ambition suprême des trilatéralistes : réinsérer la grande, l'immortelle Russie dans le giron de la communauté chrétienne... et de l'économie de marché repensée à l'échelle du monde. M. Georges Berthouin l'avait plus que suggéré en avril 1983 quand il avait dit à Jean-Paul II : « *Nous tentons de comprendre avec une préoccupation croissante le chemin que suit aujourd'hui la Russie ; il transforme aux yeux du monde entier ce membre de la grande, de la patiente famille slave en la négation même des principes qui l'ont fondée* » (8). Passer du simple *containment* à la croisade devient ici tentation majeure. Mais comment envisager semblable entreprise sans risquer ce conflit nucléaire dont ne veulent ni M. David Rockefeller ni les sociétés transnationales soucieuses de ne pas anéantir les régions du globe où elles ont investi massivement ? Ici commence la vraie perplexité.

M. Brzezinski l'exprime à sa manière dans un entretien du 13 octobre 1983, reproduit par ce 34e numéro de *Trialogue* : « *Ce devra être l'objectif commun des démocraties occidentales d'œuvrer pacifiquement, et je souligne le mot pacifiquement; mais aussi très délibérément, pour parvenir à supprimer la division actuelle de l'Europe.* »

Des contacts plus étroits doivent être aménagés entre l'Est et l'Ouest ; il faut envisager une réduction des forces militaires, prévoir l'établissement de zones privées de « *certains types d'armes* » : il en résulterait l'aménagement de liens politiques et économiques utiles. Reste qu'il importe de rejeter l'héritage de Yalta, tout en utilisant les accords d'Helsinki. Car « *en insistant sur la troisième corbeille, nous avons légalisé, institutionnalisé, la notion que l'Ouest avait le droit de donner son opinion sur les pratiques intérieures des gouvernements de l'Europe de l'Est, et que la poursuite des droits de l'homme est une obligation paneuropéenne* ».

Se référant notamment au discours prononcé à Orlando (Floride) par le président Reagan et à celui de M. Bush à Vienne, M. David Watt (ex-directeur de l'Institut royal des affaires internationales de Londres) écrit fort justement : « *La vraie question, bien entendu, est de savoir si l'administration présente veut réellement parvenir à un équilibre plus équitable avec l'Union soviétique – autrement dit à la stabilisation du* statu quo – *ou si elle a comme objectif la destruction, finalement, du système soviétique* » (9). Il ajoute d'ailleurs : « *Il se peut, comme je l'ai dit, que le président Reagan désire en fin de compte aller en croisade.* »

Tel est effectivement le problème. Et c'est dès lors de volonté politique qu'il s'agit, étroitement liée à des craintes et à des finalités d'ordre économique bien plus que militaires.

C'est au demeurant un participant français au débat trilatéraliste sur la sécurité qui, selon le rapport relatant la discussion, conclut ainsi son intervention : « *La vérité est que, même s'il n'y avait pas de SS-20, nous aurions besoin des nouveaux missiles en Europe occidentale* » (10). Il faut enregistrer cette franchise. Les motivations réelles d'une telle volonté de puissance nucléaire sont données par M.Brzezinski lui-même : la situation en Europe laisse place « *potentiellement à un malaise économique plus profond, qui augmentera l'attirance de l'Europe de l'Ouest pour le marché soviétique et est-européen, comportant la possibilité que les Européens de l'Ouest se tournent vers ce marché en se dissociant des Etats-Unis* » (11). Il en résulterait une dépendance économique envers l'Union soviétique, et « *c'est là le danger qu'il importe de conjurer* ».

M. Brzezinski estime que ce serait une erreur de tout centrer sur le problème militaire Est-Ouest. Il souhaite d'abord identifier la cause de l'Europe à celle des Etats-Unis en donnant à cette assimilation une signification valable aux yeux des Européens eux-mêmes et, surtout, « *quelque profonde signification émotionnelle* ». D'où la promotion d'une croisade morale et spirituelle, d'une campagne pour la démocratie (dont se charge le « programme démocratie » (12) lancé par l'administration de M. Ronald Reagan.

Ayant montré qu'en finir avec la division de l'Europe est essentiel à sa « *guérison morale et spirituelle* » et que c'est « *un objectif digne des démocraties occidentales* », M. Brzezinski précise avec quelque humour qu'il ne donnera pas prise à de nouvelles attaques de la *Pravda* en faisant largement état de la politique vaticane. On l'a accusé d'avoir eu quelque part à l'élection du pape, il serait inopportun de laisser croire que le Vatican et lui-même orchestrent une stratégie commune... Suit néanmoins ce commentaire :

« *Ce que Jean-Paul II est en train de faire est, je crois, historiquement fondamental. Il voit l'Occident aux prises avec un hédonisme et un matérialisme croissant, en grand besoin d'un authentique renouveau spirituel. Il voit l'Est dominé par une idéologie en faillite, et potentiellement tout à fait mûr pour un authentique renouveau spirituel, loin au-delà des frontières de l'Europe de l'Est, incluant la Russie orthodoxe.* » On a cru que Jean-Paul II se préoccupait seulement de la Pologne ? « *Je crois*, poursuit M. Brzezinski, *que ses préoccupations sont bien plus vastes et, historiquement, très ambitieuses.* » D'où l'importance de cette appréciation : « *Je pense que le pape voit l'Ouest et l'Est aujourd'hui comme des terrains propices pour un nouveau zèle missionnaire – un zèle qui n'est pas lié à une tâche très lointaine, mais qui est en relation avec des possibilités véritables.* »

Perplexités et réticences

LA complémentarité du discours spirituel et du discours temporel est flagrante. La « croisade » a ses motivations, son idéologie, et les nouveaux croisés ne manquent pas d'arguments pour convaincre. M. Bush (First International Bank, Texas Gulf, etc.) en utilise certains sans ménagements : « *Il serait de l'intérêt des Allemands de l'Est et des Bulgares de noter que tel autre pays, que nous n'avons pas besoin d'identifier spécifiquement, peut bénéficier de meilleures relations avec l'Ouest du fait de certains aménagements marginaux – mais, avec le temps, de plus en plus significatifs – dans sa politique intérieure ou extérieure* » (13).

Contrastant avec les analyses de M. Brzezinski, celles de M. Kolakowski dans le même numéro de *Trialogue* sont parfois plus brutales. L'appel à la croisade y est plus pressant, le réquisitoire plus dur : « *L'espoir pour l'Europe réside dans une désintégration non explosive de l'empire soviétique. Nous ne pouvons calculer les chances d'une telle évolution ; nous pouvons seulement dire que nous n'avons pas la preuve qu'elle est inconcevable – et l'Occident doit y contribuer.* » Il lui est possible d'encourager diversité et variété aussi bien à l'intérieur de l'URSS que dans les pays qui en dépendent. Et « *il n'est pas entièrement faux de parler de Yalta comme de ce qui est la source symbolique de la situation intrinsèquement morbide de l'Europe après la guerre* ». Il semble, écrit M. Leslek Kolakowski, que « *seul des leaders occidentaux, le président Mitterrand ait clairement déclaré que le monde devait réfléchir aux moyens de sortir de Yalta* ».

Les trilatéralistes, en 1984, sont d'accord, comme le précise le rapport *Trilateral Security*, sur le concept d'une sécurité indivisible, commune aux trois régions concernées ; d'accord, également, pour refuser le « gel » des armements nucléaires, pour favoriser le déploiement des Pershing et des Cruise. Ils semblent favorables à une application des accords SALT-II « *si les Soviétiques font de même* », ainsi qu'à une fusion des négociations START et de celles qui concernent les missiles nucléaires à portée intermédiaire. Ils se prononcent aussi pour une réduction des armes nucléaires tactiques au centre de l'Europe, en liaison avec une amélioration des armements classiques, selon la conception du général Rogers, commandant des forces de l'OTAN en Europe.

En fait, la Commission exprime un consensus sur l'essentiel; mais aussi d'évidentes divergences sur les approches politiques et tactiques : le rapport sur la sécurité ne cache pas, en résumant les débats, l'existence d'une « *considérable diversité d'opinions* ». *Trialogue* confirme cette constatation.

Face aux injonctions du « groupe polonais », les points de vue formulés notamment par MM. Barre, Bruno Kreisky, Von Weizsäcker témoignent d'une relative modération, cependant que M. Yoshiya Kato, directeur du bureau des affaires européennes et océaniques à Tokyo, ne cache pas sa préférence pour des accords fructueux avec les pays de l'Est (14).

Avocats d'une coopération Est-Ouest, MM. Von Weizsäcker et Kreisky se prononcent sans ambiguïté pour une sorte de retour à la détente. Le bourgmestre de Berlin-Ouest insiste en fait sur la priorité du « politique » ; ni armement ni désarmement ne sont en eux-mêmes une voie vers la paix. « *Une coopération pacifique et active, c'est cela qui pave le chemin vers le désarmement.* » Et l'ex-chancelier Bruno Kreisky met en garde clairement contre le risque de la politique reaganienne : un processus de libéralisation des régimes socialistes est certainement souhaitable mais n'est concevable que s'il commence en Union soviétique même. « *Et, à son tour, ceci n'est possible que si l'URSS n'est pas menacée militairement car, face à une menace militaire, ce sont les généraux* (soviétiques) *qui auront le dernier mot.* »

Quant à penser, dit M. Kreisky, que Moscou aurait intérêt à tenter une expansion en Europe occidentale, cela est fort déraisonnable. C'est pourquoi il avait écrit à M. Ronald Reagan pour demander que le déploiement des Pershing soit différé.

M. Raymond Barre, en un tel forum, a fait entendre, avec quelque pondération, la voix de la France. « *Européens et Américains doivent appuyer le déploiement des missiles Pershing et Cruise (...) afin de lier solidement la puissance américaine à la sécurité européenne, et de réduire les tendances neutralistes dans la mesure où elles résultent d'un manque de confiance* », dit l'ancien premier ministre. En accord avec M. George Kennan – dont on connaît les positions antireaganiennes, – il condamne d'éventuelles mesures de restriction économique envers l'URSS, constate le caractère inévitable de certaines divergences entre l'Europe et les Etats-Unis, et ajoute : « Containment, *contrôle des armements, détente, tels devraient être les trois éléments d'une stratégie globale à long terme pour les relations Est-Ouest.* » Bref : ni déstabilisation systématique, ni croisade...

Les « décideurs » qui se réunissent périodiquement ne sont ni des fanatiques ni des adeptes de la déraison. D'aucuns font preuve de mesure et de réalisme. Pourtant, leur rêve commun demeure d'utiliser la perspective d'un conflit apocalyptique sans en préconiser le déclenchement ; d'entretenir une alternance de détente et de guerre froide profitable aux intérêts des transnationales, mais fort préjudiciable pour les économies socialistes, voire ouest-européennes (et tiers-mondistes...)

Un tel jeu, en 1984, semble avoir atteint son point limite. Ces contrôleurs de la sécurité planétaire, théoriciens dangereux d'une défense « globale » des intérêts dits « occidentaux », ne peuvent plus guère maîtriser une situation dont les données sont, au regard du sens commun, du domaine de l'absurde et de la contradiction permanente. David Watt, dans son article de *Foreign Affairs*, n'a point tort : M. Ronald Reagan persiste à vouloir atteindre des objectifs peu compatibles. Aspirer à détruire à tout jamais l'« *empire du mal* » sur la Terre – mettre fin en somme à toute forme de socialisme, – *proclamer l'urgence* d'une sainte croisade, mais en même temps vouloir se faire réélire comme promoteur d'une paix véritable, cela témoigne d'une fâcheuse absence de réalisme. On ne peut à la fois annoncer au monde socialiste qu'il ne peut désormais être toléré, et lui demander de renoncer à d'importants instruments de défense. D'autant que, face aux exposés souvent nuancés de la Trilatérale, les bellicistes américains du Comité pour le danger présent et de la Majorité morale sont toujours à l'œuvre.

Le vrai problème doit être formulé sans équivoque : continuera-t-on, dans les relations Est-Ouest, à parler de « mesures de confiance » tout en notifiant à l'Est qu'il lui faut renoncer à son système socio-politique et se soumettre aux injonctions catégoriques de l'Ouest ?

---

(1) Il ne semble pas que ce rapport ait été déjà diffusé.

(2) M. Henry D. Owen, ex-ambassadeur extraordinaire, spécialiste des problèmes Est-Ouest à la Trilatérale. M. Saburo Okita : nommé en 1979 ministre des affaires étrangères du Japon, membre de la Trilatérale dès 1973. Les signataires du rapport s'expriment à titre individuel.

(3) Voir Claude Julien, « Les sociétés libérales victimes d'elles-mêmes », *le Monde diplomatique*, mars 1976.

(4) *Trialogue* (The Trilateral Commission's Quarterly of North American-European-Japanese Affairs), nº 33.

(5) M. Gerard C. Smith, membre dirigeant de la Trilatérale dès sa fondation, ancien directeur de l'Agence américaine pour le désarmement et le contrôle des armements sous la présidence de M. Nixon, a été chef de la délégation des Etats-Unis lors des négociations SALT-I ; M. Paolo Vittorelli, président de l'Institut italien d'études et de recherches stratégiques, préside également le comité « défense nationale » du Parti socialiste italien ; membre de la Trilatérale depuis 1977 ; M. Kiichi Saeki (Japon), président de l'Institut de recherche Nomura, membre du comité exécutif de la Trilatérale ; M. Christopher J. Makins, vice-président adjoint d'un Institut de recherches sur la sécurité nationale à Washington, a été de 1964 à 1975 au service de la diplomatie britannique. Né aux Etats-Unis, il est néanmoins rangé parmi les membres anglais de la Commission trilatérale, dont il fut directeur adjoint en 1975-1976.

(6) M. Jacques Andréani, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay (non membre de la Trilatérale) ; M. Georges Berthoin, président de la branche européenne de la Commission trilatérale, est membre du club de Bilderberg ; M. Jean-François Bureau, membre du secrétariat international du Parti socialiste (non membre de la Trilatérale) ; M. Pierre Hassner, professeur à la Fondation nationale des sciences politiques (non membre de la Trilatérale) ; M. François Heisbourg, conseiller auprès du ministre de la défense (non membre de la Trilatérale) ; M. Thierry de Montbrial, directeur de l'IFRI, membre de la Trilatérale depuis 1978, membre du comité directeur du club de Bilderberg ; M. François de Rose, ambassadeur, ancien représentant permanent de la France au Conseil de l'Atlantique Nord, directeur de la Société Nouvelle Pathé-Cinéma, membre de la Trilatérale depuis 1977 ; M. P. I. de Saint Germain dirige la section politique au ministère de la défense nationale (non membre de la Trilatérale) ; M. Jacques Soppelsa est à la tête du département « défense nationale » au secrétariat international du PS (non membre de la Trilatérale) ; M. Michel Tatu, journaliste au *Monde* (non membre de la Trilatérale) ; M. Jean de Ribes, ministère de la défense nationale (non membre de la Trilatérale) ; Mme Isabelle Renouard est à la tête de la section « Armes stratégiques et désarmement » au ministère des relations extérieures (non membre de la Trilatérale).

(7) Cf. l'ouvrage essentiel *Trilateralism, The Trilateral Commission and Elite Planning for World Management*, Holly Sklar, South End Press, Boston, 1980.

(8) *Trialogue*, nº 33.

(9) *In Foreign Affairs*, hiver 1983 : « America and the World ». A Vienne, le 21 septembre 1983, le vice-président Bush avait déclaré : « *Les Etats-Unis se laissent guider par certaines constantes : premièrement nous ne reconnaissons pas la légitimité d'une division de l'Europe... Dans nos relations avec les pays de l'Est, nous tenons compte de ces divergences (en matière de politique intérieure et extérieure, par rapport à Moscou). Nous avons adopté à leur égard une politique de différenciation.* »

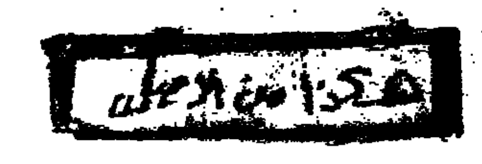
(10) In *Trilateral Security*, A report to the Trilateral Commission, nº 26, p. 95.

(11) *Trialogue*, nº 34.

(12) Voir l'article de Marie-France Toinet dans *le Monde diplomatique*, juillet 1983.

(13) Cité (ou plutôt paraphrasé) par M. Brzezinski, *Trialogue*, nº 34.

(14) *Trialogue*, nº 34. Signalons que le nº 35, le plus récent, a pour thème central « Souveraineté et intervention ». D'autre part, on trouvera dans l'*International Herald Tribune* du 16 avril 1983 un ensemble de textes sur la Commission trilatérale, avec la collaboration, entre autres, de René Foch, Z. Brzezinski, Michel Crozier et Gérard C. Smith. L'importance du Japon est constamment mise en évidence. On rappellera donc à ce propos que Dunlop-France a été racheté il y a quelques semaines par le puissant trust japonais Sumitomo, représenté à la Commission trilatérale par au moins cinq de ses dirigeants...



les livres du mois

« Vive l'Europe libre ! », de Michel Jobert

Par YVES FLORENNE

EN répercutant ce vieil écho d'un cri subversif jeté naguère sur le continent américain par l'inventeur de la France libre, Michel Jobert agacera de plus grandes oreilles que celles d'Ottawa. Ce qui n'est pas pour lui déplaire. Il ne s'agit pourtant que de notre liberté, à nous. Mais justement. Il est bien connu que la liberté des uns n'a, ou ne devrait avoir, pour limite que la liberté des autres, et non moins connu que ce principe est fort ignoré des plus puissants. Reste, pour le maintenir et l'illustrer, à être de ces puissants, et à démontrer qu'on est le plus civilisé des trois, si la civilisation se prouve et se vit par certains principes moraux et spirituels que seule permet la liberté.

***Quant à la réalité des choses et à la lucidité qui la** constate, il suffit de considérer l'Europe telle qu'elle est, ou plutôt qu'elle n'est pas. Cette inexistence a d'ailleurs quarante-quatre ans d'âge, exactement. Une première libération et surtout la venue « miraculeuse » d'une richesse jamais connue lui ont permis de l'oublier dans une servitude dorée, à l'ombre des épées des autres ou, plus bourgeoisement, de leur parapluie.**

Si connu qu'il soit, le tableau actuel de l'Occident devait être retracé : expansion stagnante, sauf en Asie (mais n'est-on pas plus expansif à partir du degré zéro que du degré cent ?), niveau de vie à peine maintenu, chômage, inflation; désordre monétaire, *« dollar en lambeaux »* qui n'en continue pas moins de *« faire la loi comme le chef vieillissant d'une maffia »* ; quant à la *« fureur des idéologies »*, elle lui est plutôt extérieure, il en subit les retombées – ou les utilise. Une seule gracieuse image : *« La France, elle, s'est mise en panne »* : manœuvre volontaire qui évoque un grand voilier. Si la réalité y est un peu caressée, c'est bien naturel. Elle ne l'est plus en tout cas dans une autre évocation : le retour aux années 30. On connaît la solution qu'elles y apportèrent. Et, chaque jour plus pressants, *« les grands assauts démographiques, économiques, monétaires, technologiques vont nous réduire encore davantage au silence et à la domestication »*. Additionner des chiffres de populations, de production, d'activité commerciale, de richesses et, par-dessus le marché, d'armements épars, dont, pour la meilleure part, ce n'est pas elle qui dispose, c'est *faire illusion par un total qui n'existe pas. « L'Europe est une non-personne à laquelle on désespère de donner une voix. »*

***Michel Jobert** ne se compte pas dans ce « on », car il n'aurait pas écrit ce livre qui est justement une mise en demeure pour l'espérance. Une espérance qui ne serait pas un bercement. Il le rappelle : l'Europe a renoncé deux fois à elle-même, la première à Yalta, où elle n'avait pas les moyens de faire autrement, la seconde en *« signant son propre abaissement »* à Helsinki, c'est-à-dire en subissant, avec moins d'excuses, la double pression des mêmes : Soviétiques et Américains. Peut-on lire entre les lignes que, Georges Pompidou et Michel Jobert encore présents, la France n'aurait pas signé ?**

OR le monde *« aspire à échapper à cette double tutelle »*, mais l'Europe d'abord doit s'y soustraire avant que *d'être faite, car elle ne se ferait pas : pour être, elle doit être* libre. Telle est la nécessité dans son ordre. Et c'est justement l'heure, « *car les deux empires vacillent* ». En face : *une grande incapacité à mettre à profit ce vacillement. « S'il était un homme d'Etat, en Europe, qui ait le courage de promouvoir une Europe indépendante (...), on s'apercevrait que nos pays ayant manifesté leur volonté, celle-ci ne pourrait être contrée, ni par des pressions économiques, ni par des menaces militaires, ni par des manœuvres politiques. »* Un seul ? De Gaulle l'a tenté. Peut-être était-il trop tôt. Tout de même, entre cet « homme d'État » au singulier et « nos pays », le hiatus demeure. A défaut, chez les autres, de la volonté d'entraîner, il faut au moins le consentement à se laisser entraîner. L'entraîneur ne sera-t-il pas toujours suspect ? N'en faudrait-il pas au moins deux ? Bref, un attelage. Où est l'autre ?

Si l'Europe fut jamais, Michel Jobert ne porte pas moins un diagnostic fatal, loin encore d'être rendu officiel – décès caché ou acharnement thérapeutique ? – *« L'Europe du traité de Rome est morte. »* Mais elle a laissé des enfants : le Marché commun, la politique agricole, surtout ; *« une personnalité économique face aux États-Unis et au Japon »* ; mais cela, *« sous la pression de la France »*. De là à lire que *« s'il était un homme d'Etat qui... »* il serait français. Mais... Reste – pour commencer – l'entraînement de la liberté, pourvu qu'elle ne se chauffe pas à dix foyers séparés. La France est *« si passionnément européenne »*, parce qu'elle sait, elle, qu'il n'y a pas de liberté pour elle seule. Il y en a encore moins pour un *« enjeu stratégique » passif : car telle est l'Europe.* Conclusion : il n'y a pas de liberté pour l'Europe, donc pas d'Europe, sans une politique de défense européenne. Nous y voilà.

L'auteur d'une récente confrontation radiodiffusée de trois experts ne s'est pas trouvé très conforté. Au Français, le général Gallois, à l'Anglais, réticent mais lucide, l'Allemand répondait par la même phrase qui fut à peu près tout *son discours : « Il est vain d'envisager quoi que ce soit en dehors de l'OTAN. On ne peut rien faire sans les Américains. »* Bien entendu, on peut préférer la vie à la liberté, mais y a-t-il, même physiquement parlant, alternative ?

Avant d'aborder ce chapitre véritablement crucial – centre et carrefour de tout. – le lecteur se sera instruit aux chapitres économiques, comme il s'instruira après – d'autant plus allégrement que la liberté aura été acquise dans cet intervalle futur – aux chapitres politiques qui présentent les institutions possibles pour une Europe qui aurait la volonté de se les donner.

A la « nouvelle frontière » de Kennedy, Michel Jobert, pensant peut-être à Rimbaud, apporte un complément : des *« parapets »* qui nous empêcheront de glisser dans le Potomac ou la Moskowa. Espérons en *« l'Europe aux nouveaux parapets »*. Il ne se demande pas moins si *« l'Europe a jamais existé »*. Oui, c'était *la Nymphe Europe* de la princesse Bibesco. Mais, hélas ! la plupart d'entre nous ne croient plus guère aux princesses poétiques, et plus du tout aux nymphes. Du moins sentons-nous la séduction des figures. C'est pourquoi on tient rigueur à l'éditeur de nous *offrir, sur la couverture du livre, cette bonne femme affublée* d'un casque de centurion, épaules obèses et cou absent, qui dégoûtent d'avance du reste. Commencez par inventer pour *l'Europe un visage qui inspire de l'amour.* C'est bien pourquoi, d'ailleurs, Michel Jobert n'a plus revu la nymphe Europe depuis son enlèvement. Il importe de libérer cette ravissante otage, sans qu'il soit nécessaire d'aller la chercher en Amérique ou en Asie, mais simplement où elle est : en nous, dans notre volonté et notre instinct de vie. Le reste se fera par surcroît.

* Michel Jobert, *Vive l'Europe libre ! - Réflexions sur l'Europe avec le centre d'études du Mouvement des démocrates*, Ramsay, Paris, 1984, 216 pages, 69 F.

ECONOMIE

UN PLAN MONDIAL POUR L'EMPLOI. – Angelos Angelopoulos (préface du Pr L.R. Klein, prix Nobel)

★ PUF, Paris, 1984, 239 pages, 90 F.

Comment éviter la faillite du système financier international que ne manquerait pas de provoquer l'effondrement des économies du tiers-monde écrasées par la dette ? Comment éviter les conséquences politiques, voire militaires, d'une telle banqueroute ? Angelos Angelopoulos, économiste et membre de l'Académie d'Athènes, tente de trouver des réponses dans une étude poussée des causes et des conséquences de la crise économique mondiale.

Le taux de croissance en constante régression, le chômage consécutif à l'insuffisance *des investissements productifs et à un progrès* technologique tourné vers l'automation, le surendettement des pays en voie de développe*ment – qui consacrent* 72 % des nouveaux prêts accordés au remboursement des seuls intérêts de leur dette, – une part croissante des *économies dirigée vers* la course aux armements – le total des dépenses militaires dépasse le montant des dettes du tiers-monde en 1982, – autant de raisons qui fondent sa « nouvelle stratégie de développement ». Pour ce plan « keynésianiste » appliqué à l'échelle internationale, deux mesures principales : instauration d'un moratoire de cinq années durant lesquelles les pays en voie de développement ne paieront que les intérêts de leur dette et consacreront les fonds économiques à des projets de développement ; ensuite, octroi de prêts à faible taux remboursables à long terme.

Selon l'auteur, c'est aux Etats-Unis, tête de file des nations industrialisées, qu'il revient de lancer une telle initiative. *« L'effondrement de l'économie mondiale deviendra inévitable si les politiques économiques actuelles* [se poursuivent] *sans changement.* »

M. R.

UN MONDE EN DÉVELOPPEMENT ? GUIDE DE RÉFLEXION. – Vincent Cosmao

★ Les éditions ouvrières, Paris, 1984, 138 pages, 42 F.

A travers son *Guide de réflexion*, Vincent Cosmao propose de reconsidérer la problématique du développement à partir de la notion de l'homme, élément fondamental de progrès.

Le sous-développement n'est en aucune façon une phase antérieure du développement mais bien le fait des nations industrialisées. Celles-ci ont, en effet, instauré unilatéralement et selon une logique « impériale » des rapports arbitraires avec les pays du tiers-monde. C'est cela qu'il convient de changer.

L'auteur énumère les différents aspects du développement : la crise des pays occidentaux, signe avant-coureur d'un nouveau « sous-développement » qui, de la périphérie, gagnerait le centre ; d'autre part, la mise en œuvre effective d'un nouvel ordre économique international ; enfin, la nécessité urgente qu'ont les nations de se reconnaître interdépendantes et non plus concurrentes. Une telle prise de conscience passe par une transformation radicale des modes de vie occidentaux en fonction des problèmes du reste de la planète. Le développement endogène, cette autodétermination des peuples que veut y voir l'auteur, préfigure peut-être une issue au cycle infernal dans lequel nous sommes engagés.

Dans une écriture traversée par le souffle d'un profond espoir en l'homme, Vincent Cosmao conclut : *« Il faut faire silence, être à l'écoute de ce qui naît, de ce qui germe, de ce qui est en gestation dans une humanité en proie aux douleurs de l'enfantement »*.

M. R.

COLLOQUE

● Le centre culturel Les Fontaines (B.P. 205, 60500 Chantilly) organise du 25 au 29 juillet une session consacrée au thème : « Peut-on éduquer aux droits de l'homme ? », avec la participation de Mᵉ Guy Aurenche, ancien président de l'ACAT (Association des chrétiens contre la torture), M. Peter Leuprecht, directeur des droits de l'homme au Conseil de l'Europe, M. Michel Barlow, etc.

HISTOIRE

DE GAULLE. – Bernard Ledwige

★ Flammarion, Paris, 1984, 465 pages, 120 F.

Un livre, et bien entendu un gros livre, qui s'ajoute à l'innombrable bibliographie gaullienne. « Première biographie complète », c'est peut-être beaucoup dire. Mais ce qui est intéressant, c'est que l'homme et le panorama historique sont vus par un Anglais. A certaine distance, et avec un enthousiasme non engagé. Ainsi, les deux derniers mots, ou presque, sont deux noms : Jeanne d'Arc, Napoléon. Ce qui ne serait que banalité prend dans une bouche anglaise un autre sens, et un autre son.

Y. F.

OUVRAGE DE RÉFÉRENCE

INTERNATIONAL ORGANIZATIONS – A DICTIONARY AND DIRECTORY. – Giuseppe Schiavone

★ McMillan, Londres, 1983, 321 pages.

L'ouvrage de G. Schiavone est d'abord un lexique des organisations internationales en activité, classées dans l'ordre alphabétique de leur désignation en anglais (avec renvoi à celle-ci à partir du sigle ou de la désignation dans la langue d'origine).

Chaque entrée retrace la création, les finalités, l'organisation et le fonctionnement de l'institution, indique le nom du secrétaire général, l'adresse, les publications éventuellement. Cent organisations sont ainsi décrites: les notices peuvent atteindre une dizaine de pages pour les principales (Nations unies, Communautés européennes). Il s'y ajoute un petit guide de soixante organisations spécialisées à vocation spécifique (ainsi, l'Organisation internationale contre le criquet migrateur africain) ou régionale (par exemple, la Commission du bassin du lac Tchad), en passant par les *associations de producteurs de matières premières*. L'appartenance des cent soixante-six Etats du monde aux dix-huit plus grandes organisations mondiales est retracée dans un tableau à double entrée: un index des dates de fondation depuis 1815 et un index général complètent cet ouvrage très maniable et des plus utiles.

M. L.

SOCIÉTÉ

LA POLITIQUE EXPLIQUÉE AUX ENFANTS. – Denis Langlois

★ Les Lettres libres, 129, rue de Crimée, 75019 Paris, 1983, 120 pages, 47 F.

« La politique ? Ce n'est pas pour toi. Tu comprendras plus tard... » Mais plus tard, c'est souvent trop tard. Convaincu à juste titre que la politique est aussi l'affaire des enfants – puisque *« c'est la façon dont les gens s'organisent pour vivre ensemble »*, – Denis Langlois se propose, dans ce nouvel ouvrage, d'inciter ses jeunes lecteurs à réfléchir sur leur vie, ce qui les entoure, ce qui se passe dehors... Et comme à ses convictions s'ajoute beaucoup de talent, il le fait avec clarté, simplicité, et *toujours fort à propos ; les réalités les plus abs*traites (le pouvoir, la justice, le pluripartisme, le désarmement...) deviennent évidentes et *« concrètes », et de nombreuses formules per*cutantes scandent son texte *(« Dire : moi, je ne fais pas de politique, c'est comme dire : moi, je ne respire pas »)*. Livre subversif, bien sûr. Qu'il faut d'urgence mettre entre toutes les mains. Y compris celle des adultes.

M.T. M.

EUROPE

THE SOVIET UNION AND THE THIRD WORLD : AN ECONOMIC BIND. – Elizabeth Kridl Valkenier

★ Praeger, New-York, 1983, 208 pages, 21,95 dollars.

Professeur au W. A. Harriman Institute for *the Advanced Study of the Soviet Union* (ex-Russian Institute de l'université Columbia, ainsi nommé jusqu'à la donation Harriman, en *1982, de 10 millions de dollars)*, *l'auteur* analyse l'évolution de la politique économique de l'URSS à l'égard du tiers-monde, selon quatre *thématiques. L'URSS est passée d'une* conception de l'assistance économique (soutenant des fins politiques) à des objectifs plus directement liés à la poursuite de gains économiques (après 1964) ; depuis 1974, son engagement tend d'ailleurs à décroître. En second lieu, à une théorie bipolaire de l'économie mondiale (opposition capitalisme-socialisme, fondée en fait sur la doctrine stalinienne des deux marchés mondiaux) succède une conception globalisante après 1976, où le tiers-monde n'est plus automatiquement voué à choisir tôt ou tard la voie du socialisme, et où émerge le concept d'une économie mondiale régie par des lois économiques objectives. Il en résulte une théorie du développement plus nuancée, une typologie économique des pays du tiers-monde venant relayer la typologie fondée sur des critères politiques. Enfin est examinée la réponse embarrassée, et implicitement de plus en plus critique, formulée en URSS à l'égard des thèses du nouvel ordre économique mondial.

L'ouvrage exploite avec beaucoup d'intelligence *un matériel exclusivement soviétique*, dans une connaissance approfondie des débats théoriques menés en URSS et de l'activité des *instituts du développement. On pourrait*, à notre sens, nuancer la première thèse (le virage vers une approche du tiers-monde fondée sur *la poursuite des intérêts économiques)* ; ce virage est infiniment plus fort, depuis 1974, pour les petits pays socialistes européens, et l'URSS demeure nettement plus engagée que ceux-ci (exception faite de la Roumanie) dans le tiers-monde.

M. L.

A SOCIOLOGY OF THE SOVIET UNION. – Gary Littlejohn

★ McMillan, Londres, 1984, 286 pages.

Issu d'une thèse – l'auteur enseigne la sociologie à l'université de Bradford, Grande-Bretagne, – cet ouvrage se propose de répondre à la question : existe-t-il de véritables relations de classes en URSS ? L'un de ses objectifs est de se démarquer d'analyses qui font généralement autorité en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis (celles, par exemple, de Goldthrope et Lane, sur les structures sociales, ou de Hough, sur le système politique). Ce faisant, il recourt fréquemment aux analyses de la « soviétologie » française, y compris de la plus récente, ce qui est rare chez les auteurs de langue anglaise.

Deux points de départ méthodologiques guident sa démarche : il faut observer les phénomènes sociaux soviétiques dans leur actualité et leur histoire (mais sans attendre que *« les faits parlent d'eux-mêmes »*; l'approche demeure théorique); on doit utiliser l'analyse pluridisciplinaire, la sociologie se complétant du droit, de la science politique et de l'économie. Comme on ne peut pas tout dire sur tout, l'ouvrage est une succession d'éclairages : sur la théorie marxiste comparée à l'interprétation wébérienne des stratifications sociales; sur l'agriculture et l'alliance ouvrière-paysanne dans les années 20; sur le mode de régulation et les comportements des agents économiques dans l'industrie soviétique contemporaine; sur l'Etat; sur les politiques de revenus.

Conclusion : les relations de classe existent en URSS, et sont déterminées par le mode juridique d'accès aux moyens de production; ainsi, il n'y a pas de division de classe dans le secteur d'Etat, et le principal clivage est celui qui sépare les kolkhoziens des salariés de l'Etat; des éléments de classe émergent aussi dans le secteur « informel ». Acceptation de divisions marxistes traditionnelles? Non; ces divisions s'érodent peu à peu; l'intelligentsia ne peut être considérée comme classe (ou même couche) séparée. Gary Littlejohn nous présente *une vision sincère et sans a priori* de l'URSS; on lui reprochera sans doute de ne pas prendre parti assez nettement.

M. L.

TIERS-MONDE

L'INDUSTRIE DU MÉDICAMENT ET LE TIERS-MONDE. – German Velasquez

★ L'Harmattan, Paris, 1983, 207 pages, 70 F.

En abordant la question de la santé dans le tiers-monde sous l'angle de l'industrie pharmaceutique – de la production matérielle des moyens thérapeutiques et de son organisation marchande, – German Velasquez expose ici clairement les mécanismes d'une double inégalité seulement connue dans ses grandes lignes.

La première est l'inégalité devant la maladie ; un chiffre la résume : le quart de l'humanité vivant dans les pays industriels consomme les trois quarts des médicaments produits dans le monde. La seconde relève des rentes de situation que se sont abusivement constituées les grands laboratoires dans la plupart des secteurs pharmaceutiques par des moyens qui s'apparentent plus à la protection juridique et à l'organisation du marché qu'à la recherche médicale. L'auteur démontre qu'il en résulte un surcoût de 30 à 50 % pour les budgets de consommation de médicaments des pays du tiers-monde. Concentration industrielle, multiplication des noms de marques et des modes de présentation pour un même produit, organisation de l'information pharmaceutique ont, *dans ces régions, un effet démultiplié.*

L'industrie pharmaceutique est d'autant plus sensible à ce type de critique, qui a souvent été reprise par *l'O.M.S.* qu'une autre voie est possible. L'étude de la politique de santé de pays aussi différents que le Bangladesh, le *Mozambique ou le Sri-Lanka montre que la* couverture sanitaire du tiers-monde peut être améliorée en réduisant simplement les abus les *plus criants.*

C. B.

CULTURE

LE CINEMA CHINOIS (1949-1983). – Régis Bergeron

★ L'Harmattan, Paris, 1983, 277 pages, 89 F.

Chaque objet historique appelle peut-être une démarche, un mode d'approche particuliers. Ainsi, on ne saurait écrire l'histoire du cinéma en appliquant mécaniquement, quelle que soit la nationalité concernée, une méthode interchangeable, et la politique des auteurs n'est pas, ou pas encore, une grille appropriée pour *l'étude de la production chinoise.*

Ne reprochons donc pas à Régis Bergeron de nous présenter, de celle-ci, une histoire plus *idéologique* qu'esthétique ou, plus exactement, une histoire où le dessin des mouvements collectifs tient plus de place que l'inventaire *des personnalités marquantes. Mais sans* doute faut-il tenir compte aussi de la position de l'observateur : Régis Bergeron, à qui ses longs séjours en Chine ont donné une compétence incontestable en la matière, a vu de l'intérieur une histoire qui, examinée du dehors, ne saurait être que très différente. Au demeurant, il n'y a guère de doute là-dessus : les polémiques suscitées dans les sphères dirigeantes aussi bien que dans l'opinion par des films tels que *la Vie de Wu Xun* ou *le Rêve dans le pavillon rouge*, événements auxquels l'auteur consacre des développements substantiels, *sont bien, à l'heure qu'il est*, ce qui, dans l'histoire du cinéma chinois, peut passionner – et apprendre – le plus. Régis Bergeron a déjà étudié la période 1905-1949 dans *un premier* ouvrage paru en 1977 aux Editions Alfred Eibel, à Lausanne.

C. Z.

AFRIQUE

AMILCAR CABRAL – REVOLUTIONARY LEADERSHIP AND PEOPLE'S WAR. – Patrick Chabal

★ Cambridge University Press, Cambridge, 1983, 272 pages.

Cette première biographie politique du grand dirigeant nationaliste et révolutionnaire de la Guinée lusophone est fort stimulante. La biographie personnelle s'efface derrière l'analyse de la lutte politique et la recherche des raisons du succès d'un mouvement comme le PAIGC. Patrick Chabal, qui ne se veut ni optimiste ni sceptique, valorise énormément (peut-être trop) la personnalité de Cabral. C'est son moralisme, son volontarisme, son humanisme, son attitude pragmatique et non dogmatique ou idéologique, sa pratique de la persuasion et de la formation des cadres qui expliquent en fin de compte le succès remarquable de cette lutte armée.

Le chapitre sur les années formatrices de Cabral, en Guinée, au Cap-Vert et au Portugal, justifie pleinement cette conception du personnage. On regrettera que les parties consacrées à la période de la lutte soient moins riches en détails, mais l'enquête orale sur la pratique politique du dirigeant reste soumise à des impératifs politiques qu'il semble difficile de circonvenir. L'auteur considère qu'Amilcar Cabral est plus un homme d'action que de théorie, et le court chapitre sur la pensée du révolutionnaire s'en ressent. Pourtant, la bibliographie confirme l'importance de ses écrits. Patrick Chabal pense que son succès se comprend mieux par le processus politique que par le contexte de la lutte de libération. Un dernier chapitre explore cette hypothèse en comparant *les mouvements* des trois colonies portugaises, PAIGC, MPLA et FRELIMO. C'est le lien intime entre un parti *moderne et la population rurale qui explique* la réussite des guérillas et la différence entre ces libérations nationales et les décolonisations *constitutionnelles.*

Parfois, l'œuvre de Cabral est évaluée à l'aune des évolutions négatives qui ont suivi son assassinat en 1973; mais les problèmes et contradictions sociales d'un Etat indépendant sont singulièrement différentes. En somme, un *bon panorama d'histoire politique, qui sous*estime, paradoxalement, le travail théorique, mais qui décrit parfois les pratiques politiques *à travers les textes qui les informent.*

J. C.

LA GUERRE DU SAHARA OCCIDENTAL. – Claude Bontems

★ PUF, coll. « Perspectives internationales », Paris, 1984, 224 pages, 150 F.

Il semblait que, après le maître livre de Maurice Barbier sur *le Conflit du Sahara occidental* (L'Harmattan, Paris, 1982), rien d'essentiel ne pourrait être écrit sur le sujet. Or voici que sur ce thème ardu – que nous pensions connaître dans tous ses recoins – *Claude Bontems parvient à nous intéresser* puis à nous séduire. Sa langue est limpide. Ses formules heureuses. Son découpage paraît aller de soi : l'histoire *annexée* (le Sahara occidental du Xᵉ au XXᵉ siècle), l'indépendance confisquée (1966-1975), la naissance d'une République (1976-1982). L'historien redit comment les Sahraouis ont été spoliés de leur décolonisation et comment le Sahara occidental a été dépecé entre ses voisins. Mais, surtout, il conte la longue marche de ce peuple du désert vers une indépendance qui, demain, devrait permettre au Maghreb de refleurir et de devenir un puissant facteur de paix et de prospérité.

E. J.

COMPLOT, PROCÈS, ÉLECTIONS ANTICIPÉES

Les hoquets du changement et les

(Suite de la première page.)

Ils seront pourchassés sous le règne de M. Ahidjo, subissant emprisonnements et assassinats de leaders. Le docteur Félix Moumié, Ernest Ouandié et le brillant économiste Osendé Afana en sont les victimes les plus connues. Les opposants politiques présumés sont maintenus en détention prolongée et sans jugement dans les prisons, dont les plus célèbres demeurent celles de Yoko, dans le Centre, et de Tcholliré, au Nord. En 1976, deux cents étudiants, enseignants et employés accusés de distribuer des tracts hostiles au gouvernement sont arrêtés. Certains d'entre eux resteront détenus jusqu'en 1982, date du retrait de M: Ahidjo. Aucun d'eux ne fut inculpé ou jugé. La police paramilitaire – la Brigade mixte mobile – inflige couramment aux suspects gardés à vue des traitements brutaux. A la prison centrale de Kondengui, il est de notoriété publique que les détenus n'ont alors droit qu'à un repas par jour, essentiellement à base de mil ou de manioc (3).

On sait aussi que le discours sur l'autosuffisance alimentaire ne joue alors qu'une fonction à usage externe, dans un pays où le pain est devenu, depuis quelques années, l'aliment principal des villes, provoquant une inflation des importations de farine de blé. Ce qui constitue alors la province du Nord est bel et bien frappé de famine. La question agraire provoque de multiples conflits entre cultivateurs et éleveurs (4). Dans les montagnes kirdies, de nombreux jeunes, privés de terres, prennent les chemins de l'exil vers le Nigéria ou en direction des grandes villes du Sud. Les meilleures terres sont ravagées par l'expansion de la culture du coton, produit de rente imposé aux paysans dans les années 30 par l'administration française et dont une société dite de « développement », la SODECOTON (Société de développement du coton), gère l'exploitation, articulation avec la Compagnie française des textiles.

Dans cette région abusivement présentée comme monolithique et mulsumane, les conflits datent du dix-huitième siècle, lorsque Usman dan Fodio allume l'incendie de la « guerre sainte » sur tout l'espace compris aujourd'hui aux confins de la zone sahélienne. Des groupes d'éleveurs nomades qui, venus du pays Hausa, avaient commencé à s'infiltrer au sein des populations autochtones en quête de pâturages modifient, à la faveur du *djihad*, l'équilibre politique, économique et religieux de la région, réussissant à y instaurer un système hégémonique que les colonisations allemande et française choisiront de ne pas démanteler, sous la réserve que ce système hégémonique serve désormais les intérêts coloniaux. Lorsque M. Biya accède au pouvoir, en novembre 1982, il hérite d'une situation où, dans le nord du Cameroun, les antagonismes résultant de la victoire des Peuls lors de la « guerre sainte » ont été exacerbés par vingt-quatre années d'une pratique de pouvoir qui a repris à son compte, en l'aggravant, la doctrine coloniale à l'égard des Kirdis. La quasi-totalité des chefferies, instrument essentiel du pouvoir administratif, sont ici aux mains des musulmans. La législation en vigueur s'inspire des codes islamiques et s'applique même aux non-musulmans. L'appareil d'Etat et les services de l'administration territoriale sont occupés en priorité par les cadres musulmans. Dans un Etat qui proclame alors tout haut sa laïcité, l'appartenance religieuse est devenue, ici, le principal facteur discriminant. Tandis que les mosquées se multiplient, certaines financées par les puissances du Golfe, toute construction de chapelles de brousse est soumise à une série de procédures administratives qui doivent souvent remonter jusqu'au chef de l'Etat lui-même. Des hangars construits par des paysans en vue de l'alphabétisation promue par les missionnaires sont, dans les cas de flagrante hostilité, saccagés ou incendiés sur ordre des chefs. Le danger est en effet perceptible : en sachant lire et écrire, le paysan kirdi tend à refuser des abus auxquels il est soumis (amendes, impôts, carte du parti unique, pesée du coton sur les marchés...).



(Photo Abbas-Gamma.)

ERNEST OUANDIÉ, L'UN DES FONDATEURS DE L'UPC
Condamné à mort le 5 janvier 1971, exécuté dès le 15.

Autoritarisme et mythique stabilité

LES Eglises, témoins des abus et des vexations causés par les autorités administratives, commencent avec prudence à élever la voix. Jean-Marc Ela, théologien engagé avec des communautés paysannes dans les montagnes de Tokombéré, publie au printemps 1980 des réflexions d'où monte la clameur de tout un monde oublié ; il invite les Eglises d'Afrique à se situer par rapport à une réalité de violence, qui conduit à la mort lente et silencieuse des millions d'hommes sur le continent. Mais son cri, né de sa pratique avec ses communautés (5), répercute la protestation dont il est le témoin quotidien, lorsque souvent les autorités exigent des paysans qu'ils enlèvent le mil afin de planter à sa place le coton qui ne nourrit point. La même année, les évêques du nord du Cameroun publient une *Lettre sur la justice* (6). Dans un pays où l'épiscopat s'est illustré dans le passé par ses prises de position contre les luttes nationalistes, cet événement d'importance passe malheureusement inaperçu. Le village de Dollé a été rasé une année auparavant. Sur ordre du gouverneur de l'époque, hommes et bétail sont massacrés par des soldats. La population revendiquait la construction d'une école après que des fonds collectés auprès des villageois eurent été détournés par les responsables administratifs et du parti (7).

Sur le plan politique, un référendum, organisé à la hâte le 20 mai 1972, a mis fin à l'expérience de fédéralisme. Le Cameroun occidental, naguère sous administration britannique, et l'ex-Cameroun oriental (francophone) sont désormais unifiés dans un seul et même Etat. Une « révolution pacifique » est décrétée qui, en apparence, marque l'ultime étape de la réalisation de ce qui constitua, de 1948 à 1958, la pierre d'angle des revendications nationalistes. Il apparaîtra, à l'expérience, que le référendum consacre la fin de l'autonomie tant culturelle et politique qu'économique dont jouissait le Cameroun anglophone sous le fédéralisme (8). De sourdes revendications naissent, reprises par les intellectuels anglophones. Elles se font de plus en plus ouvertes après la découverte de gisements de pétrole dans les eaux territoriales proches de la frontière avec le Nigéria. Le pays anglophone reste en effet stagnant sur le plan économique pendant les dix années de l'expérience unificatrice. Aucun investissement important n'y est effectué.

Mais, par-dessus tout, M. Paul Biya a hérité d'un Etat où la pratique du pouvoir de M. Ahmadou Ahidjo a éloigné les perspectives de réconciliation du pays avec son histoire. De tous les anciens territoires français, le Cameroun fut en effet le seul en Afrique noire où se soit déroulée une expérience de conquête de l'indépendance par la lutte armée. Cette tentative, menée par l'UPC contre les autorités françaises, de 1955 à la mort de son leader, Ruben Um Nyobé, en 1958 (9), fut reportée contre le régime de M. Ahidjo, de 1960 à la mort d'Ernest Ouandié en 1971. Une seule conséquence s'est dégagée de cette expérience traumatique, qui se solda par l'écrasement de la gauche nationaliste, son expropriation de l'espace du pouvoir au moment de l'indépendance et le déclenchement d'une répression brutale appuyée par des forces françaises en Sanaga-Maritime et en pays bamiléké ; elle devient justification d'une voie autoritaire de gouvernement, dont on déplore aujourd'hui le coût social, les pratiques de délation, de corruption et de clientélisme qu'elle engendra et sur lesquelles elle s'appuya des années durant.

La réconciliation, revers de toute activité répressive, a été perdue de vue dans ce pays, où aucune amnistie réelle n'est intervenue depuis les émeutes provoquées par le gouverneur français Roland Pré en 1955, et qui se soldèrent par le bannissement de l'UPC, le principal parti ayant revendiqué l'indépendance en Afrique noire francophone dès les années 50. Le vide politique qui s'ensuivit, en favorisant la montée au pouvoir d'une classe politique médiocre, est à mettre au crédit des conditions qui favorisèrent, en septembre 1958, l'assassinat de celui que la majorité des Camerounais ont considéré comme le vrai « Père de la Nation », Ruben Um Nyobé. M. Ahmadou Ahidjo construisit alors, patiemment, une coalition hégémonique qui rassembla, par le haut, des segments des diverses régions et ethnies du pays (10). C'est le fonctionnement plus ou moins harmonieux de cette coalition qui a permis, de nombreuses années durant, de forger le discours sur l'« unité nationale » qui a servi de paravent idéologique au mythe de la « stabilité » du Cameroun, lequel a longtemps rassuré les investisseurs étrangers, d'abord soucieux de rentabiliser leurs capitaux à l'écart des soubresauts politiques. Vingt-quatre années durant, une partie importante de l'opinion a donc dû se taire, alors qu'elle avait partagé les idéaux de la lutte nationaliste. De nombreux intellectuels qui avaient milité en France dans l'UPC ou l'UNEK (Union nationale des étudiants kamerunais) et qui se sont ralliés ont dû garder pour eux leurs opinions politiques.

Au même moment, M. Ahmadou Ahidjo a tenté de se forger un mythe à partir d'une stratégie d'effacement de la mémoire collective. Des personnages qui, naguère, collaborèrent avec les autorités coloniales ont eu leurs statues érigées dans les villes, tandis que les noms des héros que chante la mémoire collective ont été délibérément occultés. La répression judiciaire fait que, jusqu'à une date récente, l'état d'urgence est resté imposé à des régions entières. L'appareil judiciaire lui-même a été bâti dans une perspective ouvertement répressive, qui ne constitue pas aujourd'hui le moindre défi aux tentatives de libéralisation dont se réclame l'équipe au pouvoir (11).

Mais la plus grave hypothèque léguée à M. Biya par son prédécesseur réside dans la jeunesse. Elle forme aujourd'hui la majorité de la population du pays. Cette génération, née dans la foulée de l'indépendance, n'a pas connu la colonisation. Elle représentait, à la veille du 6 novembre 1982, le plus évident facteur de déstabilisation du régime de M. Ahidjo, qui en avait une conscience claire. Tout au long de son règne, il tenta en effet de l'embrigader dans une branche de jeunesse du parti unique. Cette tentative se solda par un échec, et aucune cellule du parti ne put être installée dans les écoles ou à l'Université. Au contraire, de nombreux groupes associatifs fleurirent et connurent un essor qui mit davantage en relief la débilité des structures du parti unique proposé aux jeunes. Le régime s'engagea alors, peu après 1972, dans un prodigieux programme de développement des sports, le football notamment, lequel devait canaliser vers les stades une formidable énergie qui ne pouvait s'employer ailleurs. Mais cette dérive vers l'espace ludique permit à de multiples sectes d'occuper, à partir d'une perspective négative, le terrain politique dénoncé comme fondamentalement mauvais. L'influence du philosophe Marcien Towa (12) imprégna, par contre, des générations entières d'étudiants proches des idées pseudo-marxistes. En 1981, Marcien Towa fut interdit d'enseignement au département de philosophie, tandis que d'autres enseignants, dont Bernard Nanga (13), étaient interdits de parole sur le campus. Des organisations de jeunesse liées aux Eglises engagèrent, au même moment, une critique de l'attitude de leurs hiérarchies respectives, dénonçant le silence dont elles se rendaient coupables à leurs yeux, face à une situation devenue, à l'évidence, préoccupante. La Jeunesse étudiante catholique (JEC), notamment, reprit à son compte les idées développées par le théologien Jean-Marc Ela et prit position en mars 1980 contre les injustices et la violation des droits de l'homme dans le pays, dans une lettre dont le courage ne fut point reconnu sur le moment même (14).

Auparavant, de nombreuses grèves avaient secoué l'Université, provoquant à chaque fois des descentes des forces armées sur le campus. Mais le danger le plus immédiat demeurait le chômage. De nombreux diplômés de l'Université étaient déversés chaque année sur le marché de l'emploi, au moment où les prévisions de l'avant-dernier plan quinquennal annonçaient un million et demi de jeunes chômeurs en 1981. Une mesure prévoyant le recrutement de mille cinq cents d'entre eux fut annoncée une année plus tard, mais ne réussit pas à désamorcer un phénomène à l'évidence structurel.

Lorsque M. Paul Biya accède au pouvoir de manière inattendue en novembre 1982, il se trouve au centre d'un faisceau d'attentes contradictoires dont certaines plongent leurs racines dans les dernières années de l'époque coloniale.

Son arrivée au pouvoir soulève les espérances des « déçus de l'ère Ahidjo » et libère les aspirations de millions de jeunes, qui adhèrent alors spontanément à ses mots d'ordre de rigueur et de moralisation, lesquels sont, en réalité, une actualisation des recommandations du dernier congrès de l'UNC en 1980. La jeunesse se présente rapidement comme le principal support du nouveau chef de l'Etat. La manifestation étudiante organisée à la suite de l'annonce du complot du mois d'août 1983 est révélatrice de la conversion d'universitaires qui furent, tout au long du règne de M. Ahidjo, critiques du pouvoir en place. A l'ombre du pouvoir de M. Ahidjo avaient fleuri, pendant vingt-quatre années, des positions de pouvoir matérialisées par des fortunes parfois ostentatoires. Les portes du crédit avaient été ouvertes à une classe d'affairistes impliqués dans diverses opérations dont les plus visibles concernaient la spéculation foncière et immobilière. La plupart d'entre eux trouvèrent refuge dans l'UNC, dont ils se servirent pour masquer les positions d'intérêt, sous le couvert d'une idéologie de l'unité nationale. Ils espérèrent qu'une harmonieuse continuité marquerait la pratique du pouvoir telle qu'elle avait été forgée par M. Ahidjo. M. Biya n'avait été mêlé en aucune manière aux luttes politiques qui ensanglantèrent le pays à la veille de l'indépendance. De nombreux opposants pourchassés sous le régime de M. Ahidjo et de nombreux exilés – aujourd'hui estimés à trente mille environ – crurent que le nouveau chef de l'Etat jouissait d'un crédit moral qui lui eût permis de décider une amnistie générale offrant à l'ensemble de la société camerounaise une possibilité de se réconcilier avec elle-même.

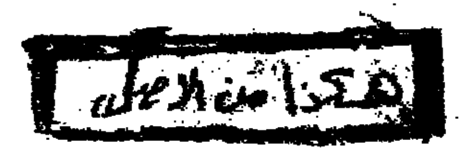
Lorsqu'est annoncé le complot du mois d'août 1983, toutes les « forces vives » de la nation accourent pour soutenir le nouveau régime. Depuis la brouille du mois de juin de la même année, suivie par l'éviction du gouvernement des plus fidèles alliés de M. Ahidjo, le parti unique (UNC) est en veilleuse. On ne le retrouve à l'avant-garde d'aucun des événements décisifs qui visent à renforcer le nouveau pouvoir. Mobilisé sur le tard autour de « motions de soutien » rédigées à la hâte par quelques responsables locaux au nom de leurs sections, il s'installe dans l'apathie, tandis que de multiples associations locales, régionales, claniques, ethniques et professionnelles apparaissent au grand jour et occupent l'espace civil. La conquête de la présidence du parti par M. Biya, en septembre 1983, apparaîtra plus tard comme une erreur qui lui retira une partie du soutien dont il jouissait auprès de la jeunesse. Placé devant la perspective de créer son propre parti et de précipiter sans préparation le pays dans le multipartisme, le nouveau chef de l'Etat a choisi de prolonger, en les assumant, les conflits nés de l'ère Ahidjo et cristallisés aujourd'hui dans un appareil moribond. Si, dans les calculs de M. Biya, une complète libéralisation de la vie politique nationale ne peut que conduire à l'aventure, si elle ne s'appuie pas au préalable sur une réforme des structures administratives, économiques et judiciaires appelées à soutenir la vie démocratique, son geste est ressenti comme une hésitation et une indécision.

Recours aux rites du prédécesseur

LES élections anticipées de janvier 1984 accroissent le malaise politique qui culmine avec le procès et la condamnation à mort de M. Ahmadou Ahidjo, au début de l'année. Ce procès et cette condamnation sont alors considérés comme une grave erreur politique. Mais il s'agissait surtout d'une erreur « symbolique ». Contrairement à ce que peuvent laisser penser les résultats de l'élection de janvier 1984, la consultation n'a pas apporté au chef de l'Etat le regain de popularité qui avait marqué ses premiers jours de pouvoir. De nombreuses manifestations, dont celle des étudiants anglophones, ainsi que des grèves à Douala et à Yaoundé, ont aggravé le malaise provoqué par l'apparition de pénuries organisées pour les produits de première nécessité. Le procès se présente, dans ce contexte, comme un exutoire face à la montée des mécontentements. Aux yeux des investisseurs étrangers en quête de tranquillité, le procès donne l'image d'un Cameroun au bord des tempêtes, où les remaniements ministériels succèdent aux remaniements, les congrès extraordinaires aux dénonciations de complots. L'image retenue du dehors est alors celle d'un pays longtemps fermé aux incursions des médias et qui, sans pédagogie, s'offre à ceux-ci sous le mode de la transe. Le changement hoquette, répète-t-on alors partout. Une lutte pour le pouvoir se déroule sans qu'on sache quand elle se terminera.

Le procès marque aussi une erreur de perspective. L'accession de M. Biya au pouvoir a ouvert, pour la première fois depuis 1955, la chance d'une réconciliation de la société camerounaise avec elle-même. C'est en cela que les motifs invoqués pour condamner à mort M. Ahmadou Ahidjo sont apparus comme manquant de hauteur historique. Ce que les populations semblent avoir réclamé à travers les motions de soutien qui affluèrent au palais de l'Unité en août 1983, ce n'est pas le procès d'un individu dont, à la vérité, la majorité ne veut plus. C'est le procès d'un « mythe » forgé au cours de vingt-quatre ans de pouvoir. Or le procès d'un mythe ne s'effectue pas au tribunal, devant des magistrats. Il s'effectue dans les consciences qui l'ont intériorisé, et dans les codes qui lui ont servi de piliers. M. Ahmadou Ahidjo a été condamné à mort alors que le mythe forgé par lui reste vivant dans la conscience de ses compatriotes. Ses codes continuent de se déployer.

Faire le procès de M. Ahidjo équivalait alors à mettre en place de nouveaux symboles. La prise, par le chef de l'Etat, de l'appareil du parti en septembre dernier ne participait pas de la mise en place de ces nouveaux sym-



Dans les revues...

Avec des articles de Patrice Buffotot, *Gustave Massiah*, Antoine Sanguinetti, *C. Mansour* (sur le Liban), Paul-Marie de la Gorce (sur le Tchad) et A. Santos, le numéro **PAIX & CONFLITS** est centré sur la France et les interventions outre-mer : Force d'action rapide, crédibilité de l'intervention, rôle des forces navales et aériennes. **(N° 6, bimensuel, 12 F. – CIRPES, 71, boulevard Raspail, 75006 Paris.)**

Alors que Philip A. Petersen et John G. Hines présentent le rôle de la puissance militaire *dans la stratégie soviétique contre* l'OTAN, ce numéro de **STRATEGIQUE** contient un autre article, de René Tangac, qui propose « une nouvelle approche » de la stratégie soviétique. **(Deuxième trimestre, trimestriel, 50 F. – Fondation pour les études de défense nationale, Hôtel national des Invalides, 75007 Paris).**

LE SUPPLÉMENT, « revue d'éthique et de théologie morale » se consacre aux « Interrogations morales des stratégies de défense », Bernard Quelquejeu propose une revue (non exhaustive) de la presse française dans sa relation de la lettre pastorale « Le défi de la paix : la promesse de Dieu et notre réponse » publiée en mai 1983 par la conférence épiscopale des Etats-Unis. **(N° 148, mars, trimestriel, 41,50 F. – Editions du Cerf, Paris.)**

DÉFENSE NATIONALE publie le texte de la conférence prononcée le 7 février devant l'Institut des hautes études de défense nationale par le général Jacques Mitterrand, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales. Le même *numéro contient* un article de Philip Boone sur l'affaire des fusées à portée intermédiaire et l'avenir des négociations stratégiques, et une analyse de la crise entre les Etats-Unis et l'UNESCO par Victor Yves Ghebali. **(Mai, mensuel, 28 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris.)**

La **REVUE DE L'OTAN** contient notamment un article de M. Michael Heseltine secrétaire d'Etat à la défense du Royaume-Uni, sur un programme de *l'alliance pour 1984* ; une analyse de la loi de programmation militaire française 1984-1988, par le général Fricaud-Chagnaud, et une *présentation* du rôle de la Conférence des directeurs nationaux des armements en matière de coopération dans le domaine des matériels militaires par John Stone. **(N° 1, mensuel. – Service de l'information de l'OTAN, 1110 Bruxelles.)**

La moitié environ du numéro de **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** est consacrée à « la Communauté en crise » avec des contributions de Philippe Moreau Defarges, Raymond Barre, *Laurent Fabius, Fernando Moran, Françoise de* La Serre. A signaler également un article d'Alain Rouquié sur « l'Argentine après les militaires ». **(Printemps, trimestriel, 65 F. – IFRI, 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cedex 14.)**

A l'occasion des prochaines élections européennes, **CRITIQUE SOCIALISTE**, revue théorique du PSU, plaide pour « une autre Europe ». Deux champs de préoccupation : « Les enjeux économiques, sociaux et culturels et « Guerre ou paix ? ». Philippe Messine revient sur la désindustrialisation de l'Europe « prise en tenailles » entre les Etats-Unis et le Japon, tandis que la *CEE « relaie à l'intérieur de l'Europe le modèle* monétariste et ultra-libéral dominant ». **(N° 48, trimestriel, 40 F. – Syros, Paris.)**

*Didier Motchane, dans l'éditorial d'*EN JEU, appelle de ses vœux « une modernisation de la France qui ne soit pas celle d'un capitalisme dont la mondialisation conduit au dépérissement de la démocratie et de la nation, abandonnées l'une et l'autre dans une Europe soumise à un condominium technologique américano-nippon ». **(N° 12, mai, mensuel, 25 F. – *52, rue de Bourgogne, 75007 Paris.*)**

A l'occasion de la « restructuration » en cours, **TRAVAIL** fait le point sur la sidérugie *dans un dossier tout aussi attentif aux aspects* d'économie générale en jeu qu'au « travail réel », aux rapports de pouvoir et à la vie des travailleurs. Ce n'est pas le moindre mérite de cette approche qui s'interroge sur la signification du culte de l'entreprise derrière lequel semble « s'évanouir » la vie sociale. A noter également *l'article de Salim Tamari* sur « Les Palestiniens et le travail en Israël ». **(N° 4, avril, 40 F. – Association d'enquête et de recherche sur l'organisation du travail, 26, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.)**

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX s'intéresse à l'« économie souterraine » sous ses différentes formes – travail au noir, pratiques des squatts, activités domestiques, etc. – et dans les principales régions du monde – Occident, pays de l'Est, Chine, tiers-monde. **(N° 487, 4 mai, un vendredi sur deux, 15 F. – La Documentation française, Paris.)**

CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE célèbre à sa manière le « dixième anniversaire de la crise » par une livraison entièrement *consacrée à l'examen des « réponses »* adoptées dans les pays industriels. Jean Le Dem et Jean Pisani-Ferry y constatent surtout un « désarroi » en dépit des affirmations du « dogmatisme le plus grossier » en matière macroéconomique. **(N° 26-27, janvier-juin, semestriel, 98 F. – La Découverte, Paris.)**

Sous le titre explicite « Foncier, une loi sans importance », **NOUVELLES CAMPAGNES** se penche sur le projet de réforme foncière en France. Pour D. Boscheron et C. de Crisenoy, ce texte « chimérique » est fait pour « donner à croire » dans un changement qu'il *évite de préparer.* **(*N° 28, avril, bimestriel, 34 F.* – BP 1154, 31036 Toulouse Cedex.)**

Des précisions sur l'état de l'agriculture albanaise, dans **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST**. Chiffres à l'appui, Edith Lhomel explique comment le pays est parvenu à assurer son indépendance alimentaire, puis elle s'interroge sur l'évolution future, avec les projets de « socialisation intégrale » qui prévoient notamment la réduction des lopins individuels des coopérateurs et l'aménagement de grands complexes d'élevage. Dans le même numéro, Jaroslav Blaha et Anita Tiraspolsky examinent les conséquences de l'intégration dans le COMECON pour l'industrie tchécoslovaque. **(N° 283, avril, mensuel, 39 F. – La Documentation française, Paris.)**

« Pourquoi le gouvernement polonais tolère-t-il depuis des années un suremploi démoralisant ? », se demande le journaliste Jacek Poprzeczko, dans **PERSPECTIVES POLONAISES**. Sa réponse : à cause d'un « syndrome caractéristique du socialisme polonais (...), système économique d'une clémence incroyable ». **(N° 1, hiver 1984, trimestriel, 11 F. – Krakowskie Przedmiescie 7, 00-068 Varsovie.)**

« La Turquie sous la domination des militaires » : sous ce titre, **MERIP REPORTS** consacre plusieurs articles à la situation en Turquie *depuis les élections de 1983*. Christopher Hitchens revient à ce propos sur le problème chypriote, pour montrer comment son exploitation a servi l'ascension des militaires. **(N° 122, mars-avril, neuf numéros par an, 2,50 dollars. – PO Box 43445, Washington, DC 20010.)**

Point de vue d'un « faucon » israélien dans **POLITIQUE INTERNATIONALE** : ministre de la science et du développement, le général Yuval Ne'eman se livre à une critique du plan Reagan et plaide pour un « repeuplement » juif dans les territoires occupés, au nom de *la sécurité*. Quant aux Arabes palestiniens, il rappelle que « la déclaration Balfour a explicitement garanti les droits personnels et communautaires de la population non juive. En fait, ces droits sont les seuls « droits légitimes » des Arabes de Palestine, c'est-à-dire le droit de vivre en paix avec la majorité juive. » **(N° 23, printemps, trimestriel, 60 F. – 11, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris.)**

*Dans la **REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES*** : un entretien avec un ancien détenu d'El Ansar qui raconte la vie quotidienne dans le camp ; et un témoignage, celui de Gideon Spiro, insoumis israélien. Albert Bourgi traite, quant à lui, de la relance « problématique » des relations entre Israël et l'Afrique noire. **(N° 11, printemps, trimestriel, *45 F. – Editions de Minuit*, Paris.)**

DEMOCRATIC PALESTINE prend la suite du **PLFP BULLETIN**, tout en élargissant sa *sphère d'intérêt aux problèmes régionaux* et internationaux. Organe du Front populaire pour la libération de la Palestine, la revue consacre une bonne part de son deuxième numéro aux conséquences de la « victoire nationaliste » à Beyrouth. **(N° 2, mars, mensuel, abonnement annuel : 24 dollars. – Box 12144, Damas, Syrie.)**

MAGHREB-MACHREK dresse un bilan en forme de triptyque à propos de la Tunisie : l'Etat (« De la tutelle au désengagement », *Michel Camau) ; la société (« Au miroir islamiste »*, Mohamed Elbaki Hermassi) ; l'économie (« Une crise de régulation », Hassine Dimassi). **(N° 103, janvier-mars, trimestriel, 26,50 F. – La Documentation française, Paris.)**

Deux thèmes explosifs reçoivent la priorité dans le dernier numéro de la **REVUE DE LA PRESSE ÉGYPTIENNE** : l'application de la loi islamique et les difficultés de l'économie. Une excellente occasion de prendre contact, à travers les préoccupations des journalistes égyptiens de diverses tendances, des réalités qui auront pesé sur le vote des électeurs le 27 mai. **(*N° 12, cinq numéros par an, abonnement* annuel : 70 livres égyptiennes ou 450 F. – CEDEJ, 22, rue El-Fawakeh, Mohandessin-Dokki, Le Caire, Egypte.)**

Intéressante monographie dans les **CAHIERS DU CEDAF**, sur la zone franche d'Inga au Zaïre. Les auteurs, deux économistes zaïrois, replacent ce complexe dans le cadre de la politique industrielle du pays depuis le début de la décennie 70 : financé à 80 % par des fonds d'emprunt, il aggrave l'endettement, accentue l'extraversion de l'économie et risque de porter préjudice, par son régime préférentiel, aux investissements dans *d'autres régions*. **(N° 1, mars, mensuel, 250 francs belges. – 7, place Royale, 1000 Bruxelles.)**

AFRICA RESEARCH BULLETIN publie le texte complet de l'accord de Nkomati conclu le 16 mars entre l'Angola et l'Afrique du Sud, suivi de la présentation de commentaires de la part des milieux africains officiels, de la presse africaine et occidentale. **(Vol. 21, n° 3, 15 avril, « Political Social and Cultural Series ». – La *Summerland Street, Exeter, Angleterre*).**

Dans une perspective à la fois historique et contemporaine **LIBÉRATION AFRIQUE-CARAIBE-PACIFIQUE** *s'enquiert des migrations* à l'intérieur du continent africain, une tradition ancienne que certains Etats contestent, le Nigéria par exemple. **(N° 21, avril, juin, trimestriel, 12 F. – 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris).**

Sous le titre « Nicaragua assiégé », **CONTEMPORARY MARXISM** propose un ensemble d'études sur l'évolution de la politique de Washington à l'égard du régime de Managua, assorti d'analyses de la stratégie sandiniste. **(N° 8, printemps, trimestriel, 8,95 dollars. – 270, *Folsom Street, San-Francisco, Californie* 94110.)**

Deuxième partie des actes du colloque de *Bondy (septembre 1983) consacré au Chili dans* l'**OURS**, revue de l'Office universitaire de recherche socialiste. Cette « suite » porte sur les perspectives de restauration de la démocratie. **(N° 148, février, mensuel, abonnement 200 F. – 86, rue de Lille, 75007 Paris.)**

Dans **PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE** : un dossier sur les Antilles où on lira en particulier la présentation géopolitique de la zone que propose Michel Foucher. **(N° 71, avril, trimestriel, *45 F. – La Documentation française*, Paris.)**

Titre lapidaire d' **AMÉRIQUE CENTRALE EN LUTTE** : *« Elections : paix ou* marines ? » – Il s'agit à la fois des élections dans la région et de l'élection présidentielle aux Etats-Unis : « Refuser la légitimité au régime du Nicaragua, en donner une aux régimes répressifs et sanguinaires du Guatemala et d'El Salvador ». – Documents sur ces trois pays. **(*Avril-mai, bi-mestriel, 6 F.* – 68, rue de Babylone, 75007 Paris.)**

Dans **ÉTUDES INTERNATIONALES**. A.F. Cooper et *A. Kapur montrent comment la* « diplomatie des ressources » est devenue un élément-clé des relations internationales. Outre l'arme alimentaire et l'arme du pétrole, les minerais stratégiques s'imposent à cet égard dans les luttes d'influence Nord-Sud et Est-Ouest. Les auteurs s'appliquent alors à l'étude du cas triangulaire RFA, Afrique du Sud et Union soviétique. **(Vol. XV, n° 1, mars, trimestriel, 7 dollars. – Centre québécois de relations internationales, *université Laval*, Québec, *Qué*, Canada G1K 7P4.)**

RAW MATERIALS REPORT s'intéresse, *cette fois, aux produits agricoles, publiant en* deux études le bilan du programme intégré de la CNUCED et des accords de produits conclus sous son égide. A signaler aussi un panorama complet de l'industrie mondiale de l'uranium. **(Vol. 2, n° 4, trimestriel, abonnement annuel : 150 couronnes suédoises. – P.O. Box 5195, S-10244 Stockholm.)**

A travers l'exemple du soja, Marcel Marloie analyse, dans **LA LETTRE DU SOLAGRAL**, le phénomène d'internationalisation dans l'agriculture, avec ses conséquences économiques en France et dans le tiers-monde. **(N° 26, *mai, mensuel, 10 F. – 5, rue François-Bizette*, 35000 Rennes.)**

La revue **SOLIDARITÉ** publie un supplément *intitulé « Santé à vendre : le marché des* médicaments dans le tiers-monde ». Ce texte, traduit du néerlandais, aborde les problèmes économiques, publicitaires, etc., et divers effets d'une politique commerciale dont on connaît les risques pour la santé dans les pays sous-développés. **(Supplément au n° 28, mars 1984, le n° 30 F. – 5, rue François-Bizette, 35000 Rennes.)**

La Ligue des droits de l'homme a fait du dernier numéro de sa revue **HOMMES ET LIBERTÉS** un guide pratique pour le militant qui consacre son action à la défense des droits de *l'homme. On y trouve les adresses de toutes les* organisations dont l'intervention peut être utile, qu'il s'agisse de l'information, des étrangers, des marginaux, des femmes, du cadre de vie, de la culture et de l'éducation, des droits économiques et sociaux, de l'armée, de la jeunesse, de la paix, du racisme, de la justice, etc. La plupart de ces organisations sont présentées en quelques lignes. **(N° 1, 1984, bimestriel, 8 F. – 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)**

Dans sa revue **JUSTICE**, le Syndicat de la *magistrature porte un regard critique sur les tri*bunaux de commerce appréhendés comme une juridiction autorisée à décider du sort des entreprises « sans que les salariés puissent véritablement faire valoir leurs droits ». **(N° 99, avril, bimestriel, 28 F. – B.P. 155, 75523 Paris Cedex 11.)**

TERMINAL 19/84 se déclare favorable au « contrôle décentralisé de l'informatique » au moment où « le gouvernement socialiste (...) se raccroche, comme *le faisait Giscard à la fin* de son septennat, aux nouvelles technologies – informatique, robotique, télématique – devenues le leitmotiv des discours officiels ». **(N° 18, mars-avril, bimestriel, 20 F. – 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)**

Ce n'est pas un numéro de revue que *le dernier paru des **Temps Modernes*** avec ses six cent cinquante pages, mais une revue d'ensemble et de détail de *l'immigration maghrébine en France* ; dans « les faits et les mythes » : situation, identité (et carte d'identité), travail, *ségrégation, racisme (qui a éclaté avec* une soudaine virulence autour des élections de 1983), intolérance (au sens pathologique aussi). Le « détail » est dans la situation – échecs scolaires, logement, sexualité, etc. – et dans l'implantation : Marseille à elle seule, en tant que microcosme, occupe les cent premières pages de cette large étude collective. C'est qu'une certaine densité – le fameux « seuil » – rend plus évidente la « difficulté d'être musulman » hors de l'islam, et celle de tolérer l'islam au milieu de soi.

Le volume s'ouvre sur deux entretiens de ministres : Mme Georgina Dufoix répond clairement sur tous les points à Claude Lanzmann qui, dès la première page, pose à Gaston Defferre la question des Maghrébins comme « enjeu politique ». Mais il est sans doute significatif que la partie de l'interview la plus remarquée et commentée ait été celle qui souligne le danger de l'intégrisme islamique, lequel sécréterait la violence et aurait investi les mosquées pour les transformer en centres explosifs, au figuré et au propre. M. Defferre répond implicitement à *l'argument des **Temps Modernes*** : à savoir que le rejet de l'islam, ou tout au moins la méfiance à son égard, récuse en *fait le principe de l'Etat laïc. Il fait* donc observer que l'islam n'est pas seulement une religion, mais une loi de vie impéra*tive qui peut*, contrairement à ce qui se passe pour les autres religions, être en opposition, larvée ou violente, avec la loi *civile et laïque en France.* **(N° 452-453-454, mars-mai, mensuel, 132 F. – 22, rue de Condé, 75006 Paris).**

RECTIFICATIF. – La chute de Saigon est intervenue le 30 avril 1975, et non le 25 février 1975 comme il a été imprimé par erreur dans l'article de Paul-Marie de la Gorce, « Le recul des grandes espérances révolutionnaires », paru dans le numéro de mai 1984 du *Monde diplomatique* (pages 16 et 17).

APRÈS LE LONG RÈGNE DE M. AHIDJO

pesanteurs de la continuité au Cameroun

boles. Elle n'a fait que repousser à plus tard l'échéance d'une bataille pour laquelle il était déjà vainqueur en août 1983. Les complications injustifiables apportées au retour des exilés le mettent en contradiction avec ses professions de foi libérales. La réconciliation générale, attendue par ses compatriotes à travers la réhabilitation des héros de la lutte pour l'indépendance, Ruben Um Nyobé notamment, aurait, seule, suffi à mettre en route un procès *dont il ne se serait pas encombré* d'être l'instructeur principal, parce que son peuple l'aurait été à sa place. L'infléchissement du verdict, plus tard, a laissé de lui l'image d'un chef indécis, qui hésite.

Parmi les autres erreurs symboliques figure l'organisation du dernier scrutin présidentiel. L'inflation du culte de la personnalité qui a précédé et accompagné la campagne électorale a rappelé les heures triomphantes du règne de M. Ahidjo. Il s'est opéré comme un transfert, au bénéfice de son successeur, des catégories cultuelles autrefois fabriquées par les notables pour la gloire de M. Ahidjo. M. Paul Biya capitalise l'ensemble des rites organisés par son prédécesseur. Le rôle joué par la presse écrite, dont le langage reste *contrôlé par des personnalités* profondément compromises avec le régime précédent, apparaît, à cet égard, nocif. Les pratiques de griotisme demeurent les mêmes, tandis que le nouveau langage reste intraduisible. L'émotion, même lyrique, ne constitue pas, dans cette perspective, *un atout. Elle* hypothèque considérablement l'ensemble de la politique de communication du chef de l'Etat et entame sa crédibilité, dans la mesure où son projet politique est énoncé par la presse nationale dans un langage usé, selon des codes et catégories de l'ancien régime.

Peu d'intellectuels osent s'écarter du conformisme instauré pendant les dernières années (15). L'irruption tonitruante du chancelier de l'Université dans la dernière campagne présidentielle a fait reculer les perspectives d'un soutien critique.

Une tâche gigantesque attend les nouvelles autorités. A côté des *réformes administratives, politiques et* économiques qu'on espère, se dégage la nécessité de réformes mentales qui, pour le moment, ne dépassent guère la formulation des slogans de rigueur et de moralisation. C'est, semble-t-il, l'ensemble du système éducatif qu'il importe de *toucher si* le changement souhaité doit s'inscrire dans la durée. Il en est de même de la formation des cadres et de la restructuration d'un système judiciaire fortement répressif et à l'intérieur duquel l'ouverture démocratique risque de demeurer un vain mot. Quant au parti unique, absent à tous les moments décisifs qui ont ponctué la prise du pouvoir par M. Biya, il apparaît de plus en plus comme une énorme machine bloquée et encombrante, qui ne permet pas encore de libérer la créa*tivité du peuple.*

Les conditions d'un véritable essor

LA question des droits de l'homme paraît devoir être, dans les prochaines années, un des points de référence qui permettront de juger l'action de l'équipe au pouvoir. L'ancienne province du nord du Cameroun est, à cet égard, le lieu-test des velléités de changement qui animent le gouvernement. *La liberté religieuse, en effet, y a été* gravement hypothéquée par le régime de M. Ahidjo. Pendant vingt-quatre ans, de nombreuses conversions à l'islam s'y sont produites sous l'effet de multiples pressions. L'on ne pouvait être sous-préfet que si l'on professait la *foi musulmane. En 1970, lors de* l'arrestation de Mgr Ndongmo, alors évêque de Nkongsamba, accusé d'implication dans un complot visant à renverser le régime, certains diocèses catholiques du Nord connurent des périodes de persécution ouverte, mais de courte durée. Les autorisations de réunions de culte furent souvent ou bien refusées, ou longuement retardées.

Depuis l'indépendance, les Kirdis ne jouissent d'aucune possibilité d'existence culturelle. S'ils veulent entrer dans les rangs de l'administration, ils doivent se convertir à l'islam. Dans cette région où deux habitants sur trois ne sont pas musulmans, 98 % des députés les représentant à l'Assemblée nationale appartiennent à l'islam.

Plus préoccupante encore est la question de la chefferie coutumière. En beaucoup d'endroits, les chefs disposent de pouvoirs étendus. Nombreux sont ceux qui pratiquent des exactions *à tous les niveaux. Dans les chefferies* chargées de l'établissement de l'état civil, la concussion est de règle. On abuse des corvées qui servent des intérêts personnels au lieu d'être consacrées à des travaux d'utilité publique. Plusieurs chefs rendent encore la justice coutumière et en profitent pour ponctionner plaignants et accusés. Dans les quartiers des villages, chaque représentant de l'autorité administrative prélève au passage sa part de butin, en espèces ou en nature. Cette attitude de l'autorité coutumière entraîne de nombreux départs vers le Nigéria.

Dans l'ensemble du pays, des témoins oculaires affirment que des détenus continuent d'être systématiquement frappés dans certains postes de police, ainsi qu'il était courant sous le régime précédent. *Il n'est pas certain* que les services de sûreté spécialisés dans l'interrogatoire des gens soupçonnés d'actes subversifs aient cessé de pratiquer le « passage à tabac » et, en certaines occasions, la torture à l'électricité.

De nombreux indices laissent penser que ces pratiques continuent d'avoir cours. En février 1983, un soulèvement des détenus a eu lieu à la prison centrale de Yaoundé. *Des accusations de* torture restent portées contre les Brigades mixtes mobiles. La salle spéciale réservée à la torture, « *la chapelle* », n'a pas été détruite dans leur quartier général à Yaoundé. Des individus porteurs de tracts ont encore été arrêtés, y compris à la veille des élections présidentielles (16).

Au-delà de ces considérations, la récente tentative de putsch constitue, à n'en pas douter, une nouvelle donne qui risque de peser durablement sur la vie politique camerounaise. Pour la première fois, les militaires sauvent le régime. Depuis le départ de M. Ahidjo, leur influence augmente sans cesse, et leurs ressources politiques s'accroissent. *Le chef de l'Etat ne sort pas ren*forcé de cette épreuve qui risque de l'obliger à « dialoguer » plus que par le passé avec les chefs militaires.

Le peuple qui, seul, peut en définitive défendre la « légalité républicaine » reste tenu à l'écart du débat *ouvert depuis novembre* 1982, *tandis* qu'un parti essoufflé et supposé exprimer ses aspirations se réfugie dans la fabrication de « motions de soutien » dont la signification réelle ne trompe personne. L'UNC, dans son fonctionnement actuel, constitue un obstacle aux forces sociales capables d'appuyer ce qui peut exister de volonté de changement de la part des autorités.

M. Paul Biya règne désormais sur de nouvelles générations dégagées des vieux complexes coloniaux comme des pesanteurs des coutumes et traditions. Il ne peut plus reconduire purement et simplement les méthodes de gouvernement et le projet politique de son prédécesseur. Les jeunes, qui jusqu'à une date récente formaient son support le plus populaire, sont aujourd'hui en quête de pain et d'emplois, certes, mais aussi d'une possibilité de participer à la vie nationale.

L'agenda politique du régime – ce qu'il veut changer, pourquoi, comment, *quand, avec quels soutiens* – n'est guère connu. Le gouvernement ne semble pas s'être donné des échéances au terme desquelles il sera possible d'apprécier correctement ses réalisations.

A la suite des grands hommes qui ont marqué l'histoire du Cameroun depuis 1948, il reste pourtant une place pour M. Paul Biya. Il pourrait encore, en s'entourant d'une équipe compétente, en *traduisant en actes* concrets la maturité dont les hommes et les femmes du Cameroun peuvent être crédités, inscrire son nom comme celui du grand réformateur qui, parvenu au pouvoir au début des années 80, opéra la jonction entre les traditions nationalistes *de son* peuple et les éléments positifs du capital sorti de l'ère Ahidjo. Mais la récente tentative de putsch fait craindre une crispation générale et un retour en arrière.

ACHILLE MBEMBE.

(3) Rapports d'Amnesty International, 1980, 1981 et 1982.

(4) Jean-Marc Ela, *l'Afrique des villages*, Karthala, Paris, 1982.

(5) Jean-Marc Ela, *le Cri de l'homme africain*, L'Harmattan, Paris, 1980. Lire aussi, du même auteur, « La foi des pauvres en acte », *Foi et Développement*, avril 1982.

(6) Lettre des évêques du Nord du Cameroun sur la justice, 1980.

(7) *Libération-Afrique*, nº 4, 1979.

(8) Benjamin J., *les Camerounais occidentaux. La minorité dans un Etat bicommunautaire*, Presses universitaires de Montréal, 1972.

(9) Um Nyobé R., *le Problème national kamerunais*, à paraître.

(10) Bayart J.F., *l'Etat au Cameroun*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1977.

(11) Eyinga Abel, *Mandat d'arrêt pour cause d'élections*, L'Harmattan, Paris, 1977.

(12) Towa Marcien, *l'Idée d'une philosophie africaine*, Ed. CLE, Yaoundé, 1980, et *L.S. Senghor. Négritude ou servitude ?*, Ed. CLE, Yaoundé, 1972.

(13) Nanga Bernard, *les Chauves-Souris*, Présence africaine, Paris, 1981.

(14) Luneau R., *Voici le temps des héritiers*, Karthala, Paris, 1981.

(15) Ngayap P.F., *Cameroun. Qui gouverne ?*, L'Harmattan, Paris, 1983.

(16) Amnesty International : *la Torture, instrument de pouvoir*, EFAI, Paris, 1984.

D'importants atouts pour réorienter une économie extravertie

Par MAURICE VINCENT *

DEPUIS les récentes difficultés de la Côte-d'Ivoire et du Sénégal, l'économie camerounaise fait l'objet d'un intérêt accru : on s'aperçoit *que le Cameroun est le premier partenaire* commercial de la France en Afrique, que l'autosuffisance alimentaire y est une réalité – au moins dans les chiffres – depuis plusieurs années déjà, que ses finances sont relativement saines, à la suite d'une gestion que chacun s'accorde à qualifier de « prudente ». Le risque est grand dès lors de faire de l'économie camerounaise un modèle de développement pour l'Afrique – comme on le fit *naguère avec la Côte-d'Ivoire, – en* s'attachant à la description d'un certain nombre de réalisations au détriment de l'analyse, plus approfondie, des mécanismes économiques qui ont conduit à une telle situation. Or l'économie camerounaise reste avant tout une économie dominée, extravertie, et ses résultats, bien que relativement honorables, sont en deçà des possibilités de ce pays aux richesses naturelles et humaines considérables.

Elle est d'abord marquée par son étroite dépendance à l'égard du marché *mondial, parce que ses exportations sont* concentrées sur quelques produits (cacao, café) qui constituent les ressources quasi exclusives du Centre-Sud et, à un moindre *degré, de l'Ouest. Si la* part de ces deux produits dans le total des recettes d'exportation tend à diminuer, on peut aisément en trouver les raisons ailleurs que dans un « rééquilibrage » à long terme des échanges extérieurs : hausse, ces dernières années, de la part revenant au pétrole (1), détérioration des termes de l'échange (2) et manque de motivations des producteurs de moins en moins bien rémunérés pour *des efforts toujours plus exigeants* (3). A cet égard, la gestion de l'Office national de commercialisation des produits de base (ONCPB) s'est montrée incapable de compenser *l'instabilité* des cours mondiaux et d'assurer une rémunération minimale aux planteurs. On a sans doute ici l'exemple d'un organisme qui s'est rapidement « automatisé » par rapport à la mission qui lui avait été confiée, devenant ainsi un blocage au développement agricole plutôt qu'un levier pour celui-ci.

Cette orientation de l'agriculture aurait sans doute été beaucoup plus lourde de conséquences sans la richesse des terres, en particulier dans l'Ouest, et sans l'intérêt manifesté par les Bamilékés – mais aussi par d'autres – pour les cultures vivrières. Cet intérêt n'a nullement été attisé par une volonté effective de réorienter l'agriculture vers le marché intérieur. Le *ressort de ce dynamisme trouve tout simplement son origine* dans le déséquilibre entre l'offre et la demande en milieu urbain, qui s'accompagne d'une augmentation rapide des prix. A l'opposé d'un choix raisonné, cette situation ne constitue donc que la conséquence *secondaire* de l'extraversion de l'agriculture camerounaise, au niveau de ses productions principales, suivant une séquence désormais bien connue en Afrique : diminution du revenu *réel* des producteurs de denrées exportées en liaison avec des cours erratiques sur le marché mondial, exode rural, gonflement de la population urbaine, demande croissante de biens de consommation de base, augmentation des prix, inflation, etc.

Si, aujourd'hui, l'autosuffisance alimentaire est pour l'essentiel assurée, elle demeure fragile dans la mesure où elle est conditionnée, en ville, par l'adaptation constante des revenus de la population à l'évolution des prix des produits vivriers, adaptation que rien ne garantit *en l'état* actuel des choses. L'action de la Mission pour le développement des cultures vivrières (MIDEVIV), dont l'objet est précisément de freiner cette hausse des prix, reste tragiquement marginale, alors qu'elle pourrait sans doute constituer un contrepoids réel au commerce privé, si elle bénéficiait d'un soutien plus conséquent.

Les multinationales et les capitaux nationaux

AU-DELA d'une domination réelle par le biais des termes de l'échange, l'économie camerounaise se caractérise par la mainmise des multinationales européennes (principalement françaises) sur le secteur industriel capitaliste (secteur habituellement qualifié de « moderne »). Bien peu d'entreprises, dès lors qu'elles sont conséquentes, appartiennent majoritairement à des Camerounais. En simplifiant, on peut dire que chaque branche du secteur capitaliste est contrôlée par un *ou deux groupes* multinationaux. Pour certains d'entre eux, le Cameroun n'est d'ailleurs qu'une des pièces d'un empire qui s'étend à l'ensemble de l'Afrique *occidentale : ce sont les anciennes* sociétés coloniales (CFAO, SCOA) ainsi que l'Optorg, le groupe textile DMC... Au niveau bancaire (4), on retrouve bien évi*demment les banques françaises. Leur* activité y est de plus en plus importante ; l'implantation de nouvelles agences de Paribas témoigne de l'intérêt croissant *d'un capital financier qui agit comme un* support décisif à l'activité industrielle des multinationales dans le pays par sa présence dans de multiples projets, en collaboration ou *non avec des organismes de* financement public d'aide au développement. Jusqu'en mai 1981, on pouvait d'ailleurs penser logiquement que ce financement privé *était appelé à prendre* le relais d'une aide publique de plus en plus défaillante, dans le cadre d'un mouvement plus large de pénétration de *l'économie camerounaise par les capitaux* français.

Cependant, le rôle de l'Etat camerounais dans le domaine industriel n'a pas été totalement passif. Il a montré une nette volonté d'attirer les capitaux étrangers, par le biais d'un code favorable des investissements ; le développement des activités de la Société *nationale* des investissements (SNI) est significatif de son intérêt pour l'industrie. Cette société, qui a pour but de fixer et d'orienter l'épargne nationale dans des opérations jugées importantes pour la nation, est effectivement capable de constituer un outil efficace dans la maîtrise du développement économique du pays. Elle a vocation, en particulier, à prendre des participations dans des entreprises privées, permettant ainsi une orientation sélective des investissements.

Malheureusement, il ne semble pas, là encore, que la gestion de la SNI ait été en mesure de renverser la tendance à l'extraversion de l'économie camerounaise. En effet, elle n'intervient le plus souvent qu'en tant que partenaire minoritaire dans des associations avec des multinationales. De plus, sa faible rentabilité conduit à se demander si elle ne remplit pas ici les fonctions dévolues à un capital dévalorisé chargé principalement... de créer les conditions de rentabilité des capitaux privés. Un deuxième soutien aux multinationales, donc, après celui du code des investissements.

*Il est vrai que l'orientation des inves*tissements ne peut être qu'incitative, dans le cadre d'une économie libérale... mais là encore on peut discuter le choix *des secteurs privilégiés* : depuis 1972, les participations de la SNI se dirigent de plus en plus vers l'agro-alimentaire, facilitant certes quelques substitutions d'importations de biens de consommation (sucre, boissons, chocolat, riz) et renforçant les exportations traditionnelles (cacao), voire contribuant à les diversifier quelque peu (coton).

Pourtant, cette orientation n'améliore pas l'autonomie de l'économie ; elle la *conforte plutôt dans une spécialisation* étroite et mobilise exclusivement son potentiel de production sur les biens de consommation. Elle permet au mieux de réduire temporairement le montant des importations, mais *les retombées sur la* croissance économique sont faibles, d'autant plus que les capitaux privés nationaux se désintéressent également de l'industrie et du bâtiment et des travaux publics, où Péchiney et les filiales des grandes entreprises françaises sont *omniprésentes. Ces secteurs vitaux sont* négligés au profit d'activités plus rémunératrices (à court terme) que constituent le commerce, l'immobilier et les transports. Tout se passe comme *si les* capitaux camerounais ne quittaient pas ces trois pôles de valorisation, passant de l'un à l'autre, générant ainsi des profits faciles, des fortunes immenses qui viennent ensuite alimenter une demande en biens de luxe importés, dramatique pour *la balance commerciale. Ce schéma,* caractéristique des pays en voie de développement, est, hélas, particulièrement net au Cameroun.

Une telle organisation du système économique ne peut impulser une croissance forte qu'à la condition d'accepter un endettement élevé. On doit reconnaître aux dirigeants camerounais la sagesse de ne pas s'être engagés dans cette voie, encore que la dette extérieure ait été mul*tipliée par* 12,5 depuis 1970 *et* que le service de cette dette soit passé de 0,8 % du PNB en 1970 à 2,5 % en 1979 (5). Le résultat de cette politique fut la croissance *faible* qui a *caractérisé* l'économie jusqu'en 1977, année où l'effet du pétrole commence à se faire réellement sentir. De 1970 à 1976, en termes réels, le PIB par tête n'a augmenté que de 1 % par an (6), ce qui ne semble pas devoir correspondre aux possibilités du pays, et qui ne peut donc être tenu pour un succès. En outre, l'extrême inégalité dans la répartition des revenus permet de penser que, durant cette *période, le niveau de vie des plus pauvres* s'est sans doute dégradé.

L'exploitation du pétrole a permis d'améliorer sensiblement les performances économiques ces toutes dernières années, en même temps que les difficultés des autres pays africains incitaient les hommes d'affaires occidentaux à s'intéresser de plus près au Cameroun. Il serait sans doute dangereux de croire que les nouvelles ressources naturelles dont dispose le pays permettront de résoudre tous les problèmes, et les Camerounais les premiers doivent sans doute se garder de tels raisonnements. Mais il ne serait pas moins dramatique de voir la « rente pétrolière » se réinvestir dans des activités spéculatives, des dépenses de prestige dont le seul effet *serait de renforcer encore l'extraversion* de l'économie et les inégalités sociales. Au contraire, ces richesses sont peut-être l'occasion de réorienter l'accumulation sur d'autres bases en reconstituant les conditions d'une croissance réellement autocentrée. Si une *telle* orientation se dessinait, la France devrait l'appuyer sans réserve par une politique d'aide et de coopération non seulement rénovée mais profondément transformée. Elle trouverait ainsi l'occasion de ne pas décevoir le peuple camerounais qui a, dans l'*ensemble*, accueilli le changement de majorité en France comme un moment d'intense espoir, et espère toujours que, malgré les difficultés, le vent du changement *soufflera bientôt (enfin ?)* sur la politique de coopération.

* Chargé d'enseignement à l'université de Saint-Etienne, ancien enseignant à l'université de Yaoundé.

(1) Nulles en 1971, les *exportations* de pétrole représentaient déjà 23,6 % des exportations totales en 1979. De ce fait, dans le même temps, les exportations de produits végétaux bruts, y compris le bois, passaient de 69,6 % à 53,5 % du total. Cf. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, nº spécial sur l'économie camerounaise, 1980.

(2) Tous les observateurs s'accordent à constater cette tendance ; cf. Marc Penouil, *l'Année africaine 1981*, Centre d'études d'Afrique noire, Bordeaux, 1983.

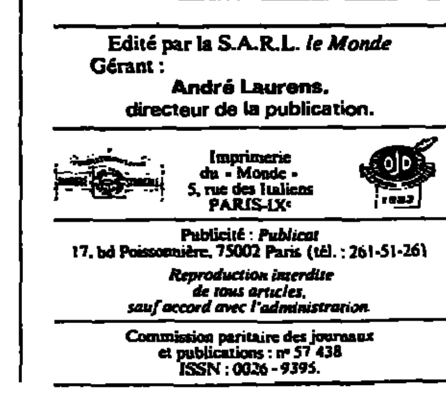
(3) Cf. Jean Assoumou, *l'Economie du cacao*, édit. J.-P. Delarge, 1977. L'auteur observe une dégradation impressionnante des revenus réels des planteurs de cacao depuis 1960. En francs CFA constants, les prix qui leur sont garantis sont passés, entre 1970-1971 et 1979-1980, de l'indice 100 à l'indice 130,9 pour les catégories 1 et 2, et de l'indice 100 à l'indice 54,8 pour le cacao hors norme. Les revenus des producteurs sont passés de l'indice 227,7 en 1954 à l'indice 192,5 en 1980.

(4) Les liaisons financières dans l'industrie et le secteur bancaire au Cameroun sont clairement détaillées dans le cours polycopié de O. de Margerie, ENAM, 1978.

(5) Marc Penouil, *op. cit.* De 1970 à 1979, l'endettement extérieur du Cameroun est passé de 131,2 à 1 633,3 millions de dollars, pendant que le service de la dette passait de 3,2 % à 9,5 % des recettes d'exportations.

(6) Banque mondiale, cité par P. Biarnès dans *l'Afrique aux Africains*, A. Colin, Paris, 1981. Grâce notamment au pétrole, la progression du PIB s'est ensuite améliorée pour atteindre 3,3 % par an pendant la période 1976-1982.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens,
directeur de la publication.

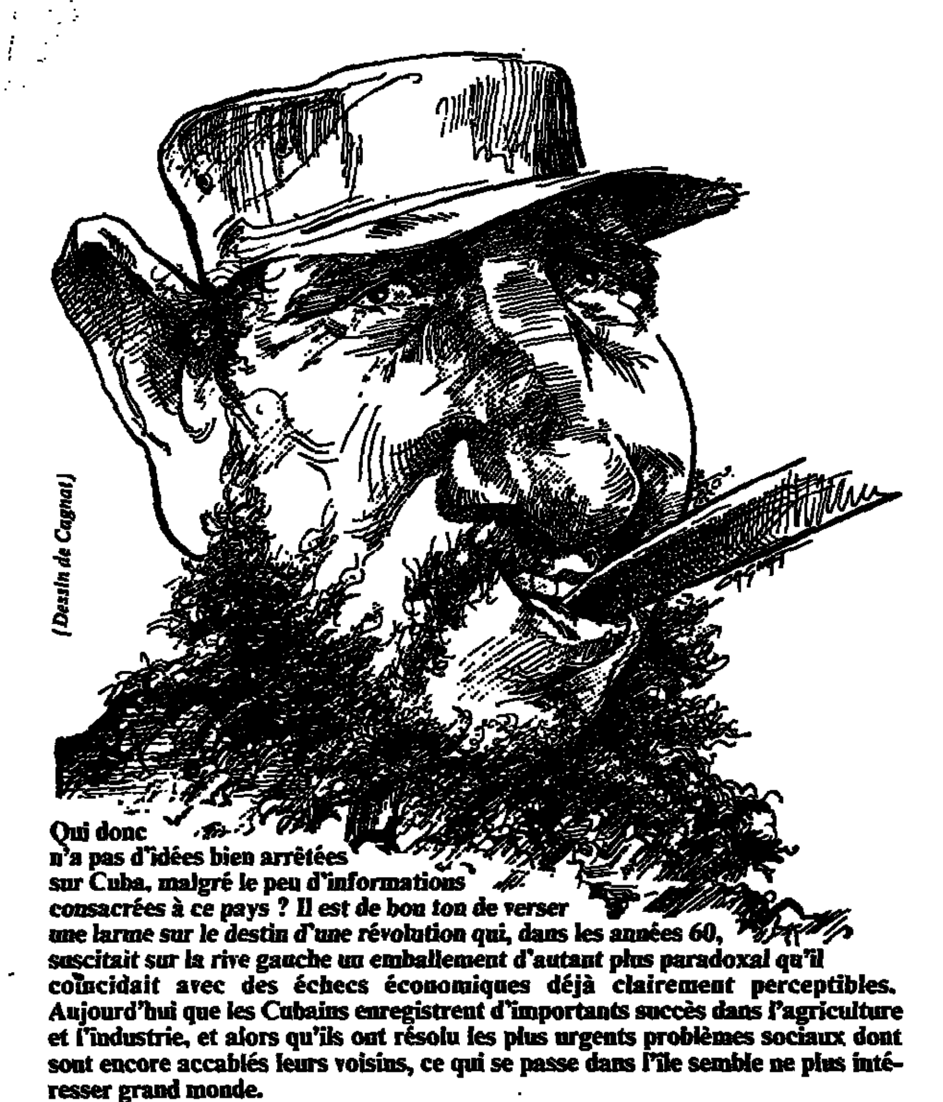


Imprimerie du « Monde » 5, rue des Italiens PARIS-IXe

Publicité : *Publicat*
17, bd Poissonnière, 75002 Paris (tél. : 261-51-26)

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026-9395.

CUBA : tensions internes et crises internationales


(Dessin de Cagnat)

Qui donc n'a pas d'idées bien arrêtées sur Cuba, malgré le peu d'informations consacrées à ce pays ? Il est de bon ton de verser une larme sur le destin d'une révolution qui, dans les années 60, suscitait sur la rive gauche un emballement d'autant plus paradoxal qu'il coïncidait avec des échecs économiques déjà clairement perceptibles. Aujourd'hui que les Cubains enregistrent d'importants succès dans l'agriculture et l'industrie, et alors qu'ils ont résolu les plus urgents problèmes sociaux dont sont encore accablés leurs voisins, ce qui se passe dans l'île semble ne plus intéresser grand monde.

Certes, la presse reste attentive aux crises internationales dans lesquelles La Havane est impliquée. Ainsi le retrait envisagé des troupes cubaines de l'Angola, où elles étaient intervenues en 1975 à la demande du président Antonio Agostinho Neto contre les envahisseurs sud-africains et leurs alliés, donne-t-il lieu à des spéculations sur l'heur et le malheur des *« devoirs internationalistes »*. Le sort des dissidents suscite aussi des commentaires sur le thème du *« goulag tropical »*, qui dispense d'analyser des réalités aussi lointaines que complexes. Au mois d'avril dernier, tandis que les Brésiliens manifestaient en masse pour réclamer des élections présidentielles au suffrage direct, près de 6,5 millions de Cubains choisissaient, par un vote direct et secret, leurs délégués aux assemblées du « pouvoir populaire ». Ce qui s'est alors passé ne ressemble en rien au carnaval électoral derrière lequel, en de nombreux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, on distingue trop souvent l'ombre d'un pistolet ou d'une mitraillette ; cela mérite d'être étudié sans *a priori*, de même que les principaux aspects de cette révolution « vieille » d'un quart de siècle.

L'anniversaire a été célébré le 1er janvier dans la sobriété : pas de tumultueuse concentration de foule à La Havane ; absence de délégations étrangères de haut niveau, bien que l'on ait noté la présence de quelques invités spéciaux, parmi lesquels l'écrivain Gabriel Garcia Marquez. C'est à Santiago-de-Cuba, sur le lieu même et à l'heure où il avait parlé vingt-cinq ans auparavant, lorsque les guérilleros de la Sierra Maestra eurent écrasé l'armée du dictateur Fulgencio Batista, que M. Fidel Castro a prononcé son discours, reprenant d'abord une partie de celui qu'il avait fait au moment de la victoire. Cette victoire donnait leur sens à quatre siècles de lutte et à l'indépendance enfin arrachée sur l'Espagne à l'aube du vingtième siècle par les troupes « mambises » de l'humble José Marti (*« toute la gloire du monde tient dans un épi de maïs »*), ce poète-soldat dont l'objectif ultime était d'élever un rempart contre l'expansionnisme nord-américain dans ce qu'il appelait « Nuestra America ».

A présent, a estimé M. Fidel Castro, *« les Etats-Unis peuvent se donner le luxe d'envahir la Grenade, de pratiquer la menace et le blocus économique à l'égard de deux petites nations telles que Cuba et le Nicaragua, ils peuvent montrer leurs griffes et leurs dents au Salvador et en Amérique centrale. Il n'empêche : le système de domination impérialiste en Amérique latine est en crise »*. C'est à Cuba que ce système a subi son premier ébranlement. Pour quels résultats ? Sans prétendre dresser un bilan exhaustif des changements historiques qui ont bouleversé l'île depuis 1959, les articles réunis ici présentent une certaine « manière de voir » une révolution assez différente de l'image généralement admise.

FRANÇOISE BARTHELEMY.

VINGT-CINQ ANS

De la médiocrité

Par JOSEPH-CASAS *

LES sources cubaines font largement état des succès de la révolution. Le 1er janvier dernier, à Santiago-de-Cuba, le leader cubain rappelait encore quelques-uns des résultats les plus significatifs de vingt-cinq ans de socialisme : *« Malgré le blocus yankee, le taux moyen annuel de croissance de notre économie a été de 4,7 % depuis le triomphe de la révolution, taux parmi les plus élevés d'Amérique latine pendant la même période (...), avec des systèmes de santé et d'éducation qui sont un impressionnant succès reconnu comme tel par le monde entier (...), sans chômage (...), avec une diète alimentaire quotidienne de près de 3 000 calories et 80 g de protéines animales, qui nous situe au deuxième rang en Amérique latine, après l'Argentine. »*

Les difficultés et les problèmes ne sont pas pour autant oubliés ou estompés. Ainsi, à la mi-janvier dernier, *Granma*, le quotidien national, a fait une large place au séminaire national du Parti communiste sur la rentabilité des entreprises ; on pouvait y mesurer à la fois les progrès considérables enregistrés en matière de productivité mais aussi les gaspillages passés et présents, également considérables : de quoi abreuver à satiété les détracteurs de toute économie socialiste.

A l'opposé, les publications officielles américaines comme *Cuba face aux réalités économiques de la décennie 1980*, publié le 22 mars 1982 par le Congrès (Joint Economic Committee), ne rendent grâce à Cuba que pour ses réalisations d'ordre social : *« Redistribution égalitaire des revenus avec l'élimination de la malnutrition, surtout infantile, système de santé (...) rivalisant avec celui de nombreux pays développés, élimination de l'analphabétisme »*, etc. Mais *« la planification socialiste centralisée s'est traduite par une inefficience économique systémique (...) compensée par une aide continue et massive de l'URSS (...), avec un taux de croissance économique à peine supérieur à celui de la population, une dépendance encore plus grande à l'égard du sucre, tant par le développement intérieur que par le commerce extérieur, une faible productivité du travail, un niveau de vie stagnant pour la population, etc. »* Autant de points repris plus en détail, avec une conclusion décisive : *« L'aide continue du COMECON sera nécessaire pour au moins protéger Cuba du désastre économique. »*

On peut toutefois se demander si cette analyse, fondée sur des arguments parfois contestables (des « demi-vérités »), n'était pas surtout destinée aux gouvernements et aux institutions financières débiteurs auprès desquels Cuba s'apprêtait justement à négocier le rééchelonnement de sa dette extérieure en monnaie convertible...

Tenter de faire sereinement la part des choses est un exercice difficile et risqué, au cours duquel il convient, plutôt que de se lancer dans une confrontation de chiffres souvent approximatifs, d'essayer de comprendre les stratégies de développement qui ont été choisies et d'apprécier la validité et les moyens économiques, techniques, institutionnels et sociaux de leur mise en œuvre.

1959-1963 : une politique trop ambitieuse

DÈS la prise du pouvoir, le gouvernement révolutionnaire engageait les réformes promises : réforme agraire de 1959 (complétée en 1963), réforme urbaine, etc., dans un climat de tensions croissantes tant à l'intérieur du pays qu'avec les Etats-Unis. La suite est connue : nationalisation des biens nord-américains et étrangers, rupture des relations avec le puissant voisin, jusqu'à la radicalisation et la socialisation du régime.

La redistribution de la propriété et l'augmentation des emplois publics et des bas salaires provoquaient un gonflement de la demande et une croissance exceptionnellement rapide en 1959-1960 (de 4 à 6 % par an suivant les estimations). Mais, bien vite, ce fut la crise. D'abord pleinement utilisé, l'appareil de production devait s'essouffler, désorganisé par les bouleversements sociaux (départ des cadres, dilution de la discipline au travail) et les difficultés croissantes d'approvisionnement en matières premières et pièces de rechange jusque-là presque totalement importées des Etats-Unis.

La création d'une carte de rationnement — la fameuse *libreta* encore en vigueur aujourd'hui — allait permettre de contrôler la demande tout en préservant le pouvoir d'achat des bas revenus. Côté offre, le gouvernement décidait de sacrifier la canne et le sucre, symboles mêmes de la dépendance néocoloniale, pour se lancer dans une politique ambitieuse de rapide diversification de la production, largement inspirée par « Che » Guevara.

Politique ambitieuse mais irréaliste dans les conditions de l'époque. Les nouvelles industries destinées à produire des biens d'équipement et de consommation jusque-là importés coûtaient très cher, créaient peu d'emplois, sans réduire — au contraire — les importations. Et encore fonctionnaient-elles mal, faute d'encadrement qualifié, d'approvisionnements réguliers, ou en raison de mauvais choix technologiques. Dans l'agriculture, l'essai de diversification maladroitement entrepris dans toutes les fermes d'Etat n'a pratiquement d'autre effet que d'amener la production sucrière et les recettes d'exportation à leur plus bas niveau depuis 1945 (3,8 millions de tonnes en 1963 contre 5,9 millions en moyenne pour les quatre années antérieures).

Malgré ce premier échec, la diversification restera l'objectif de fond de la nouvelle stratégie de développement déployée à partir d'août 1963, dans le cadre de relations renforcées avec l'URSS et le bloc socialiste. Même objectif avec le temps en plus : il fallait miser sur le développement de deux richesses nationales — l'agriculture, surtout le sucre, et les hommes — pour créer progressivement une industrie d'abord au service de l'agriculture, puis une industrie de plus en plus diversifiée.

Dans cette stratégie, le sucre allait occuper le devant de la scène, avec l'objectif des 10 millions de tonnes à l'horizon 1970, *« transformé en une question d'honneur de la révolution, converti en une mesure de la capacité de la révolution »* (M. Fidel Castro). Mais c'est pendant cette même période qu'ont été conçus et mis en place la plupart des principaux plans de développement agricole, parfois qualifiés de « micro-plans » parce qu'ils ne relevaient pas de la planification centrale abandonnée. Plan agrume : près de 30 000 ha plantés de 1968 à 1970 ; plan rizicole avec le réaménagement et l'extension de plus de 190 000 ha de rizières ; plans laitiers et « périmètres maraîchers » dans les provinces de La Havane et de Matanzas ; plan avicole. Autant de plans dont, sauf pour le dernier, on ne pouvait à l'évidence espérer une augmentation rapide de la production. C'est aussi de ce « quinquennat sucrier » que datent les principales infrastructures hydrauliques (1 760 millions de mètres cubes de retenue et 500 000 ha irrigués en 1970, soit respectivement 60 et 4 fois plus qu'en 1958), les premières usines de fabrication d'engrais, le démarrage du programme pêche.

Qui trop embrasse mal étreint... Finalement, en 1970, pour respecter les engagements solennels pris auprès de la nation et de l'URSS, il fallut tout sacrifier au sucre. L'autre erreur, plus grave, avait été d'ordre idéologique : la création de l'homme nouveau, désintéressé, solidaire, devait être la fin et le moteur privilégié de l'activité économique. Il fallait *« créer de la richesse avec la conscience »*. D'où la mensualisation généralisée et le resserrement de l'éventail des salaires, la gratuité de nombreux services (logement, transport, etc.), la pratique combinée du travail intellectuel et du travail manuel favorisée par les mobilisations répétées au champ, etc., qui devaient engendrer l'absentéisme et la chute de la productivité du travail.

Au terme de cette période dite « sino-guévariste », c'est l'échec relatif de la zafra (8,3 millions de tonnes de sucre au lieu de 10 millions souhaités : un record tout de même), *« la dépression lamentable de toutes les autres activités »* (président Dorticos, 1972), avec une quasi-stagnation du produit national et, pour la population, un rationnement frugal. Pendant cette même période, le reste de l'Amérique latine connaissait une expansion sans précédent, et on parlait déjà des « miracles » économiques brésilien, mexicain...

A partir de 1971, l'économie repart sur des bases plus solides. Le parti prend du recul, le treizième congrès de la Confédération des travailleurs cubains (novembre 1973) consacre la réintroduction des stimulants matériels et aussi la « normation » du travail qui permettra de mieux mesurer et rémunérer l'effort de chacun. Les effets des lourds investissements passés en agriculture commencent à se faire sentir. Bonne aubaine : les cours mondiaux du sucre « flambent » de 1972 à 1975 et assurent des rentrées inespérées de devises convertibles.

On voit alors s'envoler les taux annuels de croissance économique. Les investissements continuent de s'accroître (de 4,3 à 7,3 milliards de pesos de 1966-1970 à 1971-1976), mais représentent une part bien moindre du produit matériel (de 30 à 20 %). La part consacrée à la consommation, elle, augmente très sensiblement : les rations de la *libreta* sont honorées et, pour la première fois, des articles de consommation courante deviennent accessibles en vente libre ; mais ce sont surtout les services sociaux qui vont bénéficier de ce « boom ». Ecoles d'enseignement général et professionnel, universités, hôpitaux, etc., fleurissent dans tout le pays, avec leur architecture de béton armé peut-être trop luxueuse (les écoles secondaires rurales de 500 élèves — 190 construites en trois ans — coûtent un million de pesos chacune).

De 1976 à 1980, l'expansion continue à un rythme moyen un peu moins soutenu : les cours mondiaux du sucre sont affaiblis. Par rapport au quinquennat antérieur, les investissements sont doublés globalement, plus que triplés dans l'industrie (de 1,4 à 4,6 milliards de pesos), surtout dans la mécanique, la chimie, la métallurgie, l'énergie.

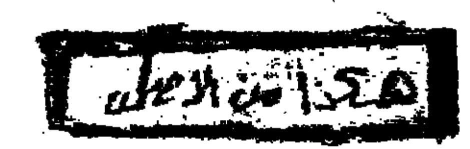
On commence enfin à se préoccuper sérieusement des problèmes de productivité des entreprises et du travail avec l'introduction, à partir de 1976, du « système de direction et de planification de l'économie » qui vise *« à accroître l'efficacité de l'économie, à conjurer la nécessaire centralisation des décisions principales avec la participation maximale des travailleurs, à responsabiliser les entreprises, à établir des mécanismes qui assurent la nécessaire discipline au travail et à établir une corrélation adéquate entre les stimulants matériels et moraux, etc. »*. Et, en effet, la productivité du travail augmente rapidement, au rythme moyen de 3,5 % par an.

Pendant le même temps, les salaires progressent plus lentement (1,8 % par an). Néanmoins, l'épargne importante des ménages, accumulée antérieurement, trouve maintenant à s'employer car le marché offre une gamme bien plus large de produits de consommation libérés (700 en avril 1980 contre 17 en 1970). Le Cubain a donc une impression d'aisance relative, même si ces produits libérés sont vendus à des prix très élevés, ce qui implique une inflation de fait assez considérable dès que l'on sort de l'échantillon limité des produits de consommation indispensables accessibles avec la *libreta* (257 en 1970, 174 en 1980).


(Marc Riboud-Magnum)

UN DÉMARRAGE DIFFICILE
En 1963, les magasins d'alimentation affichent la liste des produits disponibles.

* Chercheur à l'Institut national de la recherche agronomique, Montpellier.



D'ÉCONOMIE SOCIALISTE

au décollage

Pivot de la croissance économique de 1963 à 1975, l'agriculture avait, pendant cette période, bénéficié d'investissements colossaux, d'injections annuelles de quantités considérables de facteurs de production (tracteurs, engrais, etc.) pour des résultats à peine passables, au point que, dans son discours de clôture du premier congrès du PC en décembre 1975, M. Fidel Castro avait manifesté une certaine désillusion à l'égard de ce secteur de l'économie qu'il avait si longtemps pris directement en charge. Or ce n'est que par la suite, avec des investissements annuels relativement bien inférieurs, que la production devait réellement décoller.

Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène. La première est l'excès même des *investissements* consentis, leur dispersion et leur mauvaise utilisation ; sans doute eût-il mieux valu faire moins et en tirer parti au mieux et au plus vite : l'exemple de l'extension de l'irrigation, bien postérieure à l'essor de la constitution des retenues d'eau, est significatif à cet égard. La seconde réside dans l'« idéologie du progrès technique ». Les responsables cubains ont tardé à comprendre que tout investissement, toute nouvelle technique implique la mise à niveau d'un certain nombre de facteurs et de conditions : personnel plus qualifié, attention aux problèmes d'organisation et de contrôle du travail, calculs économiques, etc. Faute d'expérience, cela requiert du *temps et de la patience, mais finit par* être payant. Ainsi pour la canne à sucre, de 1971 à 1979, sous l'effet d'une attention systématique et ordonnée à tous les problèmes, la production s'est accrue régulièrement, avec plus d'irrigation et de récolteuses mécaniques, mais de moins en moins de travailleurs (de trois cent mille à cent dix mille *macheteros)* et d'engrais. Sous la direction du ministre Diocles Torralba, *un ancien officier d'état-major*, il n'aura fallu que trois ans pour rénover la quasi-totalité des plantations décimées par la rouille et bientôt dépasser le record historique de 1970.

Intégration progressive de l'industrie

LE souci d'intégration croissante et de meilleure répartition a constamment dominé la politique industrielle cubaine. Un effort systématique a été fait pour constituer au fil des ans un ensemble d'industries mécaniques, chimiques, etc., capables progressivement de couvrir, et parfois de dépasser, les besoins nationaux en facteurs de production pour l'agriculture, l'industrie sucrière, la construction, et en biens de large consommation. Longue est la liste des produits concernés : engrais, outils et machines agricoles, pièces de rechange des sucreries, camions, réfrigérateurs, cuisinières, meubles, radios, télévisions, produits pharmaceutiques, etc. L'agro-alimentaire a été développé pour tous les *produits importés (meuneries)* ou exportés (sucre et dérivés, agrumes), pour les boissons (lait, bière, rhum). *En revanche, presque tout est à faire en* matière de conserveries, grâce auxquelles on résoudrait les problèmes de *forte «saisonnalité»* des productions maraîchères et fruitières. Dans tous les cas, la qualité n'est pas sans faille : *celle des chaussures, par exemple*, a fait l'objet de débats passionnés à l'Assemblée nationale populaire, sans trouver d'*ailleurs de solution*...

Les choix industriels tiennent, bien sûr, compte des relations avec le COMECON. Cuba ne fabriquera pas certains produits coûteux de faible diffusion : gros équipements, tracteurs, voitures, etc. Au nom même du principe des avantages comparatifs, Cuba exporte son minerai de nickel vers l'URSS plutôt que de le purifier sur place, ce qui exigerait des investissements considérables et de fortes consommations d'énergie importée. Ces liens avec le COMECON n'ont pas empêché Cuba de se lancer délibérément dans certaines industries de pointe : micro-informatique, biotechnologie médicale, vétérinaire, etc., sans compter le nucléaire civil avec déjà près de deux cents ingénieurs nationaux formés en URSS qui participent à la construction de l'usine de Cienfuegos et la feront fonctionner ultérieurement.

Un effort systématique a tendu à réduire les déséquilibres régionaux et à mieux répondre aux problèmes de localisation de ressources, de transport et d'emploi. L'ancienne province de La Havane ne concentre plus que 50 % de la production industrielle non sucrière au lieu de 75 % avant 1959, et ce taux devra encore baisser. Au centre du pays, Santa-Clara et Cienfuegos sont devenus de véritables pôles de développement industriel, respectivement en mécanique (en particulier tout ce qui touche l'industrie sucrière) et chimie-énergie. A l'est, Nuevitas est le siège d'industries de construction, d'engrais ; Hölguin est devenu un centre minier, métallurgique (nickel-chrome) et mécanique important ; Santiago vient d'ouvrir l'usine textile la plus grande et la plus moderne d'Amérique latine.

Enfin, on remarquera l'inversion des *performances relatives* (croissance de la valeur et de la productivité) de l'industrie et de l'agriculture au milieu de la décennie 70. L'industrie a été plus performante dans un premier temps, tant qu'il s'agissait d'activités relativement traditionnelles. Par la suite, ses résultats ont été plutôt décevants. Ici aussi, la maîtrise des nouvelles technologies, des nouveaux produits demandera du temps, mais sans doute moins qu'en agriculture : l'acquisition ou la transmission de l'expérience industrielle est plus facile, surtout quand on dispose déjà de cadres et d'ouvriers d'un niveau correct de formation.

Finalement, avec une stratégie globale de développement et de diversification économique à long terme, Cuba aura connu deux grandes périodes. La décennie 60, avec ses profonds bouleversements sociopolitiques, sa période « romantique » : les résultats y ont été plutôt médiocres, avec une croissance économique inférieure à celle de la population. Après 1970, la croissance devenait vigoureuse grâce, en partie, aux investissements matériels et humains consentis auparavant, et surtout au plus grand réalisme économique et institutionnel. Et les trois dernières années ont été relativement exceptionnelles : le gouvernement cubain a fait état de taux de croissance à 12 % en 1981, de 2,5 % en 1982 et de 5 % en 1983, soit des taux moyens annuels de 6,3 % globalement et de 5,3 % par habitant. A comparer avec la diminution de 10 % du PNB par habitant enregistrée par l'ensemble de l'Amérique latine au cours de cette même période 1981-1983, selon la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL).

On retrouve cette même périodisation dans l'évolution de l'emploi. De *1957-1958 à 1971, la répartition de la* population active par grand secteur d'activité était restée à peu près *constante : en moyenne 39 % pour* l'agriculture (secteur d'Etat privé), 24 % pour les services et l'administration, 23 % pour l'*industrie, les mines et* la construction, et 14 % pour le commerce, les transports et les communications. Par contre, *ultérieurement*, cette répartition devait changer sensiblement : en 1980, l'agriculture n'absorbait plus que *29 % de la population* active, tandis que les parts des trois autres secteurs cités s'élevaient respectivement à 27 %, 26 % et 18 %. *En fait*, si l'on prend en compte non les effectifs des ministères, mais directement la classification des emplois selon le type d'activités, plus significative et comparable à celle utilisée avant 1959, la transformation de l'emploi apparaît plus profonde encore. Ainsi, en excluant les différentes activités d'administration, de mécanique, de construction, de commerce, services divers extérieurs aux fermes d'Etat, la part de l'agriculture dans l'emploi ne serait plus que de 25 %.

Il est vrai que cette réussite a été acquise au prix d'un déficit commercial chronique depuis 1959 et d'un endettement extrêmement lourd.

L'ampleur du déficit commercial est d'autant plus inquiétante que les exportations de sucre et les importations de pétrole ont été largement subventionnées par l'URSS. Ces subventions se sont par exemple élevées à 1 020 millions de pesos par an en moyenne pendant le quinquennat 1976-1980 (estimations personnelles), pour un déficit commercial annuel officiel de 381 millions de pesos dans le même temps. Une telle situation était insoutenable à terme.

Dans un premier temps, Cuba a opéré un changement assez spectaculaire dans les déséquilibres de ses échanges. De 1976 à 1980, le solde négatif enregistré avec les pays à économie de marché s'est progressivement annulé pour devenir positif (de – 713 à + 175 millions de pesos), d'abord par une réduction des importations, puis par une amélioration de la balance des échanges avec quelques pays comme le Mexique, l'Irak, le Portugal et la Suisse. Parallèlement, la balance commerciale avec les pays socialistes se détériorait (de + 226 à – 750 millions), et là encore l'URSS acceptait d'en assurer le poids essentiel.

Mais il fallait faire plus. D'où les exhortations de M. Fidel Castro : *« Il faut impérativement se forger une mentalité d'exportateur »* ; de M. Humberto Pérez, président de JUCEPLAN : *« Il faut impérativement convertir notre pays d'importateur en exportateur »*, reprises maintenant à tous les niveaux. Les premiers résultats sont déjà perceptibles. A côté du sucre, très loin en tête (84 % grâce aux subventions soviétiques, mais 78 % sans celles-ci, en 1980), du nickel et du tabac, la rubrique « Autres exportations » *(cf. tableau I)* ne cesse de se développer. Les agrumes exportés *(400 000 tonnes) en 1983 surtout* vers l'Allemagne de l'Est, et les produits de la pêche devancent maintenant le tabac. Le ciment, des produits manufacturés (récolteuses de canne, outils agricoles, articles ménagers...) sont exportés depuis peu.

Le déficit commercial accumulé depuis 1959 a conduit à un endettement considérable, aujourd'hui de l'ordre de 9 milliards de pesos, soit l'équivalent de 7,5 milliards de dollars au taux de change officiel. Ce chiffre situe Cuba parmi les pays du tiers-monde les plus endettés par habitant (750 dollars), après le Brésil, le Mexique, *l'Argentine, le Venezuela, etc.* Avec, toutefois, une situation nettement moins défavorable si l'on se réfère aux ratios habituels (recette d'exportation annuelle/endettement, ou service de la dette extérieure/recette d'exportation) et si, de plus, on assimile les investissements étrangers à des dettes extérieures pour les pays sous-développés à économie de marché.



(Chris Marker-Magnum)

AUJOURD'HUI ENCORE, LA PLUS GRANDE RICHESSE
Le sucre, très loin en tête des exportations.



Les conditions particulières de l'endettement

EN fait, l'endettement global de Cuba n'est guère facilement comparable à celui d'autres pays, tellement ses relations avec son principal créditeur, l'URSS pour environ 5,3 milliards de pesos, sont spécifiques. *Il faut rappeler* à ce propos que les accords financiers signés entre les deux pays ont permis la suppression des intérêts et le report en 1986 des remboursements, qui pourront s'étaler sur vingt-cinq ans.

Les accords financiers conclus avec les pays à économie de marché étaient *évidemment fort différents. La moitié* des crédits extérieurs en monnaie convertible (3,2 milliards de dollars) *impliquaient des délais de remboursement* égaux ou inférieurs à cinq ans et des taux d'intérêt quasiment prohibitifs après 1980. Avec des cours mondiaux du sucre durablement effondrés, Cuba ne pouvait plus, au début de 1983, pour la première fois, faire face à ses obligations à l'égard du monde capitaliste. D'où ces laborieuses négociations sur le rééchelonnement de la dette, qui ont abouti le 19 mars 1983 à Paris et qui laissent à Cuba un léger répit de trois ans. Voilà qui est bien court si l'on veut non seulement augmenter la production, mais encore diminuer les coûts, améliorer la rentabilité, l'efficacité, lutter partout contre les gaspillages. *« Luttons pour la production », « Economisons ! »*, tels sont les slogans les plus courants repris par la radio, la *télévision et les nombreux panneaux* publicitaires disposés le long des rues et des routes.

Les résultats obtenus sont significatifs surtout dans l'agriculture, nous l'avons vu, et dans l'industrie sucrière, où l'utilisation généralisée des résidus de récolte et d'usine pour le fonctionnement des chaudières a permis en quelques années de réduire au minimum la consommation de pétrole et d'économiser près de 0,5 million de tonnes du précieux combustible (5 % de la consommation nationale). La « bataille » pour la substitution d'importations a été engagée. Dans l'industrie, *priorité à la fabrication de* pièces de rechange importées du camp capitaliste. En agriculture, les perspectives *ouvertes par la recherche* en matière de maïs, de manioc, de légumineuses alimentaires (haricot, soja) et *fourragères laissent entrevoir la possi*bilité de réduire assez rapidement les pesantes importations agro-*alimentaires (plus de 200 millions de* pesos pour les seuls produits mentionnés).

La crise aura donc amené Cuba à bien plus de rigueur que par le passé, mais, ici, la rigueur ne saurait conduire à renoncer au plein emploi, le progrès sans doute le plus significatif par rapport à la situation d'avant 1959 (de 16 % à 30 % de la population active, selon les périodes de l'année, étaient alors victimes du chômage), qui est encore celle de la plupart des pays d'Amérique latine. Toutefois, l'arrivée de la vague démographique des années 1962-1966 obligera probablement à partager le travail, à ralentir l'« incorporation des femmes » au travail.

Vitale par le passé, l'aide des pays socialistes reste encore indispensable. Mais Cuba dispose d'atouts importants pour s'en sortir à long terme. Son économie est déjà relativement bien diversifiée et articulée, avec des investissements considérables en partie sous-utilisés. Plus spécifiques du cheminement socialiste suivi sont les acquis en matière de ressources humaines et d'aménagement du territoire. Le taux de croissance démographique y est le plus bas du tiers-monde (0,6 %). Le niveau d'éducation parmi les plus élevés : Cuba, a-t-on dit, est une école ; avec un tiers de sa population qui étudie d'une façon ou d'une autre, tous les travailleurs ont dû acquérir au moins l'équivalent du certificat d'études primaires, près de trente *mille diplômés de l'enseignement supé*rieur vont grossir chaque année l'encadrement des entreprises, des administrations, etc. Une discipline sociale renforcée par les tensions avec les Etats-Unis. Enfin *(voir tableau II)*, un rééquilibrage régional exemplaire : La Havane a vu sa croissance, très rapide jusqu'en 1965, maîtrisée, au point que son importance relative a même légèrement diminué (de 21 % à 19,8 % de la population en 1981). On est loin des problèmes insolubles posés par les capitales latino-américaines tentaculaires.

Autant d'atouts qui pourraient certainement être mieux valorisés avec moins de lourdeur administrative et bureaucratique, plus d'encouragement à l'initiative, à la responsabilité, sans doute *aussi un élargissement* de l'éventail des salaires capable de mieux stimuler les cadres, etc. Dans le camp socialiste, la Hongrie, la RDA et plus récemment la Bulgarie ont cheminé dans ce sens.

Il reste les points noirs. La dette. Le coûteux blocus américain qui ferme des marchés, oblige à des échanges lointains. Le poids considérable de la défense nationale : environ 1 milliard de pesos par an, près de 7 % du PNB, près de trois fois le déficit commercial annuel. Le retard accumulé en matière de logements, qui commence à provoquer un sérieux mécontentement parmi les jeunes générations.

Le plan quinquennal 1981-1986 a affecté 400 millions de dollars à la prospection pétrolière. Beaucoup d'espoirs y sont placés : si seulement quelques-uns des deux cents forages profonds prévus pouvaient atteindre les « réserves mexicaines »...

JOSEPH CASAS.

Tableau I. — LA PART DU SUCRE DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR

	1957-1958	1965	1970	1975	1980
● Exportations (%)					
– Sucre	78	86	77	90	84
– Tabac + minéraux	10	12	19	6	6
– Autres	12	2	4	4	10
● Importations (%)					
– Biens de consommation	39	–	17	13	13
– Biens intermédiaires	34	–	59	63	62
– Biens d'équipement	27	–	24	24	25

Tableau II. — LE RÉÉQUILIBRAGE RÉGIONAL
(Population, en milliers d'habitants)

	1953	1981
● Population totale	6 129	9 706
Taux d'urbanisation (%)	57	69
Croissance démographique (%/an)	2,1	0,7
● Principales villes :		
La Havane	1 140	1 935
Santiago-de-Cuba	163	346
Camaguey	110	247
Santa-Clara	77	173

Bibliographie

● SOURCES CUBAINES :
– *CEE - Cuba : desarrollo economico y social durante el periodo 1958-1980*, La Havane, 1981, 229 p.
– Rodriguez G. : *El proceso de industrializacion de la economia cubana*, Ed. Ciencias sociales, La Havane, 1980, 324 pages.
– Revues : *Economia y desarrollo, cuestiones de la economia planificada.*

● SOURCES ÉTRANGÈRES :
– Barkin D. (et al.), *Cuba : camino abierto*, Siglo XXI, Mexico, 1974, 342 pages.
– Black J. (et al.), *Area Handbook for Cuba*, American University, Washington, 1976, 548 pages.
– *CEPAL - Cuba : estilo de desarrollo y politicas sociales*, Siglo XXI, Mexico, 1980, 195 pages.
– Mesa-Lago C., *The Economy of Socialist Cuba : A Two Decade Appraisal*, University of New Mexico Press, Albuquerque, 1981, 235 pages.
– Ritter A., *The Economy of Revolutionary Cuba : Strategy and Performance*, Praeger, Londres, 1974, 373 pages.

Face aux conflits

LA position de Cuba face aux conflits centraméricains est très clairement définie : nous sommes partisans des solutions négociées. Cependant, il faut bien l'admettre, si l'on ne parvient pas à la négociation, nous ne voyons qu'une seule issue : la poursuite de la lutte. Car remplacer la recherche de solutions négociées par une acceptation des modalités que l'administration Reagan prétend imposer à la région serait suicidaire, et équivaudrait à condamner les peuples centraméricains à vivre indéfiniment dans des conditions plus intolérables encore que celles que l'Amérique latine chercha à éliminer il y a un siècle et demi lorsqu'elle commença les guerres pour son indépendance.

Quel est l'objectif recherché *aujourd'hui* en Amérique centrale ? Mettre fin à une succession, occasionnellement interrompue dans certains pays, de tyrannies militaires ou paramilitaires presque toujours enfantées et protégées par les Etats-Unis ou alors manipulées par eux. C'étaient les instruments par lesquels on empêchait que s'instaurent dans la région des systèmes démocratiques durables, disposant d'une solide base populaire et capables de mener à bien les profonds changements structurels que réclame de manière urgente l'Amérique centrale. Le Nicaragua a déjà entamé ce processus de changements nécessaires, mais M. Reagan s'obstine à l'entraver. Bien que nombre des protagonistes de cette lutte aspirent au socialisme, le but immédiat n'est pas le socialisme. Dire cela n'est pas tenter d'édulcorer le contenu de cette lutte, mais définir ses proportions actuelles. Sans aucun doute Cuba soutient le droit de tout peuple en Amérique centrale et dans n'importe quelle autre partie du monde d'adopter le socialisme comme système, sans que personne, pas même ses voisins, puisse s'arroger le droit de l'empêcher. C'est là que résident le pluralisme et la coexistence. Mais proclamer ce droit au socialisme ne signifie pas considérer sa réalisation comme immédiate. Les dirigeants du Nicaragua et les guérilleros du Salvador ont réaffirmé leurs programmes immédiats, et le Nicaragua est en train de démontrer dans la pratique qu'il respecte le sien. Ce n'est pas le socialisme.

Cela ne veut pas dire, bien évidemment, qu'il s'agit d'encourager une voie proprement capitaliste vers le développement. Au point où l'on en est, personne ne croit à cette possibilité pour les pays arriérés.

Par CARLOS RAFAEL RODRIGUEZ *

même temps, permettre à la domination yankee sur la région de se perpétuer.

Voilà pourquoi on accorde de moins en moins de crédit aux invocations apocalyptiques de M. Reagan. Cela ne l'a pas empêché de soutenir encore une fois, le 9 mai dernier à la télévision, que les problèmes du Salvador et de l'Amérique centrale sont la conséquence des visées « subversives » de l'URSS dont Cuba serait l'exécuteur. Une autre vérité évidente, c'est le caractère disproportionné de l'importance stratégique que l'administration américaine accorde à l'Amérique centrale, et sur laquelle Mme Kirkpatrick a théorisé dans une étude récente.

Les négociations envisagées supposent bien sûr que l'on accepte la nécessité de transformations sans lesquelles l'Amérique centrale continuerait d'être un baril de poudre. Ces négociations ont toutes les chances d'aboutir, étant donnée la volonté démocratique des peuples centraméricains, et sans qu'elles représentent des menaces pour Washington ou des « avantages » pour Moscou. Mais l'actuelle administration des Etats-Unis se refuse à renoncer aux privilèges néocoloniaux que lui ont valu pendant des siècles Somoza, Jorge Ubico, Maximiliano Hernandez, et que veulent lui assurer aujourd'hui les Gustavo Alvarez et Vides Casanova. Aussi bien rejette-t-elle la négociation, tout en prétendant que la solution aux problèmes d'El Salvador ce sont les élections qui viennent de s'y dérouler.

Pour nous, il est clair que ces élections ne représentent pas la voie dont El Salvador a besoin. D'ailleurs, la force de la guérilla les a empêchées dans une bonne partie du territoire. Bien que M. Reagan proclame leur succès avec le même enthousiasme mensonger avec lequel il a certifié les « progrès » qui ont été obtenus au Salvador en ce qui concerne le respect des droits de l'homme, la vérité ne manque pas d'apparaître : le 10 mai 1984, M. D'Aubuisson a revendiqué la victoire que d'autres attribuent à M. Duarte. Comment pourrait-on parler de véritables élections, dans un pays où les morts se comptent par milliers, victimes des groupes paramilitaires organisés par les forces armées et dirigés par l'un des candidats présiden-

* Vice-président du Conseil d'Etat et du conseil des ministres.

Les élections au Salvador

CUBA prend ces donnés en compte et, pour cette raison, a donné son appui aux positions du groupe de Contadora et des autres gouvernements d'Amérique latine qui défendent comme nous, dans une proportion écrasante, les solutions négociés. En réalité, si nous mettons à part l'administration Reagan et une petite poignée de fantoches, l'aspiration à résoudre les problèmes centraméricains par le dialogue et non par la confrontation militaire est devenue universelle. En Europe, elle reçoit le soutien non seulement des gouvernements socialistes et sociaux-démocrates ainsi que de l'Internationale socialiste, mais aussi celui, exprimé en ses propres termes, de la coalition au pouvoir en RFA, de l'Italie et du Vatican. Toutes ces forces ont exprimé leur concordance sur un point essentiel, auquel souscrit également Cuba : le problème de l'Amérique centrale ne puise pas son origine dans le conflit Est-Ouest, et il est encore moins le fruit, comme l'affirme M. Reagan, de sinistres machinations soviétiques et cubaines. Depuis des décennies, sa source est plus directe et plus dure : l'arriération, la misère, l'inacceptable inégalité sociale que les peuples centraméricains se refusent à tolérer plus longtemps.

Cette analyse réaliste se fraye un chemin au sein de l'opinion publique américaine. Elle est partagée par les démocrates et les libéraux et commence à gagner du terrain, y compris parmi les rangs républicains au Congrès. Mieux, elle n'a pu être ignorée par la commission Kissinger. Celle-ci, en dépit de ses efforts pour appuyer les desseins de M. Reagan, et bien qu'elle préconise avec lui une solution militaire, s'est vue contrainte à reconnaître les sources socio-économiques des événements centraméricains. Elle a même évalué à plus de 24 milliards de dollars les besoins d'aide pour introduire certains changements et, en



(Randy Taylor-Sygma)

LA GRENADE, 5 NOVEMBRE 1983
Prisonniers cubains sous l'oeil d'un militaire américain.



(Dessin de Rogelio Naranjo)

Alejo Carpentier journaliste

Alejo Carpentier, mort en 1980, aurait eu quatre-vingts ans cette année. Son œuvre romanesque, entièrement traduite en français à l'exception d'un premier roman écrit en 1933, nous est bien connue. En revanche, tout un pan de l'activité de l'écrivain cubain était jusqu'à présent restée dans l'ombre en France, alors qu'elle avait fait l'objet d'éditions anthologiques en Espagne, au Venezuela et à Cuba : le journalisme. Cette lacune est aujourd'hui en partie comblée avec la publication d'un volume de *Chroniques* (1), couvrant la période 1925-1980 et préfacé par Carmen Vasquez, qui fut la secrétaire de Carpentier au cours des dernières années de sa vie. L'essentiel de ces articles fut publié dans les revues cubaines *Carteles* et *Social*, ainsi que dans le journal vénézuélien *el Nacional*.

Ces *Chroniques* révèlent un Carpentier sondant son époque avec un regard aigu, chaleureux et précis, brassant un matériel culturel considérable, dont on retrouvera l'écho et la trace dans ses romans et ses nouvelles : ainsi une des dernières chroniques, « Saint-John Perse, urbi et orbi », donne à Carpentier l'occasion de remonter aux sources de lui-même et de quelques-uns des moments fondamentaux de ses plus grands romans, comme *le Partage des eaux* ou *le Siècle des Lumières*.

Le lecteur voit poindre ici certains thèmes-clés de son œuvre : l'interpénétration du tellurique et du culturel, la résurgence cyclique des mythes fondateurs (les *« paraphrases du mythe paradisiaque »*), la *« magie »* des sites précolombiens (Teotihuacan ou Tikal), la passion de la musique et du théâtre, l'attirance pour l'*« authenticité »* des comportements populaires et le rejet sarcastique de toute forme de colonialisme culturel pouvant nuire à l'épanouissement de la personnalité latino-américaine, comme cette *« fausse hispanité »* qu'il dénonçait en 1954.

Ces *Chroniques* comportent quelques moments particulièrement émouvants, comme ces quatre longs articles publiés par Carpentier en septembre-octobre 1937, après sa participation à Madrid au deuxième congrès des écrivains pour la défense de la culture (en compagnie de Malraux, de César Vallejo, d'Octavio Paz, de Pablo Neruda, de Lukacs...) et intitulés « L'Espagne sous les bombes ». On pourra également lire un texte fondamental que beaucoup citaient par ouï-dire et qui a marqué toute une partie de la production romanesque contemporaine en Amérique latine : « Le réel merveilleux en Amérique », publié en 1948 en préface au *Royaume de ce monde*. Enfin, dans ces pages, on croise, ressuscités par Carpentier, ces « créateurs » – Joyce, Stravinski, Picasso, mais aussi Desnos, l'ami de toujours, Diego Rivera, Lautréamont, Wifredo Lam, etc. – qui ont renouvelé *« les règles du jeu esthétique »*, et qui, en *« vrais poètes »*, ont appris à *« ne pas entraver leur imagination, en comblant tous ses désirs de violence, d'espace et de cruauté »*.

C. F.

(1) Alejo Carpentier, *Chroniques*. Traduit de l'espagnol par René L.F. Durand, introduction de Carmen Vasquez, Gallimard, coll. « Idées », Paris, 1984, 512 pages, 38 F.

Les grandes manœuvres

Par GINO LOFREDO *

UN quart de siècle après la victoire de la révolution, Washington maintient à l'égard de Cuba une attitude aussi hostile qu'en 1960, lorsque Dwight Eisenhower autorisa les préparatifs de l'invasion qui, un an plus tard, serait écrasée à la baie des Cochons. Mais les menaces et les harcèlements pratiqués par l'administration Reagan reflètent une agressivité encore plus pernicieuse que celle qui caractérisa les années 60. Il s'agissait alors d'une révolution jeune et vulnérable confrontée, au plan interne, à des forces politiques et sociales hostiles. Se proposer son renversement était – si on laisse de côté les aspects légaux et éthiques – un projet réaliste, compréhensible dans le cadre des rapports historiques de domination entre les Etats-Unis et les nations d'Amérique. Dans les années 80, l'agression vise une révolution consolidée, un gouvernement institutionnalisé et une direction politique reconnue et respectée par la communauté des nations. Les agressions concrètes – et rhétoriques – d'aujourd'hui démontrent une ignorance délibérée des expériences bilatérales et leur impact négatif sur les intérêts réels des Etats-Unis dans le monde.

En 1980, alors que le président Carter se débattait au milieu de la crise iranienne, des tracas d'une économie domestique lui échappant de plus en plus, des accusations de faiblesse et d'impuissance formulées par MM. Reagan et Bush, les idéologues et les technocrates de la droite rédigeaient les « documents d'orientation » pour la nouvelle administration républicaine. A Santa-Fe (Nouveau-Mexique), un groupe de militaires et de spécialistes dictait ses recommandations pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Selon eux, les démarches de M. Carter prouvaient que l'on ne pouvait pas négocier avec Cuba. La pugnace *« offensive cubano-soviétique en Amérique centrale »* exigeait des ripostes fermes et décisives. Il fallait « châtier » les coupables.

« Mesures punitives »

A Washington, le Consortium for the Study of Intelligence rédigeait huit volumes d'analyses et d'orientations pour les années à venir. Parmi elles, la réactivation des actions clandestines dans le tiers-monde, et tout particulièrement en Amérique centrale et dans les Caraïbes (1). Enfin au Pentagone et dans les War Colleges, on mettait au point de nouvelles conceptions pour mener des « guerres de basse intensité » (unités d'infanterie plus légères et au déploiement rapide). La politique de M. Reagan à l'égard de Cuba prit forme sous la conduite du secrétaire d'Etat Alexander Haig. Le point de départ fut la diffusion du Livre blanc tendant à prouver que *« la rébellion au Salvador avait été graduellement transformée en un cas typique d'agression armée indirecte ourdie par les pouvoirs communistes à travers Cuba »*. Mais M. Lawrence Eagleburger, en Europe, et le général Vernon Walters, en Amérique latine, eurent beau se livrer à une enquête frénétique d'appui parmi les « alliés », le Livre blanc fut rapidement discrédité, car il apparaissait comme un tissu de faussetés et d'altérations.

Cet échec ne tempéra pas les ardeurs bellicistes de ses auteurs, bien au contraire. Des rumeurs filtrèrent selon lesquelles *« les Etats-Unis étaient disposés à prendre des mesures à caractère militaire »* contre l'île, afin d'*« d'éliminer la source de tous les problèmes en Amérique centrale et dans les Caraïbes »*. Des camps d'entraînement en Floride furent rouverts avec le double objectif de préparer des « contras » nicaraguayens et des Cubains anticastristes (2). En moins d'un an, le climat se dégrada au point de provoquer la crise la plus sérieuse dans les relations entre Cuba et les Etats-Unis depuis octobre 1962.

A la fin d'octobre 1981, les Cubains étaient convaincus de l'imminence d'une invasion ou d'une attaque aéronavale contre l'infrastructure économique et militaire de l'île. Les forces armées révolutionnaires et les milices de troupes territoriales furent mises en état de mobilisation générale. L'URSS dépêcha une partie de sa flotte vers les Caraïbes, et les Etats-Unis mirent en état d'alerte diverses composantes de leur dispositif militaire autour du bassin caraïbe. Le 9 novembre, la tension avait atteint un tel degré que la *Pravda* pressa les Etats-Unis de *« mesurer les conséquences dangereuses »* qu'entraînerait le *« lancement d'actions militaires contre l'île »*.

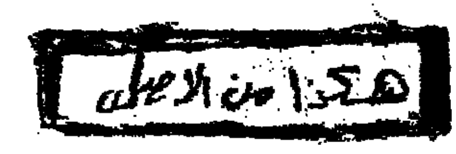
Cette situation alerta un secteur important du Congrès qui se mobilisa en appelant à la prudence. Le péril d'un affrontement



(Owen Franken-Sygma)

« YANKEES, SOUVENEZ-VOUS DE LA BAIE DES COCHONS »
Manifestation à La Havane lors du départ massif de Cubains pour les Etats-Unis au printemps 1980.

* Diplômé de l'Ecole des hautes études internationales de l'université Johns Hopkins, ancien directeur de la Commission chargée des rapports entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale en 1982-1983, actuellement correspondant à Washington de diverses publications latino-américaines et européennes.



d'Amérique centrale

tiels, M. D'Aubuisson ? Comment peut-on *trouver légitimes des élections* tenues dans un pays qui connaît une guerre civile ouverte et où une bonne partie du territoire est sous le contrôle de la guérilla ? Comment les guérilleros, qui ne survivent au Salvador que parce qu'ils ont un fusil à la main, auraient-ils pu accepter de participer à des élections pareilles ? Une duperie réalisée sans recensement électoral, sans vérification d'identité et sans listes d'électeurs, peut-elle être légitime et remplit-elle les conditions minima de légalité qui, théoriquement, doivent caractériser tout processus électoral ?

On dira : des dizaines de milliers d'électeurs se sont rendus aux urnes. Mais, pour la majorité *d'entre eux*, c'était le seul choix possible devant la menace des Escadrons de la mort qui, non seulement assassinent les guérilleros et leurs amis, mais aussi les dirigeants *syndicalistes intégrés au système* en vigueur. De sorte que, après le processus électoral, la lutte continue et les propositions de négociation restent ouvertes. En les avançant, les guérilleros font preuve non point de faiblesse mais d'un remarquable réalisme politique. Même si la répression militaire reçoit un torrent d'aides logistique et technique en provenance des forces manipulées par la CIA et cantonnées au Honduras, elle ne pourra pas venir à bout des guérilleros. Seule la négociation *épargnerait des milliers de morts* nouvelles et ouvrirait des perspectives, si les Etats-Unis renoncent à l'idée selon laquelle l'Amérique centrale et l'Amérique latine sont leur arrière-cour *obligée. Et les propositions du FMLN-FDR* constituent à notre avis une base de discussion qui devra être prise en compte.

Le groupe de Contadora et l'Europe

LE problème du Salvador est l'un des axes fondamentaux de la question centraméricaine, et le groupe de Contadora devra l'incorporer dans sa problématique. Cuba appuie Contadora, sans partager nécessairement chacun des points présentés par ses membres. A notre sens, un traitement adéquat du processus engagé par *Contadora créerait les prémices d'un* accommodement régional, au sein duquel le Nicaragua pourrait continuer, d'une façon ordonnée, démocratique et pacifique, les transformations *qu'il a mises en œuvre. Aussi pensons-nous* que le groupe de Contadora doit agir avec une énergie et un dynamisme toujours plus grands. Il dispose pour cela de la force morale et du soutien *international* nécessaires.

Sûrs comme nous le sommes que le Nicaragua ne cherche pas à *« revolucionizar »* l'Amérique centrale au moyen d'agressions militaires – contrairement à ce qu'affirme le gouvernement américain pour justifier ses *menaces et ses manœuvres à l'encontre* de la révolution, – nous pensons qu'une négociation sérieuse conduite par le groupe de Contadora doit permettre d'établir les bases de garantie mutuelle qu'il *est indispensable d'établir* dans la zone. Mais, pour que ce dialogue conduise à la stabilité démocratique sans qu'aucun pays se sente menacé, il faut que plusieurs conditions soient remplies.

La première est que Washington renonce à la prétention, qu'il s'attribue comme un droit, d'user de la force militaire pour imposer ses décisions, que ce soit par le moyen d'une intervention directe – proclamée comme « possible » à plusieurs reprises par MM. Reagan, Weinberger et Shultz, – ou par *celui* de l'appui *militaire* et économique au Honduras. Les continuelles manœuvres militaires exercées conjointement avec les forces honduriennes, aux frontières mêmes du Nicaragua et dans les mers *qui le bordent*, constituent une provocation inquiétante qui doit cesser, car elles sont un préambule à des actions directes et une pression permanente dont les effets sur l'écono*mie et la politique nicaraguayennes* sont inacceptables. L'administration Reagan, dans de récentes déclarations devant le Congrès, s'est targuée des avancées obtenues grâce aux pressions *militaires et économiques contre* le Nicaragua. Ses porte-parole ont présenté la décision nicaraguayenne de mener à bien les élections et d'assurer le climat démocratique nécessaire à la presse, à la *vie culturelle et religieuse* – toutes mesures proclamées dès le début par la révolution sandiniste –



(Roger Viollet)

comme des concessions arrachées par la pression américaine avec l'aide de ses suppôts centraméricains. Et malheureusement, en bon manipulateur de l'opinion publique qu'il est, M. Reagan *est arrivé à convaincre une partie* importante des citoyens américains que c'est cette politique agressive qui produit des dividendes.

Selon nous, c'est la tâche des gouvernements latino-américains et des forces européennes qui défendent la négociation que de contribuer à ce que le peuple des Etats-Unis voie les véritables racines du problème. Certes, il faut se réjouir du fait que, si les trois quarts des Américains paraissent croire au « péril communiste » que Reagan brandit devant eux pour expliquer son agressivité en Amérique centrale, ils sont aussi nombreux à s'opposer explicitement à toute présence militaire de leur pays en Amérique centrale, quand bien même cette dernière aurait pour prétexte d'arrêter la « progression du communisme » par laquelle M. Reagan leur fait peur.

Pour que les démarches de Contadora puissent avoir un résultat, il faut que, parmi ses objectifs principaux, figure celui de conduire les Etats-Unis à assumer des engagements et des responsabilités sans lesquels la situation centraméricaine ne pourra pas s'acheminer vers des solutions. Tant que les Etats-Unis s'acharneront à déverser sur El Salvador le déluge d'armes qui est censé enrayer la supériorité militaire croissante des guérilleros, il sera difficile de commencer à négocier le problème salvadorien. Convertir le Honduras en un réseau de bases militaires américaines, c'est se moquer de Contadora. Les Nicaraguayens n'accepteront pas l'appui donné aux somozistes et autres *« contras »*.

Si les unités militaires et la flotte américaines utilisent l'armée hondurienne comme un élément de pression permanente aux frontières terrestres et maritimes du Nicaragua, et ne renoncent pas de façon explicite à leurs menaces d'intervenir directement contre ce pays, on ne parviendra pas à *des arrangements entre les Etats centraméricains*. Il faut avoir à l'esprit que ce que l'on appelle « l'équilibre militaire en Amérique centrale » est impossible à obtenir dès lors qu'il est recou*vert par la présence de la puissance* militaire des Etats-Unis. Or, aujourd'hui, elle est bien présente, et elle agit.

De la solidarité

ON va demander : et Cuba ? Les Etats-Unis nous accusent d'intervenir par le biais de notre solidarité avec le Nicaragua et d'acheminer de l'aide vers les guérilleros salvadoriens. Nous ne nions pas notre solidarité militante avec les forces démocratiques d'Amérique *centrale. Cuba et d'autres* gouvernements latino-américains, bien connus, ont rempli leur devoir d'aider le peuple nicaraguayen à se libérer de Somoza. Tant que le Nicaragua sera *menacé, il pourra toujours compter sur* toute la solidarité que Cuba pourra lui offrir.

De la même façon, nous nous sentons obligés à ne pas laisser seuls les guérilleros *salvadoriens aussi longtemps* que M. Reagan s'arrogera le droit d'inonder le Salvador d'armes, d'équipements et de conseillers américains, afin de les harceler. Mais il est notoire que cette volonté cubaine de solidarité ne peut se transformer aujourd'hui en une « mise en application » de la solidarité, étant données les circonstances militaires et géographiques que tout le monde connaît. Les gouvernants américains eux-mêmes avouent que les armes dont les guérilleros salvadoriens disposent en quantités croissantes procèdent de leurs propres victoires militaires, et non de quelque mystérieuse source extérieure.

Cela dit, nous répétons que Cuba a proclamé, par la voix de son président *Fidel Castro, qu'il était disposé* à respecter tout engagement qui surgirait des négociations sur l'Amérique centrale menées par Contadora, ainsi que les décisions qu'y prendraient les forces *démocratiques et révolutionnaires* centraméricaines, parmi lesquelles le gouvernement du Nicaragua. Cela signifie naturellement que, dès que se créeront les conditions de paix acceptables pour *les guérilleros d'El Salvador*, Cuba s'y associera et respectera les engagements qui en découleront. De la même manière, comme l'a dit Fidel Castro, lorsque le Nicaragua parviendra à des *accords qui incluent le départ de nos* conseillers militaires – dont le nombre est beaucoup plus réduit que celui avancé par Washington, – ces conseillers retourneront à Cuba. Nous n'opposerons *pas le moindre obstacle à tout ce* qui encouragera la paix nécessaire conduisant à des solutions démocratiques et populaires en Amérique centrale. Telle est notre position.

CARLOS RAFAEL RODRIGUEZ.

de M. Reagan

armé des superpuissances dans les Caraïbes poussa d'autres gouvernements de la région à intervenir. C'est ainsi qu'en février 1982 le président du Mexique, M. José Lopez Portillo, lança un appel à des dialogues *« parallèles et simultanés »* non seulement entre Cuba et les Etats-Unis mais entre toutes les parties en conflit dans la région (3). Répondant à ces pressions *internes et externes, l'administration américaine accepta que* MM. Alexander Haig et Carlos Rafael Rodriguez se rencontrent à Mexico. La même chose se produira par la suite entre le général Vernon Walters et *M. Fidel Castro à La Havane*. Ici et là, on spécula sur un dégel... De son côté, l'ambassadeur Wayne Smith, qui fut chargé de la section d'intérêts nord-américains à La Havane sous les présidences Carter et Reagan, soutint que les offres de négociation et de dialogue présentées par les Cubains en 1981 et en 1982 furent systématiquement rejetées par leurs interlocuteurs (4).

L'axe des préoccupations de Washington était et reste la situation en Amérique centrale. Après l'échec de l'« offensive finale » lancée par le Front Farabundo Marti de libération nationale du Salvador en janvier 1981, La Havane fit savoir qu'elle était disposée à rechercher une solution fondée sur des négociations avec les forces salvadoriennes et le principe de non-agression à l'égard de la révolution sandiniste. Selon M. Wayne Smith, Cuba interrompit ses livraisons d'armements aux guérilleros salvadoriens dès 1981 et pria instamment les Nicara*guayens de réduire graduellement* les leurs. *La Maison Blanche*, pour qui il faut négocier uniquement à partir d'incontestables positions de force, ignora ce geste de conciliation et continua d'agir en vue de modifier en sa faveur l'équilibre des forces militaires.

Dans le même temps, Washington s'efforça d'isoler diplomatiquement Cuba du reste de l'Amérique latine (en aiguisant par exemple les conflits déjà existants avec la Colombie, le *Venezuela, Panama), en particulier* des Caraïbes orientales. Tandis que la Jamaïque rompait ses liens avec Cuba (29 octobre 1981) et que des équipes droitières s'installaient dans plusieurs *mini-Etats de la zone, la Maison Blanche encourageait les pays à* prendre leurs distances à l'égard de Cuba en offrant en échange divers « paquets » d'assistance à des économies en banqueroute.

L'impact des Malouines et de la Grenade

CETTE campagne d'isolement, relativement réussie, fut brusquement interrompue par l'alignement de Washington sur Londres lors de la guerre des Malouines. Le nationalisme anticolonial, facteur d'unification, fut plus fort que les pressions isolationnistes exercées tant par l'ambassadrice auprès de l'ONU, Mme Jeane Kirkpatrick, *que par le secrétaire* d'Etat Haig. Cuba et le Nicaragua retirèrent de leur solidarité active avec les revendications argentines un bénéfice diplomatique que n'a pu anéantir *jusqu'à présent l'administration Reagan, laquelle, sur* ce même plan diplomatique, a subi un grave recul non compensé par l'accès à une base aéronavale dans l'Atlantique sud.

Cette offensive de Washington contre Cuba a *été* conçue « globalement ». M. Constantine Menges, un fonctionnaire de haut niveau de la CIA, actuel conseiller de M. Robert McFarlane au Conseil national de sécurité, a proposé de décourager l'activisme international de Cuba *« en lui faisant payer le prix fort partout où il se manifestera »* (5). En ce sens, la politique nord-américaine à l'égard de l'Afrique, en favorisant l'agression de l'Afrique du Sud en Namibie, ses incursions en Angola, et en


(Mattison-Gamma)
AU SERVICE DE LA CONTRERÉVOLUTION
Le commandant Jorge « Bombillo » Gonzalez dans son bureau de Miami.

augmentant l'aide militaire au groupe de M. Jonas Savimbi, a représenté un élément supplémentaire de harcèlement. C'est également *sous l'angle d'une* opération *militaire* et politique menée contre Cuba et l'Union soviétique et visant à rétablir l'hégémonie des Etats-Unis qu'il faut voir l'invasion et l'occupation de la Grenade (6). La Heritage Foundation, un *« think tank »* ultraconservateur proche de l'aile la plus dure de la Maison Blanche depuis 1981, a rendu public, à moins de vingt-quatre heures de l'invasion, un document nourri où étaient exposées les raisons de l'action militaire en cours. *« Les Etats-Unis,* peut-on lire dans ce texte, *ont lancé un avertissement à Moscou et à La Havane en leur démontrant que l'époque est révolue où nous restions les bras croisés face à leurs agissements dans cet hémisphère »* (7). Les journaux ont présenté l'invasion de la Grenade comme un affrontement entre les Etats-Unis et Cuba. Ce « cadre de référence » n'a pas été vraiment remis en cause, pas plus par les milieux conservateurs que par les milieux libéraux, et l'opinion publique l'a accepté, de même que démocrates et républi*cains au Congrès. De fait, l'action contre la Grenade a fait craindre* une attaque directe contre Cuba et le Nicaragua, et une intervention au Salvador. Si rien de tel ne s'est produit, c'est sans doute parce que le moment le plus opportun ne s'est pas présenté. La réélection de M. Reagan est la priorité pour l'ensemble de l'administration. A la Grenade, pour la première fois en vingt-cinq ans d'hostilités, des soldats américains se sont affrontés directement à des civils et à des militaires cubains. Le bilan officiel des pertes a été le suivant : Grenadins, 45 morts et 396 blessés ; Cubains, 24 morts et 59 blessés ; Américains, 18 morts et 116 blessés.

GINO LOFREDO.

(1) Godson Roy, Consortium for the Study of Intelligence, « covert action », in *Intelligence Requirements for the 1980s.*

(2) Conversation du républicain David Bonior avec Sergio Ramirez, *Washington Post*, 9 avril 1982, chronique de Phil Geyelin.

(3) Discours du président José Lopez Portillo à Managua, Nicaragua, 21 février 1982.

(4) Wayne Smith, « Wrong Central America Policy », *New York Times*, 12 octobre 1982.

(5) Constantine Menges, in *SAIS Review*, Johns Hopkins University, automne 1981.

(6) Voir Bernard Cassen, « Vitale Grenade », *le Monde diplomatique*, novembre 1983.

(7) « Bold Action in Grenada : Countering a Soviet Threat », *Heritage Foundation Backgrounder*, nº 303, 26 octobre 1983.

José Lezama Lima conteur

(Dessin de Juan David)

L'autre grande figure tutélaire des lettres cubaines contemporaines, c'est José Lezama Lima, mort en 1976. Cet homme qui n'a pratiquement jamais quitté La Havane a suscité d'innombrables adhésions, malgré l'ésotérisme relatif de son œuvre, à l'intérieure et à l'extérieur de Cuba, et Julio Cortazar, par exemple, était un de ses plus ardents défenseurs. On connaît Lezama Lima pour la revue *Origenes* qu'il crée et dirige entre 1945 et 1956, pour sa poésie néo-baroque (1), pour le roman proliférant qu'il publie en 1966, *Paradiso* (2). Nous avons aujourd'hui la possibilité de lire en français cinq contes publiés entre 1936 et 1946 et dont le recueil porte le titre de l'un d'entre eux, *le Jeu des décapitations* (3).

« Mon système poétique – expliquait Lezama Lima en 1966 – *se développe dans le cadre de l'histoire de la culture et de l'image. »* Sa prodigieuse érudition, également perceptible dans *Paradiso*, Lezama Lima l'a surtout réservée à ses essais. Comme sa poésie, ses nouvelles font une place majeure à l'image, à un jaillissement ininterrompu d'images qui convoquent un bestiaire réinventé, des fulgurances sensorielles enchâssées dans un univers souvent présenté comme « mou », d'étranges paysages portant l'empreinte de Salvador *Dali* ou de Giorgio de Chirico. Les frontières entre les êtres, les choses, les sons et les idées s'estompent, tout est attiré par « l'aimant » de l'image qui draine la limaille des mots vers un « centre » que Lezama Lima est seul à connaître. Ces récits insolites nous font pénétrer dans un monde cotonneux, feutré, rituel, sur lequel vient déferler, de temps à autre, une *« vague » venue des confins de* l'Absolu, *qui bouleverse* l'équilibre *imprévisible* de ce kaléidoscope étrange et le recompose aussitôt en un puzzle chatoyant, théologique, « imaginaire ».

C. F.

(1) On en a un bon exemple avec *Dador*. Traduit de cubain par Gérard de Cortanze, collection « Barroco », Flammarion, 1981.

(2) *Paradiso*, traduit par Didier Coste, Editions du Seuil, 1971.

(3) *Le Jeu des décapitations*, nouvelles traduites de l'espagnol par Benito Pelegrin, Editions du Seuil, 1984.

« Cecilia Valdès », un témoignage sur la société coloniale

En 1839, *alors que dans* l'Europe *latine une fièvre romantique s'empare des* créateurs et les écarte de l'observation du réel (Benito Pérez Galdos n'est pas encore né en Espagne, pas plus qu'Émile Zola en France), un Cubain nommé Cirilo Villaverde produit un grand roman qui constitue le plus riche témoignage que l'on puisse avoir sur la société coloniale de son époque : *Cecilia Valdès*, qui sort en ce moment à Paris dans une traduction de Jean Lamore (1).

La Havane, avec tous ses « types » caractéristiques, depuis le capitaine général plein de morgue et amateur de combats de coqs, jusqu'à l'esclave obscur qui trime sur la plantation de canne à sucre (*el ingenio*), fournit le cadre touffu où se déroulent les amours incestueuses et folles de Cecilia – fruit de l'union irrégulière entre une *mulata* et un Espagnol qui s'est enrichi et ennobli grâce à la traite des Noirs – et du frivole Leonardo, que jalouse mortellement Pimienta, un autre adorateur de la belle.

Mais cette intrigue n'est que le prétexte à une étonnante plongée dans un monde sur le point de *se décomposer*, dans une pyramide de servitudes superposées dont Cirilo Villaverde, à qui José Marti rendit hommage en le qualifiant de *« criollo indignado »*, dresse un constat pénétrant.

F. B.

(1) *Cecilia Valdès ou la Colline de l'Ange*, par Cirilo Villaverde, traduction de Jean Lamore, La découverte, Paris, 1984, 564 pages.



Les aspirations des citoyens dans une structure étatique taillée sur mesure

Par FRANÇOISE BARTHÉLEMY

LA République socialiste de Cuba présente une notable particularité : le parti et l'Etat ont été codifiés bien après la prise du pouvoir par les dirigeants de l'armée rebelle. Lorsque ceux-ci triomphent, le 1er janvier 1959, il existe, du fait notamment de l'écrasante domination américaine (1), ce que l'on peut appeler un vide institutionnel. Adoptée sous le régime de Fulgencio Batista, qui apparaîtra clairement en 1952 comme un dictateur à la solde des Etats-Unis après avoir fait figure de militaire nationaliste, la Constitution de 1940 est, certes, d'inspiration progressiste, mais elle ne sera jamais appliquée dans les faits. Les formations politiques n'ont pas de racines profondes dans la société civile : c'est le cas des partis bourgeois, qui vivent de la corruption et du clientélisme. C'est aussi le cas des partis populaires, dont l'existence est continuellement menacée. Aussi les élections apparaissent-elles comme une comédie où les jeux sont faits d'avance. On tient là un des facteurs qui expliquent pourquoi le processus d'institutionnalisation a été aussi long.

Entre 1959 et 1976, en effet, le pays est dirigé par un groupe d'anciens guérilleros et de dirigeants de l'actuel Parti communiste de Cuba (PCC), qui n'a pas été le moteur de la révolution mais son produit, puisqu'il se constitue en 1965 grâce à la fusion de trois forces : le « vieux » Parti communiste cubain fondé en 1925 par Julio Antonio Mella et devenu en 1945 le Parti socialiste populaire ; le Mouvement du 26 juillet (date anniversaire de l'assaut contre la caserne Moncada), créé en 1956 par M. Fidel Castro ; le Directoire révolutionnaire du 13 mars, composé d'étudiants révoltés contre la dictature de Batista et dirigé par José Antonio Echeverria. L'union entre ces trois composantes commence avec la création en juin 1961 des Organisations révolutionnaires intégrées (ORI), puis du Parti unifié de la révolution socialiste (PURS, 1963), et culmine avec la fondation du « nouveau » PCC, qui ne tiendra son premier congrès que dix ans plus tard, en 1975.

L'événement marque la consolidation d'un régime où quatre hommes ont joué un rôle prépondérant : MM. Fidel Castro, Raul Castro, Oswaldo Dorticos et Carlos Rafael Rodriguez. Pour défendre un processus doublement menacé au plan intérieur et extérieur, a déclaré à ce sujet M. Raul Castro, *« il fallait un appareil d'Etat souple, opératif, qui exerçât la dictature en représentant le peuple travailleur, qui centralisât les facultés législatives, exécutives et administratives à la fois, qui pût prendre des décisions rapides dans un délai très bref. Notre gouvernement révolutionnaire a rempli convenablement ses fonctions dans toute la première phase de sa survie »* (2).

Est-ce à dire que M. Fidel Castro et son entourage (le bureau politique du PCC) ont tout régenté ? Posée ainsi, la question est par trop simpliste. Comment l'île assiégée aurait-elle pu repousser les agressions et en même temps commencer de résoudre les problèmes liés au sous-développement si les dirigeants avaient été coupés de la nation, s'il n'y avait pas eu communication constante ? Le fait est que, pendant seize ans, le pays a vécu une sorte de « démocratie didactique », qui s'est traduite par de vastes discussions collectives précédant l'adoption de grandes réformes (exemple : la réforme judiciaire de 1973) ; par l'examen public de projets discutés, amendés puis adoptés par l'ensemble des citoyens (exemple : le code de la famille en 1974 et le texte de la Constitution en 1976) ; par des assemblées générales, gigantesques meetings où le « discours » (de M. Fidel Castro notamment) revêt une valeur pédagogique et où se regroupaient plus d'un million de personnes, au cours desquels furent approuvés des textes fondamentaux tels que les deux déclarations de La Havane (2 septembre 1960 et 4 février 1962).

Même si elle supposait une participation réelle des citoyens à la vie politique, économique, sociale et culturelle, en particulier à travers les « organisations de masse » (3), cette longue étape dite « de transition » ne pouvait s'éterniser. A de nombreuses reprises, les dirigeants avaient déclaré leur intention d'élaborer un ensemble d'institutions « originales » (lire : non calquées sur le modèle des démocraties populaires de l'Est). Celles qui existent aujourd'hui sont pourtant fortement inspirées du système soviétique.

A ce sujet, on peut risquer une hypothèse : tout au long des années 60, Cuba fait d'une certaine manière cavalier seul au sein du monde communiste. Dans le domaine de la politique extérieure, c'est manifeste : le soutien aux luttes armées en Amérique latine est vu d'un très mauvais œil par Moscou. Dans le domaine économique, on tente des innovations audacieuses. Dans l'un et l'autre cas, de cinglants échecs sont essuyés. Le début de la décennie 70, avec l'adhésion au COMECON, marque l'adoption d'une voie plus orthodoxe. Les cadres du parti, qui vont se former en masse en URSS, en reviennent avec une certaine conception de l'Etat. Si celle-ci se fait sentir, elle présente toutefois des traits spécifiques tant du point de vue de la genèse que du fonctionnement des institutions représentatives.

Cuba s'est doté de structures étatiques en 1976. Pour dégager la meilleure marche à suivre, une « expérience modèle » eut lieu en 1974 dans la province de Matanzas (choisie en raison de sa taille et de ses caractéristiques économiques), que l'on divisa en circonscriptions devant élire chacune un délégué. Des assemblées populaires, convoquées par les Comités de défense de la révolution (CDR) ou par les bases paysannes (Association nationale des petits agriculteurs, ANAP) choisirent leur candidat à la majorité des voix. Ces derniers furent ensuite élus au *scrutin majoritaire à deux tours*. Cette procédure, sans précédent dans aucun autre pays socialiste à notre connaissance, s'appliqua par la suite à tout le pays. Tout les deux ans et demi, les électeurs sont appelés à choisir leurs représentants aux cent soixante-neuf assemblées municipales du « pouvoir populaire ». C'est ce qu'ils viennent de faire en avril 1984, renouvelant une grande partie des 10 735 élus d'octobre 1981 (forte majorité de membres du parti, peu de femmes). Ce sont les délégués de circonscription qui, à leur tour, élisent les membres des 14 assemblées provinciales et de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, organe suprême de l'Etat, constituée de 499 députés.

Quelles sont les responsabilités des assemblées municipales ? Elles administrent toutes les unités de production et de services travaillant pour la communauté : centres d'éducation, de santé, de culture, la radio, les sports, les librairies, les hôtels et restaurants, les ateliers de réparation, les usines de produits alimentaires, les boulangeries, les transports, etc. Restent sous le contrôle des organismes centraux de l'Etat la gestion des centrales sucrières, des mines, de la flotte marchande et de pêche, les industries « de base », les banques, les chemins de fer, les grands transports interprovinciaux.

Cette décentralisation, qui en est encore au stade du rodage, a porté ses fruits, d'autant plus que le délégué municipal est tenu de « rendre des comptes » périodiquement devant sa base, qui le destituera s'il se comporte en bureaucrate négligent ou corrompu. Dispose-t-il de tous les moyens, notamment financiers, en vue de répondre aux revendications les plus fréquentes et les moins bien satisfaites (distribution commerciale rigide – conduisant à cet anticorps qu'est le marché noir, – laxisme dans les services publics; entretien des rues et des logements, etc.) ? En fait, l'excessive concentration des décisions à la tête de l'Etat continue d'exister, de même que l'étanchéité entre les services et l'absence d'une claire répartition des compétences et des responsabilités entre les autorités administratives et les militants du parti, lequel, selon les termes de la Constitution, *« oriente les efforts communs vers les hauts objectifs de la construction du socialisme »* et ne doit pas se substituer aux instances du pouvoir populaire.

Certes, les prérogatives de l'Assemblée nationale – et du Conseil d'État élu en son sein, dans lequel on peut reconnaître *grosso modo* l'équivalent du praesidium du Soviet suprême – signifient une avancée au niveau du législatif. Les députés, en particulier à travers les commissions qui siègent de façon permanente (alors que l'Assemblée nationale ne se réunit que deux fois par an), ont abattu un travail considérable dans des domaines aussi variés que les contrats collectifs au sein de l'entreprise, les communications, le choix des symboles nationaux, etc. Mais, en dernière instance, c'est le conseil des ministres, que la Constitution (article 93) désigne par une formule ambiguë comme *« l'organe exécutif et administratif suprême et le gouvernement de la république »*, qui détient tous les pouvoirs d'initiative en matière de grandes orientations économiques et de politique extérieure, et sur lequel M. Fidel Castro a la haute main.

Il est clair qu'un « vêtement constitutionnel » a été taillé sur mesure pour le « Lider Maximo » : il cumule les charges de président du Conseil d'Etat, de président du conseil des ministres, de commandant en chef des forces armées, de secrétaire général du PCC, il supervise plusieurs ministères-clés, notamment depuis la grave crise de janvier 1980, au cours de laquelle certains ministres furent destitués (santé, transports, etc.) sous la pression du mécontentement populaire.

Nul ne peut nier le formidable prestige dont jouit « Fidel » auprès du peuple cubain, au point que l'on est conduit à s'interroger sur l'ampleur du traumatisme que représentera sa disparition et sur le problème de la relève. Mais, pour grande que soit sa stature, elle ne justifie pas une puissance par certains aspects monocratique. Révisera-t-on un jour des éléments du droit aujourd'hui en vigueur ? Et ce dernier représente-t-il un simple *« habillage juridique d'une pratique antérieure de démocratie surveillée, qui concentrait tous les pouvoirs aux mains d'une même équipe, laquelle s'est constamment cooptée »* (4) ?

Droits de l'homme et contraintes régionales

LA Constitution de 1976, sans doute provisoire, a puissamment contribué à conforter une grande majorité de Cubains (dont l'identité culturelle ne passe pas par des structures religieuses) dans leur volonté d'édifier le socialisme dans le cadre d'une société sous-développée. On touche ici un point essentiel, comme le remarquait Julio Cortazar dans un article publié peu avant sa mort (5). Les adversaires de la révolution, disait-il en nommant certains des dissidents célèbres installés à l'extérieur, *« adhèrent aux critères libéraux et démocratiques surgis de la poudre de la Bastille et de la plume de Thomas Jefferson. Un glissement toujours efficace les associe dès lors à ceux qui, dans des pays hautement développés, peuvent soutenir ces critères dans un contexte qui les justifie. Derrière cette façade fort commode de la défense des droits de l'homme, tels qu'ils se posent dans une société évoluée – à savoir le rejet de toute limitation sur le terrain de la liberté individuelle, la liberté d'expression et de déplacement, etc., – se cache une prétention aristocratique minoritaire, entendue non point comme un blason nobiliaire mais comme exigence de privilèges face à l'immense masse des dépossédés et des opprimés, qui en Amérique latine ne sont pas seulement le moteur mais l'objectif social de leurs mouvements révolutionnaires »*.

Il est cependant évident qu'il existe un « malaise » cubain – comme l'a amplement démontré l'exode de quelque 130 000 personnes par le port de Mariel au printemps 1980 (6) – et que ce malaise n'est pas seulement dû aux difficultés immenses qu'ont représenté vingt-cinq ans de combat pour *« arracher les hommes à l'ignorance, les insérer dans une société qui veille sur leur santé et sur leurs enfants, qui les réinvente en tant qu'individus et en tant que collectivité »* (Cortazar).

Les Cubains, dont les besoins changent et grandissent au fur et à mesure que s'affirme le développement économique, aspirent à d'autres libertés que celles, fondamentales, de se nourrir, de se loger, de s'éduquer, etc. Ils aspirent à lire une presse non « stérilisée » – dont les faiblesses sont d'ailleurs fréquemment dénoncées au plus haut niveau (7), – ils aspirent à voyager librement, à s'exprimer contre un conformisme où des créateurs peuvent à juste titre se sentir à l'étroit (8). Beaucoup d'entre eux – parmi la jeunesse surtout – aspirent plus prosaïquement à jouir de biens de consommation qui les font rêver : vêtements, voitures, sono et vidéo, appareils électro-ménagers, etc.

Parmi tous ces gens, il y a donc des mécontents, en proie à un désir d'émigration pour raisons économiques comme cela se produit dans bien d'autres pays d'Amérique latine. Il y a également des cas de « dissidence » à caractère politique, sans appui intérieur, et qui émeuvent périodiquement l'opinion internationale.

C'est ce qui vient de se passer avec M. Bofill, cet opposant qui s'était réfugié quelques heures en avril 1983 à l'ambassade de France et qui, après diverses péripéties, cinq mois s'étant écoulés, a été arrêté et condamné à une lourde peine de prison (9). L'affaire n'a pas manqué d'avoir des répercussions sur les rapports entre les autorités françaises (qui avaient reçu l'assurance que le fugitif ne serait pas inquiété) et les autorités cubaines, qui ont souhaité recourir à la fermeté et faire un exemple, afin d'empêcher que de tels incidents se multiplient.

Ce cas est cependant particulier, puisqu'il s'était présenté au pays d'accueil, en l'occurrence la France. On sait que l'un des obstacles majeurs au départ des candidats à l'émigration est le refus opposé par les pays hôtes possibles : les Etats-Unis, de loin les plus demandés, n'accordent de visas qu'au compte-gouttes, ce qui contraint à l'errance chez eux les prisonniers politiques libérés, empêchés dans la pratique de se réinsérer dans la vie publique normale et de trouver un emploi. Car, s'il est vrai qu'il reste un certain nombre d'emprisonnés pour délit d'opinion (combien ? impossible d'obtenir les chiffres), jugés selon la loi cubaine et par des tribunaux populaires cubains, la plupart des détenus pour *« activités contre la sécurité de l'Etat »* ont été libérés à partir de novembre 1978, date des accords passés entre M. Fidel Castro et les exilés du Comité des 75, représentant la communauté cubaine à l'étranger.

Ce geste avait alors allégé le climat de part et d'autre et montré l'assurance tranquille d'un régime bien consolidé. Si celui-ci ouvrait des portes par où la contestation idéologique puisse passer de façon légale – mais on arrive ici à la question cruciale du parti unique, produit d'une histoire et d'un contexte social bien particuliers, dont l'étude permet de mieux comprendre l'absence de pluralisme, – on n'assisterait peut-être pas à ces inévitables grippages que provoque le dilemme où se trouvent certains : adhérer totalement au régime ou se voir contraints à l'exil, qu'il soit intérieur ou extérieur. Seulement voilà : pour démocratiser le politique et l'économique, ne faudrait-il pas un contexte de paix et de détente que les très fortes tensions en Amérique latine et dans les Caraïbes ne sont pas près de favoriser ?

La question reste ouverte car, si l'on a observé en 1980 *« un processus de remise en question critique interne, seule manière de prévenir des réactions de rejet, marginales encore mais pouvant se traduire par des flambées brutales et sporadiques »* (10), cette ouverture peut avoir souffert de la renaissance d'une *« psychose de siège »* dans le pays. Un pays qui, dans le même temps, est en train de retrouver sa place au sein de sa « famille » latino-américaine, comme on l'a vu à la conférence de Quito (janvier 1984), où trente nations de l'hémisphère sud ont défendu le droit de chacune d'entre elles à *« choisir son propre chemin dans le domaine économique, politique et social »*.

● *AMÉRIQUE LATINE*, la revue du Centre de recherches sur l'Amérique latine et le tiers-monde (CETRAL), publie un dossier intitulé « Regards sur Cuba ». Francisco Vergara y propose ses analyses sur la marche de l'économie, tandis que Selim Mohor s'interroge sur l'évolution coopérative de la petite agriculture. Le directeur de la Casa de la Américas, Roberto Fernandez Retamar, commente l' « éclosion » qu'ont connue les arts cubains à partir du triomphe révolutionnaire de 1959. Enfin trois articles, signés par Rosalva Ruiz, Raul Sohr et Claes Brundenius, traitent de la place tenue par Cuba sur l'échiquier mondial. (Nº 17, janvier-mars 1984, trimestriel, 42 F. – 35, rue des Jeûneurs, 72002 Paris.)

(1) Les gouverneurs américains succèdent *immédiatement* aux *gouverneurs espagnols* après la signature du traité de Paris en 1898. L'« amendement Platt », intégré à la Constitution de 1901, donne aux Etats-Unis le droit d'intervenir dès lors qu'ils jugeraient leurs intérêts menacés. L'île connaît désormais un statut néocolonial : ce sont les longues années de la « Republica mediatizada ».

(2) Discours du 22 août 1974, lors du séminaire pour les délégués du « pouvoir populaire » dans la province de Matanzas.

(3) Les « organisations de masse », ce sont d'abord les puissants Comités de défense de la révolution (CDR), qui naissent le 29 septembre 1960 dans l'action contre les sabotages et regroupent maintenant 80 % de la population de plus de quatorze ans ; constitués en unités sur la base du pâté de maisons, ils représentent une force d'encadrement considérable. C'est aussi la Fédération des femmes cubaines (FFC, née le 23 août 1960), qui rassemble environ 81 % de la population féminine, la Centrale des travailleurs cubains (CTC), l'Association des petits agriculteurs (ANAP) et l'Union de la jeunesse communiste (UJC).

(4) Patrice Gélard, « L'institutionnalisation de la République de Cuba », *Problèmes d'Amérique latine*, nos 4366-4367 ; La Documentation française, Paris, 15 février 1977.

(5) Julio Cortazar, « La lucha por la libertad » *Cambio 16*, nº 632, Madrid, 9 janvier 1984.

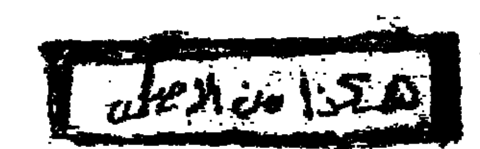
(6) Voir Ignacio Ramonet, *los Marielitos*, un film d'Estela Bravo, *le Monde diplomatique*, mars 1984.

(7) Cf. « Sur le renforcement de l'exercice de la critique dans les moyens de diffusion massive », document approuvé lors du IXe Plénum du comité central du parti, *Bohemia*, revue hebdomadaire, 25 janvier 1980.

(8) *Mauvaise Conduite*, documentaire de Nester Almendros et Orlando Jiménez, donne la parole à des personnalités connues telles que Carlos Franqui, Cabrera Infante, Marta Frayde, Heberto Padilla, Reynaldo Arenas, Armando Valladares, etc., et à des « marielitos », comme ce jeune homosexuel qui est à présent coiffeur à Miami après avoir été, dans son propre pays, expédié une bonne dizaine de fois au pénitencier pour cause d'extravagance vestimentaire et autres fantaisies. Le spectateur français sortira de cette projection renforcé dans l'idée, déjà bien assise chez lui, que Cuba, avec son arsenal de lois répressives contre tous ceux qui vivent « hors normes », est une vaste geôle où s'épient persécuteurs et persécutés. Ce film n'apporte aucun élément sérieux de compréhension quant aux problèmes posés : pas un mot de l'agressivité des Etats-Unis, un seul mot, en fin de parcours, sur le poids de l'héritage espagnol dans les mentalités et les comportements « machistes ».

(9) Douze ans de prison. Selon les sources officielles, il est accusé de « *délits d'incitation contre l'ordre social, diffusion d'imputations mensongères et fausses à propos des dirigeants de l'Etat cubain et de la situation du pays* ». Il est accusé en outre d'avoir « *utilisé des canaux expressément liés aux activités anticubaines* », tous délits relevant du code pénal en vigueur.

(10) Bernard Cassen, « Cuba : le socialisme réel et la désillusion », *le Monde diplomatique*, mai 1980.



AU CARREFOUR DE LA LITTÉRATURE ET DE L'ANTHROPOLOGIE

Le « roman-témoignage »

Par CLAUDE FELL

C'EST vers la fin des années 60 que commencent à paraître un certain nombre d'ouvrages qui donnent la parole à des Cubains, hommes et femmes de condition diverse mais en général d'origine populaire. Certains sont noirs et très âgés, comme l'ancien esclave Esteban Montejo, dont Miguel Barnet parle ci-dessous (1). D'autres ont passé une partie plus ou moins longue de leur vie dans le contexte infra-humain des bidonvilles de La Havane, comme ces habitants du quartier de Las Yaguas dont Oscar Lewis, Ruth Lewis et Susan Rigdon enregistrent les confessions dans un ensemble de livres qui paraissent en 1977 aux Etats-Unis (2).

La plupart de ces informateurs font état des *transformations survenues dans leur existence après* 1959 et ils parlent de leur vie avant et après la révolution. D'autres encore, comme la Rachel de Miguel Barnet (3) ou comme les coupeurs de canne de Reynaldo Gonzalez (4), *évoquent* à travers leurs souvenirs (éclairés par des documents connexes, comme des extraits de presse, rassemblés par l'auteur) les années 1900-1930, celles de la République et le début de la dictature de Machado, époque instable, violente, sur laquelle ils jettent un regard tantôt désabusé, tantôt nostalgique (5). Quelques figures particulièrement originales se détachent de l'ensemble, comme ce « paysan-chanteur » *(guajiricantor)*, qui transforme en « *décimas* » les moindres événements de la vie quotidienne et locale, et auquel Margaret Randall et Angel Antonio Moreno se sont intéressés (6) ; là encore, la méthode suivie est la même : *« Faire appel au témoignage direct, complété et enrichi à l'aide d'autres textes : entretien avec des personnes proches du personnage central et connaissant son travail, documents empruntés aux archives locales (dans le cas précis, la bibliothèque de Colon) et à d'autres textes pour l'explication de l'époque et des lieux. »*

C'est ainsi qu'au début de 1969 Oscar Lewis *entreprit un travail de recherche sur Cuba, qui était* programmé pour trois ans. L'enquête devait aboutir à une *« histoire orale de la Cuba contemporaine et de la révolution cubaine »*.

En février 1968, Oscar Lewis avait longuement *rencontré M. Fidel Castro qui lui avait proposé de* mener dans l'île une enquête semblable à celle qui avait abouti aux *Enfants de Sanchez* et de former sur place une petite équipe de chercheurs. Après avoir posé certaines conditions (liberté d'enquête, droit de disposer librement des documents enregistrés, etc.), Lewis accepta la proposition. En juin 1970, l'accord avec le gouvernement cubain fut rompu. *« Nos recherches préalables, explique Ruth Lewis, nous avaient montré que les études sur la famille et les histoires existentielles, même celles des gens les plus humbles, étaient considérées comme très dangereuses par ceux qui y figuraient. Cela a été le cas au Mexique, à Porto-Rico, dans notre pays, et maintenant cela l'était à Cuba. La portée et la profondeur des sujets abordés dans les autobiographies, l'expression directe ou indirecte d'opinions et de prises de position sur des thèmes controversés, la référence à des personnages publics, les affaires privées, la participation involontaire de parents, d'amis, de voisins et d'autres personnes dont l'informateur souhaite parler, et même la prise en compte de la vie quotidienne avec ses frustrations, ses angoisses et ses injustices sociales, tout cela rend imprévisibles et hasardeuses les informations, qui sont parfois suivies d'effets explosifs et de répercussions à long terme. »*

Le matériel rapporté par Lewis et son équipe couvre environ vingt-cinq mille feuillets, qui ont donné naissance à trois gros volumes comprenant quinze reconstitutions complètes d'existences et treize partielles. Les sujets les plus divers y sont abordés : l'esclavage, la guerre d'indépendance *contre* l'Espagne, la *pénétration* politique et économique des Etats-Unis, les événements et les personnages politiques à l'échelon local ou national, la chute de Batista, etc. *L'histoire*, grande ou petite, est présente à toutes les pages. Mais on y traite également de la situation des femmes et des enfants, des changements dans les rapports à l'intérieur du couple, des comportements raciaux, de la vie rurale, de l'éducation, du travail, du rationnement, des organisations de masse, du catholicisme et de l'Eglise, des religions afro-cubaines, des *sectes, de la réhabilitation des prostituées, de l'attitude* face à l'URSS et aux Etats-Unis... Auxquels il faudrait ajouter une foule de détails passionnants sur la cuisine et l'alimentation, les vêtements, l'aménagement des maisons, la médecine de village et l'usage de certaines plantes, les travaux dans les grandes sucreries, les fêtes et les divertissements populaires, la vie de quartier. Le tout dans une langue spontanée, avec ses proverbes, ses tournures particulières, sa verdeur et sa poésie, son code, son inventivité inépuisable. Bref, tout un matériel sociologique dont on comprend que romanciers, dramaturges, poètes n'aient pas hésité à s'emparer.

(1) Miguel Barnet, *Cimarron*, Instituto del Libro, Col. Gente Nueva, La Havane, 1967 ; traduit dans la collection « Témoins », Gallimard, sous le titre *Esclave à Cuba*.

(2) Sur les trois volumes primitivement publiés en anglais en 1977, deux ont été traduits : l'un en français (dans une version abrégée) : O. Lewis, R. Lewis, S. Rigdon, *Trois femmes dans la révolution cubaine*, coll. « Témoins », Gallimard, 1980 ; traduit de l'anglais par Carmen Bernard. L'autre en espagnol : O. Lewis, R. Lewis, S. Rigdon, *Viviendo la revolucion. Una historia oral de Cuba contemporanea. Cuatro hombres*, editorial Joaquin Mortiz, Mexico, 1980. A propos de Las Yaguas, on pourra également consulter l'excellent ouvrage de l'anthropologue cubaine Aida Garcia Alonso, *Manuela, la Mexicana*, Casa de las Américas, La Havane, 1968.

(3) M. Barnet, *Cancion de Rachel*, Instituto del Libro, Col. Cocuyo, La Havane, 1969.

(4) Reynaldo Gonzalez, *la Fiesta de los tiburones*, Ediciones Alfaguara, Madrid, 1983.

(5) Voir aussi : Enrique Cirules, *Conversacion con el ultimo norteamericano*, Siglo XXI Editores, Mexico, 1979.

(6) Margaret Randall, Angel Antonio Moreno, *Suenos y realidades del guajiricantor*, Siglo XXI Editores, Mexico, 1979.

Miguel Barnet devant l'« arc fabuleux et chaotique » d'une culture foisonnante

Miguel Barnet – né à la Havane en 1940 – a publié pusieurs livres de poèmes, dont le plus connu est *la Sagrada Familia* (1967). Son *dernier recueil – Carta de noche* (1982) – *réunit une série de promenades poétiques dans différentes villes d'Europe et dans une* Havane peuplée des souvenirs de personnages familiers ou historiques. Mais Miguel Barnet est surtout connu comme un des grands artisans du « roman-témoignage », une symbiose de littérature et d'ethnologie.

En 1967, il publie *Biografia de un cimarron* (traduit en français sous le titre de *Esclave à Cuba*), qui va connaître un énorme succès dans le monde entier et qui relate la vie d'Esteban Montejo, un Noir qui a cent sept ans à l'époque, ancien esclave fuyard, *ancien soldat de la guerre d'indépendance contre l'Espagne. Le livre était si riche, si foisonnant* qu'il a *inspiré* un *opéra*, que certains de ses passages ont donné naissance à des chansons populaires et qu'on en a tiré plusieurs pièces de théâtre. On y découvrait un regard original et complexe sur le monde, une vitalité, une science de la nature et des hommes qui échappaient en grande partie à nos critères habituels.

En 1969, paraît *Cancion de Rachel*, une sorte de chronique de la vie mondaine de l'île entre 1900 et 1920. La construction de ce *livre est différente du précédent : en effet, le monologue d'Esteban Montejo occupait la totalité de l'espace narratif ; en revanche*, le témoignage de Rachel est accompagné par celui de certains de ses contemporains et par des extraits de la presse de l'époque, en une sorte de contrepoint qui dévoile la face cachée du discours central.

En 1981, Barnet publie *Gallego*, paru il y a quelques mois en traduction française (1). Manuel Ruiz est un Galicien de plus de quatre-vingts ans, qui est arrivé à Cuba quand il en avait seize. Il y a fait tous les métiers : vendeur de charbon, de pâtisserie, maçon, *menuisier, employé de tramway, peintre en bâtiment, etc. « Je regarde derrière moi, avoue-t-il, et je me vois le dos constamment courbé. Je ne me suis jamais reposé. »* En 1936, il retourne en Galice et, lorsque la guerre civile éclate, il entre dans les milices républicaines. A la fin de la guerre, il se retrouve interné au camp d'Argelès-sur-Mer, dont il fait une description apocalyptique. Grâce à des amis, il peut finalement en sortir et regagner La Havane.

Nous avons rencontré Miguel Barnet à Caracas (en août 1982) et nous avons pu lui poser un certain nombre de questions sur ce *qui constitue (pour l'instant) une « trilogie cubaine » et, d'abord, sur les différentes composantes de l'identité cubaine :*

« La sève première, fondamentale, est espagnole, à commencer par la langue. Malgré toutes les modifications, toutes les variantes, tous les ajouts que nous lui avons apportés, notre langue reste celle de Cervantès. Par ailleurs, la majorité de la population cubaine est blanche, mais il y a 43 % de métis, à l'origine desquels se trouve l'esclavage africain, qui a contribué de façon notoire à donner une ligne particulière à notre culture, non seulement du point de vue esthétique ou ethnologique, mais également du point de vue de notre conception du *monde : la* structure familiale, le matriarcat cubain, toutes ces choses nous les devons en grande partie au courant africain. Ces deux courants ont opéré une symbiose, *et de cette transculturation* nous sommes nés, nous, les Cubains.

Je crois que, dans *Cimarron* et dans *Gallego*, ces courants sont marqués, au moins sous leur aspect littéraire et ethno-historique. Cependant, j'ai voulu ajouter un corollaire à cet arc fabuleux et un peu chaotique de la culture cubaine, et réunir dans un livre, que je prépare actuellement, les affluents des deux grands fleuves, c'est-à-dire les minorités ethniques qui ont contribué, elles aussi, à dessiner le profil de la nation cubaine : *Chinois, Haïtiens*, Jamaïcains, juifs d'Europe centrale, Japonais et également ceux qu'à Cuba nous appelons *moros* (les maures) et qu'en Argentine on appelle *turcos* : les Syriens, les *Libanais*, toute une population issue du Proche-Orient. Et j'ai entrepris des recherches qui, je l'espère, vont aboutir à un « roman-témoignage » semblable à ceux que j'ai déjà publiés, où toutes ces voix seront réunies en une sorte de grand chant choral en mineur.

– Comment passe-t-on de la recherche anthropologique au roman ?

– *Je ne peux* pas *dire* que je sois passé de l'un à l'autre. Je me sens l'héritier à la fois des sciences sociales et de la littérature. Pour composer mes livres, je pars toujours d'une recherche très rigoureuse portant sur le milieu, l'atmosphère et les contextes historiques que je vais étudier. Et surtout je *m'appuie sur cette méthodologie qu'on* appelle étude de cas en anthropologie, sauf que j'essaie de donner à cette étude de cas une dimension susceptible de transcender la littérature académique et aride des sciences sociales, qui se limite à un groupe minoritaire et qui tourne à l'intérieur d'un cercle fermé qui s'alimente lui-même. *J'ai* voulu faire en quelque sorte de la rétro-alimentation avec mes livres, c'est-à-dire capter un message et le restituer élaboré à celui qui me l'a délivré. C'est ce que j'ai fait avec mes trois livres et c'est ce que je compte faire avec le prochain, qui s'intitulera *la Mala Memoria* (la Mauvaise Mémoire) et qui va combiner ces voix minoritaires dont j'ai parlé en un dialogue organique, dans la mesure où ces minorités ethniques constituent un tout à Cuba.

– D'où vient l'idée du Galicien ?

– Depuis mon enfance, j'ai toujours ressenti une grande sympathie pour les hommes tenus à l'écart, et à Cuba les Galiciens ont longtemps été victimes de discrimination, y compris de la part des Noirs. Le Galicien avait une réputation d'avarice, de mesquinerie, de *fourberie, il* passait pour un être introverti. Par exemple, dans notre théâtre populaire, il est présenté comme un repoussoir, alors que le Noir, qui est pourtant celui qui a eu le plus à se plaindre de discrimination à Cuba jusqu'à la révolution de 1959, était celui qui, en douce, bernait le Galicien et partait avec la belle métisse. Le Galicien donnait de l'argent à la mulâtresse, mais à la fin celle-ci filait le parfait amour avec le Noir. Le Noir était le malin et le Galicien le naïf, le lourdaud.

J'ai voulu briser ce stéréotype complètement faux, car le Galicien a été un élément tout à fait positif dans la population cubaine. C'est un homme qui a travaillé dur, dans la canne à sucre, dans le tertiaire (commerce), et il a passé sa vie à travailler, à travailler et à épargner, non pas parce qu'il était avare, mais en pensant à ses enfants. Sur *notre continent, le Galicien* a donné une leçon de dignité et de générosité extraordinaire.

En outre, la population galicienne, la plus nombreuse, venait des couches les plus pauvres de la société espagnole, et ces gens, paysans pour la plupart, se sont intégrés aux strates les plus défavorisées de la population cubaine, ce qui leur a donné une sorte de ductilité, *de perméabilité*. A l'encontre d'autres émigrants espagnols plus réticents à l'égard de ce type de miscibilité, les Galiciens n'ont pas hésité à épouser des femmes noires. Ils ont fui la guerre du Maroc, au début du siècle, ils ont fui le brouillard, la faim, la misère et ils ont abouti en Amérique latine, spécialement à Cuba, au *Mexique et en Argentine*. Par leur force de travail, ils ont contribué à l'essor économique du pays et ils jouent un rôle capital dans la sociologie locale. Mon choix du Galicien ne répondait donc pas à un caprice.

Indépendamment de cela, je dois ajouter que l'affabulation galicienne est extraordinaire. On en a un *exemple* incontestable avec Garcia Marquez, qui l'a hérité de ses grands-parents galiciens. Tout ce monde imaginaire, de fantaisie, de rêves, de sorcières, tout ce monde ésotérique, d'une richesse exceptionnelle, nous en avons hérité nous aussi. Imaginez ce qui a pu se produire *lorsque ce monde onirique s'est* fondu avec le monde africain. Imaginez la fusion des mythologies yorubas avec les légendes galiciennes. Le résultat est qu'à Cuba la mythologie et *l'affabulation sont des composantes de* l'homme. C'est cette peau supplémentaire, qui s'attache à nous, que j'ai essayé de sauver.

Cancion de Rachel offre une autre vision, beaucoup plus rationnelle, plus froide, plus calculée. C'est un personnage plein d'ambiguïtés et de contradictions, parce que c'est un personnage cosmopolite, qui ne possède pas une philosophie, une cosmogonie, comme c'est le cas pour l'Africain ou pour le Galicien. *Le Galicien* comme *Esclave à Cuba* sont des livres de méditation, sentencieux, alors que la frivolité de Rachel constitue plutôt une chronique où jouent tous les éléments textuels.

– Pour votre prochain livre, *La Mala Memoria*, s'agissant de minorités, le travail va être plus difficile.

– Oui, d'autant plus que si tous parlent espagnol, chacun de ces personnages a son langage propre, chacun parle *son* espagnol et va me donner une version différente de la réalité. Alors il faut procéder avec beaucoup de soin et d'attention. La difficulté va résider *dans la texture du langage, plus que* dans l'information ou la documentation.

Par ailleurs, ces minorités sont vierges, elles n'ont pas été étudiées à Cuba. *Mon étude constituera donc un* apport initial pour de futurs travaux sur ces minorités qui recouvrent une réalité historique. En outre, presque toutes ces personnes ont plus de quatre-vingts ans et certaines, les Japonais par exemple, sont aujourd'hui très peu nombreux à Cuba : c'est pourquoi il faut que je me hâte, là encore.

– Que conservent-ils de leur culture *d'origine* ?

– C'est ce que j'essaie de découvrir. Les Chinois ont conservé beaucoup de choses. Mais le Chinois est comme cette fleur que nous appelons à Cuba *Las diez de la mañana* : c'est une petite fleur qui s'ouvre à 10 heures du matin, mais, quand on passe près d'elle, *par une sorte de réflexe, elle se* referme. Le Chinois est ainsi, à peine s'approche-t-on de lui qu'il se ferme. En raison de ces difficultés, peut-être serai-je obligé de passer par un monologue à la troisième personne ou d'interroger un descendant de ces Chinois pour qu'il me parle de son père ou de son grand-père.

– Les Chinois ont tenu une place *particulière dans la société cubaine* ?

– Oui, le Chinois a été essentiellement agriculteur, plus particulièrement horticulteur ou maraîcher. Il a été aussi tenancier de laverie (certaines *subsistent à La Havane) et épicier*. Il remplissait des fonctions élémentaires, pratiques. Certains étaient également vendeurs ambulants ; le fameux Chinois vendeur de *mani* (cacahuètes) a *été récupéré* et internationlisé *par* notre musique populaire.

L'Haïtien conserve lui aussi de nombreux éléments de sa culture, et particulièrement de sa religion. Dans certains villages de la province de Camagüey, il existe des groupes haïtiens qui pratiquent le vaudou. Ils ont leurs fêtes annuelles, qui sont comme un gigantesque carnaval, absolument somptueux. La révolution cubaine a beaucoup contribué à ce que ces traditions se conservent, et j'appartiens moi-même à la Commission nationale du folklore qui a été créée pour préserver ces festivités traditionnelles. Les Jamaïquains ont aussi leurs fêtes, très marquées par les religions évangéliques. *Les Japonais, en particulier dans* l'île des Pins, ont gardé quelques cérémonies intéressantes. Enfin il reste quelques synagogues à Cuba, qu'il me faut explorer, et, quant aux *moros*, ils *sont encore pour l'instant un point* d'interrogation pour moi.

Tout cela s'inscrit dans un projet plus vaste, qui est de montrer que les Caraïbes constituent une mosaïque culturelle, une aire et un réseau culturels cohérents, même si la variété des langues qu'on y parle – en particulier dans les Antilles – constitue évidemment un obstacle. Mais l'empreinte de la culture se superpose à cette diversité et nous permet de nous entendre. Plus je visite des pays des Caraïbes, plus je *me sens comme* chez *moi.* »

Propos recueillis par
CLAUDE FELL.

(1) Miguel Barnet, *le Galicien*, SPAG/Papyrus, 1983. Traduit de l'espagnol par Maria et Jean Goulemot.


(Roger Viollet.)

PERMANENCE D'UN IDÉAL PATRIOTIQUE ET RÉVOLUTIONNAIRE
José Marti, le héros national, au Musée de la Moncada, à Santiago-de-Cuba.

CUBA ET LA FRANCE. – FRANCIA Y CUBA.
– Actes du colloque de Bordeaux (décembre 1982), présentation de Jean Lamore

★ **Presses Universitaires de Bordeaux, 1984, 496 pages, 70 F.**

Le Centre interuniversitaire d'études cubaines (CIEC) a tenu à Bordeaux, il y a un an, un remarquable colloque sur « Cuba et la France », où les relations entre les deux pays ont été analysées sous différents points de vue : historique (depuis le temps de José Marti jusqu'à nos jours), linguistique, culturel (une large place est *faite naturellement* à Alejo Carpentier, mais aussi à Robert Desnos, à Mirta Aguirre, etc.), politique (par exemple : la *révolution* cubaine et la presse française).

Les Presses universitaires de Bordeaux *publient* aujourd'hui les dix-neuf communications de cette rencontre, ainsi que leurs résumés en français pour les exposés en espagnol, et en espagnol pour les travaux rédigés en français. C'est un ouvrage qui devrait rencontrer un large écho, tant dans les pays francophones que dans les pays d'expression hispanique.

F. B.

CORRESPONDANCE

Antisémitisme et antiguérilla

Une lettre du rabbin Morton M. Rosenthal

Le rabbin Morton M. Rosenthal, directeur du département des affaires latino-américaines à la Ligue antidiffamatoire du B'nai B'rith (Anti-Defamation League, ADL), nous adresse la lettre suivante à propos de l'article d'Ignacio Klich, « Antisémitisme et antiguérilla », paru dans le Monde diplomatique *de décembre 1983 :*

L'article d'Ignacio Klich veut réfuter les accusations de la Ligue antidiffamatoire du B'nai B'rith, selon lesquelles les juifs du Nicaragua étaient victimes de l'antisémitisme sandiniste. Ces accusations se trouvaient dans l'article « Le Nicaragua sans Juifs » paru dans le *Bulletin de l'ADL* de septembre 1983. Il était donc surprenant de voir Klich se contredire et affaiblir sa propre base de raisonnement en démontrant qu'en fait la cause de la persécution des juifs du Nicaragua était le soutien donné par Israël au régime Somoza.

Klich a écrit : *« D'autant que, pour les juifs, l'aide d'Israël à Somoza aggravait leur cas. »* Il signale que le rabbin Klepfisz, de Panama, qu'il cite à l'appui de sa thèse selon laquelle les juifs n'ont pas été victimes de l'antisémitisme, a fait la remarque suivante en 1980 : *« Les effets néfastes que cette aide pouvait avoir sur les juifs du Nicaragua... ».* Le rabbin Klepfisz maintient toujours que *« leur livraison d'armes* [des Israëliens, NDLR] *en Amérique centrale cause de nouveaux torts aux communautés juives de la région... ».* Le fait de pénaliser les juifs du Nicaragua, qui ne sont pas des citoyens d'Israël et dont la plupart sont des citoyens du Nicaragua, à cause des activités commerciales ou politiques de l'Etat d'Israël, est manifestement un acte antisémite. Il s'explique en partie par la haine que les sandinistes ressentent envers Israël et leur refus de faire une distinction entre Israéliens et juifs (...). Les sandinistes ont exprimé leurs sentiments anti-Israël dans de nombreux forums. L'incursion d'Israël au Liban a donné à Miguel d'Escoto Brockman, ministre des affaires étrangères, l'occasion de condamner l'action israélienne à l'Assemblée générale des Nations unies le 19 octobre en la qualifiant de *« comparable seulement à la politique de la « solution finale » menée par le régime nazi ».* D'Escoto et d'autres personnalités officielles sandinistes ont démontré que leur haine envers Israël comporte un élément fortement antisémite, phénomène courant chez beaucoup de gens qui sont totalement contre Israël, surtout dans les blocs arabe et soviétique (...). Le commandant sandiniste Jaime Wheelock laissa tomber le masque aux obsèques de 75 enfants indiens miskitos tués dans un accident d'hélicoptère lorsque, avec des milliers de Miskitos, ils étaient menés de force dans une autre région que les Miskitos appellent « camps de concentration ». Wheelock, membre du Directorat national sandiniste – l'organisme de 9 membres qui gouverne le pays – a mentionné *« les juifs réactionnaires »* qui font partie des adversaires de la révolution sandiniste. Voici ce qu'il a dit : *« Ceux qui ont assassiné le Christ veulent aussi tuer notre Révolution, veulent tuer les sandinistes – et ce sont eux qui ont tué nos enfants » (Miami Herald,* 16 décembre 1982).

Klich ne mentionne pas les actions suivantes, spécifiquement antisémites, citées dans l'article de l'ADL :

– Attaque à bombes incendiaires par les sandinistes de la synagogue pendant que la congrégation assistait aux offices ;

– Article antisémite dans *Nuevo Diario,* un journal semi-officiel, alléguant que les juifs contrôlent la politique et la finance mondiales, et *« utilisent le mythe du peuple élu pour massacrer sans pitié le peuple palestinien » ;*

– Menaces de mort contre les juifs du Nicaragua *(Bulletin ADL,* septembre 1983).

En parlant de la confiscation de la synagogue, Klich a fait une affirmation inexacte, à savoir que la synagogue avait été rendue à la congrégation en septembre dernier. En fait, la congrégation essaie encore d'en récupérer la possession.

En s'efforçant de discréditer les faits cités par l'ADL, Klich déclare que deux groupes des droits de l'homme au Nicaragua (dont l'un est un fantoche du gouvernement) *« n'ont pas trouvé des indices suffisants corroborant les accusations d'antisémitisme ».* Ni eux ni le personnel de l'ambassade des Etats-Unis n'ont interviewé les juifs ayant fui le Nicaragua, donc ceux qui avaient souffert de l'antisémitisme sandiniste et auraient pu donner un témoignage valable de leur propre expérience.

Isaac Stavisky, membre de la communauté juive du Nicaragua en exil, a donné son témoignage sur l'antisémitisme sandiniste lors d'une conférence d'information à la Maison Blanche, en juillet 1983. Il parla d'appels téléphoniques nocturnes proférant des menaces contre sa vie et celle de son associé, lesquels avaient eu lieu pendant une période de dix-huit mois antérieure à juillet 1979. Les murs de ses usines étaient couverts de graffitis déclarant : *« Mort aux juifs ! Isaac sera tué. Gare à la justice sandiniste ! »* Stavisky a dit qu'il y eut des *« simulacres d'enlèvements ».* Il a considéré l'attaque à la bombe incendiaire de la synagogue comme *« un avertissement menaçant adressé à la communauté juive tout entière »,* lequel, en effet, sema la peur chez tous les juifs du Nicaragua. *(Confessional Record,* 4 août 1983, E 4021.)

En voulant réfuter les accusations de l'ADL, Klich a faussement présenté notre position. Nous n'avons pas prétendu qu'*« il y avait une répression systématique contre la communauté juive ».* A la susdite conférence à la Maison Blanche, nous avons dit : *« Il se pourrait qu'une politique « officielle » antisémite n'existe pas. Mais la situation au Nicaragua démontre qu'une politique officielle n'est pas nécessaire pour persécuter une petite communauté. Elle peut être menée à bien plus subtilement par la menace, l'intimidation et la confiscation, en évitant ainsi la condamnation que des lois du type Nuremberg susciteraient. » (Confessional Record,* 4 août 1983, E 4021.)

La version de Klich sur les commentaires du rabbin Klepfisz est un peu différente de celle envoyée à ses électeurs par Gregorio Faigon, le président du Congrès des juifs de l'Amérique latine. Selon Faigon, Klepfisz a déclaré : *« Je n'ai pu observer d'actions antisémites dans le pays... Mais j'ai pu observer dans des conversations privées et dans les médias un courant bien défini contre l'Etat d'Israël, que l'on justifie par la vente d'armes israéliennes à Somoza et les relations amicales qu'Israël entretient avec El Salvador et le Honduras. Il y a un bureau de l'OLP en fonction à Managua. »* (Lettre de l'ingénieur Gregorio Faigon, président du Congrès des juifs de l'Amérique latine, du 12 septembre 1983.)

Il était à prévoir que le rabbin Klepfisz n'ait pu observer d'actions antisémites publiques, il y a quelques mois. A la suite du rapport ADL, le gouvernement du Nicaragua est actuellement soumis au regard scrutateur international. En plus, selon le rabbin Klepfisz, *« il n'y a actuellement que trois familles juives à Managua »* (cité dans la lettre de G. Faigon) [...].

Des appréciations divergentes

– Selon le Conseil des affaires hémisphériques (COHA), installé à Washington, et qui compte le rabbin Rosenthal parmi ses administrateurs, *« de 1979 à 1983, les organismes de défense des droits de l'homme – de l'ONU à l'OEA et Pax Christi, – comme les équipes envoyées sur place par des organisations internationales des droits de l'homme, ont effectué des enquêtes au Nicaragua. Aucun n'a fait état de cas d'antisémitisme ».*

M. Stanley Clinton-Davies, membre éminent de la commission des affaires étrangères de la communauté juive britannique, ancien porte-parole du Parti travailliste pour les affaires internationales, considère que l'ADL participe à la *« manipulation sans scrupule de l'information sur le Nicaragua »,* à laquelle se livre Washington.

Le mensuel new-yorkais Jewish Currents, dans son numéro de novembre 1983, a assimilé à de la *« désinformation »* la croisade contre l'antisémitisme dans laquelle le rabbin Rosenthal est toujours impliqué.

Ambassadeur des Etats-Unis au Nicaragua, M. Anthony Quainton a adressé un câble confidentiel au président Reagan, quatre jours avant que celui-ci ne se déchaîne contre l'antisémitisme au Nicaragua. Il y est dit : *« Aucune preuve ne démontre que les sandinistes ont mené une politique antisémite ou ont persécuté des juifs en raison de leur religion. Bien que la plupart des membres de la minuscule communauté juive du Nicaragua aient quitté le pays, et que certains aient eu leurs biens confisqués, il n'existe aucun lien direct entre leur religion juive et le traitement qui leur fut appliqué »* (cf. *Jerusalem Post,* 25 septembre 1983).

En fait, le rabbin Rosenthal, qui conteste les conclusions des enquêteurs, y compris celles de l'ambassadeur américain à Managua, n'est pas allé lui-même au Nicaragua depuis la chute de Somoza. Il fonde ses allégations sur les comptes rendus de MM. Stavsky et Gorn, qui ont pris part à des tractations sur les livraisons d'armes.

– *Aucune preuve n'a été établie quant* à l'identité des instigateurs de l'attaque à la bombe incendiaire contre la synagogue de Managua, ni des auteurs des slogans antisémites inscrits sur les murs.

– Le ministre nicaraguayen des affaires étrangères, M. d'Escoto, n'est pas le seul à avoir cédé à l'abus de langage, en comparant devant l'Assemblée générale de l'ONU l'invasion israélienne du Liban à *la politique de la « solution finale »* menée par les nazis. A des fins de propagande inverses, M. Begin et d'autres responsables israéliens ne se sont pas privés d'invoquer le génocide contre les juifs. De leur côté, l'universitaire israélien Yeshayahu Leibovitz a parlé de « judéo-nazisme » et l'écrivain A.B. Yehoshua a comparé les soldats israéliens stationnés à cent mètres des camps de Sabra et Chatila aux soldats *allemands qui, à proximité des camps de* Buchenwald et Treblinka, « ne savaient pas » ce qui s'y passait.

– Se référant au *Miami Herald* du 16 décembre 1982, le rabbin Rosenthal cite entre guillemets les propos qu'aurait tenus M. Jaime Wheelock sur les responsabilités des juifs dans la mort du Christ. Ces propos ne sont pas rapportés entre guillemets dans l'article original. Interrogée *à ce sujet, Shirley Christian, journaliste au Miami Herald,* nous confirme que ce n'étaient pas les termes choisis par M. Wheelock, d'où l'absence de guillemets. En outre, Shirley Christian, qui est en train d'écrire un livre sur le Nicaragua, se déclare *« plus que jamais certaine qu'il n'y avait rien d'antisémite ou d'antijuif dans le discours de Wheelock »,* ajoutant que l'antisémitisme n'est pas un problème au Nicaragua.

– Le quotidien progouvernemental *Nuevo Diario,* qui a effectivement publié des propos antijuifs, est aux mains d'intérêts privés. *Barricada,* l'organe officiel sandiniste, n'a jamais rien imprimé de tel.

– Il est exact que la synagogue de Managua n'a pas encore été restituée à la communauté juive. Ce que le rabbin Rosenthal ne précise pas, c'est que la *communauté juive américaine ne fait rien* pour y aider. Après l'annonce officielle de la restitution, les quelques juifs restés au *Nicaragua avaient adressé par câble une* demande au rabbin Rosenthal sollicitant l'aide des juifs américains pour *« les frais mensuels d'entretien du bâtiment, impôts et autres ».* Ils ne pouvaient faire face eux-mêmes à ces dépenses. Selon le rabbin Klepfisz, *« les juifs de Managua différeront leur acceptation formelle de la restitution de l'immeuble de la congrégation »* tant que les fonds ne seront pas disponibles.

I. K.

L'opinion du rabbin Klepfisz

M. Heszel Klepfisz, rabbin de Panama, écrit à notre collaborateur Ignacio Klich en date du 12 avril 1984 :

Je vous autorise à citer mes propos : mettre sur le même plan le gouvernement de Borge et le gouvernement de Hitler est un détournement de faits, un manque de respect à l'égard du martyre juif à l'époque nazie, une profanation de la mémoire des martyrs. Au Nicaragua, il n'y avait pas et il n'y a pas de persécutions contre les juifs. *Le gouvernement n'a point* expulsé de juifs du Nicaragua. Le gouvernement du Nicaragua a exprimé sa volonté de rendre l'immeuble de la synagogue à la communauté juive. Les juifs qui vivent au Nicaragua jouissent des mêmes droits civiques que les autres citoyens. *Le* fait qu'il y en ait peu ne change rien à la situation. Les déclarations du rabbin Rosenthal ne se fondent pas sur des faits et portent *préjudice* à la cause juive en Amérique centrale et, à mon avis, à Israël aussi.

GRAHAM GREENE : « Pas de baie des Cochons pendant la terreur de Batista »



FULGENCIO BATISTA AU TEMPS DE SA SPLENDEUR

(Roger Viollet)

C'est en 1958 que Graham Greene publia *Notre agent à La Havane*. Ce roman était l'aboutissement d'expériences cocasses en divers pays et de plusieurs voyages à Cuba au temps de la dictature de Batista. Dans *les Chemins de l'évasion* (éd. Robert Laffont), Graham Greene raconte comment il fit quelques séjours à La Havane au début des années 50, puis, en 1957, une visite à Santiago-de-Cuba où le général Chaviano dirigeait les opérations lancées contre les maquisards de Fidel Castro dans la Sierra Maestra. Les extraits que nous publions ci-dessous rappellent ce qu'était la dictature qui donna naissance à la révolution. Témoignage sur un régime que seule la violence pouvait renverser, ce texte garde, près de trente ans plus tard, toute sa signification pour les pays où sévit encore une terreur contre laquelle le peuple s'insurge.

J'AIMAIS l'atmosphère louche de la ville de Batista, et je n'y demeurais jamais assez longtemps pour prendre conscience du triste arrière-plan politique, des emprisonnements arbitraires et de la torture. J'allais à La Havane (« en quête de plaisir pour ma punition », comme l'écrivit Wilfred Scawen Blunt) pour le restaurant Floridita (dont les daiquiris et le crabe Morro étaient célèbres), pour la vie des bordels, la roulette dans tous les hôtels, les machines à sous crachant des flots de dollars d'argent, le théâtre Shangaï, qui proposait, pour 1,25 dollar, un spectacle de cabaret extrêmement obscène et des films pornos particulièrement raides pour meubler les entractes (le foyer comportait une librairie pornographique pour les jeunes Cubains fatigués du spectacle). Je fus soudain frappé par l'idée que cette ville étonnante, où tous les vices étaient permis et tous les commerces possibles, constituait la véritable toile de fond de ma comédie.

(...) Bizarrement, c'est en travaillant à mon projet de comédie loufoque que j'ai découvert certains aspects de la réalité cubaine sous Batista. Jusque-là, je ne connaissais aucun Cubain. Je n'avais jamais voyagé à l'intérieur du pays. Mais, à mesure que l'intrigue prenait forme, je me mis en devoir de remédier en partie à mon ignorance. Je me fis des amis parmi la population, louai une voiture et un chauffeur afin de circuler dans le pays. Le chauffeur était superstitieux, et mon éducation commença dès le premier jour, lorsqu'il écrasa accidentellement un poulet : il m'initia alors aux symboles de la loterie – nous avions écrasé un poulet, il fallait donc jouer tel et tel numéro. Voilà ce qui remplaçait l'espérance dans un Cuba désespéré (...).

UN seul endroit de l'île était demeuré inaccessible : Santiago, la deuxième ville cubaine, devenue quartier général des opérations menées contre Fidel Castro, lequel lançait périodiquement des attaques depuis les montagnes où il s'était réfugié avec sa poignée de partisans. C'était le début de la période héroïque. La province d'Oriente, hommes, femmes et enfants (je dis « enfants » en connaissance de cause), jusqu'au dernier habitant ou presque, était du côté de Fidel. Des barrages militaires bloquaient les routes autour du chef-lieu d'Oriente, et tout étranger qui arrivait à bord d'une voiture particulière était suspect. A neuf heures du soir commençait un couvre-feu officieux, mais qu'il était dangereux d'ignorer. Il y avait des arrestations arbitraires, et il n'était pas rare de découvrir, au lever du jour, un cadavre pendu à un réverbère. Encore celui-là avait-il eu de la chance. Un certain immeuble devait aux cris qui s'en échappaient, et qu'on entendait depuis la rue, une sinistre réputation. Après que Santiago fut tombé aux mains de Fidel, on découvrit dans la campagne, hors des limites de la ville, un charnier où s'empilaient les corps mutilés.

Peu de temps auparavant, l'ambassadeur des Etats-Unis, à qui revenait la tâche peu plaisante de soutenir Batista, avait été reçu officiellement à Santiago par le maire de la ville. Une manifestation improvisée par les femmes de Santiago fut assemblée à la vitesse éclair qu'un régime de terreur peut susciter. Toutes classes confondues, car on en était encore au stade de la révolution nationale, paysannes et bourgeoises s'unirent pour entonner des chants patriotiques devant l'ambassadeur américain, qui les observait depuis le balcon de l'hôtel de ville. Les militaires ordonnèrent aux femmes de se disperser. Elles refusèrent. L'officier responsable fit donner les lances d'arrosage. L'ambassadeur mit fin à la cérémonie, ce qui est tout à son honneur. Il déclara qu'il n'allait pas rester là pendant que des femmes étaient brutalisées. Son attitude lui valut un rappel à l'ordre de John Foster Dulles : il avait commis une violation de la neutralité. Pas de « baie des Cochons » pendant le règne de la terreur de Batista. Aux yeux du gouvernement américain, il n'y avait de terreur que venant de la gauche. Par la suite, lors d'un cocktail diplomatique à La Havane, j'eus l'occasion d'évoquer l'attitude de l'ambassadeur américain devant le représentant de l'Espagne. « C'était absolument contraire aux usages diplomatiques », me dit-il.

« Qu'auriez-vous fait ?

– J'aurais tourné le dos. »

ON ne pouvait se rendre à Santiago autrement que par avion. La veille de mon départ, je me trouvais à une soirée en compagnie de quelques amis cubains, tous issus de la moyenne bourgeoisie et tous partisans de Fidel (quoique l'un deux au moins ait quitté Cuba depuis cette époque). Une jeune femme parmi les invités avait été arrêtée par le trop célèbre chef de la police de Batista, le capitaine Ventura, et passée à tabac. Une autre fille affirma qu'elle servait de messagère à Fidel. Elle partait par le même avion que moi et me demanda de prendre dans ma valise un tas de pull-overs et de grosses chaussettes dont les hommes retranchés dans les montagnes avaient grand besoin. A Santiago, il faisait une chaleur tropicale, et la présence de vêtements d'hiver dans la valise d'un voyageur étranger serait plus facile à justifier lors du passage à la douane de l'aéroport. La jeune fille tenait à me faire rencontrer les représentants de Fidel à Santiago – les vrais, me dit-elle, car la ville, et tout particulièrement l'hôtel où je descendais, grouillait d'espions de Batista.

(...) Le lendemain matin, le correspondant de *Time* vint me voir. Son magazine l'avait chargé de m'accompagner à Santiago afin de m'apporter toute l'aide dont je pourrais avoir besoin. Je ne désirais aucune aide, mais son journal estimait visiblement que je pourrais, sous une forme ou sous une autre, fournir la matière d'un paragraphe. Il fallait que je retrouve la fille afin de l'avertir que je ne serais pas seul. Malheureusement, j'ignorais son nom et son adresse, et mon hôte de la veille n'était pas mieux informé. Toutefois, il me conduisit en voiture à l'aéroport et fit le guet près de l'entrée tandis que j'attendais au bar. Il revint finalement, porteur du message suivant : je ne devais par reconnaître la fille durant le voyage ; elle me téléphonerait le lendemain matin à mon hôtel.

L'HOTEL se trouvait au coin de la petite place principale de Santiago : d'un côté, on voyait la cathédrale dont le flanc était bordé de boutiques. Deux taxis et un fiacre semblaient avoir abandonné tout espoir de voir surgir un client. Personne ne venait plus à Santiago, excepté peut-être les espions contre lesquels on m'avait mis en garde. La nuit était chaude et humide ; l'heure du couvre-feu officieux approchait et le réceptionniste ne faisait même pas semblant de se montrer accueillant. Les taxis ne tardèrent pas à reprendre le chemin du garage, la place se vida, un peloton de soldats passa, un homme en costume de coutil d'un blanc douteux se mit à se balancer d'arrière en avant dans un rocking-chair du hall de l'hôtel, créant un léger courant d'air dans le soir infesté de moustiques. Je songeai à Villahermosa pendant les persécutions dans la région du Tabasco. La ville sentait le poste de police. Je me retrouvais dans ce que mes critiques imaginent être Greeneland.

Le lendemain matin, on frappa à ma porte pendant que je prenais mon petit déjeuner – c'était le correspondant de *Time*, accompagné d'un homme d'âge moyen, vêtu d'un élégant complet de gabardine et affichant un sourire commercial. Il me fut présenté comme le chargé des relations publiques de Castro à Santiago – il ne semblait pas venir de la même planète que les guérilleros retranchés dans les montagnes proches. J'étais gêné, car le téléphone pouvait sonner d'un instant à l'autre. J'essayai de persuader mon visiteur de revenir un peu plus tard, quand je serais habillé. Il continua de parler – et le téléphone sonna.

A cet instant, j'étais si bien persuadé que le danger des « espions » était réel que je demandai à M. X... et au correspondant de *Time* de quitter la pièce pendant que je répondais. Ils s'exécutèrent à contrecœur. C'était la fille, et elle me priait de me rendre à un certain numéro de la calle San-Francisco. M. X... fit sa réapparition et me déclara qu'il était certain que je venais d'être contacté par un agent de Batista. Aucun membre de son réseau n'aurait fait preuve d'une telle légèreté... Il exigea de connaître la teneur de ma conversation téléphonique.

J'étais en colère. Je n'avais pas demandé à être mêlé à toute cette histoire. Je soulignai que pour ce que j'en savais, il pouvait être lui-même un agent de Batista. C'était l'impasse, et il s'en alla.

MON problème consistait à présent à trouver cette rue. Je craignais même de demander un renseignement au réceptionniste. Je gagnai la place et allai m'installer dans un des deux taxis à l'abandon. Avant que j'eusse pu adresser la parole au chauffeur, un Noir à la mise voyante vint s'asseoir à côté de lui. « Je parle britannique, annonça-t-il. Je vous montre où vous voulez aller. » S'il y avait un mouchard de Batista aux environs, pensai-je, c'était lui.

« Oh, fis-je d'un air vague, j'ai envie de voir la ville, les endroits intéressants » – et nous voilà partis, descendant jusqu'au port, remontant jusqu'au monument aux fusiliers marins tués pendant la guerre hispano-américaine, à l'hôtel de ville... je me voyais déjà reconduit à l'hôtel, à moins de trouver un prétexte.

« N'avez-vous pas une vieille église, San Francisco ? » Si cette église existait, elle se trouverait sûrement dans la rue qui portait le même nom.

Je ne m'étais pas trompé : l'église existait, et elle était située dans la rue en question. Je dis à mon guide que je me débrouillerais pour regagner l'hôtel par mes propres moyens – je désirais prier. Ma déambulation dans le cloître ne tarda pas à être interrompue par un prêtre, hostile et soupçonneux : je ne pouvais guère lui expliquer que je voulais simplement m'abriter le temps que mon taxi et mon guide noir lèvent le camp.

Une fois ce problème réglé commença la longue remontée de la calle San-Francisco sous le soleil accablant de midi. La rue était aussi longue qu'Oxford Street, et le numéro que je cherchais se trouvait à l'autre bout. Je n'étais qu'à mi-parcours quand une voiture vint s'arrêter à ma hauteur. M. X... et le correspondant de *Time*.

« Nous vous avons cherché partout », fit M. X... d'un ton plein de reproche.

J'essayai de m'inventer une histoire qui expliquerait ma présence, sous un soleil de plomb, dans cette rue interminable.

« Tout va bien, poursuivit M. X..., tout est parfaitement en règle. J'ai découvert que mon réseau vous avait contacté. » Je pus ainsi achever le trajet confortablement installé dans leur voiture.

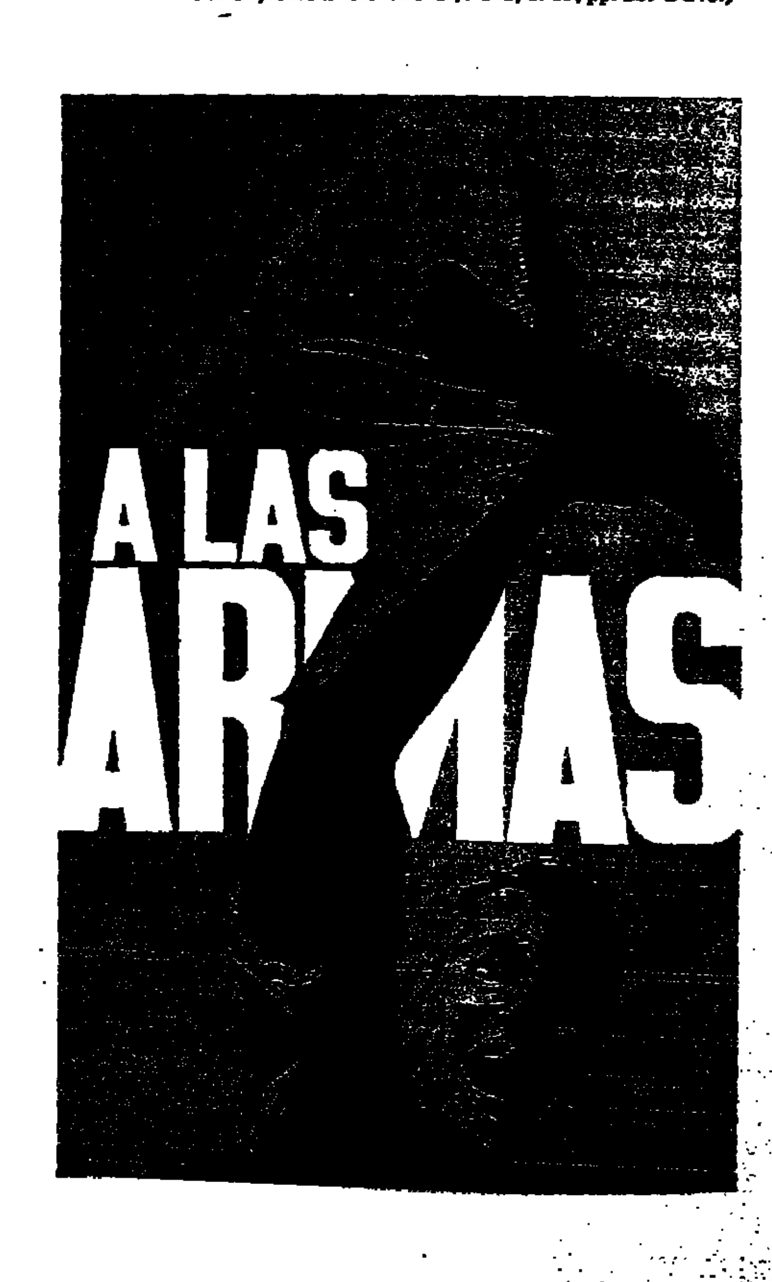
DANS la maison, qui appartenait à une riche famille bourgeoise de Santiago, se trouvaient la fille de La Havane, sa mère, un prêtre et un jeune homme occupé à se faire teindre les cheveux par un coiffeur. Ce jeune homme, un avocat du nom d'Armando Hart, devait devenir par la suite ministre de l'éducation sous la présidence de Castro, puis deuxième secrétaire du Parti communiste cubain. Quelques jours auparavant, il s'était évadé du palais de justice de La Havane où il venait d'être amené sous escorte militaire afin d'être jugé. Il y avait une longue file d'accusés – avec un soldat à chaque bout. Hart connaissait l'endroit exact, à côté des toilettes, où le couloir tournait et où il échapperait, l'espace d'un instant, à la vue de la sentinelle de tête comme à celle de la sentinelle de queue. Il se glissa à l'intérieur des toilettes et s'esquiva par une fenêtre ; ses amis l'attendaient dehors, dans la rue. Son absence ne fut pas remarquée jusqu'à l'appel de son nom devant le tribunal.

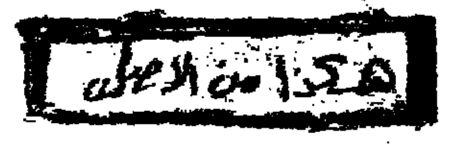
Sa femme, aujourd'hui connue de toute l'Amérique latine sous le nom de Haidée Santamaria, se trouvait avec lui : une femme jeune et à la mine égarée qui donnait l'impression, à cette époque-là, d'avoir été précipitée dans le fanatisme par la brutalité d'événements qui échappaient à son contrôle. Avant d'épouser Hart, elle avait été fiancée avec un autre jeune partisan de Fidel, à Santiago en 1953. On amena la jeune femme à la prison pour lui montrer le cadavre de son fiancé, châtré et les yeux crevés.

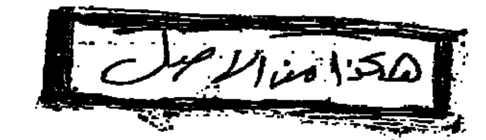
LE lendemain de mon arrivée, trois sœurs âgées de huit à dix ans furent enlevées de leur maison au milieu de la nuit par des soldats. Leur père avait fui Santiago pour rejoindre Castro dans le maquis, et les fillettes, vêtues de leurs chemises de nuit, furent emmenées comme otages dans une caserne.

Le lendemain matin, j'assistai à la révolte des enfants. La nouvelle de l'arrestation des fillettes s'était répandue dans les écoles. Les élèves des écoles secondaires prirent d'eux-mêmes l'initiative de quitter leurs établissements et de se répandre dans les rues. Les parents vinrent retirer leurs enfants des maternelles. Les rues étaient pleines. Les commerçants, craignant le pire, baissèrent leurs rideaux. L'armée céda et libéra les trois fillettes. Ils ne pouvaient braquer les lances d'arrosage sur les enfants comme ils l'avaient fait pour leurs mères, ou les pendre aux réverbères comme ils l'auraient fait pour leurs pères. La chose étrange à mes yeux est qu'aucun reportage sur la révolte des enfants ne fut publié dans *Time* dont le correspondant se trouvait pourtant sur place avec moi. Peut-être Henry Luce n'avait-il pas encore choisi entre Castro et Batista.

(Extraits des *Chemins de l'évasion*, par Graham Greene, Ed. Robert Laffont, Paris, 1983, pp. 239 à 246.)







CAMÉRAS POLITIQUES

« Le mystère Silkwood »

Le choc de la crise semble avoir, soudain, *désarmé les adversaires les plus virulents de* l'énergie nucléaire. Au milieu des années 60, aux Etats-Unis, des associations locales de citoyens s'opposaient avec une vigueur extrême à tout *projet de construction de centrale atomique dans* leur voisinage. Des documents officiels (comme le rapport Rasmussen) et des personnalités militantes (tels l'activiste Ralph Nader ou la comé*dienne Jane Fonda) dénonçaient le danger radio*actif des réacteurs.

Comme aux Etats-Unis, en RFA puis en France, les antinucléaires s'allièrent à d'autres contestataires (les féministes, notamment) pour combattre la prolifération des centrales. Beaucoup de cinéastes politiques participèrent à ce mouve*ment : par exemple, Serge Poljinski, dans Nucléaire, danger immédiat* (1977), critiquait les décisions en la matière du gouvernement français ; le Danois Peer Mannstaedt, dans *Plus de centrales nucléaires* (1976), soulignait les périls qu'entraîne la conservation des déchets radioactifs, et les Américains Saul Landau et Jack Wallis, dans *Paul Jacobs et le gang nucléaire* (1980), dénonçaient les industriels de l'atome coupables à *leurs yeux de criminelles imprudences* (1).

Au début des années 80, *le Syndrome chinois*, *réalisé* par James Bridges avec Jane Fonda, marque un tournant : ce n'est plus le principe même *des centrales nucléaires qui* sembie critiqué *mais* plutôt les négligences dans leur sûreté. Et celles-ci ne sont pas attaquées au moyen d'actions militantes mais simplement révélées par les journalistes de la télévision.

C'est dans cette ligne que se situe *le Mystère Silkwood* (2), dernier film de Mike Nichols, cinéaste fort caractéristique de la période des grandes mutations des mœurs américaines à la fin des années 60. Il est, en effet, l'auteur de *Qui a peur de Virginia Woolf ? le Lauréat, Catch 22* et *Ce plaisir qu'on dit charnel.* Tout, par conséquent, le conduisait à s'intéresser à Karen Silkwood, cette héroïne authentique devenue, depuis sa mort tragique en 1974, une référence emblématique *pour l'ensemble du mouvement écologiste* américain.

Karen Silkwood se trouve au carrefour de plusieurs grands thèmes de cette époque : lutte des femmes et combat pour l'environnement. Le réali*sateur nous décrit une femme libre et intimement* déchirée, écorchée dans son rapport aux autres. Elle a quitté son mari, lui a abandonné ses trois enfants, vit avec un jeune amant et avec une amie *homosexuelle, fume des « joints » de marijuana*, exhibe ses seins... Au fond de cette petite ville de l'Oklahoma où se trouve l'usine d'enrichissement de plutonium de la firme Ker McGee, dans laquelle *travaille Karen*, cette femme *scandalise, dérange*, trouble.

Cela, Mike Nichols le souligne aussi fortement que la lutte de Karen contre la pollution nucléaire. Le film à peine commencé, nous sommes déjà au cœur du l'usine, stupéfaits par l'atmosphère de *détente qui règne parmi ces ouvriers aux prises avec du matériel hautement radioactif. Mais, peu* à peu, cet univers va devenir de plus en plus inquiétant : des ouvriers sont victimes de radiations, on apprend que d'autres l'ont brutalement *été, qu'ils perdent leurs cheveux, et que l'on* enterre à même l'usine des déchets radioactifs qui le resteront durant des millénaires... Sonneries et alarmes se multiplient, créant une ambiance oppressante d'intérieur de sous-marin *en détresse. Karen, à son tour, sera contaminée...*

Commence alors la partie réquisitoire du film contre les imprudences supposées de la firme Ker McGee en matière de sécurité : syndicats et *médecins dénoncent les risques. Et, alors que* Karen s'apprête à fournir des documents décisifs à un journaliste, elle meurt, dans des circonstances confuses, des suites d'un accident de voiture.

Au-delà d'une méditation sur les périls de la radioactivité civile, Mike Nichols propose surtout, à travers le portrait de Karen Silkwood, une chronique sensible des années 70, quand l'effroi de la guerre du Vietnam suscitait en Amérique un goût nouveau pour l'anticonformisme, la tentation du *marginalisme*, une légère irresponsabilité et une soif inassouvie d'idéalisme.

IGNACIO RAMONET.

(1) *Cf.* le dossier « Une solution contestée : l'électronucléaire », *le Monde diplomatique*, septembre 1980.

(2) Ce film sort à Paris le 6 juin 1984.

Vivre avec le plutonium

AVEC le film de Mike Nichols, le grand public pénètre pour la première fois dans un de ces laboratoires, spécialement équipés pour le travail sur matériaux fortement radio-actifs, que la terminologie *nucléaire qualifie de « chauds ».* Le spectateur prend la mesure concrète de ce mélange d'hyper-sophistication technique, mais aussi de routine et de quasi-bricolage qui constitue le quotidien d'une installation nucléaire. Il peut voir Meryl Streep (dans le rôle de *Karen Silkwood) plaisanter avec ses* camarades, comme dans un lieu de travail quelconque, tout en opérant en « boîtes à gants » – ces enceintes étanches à atmosphère contrôlée où il faut introduire les bras qu'un gant seul isole du matériau radio-actif, en l'occurrence du plutonium. Si le film omet de signaler qu'il s'agit là des postes de travail parmi les plus exposés de tout le cycle du combustible nucléaire, la description de la fréquence des incidents, de la cascade de contrôles biologiques par les services de radio-protection qu'ils entraînent pour les travailleurs, et même de l'angoissante découverte par l'héroïne d'une contamination interne de l'organisme ne sacrifie à aucune exagération hollywoodienne.

Selon l'Environmental Protection Agency (Agence pour la protection de l'environnement), un million cinq cent mille salariés américains sont actuellement confrontés, de par leur activité professionnelle, aux risques liés à la radio-activité. Un lourd tribut en vies humaines a déjà été payé aux diverses exploitations « pacifiques » des rayons X et des isotopes radio-actifs. Dès *1924*, à Newark (*Etats-Unis*), on constatait que les ouvrières qui utilisaient une peinture phosphorescente à base de radium pour la fabrication de montres à cadran lumineux développaient anémie et cancer des os. Parmi les radiologistes ayant exercé aux Etats-Unis *entre 1920* et 1939, la fréquence des leucémies a été dix fois supérieure à celle observée chez les médecins généralistes de même âge. En 1967, le secrétaire d'Etat américain au travail, M. Wirtz, n'hésitait pas à dénoncer la situation des mineurs d'uranium dont « *les deux tiers ont une probabilité trois fois supérieure à la moyenne de mourir d'un cancer du poumon, s'ils continuent de travailler dans ces conditions* ». Dans ce cas, comme dans celui de l'usine de production de plutonium de la compagnie Kerr McGee où travaillait Karen Silkwood, les exigences de rentabilité à court terme ont manifestement pris le pas sur les impératifs de sécurité et de protection.

Il serait cependant regrettable que l'intensité dramatique du cas Karen Silkwood et l'identification spontanée à celle qui est devenue le premier « martyr » du mouvement antinucléaire américain masquent au spectateur peu informé la complexité des problèmes de protection des travailleurs que certaines notations du film évoquent avec subtilité. Les effets pathologiques des rayonnements ionisants ont été mis en évidence dès le début du vingtième siècle, puisque la première observation de radiocancer chez l'homme remonte à 1902. C'est même le seul domaine de la protection de l'homme contre les nuisances du monde moderne où s'est imposée une universalité de réflexion et de doctrine conduisant à des recommandations que tous les Etats ont adoptées comme base de leur réglementation.

LES incertitudes qui subsistent expliquent cependant que les *divergences d'appréciation à l'intérieur* de la communauté scientifique aient alimenté la controverse publique. Ainsi, en 1977, la décision de l'Atomic Energy Commission de couper les crédits d'un chercheur réputé de l'université de Pittsburgh, le docteur Thomas Mancuso, fit scandale. Ses travaux semblaient démontrer une surmortalité par cancer chez les travailleurs de l'usine militaire de séparation du plutonium d'Hanford, pourtant soumis à des niveaux d'exposition très inférieurs à la norme des 5 REM. L'Oil Chemical and Atomic Workers (OCAW), syndicat dont Karen Silkwood était membre, embaucha le docteur Mancuso comme expert médical. Depuis, l'Académie nationale des sciences des Etats-Unis a expliqué pourquoi ces travaux ne lui semblaient pas valables. Mais la rédaction en 1979-1980 du rapport de sa commission spécialisée BEIR (Effets biologiques des rayonnements ionisants) a justement suscité de violentes polémiques entre experts (1).

Le principal mérite du film de Mike Michols est peut-être de montrer que, derrière les incertitudes scientifiques sur les courbes de relations « dose-effet », c'est l'intégrité d'êtres de chair et de sang qui est en jeu. Et, surtout, il décrit, sans complaisance ni animosité, le vécu contradictoire de travailleurs obligés de se colleter avec les dangers de la radio-activité... et d'en faire leur gagne-pain. Il n'exprime pas autre chose que les personnages du film, ce responsable syndical du chantier naval de Shippingport qui, devant un taux de leucémie six fois supérieur à la moyenne chez les travailleurs qui construisent les sous-marins atomiques, s'exclamait : « *Mes gars mourraient bien plus vite de faim que des effets des radiations.* »

Mais leur situation fournit également aux travailleurs l'occasion de la critique la plus efficace, parce qu'immédiatement pratique, du mode de production dont ils sont les agents. *C'est l'exemple qu'illustre Karen* Silkwood, comme bien avant elle Léo Goodman, responsable syndical CIO du grand laboratoire nucléaire d'Oak-Ridge, qui, dès *1956*, convainquit le syndicat de l'automobile (United Auto Workers) de s'opposer, pour des raisons de sécurité, à l'implantation près de Detroit du réacteur expérimental Fermi.

Leader national de l'OCAW, M. Tony Mazzochi se félicite de l'impact du film, et ce d'autant plus que le jugement par le tribunal fédéral d'Oklahoma condamnant Kerr McGee à 10,5 millions de dollars de dommages-intérêts pour la contamination par du plutonium, dont a été vic*time* K. Silkwood à la veille de sa mort, est encore contesté par la compagnie auprès de la Cour suprême. Mais il n'a pas totalement tort de remarquer que les « *gens façonnent leurs héros à leur image* » et que la « *mythologie* » véhiculée par le film correspond plutôt aux représentations de « *mouvements progressistes* » comme celui des femmes ou des antinucléaires qu'à ce qu'était réellement Karen : « *Quelqu'un qui a pris conscience de ses responsabilités à l'égard des autres dans les piquets de la grève de 1972 à Kerr McGee et qui est morte pour la défense de son idéal à une époque où la plupart des gens, sans doute rebutés par l'excessive bureaucratisation des structures syndicales, ne sont pas prêts au moindre sacrifice pour un combat collectif.* »

JEAN-PAUL MOATTI.

(1) Voir P. Hubert, « A la recherche du risque acceptable (enjeux autour d'une relation dose-effet) », revue *Culture Technique*, nº 11, septembre 1983.

RICHARD RASHKE

« Un tout petit bout de femme »

Dans la meilleure tradition des enquêtes criminelles à la Truman Capote, le journaliste-écrivain Richard Rashke, dans un livre encore inédit en français, *The Killing of Karen Silkwood* (1), mène sa tâche de déterreur professionnel et cherche les failles d'un système autour d'une victime incontestée : Karen Silkwood. Son récit, soutenu par une sorte de violence, dresse le portrait d'une passionaria qui provoque l'admiration mais aussi la pitié.

C'était un tout petit bout de femme – 50 kilos à peine, vingt-huit ans. Une chevelure épaisse tombait sur ses épaules, sa frange cachait presque son visage menu. Ses yeux étaient bruns et, les dernières semaines, semblaient avant tout soupçonneux et apeurés. Texane, indépendante, têtue et brillante. Elle voulait retourner au Texas, mais pas avant la fin de sa mission. Car c'était une bagar*reuse qui n'allait pas abandonner le terrain. Son ami lui avait conseillé de ces*ser de se battre. Il disait que ça la brûlait. La consumait de l'intérieur. Mais elle avait continué. Maintenant, elle était morte.

Du plutonium dans les poumons, attaché à ses os. Ingurgité et respiré à peine huit jours auparavant...

Le FBI allait enquêter sur les événements bizarres survenus trois mois plus tôt. Ainsi que le Congrès. Tous deux allaient résumer l'affaire en un mot : *mystère.*

Mais elle, elle n'était pas un mystère. Dans la vie, c'était une femme ordinaire qui redressait la tête. Dans la mort, elle devint un martyr du nucléaire, un symbole pour les féministes, pour les défenseurs de l'environnement, pour les travailleurs.

Et ses ennemis, les hommes et les institutions qu'ils dirigent – la police, le FBI, la compagnie Ker McGee, la Commission à l'énergie atomique, – l'ont rangée dans la catégorie des « *instables* », des « *détraqués sexuels* » *et des drogués.*

– Qui était-elle ?
– Qui l'avait contaminée ?
– Quelle était la teneur des documents en sa possession ?
– Que sont-ils devenus ?
– A-t-elle été assassinée ?

On ne possède pas encore toutes les réponses. On ne les possédera peut-être jamais toutes.

(Traduction : Marie-Françoise Allain)

(1) Richard Rashke : *The Killing of Karen Silkwood*, Hougton Mifflin Company, Boston, 1981.

UNE NOUVELLE DE HASSAN MELA ALI QIZILJI

Le thé du diwakhana

LES murs fraîchement crépis, les trois fenêtres lavées avec soin, le *diwakhana* (1) avait été meublé et de beaux tapis déroulés sur le sol. On n'avait cependant pas jugé utile de faire beaucoup de frais pour l'office. Il ne fallait pas s'attendre à ce que les aghas, avec leurs serviteurs, y fassent halte très souvent pour y être reçus, les uns au salon, les autres à l'office. Il faut dire que Mirzarahman, commerçant de Sablagh, Mahabad, était un agha de fraîche date... seulement depuis qu'il avait arraché le village de Qajir aux fils de Hama Salahkhan, en échange de leur dette et de ses intérêts.

Agha Mirzarahman n'appartenait ni à une tribu ni à un clan. Il n'était pas non plus issu d'une grande famille ni propriétaire terrien. Bien qu'à l'heure actuelle il fût plus riche que tous les propriétaires des environs, les aghas de Daibokri et les *begzadé* des Faizullabegi n'en continueraient pas moins à le considérer comme un marchand d'étoffes de Sablagh : il n'était pas de leur rang. De plus, agha Mirzarahman n'était ni assez bon cavalier ni assez habile chasseur pour être admis dans leur cercle et avoir l'honneur de leur visite, de temps à autre, après une partie de chasse... Le seul univers sur lequel agha Mirzarahman avait régné jusqu'à présent était sa femme Khanim, le cuisinier de la maison et l'apprenti qui le secondait dans la boutique.

Promu aujourd'hui propriétaire terrien, il a sous son autorité soixante à soixante-dix familles paysannes. « Je ne vaux pas moins qu'eux, se dit-il. Malgré mes origines citadines, de Sablagh, et de vendeur d'étoffes, me voilà maintenant un vrai propriétaire terrien. J'exerce autorité légale sur tout le village et j'en suis maintenant le personnage le plus puissant. Il me faut donc ouvrir un *diwakhana* pour impressionner les paysans et mettre fin aux railleries des aghas et des *beg*. »



(Dessin de Youssef Salih.)

Et il aménagea le *diwakhana*. Il embaucha deux palefreniers et un *chaychi*, recommanda que l'on mette quelques tapis dans l'office, dressa une grande et lourde table sur laquelle furent disposés un samovar, une théière de porcelaine rouge, une ou deux douzaines de verres à thé, des soucoupes, un plateau pour les verres à thé, des sucriers, des boîtes à thé, des pinces à charbon, des soufflets, des seaux, du charbon de bois et bien d'autres choses...

LE *mollah* du village, les sages, les *kokha* de Qajir, deux par deux ou par petits groupes, vinrent souhaiter la bienvenue et féliciter le nouvel agha. Ils n'arrivaient jamais les mains vides : qui apportait un chevreau, qui un pot de beurre, qui une jarre de fromage, ou une poule, ou quinze à vingt œufs...

Quand il se vit comblé de toutes ces largesses, agha Mirzarahman enfla de plaisir. Il gonflait par couches successives et bientôt n'eut plus de place sous la peau pour la moindre couche supplémentaire... Avec des gestes d'agha et de *beg*, il criait :

« Holà ! Il y a quelqu'un ?

– Oui, oui, agha !

– Apportez du thé ! »

Le *chaychi* versait le thé dans un beau verre à thé, le déposait sur un petit plateau qu'un serviteur portait au *diwakhana*. Il le plaçait devant le visiteur assis le plus près de l'agha, puis repartait chercher un autre plateau de thé. Il n'était pas question de se conduire comme si l'on était dans un *chaykhana*, où l'on vous présente deux à trois verres de thé à la fois ! L'usage, dans les *diwakhana* des aghas et des *beg* est très strict : on ne sert qu'un seul verre de thé à la fois.

Rasu avait déjà été *chaychi* dans des *diwakhana*. Le cérémonial du thé lui était familier. Bien avant le lever du jour, il chauffait le samovar et ne le laissait s'éteindre que très tard dans la nuit, lorsque tout le monde était couché. Tout au long de la journée et une partie de la nuit, quand l'agha réclamait le thé, Rasu le versait sans perdre une seconde. Jamais de retard, sous aucun prétexte...

QUELQUES mois passèrent ainsi. Agha Mirzarahman s'initiait aux manières des aghas. Il découvrit que les paysans étaient faciles à vivre, qu'ils se conformaient aux instructions données. Si bien qu'un jour il décida que le cérémonial du thé n'avait plus sa raison d'être. Fini le temps des cadeaux de bienvenue et des étrennes ! Les paysans ne venaient au *diwakhana* que pour y déverser leurs plaintes : ... le bœuf de *sofi* Rahim piétine le champ de Hama Karim... ; la période d'irrigation du champ d'un tel a été détournée en faveur de tel autre, et maintes et maintes affaires de cette sorte... Pour des causes aussi peu rentables, est-il bien nécessaire d'offrir encore du thé à tout ce monde ?

Un beau soir, agha Mirzarahman, resté chez lui, réfléchissait à ses affaires. Toutes ses facultés étaient centrées sur la solution à apporter au problème du thé. Il se disait : « Voilà à quoi toute leur intelligence a mené ces aghas et ces *beg*, pourquoi, écrasés de dettes et des intérêts de celles-ci, ils voient leurs biens fondre au soleil ! Dans nos boutiques, quand un client passe une commande de tissus pour cent ou deux cents *toman*, nous faisons un bénéfice de deux *giran* par *toman* et notre profit s'élève à 20 %... C'est alors que nous offrons le thé. Ici, aujourd'hui, un bonhomme s'amène pour dire que *sofi* Rahim a été lésé, et je lui fais donner du thé ? C'est tout à fait stupide ! »

Khanim interrompit les réflexions de son époux pour annoncer :

« Agha, il ne reste plus de sucre et de thé que pour deux ou trois jours encore. Il faut envoyer quelqu'un en acheter à Bokan avant qu'il ne soit trop tard.

– Comment, s'écria l'agha, tout est déjà épuisé ? J'en ai acheté tout récemment.

– Est-ce bien toi qui parle ainsi ? dit Khanim. Tu te crois encore en ville ! Nous consommons aujourd'hui, en quinze ou vingt jours, plus de sucre que durant toute une année en ville. A ce rythme, en moins de deux ans, nous aurons dilapidé le profit que nous avait valu notre commerce. Et pas question de repartir pour la ville, nous n'en avons plus le courage ! »

Agha Mirzarahman savait bien que sa femme avait raison, mais il ne voulait pas l'admettre.

« Khanim, n'oublie pas une chose capitale : nous ne sommes plus des commerçants de Sablagh, nous sommes des aghas, des propriétaires terriens, du même rang que ces aghas ou ces *begzadé*. La noblesse requiert de la fortune, comme disaient nos ancêtres. Voilà pourquoi il faut que notre porte soit grand ouverte, que nous ayons un *diwakhana* et que la table y soit dressée... Il y va de notre réputation ! Le grain n'a pas encore germé. Laissons-lui le temps de mûrir, et tu connaîtras alors les avantages de la propriété : près du quart des revenus de ce village, avec ses soixante ou soixante-dix familles, est à nous. La propriété vaut mieux qu'un trésor puisqu'elle est intarissable. »

KHANIM était silencieuse. Mirzarahman se disait en lui-même : « Soit, la propriété est un trésor, mais les comptes sont les comptes ! A-t-on jamais vu, au bazar, un commerçant, fût-il millionnaire, faire cadeau d'un *chayi* ? D'accord, je ne suis pas comme ces aghas et ces *beg* qui ont acquis leurs biens sans effort. Ma fortune est le fruit de ma peine, le sang de mes veines, amassée *giran* par *giran*, *chayi* après *chayi*... Si ce *diwakhana* avait été un simple *chaykhana*, en ville, au lieu de perdre de l'argent chaque jour, on aurait pu faire un beau profit. Après avoir payé le *chaychi*, les serveurs, il resterait un bénéfice... Il faut trouver une solution à ce problème : si je ferme le *diwakhana*, cela n'empêchera pas les paysans de venir... Ils continueront de se plaindre et de se lamenter... et cela en présence de ma femme et de mes enfants... Non, ce n'est pas possible ! Il suffirait que je fasse ranger le samovar et les accessoires de thé pour qu'un personnage influent arrive à l'improviste ! Comment faire alors pour ressortir le tout ? Non seulement les paysans me mépriseraient, mais je deviendrais la risée des aghas et des *beg*... »

Tout à coup, le visage d'agha Mirzarahman, comme celui d'un philosophe aux prises avec un problème inextricable et soudain inspiré, s'illumina. Un sourire de bonheur sur les lèvres, il s'exclama :

« Khanim, tout va bien. Demain, j'enverrai quelqu'un acheter du thé et du sucre. Nous ferons attention. »

Le lendemain, comme à son habitude, il se rendit au *diwakhana*. Une ou deux personnes l'y attendaient déjà. Il demanda à Rasu d'apporter du thé. Ils burent ensemble, discutèrent de leurs affaires. Lorsqu'il fut à nouveau seul, agha Mirzarahman fit venir Rasu et lui dit :

« Mon fils, mon petit... Dorénavant, chaque fois que je te demanderai du thé, il ne sera plus nécessaire de le faire sur-le-champ. Tu diras, par exemple : il n'y a plus de sucre, je dois aller en chercher à la maison... Une autre fois, tu diras : il n'y a plus de thé, ou encore : je viens à peine de remplir le samovar, et l'eau n'a pas encore bouilli... Enfin, trouve une excuse chaque fois que je demanderai du thé.

– Bien, agha. Certainement. »

A partir de ce moment-là, le thé et le sucre devinrent denrées rares, sacrées, inaccessibles, introuvables... Rasu n'avait plus qu'à se reposer. Ses fonctions de *chaychi* se limitaient à annoncer : « Il n'y a plus de sucre, il faut aller en chercher à la maison... Je viens de remplir le samovar... Il faut que j'aille chercher du thé... L'eau est encore froide... »

Pendant quelque temps, agha Mirzarahman fut rassuré au sujet du sucre et du thé. Rasu continuait à dire : « Oui, agha... » ou quelque chose comme ça. Rien de plus.

UN jour, vers midi, les chiens se mirent à aboyer plus fort que d'habitude. Des étrangers arrivaient au village. Agha Mirzarahman se mit à la fenêtre du *diwakhana* et aperçut une demi-douzaine de gendarmes montés sur la place du village. Celui qui était en tête n'était pas armé et paraissait être l'officier de l'escouade. Agha Mirzarahman dépêcha Rasu à la maison pour annoncer l'arrivée des gendarmes et demander de leur préparer une collation. Lui-même, accompagné de serviteurs, descendit à leur rencontre. Il demanda aux paysans qui se trouvaient là de prendre soin des chevaux. L'officier et les gendarmes mirent pied à terre. Agha Mirzarahman leur fit mille politesses et, s'effaçant devant eux, les invita au *diwakhana*. Pendant le trajet, il se creusait les méninges pour retrouver les quelques mots de persan qu'il avait appris dans son enfance afin de leur souhaiter la bienvenue et leur faire des compliments. Mais subitement son front se dérida et un large sourire illumina son visage, l'image d'un homme ravi par une présence très bienvenue. De temps à autre, comme un bœuf de trait malade de la fièvre aphteuse, sa langue s'enroulait dans sa bouche et ses lèvres se pinçaient, des mots en persan en sortaient, inarticulés, saccadés, incohérents... Il essayait de faire comprendre à l'officier que ses aïeux n'avaient pas l'habitude de se nourrir de *doyne* et de *cheleme*, qu'ils n'étaient pas inférieurs aux Persans de Kachan... Il répétait sans cesse : « Soyez les bienvenus, soyez les bienvenus... Vous m'honorez de votre présence. Je suis votre serviteur. »

En même temps, il dit à Rasu :

« Apporte-nous du thé.

– Agha, répond Rasu, il n'y a pas de sucre. Il faut que j'aille en chercher à la maison.

– Sincèrement, ajoutait agha Mirzarahman en se tournant vers ses hôtes, si vous ne veniez pas de temps à autre au village, les malfaiteurs, les voleurs, les bandits emporteraient tout... »

A Rasu :

« Rasu, dépêche-toi, apporte le thé.

– Agha, il n'y a plus de thé. Je vais en chercher chez votre femme...

– Oui, oui, votre Grâce, si vous n'étiez pas là pour surveiller le pays, si de temps en temps vous ne nous honoriez pas de votre visite, les paysans se soulèveraient et ne nous obéiraient plus. Seule la crainte des autorités les retient. Ils ne craignent même pas Dieu... Rasu, le thé ! Dépêche-toi !

– L'eau est froide ! répondait Rasu. Le samovar n'est pas assez chaud. »

A ce moment-là, l'officier échangea un regard d'intelligence avec un des gendarmes. Il semblait dire : « Ce bonhomme débite des fadaises et je commence à croire qu'il n'a pas l'intention de nous offrir la moindre tasse de thé. » L'expression de l'officier saisit agha Mirzarahman aux tripes. Il savait que pour les gendarmes rien n'est plus facile que de trouver un prétexte pour des tracasseries : sortir de la pièce pour enfouir une douzaine de cartouches dans un trou de mur, ou dans la mangeoire de l'écurie, ou au beau milieu d'une botte de paille... On ordonnerait une perquisition et on découvrirait les cartouches ! Il faudrait alors le prix de trois à quatre années de sucre et de thé pour se tirer d'affaire.

Soudain, comme s'il venait d'être mordu par un serpent, agha Mirzarahman bondit vers l'office et dit, en maîtrisant sa voix :

« Fils, Rasu... Dans quel malheur es-tu en train de nous entraîner ? Qu'est-ce que c'est ? Le sucre et le thé sont là ! Sers le thé, mon ami, le thé... le thé... Je t'en conjure. Je te le jure, par Dieu, je te parle tout à fait sérieusement, je t'en fais le serment... Sers le thé... le thé ! »

(Traduction de Joyce Blau.)

(1) *Diwakhana*, « salle d'audience », vieille institution et marque spécifique de l'hospitalité kurde. Plus la salle est grande et le nombre d'invités important, plus les aghas (titre réservé jadis aux chefs de tribus) jouissent d'influence et de rayonnement.

Begzadé, « fils de *beg* », titre de noblesse.

Chaychi, personne en charge du service du thé.

Mollah, dignitaire religieux.

Kokha, maire d'un village.

Chaykhana, salle de café.

Sofi, mystique.

Toman, monnaie persane, environ 1,50 franc. Le *qiran* est le dixième d'un toman, le *chayi*, le centième d'un *qiran*.

Doyne et *cheleme*, nourriture de pauvre.

Hassan Mela Ali Qizilji est né en 1914 à Turujan (Kurdistan d'Iran). Il a participé à la création de l'éphémère République kurde de Mahabad (1946). Après la chute de la République, il se réfugie en Irak, où il publie des nouvelles dans diverses revues kurdes. La plupart ont été traduites en arabe. Il s'exile ensuite en Bulgarie. Au lendemain de l'effondrement du régime du chah, il revient dans son pays natal. Il est arrêté et est actuellement emprisonné à Téhéran.

« Le thé du diwakhana » est extrait de *Mémoires du Kurdistan*, anthologie de la littérature kurde réalisée par Joyce Blau, à paraître en juillet aux éditions Findakly, 11, avenue Jean-Aicard, 75011 Paris (préface de Maxime Rodinson).

Peintre et dessinateur, Youssef Salih, né dans le Kurdistan irakien, vit actuellement à Paris. Ses œuvres ont été exposées à l'Institut kurde de Paris, dans le cadre d'une exposition consacrée aux peintres kurdes du 3 au 26 novembre dernier.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur de la publication : André LAURENS
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, République de Djibouti, Gabon, Guinée, République malgache, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie, Haute-Volta, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco 121
Autres pays 173

PAR AVION (abonnement et taxes) :

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie 196
DOM, Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, République de Djibouti, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta 182
TOM, Etat comorien, République malgache 211
Arabie Saoudite, Egypte, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Syrie 208
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Fidji, Nouvelle-Guinée, Nouvelle-Zélande, Kampuchéa démocratique, Laos 270
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 241

Prix de vente au numéro : 11 F
(Chèque postal : Paris n° 4207-23)
Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : Rédaction et abonnements : 246-72-23
Publicité : Publicat, 17, boulevard Poissonnière, 75001 PARIS. – Tél. : 261-51-26
Adr. télégraphique : Journonde Paris — Télex : MONDPAR 650572 F

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Campagne de stérilisation au Bangladesh

Par BETSY HARTMANN et JANE HUGHES *

UNE active campagne de stérilisation est en cours au Bangladesh, l'un des pays les plus pauvres du monde, mais aussi l'un des plus peuplés au kilomètre carré. Les militaires au pouvoir et les agences d'aide internationale ont, en effet, considéré que le problème démographique y présentait une telle urgence qu'il fallait encourager la population à se faire stériliser en lui offrant des incitations financières. Parfois, des villageois y sont même amenés par la contrainte, avec la participation du personnel militaire.

En juin 1983, l'armée a lancé une campagne de stérilisation obligatoire dans le district de Mymensingh, dans le Nord. Des responsables locaux ayant établi une liste de femmes ayant déjà plus de trois enfants, celles-ci furent ramassées dans des camions militaires et emmenées dans une clinique locale où on leur fit signer un acte par lequel elles donnaient leur consentement *« en connaissance de cause »*. En quelques semaines, plus de cinq cents personnes ont ainsi été stérilisées contre leur volonté : des femmes pauvres pour la plupart, dont beaucoup appartenant à une minorité tribale.

Des fonctionnaires de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), qui contribue au financement de cette campagne, ont exercé des pressions sur le gouvernement bengalais pour qu'il mette fin aux initiatives de l'armée. Selon M. Jack Thomas, directeur du programme de planification familiale de l'Agence au Bangladesh, *« le gouvernement sait que cela ne marchera pas avec l'armée, à la longue. Il y aura des contrecoups »*. Des critiques ont aussi été formulées, cependant, à l'encontre du programme officiel de planification familiale mené par le gouvernement lui-même et qui emploierait des moyens de coercition identiques. Or ce programme a bénéficié durant l'année fiscale 1983 d'une aide de 24,8 millions de dollars de la part de l'USAID – sa plus forte contribution financière bilatérale à un programme démographique.

Convaincre ceux qui ont faim

THEORIQUEMENT, le dispositif de contrôle des naissances comprend toute une gamme de contraceptifs allant des préservatifs aux appareils intra-utérins ; mais, en pratique, la stérilisation est devenue la principale méthode. Au cours des cinq dernières années, plus d'un million de personnes ont été stérilisées et le gouvernement entend poursuivre, en 1984, au rythme de 63 760 opérations par mois. Pour atteindre cet objectif, il a récemment affiné le vaste système d'incitations financières sur lequel s'appuie son programme. Quiconque accepte de se faire stériliser reçoit désormais 175 takas – à peine 700 francs, mais, au Bangladesh, c'est déjà presque un dixième du revenu annuel par tête – avec en plus un nouveau sari (pour les femmes) valant 100 takas, ou un lungi (pour les hommes) valant 50 takas. Les médecins et le personnel médical perçoivent un paiement spécial pour chaque opération, tandis que les employés des services de santé gouvernementaux bénéficient d'une gratification pour chaque client amené à la clinique. En vertu d'une nouvelle directive, les fonctionnaires des services de planification familiale ne remplissant pas au moins 70 % de leurs quotas mensuels de stérilisation seront licenciés à la fin de l'année. En revanche, s'ils dépassent l'objectif, ils auront droit à une gratification en espèces et à des distinctions.

Il semble bien que la contribution financière qu'apporte l'USAID au programme de stérilisation du gouvernement – 2,5 millions de dollars pour 1984 – contrevienne à la législation américaine. Dans sa section 104 (f), la loi d'aide à l'étranger de 1978 interdit, en effet, d'utiliser des fonds gouvernementaux américains *« pour effectuer des opérations de stérilisation involontaire comme méthode de planification familiale, ou pour obliger quelqu'un à subir une telle intervention, ou pour lui offrir à cette fin une incitation financière »*. Au Bangladesh, l'USAID tourne la loi en qualifiant les incitations financières de *« dédommagements financiers »*. M. Jack Thomas soutient que les 175 takas sont destinés à couvrir les frais de transport et de nourriture et à compenser les pertes de salaires occasionnées par l'opération. Quant aux saris et aux lungis distribués gratuitement, ce sont des « vêtements chirurgicaux » car les habits des paysans ne sont pas jugés hygiéniques. *« Voyez ces gens,* dit M. Thomas, *comme ils sont sales ! »*

Mais quand on n'a que la faim et le chômage pour tout lot quotidien, comme c'est le cas pour bien des paysans de ce pays, il n'est pas si facile de distinguer entre *« compensation »* et *« incitation »* financière. Cent soixante-quinze takas, cela représente beaucoup de repas pour un affamé. Un nouveau vêtement, cela peut faire réfléchir ceux qui n'ont qu'un seul habit en loques.

Un conseiller occidental en poste à Dacca a observé que le nombre des stérilisations augmente de manière spectaculaire durant la saison de disette qui précède la récolte, au moment où les familles qui n'ont pas de terres sont particulièrement démunies. Pour lui, c'est *« la faim, purement et simplement,* [qui] *pousse les gens à se faire stériliser »*. Les primes d'incitation ont été augmentées en octobre dernier et les chiffres de l'USAID montrent que, de fait, les opérations de stérilisation ont plus que doublé ce mois-là pour atteindre 62 399, et même 70 612 en novembre. Tandis qu'en décembre, avec le début de la récolte de riz, elles ont chuté à 37 099.

Mais les statistiques ne rendent pas compte des tragédies personnelles. Comme celle de Hasna, par exemple, villageoise de dix-sept ans, dont un sociologue de Dacca conte l'histoire. Son mari l'a répudiée parce que sa famille n'avait pu payer la dot. Retournée chez son frère, elle accepta, sous la pression des employés du service local de planification familiale, de se faire stériliser car la prime était pour elle un moyen de subvenir à ses besoins. Du même coup, elle perdait tout espoir de se remarier car il n'y a pas beaucoup d'hommes qui acceptent d'épouser une femme stérile dans ce pays où les enfants ne sont pas seulement une force de travail mais aussi une sécurité pour les vieux jours. Comme bien d'autres, Hasna ne savait pas que l'opération était irréversible.

En 1982, des nouvelles alarmantes firent état de décès lors d'opérations de stérilisation réalisées dans des conditions douteuses. Une équipe de surveillance fut alors constituée par la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé, l'Agence suédoise pour le développement international et le gouvernement bengalais. Le rapport, publié en septembre 1983, exprimait de sérieuses inquiétudes quant à la manière et aux conditions dont le programme de stérilisation était mené. En théorie, ce dernier repose essentiellement sur le consentement volontaire donné en connaissance de cause. Les enquêteurs relevèrent néanmoins que les *« formes de consentement ne sont pas réunies de manière adéquate dans la plupart des centres »*. Dans plus de 40 % de ces centres, les clients n'étaient *« pas informés convenablement du caractère permanent de la stérilisation »* ou des procédures. Or les recommandations de l'USAID insistent sur *« le consentement volontaire et en connaissance de cause de l'individu, qui doit avoir été informé des procédés chirurgicaux, des inconvénients qui en résultent pour son confort et des risques encourus, des bienfaits à en attendre, des autres méthodes possibles de contrôle des naissances, de l'objectif de l'opération et de son caractère irréversible »*.

Les enquêteurs ont aussi relevé de grossières carences en matière d'hygiène. Dans 34 % des centres gouvernementaux de planification familiale, on ne changeait pas de gants chirurgicaux entre les opérations. Dans 76 % de ces centres, on ne changeait pas de blouses chirurgicales et, parfois, on n'en portait pas du tout. Les équipements étaient jugés insatisfaisants dans la moitié des cas. L'équipe de surveillance a même estimé nécessaire de préparer une liste de recommandations énumérant certaines pratiques élémentaires à observer, telle la *« manière de se laver les mains avant l'opération »*. Les techniques d'anesthésie et d'intervention d'urgence étaient elles aussi gravement déficientes.

On pourrait s'attendre, dans de telles conditions, à un nombre élevé de complications post-opératoires. Or l'équipe de surveillance s'est aperçue que *« souvent, les registres ne sont pas tenus, et les complications ne sont pas enregistrées »*. Un haut conseiller occidental en matière de santé s'exprime plus brutalement : *« Si quelqu'un meurt durant l'intervention, ou s'il y a une complication, sa fiche sera déchirée. »* Une preuve de l'absence de contrôle est donnée par le taux officiel de mortalité à la suite des opérations de stérilisation, qui est inférieur à celui des Etats-Unis : ce que l'équipe de surveillance qualifie de *« surprenant »*, en termes diplomatiques.

En fait, des informations de première main sur ce qui se passe dans les campagnes donnent à penser que les complications se sont multipliées de façon alarmante dans certaines régions. A Dacca, un commerçant rentré de son village natal de Mymensingh, où il était allé en décembre aider ses parents à la moisson, raconte ainsi qu'il avait essayé de louer les services de cinq femmes pauvres pour traiter le riz récolté, mais que celles-ci lui répondirent qu'elles ne pouvaient plus travailler à cause de leur *« ventre opéré »*. Elles lui expliquèrent qu'elles avaient été stérilisées durant la saison maigre, alléchées par la promesse de la prime, alors que leurs maris, des paysans sans terres, étaient partis dans d'autres districts chercher du travail, les laissant sans nourriture. L'opération les avait physiquement handicapées et elles étaient incapables de décortiquer le riz ou de transporter de lourds fardeaux – des travaux de routine, habituellement, pour les paysannes. Voyant cela, leurs maris avaient demandé le divorce. Elles étaient devenues mendiantes. *« Ce n'est pas un programme de contrôle des naissances,* s'indigne le commerçant. *C'est un programme de destruction de la population. »*

Conseiller du service de population, de santé et de nutrition de la Banque mondiale, le Dr K. Kanagaratnam était le rapporteur de l'équipe de surveillance. Il soutient que les donneurs d'aide n'ont aucune responsabilité dans les excès relevés au cours de l'enquête. *« Les donateurs n'ont pas la responsabilité du contrôle des programmes gouvernementaux,* dit-il. *Si vous m'achetez une voiture et si vous renversez quelqu'un avec, est-ce ma faute ? »*

La condition de l'aide ?

LES pressions exercées par les donneurs d'aide ont pourtant joué un grand rôle dans l'accélération du programme de contrôle des naissances. L'aide étrangère finance les trois quarts du budget de développement du Bangladesh : c'est une lourde dépendance, qui n'est pas sans conférer des moyens de pression sur le gouvernement. En mars 1983, avant la réunion du groupe d'aide au Bangladesh à Paris, un rapport sur le contrôle des naissances dans ce pays a été diffusé conjointement par l'AID, la Banque mondiale et les agences de l'ONU. Il invitait à une réduction *« drastique »* de la croissance démographique et à la création d'un conseil national autonome de contrôle démographique doté de *« pouvoirs d'urgence »*. Il recommandait aussi que *« des fonctionnaires de haut rang et du personnel militaire »* fassent de fréquentes visites dans les villages pour y préconiser la planification familiale et que les primes d'incitation soient majorées pour la stérilisation et les autres formes de contraception.


(Raymond Depardon-Magnum)
L'ESPOIR DES PAUVRES

Au mois de juin 1983, les pressions s'accentuaient avec une lettre de M. W. David Hopper, vice-président de la Banque mondiale, au ministre des finances et de la planification du Bangladesh. Le gouvernement de Dacca y recevait pour instruction de *« définir les mesures nécessaires afin de renforcer le programme de manière à atteindre les objectifs convenus dans les délais prévus »*. Il y était aussi rappelé que le contrôle démographique serait un *« sujet spécial de discussion »* à la réunion du consortium d'aide d'avril 1984 à Paris. Moyennant quoi, le gouvernement institua le système actuellement en vigueur pour encourager la stérilisation, augmentant les primes d'incitation et établissant des pénalités pour les employés de la planification familiale insuffisamment zélés.

Certains organismes d'aide ont exprimé leur inquiétude quant aux conséquences d'une telle politique. En particulier, les fonctionnaires de l'agence suédoise, et cela dès 1982. Certes, peu de personnes nieraient que le Bangladesh ait un problème démographique, avec ses 90 millions de gens entassés sur un territoire quatre fois moins étendu que la France. Mais il est des experts qui ne partagent pas l'avis général selon lequel seul un contrôle des naissances suffira à faire baisser le taux de croissance démographique. Ceux-là insistent plutôt sur la nécessité de pourvoir aux besoins essentiels de la population en offrant des soins de santé décents, du travail, des services d'éducation et des assurances vieillesse – seuls moyens de réduire la nécessité d'avoir une famille nombreuse. Insister d'abord sur le contrôle des naissances, n'est-ce pas mettre la charrue avant les bœufs, et même n'est-ce pas détourner des ressources qui pourraient être consacrées aux besoins essentiels de la population ? Selon un fonctionnaire de Dacca, *« il est pratiquement impossible de susciter l'intérêt des employés des services sanitaires en faveur des soins de santé primaires alors qu'ils s'attendent à gagner plus d'argent avec les gratifications de la campagne de stérilisation »*.

Même à l'intérieur des agences qui prônent le plus vigoureusement la nécessité du contrôle des naissances au Bangladesh, tout le monde n'est pas d'accord sur les méthodes du programme de stérilisation. Le directeur de la division du programme au Fonds des nations unies pour les activités en matière de population, le Dr Joep van Arendonk, estime que les nouveaux quotas et primes d'incitation sont *« tout à la fois inefficaces et non éthiques »*. Le Dr Stephen Sinding, du bureau de la population de l'USAID à Washington, exprime lui aussi des réserves quant aux nouvelles mesures d'incitation, car elles vont à l'encontre des principes du *« volontarisme occidental »*. Que de tels scrupules débouchent sur des améliorations, cela paraît peu probable. Jusqu'à présent, les donateurs n'ont pas manifesté beaucoup d'intérêt pour les individus qui font les frais de cette campagne.

* Betsy Hartmann, co-auteur de *A Quiet Violence : View from a Bangladesh Village* (Zed Press, Londres, 1983), auteur d'un livre sur le contrôle de la démographie à paraître à l'Institute for Food and Development Policy (Californie). Jane Hughes, journaliste, a récemment séjourné au Bangladesh.

Dans ce numéro :

PAGES 2 à 4 :
LES ETATS-UNIS ET EL SALVADOR : Objectif de paix, stratégie de guerre, par Michael Stuhrenberg.

PAGE 5 :
Conflit de pouvoirs entre M. Reagan et le Congrès sur la politique étrangère, par Marie-France Toinet.

PAGES 6 à 9 :
UNE GRANDE OFFENSIVE DU VATICAN CONTRE LA THEOLOGIE DE LA LIBERATION : La peur d'une contagion marxiste, suite de l'article de François Houtart. – Le mouvement d'une pensée surgie de l'action, par Guy Petitdemange. – Les communautés ecclésiales de base, par Michel Pitou.

PAGE 10 :
Un livre d'Alain Woodrow sur les jésuites : Pouvoirs, mission et contemplation, par Pierre de Charentenay.

PAGE 11 :
Quand le débat interne éclipse les enjeux européens : une irréelle compétition électorale, par Gilbert Comte.

PAGES 12 à 14 :
CI-GIT UNE EUROPE DESUETE, suite de l'article de Claude Julien.

PAGE 15 :
Les livres du mois.

PAGE 16 :
Les travaux de la Commission trilatérale : Tentations de la croisade, attraits de la coexistence, par Georges-Albert Astre.

PAGE 17 :
Dans les revues...

PAGES 18 et 19 :
Les hoquets du changement et les pesanteurs de la continuité au Cameroun, suite de l'article d'Achille Mbembe. – D'importants atouts pour réorienter une économie extravertie, par Maurice Vincent.

PAGES 20 à 26 :
CUBA, TENSIONS INTERNES ET CRISES INTERNATIONALES : De la médiocrité au décollage, par Joseph Casas. – Face aux conflits d'Amérique centrale, par Carlos Rafael Rodriguez. – Les grandes manœuvres de M. Reagan, par Gino Lofredo. – Les aspirations des citoyens dans une structure étatique taillée sur mesure, par Françoise Barthélémy. – Le « roman-témoignage », par Claude Fell. – Miguel Barnet devant l'« arc fabuleux et chaotique » d'une culture foisonnante. – Graham Greene : « Pas de baie des Cochons pendant la terreur de Batista ».

PAGE 27 :
Correspondance : antisémitisme et antiguérilla.

PAGE 28 :
UNE NOUVELLE DE HASSAN MELA ALI QIZILJI : le thé du *diwakhana*.

PAGE 29 :
CAMERAS POLITIQUES : « Le mystère Silkwood », par Ignacio Ramonet et Jean-Paul Moatti.

Le Monde diplomatique du mois de mai 1984 a été tiré exceptionnellement à 155 000 exemplaires, à l'occasion du trentième anniversaire.

